



**HAL**  
open science

# La démocratie à l'épreuve des places : sociologie des rassemblements 15M, Gezi, Nuit debout

Arthur Guichoux

► **To cite this version:**

Arthur Guichoux. La démocratie à l'épreuve des places : sociologie des rassemblements 15M, Gezi, Nuit debout. Sociologie. Université Paris Cité, 2021. Français. NNT : 2021UNIP7387 . tel-04430080v2

**HAL Id: tel-04430080**

**<https://theses.hal.science/tel-04430080v2>**

Submitted on 31 Jan 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université de Paris

Ecole doctorale Sciences des Sociétés 624

*Laboratoire du Changement Social et Politique (LCSP)*

# La démocratie à l'épreuve des places

*Sociologie des rassemblements 15M, Gezi, Nuit  
debout*

Par Arthur Guichoux

Thèse de doctorat de Sociologie politique

Dirigée par Federico Tarragoni

Présentée et soutenue publiquement le 2 décembre 2021

Devant un jury composé de :

Antoine Chollet, Maître d'Enseignement et de Recherche à l'Université de Lausanne, examinateur

Christine Guionnet, Maîtresse de Conférences HDR en science politique à l'université de Rennes 1, examinatrice

Michel Kokoreff, Professeur de sociologie à l'université de Paris 8, rapporteur

Réjane Sénac, Directrice de recherche CNRS / CEVIPOF, examinatrice

Yves Sintomer, Professeur de science politique à l'université de Paris 8, rapporteur

**Titre :** La démocratie à l'épreuve des Places. Sociologie des rassemblements 15M, Gezi, Nuit debout

**Résumé :**

Pour qui refuse de réduire la démocratie au gouvernement représentatif, les mouvements d'occupation de places constituent un gisement précieux d'expériences. Cette thèse interroge la signification des rassemblements 15M (Barcelone), Gezi (Istanbul), Nuit debout (Paris) afin de mettre en relief leurs dimensions démocratiques. A l'articulation de la théorie de la démocratie et de la sociologie des mouvements sociaux, elle se structure en cinq chapitres. Le premier délimite les enjeux d'une comparaison entre trois terrains évanescents tandis que le second pose le cadre théorique à partir du concept de démocratie sauvage grâce à sa capacité d'analyse du désordre. Il s'agit ensuite de déterminer ce qui transforme ces rassemblements publics en événements médiatiques et collectifs en interrogeant la manière dont les protagonistes se réapproprient l'espace public. Le quatrième chapitre esquisse une généalogie comparée des « mouvements de places » en Espagne, en Turquie et en France et propose de les analyser comme une phase de cristallisation temporaire de l'espace des mouvements sociaux. Il reste alors à interroger la signification politique des « Places » comme espaces de participation *et* de représentation. Ce qui s'y joue relève moins d'une volonté d'autogouvernement que d'un refus collectif des gouvernés constitutif de l'expérience démocratique. Cette thèse vise donc à questionner l'opposition entre spontanéité et organisation, représentation et participation, ordre et désordre en tant que ce dernier ne constitue pas l'autre du politique mais une de ses manifestations.

**Mots clefs :** Théorie de la démocratie – Sociologie des mouvements sociaux et de l'action collective – Philosophie de l'action - Mouvements de places – Occupation de place

**Title :** Democracy in test of the Square. Sociology of 15M, Gezi, Nuit debout gatherings

**Summary :**

For those who refuse to reduce democracy to representative government, "square movements" constitute a precious source of experience. This thesis questions the meaning of 15M (Barcelona), Gezi (Istanbul) and Nuit debout (Paris) gatherings in order to highlight their democratic dimensions. Between theory of democracy and sociology of social movements, it is structured in five chapters. The first delimits the stakes of a comparison between three evanescent grounds. The second chapter underlines the theoretical framework starting from the concept of *wild democracy* thanks to its capacity of analysis of disorder. It is then a question of determining what transforms these public gatherings into media and collective events by questioning the way in which the protagonists reappropriate the physical and virtual public space. The fourth chapter sketches a comparative genealogy of the "square movements" in Spain, Turkey and France and proposes to analyze them as temporary crystallization of the space of social movements. It tackles the political significance of "squares" as spaces of participation and representation. What is at stake is less a desire for self-government than a collective refusal of the governed that constitutes the democratic experience. This thesis thus aims to question the opposition between spontaneity and organization, representation and participation, order and disorder. Indeed, disorder is not anti-politics but is part of politics.

**Key words :** Theory of democracy – Sociology of Social Movements – Sociology of collective action – Philosophy of action – Square movements – French Critical Theory



# REMERCIEMENTS

Merci à toutes les personnes qui m'ont aidé pendant l'élaboration de ma thèse, en particulier celles qui m'ont donné de leur temps pour partager leur expérience et se livrer à l'exercice de l'entretien à Barcelone, Istanbul et Paris.

Je remercie les membres du jury d'avoir accepté l'invitation à discuter de ce travail de recherche. Je remercie en particulier mon directeur, Federico Tarragoni, pour sa disponibilité et son soutien pendant ces dernières années. Son aide a été précieuse dans l'élaboration de ce travail. Au moment d'y mettre un point final, mes pensées vont en particulier à Etienne Tassin sans qui je ne me serais probablement pas aventuré à faire une thèse. Je mesure la chance que j'ai eu d'avoir pu faire partie de cette communauté doctorale archipélagique qu'il savait si bien animer à l'université et en dehors.

Je remercie également l'université de Paris 7, en particulier Rose Goulancourt pour son aide logistique toujours bienvenue, et la Casa Velázquez pour l'octroi d'une bourse de recherche qui m'a permis de finaliser le terrain. Mes remerciements vont aussi à l'université de Rennes 1 pour l'accueil qui m'y a été fait en tant qu'ATER, en particulier de la part de Christine Guionnet.

Ce travail doit beaucoup aux riches échanges lors des colloques et séminaires doctoraux de Paris-Diderot, du GIS « Démocratie et Participation », en particulier lors des ateliers de la Fabrique du Politique. Il m'aurait été difficile de mener à bien cette recherche sans ces espaces riches de débats théoriques mais surtout de discussions informelles. Je remercie également les membres de mon Comité de Suivi, Martine Leibovici et Manuel Cervera-Marzal pour leur accompagnement qui va bien au-delà de ce dispositif administratif. Tous deux font aussi partie du cortège des fidèles relecteurs et relectrices qui m'ont fourni une aide précieuse : Aliénor Ballangé, Vincent Gay, Charlène Charles et Gilles Labelle. Merci aussi à Guillaume, Juan et Marion. Je n'oublie pas non plus celles et ceux qui m'ont aidé par leur traduction simultanée ou qui ont pris la peine de supporter mon accent espagnol lorsque je rencontrais des difficultés de transcription.

Merci à toutes celles et ceux qui ont participé de près ou de loin au *Genkidama* de la fin de thèse : mes parents, mes deux sœurs Marie et Victoire, mes amis de Bretagne, de Paris et de Marseille qui se reconnaîtront.

Enfin, un merci infini à Lucie pour son soutien indéfectible et pour tous les chemins qui restent à parcourir ensemble.



# SOMMAIRE

REMERCIEMENTS.....	4
SOMMAIRE.....	6
Chronologie non exhaustive .....	7
INTRODUCTION .....	15
Chapitre I. L’archipel des « Places » 15M, Gezi, Nuit debout .....	39
Chapitre II. Les théories de la démocratie à l’épreuve de la place publique .....	100
Chapitre III. Quand le rassemblement fait événement.....	188
Chapitre IV. L’émergence des rassemblements de places 15M, Gezi, Nuit debout.....	256
Chapitre V. Le politique est dans la place .....	333
CONCLUSION.....	431

## Chronologie non exhaustive

Non-exhaustive, la chronologie retrace le déroulement des rassemblements qui ont se sont déroulés sur les places de la Catalogne (Barcelone : 16 mai – 30 juin 2011), Taksim (Istanbul : 27 mai -16 juin 2013) et République (Paris : 31 mars – 132 mars...). Elle ne se limite pas à la temporalité des occupations de places et inclut des éléments de contexte qui sont liés à la mémoire collective dont ses lieux sont porteurs, aux mouvements sociaux et aux changements de conjoncture politique.

Cette chronologie prend appui non seulement sur les entretiens et les documents archivés sur le vif ou par nos soins mais aussi sur les traces numériques laissées par les protagonistes. Ce sont donc des sources simultanées aux événements qui échappent au risque du biais rétrospectif. Les publications horodatées, le plus souvent anonymes, permettent ainsi de remonter le cours des événements.

### Le 15M barcelonais de la place de la Catalogne

2009	Création de la PAH
29 septembre 2010	Grève générale à l'appel des centrales syndicales UGT et CCOO ; occupation du bâtiment désaffecté de la banque d'Espagne sur la place de la Catalogne contre les syndicats.
15 avril 2011	Lancement de la plate-forme « Indignés – Non aux coupes dans la santé ». Appel à manifester du syndicat des Médecins et Soignants Catalans, de la Confédération Générale du Travail catalane et de la plate-forme « Indignés – Non aux coupes dans la santé »
1 <sup>er</sup> mai 2011	La manifestation de la fête des travailleurs du 1 <sup>er</sup> Mai se conclue par des émeutes
14 mai	Manifestation contre les coupes budgétaires suite à l'appel du 15 avril. Environ 100 000 personnes défilent dans les rues de Barcelone.
15 mai	Manifestation à l'appel de <i>Democracia Real Ya !</i> dans les rues de Barcelone et partout en Espagne. Environ 15 000 participants à Barcelone : dans le cortège, des manifestants appellent déjà à occuper le Parlement catalan.
16 mai	Une cinquantaine de personnes investit la place de la Catalogne. Tournage et diffusion d'une vidéo où un protagoniste déguisé en



	cosmonaute plante un drapeau affilié au mouvement <i>Okupa</i> (un cercle figurant l'espace de la métropole traversé par une flèche brisée qui illustre la volonté de le perforer) au milieu de la place.
17 mai	« Nous sommes la révolution pacifique » Environ un millier de participants au fil de la journée. Le hashtag « Nous ne partons pas » (#Nonosvamos) est lancé avec la création du compte Twitter <i>Acampadabcn</i> . Première assemblée nocturne.
18 mai	« L' <i>acampadaBCN</i> reste indéfiniment sur la place de la Catalogne ». L'occupation s'organise : matériel de campement, besoins de première nécessité comme un générateur électrique et des tentes pour se protéger de la pluie.
19 mai	Le Conseil Electoral de Barcelone suspend sa séance sur le campement et attend la décision du Conseil Electoral National.
20 mai	« Une fleur pour chaque policier qui t'attaque ». Première tentative d'évacuation par la police. Appel à résister pacifiquement.
21 mai	« Journée de réflexion » pré-électorale.
22 mai	Elections des communautés autonomes en Espagne
24 mai	les assemblées de quartier se multiplient et les activités se diversifient sur la place. La commission « Diversité Fonctionnelle » organise par exemple un <i>gymkana</i> en fauteuil roulant sur la place.
27 mai	Bataille de la place de la Catalogne. Les forces anti-émeutes du <i>Mossos d'Esquadra</i> tentent d'évacuer la place au petit matin. L'usage disproportionné de la force contraste avec l'attitude pacifique des occupants qui résistent jusqu'à ce que la foule de soutiens finisse submerger le cordon policier contraint de battre en retraite. Plusieurs centaines de blessé.e.s. Le soir, plus de 20 000 personnes participent à l'assemblée générale.
28 mai	célébration de la victoire du F.C. Barcelone sur la place de la Catalogne sans heurts.
29 mai	Rencontre <i>Interacampadas</i> à Madrid avec 53 délégations venues de toute l'Espagne.
30 mai	800 personnes manifestent devant le consulat de France à Barcelone pour protester contre l'expulsion des « Indignés » français de la place de la Bastille à Paris
4 juin	Rencontre des assemblées des quartiers, villages et villes de Catalogne sur la place de la Catalogne avec près d'une centaine de délégations.
5 juin	l'Assemblée générale de Barcelone vote la levée progressive du campement.

11 juin	<p>« Les personnes qui restent camper le feront à titre individuel » déclare l'Assemblée générale.</p> <p>Rassemblement inter-sectoriel des travailleurs et travailleuses en lutte sur la place de la Catalogne.</p> <p>Rassemblement place Saint-Jaume devant la mairie de Barcelone coordonnée avec les manifestations locales contre l'investiture dans les mairies nouvellement élues.</p>
14 juin	L' <i>acampada</i> se délocalise dans le parc de la Ciutadella aux portes du Parlement catalan de la <i>Generalitat</i> .
15 juin	Des « colonnes » venant des quartiers (Barceloneta, Eixample, NouBarris, Sants, Poble Nou, Poble Sec, Horta, Gracia et Vallcarca) convergent en direction du parc de la Ciutadella. Une chaîne humaine se forme dans l'objectif d'empêcher le vote de la loi « omnibus » qui prévoit des coupes budgétaires supplémentaires.
19 juin	« Toma la calle ! » (« Prends la rue ! »). Manifestation nationale contre le Pacte Euro. 260 000 à 300 000 participants à Barcelone.
25 juin	La Marche Populaire des Indignés part de Barcelone pour rallier Madrid (arrivée le 23 juillet)
30 juin	Le campement est définitivement levé sur la place de la Catalogne
2 août	La place de la Catalogne est réinvestie en signe de soutien à l'évacuation de la <i>Puerta del Sol</i> à Madrid.
11 septembre	Une délégation d'« indignés » est reçue au Parlement Catalan.
15 octobre	Rassemblement sur la place de la Catalogne dans le cadre de l'action coordonnée « Global Occupy ».

## Le « mouvement de juin » turc : le Gezi stambouliote de la place Taksim

1 <sup>er</sup> mai 1977	Le « Dimanche sanglant » ( <i>Knli Pazar</i> ). 34 manifestants sont tués sur la place Taksim.
3 novembre 2002	Le parti de l'AKP dirigé par Tayip Recep Erdogan accède au pouvoir lors d'élections anticipées
19 janvier 2007	Assassinat du journaliste Hrant Dink par un jeune nationaliste turc
1 <sup>er</sup> mai 2009	Autorisation des manifestations sur la place Taksim
2010	Création du collectif des « Mouvements urbains d'Istanbul ». Levée de l'interdiction de manifester sur la place Taksim pour le 1 <sup>er</sup> Mai.
Février 2012	Création de la plate-forme « Taksim Solidarité »
31 octobre 2012	Lancement des travaux du « projet de piétonisation de Taksim »
7 avril 2013	Appel à se soulever contre le projet de piétonisation de Taksim
1 <sup>er</sup> mai 2013	Manifestations de nouveau interdites sur la place Taksim à l'occasion du 1 <sup>er</sup> mai.
11 mai 2013	Confrontation entre les ultras de Besiktäs et la police émeute à l'occasion du dernier match dans le stade İnönü
20 mai 2013	Destruction du cinéma <i>Emek</i> fermé depuis 2009
24 mai	Restrictions fortes sur la vente et la consommation d'alcool.
27 mai	A l'issue d'une réunion dans le parc, les collectifs qui militent pour sa préservation s'interposent face à un bulldozer de la municipalité et lancent un appel.
28 mai	Répression brutale du sit-in qui déclenche un élan de solidarité locale.
29 mai	Discours d'Erdogan lors de l'inauguration du pont Yavuz Sultan Selim. « Quoi que vous fassiez, nous avons pris notre décision et nous allons la mettre en œuvre. »
30 mai	La police brûle des tentes installées dans le parc. Phase d'extension de la mobilisation. 10 000 personnes dans le parc Gezi.

31 mai – 1er juin	La protestation se répand dans les quartiers d'Istanbul et dans les principales villes turques. A l'aube, des milliers de manifestants traversent le pont du Bosphore pour rejoindre Taksim. La police bat en retraite tandis que le quartier de Besiktäs est le théâtre d'affrontements soutenus. Suspension des travaux par la sixième cour administrative d'Istanbul.
1 <sup>er</sup> juin	Manifestations devant le Parlement à Ankara
2 juin	Appel au calme du président de la République Abdullah Gül. La filiale turque de CNN diffuse un documentaire sur les pingouins qui deviennent un des symboles du mouvement.
3 juin	Départ d'Erdogan pour une visite diplomatique à l'étranger. Appel des principaux syndicats à la grève générale. Les mouvements d'extrême-droite (Loups Gris, MHP) se désolidarisent officiellement du mouvement. Les combats cessent aux abords des barricades qui enserrant la place Taksim : la « Commune de Gezi » est proclamée.
5 juin	Manifestations dans les grandes villes, 10 000 grévistes convergent vers Taksim. La fête musulmane de <i>Lailat al-Mi'raj</i> est célébrée dans le parc Gezi avec un appel à ne pas consommer d'alcool.
6 juin	Annulation par la première cour administrative d'Istanbul du projet directeur d'aménagement urbain.
7 juin	Retour d'Erdogan en Turquie accueilli par des milliers de soutiens pro-AKP dans un rassemblement orchestré par le parti.
8 juin	Manifestations massives partout en Turquie. A Istanbul, les supporters des clubs de foot rivaux forment une coalition « Istanbul United ». Publication d'un communiqué dans le <i>New-York Times</i> : « Que se passe-t-il en Turquie ? »
9 juin	Marche des habitants des quartiers mobilisés vers Taksim.
11 juin	La police évacue la place et entre dans le centre culturel Atätürk
12 juin	Erdogan convoque une deuxième réunion de négociations. Le pianiste allemand Davide Martello et le musicien turc Yiğit Özatalay font un concert de soutien sur la place Taksim. Le gouvernement prend acte de la décision suspensive du tribunal administratif.
13 juin	Chaîne humaine des « Mères de Gezi » en réponse au gouverneur d'Istanbul (Hüseyin Avni Mutlu) qui avait appelé à ramener les « enfants » à la maison.

14 juin	Organisation de sept forums sur le parc. Il est décidé de quitter les lieux en laissant une tente symbolique.
15 juin	Evacuation et destruction du campement sous un nuage de gaz lacrymogène. La police monte la garde autour du parc pour empêcher toute tentative de campement.
16 juin	Le jeune Berkin Elvan est blessé à mort par une grenade lacrymogène.
17 juin	Vague d'arrestations de militants et d'activistes à leurs domiciles. Le chorégraphe Erdem Gündüz se tient debout sur la place Taksim en signe de protestation : le geste de « l'homme debout » est imité à travers le pays jusqu'au parlement turc.
Fin juin	Multiplication des <i>forums</i> dans les parcs et quartiers d'Istanbul
30 juin 2013	20 000 participants lors de la <i>gay-pride</i> d'Istanbul qui défile dans la rue d'Istiklâl.
30 août 2013	La municipalité repeint en gris les escaliers « arc-en-ciel » du quartier de Cihangir.
Septembre 2013	Les escaliers « arc-en-ciel » se multiplient à travers le pays

### **Le « long mars français » : les Nuits debout de la place de la République**

6 janvier 2015	Rassemblement place de la République consécutif aux attentats de Charlie-Hebdo
26 – 27 septembre 2015	Le réseau écologiste <i>Alternatiba</i> installe un village éphémère sur la place
13 novembre 2015	Attentats du Bataclan ; déclaration de l'état d'urgence pour trois mois.
29 novembre 2015	Répression des manifestants anti-COP21
13 janvier 2016	Prolongation de l'état d'urgence
17 février 2016	Annnonce du projet de loi « travail » dit « El Khomri »
19 février	Lancement de la pétition « Loi travail non merci ! » qui recueille plus de 1 360 000 signatures
23 février	Réunion « Leur faire peur » à la Bourse du travail, naissance du collectif « Convergence des luttes »

9 mars	Manifestation intersyndicale suite à « l'appel du 9 mars »
16, 24 mars	Manifestations contre le projet de loi « travail »
31 mars	« Après la manifestation, on ne rentre pas chez nous : on occupe une place de la République. A l'issue de la quatrième manifestation contre le projet de loi, place de la République, rassemblement de « la » Nuit debout sur la place de la République. Première apparition du cortège de tête à l'appel du MILI.
1 <sup>er</sup> avril – 32 mars	Première Assemblée sur la place de la République
5 avril	La mobilisation se propage : les Nuits debout fleurissent à Toulouse, Rennes, Lille, Pau, Saint-Etienne, Strasbourg...
6 avril	Lancement de <i>Radio Debout</i>
8 avril	Première Nuit debout à Montreuil
9 avril	« Apéro chez Valls ». Manifestation sauvage devant l'appartement du Premier Ministre
12 avril	Nuit debout à la Réunion
14 avril	« Pas de porte-parole de Nuit Debout ce soir face à M. Hollande » (décision prise en AG le 44 mars)
15 avril	Lancement de l'appel à une action coordonnée à l'échelle internationale « Global Debout »
19 avril	Action en soutien aux travailleurs du techno-centre de Renault Guyancourt
20 avril	Assemblée convoquée par <i>Fakir</i> et <i>Convergence des luttes</i> pour « l'étape d'après » ; 1 <sup>er</sup> « Orchestre Debout ». Journée d'action « on tout ! »
25 avril	Assemblée Générale devant le théâtre de l'Odéon, en soutien à la mobilisation des intermittents
28 avril	Prise de parole de Philippe Martinez, secrétaire général de la <i>CGT</i> , place de la République ; un manifestant est éborgné par un tir de flash Rennes lors d'une manifestation contre la loi travail ; interruption du régional de Bourgogne Franche-Comté par des nuit-deboutistes
29 avril	Nuit Debout à Montréal
3 mai 2016	Blocage du pont de la Concorde lors de l'ouverture des débats sur le projet de loi « El Khomri »

8 mai	1 <sup>ère</sup> Assemblée des propositions dans le cadre du processus de vote de la loi Travail par la commission « Démocratie »
12 mai	Recours du gouvernement Valls II au 49-3 face à l'obstruction parlementaire et la mobilisation en face de l'Assemblée Nationale
13 mai	évacuation de la « Maison du peuple » à Rennes par les forces anti-terroristes du RAID
15 mai	Global Debout avec des rassemblements dans 130 villes à travers 28 pays et 266 villes en France
18 mai	Rassemblement à l'appel des syndicats de police sur la place de la République dont les dalles sont recouvertes du nom des victimes des violences policières
20 mai	« Assemblée de séparation du MEDEF et de l'État »
2 juin	Défilé parodique « Manif' de droite » à Montpellier
4 juin	Marche-Action vers le quartier Gagarine, Romainville (93)
14 juin	Manifestation qui rassemble plusieurs centaines de milliers de participants à Paris ; répression brutale par la police qui nasse les manifestants sur l'esplanade des Invalides
23 juin	Manifestation-manège autour du bassin de la Bastille à Paris
3 juillet	6 <sup>ème</sup> concert d'« Orchestre Debout »
9 juillet	Rencontre « Inter » sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes
21 juillet	Adoption définitive du texte de la loi « travail »
13 – 15 août 2016	Rencontre « Inter Nuits Debouts » dans la forêt de Paimpont (Ille-et-Vilaine), Appel de la Guette en Brocéliande.
12 novembre 2016	Réunion Inter Nuits Debouts » Challain (Maine et Loire)
32 mars 2017	Appel du Printemps 2017, rassemblement pour le 1 <sup>er</sup> anniversaire de Nuit Debout.

# INTRODUCTION

« Il y a une *faim de démocratie*, d'arriver à des accords, de trouver des solutions pour un pays et un monde en crise, dans laquelle la logique économique globale nous étouffe, dans laquelle les puissants privatisent les bénéfices et socialisent les pertes<sup>1</sup>. »

« Dans le parc Gezi, nous n'avons pas seulement planté des arbres mais aussi la démocratie et l'espoir<sup>2</sup>. »

« Démocratie, t'es où ?<sup>3</sup> »

Le 15 mai 2011 en Espagne marque le début d'une séquence inédite au cours de laquelle des « citoyens » se mobilisent en occupant des places publiques vingt-quatre heures sur vingt-quatre, revendiquant l'instauration d'une « démocratie réelle ». Fin mai 2013 à Istanbul, la répression d'un campement d'activistes qui tentent de résister à la destruction du parc Gezi se transforme en mobilisation nationale avec une multiplication des rassemblements urbains à travers le pays pendant tout le « mouvement de juin ». Le 31 mars 2016, à l'issue d'une manifestation contre le projet de loi « travail », des militants appelant à la « convergence des luttes » investissent la place de la République à Paris et organisent la première Nuit debout avant d'appeler à revenir le lendemain pour l'assemblée du « 32 mars ».

Les trois fragments de discours placés en exergue proviennent respectivement des « mouvements de place » qui ont eu lieu à Barcelone, Istanbul et Paris sous les labels 15M, Gezi et Nuit debout. La récurrence du mot « démocratie » atteste de son potentiel mobilisateur et de son rôle structurant dans le langage contestataire contemporain. Pourtant, les rassemblements barcelonais, stambouliote et parisien s'inscrivent dans des conjonctures distinctes et ne portent pas une même cause : les uns dénoncent la mal-représentation du bipartisme espagnol dans un contexte austéritaire, les autres défendent un parc menacé de destruction contre un gouvernement conservateur, les derniers s'opposent à un projet de dérégulation du droit du travail mené par un gouvernement social-libéral.

---

<sup>1</sup> Communiqué de presse de l'Assemblée de Barcelone, « Note d'information - #Nonosvamos : Le campement BCN reste sur la place de la Catalogne », 1er juin 2011.

<sup>2</sup> *Taksim – Chronique de la révolution des arbres*, film de Jo Béranger, Christian Pfohl. Propos de Sebnem Sonmez, artiste qui a activement participé à l'occupation du parc Gezi.

<sup>3</sup> Pancarte de Nuit debout, Place de la République, Paris, 2016.



L'émergence de revendications démocratiques peut sembler paradoxale dans des régimes mixtes où les gouvernements sont élus à intervalles réguliers par comparaison avec les occupations de places qui visaient à « dégager » des régimes dictatoriaux comme celle de la place Tahrir en Egypte<sup>4</sup>.

Si la démocratie fait l'objet d'un consensus toujours plus large, elle n'est pas pour autant plus facile à saisir tant ses usages restent contrastés<sup>5</sup>. Il suffit d'examiner ce que disent les professionnels de la politique des occupations de places pour mesurer la vivacité des luttes de définition. En 2011, alors que les *quincemayistas* appellent à réaliser la « vraie démocratie maintenant », la présidente de la Communauté de Madrid défend la « démocratie « tout-court<sup>6</sup> », c'est-à-dire la démocratie par l'élection. La démocratie est aussi une manière de légitimer son action, y compris lorsqu'elle est répressive : après l'évacuation *manu militari* du parc Gezi du 16 juin 2013, le Premier ministre turc se félicite que les « forces de police ont passé avec succès un test de démocratie<sup>7</sup> ». Occuper des espaces urbains à ciel ouvert ne serait pas très démocratique si on s'en réfère à ce que dit un ancien président de la République n'acceptant pas « que des gens qui n'ont rien dans le cerveau viennent sur la place de la République donner des leçons à la démocratie française<sup>8</sup> ». Le point commun de ces déclarations publiques est qu'elles tiennent les occupations de places urbaines à l'extérieur du jeu démocratique comme si les manifestations de rue n'en faisaient pas partie.

Situer les « mouvements de places » dans leur environnement immédiat permet de saisir les oppositions à travers lesquelles le « signifiant » démocratie est mobilisé. On peut alors reprendre le constat que font Claudia Moatti et Michèle Riot-Sarcey concernant la République dans le contexte français : « le signifiant a si bien conquis sa valeur universelle qu'il s'est, en

---

<sup>4</sup> En janvier 2011, l'occupation de la place Tahrir dure 18 jours et contribue à la chute du régime d'Hosni Moubarak. L'occupation permanente de la place Tahrir ouvre alors un espace-refuge qui permet de faire reculer la peur et de faire durer la mobilisation protégée par des comités populaires qui fouillent l'entrée. Cf Mounia BENNANI-CHRAÏBI, Olivier FILLIEULE, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires. *Revue française de science politique* », 2012, vol. 62, n° 5, p. 767-796.

<sup>5</sup> Ce n'est pas le cas de tous les mouvements sociaux dont certains dénoncent la démocratie comme un système de domination et le « démocratism » comme un universalisme qui ne prendrait pas en compte le poids des rapports sociaux dans l'accès à l'activité politique.

<sup>6</sup> « Esperanza Aguirre compare le 15M avec la démocratie organique de Franco », *La República de las ideas*, 19 mai 2011 [<https://www.republica.com/2011/05/19/esperanza-aguirre-compara-el-15-m-con-la-democracia-organica-de-franco/>]. Membre du Parti Populaire de la droite espagnole, Esperanza Aguirre était alors présidente de la Communauté de Madrid. Elle appelait alors à se méfier de ceux qui ajoutent un adjectif à la démocratie comme la démocratie organique du dictateur Franco ou les démocraties populaires d'Europe de l'Est.

<sup>7</sup> Déclaration publique de Tayyip Recep Erdogan lors d'une cérémonie de remise de diplôme à l'école de police d'Ankara le 24 juin 2013.

<sup>8</sup> *Le Point*, 24 avril 2016. La citation est extraite d'un discours de Nicolas Sarkozy à Nice devant un parterre de militants de son parti (Union pour une Majorité Populaire).

quelque sorte, affranchi de la chose signifiée<sup>9</sup> ». La confusion de la démocratie avec le gouvernement représentatif<sup>10</sup> aurait fini par occulter la place du *demos* en le réduisant à un corps électoral relativement amorphe en dehors des périodes de mobilisation électorale. C'est en ce sens que les « mouvements de places » ont été accueillis par les sciences sociales comme le signe d'une démocratie sauvage ou d'une participation par le désordre.

## 1. La démocratie au prisme des « Places »

Les occupations de places espagnoles, turques ou françaises ont été présentées comme l'avènement d'un « troisième-Âge de la démocratie<sup>11</sup> », l'expression d'un principe-démocratie<sup>12</sup> ou encore comme la manifestation d'une « démocratie de la place publique<sup>13</sup> ». Si elle a fait couler beaucoup d'encre, la thèse de la « démocratie des places<sup>14</sup> » est loin de faire l'unanimité. Dans le champ académique, une partie de la philosophie politique rejette le « révoltisme<sup>15</sup> » ou le « mouvementisme » de protestations qui seraient privées de signification politique<sup>16</sup>. Ces « mouvements » seraient le symptôme d'un refus des médiations instituées et d'une régression vers « un âge pré-démocratique de la confrontation entre la protestation populaire et le gouvernement oligarchique<sup>17</sup> », entre la place et le palais. Leur portée n'irait guère au-delà des désordres carnavalesques qui renversent temporairement l'ordre établi sans parvenir à le déstabiliser<sup>18</sup>. Plus nuancées sont les lectures qui classifient les événements comme des mouvements sociaux nécessitant une traduction institutionnelle afin de produire une

---

<sup>9</sup> « Claudia MOATTI, Michèle RIOT-SARCEY (dir.), *La République dans tous ses états : pour une histoire intellectuelle de la république en Europe*, Paris, Payot, 2009, p. 10. La citation est reprise dans Samuel HAYAT, *Quand la République était révolutionnaire. Citoyenneté et représentation en 1848*, Paris, Seuil, 2014.

<sup>10</sup> Bernard MANIN, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Calmann-Lévy, 1995.

<sup>11</sup> Thomas COUTROT, « Le troisième âge de la démocratie », *Mouvements*, 3 novembre 2011,

<sup>12</sup> Albert OGIEN, Sandra LAUGIER, *Le principe démocratie : enquête sur les nouvelles formes du politique*, Paris, Découverte, 2014.

<sup>13</sup> Nilüfer GÖLE, « Démocratie de la place publique : l'anatomie du mouvement Gezi », *Socio*, n° 3, 2014, p. 351-365.

<sup>14</sup> Benjamin SOURICE, *La démocratie des places*, Charles-Leopold Mayer, 2018.

<sup>15</sup> Marcel GAUCHET, *La condition historique*, Paris, Gallimard, 2008. Le terme apparaît aussi dans « Entretien avec Marcel Gauchet », *Le Philosophoire*, vol. 19, n° 1, 2003, pp. 23-37 Le terme apparaît aussi sous les traits de « l'indignationnisme » comme figure contemporaine du révoltisme. Cf Marcel GAUCHET, « Que faire des droits de l'homme », *Revue Des Deux Mondes*, 1er février 2018.

<sup>16</sup> Qu'il s'agisse d'ailleurs de jouer le jeu institutionnel pour les conservateurs ou de les détruire pour les néoléninistes.

<sup>17</sup> Marcel GAUCHET, « Que faire des droits de l'homme », *op cit*.

<sup>18</sup> Alain BADIOU, *Un parcours grec*, Lignes, 2016, p. 99. Il rejoint la critique du carnaval formulé par Zizek dans une allocution à Occupy Wall Street le 12 octobre 2011, déplorant « l'esprit de révolte sans révolution ». Il est à noter que Badiou projette dans les mobilisations de places certains traits du « communisme de mouvement ».

« rupture populiste<sup>19</sup> ». Les « Places » ne seraient qu'une étape préalable à un processus politique passant inévitablement par la constitution d'un parti et la compétition électorale. Les « mouvement » relèveraient donc soit du mirage anti-politique, soit d'une pré-politique<sup>20</sup>.

Ces deux lignes d'interprétation prédominantes se distinguent des approches qui ont décrit les occupations de places comme des rassemblements politiques<sup>21</sup>, l'irruption de la multitude<sup>22</sup>, des « oasis<sup>23</sup> » où se réinventerait la démocratie par en bas *comme si nous étions déjà libres*<sup>24</sup>. Aussi perspicaces soient-elles, ces analyses souvent inspirées de la démocratie radicale<sup>25</sup> pâtissent parfois d'une tendance à englober l'ensemble des mouvements<sup>26</sup> dans une même catégorie allant même jusqu'à présenter les *occupiers*<sup>27</sup> comme les « Jacobins<sup>28</sup> » des temps modernes<sup>29</sup>.

L'exégèse des rassemblements charrie un enjeu comparatif qui invite à interroger, si ce n'est à nuancer fortement, l'expression de « mouvement de(s) place(s) ». Abondamment relayé dans les discours médiatiques, politiques et scientifiques, cette classification ne va pas de soi. L'observation d'un « air de famille<sup>30</sup> » entre les rassemblements urbains qui se sont tenus dans les villes d'Espagne, de Turquie et de France – mais aussi des Etats-Unis pour *Occupy* à l'automne 2011 - ne doit pas conduire à les enfermer dans une définition unique. Au-delà des

---

<sup>19</sup> Iñigo ERREJON, « Le 15M comme discours contre-hégémonique », *Revista critica de Ciencias Sociales*, n°2, 2011.

<sup>20</sup> Chantal MOUFFE, *Pour un populisme de gauche*, Albin Michel, 2018, p. 23.

<sup>21</sup> Judith BUTLER, *Rassemblement*, Paris, Fayard, 2016.

<sup>22</sup> Michael HARTD, Antonio NEGRI, *Déclaration : ceci n'est pas un manifeste*, 2013 ; des mêmes auteurs : *Assembly*, New York, Oxford University Press, 2017. Emmanuel CHAMORRO, « La leçon du 15M : construire le politique quand il n'y a pas de centre », *Revista internacional de filosofia*, no 22, pp. 167-79.

<sup>23</sup> Edgar STRAEHLE, « On Parks, Squares and Oases: an Exploration of the Political Spaces in Hannah Arendt », *Las Torres de Lucca: Revista Internacional de Filosofía Política*, vol. 6, n° 10, 2017.

<sup>24</sup> David GRAEBER, *Comme si nous étions déjà libres*, Instinct de liberté, Montréal, Lux, 2014.

<sup>25</sup> Pablo LA PARRA-PÉREZ, « Revueltas lógicas: el ciclo de movilización del 15M y la práctica de la democracia radical », *Journal of Spanish Cultural Studies*, 2014, vol. 15, no 1-2, p. 39-57. On peut aussi renvoyer à : Jordi Bonet I MARTÍ, « The 15-M: A Bet for Radical Democracy » in COLLECTIF, *Subterranean Politics in Europe*, Palgrave Macmillan, London, 2015. p. 119-140 ; İlay Romain ÖRS, « Genie in the bottle: Gezi Park, Taksim Square, and the realignment of democracy and space in Turkey », *Philosophy & Social Criticism*, 2014, vol. 40, n° 4-5, p. 489-498 ; Mark PURCELL, « Space and the desire for democracy in the 15M », *Transactions of the Institute of British Geographers*, 2020.

<sup>26</sup> Marina PRENTOULIS, Lasse THOMASSEN, « Political theory in the square: Protest, representation and subjectification », *Contemporary Political Theory*, 2013, vol. 12, no 3, p. 166-184. Armine ISHKANIAN, Marlies GLASIUS, Irum S. ALI, « Reclaiming democracy in the square? Interpreting the movements of 2011-12 », Department of Social Policy, London School of Economics and Political Science, 2013.

<sup>27</sup> Les *occupiers* sont les protagonistes d'Occupy Wall Street, le campement qui démarre le 17 septembre 2011 dans le quartier de Wall Street à New-York.

<sup>28</sup> Les « Jacobins » désignent initialement les membres d'un club politique pendant la Révolution française qui s'étaient réunis dans un ancien couvent de jacobin. Par la suite, il désigne une fraction des révolutionnaires réputée pour son intransigeance démocratique.

<sup>29</sup> Jeffrey C. ALEXANDER, « The arc of civil liberation: Obama–Tahrir–Occupy », *Philosophy & social criticism*, 2013, vol. 39, no 4-5, p. 341-347. L'auteur fait une analogie entre les *occupiers* et les Jacobins de la Révolution française.

<sup>30</sup> Ludwig WITTGENSTEIN, *Philosophical Investigations*, Oxford, Basil Blackwell, 1968 (1953).

ressemblances morphologiques et de leur concomitance à l'échelle du temps long, la comparaison – qui sera ici limitée aux cas « du » 15M barcelonais, « du » Gezi stambouliote et « des » Nuit debout parisiennes - se justifie à plus forte raison par ce que ces séquences disent de la démocratie.

Car les « mouvements » de places éclairent en creux les controverses théoriques qui se sont nouées autour de la démocratie. Ils mettent en évidence les limites d'une démocratie dite « représentative » qui s'exercerait uniquement par la représentation. Comme tout mode de gouvernement, la démocratie s'expose au refus des gouvernés, à leur refus de coopérer ne serait-ce que par l'abstention. Elle serait donc institutionnelle et protestataire<sup>31</sup> reposant à la fois sur les rites électoraux et sur la politique de la rue. Mais elle comporte au moins deux autres foyers de significations. D'abord, comme le rappelle Samuel Hayat, la démocratie est « indissociablement règne des citoyens et pouvoir de la plèbe<sup>32</sup> » : elle revêt une signification sociale trop souvent occultée qui renvoie au grand nombre, aux groupes sociaux structurellement tenus à l'écart comme les femmes, les minorités, les ouvriers... Ensuite, la démocratie peut aussi s'entendre au sens holiste du terme comme un type de société, un état social, un mode de coexistence irréductible à un ensemble d'institutions ou de procédures.

Hormis les interprétations positivistes qui réduisent la démocratie aux institutions du gouvernement représentatif, les « mouvements de places » ont semble-t-il ouvert un vaste chantier de questionnement. Les occupations de places ont été décrites comme des expériences « plébéiennes<sup>33</sup> » écrivant un nouveau chapitre d'une histoire discontinuée, par en bas, ensevelie sous l'historiographie officielle. On les a aussi appréhendées à l'aune d'une alternative à la démocratie des partis, en écho à la « démocratie des conseils<sup>34</sup> ». Les « mouvements » incarneraient alors une politique préfigurative<sup>35</sup> qui esquisse un modèle démocratique à

---

<sup>31</sup> Lilian MATHIEU, *La démocratie protestataire. Mouvements sociaux et politique en France aujourd'hui*, Paris, Les Presses de Science Po, 2011.

<sup>32</sup> Samuel HAYAT, *Démocratie, Anamosa*, 2020, p. 27.

<sup>33</sup> Martin BREAUUGH, *L'expérience plébéienne*, Paris, Payot, 2007.

<sup>34</sup> Yohan DUBIGEON, *La démocratie des conseils. Aux origines modernes de l'auto-gouvernement*, Klincksieck, 2017, p. 352 – 355. On doit l'expression de « démocratie des partis » à Hannah Arendt. Cf Hannah ARENDT, *Essai sur la révolution*, Gallimard, 1967.

<sup>35</sup> Sur l'engagement préfiguratif on renvoie à : Audric VITIELLO, « La démocratie radicale entre action et institution », *Raisons politiques*, 2019, no 3, p. 63-93. Geoffroy PLEYERS, « De la subjectivation à l'action. Le cas des jeunes alter-activistes » in COLLECTIF, *Mouvements sociaux. Quand le sujet devient acteur*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 2016.

l'échelle d'une place. Occuper la place avec des anonymes serait une « manière de faire société<sup>36</sup> », de « faire démocratie » tout en la conjuguant au futur<sup>37</sup>.

Aussi stimulantes soient-elles, ces lectures des événements butent sur une aporie. D'un côté, les théories « réalistes » tendent à disqualifier ou à marginaliser ce qui s'est joué sur les « Places » par rapport à la « vraie politique ». D'un autre côté, les théories de la démocratie dite « radicale » ont tendance à présenter ces « mouvements-événements<sup>38</sup> » comme l'incarnation de la « vraie démocratie ». Judith Butler met en garde contre ce raccourci :

« ce type de rassemblement n'est pas la démocratie en soi. Il n'est pas possible de désigner tel ou tel rassemblement provisoire et éphémère, de dire « voici la démocratie en action », et d'affirmer que tout ce qu'on peut attendre de la démocratie est symbolisé ou mis en acte dans ce moment<sup>39</sup> ».

Faut-il trancher entre la démocratie des palais et la démocratie des places, entre la voie des urnes et celle de la rue ? N'est-il pas plus pertinent (et prudent) de dire que les « Places » sont davantage un moment, un temps de la démocratie que de prétendre qu'elles sont la manifestation de sa vérité ? La question démocratique est-elle d'ailleurs susceptible de vérité ? L'opposition des lectures qui tendent à dégriser ou à enchanter l'événement tient à une détermination préalable de la politique : les théories « libérales-républicaines » de la démocratie reproduisent par exemple une définition strictement institutionnelle de la politique<sup>40</sup> tandis que les théories démocrates-radicales empruntent la voie opposée de l'anti-institutionnalisme. Sortir de cette impasse suppose au contraire d'admettre l'indétermination du politique entendu comme un « univers en construction constitué de pratiques, de valeurs, de règles, et de relations variables entre une pluralité d'acteurs<sup>41</sup> », univers dont les frontières sont sans cesse renégociées et disputées entre des acteurs individuels ou collectifs qui peuvent être issus de

---

<sup>36</sup> Nilüfer GÖLE, « Démocratie de la place publique : l'anatomie du mouvement Gezi », *Socio. La nouvelle revue des sciences sociales*, 2014, n° 3, p. 351-365.

<sup>37</sup> Benjamin Ask POPP-MADSEN, « Benjamin Ask, Gaard KETS, Workers' Councils and Radical Democracy: Toward a Conceptual History of Council Democracy from Marx to Occupy », *Polity*, n°1, Janvier 2021. C'est très probablement ce qui différencie les mouvements *Occupy* ou *Indignés* de la démocratie des conseils ouvriers en dépit de leurs points communs. Ils se différencient aussi par l'ancrage des conseils sur des lieux d'activité économique alors que les protagonistes des « Places » se mobilisent en dehors du temps et de leur lieu de travail.

<sup>38</sup> Les mouvements sociaux « faisant événement » constituent un sous-ensemble très restrictif des mobilisations collectives qui implique d'interroger les processus d'événementialisation tant au niveau médiatique qu'au plan individuel et collectif.

<sup>39</sup> Judith BUTLER, *Rassemblement*, *op cit*, p. 17

<sup>40</sup> On renvoie par exemple au débat consécutif au mouvement espagnol qui porte sur le point de savoir si le républicanisme est compatible avec des formes de démocratie directe allant au-delà de la définition négative de la liberté comme non-interférence que défend par exemple Philip Pettit. Philip PETTIT, « Réflexions d'un républicain sur le 15M », *La vie des idées*, 2011. Eva BOTELLA ORDINAS, « La démocratie directe de la *Puerta del Sol* », *La vie des idées*, 2011.

<sup>41</sup> Christine GUIONNET, Lionel ARTAUD, « Introduction » in COLLECTIF, *Les frontières du politique : enquêtes sur les processus de politisation et de dépolitisation*, Presses Universitaires de Rennes, 2005.

différents secteurs de la société et pas nécessairement du champ politique. Le politique ferait donc lui-même l'objet de luttes d'appropriation et de définition, ce qui le rend d'autant plus difficile à saisir, encore davantage quand il se déploie dans des espaces à ciel ouvert et sur des durées éphémères.

C'est l'avantage du concept de « démocratie sauvage » inventé par Claude Lefort de reconnaître l'indétermination de la politique démocratique et d'admettre ses ambivalences. Certes, les « gouvernements représentatifs » représentent une forme domestiquée de la démocratie ainsi que l'ont confirmé les récents travaux sur l'appropriation du mot « démocratie » par les élites gouvernementales et parlementaires en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et en France<sup>42</sup>. Force est cependant de préciser que ces « démocraties » se sont « instituées par des voies sauvages, sous l'effet de revendications qui se sont avérées immaîtrisables<sup>43</sup> ». Les droits de manifester, de s'associer, de voter n'ont pas été généreusement octroyés mais difficilement conquis, façonnant les sociétés qu'on qualifie parfois, à tort ou à raison, de « pseudo-démocratiques » ou d'« oligarchiques<sup>44</sup> ». En soutenant que la démocratie présente deux versants indissociables, qu'elle est à la fois domestiquée et sauvage, Lefort adopte un positionnement original dans la philosophie politique puisqu'il articule ordre et désordre.

Malgré de rares apparitions sous la plume de son inventeur, cette « idée libertaire » que désigne l'expression de démocratie sauvage présente des ressources encore sous-estimées que confirme l'intérêt croissant qu'elle suscite<sup>45</sup>. Une lecture globale des textes de Lefort montre qu'à la thèse de la démocratie comme institutionnalisation du conflit répond celle d'une démocratie « indomesticable », que ce soit quelques paragraphes ou quelques années plus loin. Sa conception machiavélienne de la démocratie combine une réflexion sur les canaux

---

<sup>42</sup> Francis DUPUIS-DÉRI, « Histoire du mot « démocratie » au Canada et au Québec. Analyse politique des stratégies rhétoriques », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 2009, vol. 42, no 2, p. 321-343. Hugo BONIN, *Du régime mixte à la « vraie démocratie » : une histoire conceptuelle du mot democracy en Grande-Bretagne, 1770-1920*, Thèse de science politique sous la direction de Francis DUPUIS-DÉRI et d'Yves SINTOMER, Université de Paris 8, 2020. Francis DUPUIS-DÉRI, « L'esprit antidémocratique des fondateurs de la " démocratie " moderne », *Agone*, n°22, 1999, p. 95 – 113.

<sup>43</sup> Claude LEFORT, *L'invention démocratique*, Paris, Fayard, 1981, p. 29.

<sup>44</sup> Cornelius CASTORIADIS, *Carrefours du labyrinthe – Tome 6 : Figures du pensable*, Points, 2009 (1978), p. 186.

<sup>45</sup> Outre l'article liminal de Miguel ABENSOUR, « Démocratie sauvage et principe d'anarchie. *Revue européenne des sciences sociales*, 1993, vol. 31, no 97, p. 225-241, on note une multiplication récente des textes spécifiquement consacrés à la démocratie sauvage : Jean-Yves PRANCHÈRE, « La démocratie indéfinie et les « limites de l'autonomie ». Claude Lefort entre « principe d'anarchie » et « libéralisme » », *Raison publique*, 2018, n° 1, p. 109-127 ; Jacob ROGOZINSKI, « Démocratie sauvage », *Lignes*, 2019, no 2, p. 23-36, Antoine CHOLLET, « L'énigme de la démocratie sauvage », *Esprit*, 2019, no 1, p. 136-146 ; Guillaume GOURGUES, Sébastien SÉGAS, « Chapitre 10. La démocratie participative: entre techniques de gouvernement et pratiques sauvages » in COLLECTIF, *Nouvelle sociologie politique de la France*. Armand Colin, 2021. p. 137-150. On mentionnera aussi le numéro 45 de la revue *Réfractations* (automne 2020) consacrée aux rapports entre démocratie sauvage et anarchisme.

institutionnels et sur ce qui tend inéluctablement à les déborder. A la question du meilleur régime répond celle du refus constant de se laisser gouverner<sup>46</sup> comme manière de faire peuple. La division entre gouvernants et gouvernés ne se laisse pas réduire à un rapport de légitimation dès lors qu'elle ne peut écarter l'hypothèse d'une *dé légitimation* des premiers par les seconds. La politique du désordre qui renvoie aux phases d'ensauvagement démocratique s'insère dans une conception holiste de la démocratie comme un type de société qui repose sur des « principes générateurs » tels que « l'égalisation des conditions <sup>47</sup> », l'autonomie <sup>48</sup> et l'absence de fondements derniers. L'amplification des mouvements féministes atteste par exemple de la conjonction entre la démocratie par les mobilisations collectives et la démocratie comme « mutation symbolique » qui remet en cause les inégalités instituées en les privant de leur fondement naturel ou surnaturel<sup>49</sup>. A la fois mode de gouvernement et mode de coexistence, la démocratie ne se réduit pas à ses formes permanentes caractéristiques des conjonctures routinières ; elle admet également des formes effervescentes, des conjonctures plus fluides qui correspondent à des événements comme Mai 1968. De ce point de vue, les mouvements d'occupation de places peuvent se caractériser comme des phases<sup>50</sup> de bouillonnement qui n'en font pas moins partie des temps pluriels de la démocratie<sup>51</sup>.

## 2. L'expérience démocratique des rassemblements de places

L'hypothèse centrale de cette thèse tient à ce que les « mouvements de places » 15M, Gezi, Nuit debout forment un tissu d'expériences qui met en jeu la signification de la démocratie. Les « Places » ne seraient pas tant l'incarnation de la démocratie à l'état brut (ou de la *vraie* démocratie) qu'un mode de participation alternatif qui fait partie des coordonnées de l'expérience démocratique au même titre que l'effervescence électorale en est constitutive. Dérouler cette hypothèse suppose de déterminer ce qui, par le fait de se rassembler en public<sup>52</sup>,

---

<sup>46</sup> Jean-Claude MONOD, *L'art de ne pas être trop gouverné*, Paris, Seuil, 2019.

<sup>47</sup> Alexis de TOCQUEVILLE, *De la démocratie en Amérique, Tome I – II*, 1840.

<sup>48</sup> Cornelius CASTORIADIS, *L'institution imaginaire de la société*, Seuil, 1975.

<sup>49</sup> Claude LEFORT, *Le temps présent*, Paris, Belin, p. 353. Ces mouvements participent en ce sens de la « révolution démocratique » au sens symbolique du terme.

<sup>50</sup> L'emprunt du terme de « phase » aux sciences physiques ne signifie pas pour autant qu'il faille céder à l'illusion d'une histoire naturelle dénoncée par Michel Dobry. Les « phases » en question ne répondent pas à une périodisation quelconque mais relèvent de la contingence. Cf Michel DOBRY, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de Science Po, 2009 (1983).

<sup>51</sup> Antoine CHOLLET, *Les temps de la démocratie : Incertitude et autonomie du présent*, Dalloz, 2011.

<sup>52</sup> Isaac JOSEPH, « L'ordre de l'interaction et son vocabulaire », in COLLECTIF, *Erving Goffman et la microsociologie*, Presses Universitaires de France, 2009, pp. 123-124. La publicité qui consiste à agir sous le regard d'autrui et donc à s'autocontrôler est aussi un critère de l'action collective chez Arendt.

fait rupture avec l'ordre social avant d'interroger de manière plus précise la portée démocratique de ce désordre.

La signification des rassemblements ne se limite pas aux innombrables discours oraux ou écrits qui saturent l'espace de la coprésence physique et virtuel de signes politiques - slogans, prises de parole, chants, graffitis, pancartes, tracts, communiqués de presse, plaques commémoratives etc. : elle réside d'abord dans le fait de se tenir collectivement sur une place. En se réappropriant des espaces urbains centraux<sup>53</sup>, les acteurs cessent de participer à l'ordre social urbain, se soustraient à l'« indifférence civile<sup>54</sup> » sans pour autant se plier aux répertoires protestataires conventionnels puisque leur présence s'ancre dans une durée exceptionnellement longue pour une protestation de rue. Ce faisant, *quincemayistas*, *geziciler*, *deboutistes* se dérobent à « l'ordre d'interaction » routinier des métropoles. Le refus de se plier aux injonctions à faire place nette expose aux rappels à l'ordre et à la répression des autorités publiques et des agents à qui elles délèguent l'exercice de la force. Les rassemblements correspondent en ce sens à des séquences à la fois protestataires et répressives qui sont révélatrices du rapport étroit que le pouvoir politico-administratif entretient avec la violence lorsqu'il fait usage de la force contre ceux qui lui résistent.

Qu'ils soient intermittents (Nuit debout) ou permanents (15M, Gezi), les campements urbains produisent du désordre et matérialisent un univers éphémère dont les frontières symboliques le séparent du reste de la ville. La « Place » n'est pas qu'une expérience du nombre et parfois du chaos : entre les individus et collectifs qui affluent, un ordre d'interaction alternatif émerge et se routinise. Extra-institutionnelle, la « démocratie de la place publique » n'en repose pas moins sur des pratiques régulées par le principe-tiers du politique que donnent par exemple à voir les « assemblées ». La contestation à ciel-ouvert rappelle que les interactions individuelles renvoient à des pratiques *sociales* qui sont politiquement instituées. L'économie du don<sup>55</sup>, l'individualisation de la participation et l'humeur antihiérarchique qui président aux

---

<sup>53</sup> Etienne TASSIN, *Pourquoi agissons-nous? Questionner la politique en compagnie de Hannah Arendt*, Le Bord de L'eau, 2018. L'appropriation est à la fois physique et symbolique comme le rappelle Héloïse Nez. Héloïse NEZ, « Occupation de places » in Olivier FILLIEULE (éd.), *Dictionnaire des mouvements sociaux. 2<sup>e</sup> édition mise à jour et augmentée*. Presses de Sciences Po, 2020, pp. 424-428.

<sup>54</sup> Erving GOFFMAN, *La mise en scène de la vie quotidienne. 2, Les relations en public*, Paris, Minit, 1973. Pour Goffman, les situations de coprésence dans la rue se définissent comme des « interactions non focalisées » organisées autour du principe de l'« indifférence civile » par laquelle il est d'usage de ne manifester envers autrui qu'un « intérêt drastiquement limité ». CEFAÏ, Daniel et PERREAU, Laurent (ed.). *Erving Goffman et l'ordre de l'interaction*. CURAPP, 2013.

<sup>55</sup> Force est de préciser que les situations ne doivent pas être idéalisées : les occupations restent à bien des égards chaotiques, marquées par des intrigues et des actes de violence entre certains occupants qui sont parfois des passagers clandestins. Ce sont aussi des lieux hospitaliers pour les personnes vivant dans la rue qui souffrent parfois d'addictions. C'est une donnée qui revient fréquemment dans les entretiens.



interactions sur les places font sens par rapport aux modes de socialisation et aux cultures protestataires. Il convient donc d'éviter l'écueil d'une lecture spontanéiste de l'action collective qui occulterait le fait que l'activité contestataire prend appui sur ce qui est déjà institué et sur un ensemble de pratiques sédimentées. La structuration des rassemblements est à mettre en lien avec l'hétérogénéité sociale et politique de mobilisations où militants, activistes, profanes partagent un même espace de coprésence et font circuler savoir-faire, compétences et expériences. En ce sens, la démocratie sauvage des places se spécifie comme un de ces rares moments où l'« espace des mouvements sociaux<sup>56</sup> » se cristallise sur un même site tout en s'élargissant aux novices.

Ce qui distingue à plus forte raison les occupations de places tient à ce que les protagonistes s'y mobilisent en tant que gouvernés. Les « Places » traduisent un refus collectif des gouvernés, refus tissé de multiples voix entre celles et ceux qui cherchent à gouverner (sans le dire), à être gouvernés autrement, à se rendre (un peu) moins gouvernables, ou encore à se rendre « ingouvernables ». L'expérience du « plein-air pluriel<sup>57</sup> » intensifie le commun tout en exposant au dissensus dans des espaces fluides où aucune organisation ni aucun chef ne parvient à imposer durablement son hégémonie<sup>58</sup>. Les rassemblements qui scandent les séquences 15M, Gezi, Nuit debout se caractérisent par une mise en débat permanente des moyens et des fins de l'action collective (les assemblées, la violence,...) ainsi qu'une mise en question des relations de pouvoir<sup>59</sup> entre les protagonistes (ce que nous verrons à travers la rhétorique du « 99% »). Le refus collectif à travers lequel se construit le « Nous » n'est donc pas privé de signification : il exprimerait en creux une prétention *extra-électorale* à représenter le peuple. Ces foyers d'expérience mettent alors à l'épreuve du conflit non seulement les gouvernements dits « démocratiques » mais aussi les protagonistes<sup>60</sup> dans leurs prétentions respectives à

---

<sup>56</sup> Lilian MATHIEU, *L'espace des mouvements sociaux*, Les Editions du Croquant, 2007. Il va de soi que cette cristallisation reste partielle puisque tous les mouvements sociaux ne sont pas présents sur la place compte-tenu des oppositions radicales qui composent cet espace.

<sup>57</sup> Jordi Carmona HURTADO, *Hannah Arendt: patience de l'action*, L'Harmattan, 2015.

<sup>58</sup> On applique ici le concept gramscien d'hégémonie à l'échelle de la mobilisation et non de la société entière. Dépourvus de chefs, ces mouvements sont néanmoins traversés par des dynamiques plurielles de leadership.

<sup>59</sup> Cette problématisation des rapports de pouvoir conduit parfois à une problématisation de soi.

<sup>60</sup> J'emprunte la notion de protagoniste forgée par Haïm Burstin pour l'appliquer dans les conjonctures contestataires comparées et ainsi rendre compte des modes de participations et de l'adhésion à des événements dans le cadre d'un protagonisme contestataire. Cf Haïm BURSTIN, « La biographie en mode mineur : les acteurs de Varennes, ou le « protagonisme » révolutionnaire », *Revue d'histoire moderne contemporaine*, 2010, n° 1, p. 7-24. On renvoie aussi au riche entretien collectif mené par la revue *Politix* à ce sujet : Haïm BURSTIN, Ivan ERMAKOFF, William SEWELL, *et al*, « Protagonisme et crises politiques : histoire et sciences sociales. Retours sur la Révolution française et février-juin 1848 », *Politix*, vol. 112, n° 4, 2015, pp. 131-165.

revendiquer la démocratie et représenter le peuple<sup>61</sup>. Se rouvre alors la question centrale de toute politique démocratique : qui fait partie du peuple ?

### **3. De la théorie à la pratique : philosophie et sociologie de l'action collective**

Les éléments de définition et de problématisation qu'on vient d'égrainer dessinent une position de recherche à l'articulation de la théorie de la démocratie et de la sociologie de l'action collective. Cette thèse part du constat que le dialogue reste trop rare entre ces sous-champs de la science politique qui partagent pourtant des objets et questionnements complémentaires. Ils amorcent en particulier une redéfinition de la démocratie qui fait rupture avec le sens commun : « société de mouvement<sup>62</sup> », « de protestation »<sup>63</sup>, démocratie protestataire<sup>64</sup>, insurgente<sup>65</sup>, radicale ou agonistique<sup>66</sup>. Quelle que soit la perspective adoptée, le conflit démocratique dépasse le cadre de la compétition électorale<sup>67</sup> et les acteurs du champ politique professionnalisé n'exercent pas le monopole.

Dans un de ses derniers textes, Lefort expose une définition extensive de la « démocratie représentative » qui « n'est pas seulement ce système dans lequel des représentants participent à l'autorité politique à la place des citoyens qui les ont mandatés<sup>68</sup> » ajoutant que le pôle du pouvoir a aussi vocation à « assurer à la société une sorte de visibilité d'elle-même<sup>69</sup> ». Le pouvoir démocratique autoriserait ainsi la régulation des conflits sociaux par la mise en scène politique de la compétition électorale. Il souligne néanmoins que la représentation politique (au sens de la délégation électorale) « ne constitue qu'un des moyens par lesquels les groupes

---

<sup>61</sup> On se réfère ici à la notion de *representative claim* (qu'on peut traduire par l'expression de « prétention à représenter ») de Michel SAWARD qui se situe dans une perspective constructiviste : Michael SAWARD, « The representative claim », *Contemporary political theory*, 2006, vol. 5, no 3, p. 297-318.

<sup>62</sup> Dieter RUCHT, Friedhelm NEIDHARDT, « Towards a "Movement Society"? On the Possibilities of Institutionalizing Social Movements », *Social Movement Studies* 1, n° 1, 2002, p. 7-30.

<sup>63</sup> Harry PROSS, *Protestgesellschaft: von der Wirksamkeit des Widerspruchs*, Frankfurt am Main, Büchergilde Gutenberg, 1993.

<sup>64</sup> Lilian MATHIEU, *La démocratie protestataire*, Presses de Science Po, 2011.

<sup>65</sup> Miguel ABENSOUR, *La démocratie contre l'Etat. Marx et le moment machiavélien*, Les Editions du Félin, 1997.

<sup>66</sup> Audric VITIELLO, « La démocratie agonistique. Entre ordre symbolique et désordre politique » *Revue du MAUSS*, 2011, n° 2, p. 213-234.

<sup>67</sup> Ce volet épistémologique a fait l'objet de plusieurs présentations à l'Association Française de Science Politique en 2019 à Bordeaux et à l'Association Belge de Science Politique en 2020.

<sup>68</sup> Claude LEFORT, « Fragilité et fécondité des démocraties », 2009, mis en ligne le 10 mai 2010. Accessible en ligne [<http://cmb.ehess.fr/320>]

<sup>69</sup> *Ibid.*

sociaux réussissent à donner une expression publique à leurs intérêts ou à leurs inspirations<sup>70</sup> », faisant valoir que la représentation prend aussi appui sur le rôle moteur « des syndicats, des associations alliées, des mouvements sociaux<sup>71</sup> ». Cette compréhension plurielle de la représentation n'est qu'un exemple parmi d'autres des affinités qu'entretiennent théories de la démocratie et sociologie des mouvements sociaux et de leur souci commun de mettre à distance les discours que tiennent les institutions sur elles-mêmes. Il faut donc préciser en quoi ces perspectives peuvent se compléter et se renforcer.

Située à l'intersection de la science politique, de la sociologie et de l'histoire, la sociologie des mouvements sociaux se donne pour champ d'exploration cet univers spécifique qu'est le domaine de l'action collective. « Processus de construction d'un rapport de forces et de sens<sup>72</sup> », les mouvements sociaux ne se limitent pas à une lutte entre groupes sociaux antagonistes pour le contrôle et la direction de l'historicité des sociétés<sup>73</sup>. Ils ne laissent pas non plus définir uniquement, comme l'ont parfois suggéré les approches d'ascendance fonctionnaliste, à l'aune de leur rapport à l'Etat, qu'il s'agisse de s'y opposer ou de l'interpeller comme arbitre pour régler un litige<sup>74</sup>. L'objectif final d'une manifestation, d'une grève ou d'une occupation serait de formuler des demandes (*in-put*) afin d'obtenir des réponses dans le domaine de l'action publique (*out-put*). Contre ce prisme instrumental, des approches plus constructivistes insistent sur le caractère performatif de l'« agir-à-plusieurs ». Les mouvements sociaux ne visent alors pas seulement à défendre des intérêts mais aussi à « redéfinir le cadre culturel et politique dans lequel la représentation des intérêts prend place<sup>75</sup> ». Leur productivité ne se situerait pas seulement au plan des résultats ou des victoires mais se mesurerait à leur capacité à redistribuer les coordonnées symboliques de l'espace social.

Pour autant, il serait réducteur d'envisager les mouvements sociaux uniquement comme une « arène » supplémentaire (aux côtés des arènes judiciaire, médiatique ou politique), comme un « espace d'appel<sup>76</sup> » pour se faire entendre des autorités publiques locales ou nationales voire intergouvernementales. Ils renvoient également à un « univers de pratique et de sens, relativement autonome à l'intérieur du monde social<sup>77</sup> » liés par des relations d'interdépendance

---

<sup>70</sup> *Ibid.*

<sup>71</sup> *Ibid.*

<sup>72</sup> Erik NEVEU, *Sociologie des mouvements sociaux*, La découverte, 2015, p. 49.

<sup>73</sup> Alain TOURAINE, « Les mouvements sociaux : objet particulier ou problème central de l'analyse sociologique ? », *Revue française de sociologie*, 1984, n°25, pp.3-19, p.7.

<sup>74</sup> Charles TILLY, Sidney G. TARROW, *Politique(s) du conflit : de la grève à la révolution*, Presses de Science Po 2015.

<sup>75</sup> Donatella DELLA PORTA, Mario DIANI, *Social movements : an introduction*, Blackwell, 2006 (1996), p. 27.

<sup>76</sup> Erik NEVEU, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, 2019, chapitre I.

<sup>77</sup> Lilian MATHIEU, « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, 2007, no 1, p. 131-151.

et d'autonomie. On peut le caractériser comme un espace à part, plus faiblement institutionnalisé qu'un champ mais suffisamment autonome pour disposer de sa consistance propre en particulier lors des mobilisations « multisectorielles » qui fédèrent plusieurs mouvements sociaux et espaces de cause. Raisonner en termes d'*espace* permet de concilier une approche par les structures (l'univers des mouvements sociaux et les relations avec d'autres secteurs du monde social) et par l'engagement des acteurs à l'échelle individuelle (les processus d'entrée, de maintien, de sortie dans cet espace).

En France, la sociologie des mouvements sociaux s'est consolidée par rupture progressive avec le paradigme dominant outre-Atlantique de la mobilisation des ressources<sup>78</sup> et de la méthode de l'analyse événementielle<sup>79</sup> (la *Protest Event Analysis*), procédant par des enquêtes de terrain qualitatives, localisées, plutôt que par accumulation et comparaison de données statistiques<sup>80</sup>. Elle ne limite pas la question politique aux frontières du champ partisan, syndical ou associatif optant pour une approche processuelle de l'engagement<sup>81</sup>. C'est précisément sur ce terrain que la sociologie des mobilisations rencontre les théories de la démocratie radicale lorsque celles-ci définissent la politique à l'aune d'une philosophie de l'action. « Ces engagements n'ont nul besoin d'être constants, entiers, héroïques<sup>82</sup> » : ils bousculent l'ordinaire et ne s'inscrivent pas nécessairement dans une vie entièrement militante ou partisane.

Le trait commun de la « théorie critique française<sup>83</sup> » avec la sociologie des mouvements sociaux est d'élargir considérablement la compréhension de la démocratie tout en maintenant une distance critique avec les régimes qui se revendiquent comme tels. Cette ligne de pensée minoritaire comporte de nombreuses variantes qui vont de l'institutionnalisme de la démocratie directe contre les « pseudo-démocraties » électorales, d'une démocratie qui serait uniquement « insurrectionnelle » ou « insurgente<sup>84</sup> » en passant par des conceptions plurielles qui tentent

---

<sup>78</sup> John MCCARTHY, Mayer N. ZALD Mayer, « Resource Mobilization and Social Movements : A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, 82 (6), 1977, p. 12-24; Anthony OBERSCALL, *Social Conflict and Social Movements*, Englewood Cliffs (N. J.), Prentice-Hall, 1973.

<sup>79</sup> Ruud KOOPMANS, Dieter RUCHT, « Protest Event Analysis » in Bert KLANDERMANS, Suzanne STAGGENBORG (eds), *Methods of Social Movement Research*, Minneapolis (Minn.), University of Minnesota Press, 2002, p. 231-259. Cette méthodologie a aussi été importée en France : Olivier FILLIEULE, *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.

<sup>80</sup> Eric AGRİKOLIANSKY, Olivier FILLIEULE, Isabelle SOMMIER, *Penser les mouvements sociaux : Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, La Découverte, 2010.

<sup>81</sup> Olivier FILLIEULE, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, 2001, vol. 51, no 1, p. 199-215.

<sup>82</sup> Etienne TASSIN, *Pourquoi agissons-nous? Questionner la politique en compagnie de Hannah Arendt*, op cit, p. 5.

<sup>83</sup> Jean-Phillipe DERANTY, Danielle PETHERBRIDGE, Danielle, John RUNDELL, (ed.). *Recognition, work, politics: new directions in French critical theory*, Brill, 2007.

<sup>84</sup> Miguel ABENSOUR, « Démocratie insurgente et Institution » in COLLECTIF, *La démocratie au-delà du libéralisme : perspectives critiques*, Outremont, Athena, 2009, p. 185-193.

d'articuler ses différentes faces<sup>85</sup>. Dans tous les cas, les théories « démocrates-radicales » ne se contentent pas d'envisager les mouvements sociaux exclusivement à travers leur rapport au champ politique et au gouvernement étatique, comme c'est le cas lorsqu'il est fait mention des « pratiques de surveillance, d'empêchement et de jugement<sup>86</sup> », des citoyens-vigies qui se mobilisent contre les structures de la délégation uniquement parce qu'ils se sentiraient dépossédés de leur pouvoir. Le présupposé revendicatif<sup>87</sup> qui sous-tend les théories qui font du système représentatif le centre de gravité de la politique ont tendance à sous-estimer l'autonomie propre aux mouvements sociaux qui en seraient la périphérie. Que ce soit par une voie théorique ou empirique, reconnaître l'indétermination du politique permet de rompre avec les biais positivistes qui tendent à reproduire les lignes de partage établies – parfois disqualifiantes, en tout cas hiérarchisantes - comme l'opposition entre politique « conventionnelle » et « non-conventionnelle ».

Cependant, bien qu'elles ouvrent des perspectives stimulantes sur les possibles et les limites d'une politique démocratique, les théories de la démocratie dite « radicale » gagneraient à dialoguer davantage avec les analyses sociologiques qui traitent des mêmes phénomènes. Ces dernières permettent d'historiciser l'inachèvement démocratique théorisé par les premiers, nouant l'histoire des mouvements sociaux à celle d'une démocratie irréductible à ses traductions institutionnelles. « Relue du point de vue de la sociologie des mouvements sociaux, l'histoire de la démocratie est en effet celle de la définition conflictuelle du corps politique, et des luttes de groupes qui en sont *a priori* exclus pour y avoir une place<sup>88</sup> ». Histoire qui n'est pas finie mais qui se poursuit, se rejoue, se prolonge à travers les soulèvements et mouvements sociaux dont font partie les occupations de place. Par ailleurs, le passage de la réflexion sur les régimes et les formes de société au niveau mésosociologique des modes d'organisation de l'action collective et à l'échelle individuelle des trajectoires biographiques permet également d'affiner le questionnement sur la démocratie comme expérience.

Reconnaître la place des mouvements sociaux dans les dynamiques politiques a progressivement fait émerger la question symétrique de la démocratie à l'intérieur des mobilisations collectives. Même si ce n'est pas le cas de tous les mouvements sociaux, nombre

---

<sup>85</sup> On renvoie au récent numéro de la revue *Raisons politiques* : « Démocratie radicale : retours critiques, *Raisons politiques*, n°75, 2019.

<sup>86</sup> Pierre ROSANVALLON, *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Seuil, 2006.

<sup>87</sup> Il est à noter qu'on retrouve un présupposé revendicatif chez Lefort à travers la thématique des luttes pour les droits alors que ces derniers ne sont qu'une des modalités de l'action collective.

<sup>88</sup> Daniel MOUCHARD, « Les mouvements sociaux, laboratoires de la démocratie », *La Vie des idées*, 7 septembre 2010.

d'entre eux - les mouvements étudiants<sup>89</sup>, altermondialistes, féministes, anarchistes etc. - interrogent la démocratie « à la fois dans leurs processus de prise de décision interne et dans leurs interactions avec les institutions politiques<sup>90</sup> ». Ce dédoublement confirme le diagnostic de James Jasper selon lequel la « démocratie est à la fois un but et un moyen pour les mouvements<sup>91</sup> ».

C'est le plus souvent par rupture avec la forme-parti que la démocratie est devenue un enjeu d'organisation central (schématisé par la tension verticalité *versus* horizontalité) opposant action par délégation et action directe, avec la diffusion de pratiques assembléaires qui reposent sur des assemblées ouvertes décidant au consensus ou à la majorité<sup>92</sup>. La spécificité des rassemblements de places serait de déplacer ce type de pratiques des milieux militants vers des espaces à ciel ouvert et donc de les diffuser à une plus grande échelle, ce qui soulève un certain nombre de difficultés (à titre d'exemple, les assemblées barcelonaises de mai 2011 comptaient parfois plusieurs dizaines de milliers de participants). Le rapprochement entre analyse empirique et théorique se justifie enfin au plan microsociologique. Il invite à se mettre à l'écoute de « l'expérience vécue<sup>93</sup> » et permet ainsi d'enrichir considérablement les approches phénoménologiques de la démocratie<sup>94</sup> en éclairant les dynamiques interactionnelles et le sens que prend l'événement pour les protagonistes<sup>95</sup>.

Tenter un dialogue entre sociologie des mouvements sociaux et théorie de la démocratie est une manière de replonger dans la source vive de l'expérience et donc de rester fidèle à l'inspiration première de philosophies « an-archiques<sup>96</sup> » dont la matière première n'est pas la quête de

---

<sup>89</sup>Julie LE MAZIER, « “ Pas de mouvement sans AG ” : les conditions d'appropriation de l'assemblée générale dans les mobilisations étudiantes en France (2006-2010). Contribution à l'étude des répertoires contestataires », Thèse de science politique. Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2015.

<sup>90</sup>Donatella DELLA PORTA, Mario DIANI, *Social movements: an introduction*, *op cit*, p. 243.

<sup>91</sup>James M JASPER, *Protest: A Cultural Introduction to Social Movement*, Polity, 2014, p. 54.

<sup>92</sup>Donatella DELLA PORTA, « Democracy inside social movements », in *The Oxford handbook of social movements*, Oxford handbooks in politics & international relations, Oxford University Press, 2015, p.191 – 194.

<sup>93</sup>Bernard FLYNN, *La philosophie politique de Claude Lefort*, Belin, 2012, p. 14. « C'est l'expérience vécue qui est bien au centre du travail de Lefort », écrit Flynn.

<sup>94</sup>Nicolas POIRIER (dir.), *Cornelius Castoriadis et Claude Lefort : l'expérience démocratique*, Le Bord de l'Eau, 2015.

<sup>95</sup>La notion de « protagonisme » est plus heuristique que le terme générique de « participants » en ce qu'il laisse transparaître la subjectivation et interroge les modes de participation au travers des types de protagonistes. Cf Haïm BURSTI, ERKAMOFF *et alii.*, « Protagonisme et crises politiques : histoire et sciences sociales. Retour sur la Révolution française et février-juin 1848 », *Politix*, n°112, 2015, pp. 131-165. Une mise en application de cette notion se trouve dans une ethnographie de Nuit debout. Cf Selim SMAOUI, *Faites place. Novices en lutte*, Textuel, 2017, p. 37.

<sup>96</sup>Hannah ARENDT, *La crise de la culture : huit exercices de pensée politique*, Gallimard, 2000 (1961), Préface. An-archique s'entend ici au sens d'une absence de principes premiers et donc d'un rapport entre théorie et pratique qui ne subordonne pas la seconde à la première. Au contraire, la matière première de la philosophie reste la non-philosophie, elle se nourrit de l'étonnement devant les choses du monde (le *thaumazein*) ainsi que de la colère devant les injustices (le *thumos*).

fondements mais les événements du présent et du passé. D'un côté, l'approche empirique permet de changer d'échelle, de passer du concept « macro » à une analyse plus fine des collectifs, des individus et de leurs manières d'interagir entre eux et avec leurs antagonistes. Elle permet de minimiser le risque du *désancrage* théorique tout en soulevant la difficulté de l'opérationnalisation. De l'autre côté, l'articulation avec la théorie ouvre des perspectives de montée en généralité à partir des questions soulevées par le terrain. En quoi consiste une assemblée dans un mouvement social et ce qu'on appelle parfois démocratie « assembléiste » ? Comment organiser les rapports de pouvoir dans un espace de mobilisation qui se dit « horizontal » ? Est-il possible de refuser de se laisser gouverner sans chercher à gouverner les autres<sup>97</sup> et ainsi d'échapper au « paradoxe de la désobéissance<sup>98</sup> » ? La convergence de vue entre sociologie des mouvements sociaux et théories démocrates-radicales repose néanmoins sur une différence d'approche qui nécessite des précisions d'ordre méthodologique. Celles-ci posent les jalons d'une enquête à la fois théorique et empirique.

#### **4. Des vapurs<sup>99</sup> à la Can Masdeu<sup>100</sup> : méthodologie d'une enquête en diagonale**

Cette thèse entend proposer un dialogue entre philosophie et sociologie. En conséquence, le terrain se compose à la fois du concept de « démocratie sauvage » et des rassemblements 15M, Gezi, Nuit debout qui forment le cercle des faits à analyser. Cette démarche est donc résolument comparatiste et se concentre sur trois séquences délimitées dans le temps<sup>101</sup> : le 15M des « indignés » barcelonais (mai-juin 2011), le Gezi des *çapulçu* (Istanbul, mai-juin 2013) et les Nuits debout du long mars français<sup>102</sup> (mars-juin 2016). Plus longue et enchâssée dans un mouvement social qui lui pré-existe, la séquence Nuit debout constitue le comparateur central. Plusieurs cas-fenêtres issus d'autres « mouvements de places » des années 2010 seront

---

<sup>97</sup> C'est ce qu'on pourrait nommer le « paradoxe » de la désobéissance civile.

<sup>98</sup> On renvoie sur ce point aux travaux de Manuel CERVERA-MARZAL, *Les nouveaux désobéissants*, Le Bord de l'eau, 2016.

<sup>99</sup> Les vapurs sont les bateaux empruntés par les stambouliotes pour traverser quotidiennement le Bosphore. Ils complètent de manière utile, et parfois beaucoup plus efficace, le réseau de transports urbains et constituent un espace de sociabilité à part entière.

<sup>100</sup> La Can Masdeu est le nom d'un squat barcelonais qui dure depuis deux décennies et a élu domicile dans un ancien hôpital de lépreux à la lisière de la ville. C'est un lieu emblématique du mouvement *Okupa*. Plusieurs entretiens y ont été réalisés.

<sup>101</sup> La durée varie cependant d'un protagoniste à l'autre en fonction de ses dispositions, de son mode de participation et de l'intensité de son engagement sur place.

<sup>102</sup> Alexis CUKIER, Davide Gallo LASSERE, « Contre la loi travail et son monde »: autonomie et organisation dans le long mars français. *Les Temps Modernes*, 2016, no 5, p. 118-137.

également mobilisés comme l'occupation de la place *Syntagma* à Athènes, du parc Zuccotti pendant *Occupy Wall Street* ou encore *Occupy Oakland*.

La focale adoptée est solidaire d'une conception de la démocratie par l'expérience. Cette manière de questionner l'objet et de se confronter au terrain s'arrime à une enquête conceptuelle préalable sur la démocratie sauvage qui revient sur sa généalogie, explore ses fondements et interroge sa portée tant théorique (ses usages et sa réception) que pratique (sa capacité à éclairer le présent). Ce volet se situe dans le domaine de la théorie politique et vise à opérationnaliser le concept plus qu'à engager un débat exégétique autour de Lefort. Il n'est donc pas question de situer la démocratie sauvage dans une histoire sociale des idées qui épouserait une démarche prosopographique. L'enjeu n'est pas non plus de tester la cohérence interne mais d'analyser ce concept fugace comme un point de tension dans le travail de Lefort. L'exploration théorique amorcée en introduction et développée dans le deuxième chapitre de cette thèse cherche avant tout à bâtir un cadre théorique qui interroge le terrain plus qu'il ne vient l'éclairer en surplomb. La principale difficulté de cette approche bifront a été d'enquêter au sujet d'événements<sup>103</sup>, de s'aventurer sur des terrains évanescents qui remontent à plusieurs années, ce qui les rend plus difficiles d'accès. Le décalage temporel n'est cependant pas qu'un inconvénient : il offre la possibilité d'accéder à des archives, de prendre appui sur une littérature florissante et d'apprécier les durées plurielles d'événements advenus. L'enquête suit une démarche empirico-théorique qui combine plusieurs types de sources. Les sources primaires correspondent aux archives récoltées et aux entretiens réalisés. Les sources secondaires à des entretiens de seconde-main et à la littérature mobilisée.

Les archives désignent l'ensemble des documents produits et diffusés pendant les occupations, soit par les protagonistes, soit par des observateurs directs. Compte-tenu de l'absence d'archives institutionnelles, celles-ci présentent un caractère fragmentaire et dispersé. Leur statut varie entre les sources ouvertes (blogs, archives, encyclopédies coopératives comme le Wikidebout<sup>104</sup> de Nuit debout ou le 15Mpedia<sup>105</sup>, la plate-forme *Videoccupy*<sup>106</sup> pour Gezi ou le site FOTOMOVIMIENTO issu du 15M barcelonais) et celles qui ont été archivées personnellement par les protagonistes, à titre privé (les actes des assemblées du « 15M des

---

<sup>103</sup> Alban BENZA, Eric FASSIN, « Qu'est-ce qu'un événement ? Les sciences sociales face à l'événement », *Terrains*, n° 38, mars 2002.

<sup>104</sup> Wikidebout. [[https://wiki.nuit-debout.fr/wiki/Villes/Paris\\_\(R%C3%A9publique\)](https://wiki.nuit-debout.fr/wiki/Villes/Paris_(R%C3%A9publique))]. Ce type d'encyclopédie fonctionne sur un principe participatif en archive ouverte.

<sup>105</sup> 15Mpedia [<https://15mpedia.org/wiki/15M>]

<sup>106</sup> *Bak.ma* est une archive ouverte en ligne qui provient du collectif *Videoccupy* créé pendant l'occupation de Gezi et dissous peu après. Il s'est donné pour objectif de partager et stocker des images collectées pendant le mouvement. La mise en ligne remonte à 2014 [<https://bak.ma/grid/title/list==oz:Gezi>].



places » dont une centaine concerne les assemblées barcelonaises). Pour les sélectionner, on a appliqué le critère de la simultanéité des sources avec l'événement afin d'éviter tout biais rétrospectifs. Ces écrits, photographies et vidéos ont été conservées par des participants ou des collectifs nés au cours des rassemblements<sup>107</sup> ou par des observateurs avisés<sup>108</sup>. Les slogans, graffitis, compte-rendu d'assemblée, pastiches, automédias... appellent une analyse de discours qui interroge tant le contenu (appels à se mobiliser, communiqué de presse, tracts, manifeste, etc.) que la forme qui porte les traces des catégories et représentations émiques<sup>109</sup>. Les images captées pendant les occupations<sup>110</sup>, photographies ou films-documentaires tournées sur place, requièrent également de mobiliser les outils et la méthode de la sociologie visuelle pour les appliquer aux rassemblements<sup>111</sup>. Le recours à des sources iconographiques<sup>112</sup> implique de se rappeler que les images présentées ne sont pas brutes et qu'elles restent le produit d'opérations de cadrage et de montage qui n'annulent pas pour autant leur valeur archivistique. Il convient donc de se poser une série de questions afin d'éviter les approximations. Quel est le contenu du texte, de l'image ou de la vidéo ? Comment est-il fabriqué ? Quelle est la part de mise en scène ? Qu'a voulu montrer le cadrage et a contrario qu'est-ce qui est laissé « hors-champ » ? On a aussi pris appui, à titre complémentaire, sur les traces numériques<sup>113</sup> laissées sur les canaux virtuels qui constituent un prolongement de l'espace de la coprésence. Cette exploration non-exhaustive a permis d'établir, du fait de leur caractère horodaté, le déroulement chronologique des faits et de diminuer la marge d'erreur ; elle a aussi offert une porte d'entrée sur la mobilisation et un moyen parmi d'autres d'entrer en contact avec les protagonistes.

Ces prises de contact ont été effectuées en amont des entretiens qui constituent la principale source de l'enquête réalisée entre juin 2018 et novembre 2020. Au cours de ces deux années,

---

<sup>107</sup> C'est par exemple le cas du collectif de photographes barcelonais FOTOMOVIMIENTO qui s'est formé durant le 15M et accompli un travail d'archivage formidable.

<sup>108</sup> En plus de toutes les personnes qui m'ont confié des images et des textes archivés par leurs soins, j'en profite aussi pour remercier Michel Kokoreff pour le partage des photographies de son enquête de terrain pendant Nuit debout.

<sup>109</sup> François SIMIAND, « Méthode historique et science sociale » in *Annales, Histoire, Sciences Sociales*, EHESS, 1960, p. 83-119.

<sup>110</sup> Par exemple, Ediciones El País, « Fotos: Los "indignados" de Gezi », *El País*, 10 juin 2013, sect. Album, Accessible en ligne [[https://elpais.com/internacional/2013/06/06/album/1370529580\\_293904.html](https://elpais.com/internacional/2013/06/06/album/1370529580_293904.html).]

<sup>111</sup> Alexandre LAMBELET, « Analyser les rassemblements au moyen de photographies ou de films. Pistes et enjeux », *ethnographiques.org*, n°2, novembre 2010.

<sup>112</sup> Jean-François SOULET, « Chapitre 7 - Les sources iconographiques et audiovisuelles », *L'histoire immédiate. Historiographie, sources et méthodes*, sous la direction de Soulet Jean-François. Armand Colin, 2012, pp. 167-210.

<sup>113</sup> Jacques PERRIAULT, « Traces numériques personnelles, incertitude et lien social », *Hermès, La Revue*, 2009, no 1, p. 13-20.

cinquante-et-un entretiens semi-directifs<sup>114</sup> ont été réalisés avec des protagonistes des événements 15M, Gezi et Nuit debout de la place de la Catalogne à Barcelone, du parc Gezi à Istanbul et de la place de la République à Paris. Le critère discriminant était celui de la présence sur place *modulo* les modes de participation et les régimes de présence qui varient d'un cas à l'autre : venir seul, avec des amis ou un collectif, être « permanent », « régulier » ou de passage... Ces entretiens semi-directifs<sup>115</sup> centrés sur l'événement ont été obtenus par le biais de connaissances sur place pour Nuit debout et Gezi, par des sollicitations via les comptes Twitter et les pages Facebook reliés aux occupations (quand celles-ci étaient encore actives, ce qui n'était pas toujours le cas) et au gré des contacts établis sur place lors des séjours de recherche effectués en janvier – février 2019 (Barcelone), mai 2019<sup>116</sup> (Istanbul) et février – mars 2020 (Barcelone). L'aide d'étudiants turcs francophones<sup>117</sup> a aussi été précieuse pour rencontrer des protagonistes de Gezi. L'appui d'institutions comme l'Institut d'Etudes Franco-Anatoliennes et la Casa de Velázquez de Madrid m'a aussi été particulièrement utile. Il faut enfin préciser qu'habitant à Paris pendant toute la période de l'enquête, les entretiens avec les *deboutistes* ont été réalisés au fil de l'eau.

Aux premiers entretiens exploratoires de prises de contact ont succédé des entretiens semi-directifs d'une durée moyenne d'une heure – durée limitée liée aux contraintes d'agenda ainsi qu'aux aléas de la mémoire faisant parfois défaut - et, dans certains cas, des récits de vie plus volumineux. Au total, vingt-et-un entretiens ont été réalisés avec des *deboutistes*, dix-huit avec des *quincemayistas* et seize avec des *gezciler*<sup>118</sup>. La plupart ont été conduits en face-à-face mais les derniers à distance en raison de la pandémie de Covid-19 et des mesures de confinement<sup>119</sup>.

Les entretiens se situent dans une approche compréhensive qui fait appel « au sens vécu par les acteurs<sup>120</sup> » et à des ethno-descriptions. Les entretiens qui se font écho ont permis de varier les

---

<sup>114</sup> Pour plus de détails concernant les enquêtés.e.s, on renvoie à l'index des entretiens en annexe. Une dizaine d'entretiens supplémentaires n'ont pas été mobilisés, faute de données suffisantes ou parce qu'ils présentaient davantage un caractère exploratoire.

<sup>115</sup> Alain BIANCHET, Anne GOTMAN, *L'entretien*, Paris, Armand Colin, 2017.

<sup>116</sup> J'en profite pour remercier Deniz Günce Demirhisar pour son aide précieuse à mon arrivée à Istanbul.

<sup>117</sup> J'ai eu la chance de rencontrer plusieurs étudiants et étudiantes turques lors d'un TD de sociologie des mouvements sociaux dont j'avais la charge. Ils et elles ont joué le rôle de *gatekeeper* et m'ont aidé dans la finalisation de mon enquête. J'en profite pour les en remercier vivement.

<sup>118</sup> Ainsi se nomment respectivement les protagonistes de Nuit debout, du 15M et de Gezi. Il est à noter que ce sont des catégories plutôt étiques.

<sup>119</sup> En mars 2020, je bénéficiais d'une bourse de terrain octroyée par l'Ecole Française de la Casa de Velázquez que je n'ai pas pu mener à son terme ; j'ai néanmoins terminé la série d'entretiens à partir des contacts établis sur place que je remercie également pour le temps que chacun.e a bien voulu me consacrer dans cette période éprouvante.

<sup>120</sup> Stéphane BEAU, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'«entretien ethnographique » », *Politix*, vol. 9, n°35, 1996. p. 226-257.

points de vue<sup>121</sup>, de les confronter et ainsi de tendre vers un principe de saturation. Ils ne sont pas qu'un simple instrument de récolte de données<sup>122</sup> : il importe de prendre en compte le rapport que chaque enquêté.e noue avec ce dispositif socialement situé. La verbalisation de soi, l'établissement de catégories classificatoires ou la réticence à extérioriser ses émotions relèvent des aptitudes inégalement partagées dans l'espace social<sup>123</sup>. Afin de se donner une vue d'ensemble plus complète, et de répondre aux contraintes de temps imparties, ce travail d'enquête a été utilement complété par des entretiens de seconde-main, en particulier un entretien à plusieurs voix réalisé par le collectif « Mauvaise Troupe<sup>124</sup> » et un corpus d'entretiens réalisés par Pauline Pressé dans le cadre d'un mémoire de Master<sup>125</sup> sur l'occupation du parc Gezi.

Deux types d'obstacles ont été rencontrés en cours d'enquête. Le premier concerne l'accès au terrain et impose un effort de réflexivité. Les rares refus essuyés ne doivent pas faire oublier l'étendue de terrains riches et impossibles à couvrir par une seule personne. N'étant pas particulièrement inséré dans le milieu militant parisien, il m'a fallu tisser des liens avec le terrain depuis une position d'extériorité. La socialisation universitaire introduit également un biais de départ dont il faut tenir compte<sup>126</sup>. Certains militants se sont montrés plutôt réticents vis-à-vis du dispositif d'enquête et il a été nécessaire de « briser la glace » pour accéder à un agenda chargé. Il m'a aussi été demandé de montrer « patte blanche » par un échange préalable sur l'objet de la thèse<sup>127</sup>. L'entrée sur le terrain a néanmoins été facilitée dans de nombreux cas par la proximité sociologique avec les personnes interrogées. La barrière de la langue a

---

<sup>121</sup> Howard BECKER, *Ecrire les sciences sociales*, Economica, Paris, 2004.

<sup>122</sup> Leonard SCHATZMAN, Anselm STRAUSS, « Social class and modes of communication », *American journal of Sociology*, 1955, vol. 60, no 4, p. 329-338. Dans cet article, les auteurs insistent sur la variation de la capacité à établir des relations classificatoires et à se décentrer du point de vue subjectif en fonction de la classe sociale du locuteur et de l'interlocuteur, rappelant que le dispositif de l'entretien peut produire des effets sur les discours recueillis.

<sup>123</sup> Claude POLIAK, « Manières profanes de “parler de soi” », *Genèses*, n° 47, 2002. p. 4-20

<sup>124</sup> Entretien réalisé par le collectif Mauvaise troupe avec deux activistes barcelonais qui faisaient partie du collectif informel *La Penya* en 2011. Collectif Mauvaise Troupe, « Composition – indignados et mouvement du 15M », sans date. Accessible en ligne : [ <https://mauvaisetroupe.org/spip.php?article56>]. Cet entretien témoigne d'expériences situées particulièrement révélatrices de l'ambivalence des attitudes militantes vis-à-vis du 15M.

<sup>125</sup> Pauline PRESSE, *Mobilisations collectives et rôle des organisations. Comment agir ensemble malgré l'hétérogénéité ? Le cas de la contestation de Gezi Park*, Mémoire de Master sous la direction d'Emmanuel Négrier, Université de Montpellier 1, 2014. Je remercie vivement l'autrice d'avoir partagé ces sources précieuses.

<sup>126</sup> Il m'est arrivé de fréquenter la place de la République pendant les rassemblements mais simplement en tant qu'observateur passager. Je m'y rendais régulièrement comme c'était le point de rendez-vous des coursiers parisiens dont je faisais partie. Cependant, je suivais de près Nuit debout grâce aux canaux virtuels et ne manquais pas une occasion de revenir tendre l'oreille à une assemblée entre deux courses. J'étais également présent à la manifestation du 31 mars 2016 mais ne suis pas resté jusqu'au bout.

<sup>127</sup> Stéphane BEAUD, Florence WEBER, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 2003.

constitué une autre difficulté considérable pour les terrains espagnols<sup>128</sup> et turcs. A Istanbul, la majorité des entretiens ont été réalisés en anglais et un avocat rencontré sur place a joué le rôle d'interprète pour réaliser un entretien ; le reste des entretiens a été conduit en français. A Barcelone, ils ont été réalisés en espagnol pour la plupart.

Le second type d'obstacle concerne la récolte de discours rétrospectifs bien que ce biais ne les invalide pas pour autant. Contrairement à ce que laissent parfois entendre les contempteurs de l'illusion biographique<sup>129</sup>, il n'existe pas d'expérience brute qui ne soit mise en récit. « Entre les expériences vécues par un sujet et leur mise en récit s'interposent nécessairement un grand nombre de *médiations*<sup>130</sup> » : la perception, le réflexe classificatoire, la réflexivité, la mémoire et surtout le point de vue. Chaque récit correspond en effet à un point de vue *situé* qui ne rend visible que des aspects partiels. L'enquête cherche donc à multiplier les points de vue afin de tisser une toile de micro-histoires sans prétendre pour autant à l'exhaustivité. Il faut en effet dissiper le malentendu de la représentativité incompatible avec une démarche qualitative. Pour chaque cas, l'échantillon des profils socio-démographiques a été diversifié au maximum – en fonction également des modes de participation et des positions dans le mouvement - sans répondre pour autant à une exigence de représentativité impossible à atteindre dans le cadre d'une démarche qualitative. La triangulation avec les archives et les enquêtes quantitatives a ensuite permis de replacer le profil des enquêtés dans un ensemble plus vaste.

Ceci nous conduit au troisième ensemble de sources qui croise des analyses quantitatives réalisées *in situ* ou *ex post* avec des enquêtes par entretiens ou par observation ethnographique. La relative homogénéité des profils sociographiques rencontrés – classes moyennes urbaines diplômées, en particulier pour Nuit debout<sup>131</sup> contrairement aux deux autres mobilisations plus hétérogènes en termes de classes d'âge et de classe sociale – ne doit pas se dissoudre dans une explication causale trop générale (la mobilisation par le déclassement) qui ferait oublier l'importance des pratiques et de l'action en train de se faire. Ont ainsi été mobilisés des travaux ethnographiques<sup>132</sup> qui apportent un éclairage monographique précieux, rappelant que « la

---

<sup>128</sup> Il m'a aussi fallu remobiliser l'apprentissage de l'espagnol, l'usage de la langue natale étant préférable à celui de l'anglais. J'ai aussi eu la chance d'être aidé par plusieurs traducteurs et traductrices que je remercie ici vivement.

<sup>129</sup> Pierre BOURDIEU, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1986, vol. 62, n°1, p. 69-72.

<sup>130</sup> Daniel BERTAUX, *Le récit de vie*, Armand Colin, 2016, p. 39.

<sup>131</sup> La majorité des interviewés appartient aux classes moyennes urbaines (professions culturelles à statut indépendant, intermédiaires, employés, étudiants) et fait l'expérience d'une mobilité sociale descendante (chômage ou précarité) avec un niveau de diplôme relativement élevé.

<sup>132</sup> Adriana RAZQUIN, *Didáctica ciudadana: la vida política en las plazas. Etnografía del movimiento 15M*, Université de Grenade, 2017 ; Héloïse NEZ, « Délibérer au sein d'un mouvement social. Ethnographie des assemblées des Indignés à Madrid », *Participations - Revue de sciences sociales sur la démocratie et la*

recherche est une entreprise collective et en principe cumulative à laquelle chaque enquête apporte sa propre contribution<sup>133</sup> ». Aussi, il importe de rappeler à la lectrice et au lecteur que cette enquête n'a pas vocation à produire une analyse longitudinale capable de rendre compte à l'échelle individuelle des trajectoires d'engagement ; elle ne procède pas non plus à une analyse des réseaux militants mis en sommeil qui ont refait surface ou se sont reconfigurés au cours des séquences étudiées. Le découpage de l'objet, qui laisse de côté de nombreuses pistes déjà empruntées par d'autres recherches stimulantes, s'inscrit sur un terrain déjà amplement labouré, ce qui implique de discuter plusieurs des thèses établies par ces travaux.

Cette thèse se structure autour de cinq chapitres : les deux premiers optent pour une approche « monodisciplinaire » tandis que les trois suivants tissent une trame empirico-théorique. Le premier chapitre procède à une comparaison morphologique, cartographique et géographique des « mouvements de places » espagnols, turcs et français. Il vise à répondre à une double interrogation : comment les rassemblements produisent du désordre ? Quelle est la portée de ce désordre ? Il apparaît que les occupations de places urbaines sont un élément central des séquences étudiées marquées par l'ubiquité des rassemblements qui s'inscrivent dans une temporalité explosive. L'expérience des « Places » inaugure une temporalité extraordinairement dense pour celles et ceux qui en sont les protagonistes. L'occupation de place n'est donc pas qu'un répertoire ou un mode d'action : elle renvoie également à une constellation d'expériences à la fois individuelles et collectives.

Le deuxième chapitre constitue le pilier théorique de cette démarche qui cherche à concilier sociologie des mouvements sociaux et théorie de la démocratie. Il cherche moins à imposer un cadre rigide qu'à définir un horizon théorique ouvrant une voie d'approche féconde pour saisir le phénomène des rassemblements de place. Il prend pour point de départ l'analogie entre démocratie et place publique afin de mettre en perspective les théories de la démocratie agrégative, délibérative et radicale en interrogeant plus spécifiquement leur capacité d'analyse du désordre. Après cette phase d'approche qui situe la démocratie dans le courant de la « théorie critique française<sup>134</sup> », ce chapitre théorique conduit une enquête qui prend pour objet le concept

---

citoyenneté, De Boeck Supérieur, 2012, pp.79-102 ou encore Lorenzo D'ORSI, « Crossing Boundaries and Reinventing Futures: An Ethnography of Practices of Dissent in Gezi Park », s. d., 16-33 in *Another brick in the barricade. The Gezi Resistance and its aftermath*, Wienerverlag, 2015 ; Selim SMAOUI, *Faites Place. Des novices en lutte*, Textuel, 2017. Michel KOKOREFF, Michel. Nuit debout sur place. *Les Temps Modernes*, 2016, no 5, p. 157-176.

<sup>133</sup> Daniel BERTAUX, *Le récit de vie*, op cit, p. 18.

<sup>134</sup> Jean-Philippe DERANTY, Danielle PETHERBRIDGE, Danielle, John RUNDELL, (ed.). *Recognition, work, politics: new directions in French critical theory*, op cit.

instable de démocratie sauvage chez Claude Lefort. Sans chercher à mettre en cohérence ce qui relève davantage de fragments conceptuels, il discute de manière plus approfondie la « thèse des deux versants » de la démocratie tout en prenant soin de la distinguer de sa version insurgente trop unilatérale pour rendre compte de la pluralité des temps et des espaces qui forment l'expérience démocratique. Cette tentative de reconceptualisation de la démocratie sauvage ouvre au moins autant de questions qu'elle n'apporte de réponses. C'est en effet une conception de la démocratie sensible à l'événement et au désordre : elle refuse le réductionnisme institutionnel des théories fascinées par l'ordre qui n'interrogent pas suffisamment l'injonction à gouverner et à se laisser gouverner.

L'hypothèse d'un ensauvagement démocratique par le rassemblement ouvre plusieurs axes de questionnement. A quoi correspond un événement quand ce qui est donné à observer n'est jamais qu'un ensemble d'actions et d'interactions individuelles ? Comment ne pas se laisser prendre au piège du miracle de l'événement sans renoncer pour autant à analyser la spontanéité ? Le principal défi auquel se heurte la tentative d'opérationnalisation d'un concept qui reste général réside dans le changement d'échelle, dans le passage du « macro » vers celui des séquences d'interactions entre individus et collectifs. Les trois chapitres qui suivent apportent des éléments de réponse à partir du terrain et des données récoltées tout en cherchant à dialoguer avec la littérature mobilisée.

Il s'agit d'abord d'interroger le processus d'événementialisation des rassemblements de places et la manière dont les protagonistes se réapproprient l'espace public par les réseaux socio-numériques. Ce détour par la sociologie des médias et de l'action collective répond à une double visée : interroger les mutations des conditions de l'action collective et la fabrication médiatique des événements labellisés 15M, Gezi, Nuit debout. Avec la digitalisation d'une partie de plus en plus grande de la vie sociale, les mouvements qui font événement sont d'emblée pris dans d'intenses luttes de définition auxquelles participent d'ailleurs – avec un décalage temporel – les analyses sociologiques et théoriques. Ce chapitre cherche aussi à mettre en garde contre l'usage incontrôlé des sources de presse et la nécessité de ne pas s'en tenir aux mises en récit contemporaines de l'événement qui célèbrent sa spontanéité.

C'est la raison pour laquelle le chapitre 4 interroge de plus près le contexte d'apparition des occupations de places afin d'éviter le piège de « l'immaculée conception » des mouvements sociaux. La délimitation du contexte social et politique ne permet cependant pas de comprendre comment « prennent » les mobilisations. Une partie de l'énigme de rassemblements réside précisément dans leur processus d'émergence. Elle soulève un second point aveugle des théories de la démocratie radicale qui ont tendance à décontextualiser les événements en

valorisant une conception intermittente de la politique. Pourtant, la spontanéité ne s'oppose pas à l'organisation : elle la requiert. L'analyse comparée des « mouvements de places » met aussi en évidence la dimension émotionnelle de mobilisations qui prennent sous l'effet conjugué de la perception de la nouveauté et du retour de flamme répressif. Se forment alors des coalitions hétérogènes tant d'un point de vue social que politique, en particulier dans le cas turc.

Cette pluralité interne rend d'autant plus difficile la construction du « Nous » qu'on se propose d'observer dans le cinquième chapitre par une analyse des discours couplée avec une mobilisation des archives. Il s'avère que les « mouvements de places » sont des collectifs émergents et instables sans cesse mis à l'épreuve d'une conflictualité qui n'est pas dysfonctionnelle. Le dissensus est en effet constitutif de l'expérience du politique. Il reste alors à interroger les dimensions démocratiques de cette expérience plurielle. S'agit-il d'une démocratie directe dont les assemblées seraient l'embryon ou d'une expérience éphémère à ciel ouvert de démocratie délibérative ou participative ? Les « Places » sont-elles des espaces de participation ou de représentation ?

## Chapitre I. L'archipel des « Places » 15M, Gezi, Nuit debout

« Mouvements de places », « *square movements* », « *movimientos de plazas*<sup>135</sup> » : l'expression a fait florès dans les médias et les milieux militants mais aussi dans les sciences sociales et politiques. L'attraction qu'ont exercé les rassemblements de places de la décennie 2010 constitue un effet social qui doit être analysé en tant que tel. Du point de vue académique, la multiplication concomitante de ces « lieux de la colère<sup>136</sup> » a suscité une frénésie interprétative.

### *La fortune sociologique des « mouvements de places »*

Nombreux sont les travaux sociologiques à avoir privilégié une approche monographique<sup>137</sup> qui mobilise parfois la catégorie de « mouvement(s) de places » en dépit de son caractère homogénéisant. D'autres ont pris pour objet la comparabilité des « mouvements » espagnol, israélien, états-unien, hong-kongais ou français insistant sur les convergences<sup>138</sup> et circulations<sup>139</sup> d'une place à l'autre. Cette sociologie globale<sup>140</sup> met aussi en évidence le jeu des continuités et discontinuités par rapport à des mobilisations antérieures comme le mouvement altermondialiste<sup>141</sup>. Ce tableau panoramique est toutefois nuancé par les généalogies établies au

---

<sup>135</sup> Le 11 janvier 2021, une requête dans le moteur de recherche académique « Google Scholar », qui répertorie les articles scientifiques, à partir de l'expression « mouvements de places » donne 133 000 résultats en langue française (234 000 au singulier), 3 720 000 en anglais (3 540 000 au singulier) et 106 000 en espagnol (148 000 au pluriel). Il va de soi que l'ensemble des résultats ne correspond pas à des articles relatifs aux dits « mouvement(s) de place(s) » mais la comparaison de ces chiffres donne un ordre de grandeur bibliographique de la littérature qui leur est indexée.

<sup>136</sup> Hélène COMBES, David GARIBAY, Camille GOIRAND, *Les lieux de la colère : occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*, Paris, Karthala, 2016.

<sup>137</sup> Dans le cas du 15M : Josep Maria ANTENTAS, « La indignación, tras la explosión inicial. El 15M en Catalunya durante 2012 », *Anuario del conflicto social*, n°2, 2012. Pablo OUZIEL, « *Vamos Lentos Porque Vamos Lejos* : Towards a Dialogical Understanding of Spain's 15M », Thèse de doctorat, Université de Victoria, 2015. Pour Gezi : Deniz Günce DEMIRHISAR, « Le parc Gezi : l'espace d'un mouvement social dans un imaginaire global » in COLLECTIF, *Mouvements sociaux. Quand Le sujet devient acteur*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2017. Concernant Nuit debout : Sarah PICKAR, Judith BESSANT, « France's# Nuit debout social movement: Young people rising up and moral emotions », *Societies*, 2018, vol. 8, no 4, p. 100.

<sup>138</sup> Geoffrey PLEYER, Marlies GLASIUS, « La résonance des « mouvements des places » : connexions, émotions, valeurs », *Socio. La nouvelle revue des sciences sociales*, 2013, no 2, p. 59-80. Cf l'ouvrage collectif dirigé PLEYERS Geoffrey. *Mouvements sociaux: Quand le sujet devient acteur*. Les Editions de la MSH, 2017.

<sup>139</sup> Donatella DELLA PORTA, Alice MATTONTI, « Patterns of diffusion and the transnational dimension of protest in the movements of the crisis: An introduction. Spreading protest », *Social movements in times of crisis*, 2014, p. 1-18.

<sup>140</sup> Geoffrey PLEYERS, « À la recherche d'une sociologie globale des mouvements sociaux », *Sociologie*, 2020, vol. 11, no 3, p. 305-313.

<sup>141</sup> Geoffrey PLEYERS, « Engagement et relation à soi chez les jeunes alteractivistes », *Agora débats/jeunesses*, 2016, no 1, p. 107-122; Marianne MAECKELBERGH, « Horizontal democracy now : From alterglobalization to



cas par cas ; preuve que les deux perspectives – locale et globale - ne sont pas exclusives l'une de l'autre mais complémentaires. Les variations d'échelle permettent en effet d'enrichir la compréhension de phénomènes urbains dont la concomitance s'observe principalement au niveau national, exception faite de séquences ponctuelles (les mobilisations espagnoles et grecques en mai-juin 2011 qui se déroulent en même temps avec des retransmissions en direct sur des écrans géants place de la Catalogne<sup>142</sup>).

Force est de constater que les analyses ont eu tendance à se focaliser sur l'étiologie des rassemblements. Les regards se sont portés, d'un côté, sur les causes, sur l'*ex ante* de l'événement<sup>143</sup>. Il s'agit alors de situer les protagonistes dans l'espace social pour identifier les causes et expliquer les motivations des participants, militants ou primo-manifestants, à participer aux occupations de places. Plusieurs schèmes explicatifs ont été avancés : la mobilisation par la précarisation des conditions de vie et de logement ou la mobilisation par le déclassement<sup>144</sup> ; dans le cas turc, on a invoqué le refus de se laisser imposer un ordre moral dans l'espace urbain<sup>145</sup>.

---

occupation », *Interface*, 2012, vol. 4, no 1, p. 207-234. Dans le cas du 15M : TEJERINA Benjamín et PERUGORRÍA Ignacia. « Continuities and discontinuities in recent social mobilizations. From new social movements to the alter-global mobilizations and the 15M », *From social to political*, 2012, p. 93 ; dans le cas de Gezi et de la Turquie en général, voir l'ouvrage de synthèse de Aysan UYSAL, *Faire de la politique dans la rue*, Editions du Croquant, 2019.

<sup>142</sup> Quelques jours après les premières occupations de la péninsule ibérique, la rumeur se propage que les manifestants espagnols à étendre la mobilisation dans d'autres pays. Une banderole aurait porté l'inscription : « Soyez tranquilles, les Grecs dorment encore » (« Be quiet, the Greeks are sleeping »). Le 25 mai 2011, une manifestation « hors cadre » marque un tournant dans l'ère de la *metapolitefsi* qui remonte à la fin du régime des Colonels (1974). Le lendemain, alors que débute l'occupation de la place *Syntagma* en face du parlement grec, les 15 000 personnes qui battent le pavé sous la pluie scandent : « « Nous sommes réveillés ! Quel heure est-il ? Il est l'heure qu'ils s'en aillent ! » (le Premier Ministre Georges Papandreou et son gouvernement sont ciblés). La rumeur de slogans collectifs qui auraient enjoint les Grecs à se « réveiller » a cependant été démentie, ce qui n'empêche pas quelques initiatives esseulées qui ne s'adressaient d'ailleurs pas qu'aux Grecs mais aux Italiens ou aux Français. La principale source d'inspiration dont font état les slogans et banderoles se situe plutôt du côté de la « révolution des casseroles » islandaise de 2009 à Reykjavic. Source complémentaire : *Eleftherotypia*, 25 mai 2011. Accessible en ligne : [<http://www.enet.gr/?i=issue.el.home&date=25/05/2011&id=278406>]

<sup>143</sup> Le découpage de l'événement à partir de l'*ex ante*, de l'*en-cours* et de l'*ex post*, qui sont trois points d'entrée qui se recoupent en partie, trois manières de découper un même objet, provient de l'introduction du dossier « Lutter avec le temps » coordonné par Federico Tarragoni pour la revue *Participations* : « Lutter avec le temps », *Participation*, n° 27 (2021-2) ainsi qu'à l'introduction de l'ouvrage : Federico TARRAGONI, *L'énigme révolutionnaire*, Les Prairies Ordinaires, 2015.

<sup>144</sup> Pour Gezi : Erdem YÖRÜK, Murat YÜKSEL, « Classes et politique dans les manifestations de Gezi en Turquie », *Agone*, 2016, no 3, p. 79-100. Pour Nuit debout : COLLECTIF, « Déclassement sectoriel et rassemblement public », *Revue française de science politique*, 2017, vol. 67, no 4, p. 675-693. Ce premier article a été suivi par un second plus exhaustif : Stéphane BACIOCCHI, Alexandra BIDET, Pierre BLAVIER, *et al.*, « Qui vient à Nuit Debout ? Paris, place de la République, avril-juin 2016 Trois méthodes pour une question », *Sociologie*, 2020, vol. 11, no 3, p. 251-266. Les auteurs y relativisent la thèse d'une mobilisation de classes moyennes urbaines en mettant en évidence la précarisation des conditions de travail et d'existence d'une large fraction des participant.e.s.

<sup>145</sup> Benoît MONTABONE, « Droit à la ville et contestation de l'ordre moral urbain en Turquie », *EchoGéo*, 2013.

A l'autre bout de la chaîne causale, de multiples travaux ont insisté sur les effets produits, s'arrêtant sur l'*ex post* de l'événement. La question porte alors sur le point de savoir dans quelle mesure les mouvements d'occupation ont produit des effets dans d'autres secteurs, en particulier dans le champ politique et sa structuration partisane. Les « Places » sont-elles parvenues à produire une « rupture populiste<sup>146</sup> » susceptible de reconfigurer le champ partisan à partir de la division « peuple – élites<sup>147</sup> » (ou, selon la rhétorique cultivée par *Occupy Wall Street*, entre le « 99% » et le « 1% ») ? Ainsi peut se résumer le questionnement auquel les grilles de lecture populistes<sup>148</sup> ont tenté d'apporter des éléments de réponse.

Rares ont été les travaux à se concentrer sur l'expérience des rassemblements<sup>149</sup>, sur la production sociale des événements, hormis les études ethnographiques<sup>150</sup> qui ont plongé dans le vortex des commissions, campements et assemblées. Celles-ci permettent de mieux saisir ce que donne à voir l'action en train de se faire, d'approcher des rassemblements dont le trait commun est de se tenir sur des espaces urbains à ciel ouvert pour une durée *a priori* indéfinie. L'enquête sur le temps chaud de l'action *in fieri* rejoint alors les lectures phénoménologiques qui s'inscrivent dans le sillage d'Arendt<sup>151</sup>. C'est ainsi que Judith Butler et Zeynep Gambetti déchiffrent les « Places » comme une « politique des corps ». Cette perspective présente cependant le risque de séparer les acteurs des structures et de déréaliser les « corps agissants » d'un point de vue social. La visée descriptive de ce chapitre reprend cette voie

---

<sup>146</sup> Iñigo ERREJON, « Le 15M comme discours contre-hégémonique », *Revista critica de Ciencias Sociales*, n°2, 2011.

<sup>147</sup> Chantal MOUFFE Chantal, Iñigo ERREJON, *Construire un peuple : Pour une radicalisation de la démocratie*, Paris, Éditions du Cerf, 2017. Le concept de populisme renvoie de façon plus large aux travaux d'Ernesto Laclau et à une approche constructiviste et « radicale-démocratique » dont les fondements ont été jetés dès la publication de : Ernesto LACLAU, Chantal MOUFFE, *Hégémonie et stratégie socialiste : vers une politique démocratique radicale*, Les Solitaires intempestifs, 2009 (1985).

<sup>148</sup> Patrice MANIGLIER, « Nuit debout : une expérience de pensée », *Les Temps Modernes*, 691, n°5, 2016, p.199-259. *NuitDebout* ferait partie de ces « événements à potentiel hégémonique ». Hayriye ÖZEN, « An unfinished grassroots populism: The Gezi Park protests in Turkey and their aftermath », *South European Society and Politics*, 2015, vol. 20, no 4, p. 533-552; Hayriye ÖZEN, « Reproducing 'hegemony' thereafter? The long-term political effects of the Gezi protests in Turkey », *Southeast European and Black Sea Studies*, 2020, p. 1-20. On renvoie également à Federico TARRAGONI, *L'esprit démocratique du populisme*, La Découverte, 2020, Chapitre 6.

<sup>149</sup> Jérôme FERRET, « Des devenirs minoritaires. Retour sur l'expérience politique des « indignés » espagnols », *Mouvements* 2013/3 (n° 75), p. 86-98.

<sup>150</sup> Adriana RAZQUIN, *Didáctica ciudadana: la vida política en las plazas. Etnografía del movimiento 15M*, Université de Grenade, 2017 ; Héloïse NEZ, « Délibérer au sein d'un mouvement social. Ethnographie des assemblées des Indignés à Madrid » *Participations - Revue de sciences sociales sur la démocratie et la citoyenneté*, De Boeck Supérieur, 2012, pp.79-102. Sur Gezi : Lorenzo D'ORSI, « Crossing Boundaries and Reinventing Futures: An Ethnography of Practices of Dissent in Gezi Park », s. d., 16-33 in *Another brick in the barricade. The Gezi Resistance and its aftermath*, Wienerverlag, 2015. Sur Nuit debout : Selim SMAOUI, *Faites Place. Des novices en lutte*, Textuel, 2017. Michel KOKOREFF, « Nuit debout sur place », *Les Temps Modernes*, 2016, n°5, p. 157 – 176.

<sup>151</sup> Judith BUTLER, *Rassemblement*, Fayard, 2016. Voir aussi Zeynep GAMBETTI, « Occupy Gezi as Politics of the Body », in Umut ÖZKINIMH (dir.), *The Making of a protest movement in Turkey*, Palgram Pivot, 2014.

phénoménologique en essayant de la combiner avec une lecture sociologique des événements *pendant* qu'ils se sont produits, ce qui suppose au préalable quelques précisions méthodologiques.

### *Méthode : décrire et comparer*

Il est rare que les équipes de volcanologues se trouvent sur les lieux d'une éruption, *a fortiori* quand celle-ci remonte à plusieurs centaines, milliers ou millions d'années. Mais l'analyse de la disposition et de la composition des basaltes charriés par les coulées de lave ou des cendres expulsées par les pillow-lavas, parfois à des kilomètres de distance, permet d'en apprendre davantage sur ce qui s'est passé. Devant des actions collectives comme les rassemblements de places, qui sont dispersés dans le temps et dans l'espace, les sociologues sont en règle générale contraints à une approche *ex post*, sauf dans les cas où une observation directe a été possible. La comparaison entre phénomènes naturels et faits sociaux s'arrête ici cependant, dès lors que ces derniers ne sont pas des choses<sup>152</sup> ou des morceaux de matière mais des êtres qui interagissent et éprouvent des sentiments et des émotions.

Première étape du raisonnement sociologique, la description ne peut prétendre épuiser l'infinité ou la diversité du monde sensible<sup>153</sup>. Elle ne doit pas non plus se laisser submerger par le foisonnement phénoménal tout en évitant une illusion réaliste qui laisserait croire à la lectrice ou au lecteur qu'il est sur le point d'obtenir une vue complète de la situation décrite. Toute opération descriptive doit en effet se comprendre comme une coupe parcellaire dans un magma inépuisable. Il est donc nécessaire de multiplier autant que possible les points de vue sur un même objet afin d'éviter « l'effet de réel<sup>154</sup> » opportuniste et de rendre saillantes les régularités et les singularités. Pour une description heuristique et non simplement illustrative, il est nécessaire de la situer dans la trame dispersée des situations.

La description ne vise pas au hasard : elle participe à la construction de l'objet et reste guidée « par des schèmes interprétatifs, voire par un *modèle théorique*<sup>155</sup> ». En l'espèce, la description s'inscrit dans un cadre comparatiste qui repose sur une double opération : d'une part, caractériser les « rassemblements de places » par rapport à d'autres types de rassemblements et ainsi interroger ce qui fait désordre ; d'autre part, scruter les points de comparaison à l'intérieur

---

<sup>152</sup> Ce débat fondateur de la sociologie a été ouvert en particulier par Emile Durkheim. DURKHEIM Emile, *Les règles de la méthode sociologique*, 1894.

<sup>153</sup> Max WEBER, *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Librairie Plon, 1965, p. 126.

<sup>154</sup> Roland BARTHES, « L'effet de réel », *Communications*, n° 11, 1968.

<sup>155</sup> Bernard LAHIRE, *L'esprit sociologique*, La découverte, 2007, chapitre I.

de ce type de situation pour naviguer d'un cas à l'autre. L'« air de famille <sup>156</sup> » des « mouvements de places » invite cependant à la prudence quand on examine de plus près les vastes assemblées nocturnes du campement permanent de la place de la Catalogne, le contexte quasi-insurrectionnel de la défense du parc Gezi et l'occupation discontinue de la place de la République par les Nuits debout.

« Le campement de Barcelone, écrivait Hibaï Arbide, est comme une peinture expressionniste : si vous ne regardez que chacun des traits, il est impossible de comprendre ce qui se passe, vous pourriez même le trouver laid ; mais si vous vous en éloignez, la série de traits apparemment étranges constitue un tableau sensé <sup>157</sup> ». Il a donc semblé pertinent de partir d'une description morphologique au ras des pratiques (1) pour ensuite varier l'échelle d'observation <sup>158</sup> et passer à une comparaison cartographique (2) puis géographique (3) du phénomène des « Places ». Le chapitre se conclut par une synthèse (II) qui tente d'apporter des éléments de réponse aux nombreuses questions que charrient les rassemblements de places : en quoi consiste une occupation ? que font celles et ceux qui se rassemblent pour occuper une place ? Quelles sont les modalités et les espaces de la coprésence ? Mais surtout quelles sont les différences saillantes avec d'autres mouvements d'occupation ?

## Section 1. La construction des « mouvements de places »

La première partie de ce chapitre procède à une description en trois temps qui correspondent à trois échelles différentes. La première cherche à donner un aperçu de l'expérience que font celles et ceux qui participent aux occupations : celle-ci se caractérise par une effervescence collective (1) qui n'est pas pour autant inorganisée si on s'en réfère à la

---

<sup>156</sup> Ludwig WITTGENSTEIN, *Philosophical Investigations*, Oxford, Basil Blackwell, 1968, (1953). Le terme d'origine allemande s'écrit *Familienähnlichkeit*.

<sup>157</sup> Hibaï ARBIDE, « Journée de réflexion de masse Place de la Catalogne - Plaça Tahrir, Plaça Islandia, Plaça Palestina », *Diagonal*, 21 mai 2011. Dans le calendrier électoral espagnol, la « journée de réflexion » est celle qui précède le scrutin et au cours de laquelle les manifestations sont en principe interdites pour ne pas influencer le vote. La veille des élections des communautés autonomes du 22 mai 2011, les *quincemayistas* ont bravé l'interdiction.

<sup>158</sup> Jacques REVEL, « Micro-analyse et construction du social » in Jacques REVEL (dir.), *Jeux d'échelle. La micro-analyse à l'expérience*, Seuil, 1996, p. 19. Comme l'indique Revel, il ne s'agit « tant d'opposer un haut et un bas, les grands et les petits, que de reconnaître qu'une réalité sociale n'est pas la même selon le niveau d'analyse », qu'elle varie selon « l'échelle d'observation où l'on choisit de se situer (*Ibid.*, p. 19). L'ouvrage valorise le « principe de la variation » d'échelle qui sera mobilisé dans ce chapitre entre des descriptions ethnographiques et cartographiques, d'un point de vue situé et général, micro et macro. L'échelle ne modifie pas seulement la taille de l'objet mais aussi sa forme et sa trame.

cartographie des campements (2) ainsi qu'à la géographie des mouvements qui permet de saisir leur caractère multi-situé (3).

## 1. L'effervescence collective du « plein-air pluriel »

« La raison pour laquelle j'y suis allé était juste tous ces gens, tous ces étrangers, beaucoup de ces gens qui n'avaient pas participé aux dernières années de mobilisation qui venaient et essayaient de s'organiser, essayaient de prendre des décisions pour eux-mêmes<sup>159</sup>».

Ce qui caractérise de prime abord le phénomène des « Places » tient à ce qu'elle relève d'une expérience *collective*. En dépit de sa réticence initiale vis-à-vis de l'appel à manifester rédigé par « Démocratie Réelle Maintenant ! », Pietro, trentenaire anarchiste engagé dans le mouvement anticapitaliste, revient quotidiennement sur la place de la Catalogne à partir du troisième jour, le 19 mai 2011. La raison qu'il avance tient à l'implication de « ces gens qui n'avaient pas participé » aux mobilisations, à la présence de novices qui « essayaient de s'organiser » sur le campement permanent en plein centre de la capitale catalane.

Le deuxième soir du mouvement de Gezi, le 29 mai 2013, Asaph, professeur de français quadragénaire qui se définit comme « apolitique », se retrouve à « mettre des barrières, à renverser des bus avec les mecs » :

« ... j'ai jamais fait ça de ma vie. Il y avait des flammes autour, puis je sais pas on faisait des graffitis sur les murs pour renverser le pouvoir. On est devenu super violents tout de suite en fait, quoi. Mais après c'est devenu une sorte de commune hippie. J'ai des amis [...] qui ont commencé à faire à manger chez eux et à ramener à manger gratuitement et à distribuer. Ce genre de choses, l'argent était interdit, cigarettes contre sandwich et tout ça quoi... il y avait des gens vraiment de tous bords<sup>160</sup>. »

A partir du 1<sup>er</sup> juin 2013, la « commune de Gezi » devient le théâtre d'actions en tous genres : construire une barricade pour protéger la place Taksim qui borde le parc, venir prêter main-forte ou simplement faire acte de présence. Des « gens de tous bords », issus de groupes sociaux et politiques qui ne se côtoient pas en temps ordinaire, y convergent de la même manière que des « citoyens » se retrouvent aux côtés de militants réputés « anti-système » (*antisistema*) sur la place de la Catalogne. Au cours de l'entretien, Asaph raconte comment « tu rentres dans un truc... », un espace à part du reste de la ville. Quel est ce « truc » auquel il fait référence ? A quoi correspond ce phénomène d'aspiration palpable au cours des entretiens ?

---

<sup>159</sup> Pietro, 37 ans, traducteur et auteur, se définit comme militant anarchiste, il a participé activement à des *workshops* dans les marges de l'Assemblée Générale pendant l'occupation de la place de la Catalogne. Entretien réalisé à distance en mai 2020.

<sup>160</sup> Asaph, 39 ans, professeur de français en Turquie, anciennement à l'université de Galatasaray, faible expérience militante. Entretien réalisé à Karakoy en mai 2019.

Place de la République, au soir du 31 mars 2016, après une manifestation intersyndicale contre la loi « travail », Artémis, étudiant qui fait partie du comité de pilotage de l'opération Nuit debout, évoque « un moment d'extase<sup>161</sup> » :

« - Et ouais et juste pour finir le truc qui m'a fait un peu marrer, sur la place, donc on commence l'AG et on entend au loin un camion scène énorme, qui était prévu, qu'arrive avec une musique des Béruriers Noirs, « Vive le feu », je sais pas si tu la connais, c'est une musique super entraînante, un truc où t'as envie de tout brûler quoi et donc y avait un truc, une espèce de... la place, ce truc un peu débordement, le truc c'est le bordel mais en même temps tout le monde est content et a envie que ça... y avait une bienveillance. Souvent dans les AG, t'as des personnes qu'arrivent un peu relou et là non, bienveillance et ce camion scène qu'arrive comme ça avec le concert. Le reste de la soirée, c'était [...] des stands et le camion scène avec des inter' [interventions] et tout et une projection du film *Merci patron*<sup>162</sup>. »

L'entrée sur la place renvoie à une expérience à la fois scopique (le « bordel » et la profusion visuelle) et sonore (la musique entraînante des « Béruriers Noirs ») liée à une action collective qui a été programmée (l'assemblée, les prises de parole, le concert et pour finir la projection du film de François Ruffin). Elle se situe dans la continuité de la manifestation de l'après-midi et de la protestation contre la loi « travail ». C'est aussi une expérience *sensible* qui se relie à des émotions – « tout le monde était content », il y avait une bienveillance générale... - dont certaines refont parfois surface « après-coup<sup>163</sup> » lors des entretiens. « C'était si intense de traverser la place, c'était un autre monde d'être en dehors de la place... » : ce que raconte Robin au sujet de la place de la Catalogne pourrait très bien s'appliquer au parc Gezi ou à la place de la République pendant Nuit debout qui forment des « mondes » éphémères et fragiles dans le tissu urbain<sup>164</sup>.

Les récits produits par des protagonistes ou des observateurs avisés rendent compte de la *métamorphose* des places envahies par des nuées de tentes, de stands et d'installations en tous genres. Celles-ci prennent appui sur les arbres ou sont fixées au sol par des packs d'eau ; les bâches et cordages forment des abris pour se protéger de la pluie ou du soleil. Pendant des semaines (plusieurs mois pour Nuit debout), ces espaces à ciel ouvert vivent au rythme des flux

---

<sup>161</sup> Artémis, 26 ans, diplômé de science politique, militant queer. Entretien réalisé à Montreuil en septembre 2019.

<sup>162</sup> *Ibid.*

<sup>163</sup> Federico TARRAGONI, « Ce qui s'est passé sur la Place de la République. Une sociologie de l'événement Nuit debout à partir des émotions politiques », *Sensibilités. Histoire, critique & Sciences sociales*, n° 6, 2019.

<sup>164</sup> Robin, 55 ans, Il se définit comme un « anarchiste vert » et vit depuis 18 ans à la Can Masdéu. Avant de venir à Barcelone, il a participé à plusieurs mouvements sociaux en Grande-Bretagne, notamment « *Reclaim the Streets* » (Londres, 1995). Son perroquet domestique a aussi participé à l'entretien. Entretien réalisé à la Can Masdéu en mars 2020.

de participants « permanents », occasionnels ou de passage, flux qui atteignent leur point d'orgue lors des assemblées, événements organisés ou des séquences de confrontation avec la police. Ainsi, le 27 mai 2011, plusieurs dizaines de milliers de personnes participent à l'assemblée quotidienne (l'assemblée générale du soir) de la place de la Catalogne, galvanisée par la résistance victorieuse du matin face aux forces anti-émeutes du *Mossos d'Esquadra*. Par ces assemblées « de masse » (*multitudinaria* en espagnol), l'occupation barcelonaise se laisse déchiffrer comme une expérience du *nombre*. On observe une mutation analogue du parc Gezi et de la place Taksim, comme le décrit l'écrivain belge d'origine turque Kenan Görgün :

« Avant cette contestation unique par son ampleur, Gezi n'était qu'une agglomération d'arbres tristes et rabougris. En journée, on y croisait quelques rares promeneurs. Les lieux servaient surtout de raccourcis et ne donnaient pas envie d'y faire autre chose que de les traverser d'un bon pas pour les quitter au plus vite [...]. Aujourd'hui, ces lieux sont devenus les plus fréquentés de la ville ! On dit que le peuple s'approprie les arbres mais qu'il y a plus. [...]. Plus loin, sur la grande esplanade de Gezi, je suis debout face à Taksim. La place est envahie de centaines de piétons, musiciens installés au milieu des rues, entre une vingtaine de stands. Les vendeurs de boissons, de drapeaux et autres bibelots contestataires sont à la fête<sup>165</sup>. »

D'une « promenade » (en turc, Gezi signifie « promenade ») peu fréquentée à un vaste campement, Gezi se transforme à mesure que les protestataires plantent leurs tentes entre les rangées d'arbres. Vendeurs à la sauvette, musiciens, badauds, militants et activistes envahissent la place minérale de Taksim. Au fil des jours se déploie un univers éphémère, une ville dans la ville faite de constructions éphémères et peuplée d'anonymes qui passent sans s'arrêter ou ne la quittent plus. A Paris, la physionomie de la place de la République change aussi quotidiennement au fil d'une semi-occupation<sup>166</sup> qui se répète chaque après-midi selon le même rituel :

« C'est vers trois heures et demie que les premières tentes commencent à être montées. A cette heure-ci, le « nuitdeboutiste » moyen est très organisé. Le matériel est déchargé de voitures immatriculées en banlieue et de camions de location qui sont directement garés sur la place, côté avenue de la République. Les grandes tentes sortent de terre en quelques minutes, impressionnant les badauds. Certains groupes assemblent simplement des tonnelles ou des barnums, dépliant des piquets métalliques, fixant le toit en tissu. Au pôle logistique et à la cantine, on s'active aussi. Les branches basses ayant été coupées sur ordre de la mairie dès la première semaine d'avril, il faut nouer des cordes aux arbres pour former un vaste carré à plus de deux mètres de haut. Les monteurs sont plutôt âgés et semblent avoir une certaine expérience des camps, festivals et autres constructions temporaires. L'un d'eux commente le nœud qu'il fait à l'attention d'un petit auditoire. Ensuite, une grande bâche est soulevée et nouée à cette charpente éphémère. L'opération fait appel à plusieurs

---

<sup>165</sup> Kenan GÖRGÜN, *Rebellion Park*, Vents d'ailleurs, 2014, p. 94 – 95. Il s'est rendu sur place et a été témoin des événements.

<sup>166</sup> Semi-occupation est à entendre dans un double sens : non seulement la place n'a pas été occupée en continu, avec des opérations quotidiennes de démontage/remontage mais il faut aussi préciser qu'elle était principalement investie que sur sa moitié Est, débordant rarement du périmètre de la dalle de République.

personnes placées de part et d'autre de la toile, qui mesure bien sept mètres sur sept. Pour un grand abri de ce genre, vingt minutes ont été nécessaires<sup>167</sup>. »

Le montage/démontage du campement parisien requiert de la coordination et mobilise des savoir-faire en matière de « construction temporaire ». Chaque jour d'avril à juin 2016, la place de la République fait sa mue avec l'arrivée du camion transportant le matériel et la mise en place des stands (logistique, cantine, « Debout Education Populaire » et beaucoup d'autres). Les bâches tiennent grâce aux cordages attachés entre les arbres disséminés sur chaque longueur de la place rectangulaire. Discontinue, la prise sur l'espace est aussi plus diffuse avec des installations mobiles.

A Barcelone, Istanbul et Paris, des assemblées de différentes tailles émergent au sein des campements. Ces dispositifs de prises de parole portent le nom d'assemblées générales (« AG ») à Barcelone et Paris tandis qu'on parle de « forums<sup>168</sup> » à Istanbul, bien que ces derniers apparaissent surtout après l'occupation du parc pendant l'été 2013. On trouve trace de ces « assembléments » (nous verrons s'il est justifié ou non de parler d'« assemblées ») dans les archives photographiques qu'il est nécessaire de contextualiser.



ANONYME, *Fotomovimiento*, Place de la Catalogne, Barcelone, 17 mai 2011

<sup>167</sup> Capucine TRUONG, NGO Philippe, *Nuit(s) debout*, Atlante, 2016, p. 34.

<sup>168</sup> Burcu YIGIT TURAN, « OCCUPY GEZI PARK. The Never-Ending Search for Democracy, Public Space, and Alternative City-Making » in Jeffrey Hou et Sabine Knierbein, éd., *City unsilenced: urban resistance and public space in the age of shrinking democracy*, New York Routledge, Taylor & Francis Group, 2017, chapitre 7.



Sur cette photo prise le 17 mai 2011, au deuxième jour de l'occupation, un grand nombre de personnes sont assises au sol (on reconnaît la place de la Catalogne à sa rosace) ; au second-plan, une rangée de participants se tient debout et fait aussi partie du public. Tous regardent dans la direction de la tonnelle centrale, qui fait office de tribune où une personne prend vraisemblablement la parole (il est difficile de la distinguer). En arrière-plan, une publicité s'étend sur l'ensemble de la façade d'un immeuble, ce qui inscrit la scène dans son environnement urbain immédiat et rappelle l'usage touristique et commercial de la place. En temps ordinaire, beaucoup de touristes y déambulent pour se rendre dans les nombreux lieux de consommation alentours. La photographie a été archivée par le groupe *Fotomovimiento* créé pendant le 15M de Barcelone<sup>169</sup>. Cet exemple donne à voir la manière dont varient l'organisation de rassemblements qui sont « multi-focalisés<sup>170</sup> » dans la journée (au sens où ils contiennent de nombreuses rencontres et interactions) se muent temporairement en rassemblements focalisés lors des assemblées ou discours à la tribune. Chaque participant écoute alors celle ou celui qui parle au mégaphone ou au micro, devenant le centre de l'action pendant quelques instants.

Dans le fonds d'archives bak.me créé par le collectif turc *Videoccupy*<sup>171</sup>, de nombreuses vidéos montrent des situations analogues. Voici une photographie extraite d'une des vidéos intitulée : « Premier forum du parc Gezi ».

---

<sup>169</sup> Le groupe *Fotomovimiento* (« la photo en mouvement ») est né pendant le campement de Barcelone en 2011. L'objectif était de documenter et de diffuser ce qu'ils considéraient comme un moment historique. Le groupe initial *fotomovimiento* a par la suite édité un ouvrage du même nom et s'est constitué comme association (en catalan *Associació Fotomoviment*), offrant une banque d'images et de données. Ce travail collectif a été récompensé par le Prix de l'engagement en faveur des droits de l'homme décerné par l'Institut des droits de l'homme de Catalogne en 2016. Accessible en ligne [<https://fotomovimiento.org/>].

<sup>170</sup> Erving GOFFMAN, *Behavior in public places. Notes on the social organization of gatherings*, New York, The Free Press, 1963, p. 65, p. 195. L'ouvrage a depuis été traduit en français par Daniel CEFĂI : Erving GOFFMAN, *Comment se conduire dans les lieux publics. Notes sur l'organisation sociale des rassemblements*, ouvrage traduit et présenté par Daniel Cefăi, Economica, Paris, 2013.

<sup>171</sup> *Bak.ma* est une archive ouverte en ligne qui provient du collectif *Videoccupy* créé pendant l'occupation de Gezi et dissous peu après. Il s'est donné pour objectif de partager et stocker des images collectées pendant le mouvement. La mise en ligne remonte à 2014 [<https://bak.ma/grid/title/list==oz:Gezi>].



Photo prise par Öğlen du groupe « Videoccupy », Premier forum du parc Gezi (Gezi Parkı'nda ilk forum), 30 mai 2013, 0'33. Accessible en ligne : [<https://bak.ma/JZ/player/00:00:17.143> ]

On y distingue une foule compacte qui se tient à l'ombre des platanes menacés de destruction. En apparence, elle semble relativement mixte du point de vue du genre et de l'âge. Surtout la configuration est comparable à celle observée sur la place de la Catalogne : au centre, la plupart des participants sont assis en cercle tandis que les autres se tiennent debout ; surtout, les regards sont tournés dans la même direction, vers un orateur ou une oratrice qui reste hors-champ. Ce « forum » se déroule le 30 mai 2013 après deux jours d'affrontements croissants avec la police. D'un point de vue extérieur, il présente un aspect plus horizontal que le dispositif vertical de la tribune caractéristique des meetings politiques ou des sit-in. La vidéo dont la photographie est extraite (qui ne dure que deux minutes) montre la proximité avec les tentes installées à quelques dizaines de mètres.

Les assemblées « populaires » ou « citoyennes » constituent aussi un élément central des Nuits debout parisiennes comme le met en évidence l'image qui suit<sup>172</sup> capturée par le sociologue Michel Kokoreff sur la place de la République :

---

<sup>172</sup> Michel KOKOREFF, Assemblée de Nuit debout, Place de la République, Paris, sans date.



La photographie est prise sur le côté Est de la place où se tiennent quotidiennement les assemblées. Des enceintes sont montées sur des trépieds disposés de part et d'autre du champ (à gauche, elles reposent sur un camion); le dispositif de sonorisation indique la taille conséquente d'une assemblée où la voix humaine ne porte pas suffisamment pour se faire entendre. Les participants font face à une scène centrale où s'enchaînent les prises de parole, traduites simultanément par une interprète en langage des signes. Elle est encadrée par plusieurs caméras tournées vers le public. Celui-ci s'étend jusqu'aux contours de l'esplanade délimités par des rangées d'arbre espacés les uns des autres. En arrière-plan, on distingue la partie supérieure d'un bus en circulation, signe que les flux urbains ne sont pas interrompus (ce qui peut aussi expliquer l'usage de haut-parleurs).

Cependant, la parole ne se limite pas au cadre formel des « assemblées » ou des « forums » : elle circule à l'intérieur des commissions ainsi que dans les groupes qui se forment au gré des rencontres et des discussions inopinées.

« Il y a une explosion sur la place. [...]. Le silence sur la place est rompu et la parole explose : les paroles. Dans les groupes de discussion, dans les commissions de contenu qui sont subdivisés en sous-commissions de contenu. Lors de nombreuses assemblées générales. Dans la cuisine, dans les files d'attente de la cuisine, pendant la vaisselle. Sur les

bancs, dans les rues adjacentes de la place débordante, au hasard des rencontres avec tout le monde car tout le monde est sur la place. Sous les bâches, dans les stands d'information, sur la scène, au point de santé. Au sommet des arbres dans les cabanes construites, en travaillant dans le jardin urbain, pendant les tours de micro ouverts. La parole explose sur la place, se répand dans toute la ville et se réapproprie des concepts tels que « démocratie », « économie », « politique ». Le mot renvoie à nouveau à ces vérités diluées, désormais réelles : « solidarité », « assemblée », « révolution ». Même révolution. La parole renomme les pratiques, elle est le fil qui tisse une nouvelle communauté<sup>173</sup> ».

Ce texte écrit par deux participants de l'*acampada* de Barcelone sollicite la métaphore de l'explosion pour rendre compte de la profusion des prises de parole qu'elle soit orale ou écrite, faisant feu de tout bois : sur les banderoles, les statues, les murs... Les *quincemayistas* barcelonais s'expriment lors des tours de micro ouverts, dans les commissions mais aussi dans ils discutent aussi en dehors des scènes « officielles » pendant les activités qui produisent et reproduisent (cuisine, nettoyage, jardinage) l'occupation continue de la place. Cette description enthousiaste corrobore le tableau dépeint par un militant anarchiste états-unien lorsqu'il rencontre Selçuk sur le parc de Gezi :

« Nous nous sommes rencontrés au parc, tout le monde s'est rencontré au parc. Il grouillait d'idées et d'yeux avides de parler à l'époque. Les conversations instantanées n'étaient jamais banales, on entamait une conversation avec quelqu'un en attendant de la nourriture et il n'y avait aucune des plaisanteries courantes derrière lesquelles on se protège d'habitude - il y avait un désir de creuser directement à la vérité des choses. Nous avons rencontré un homme plus âgé qui partageait des livres. Selçuk lui a parlé pendant que j'écoutais, sans rien comprendre. Il avait passé deux ans en prison il y a des décennies, pour ses réflexions. Il connaissait le secret des mots que nous nous sommes échangés<sup>174</sup>. »

A suivre la description de Kevin, le parc du quartier de Beyöglu regorge de conversations. Le contact semble plus facile qu'à l'accoutumée. L'auteur relève l'absence de faux-semblants dans les conversations qui prennent d'emblée une tournure politique. Ce foisonnement conversationnel est une constante du phénomène des « Places » qu'on retrouve à Nuit debout-Paris. C'est un point sur lequel reviennent sans cesse les protagonistes au cours des entretiens et que confirment également les observations ethnographiques. Les *nuitdebutistes* – l'expression est exogène, c'est-à-dire qu'elle n'est pas ou peu utilisée par les protagonistes – ne se contentent pas de palabrer en assemblée : ils chuchotent dans les rangs des « AG », ferraillent

---

<sup>173</sup> Ivan MIRÓ, Flavia RUGGIERI, « Personne ne nous représente. La place comme métaphore de la nouvelle société » (titre original : « Ningú no ens representa. La plaça com a metàfora de la nova societat ») in COLLECTIF, *Les veus de les places*, Icaria, 2011, p. 39. Les deux auteurs ont participé à l'*acampada* de Barcelone en mai-juin 2011.

<sup>174</sup> Kevin BUCKLAND, *La respiration de Gezi. Chroniques du soulèvement d'Istanbul* (titre original : *Breathing Gezi. Chronicles from Istanbul's uprising*), édité par Selj, Barcelone, 28 mai 2014, p. 25. Arrivé le 2 juin 2013, au quatrième jour de l'insurrection, ce militant états-unien a écrit sa chronique au jour le jour. Je l'ai rencontré pendant mon terrain en Espagne à la Can Masdeu.



dans les commissions, bavardent dans les groupes qui se forment au hasard ou se retrouvent par affinités.

Il paraît donc pertinent d'analyser la prise des places comme une « prise de parole » suivant la suggestion du philosophe Santiago Lopez Petit<sup>175</sup>. Mais cette prise de parole polyphonique ne se circonscrit pas aux interactions codifiées. Sur la place, on scande à intervalles réguliers des slogans politiques qui réclament la démission des gouvernants locaux ou nationaux, appellent à amplifier la résistance (« Taksim est partout, la résistance est partout ») et poursuivre la mobilisation. D'autres posent un diagnostic sur la situation et se dressent contre « l'escroquerie » de la crise économique espagnole (« Ce n'est pas une crise : c'est une escroquerie ! » (en espagnol)) ou « contre la loi travail et son monde ! » (en français). L'occupation revêt ainsi une dimension sonore dont ne rendent pas compte les images mais les récits : « A peine sorti du métro, écrit Kokoreff dans une de ses notes, la musique indique que la place est toujours occupée<sup>176</sup> ». Son intensité varie au fil des moments de la journée, au rythme des concerts de casseroles et des *batucada*<sup>177</sup> qui envahissent la place et les rues des quartiers alentour dans les centres-villes de Barcelone. A Istanbul, des habitants tambourinent aux fenêtres pour manifester leur soutien. Pendant les assemblées de Nuit debout, les prises de paroles diffusées par la « sono' » ou par la technique du « microphone humaine » (où chacun répète à son voisin), sont en règle générale accueillies par un public discipliné, qui réagit en silence par le « langage des mains<sup>178</sup> ».

---

175 Santiago LOPEZ PETIT, « Tomar las plazas significa antes que nada tomar la palabra », *Desbordar las plazas. Una estrategia de objetivos*, www.espaienblanc.net, 3 juin 2011. Il rejoint sur ce point l'analyse de Michel Agier : AGIER Michel, *Habiter le campement*, *op cit*, p. 206 - 207. Une autre référence incontournable ici est Michel de Certeau. Michel DE CERTEAU, « La prise de parole » (1968) in *La prise de parole et autres écrits politiques*, Paris, Seuil, 1994.

176 Michel KOKOREFF, « Nuit debout sur place : petite ethnographie micropolitique », *Les Temps Modernes*, n°691, novembre-décembre 2016, Gallimard, p. 157-176.

177 La batucada est un genre de musique traditionnelle qui vient du Brésil et dont les percussions accompagnent parfois les mobilisations collectives, ce qui leur permet d'occuper l'espace sonore et de rythmer la manifestation.

178 Trait commun aux mouvements espagnols et français : le public est tenu de réagir en silence selon un langage des mains codifiés pour ne pas perturber les prises de parole.



Journal Gazette debout, « Les gestes qui sauvent la démocratie ! », Kit « Nuit debout partout », 20 juillet 2016.

La conflictualité urbaine participe de cette cacophonie : les déplacements collectifs, les cris et les interjections lors des heurts que produisent les affrontements à répétition avec les forces de police. A Barcelone et Istanbul, des hélicoptères sont convoyés sur place pour intimider les protestataires provoquant un bruit assourdissant<sup>179</sup>. S'y ajoutent les détonations des lanceurs de balles en caoutchouc auxquelles répondent les concerts de casseroles aux fenêtres pour manifester le soutien aux *gezcilers* (les « pots and pans » qui sont l'équivalent des *caceroladas*). La situation quasi-insurrectionnelle de Gezi plonge régulièrement le parc et les rues du quartier dans un nuage de gaz lacrymogène au point que le campement est ironiquement rebaptisé par ses occupants « Bienvenue au festival folklorique de gaz lacrymogène » ! Le trait d'ironie relatif à l'usage disproportionné du gaz qui sert à disperser les foules, indique combien les protestataires subissent une répression constante à laquelle certains se sont adaptés, s'équipant de masques à gaz qui sont vite devenus un des symboles du mouvement. C'est un élément à prendre en considération dans la comparaison puisqu'il met en évidence son intérêt

<sup>179</sup> Karl, 38 ans, taxi-vélo (bici-taxi) à Barcelone, il fréquente le mouvement *Okupa* depuis ses 14 ans. Entretien réalisé à distance en mai 2020.

et ses limites. On observe en effet une régularité – la répression des mouvements de places – qui se manifeste à travers une différence d'intensité qui n'est pas seulement conjoncturelle mais aussi structurelle puisqu'elle est liée aux spécificités du maintien de l'ordre turc.

La « prise de parole » contestataire se matérialise aussi sur les murs, les pancartes, les banderoles qui tendent à saturer l'espace de signes politiques. Sur le côté de la place Taksim qui conduit vers la rue d'Istiklâl, le monument ottoman de la guerre d'Indépendance est recouvert de drapeaux et de portraits qui « poussent telle une jungle de végétaux coriaces [...] jusqu'entre les jambes de la fière silhouette d'Atatürk<sup>180</sup> ». Pendant les onze jours de la « Commune de Gezi », le drapeau officiel turc – une lune étoilée blanche sur fond rouge – flotte aux côtés des bannières kémalistes et des portraits des leaders marxistes des années 1970 (Deniz Gezmiş, Ibrahim Kaypakkaya) sont accrochés sur la façade du centre culturel Atatürk (*Atatürk Kültür Merkezi*) aux côtés des couleurs des partis et groupes de gauche. Dans les villes espagnole et française, les drapeaux nationaux ou régionaux (le drapeau catalan notamment), syndicaux ou partisans sont en revanche proscrits comme le souligne Hibai Arbide pour le média *Diagonal* :

« Il n'y a aucun drapeau sur toute la place, sans même que ce point ait été débattu en assemblée. Tout le monde a compris que ce n'est pas l'espace pour faire du prosélytisme, et que c'est seulement ce que chaque collectif peut apporter à l'ensemble qui a sa place. Il n'y a eu pratiquement aucune exception notable à cet égard<sup>181</sup>. »

Exit les symboles liés à la gauche comme les drapeaux rouges : cette règle traduit le rejet des appareils syndicaux et partisans cependant que le mobilier urbain se recouvre d'un épais manteau de banderoles improvisées et de graffitis « posés<sup>182</sup> » au sol, sur les statues ou les façades ou le sol.

A Barcelone, une photographie datée du 19 mai 2011<sup>183</sup> détaille plusieurs inscriptions écrites sur des draps blancs accrochés aux barrières d'un des bosquets qui forment le contour de la *plaça Catalunya*. Sur la banderole du dessus, la plus grande, il est écrit : « Moins (-)

---

<sup>180</sup> Kenan GÖRGÜN, *Rebellion Park*, op cit, p. 94. Le Monument de la République (*Cumhuriyet Anıtı*) est un monument situé sur la place Taksim pour commémorer la fondation ottomane de la République turque. Monument figuratif qui présente deux côtés et deux représentations de Mustafa Kemal Atatürk : l'une en tenue militaire symbolisant le chef de guerre et l'autre où le fondateur apparaît vêtu dans un style ouest-européen aux côtés de Mikhaïl Frounze et Kliment Vorochilov, tous deux dignitaires de l'URSS, en hommage à l'aide militaire apportée par Vladimir Lénine au cours de la guerre d'indépendance qui s'est déroulée entre 1919 et 1922. *Cumhuriyet Anıtı* est le site où se tiennent les cérémonies officielles des jours fériés nationaux.

<sup>181</sup> Hibai ARBIDE, « Plaça Tahrir, Plaça Islandia, Plaça Palestina », *op cit*.

<sup>182</sup> En langage de rue, on dit d'un graffeur qu'il « pose » quelque part lorsqu'il inscrit un message ou dessine une figure sur un mur ou un autre élément urbain.

<sup>183</sup> FOTOMOVIMIENTO, place de la Catalogne, 19 mai 2011. Accessible en ligne : [<https://www.flickr.com/photos/acampadabcnfoto/5735168493/>]

d'expulsions judiciaires ; Plus (+) de logements sociaux » et le message est signé par l'« Association 500 x 20 » qui milite pour le droit au logement. Juste en dessous, on peut lire sur la pancarte à gauche de l'image : « Nous n'avons plus peur » et sur la droite : « Assez de coupes budgétaires » en référence aux cures d'austérité qui se sont multipliées en Catalogne et en Espagne. Il est probable que ces banderoles ont été fabriquées sur place à la différence des bannières officielles des organisations qui sont réutilisables. Le contenu est avant tout revendicatif et ne vise pas simplement à manifester un collectif d'appartenance. A République, la statue allégorique de Léopold Morice, qui trône au centre de la place, est ornée de banderoles et de pancartes dont on trouve un cas exemplaire dans les dernières pages du numéro de la revue *Les Temps Modernes* consacré à Nuit debout<sup>184</sup>. On peut lire sur un vaste tissu attaché au monument : « Démocratie, t'es où ? ». D'autres soirs, c'est un grand « A », symbole de l'anarchisme, qui est projeté sur la statue depuis la place.

A l'image des statues, c'est l'ensemble des places qui se mue en véritables palimpsestes. Libre aux occupant.e.s d'écrire ce que bon leur semble sur les supports qui leur tombent sous la main ou qu'ils rapportent sur place. Les banderoles sont fabriquées individuellement ou dans des ateliers collectifs (par exemple, l'« Atelier Affiches Ouvertes à toutes<sup>185</sup> ou des *grafiterias* où on apprend à « taguer » et confectionner des pochoirs). Leur format varie de la pancarte cartonnée aux feuilles de papier en passant par les post-it. Ceux-ci habillent les « arbres de revendication<sup>186</sup> » qui se dressent sur le parc Gezi. Confectionnés à partir de matériaux de récupération, leur message revêt une dimension politique qui s'exprime souvent à travers une pointe d'humour ou d'ironie. Nombreuses sont aussi les inscriptions peintes au sol, sur les façades ou les détournements<sup>187</sup> de panneaux publicitaires. L'asphalte et la pierre deviennent des supports d'expression éphémères. Pendant Nuit debout, les bas-reliefs de la statue de Marianne<sup>188</sup> portent de multiples inscriptions à la bombe de peinture ou feutre. Des artistes

---

<sup>184</sup> Cf Frédéric BORLOTTI, Fabien GOUTELLE Fabien, Patrice MANIGLIER. « Ce qu'on lisait dans les rues au printemps 2016 », *Les Temps Modernes*, vol. 691, no. 5, 2016, pp. 261-286.

<sup>185</sup> Photo prise par Francis Azevedo, Place de la République, Paris, 5 avril 2016.

<sup>186</sup> Benoît FLICHE, *Anthropologie de l'Autre : topologie et différence. Anthropologie sociale et ethnologie*, AMU - Aix Marseille Université, CNRS, 2018. Illustration n° 27. Arbre à vœux, Gezi, Taksim, juin 2013, p. 140.

<sup>187</sup> Michel DE CERTEAU, *Arts de faire, L'invention du quotidien*, Tome I, Gallimard, 2010 (1980).

<sup>188</sup> COLLECTIF, *Las Voces del 15-M*, Barcelona, Los Libros del Lince, 2011, p. 17 -18. Il est décrit comment la place se transforme en espace d'expression : « La bouche de métro en verre et en acier qui occupe le côté de la place est remplie de slogans. Sur le campement sont mis à disposition de tous des folios, marqueurs et du papier cartonné pour quiconque veut coller leur message sur le petit dôme. La statue de l'ours et de l'arbousier est couverte de pancartes et cartes. »



apportent leur pierre à l'édifice en écrivant sur la dalle minérale de la République un gigantesque « Bienvenue en démocratie<sup>189</sup> » qui s'identifie tacitement à Nuit debout.

On pourrait poursuivre la description morphologique et multiplier les exemples au risque de céder à l'illusion d'exhaustivité soulevée en introduction. Un point commun des modes d'expression pluriels dont on a donné un aperçu tient à la réappropriation de l'espace urbain. Le lieu constitue une ressource pour les protagonistes, offrant de multiples prises (le sol, les arbres, les lampadaires, les murs, les statues, le relief etc.) pour s'exprimer tout en s'inscrivant dans un univers de références partagées. L'attribution de noms à certains éléments ou certaines zones est révélatrice des usages mémoriels et des imaginaires protestataires qui y circulent. Au centre de la place de la Catalogne, trois espaces circulaires sont symboliquement désignés comme les places « Islande », « Tahrir », « Palestine » en allusion à la « révolution des casseroles » de 2009, à la révolution égyptienne de 2011 et à l'oppression subie par les Palestiniens. La situation révolutionnaire de la « place Tahrir » est fréquemment convoquée comme une source d'inspiration. A l'intérieur du parc Gezi, une allée est renommée « Hrant Dink » du nom d'un journaliste turco-arménien assassiné en 2007. A Nuit debout-Paris, les références à la Commune de 1871 se multiplient : la bouche du métro porte par exemple l'inscription « Que vive la commune ». Elle indique aussi « AG tous les soirs à 18h ».

Mais on ne fait pas que « politiquer » à longueur de journée sur les places : les protagonistes qui restent en permanence, se relaient à tour de rôle<sup>190</sup>, ne sont que de passage ou viennent après leur journée de travail, mangent, dorment, attendent parfois de longues heures entre deux réunions ou simplement qu'il se passe « quelque chose ». La configuration de la place varie en fonction des allées et venues des « permanents » qui ne la quittent pas, des électrons libres qui grenouillent entre différents groupes mais aussi des curieux venus « voir ce qui se passe » ou jeter un coup d'œil. Le trame des rassemblements se compose d'une multiplicité de régimes de présence. Occuper ne veut pas dire non plus débattre en permanence dans un flux de paroles ininterrompu. La place devient un lieu de vie et un point de rendez-vous : on s'y retrouve avant les manifestations ou après pour se remettre de ses émotions. Des amis ou des « potes de

---

<sup>189</sup> En l'occurrence, ce message a été peint par l'artiste de rue « Combo ».

<sup>190</sup> Eva, *op cit.* « -On faisait des tours comme ça tu pouvais aller chez toi, te coucher, dormir bien, donc peut être j'ai resté dans la place deux jours, trois jours la nuit ou trois jours par semaine mais après j'étais là toute la journée ou le soir si j'arrivais pas à m'échapper de mon travail ou même mon travail j'ai commencé à travailler sur [je souligne] les choses qui étaient dans la place. »

luttons<sup>191</sup> » y partagent des cigarettes ou un plat préparé dans les cuisines collectives, une bière (ou plus !) ou encore des *simits*<sup>192</sup> dans le parc Gezi. Quantité de livres passe de main en main dans les bibliothèques de fortune<sup>193</sup> qui fleurissent aux côtés d'autres stands.

Le soir venu, c'est au son des concerts improvisés par des anonymes munis de leurs propres instruments (le 20 avril 2016, 300 musiciens forment « Orchestre debout ») ou des performances individuelles de personnalités célèbres (le pianiste David Martello venu jouer à Gezi, ainsi que la chanteuse Şebnem Ferah ; à Barcelone : Manu Chao ou Damian Marley et à Nuit debout, le rappeur HK, Nekfeu, Namdam, le groupe « Salut c'est cool » ou les Saltimbanks etc.) que les noctambules tendent l'oreille quand ils ne se déhanchent pas.

« On tourne autour de l'AG, puis on traverse l'espace des petits groupes de discussion aux thèmes variés (la gestion politique du mouvement, l'agriculture bio, le capitalisme, le port du voile, etc.) devant l'entrée principale du métro qui a été fermée [...]. Autour de la statue, il y a aussi foule autour de chanteurs accompagnés de percussions, plus loin une fanfare rock. Tout le monde danse, le sourire aux lèvres<sup>194</sup>. »

Enfin, les occupations sont aussi rythmées par des activités quotidiennes beaucoup moins spectaculaires mais indispensables à la vie collective qui se met en place. Elles constituent même la colonne vertébrale des campements permanents à Barcelone et Istanbul. En plus des cuisines dont la taille varie considérablement d'un cas à l'autre, chaque place est fréquemment nettoyée, les débris évacués par souci d'hygiène et d'exemplarité afin de parer aux accusations de « botellón<sup>195</sup> » ou de « vandalisme ». Des potagers et structures en bois élisent domicile sur les espaces verts du pourtour de la *plaça Catalunya* ; une annexe située au nord de Gezi est convertie en *bostan*<sup>196</sup> ; un « Jardin debout » voit le jour dans un carré de quelques dalles dépaillées mais ne dure qu'un week-end. Ces usages improbables dans un milieu urbain font partie des innombrables « pratiques spatialisantes<sup>197</sup> » par lesquelles les protagonistes

---

<sup>191</sup> Lupin, 23 ans, d'origine sociale modeste, étudiant en sociologie, militant autonome co-fondateur du MILI. Entretien réalisé à Paris en février 2019.

<sup>192</sup> Les *simit* sont des biscuits salés au sésame qu'on s'échange lors des fêtes traditionnelles turques et qui font aussi partie du quotidien.

<sup>193</sup> Au sujet de la « Bibliodebout », le « Wikidebout » souligne l'implication d'un collectif qui existait avant l'occupation : « Organisée par le collectif Savoirs Com1, une bibliothèque commune s'est installée depuis le samedi 9 avril sur la place de la République. Chacun peut choisir un livre et en déposer en échange. L'idée est de partager la connaissance et de faciliter sa diffusion en proposant une bibliothèque sans contrainte ni engagement. »

<sup>194</sup> Michel KOKOREFF, « Nuit debout sur place. Petite ethnographie micropolitique », *op cit.* Observation du 11 avril 2016.

<sup>195</sup> Les « botellones » correspondent à des rassemblements nocturnes au cours desquels il est d'usage de se donner rendez-vous pour boire et fumer dans la rue, en dehors des espaces privés et commerciaux prévus à cet effet. Pendant le 15M, il était coutume de dire : « ce n'est pas un *botellón*, c'est une révolution ! »

<sup>196</sup> Agathe FAUTRAS, « Les nouveaux bostan d'Istanbul : quelle pérennisation pour les jardins de la contestation ? », *op cit.* Un bostan est un jardin urbain et collectif.

<sup>197</sup> Michel DE CERTEAU, *Arts de faire, L'invention du quotidien*, Tome I, Gallimard, 2010 (1980), chapitre IV.

transforment les lieux en espaces de manière plus ou moins durable. L'espace n'est pas qu'un décor inerte : c'est une ressource et un obstacle pour les mobilisations. Les fontaines du parc Gezi se transforment en extincteur géant pour les grenades lacrymogènes. Place de la République, l'absence de relief et l'exposition au vent font de République une place plus inhospitalière que sa cousine espagnole et que la promenade<sup>198</sup> stambouliote.

### *L'hypothèse de l'effervescence collective*

Le bouillonnement des places pointe en direction du phénomène d'« effervescence collective » analysé par Durkheim<sup>199</sup>. Cette hypothèse requiert cependant un usage contrôlé en dehors de son contexte initial des rites religieux. Dans *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, l'effervescence renvoie à un état collectif au cours duquel les « fidèles » se mettent en mouvement et communient dans une effusion de joie. Ils s'adonnent en effet à des « mouvements exubérants<sup>200</sup> » dont certains « se déploient pour le seul plaisir de se déployer ». Parmi ces gestes rituels, note Durkheim, « il en est qui ne servent à rien; ils répondent simplement au besoin d'agir, de se mouvoir, de gesticuler que ressentent les fidèles. On voit ceux-ci sauter, tourner, danser, crier, chanter, sans qu'il soit toujours possible de donner un sens à cette agitation<sup>201</sup> ». Mais cette exubérance s'insère dans la trame des rites religieux : qu'ils soient tristes ou joyeux, qu'il s'agisse de célébrer des funérailles ou une naissance, ceux-ci s'accompagnent de pratiques festives. Comme le fait remarquer Nicolas Mariot<sup>202</sup>, Durkheim s'est probablement inspiré de Marcel Mauss et de sa description des sociétés eskimos où le retour après un état à chasser loin du village était suivi de phénomènes semblables<sup>203</sup>.

L'effervescence telle que la conçoit Durkheim joue donc un double rôle : elle renforce les liens sociaux et manifeste les croyances qui cimentent le collectif. Il met aussi en évidence la continuité entre attitude festive (laïque ou non) et cérémonie religieuse. Cris, chants, musique, danses et même violence (contre soi ou autrui) transportent les protagonistes hors d'eux-mêmes dans une temporalité exceptionnelle. Ce faisant, ils participent, toujours selon Durkheim, à un univers de sens qui se superpose au monde vécu du quotidien. L'effervescence revêt une

---

<sup>198</sup> En turc, Gezi signifie « promenade ».

<sup>199</sup> Emile DURKHEIM, *Les formes élémentaires de la vie religieuse. Le système totémique en Australie*, Paris, PUF, 1968 (1912).

<sup>200</sup> Emile DURKHEIM, *Les formes élémentaires de la vie religieuse. Le système totémique en Australie*, *op cit*, p. 84.

<sup>201</sup> *Ibid*, p. 100.

<sup>202</sup> Nicolas MARIOT, « Les formes élémentaires de l'effervescence collective, ou l'état d'esprit prêté aux foules », *Revue française de science politique*, vol. 51, no. 5, 2001, pp. 707-738.

<sup>203</sup> Marcel MAUSS, Henri BEUCHAT, « Essai sur les variations saisonnières des sociétés eskimos », *L'Année sociologique*, 1904, vol. 9, p. 39-132.

dimension « créatrice » qui entretient la flamme de ce monde idéal ; elle ne se circonscrit pas au système totémique australien mais permet de saisir d'autres situations analogues comme les fêtes populaires qui revivifient les idéaux révolutionnaires de 1789<sup>204</sup>. Loin de renvoyer à une attitude primitive ou une relique du passé, le concept conserve donc un pouvoir explicatif.

Cependant, plusieurs précautions s'imposent pour en étendre l'usage analytique aux rassemblements vindicatifs ou acclamatifs dont font partie les rassemblements de places. Il convient en particulier, comme le fait valoir Nicolas Mariot, de mettre à distance les projections de l'observateur qui présuppose que la participation à une foule est synonyme d'adhésion. Tous les participants n'adhèrent pas et, le cas échéant, tous n'adhèrent pas de la même manière ; ils ne nourrissent pas non plus les mêmes représentations et croyances (si croyance il y a !) quand ils se rassemblent contrairement à ce qu'infère Durkheim. D'où la nécessité de renverser le postulat d'uniformité concernant les rassemblements, qu'il s'agisse d'ailleurs d'une irrationalité régressive (la psychologie des foules et la loi d'unité mentale de la foule de Gustave Le Bon<sup>205</sup>) ou d'une vision rationaliste qui a prédominé un temps dans la sociologie des mouvements sociaux<sup>206</sup>.

Appréhender les phénomènes de foule comme s'ils tenaient d'un bloc revient à nier l'épaisseur sociale des participants, les degrés ou l'absence d'adhésion ou encore les effets produits par les collectifs d'appartenance sociale. La description des « Places » comme *effervescence protestataire* requiert donc de ne pas présupposer que les protagonistes du 15M, de Gezi, de Nuit debout éprouvent les mêmes sensations ou font la même lecture de la situation. Ce serait négliger l'influence des itinéraires de participation, des degrés d'implication, des influences socialisatrices antérieures. Par ailleurs, l'effervescence n'est pas si chaotique que cela : elle épouse des routines qui structurent les places – l'emplacement des stands - et scandent les rassemblements – les temps forts et les temps morts, les repas et les fêtes... Les cartographies établies sur le vif ou *a posteriori*, donnent à voir cette routinisation de l'espace qui permet de saisir la durée ni éphémère ni durable des rassemblements. C'est la raison pour laquelle la section qui suit expose les « cartes » des « Places ».

---

<sup>204</sup> Emile DURKHEIM, *Les formes élémentaires de la vie religieuse. Le système totémique en Australie*, op cit, p. 403.

<sup>205</sup> Gustave LE BON, *Psychologie des foules*, F. Alcan, 1896.

<sup>206</sup> Mancur OLSON, *Logique de l'action collective*, Presses universitaires de France, 1978 (1963).

## 2. Ce que disent les cartes des occupations de places

La géographie des occupations offre un point de comparaison pertinent entre les trois cas d'étude ; elle requiert cependant un détour historique préalable. Avant d'exposer les cartographies des campements, un encadré revient sur leur position dans la topographie urbaine et l'histoire récente de chaque place publique afin de saisir la configuration des lieux et son insertion dans une mémoire collective locale.

Quadrilatère en forme de trapèze, la place de la Catalogne relie les hauteurs du quartier de Gracia aux *Ramblas* qui dévalent jusqu'au front de mer. Ce *hub* des transports barcelonais fait la charnière entre la vieille ville médiévale (*Ciutat Vella*) et les grandes avenues de l'*Eixample* (« l'agrandissement ») percées dans le cadre des aménagements urbains dessinés par l'ingénieur Ildefons Cerdà dans les années 1860. Même si la place n'était pas prévue initialement, elle est érigée en deux temps au début du XXème et livrée pour l'exposition internationale de 1929 (le projet initial est remplacé par celui de Francesc Nebot puis par celui de Joaquim Llanso). Le roi Alphonse XIII l'inaugure en 1927. Cet ancien terrain vague devient un haut-lieu de la vie barcelonaise.

Pendant la guerre civile qui éclate en Espagne entre 1936 et 1939, la place est le théâtre d'affrontements entre anarchistes et républicains qui luttent contre le camp du putsch nationaliste mené par Franco. On trouve des mentions de ces luttes fratricides entre le camp loyaliste de la IIème République, anarchistes de la CNT, communistes et socialistes dans *Hommage à la Catalogne* d'Orwell ou encore dans *L'espoir* de Malraux. A l'issue de la guerre, la place est rebaptisée « place de l'Armée nationale » et monopolisée par des processions religieuses en direction de la cathédrale Saint-Pierre de Vic située à proximité. Après la chute de la dictature franquiste, elle reçoit officiellement le nom castillan de « *plaza Cataluña* », comble pour le lieu où on célèbre la fête nationale catalane du 11 septembre (la *Diada*) interdite sous Franco, qui fait son retour en 1980. En 1991 le monument du premier président de la *Generalitat* autonome (1931 – 1933) vient s'ajouter aux six groupes de statues que comporte la « place à la rosace » ; elle a été conçue par Josep Maria Subirach qui a aussi sculpté les statues de la façade de la Passion de la Sagrada Família. Elle prend alors sa physionomie actuelle.

Etreinte par de hauts édifices bancaires et de grands magasins, la place s'organise autour d'une vaste rosace au sol qui en devient le symbole. Sa partie haute comporte deux fontaines disposées sur une pelouse entourée de parterres de fleurs ; le pourtour de la place légèrement surélevé par rapport au niveau de la rue se compose de bosquets arborés qui abritent trois rangées de bancs où s'assoient passants, touristes, vendeurs à la sauvette. Point d'arrivée de nombreuses manifestations, la *plaça Catalunya* est régulièrement investie par les liesses des supporters du club de football de Barcelone les soirs de match. C'est aussi un lieu de passage fréquenté par les habitants et les touristes dont le vide central reste peu accueillant comme le fait remarquer Nadja Monnet<sup>207</sup>.

<sup>207</sup> Nadja MONNET, « Qu'implique flâner au féminin en ce début de vingt et unième siècle ? Réflexions d'une ethnographe à l'œuvre sur la place de Catalogne à Barcelone », *Wagadu* Volume 7, Today's Global Flâneuse, 2011, p. 21. Sur la place de la Catalogne (en catalan) : PERMANYER Lluís, *Biografia de la plaça de Catalunya*, La Campana, 1995.



NURIA, « Carte de la place de la Catalogne », 21 mai 2011. Consulté en ligne le 18 janvier 2021 : [<https://www.flickr.com/photos/elmsn/5743208924/>]

Le panneau affiché à l'entrée de l'*acampada* barcelonaise – on aperçoit en arrière-plan une publicité accrochée sur la façade d'un des immeubles qui entourent la place - s'adresse à quiconque (« tu es ici ») entre sur la place symbolisée par un drapeau pirate (« Plan – Place de la Catalogne »). Ce plan autochtone est positionné sur la partie haute de la place près de la commission « Communication » désignée par une croix. Les différents items disposés en cercle suivent les contours de la place : la croix rouge pour la commission infirmerie, les « vagues » dessinées à main levée pour la communication, la table des pétitions (avec une invitation à venir signer en anglais pour être compris des non-hispanophones), les pancartes et slogans pour la partie « Activités », des condiments pour la cuisine (et la commission « Extensio ») et enfin des briques pour la commission « Infrastructure ». Au centre de la place découpée en plusieurs zones, trois cercles étoilés forment une diagonale et portent les noms symboliques de « Place Tahrir », « Place d'Islande » et « Place de la Palestine ».

Ce plan à usage informatif reste schématique. D'abord, il ne fait pas état des espaces de verdure qui bordent la place ; il ne fait pas non plus apparaître les éléments constitutifs de son relief, fontaines et statues. Ne sont mentionnées que les principales commissions qui correspondent en réalité à des « grappes » de commissions. La carte élaborée par la sociologue Ariadna Fernandez-Planells<sup>208</sup> entre davantage dans le détail : sur la partie supérieure du plan, le pôle

<sup>208</sup> Cité dans : Jordi NOFRE, Cartografías de la indignación. *Ar@cne. Revista electrónica de recursos en Internet sobre Geografía y Ciencias Sociales*. [En línea. Acceso libre]. Barcelona: Universidad de Barcelona, n° 169, 1 de marzo de 2013. Consulté en ligne : <http://www.ub.es/geocrit/aracne/aracne-169.htm>

« Communication » se compose de la commission « International », « Audiovisuel », « Communication et Presse » et « Informatique » tandis que la commission « Education » est située à proximité de l'infirmierie. Sur la partie inférieure, en direction de *Las Ramblas*, la commission « *Feministas Indignadas* » (Féministes Indignées) se rassemble non loin du stand cuisine où on prépare les repas donnés gratuitement.

Surtout, le panneau d'accueil du 21 mai 2011 reste sommaire et ne fait pas état de la foule de commissions qui investissent le centre de la place de la Catalogne : la commission « Diversité Fonctionnelle » (« *Diversidad Funcional* » qui réalise un travail d'inclusion en direction des personnes souffrant de handicap psychomoteur), d'aide juridique, « Convivencia<sup>209</sup> » (qu'on peut traduire approximativement par le terme de « bienveillance ») et enfin la commission de « dynamisation » des assemblées. Abrisés par quelques parasols puis par une gigantesque toile suspendue en l'air avec le nom *Plaça Catalunya*<sup>210</sup>, ces groupes forment un foyer particulièrement actif ; ils montrent que l'espace central de la « rosace » est bien le cœur de l'occupation. Le plan d'accueil ne mentionne pas non plus la forêt de sous-commissions qui se sont multipliées au fil des jours, soit parce qu'au moment de sa réalisation le mouvement n'était pas encore ramifié à ce point, soit pour ne pas le surcharger et le rendre illisible.

Le soir, l'*acampada* se transforme en *asamblea* où plusieurs dizaines de milliers de participants affluent. Les assemblées ont lieu quasiment tous les jours vers 22 heures et sont en général précédées d'une minute de bruit provoquée par le fracas des *caceroladas*. Ensuite, c'est au tour des « permanents » de s'y installer pour dormir à la belle étoile, emmitoufflés dans de simples duvets.

### *La « Commune de Gezi » entre le 1<sup>er</sup> juin et le 15 juin 2013*

#### *La place Taksim*

Située dans le quartier cosmopolite de Beyoglu, la place Taksim<sup>211</sup> fait l'objet de luttes d'appropriation constantes<sup>212</sup>. Point haut de la ville transcontinentale d'Istanbul<sup>213</sup>, la place tient son nom d'un réservoir d'eau construit en 1732 qui irriguait plusieurs barrages. En turc, *Taksim* signifie « distribution, répartition, division ». Elle abritait aussi une caserne

<sup>209</sup> Terme difficilement traduisible en français qui se rapproche de « vivre-ensemble ».

<sup>210</sup> RT#15M, Archives de la *ciutat invisible*, coopérative autogestionnaire de Barcelone, 24 novembre 2011. 144 pages. Consulté en ligne : <https://issuu.com/laciutatinvisible/docs/rt15m>

<sup>211</sup> Spiridon RAZVAN-MADALIN, Manoiu VALENTINA-MARIANA, « Bref historique d'un symbole de la géographie urbaine : la place Taksim, Istanbul », *European Scientific Journal*, Novembre 2014, vol.10, No. 32.

<sup>212</sup> En 1997, la construction d'une mosquée sur un espace vert du nord de la place Taksim, sous l'impulsion du parti « islamiste » Refah, a suscité la polémique avec le camp des « laïcs » au nom de la neutralité de l'espace public.

<sup>213</sup> Jean-François PÉROUSE, *Istanbul planète : La ville-monde du XXI<sup>e</sup> siècle*. La Découverte, 2017. Istanbul est même une mégalopole de plus de 17 millions d'habitants sans compter les habitations informelles.

d'artillerie (« la caserne des Cannoniers ») construite en 1806, fortement endommagée en 1909 lors d'affrontements entre les « Jeunes Turcs » laïcs et les partisans du sultan, bâtiment militaire finalement détruit en 1940. Dans le cadre du programme d'urbanisation du français Henri Prost (chef planificateur d'Istanbul entre 1939 et 1950), la caserne est remplacée par la promenade Inönü de style occidental, avec des allées arborées, des bancs et des kiosques. Celle-ci prend ensuite le nom du parc Gezi (qui signifie promenade en turc) qui a peu à peu perdu du terrain sur l'avancée des hôtels de luxe (Hilton, Marmara). Le nom officiel de « *meydan* de la République de Taksim » inscrit la place dans l'héritage kémaliste matérialisé par le monument dédié à la République<sup>214</sup>.

La place donne aussi lieu à des usages protestataires. En février 1969, un cortège de 50 000 étudiants s'oppose au mouillage de la Sixième flotte américaine à Istanbul et part du *meydan* Beyazıt vers Taksim où des groupes hostiles aux manifestants les accueillent à coups de bâtons et de couteaux, faisant deux morts<sup>215</sup>. Surtout, la fête des travailleurs du 1<sup>er</sup> mai 1977 se termine par un mouvement de foule meurtrier au cours duquel 36 manifestants trouvent la mort<sup>216</sup>. L'accès à la place Taksim est alors interdit aux cortèges du 1<sup>er</sup> mai sauf pour les représentants syndicaux autorisés à déposer une gerbe – sous le contrôle étroit de la police – sur les marges de la place où les victimes ont été tuées. L'interdiction prend fin en 2010 quand les organisations syndicales et politiques sont ré-autorisées à défiler le 1<sup>er</sup> mai jusqu'en 2013 où l'accès à la place est de nouveau défendu. Dans les années 2000, les rassemblements prennent la forme de dépôts de gerbe au pied de la « Statue de la République » qui exaltent la nation combattante et son père fondateur, Mustafa Kémal dit Atatürk. En dehors de ce cadre, les manifestations revendicatives sont rapidement réprimées. En revanche, la municipalité métropolitaine du grand Istanbul encourage les usages festifs, en particulier lorsqu'il s'agit de célébrer les victoires d'un club de football stambouliote ou de l'équipe nationale. En juin 2002, pendant la coupe du monde de football, de grands rassemblements soutenus par le pouvoir en place (avec des animateurs de foule et du matériel mis à disposition) ont salué la performance de l'équipe turque.

Cernée par le boulevard Tarlaabaşı, les avenues İstiklâl et Cumhuriyet, la place Taksim ne se résume pas à sa topographie redessinée en 2013 par des travaux de piétonisation. Elle gagne à être appréhendée au prisme de ses usages mais aussi à l'aune des strates mémorielles qui s'y déposent. La destruction du parc vise en effet à reconstruire la caserne ottomane qui recouvrait déjà les ruines du cimetière arménien de Pangaltı (1917). La « Statue de la République » occupe une place centrale dans les usages contrôlés et le récit officiel. Enfin, Taksim est imprégnée par la mémoire du massacre de 1977, ce qui en fait une « place mythique de l'histoire des mouvements sociaux turcs<sup>217</sup> » ancrés à gauche.

D'une superficie de quatre hectares, auxquels s'ajoute la place Taksim, le parc Gezi est d'une taille comparable à la place de la Catalogne (cinq hectares). La « promenade » présente la forme d'une cuve rectangulaire avec une pelouse centrale entourée par des allées bétonnées surélevées qui donnent sur les rues adjacentes et au sud, une plate-forme qui domine la place Taksim.

<sup>214</sup> Conçue par le sculpteur italien Pietro Canonica et placée par l'architecte Giulio Mongeri.

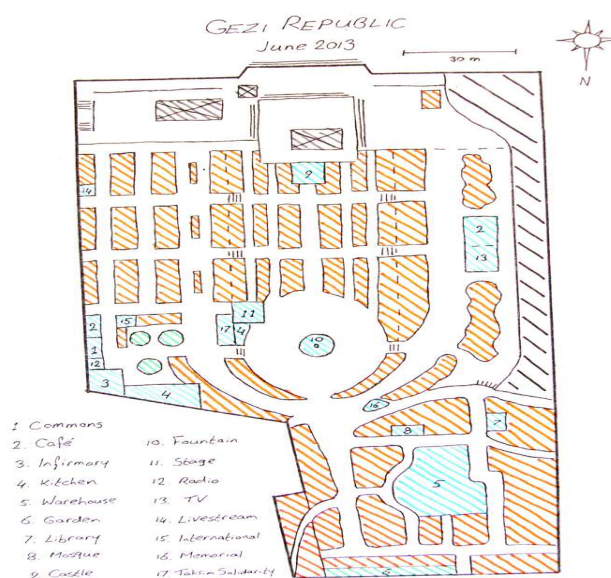
<sup>215</sup> Jean-François PÉROUSE, « De la « déterritorialisation » au réinvestissement d'un mot de la ville : le cas de meydan en turc » in *Les mots de la stigmatisation urbaine*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2006.

<sup>216</sup> Officiellement, les tireurs n'ont pas été identifiés mais l'origine des tirs meurtriers et du mouvement de foule est couramment attribuée aux membres de l'extrême-droite nationaliste et de la milice des « Loups Gris ».

<sup>217</sup> Ahmet INSEL, *La nouvelle Turquie d'Erdoğan: du rêve démocratique à la dérive autoritaire*, La Découverte, 2017.



Le plan ci-dessous peut être utilement complété par celui réalisé par la géographe Agathe Fautras<sup>218</sup>. On y voit que l'espace du parc s'organise autour d'une fontaine centrale (numéro 10 sur le plan) qui fait office d'extincteur pour les bombes lacrymogènes pendant l'occupation. Les stries orange correspondent aux pelouses saturées par les toiles de tente tandis qu'en bleu figurent les installations qui font tourner le campement. Celles-ci se sont ajustées à la configuration des lieux et de leur relief.



ANONYME, « Atlas historique du parc de Gezi #occupygezi », 27 juin 2013, Istanbul. Consulté en ligne : [\[https://takethesquare.net/2013/06/28/historical-atlas-of-gezi-park-occupygezi/\]](https://takethesquare.net/2013/06/28/historical-atlas-of-gezi-park-occupygezi/)

Les cartes et les légendes ont été mises au point par un militant anglophone qui a participé à l'occupation du parc dans la commission « International ». On ne dispose pas d'autre renseignement sur lui mais le contenu du texte indique clairement qu'il se revendique comme « anarchiste ». Le site « Takethesquare » (« Prends la place ») a été ouvert dès le 18 mai 2011 par des Espagnols participant à l'occupation de la *Puerta del Sol* dans le but de se donner une visibilité internationale ; c'est donc un espace qui atteste des circulations et fait office de mémoire des mouvements.

<sup>218</sup> Vue du dessus du parc Gezi pendant l'occupation. Fonds cadastral complété par Hazar. Réalisé par Agathe Fautras, Istanbul, 2015.

On y voit que les stands politiques ont élu domicile au sud du parc sur la plate-forme surplombant Taksim, à deux pas de la garderie du « château des enfants » qui facilite l'engagement des parents. La partie « Est » du parc correspond au cœur logistique de l'occupation avec la tente des « Communs » (traduction de la plate-forme activiste *Musteklerer*) (1), le stand de l'infirmerie (3), la cuisine (4), un café (2) ainsi que la radio du mouvement. En direction de la fontaine se trouve la scène (11) montée par « Solidarité Taksim ». Le côté Ouest est surplombé par le café du parc transformé pour l'occasion en studio de télévision qui retransmet « *çapulçu TV* » (13) tandis que de l'autre côté, la pente qui donne sur la rue est jonchée de toutes sortes de matériaux endommagés et de débris. A l'opposé de Taksim, une zone assez étendue (5) sert à entreposer le matériel médical, la nourriture et les vivres données par les habitant.e.s d'Istanbul. Juste au-dessus, un mémorial (16) a été édifié en hommage à ceux qui sont morts par la répression policière durant Gezi : les bougies allumées tous les soirs à la tombée de la nuit éclairent l'inscription « Taksim au peuple ». Le mémorial est situé à quelques mètres de la librairie fortifiée (7) et de la mosquée de fortune composée de deux tentes appartenant à des partis politiques. A l'extrémité nord, qui s'insère dans une jungle urbaine dense, une parcelle de terre a été mise en culture : ce *bostan* porte le nom de « Jardin de la victoire » (6). Mais la « Commune de Gezi » qui dure entre le 3 et le 11 juin 2013 ne s'arrête pas aux frontières du parc : elle s'étend aux bâtiments occupés à proximité de Taksim, aux rues adjacentes qui descendent jusqu'au stade de Besiktas et à la vingtaine de barricades édifiées sur les principaux axes à l'exception de l'avenue Istiklal laissée libre en cas d'urgence.

### *La place de la République pendant Nuit debout*

Située à un carrefour entre trois arrondissements et sept boulevards, la place de la République est un point névralgique de la capitale française. Auparavant place du Château d'Eau<sup>219</sup>, elle devient en 1879 la place de la République en référence à la statue que le conseil municipal de Paris décide de construire. Avec ses larges boulevards, la place s'inscrit dans la logique de l'urbanisme haussmannien : elle donne sur une caserne construite sous le second Empire afin de réguler les mouvements de foule. En revanche, la statue allégorique de la République indique une rupture avec la période napoléonienne. Les bas-reliefs de la statue représentent l'institution de la fête nationale le 14 juillet 1880 tandis que la Marianne en bronze d'une dizaine de mètres porte une couronne de laurier. En contre-bas, le lion personnifie la force populaire à côté d'une urne qui symbolise le suffrage universel.

Point de passage du Carnaval de Paris pendant le XIX<sup>ème</sup> siècle, la place de la République devient un lieu de rendez-vous incontournable des gauches à partir des années 1930 du fait de

<sup>219</sup> La fontaine qui lui valait le nom de « château d'eau » a été déplacée place Felix-Eboué en 1880.

sa proximité avec la Bourse du Travail<sup>220</sup> et le siège historique de la CGT. Avec les places Bastille et Nation, elle forme un triangle dans lequel se déroulent nombre de manifestations ouvrières. En riposte au 6 février 1934 (quand les ligues d'extrême-droite ont tenté un coup d'Etat sur le Parlement), les forces de gauche, syndicales et partidaires, investissent la place de la République<sup>221</sup>. L'opération est renouvelée à la Libération, le 12 février 1945, lorsque des organisations de résistance et des partis politiques commémorent la tentative du coup d'Etat de février 1934. En mars 1979, la manifestation des sidérurgistes lorrains en grève se termine place de la République.

La place a aussi été investie par des rassemblements acclamatifs à l'initiative des gouvernements de droite. Le 4 septembre 1958, le général De Gaulle, nommé Premier Ministre trois mois plutôt, y prononce un discours appelant à voter en faveur de la Vème République sous une nuée d'applaudissements (et les huées de quelques opposants communistes) lors du référendum pour la Constitution de la Vème République. L'usage tribunicien se renouvelle en 2002 lors de l'élection présidentielle de Jacques Chirac de l'UMP (Union pour une Majorité Présidentielle) contre Jean-Marie Le Pen en lien avec le « sursaut républicain » auquel s'était associés les partis de gouvernement.

Il n'empêche que la place de la République reste principalement investie par des rassemblements protestataires orchestrés par des syndicats, associations et collectifs qui portent une cause. En 2008 et 2009, l'initiative « Nuit solidaire pour le logement » pendant laquelle la statue a été recouverte de couvertures de survie ; l'association *Droit au Logement* y monte des campements tous les ans pour la fin de la trêve hivernale ; le collectif « Sauvons les riches » en 2009 qui organise des *happenings*. D'autres manifestations sont organisées par différentes diasporas afin de défendre la cause de leur communauté (rassemblements kurdes, tchadiens, etc<sup>222</sup>). La place est aussi un lieu de rassemblements spontanés le soir du 6 janvier 2015. Après les attentats de janvier et novembre 2015, un mémorial est érigé aux pieds de la statue en hommage aux victimes<sup>223</sup>. Depuis 2013 (la statue était auparavant un carrefour giratoire), la surface plane de l'esplanade piétonnisée laisse libre cours aux skateurs et à d'autres loisirs. La place de la République donne lieu à des luttes d'appropriation symboliques mais aussi à des conflits d'usage immédiats. Pendant Nuit debout, des habitants du quartier habitués à venir se recueillir auprès du mémorial dressé aux pieds la statue n'ont guère apprécié que les *deboutistes* la recouvrent de messages protestataires et de signes politiques, ce qui a suscité des tensions.

Voici un exemplaire de « Bulletin debout » en date du 53 mars (22 avril 2016). Cet automédia produit par une graphiste professionnelle du noyau initial « Convergence des luttes », était diffusé sur la place de la République. Il comporte de nombreuses informations pratiques (appels à se mobiliser, coordonnées, etc.) dont un plan du campement qui répertorie les dizaines de

---

<sup>220</sup> La Bourse du Travail de Paris ouvre ses portes le 3 février 1887 : avec les « Maisons du peuple », elle fait partie des lieux mis à disposition des syndicats pour s'organiser qui vont se multiplier vers la fin XIXème siècle.

<sup>221</sup> Ian GERMANI, « Taking possession of Marianne: the Place de la République as Political Battleground », *Canadian Journal of History*, 2010, vol. 45, n° 2, p. 299-334. On consultera aussi : ZASK Joëlle, *Quand la place devient publique*, Le Bord de l'Eau, 2018.

<sup>222</sup> Alice MAZE, *La place de la République. Un espace public de construction démocratique*, Mémoire de sociologie, Université de Paris 8, 2016.

<sup>223</sup> Sylvain ANTICHAN, « Comment étudier les pratiques mémorielles liées aux attentats? », *Genèses*, 2017, n°4, p. 139-156.

commissions et de stands. Il est utile de recouper ce document interne avec une cartographie plus globale de Nuit debout-Paris-République.

**BULLETIN QUOTIDIEN** #53MARS 2016 22/04

**AGENDA**

**LES COMMISSIONS**

**VENIR**

**INTERNATIONAL CALL**

**MAY 15**

**Mobilization International**

**Nuit Debout**

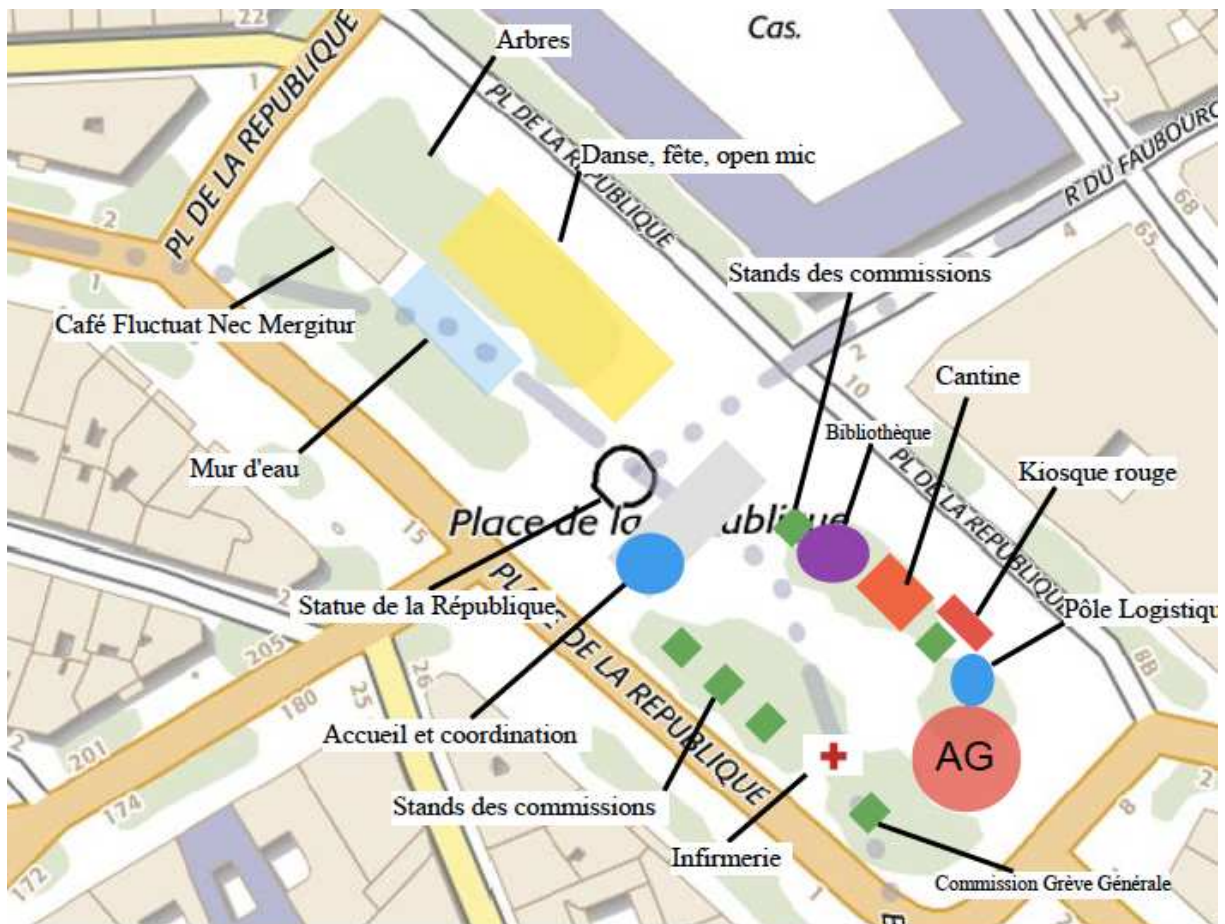
**COMPTES-RENDUS DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES**

**RESERVOIR SOCIAL**

Bulletin debout », 22 avril 2016

Située sur une extrémité de la place, l'« AG » constitue le centre de gravité de l'occupation. Le dispositif tant visuel (la tribune) que sonore (sonorisation et microphone) s'est établi sur le bord « Est » de la place. De l'autre côté, entre la statue et la sortie de la bouche de métro, se trouve le stand « Accueil et coordination » matérialisé par un barnum bleu foncé. Les stands ont pris leurs quartiers le long des platanes disposés de part et d'autre de la place, les branches et troncs servant de point d'accroche aux cordages et structures mobiles. Certaines commissions disposent d'un emplacement fixe comme la cantine<sup>224</sup> et le pôle logistique à proximité d'un kiosque rouge ; d'autres n'ont pas de position attitrée et se déplacent en fonction d'un jeu quotidien de chaises musicales.

<sup>224</sup> L'espace de la cantine est délimité par des bâches tendues entre deux arbres, les sandwiches sont confectionnés sur une table à tréteaux à l'abri d'un barnum. Son emplacement ne varie guère au fil du mouvement.



La place de la République pendant Nuit debout. Carte IGN, élaboration propre.

Il faut préciser que le campement qui se remonte chaque jour ne s'étend que sur la moitié des 3,4 hectares de l'esplanade. A première vue, le nombre pléthorique de commissions qui figurent sur le plan peut donner l'impression que l'espace est saturé mais en réalité toutes les réunions n'ont pas lieu en même temps. En « C2 » (sur le plan de Bulletin debout), on trouve ainsi un atelier « banderoles », la commission « Sérénité », la station « TV debout » qui tourne des directs sur place. Ce pôle logistique concentre un flot d'activités qui se répètent de jour en jour. Les membres les plus assidus des commissions se retrouvent généralement au cours de l'après-midi, l'assemblée générale se tient à dix-huit heures avant de faire place à d'autres activités collectives : débats informels, prises de parole, projection de films, manifestations sauvages... De l'autre côté de la statue, des murs d'enceinte montés pour l'occasion ouvrent régulièrement le bal de la fête. Ces routines varient selon les soirs mais leur distribution spatiale reste identique. Il en va de même des stands de sandwicherie et de friterie qui, bien que sans lien direct avec les organisateurs, s'installent sur les accotements de la place les jours d'affluence.



La principale différence avec les rassemblements du 15M-Barcelone et de Gezi-Istanbul réside dans l'absence de campement composé de tentes individuelles. Les stands sont collectifs et toutes les commissions n'en disposent pas. On bat le pavé de « Répu' » pour venir aider, retrouver les membres de sa commission, participer aux « assemblées populaires » mais pas pour y passer la nuit. Concentrée sur le côté « Est » de la place, la semi-occupation est aussi discontinuée dans le temps, en dépit des tentatives d'« occuper mieux que ça<sup>225</sup> » et malgré la présence d'une commission « campement » affichant sa volonté de dormir sur place.

Il reste maintenant à établir une lecture comparée des cartes collectées, à interroger ce qu'elles disent des rassemblements d'un point de vue morphologique sans perdre de vue ce qu'elles laissent de côté. Cette comparaison sera donc complétée par des données récoltées dans les archives et au cours des entretiens. Elle met en évidence de nombreuses congruences mais aussi des différences significatives.

En premier lieu, ces cartographies donnent à voir le *quadrillage* de l'espace. La disposition concentrique de l'*acampada* de la place de la Catalogne contraste avec la distribution plus aléatoire du campement de Gezi qui s'ajuste au relief et aux bâtiments construits (comme le café par exemple). L'occupation parisienne présente un aspect plus rectiligne qui suit le tracé haussmannien de la place de la République. Si la configuration des places occupées varie sensiblement, dans les faits, les constructions de fortune présentent un aspect semblable. Elles sont faites de cartons, bâches et parfois de chapiteaux qui dessinent un cadre relativement stable. Les cartes traduisent les principales routines auxquelles n'ont que peu dérogé les groupes organisés sur place et constituent donc un indicateur pertinent d'une durée inhabituelle pour une action à ciel ouvert.

Elles donnent également à voir une *structuration analogue* de l'action collective à travers une arborescence de groupes. Toutes ces entités n'ont pas le même statut : certaines bénéficient d'un stand attitré ; d'autres partagent un même espace ; les plus secondaires se contentent de quelques bouts de ficelles et d'un panneau en carton. Elles prennent parfois l'appellation de « commission » (ou « sous-commission »). La liste des commissions et sous-commissions de peut sembler sans fin : on en dénombre environ 70 en mai 2011 à Barcelone et plus de 80 en avril 2016 à Paris tandis que les plans du campement de Gezi n'en recensent au total qu'une quinzaine (mais cette liste n'est probablement pas exhaustive). S'y organise une foule

---

<sup>225</sup> Sur les réseaux sociaux, le groupe « Archidebout », qui a déjà construit plusieurs « châteaux » en bois, appelle à « occuper mieux que ça ! » (groupe créé le 25 avril 2016), avec l'opération « Ramènetaplanche ». Malgré les appels à s'équiper avec « du sérum phy, du maalo, des citrons, des lunettes de plongée, des masques de ski » pour ne pas se laisser expulser, l'occupation nocturne se solde par une séquence de répression brutale.

d'activités diverses et variées : débats thématiques, ateliers de lecture ou d'éducation populaire, fabrication de pancartes, assemblées, tours de parole libre (le terme militant d'*open mic* pour « micro ouvert »). Certains groupes de travail se répètent d'une place à l'autre en particulier entre les campements bachelonais et parisien : Commission éducation (qu'on retrouve à Barcelone et Paris), écologie (*medioambiente* qui signifie « environnement » en espagnol), les commissions « Féminisme », économie, démocratie... Elles renvoient à des espaces de cause qui structurent l'espace local des mouvements sociaux. A Nuit debout, ces unités de contestation sont réparties entre commissions « structurelles<sup>226</sup> » et « thématiques<sup>227</sup> ». Selon le « Bulletin debout », les premières participent à « l'organisation quotidienne de la place de la République » tandis que les secondes sont présentées comme des « lieux de réflexions et de débats à propos de questions ou thématiques précises<sup>228</sup> ». Cependant, cette distinction reste à nuancer dès lors que tous les groupes, qu'ils forment ou non commission, participent à l'occupation

La mise à plat cartographique donne surtout à voir une division spatiale qui correspond à une *division du travail militant*<sup>229</sup>. Celui-ci ne se réduit pas seulement aux tâches les plus visibles et mises en avant comme l'organisation d'assemblées ou la coordination d'actions. Dans les trois cas, des commissions « Médias » sont à pied d'œuvre pour médiatiser les mouvements et assurent une présence continue (avec des diffusions en direct) sur les réseaux numériques. Ils nouent également contact avec les journalistes présents sur place. Avec les *automédias* ((TV çapulçu, Radiodebout...) diffusés depuis les places, ces commissions produisent et diffusent en permanence du discours, assurant un travail discursif essentiel pour des actions à découvert qui

<sup>226</sup> Pour Nuit debout, voici un recensement des commissions « structurelles » à partir du Wikidebout : Accueil et coordination, Accueil & sérénité, Action, Animation, Convergence des luttes, Droit (AvocatsDebout & Legal Team), Banderolles, Campement, Communication, Démocratie sur la Place, Infirmerie, Banlieues Debout, International, Logistique, Numérique, Restauration.

<sup>227</sup> Pour Nuit debout, voici un répertoire des principales commissions thématiques : Action, Travail Social, Animation, Antipub, Antispécisme, Architecture, Arts Visuels, Auteurs, Bibliothèque, Cahiers de doléances et d'exigences, Chorale, Climat-Écologie, Communication Libre, Communs, Constitution, Création monétaire et Démocratie, Designers, Dessin, Discrimination et Handicap, Drogues et liberté, Droits de l'Homme et Démocratie, Économie politique, Éducation, Éducation populaire, Enfants-parents, Europe, Éveil des consciences, Féminisme, Françafrique, Grève générale, Inter-facs, Islamophobie et Racisme d'Etat, Jardin potage bio, Jury citoyen, LGBTQIPA+, Liberté d'expression, Licenciement des élites politiques, Liste noire, Logement, Manifeste, Mayotte, Médias, Mémoire Commune, Migration, Musée, Orchestre, Organisation Assemblée Constituante, Palestine Toujours Debout, Peintres, Perspective et programme, Poésie, Pour la Refondation du Code du Travail, Prison, Programme et Perspectives, Projet Commun, Recherche-Action, Revenu de base, Santé, Savoirs-faire des luttes, Sciences, Solutions ESS, Stratégie et théorisation de l'organisation et des modes d'action, Université populaire, Vocabulaire et réinvestissement du sens, Vote blanc.

<sup>228</sup> Source : Wikidebout. [[https://wiki.nuit-debout.fr/wiki/Villes/Paris\\_\(R%C3%A9publique\)](https://wiki.nuit-debout.fr/wiki/Villes/Paris_(R%C3%A9publique))]. Consulté le 8 février 2021. Il est précisé que les commissions thématiques fonctionnent suivant le principe du « consensus par compromis pouvant exister autour de la thématique/question abordée ».

<sup>229</sup> Sandrine NICOURD, « Travail militant » in COLLECTIF, *Dictionnaire des mouvements sociaux. 2e édition mise à jour et augmentée*. Presses de Sciences Po, 2020, pp. 602-606.

cherchent à se rendre le plus visibles possibles. Mais la communication (et traduction par les commissions « International ») n'est qu'une petite partie du travail nécessaire aux occupations qui requièrent de nombreuses tâches organisationnelles invisibles : négocier avec les autorités publiques (déposer une déclaration en préfecture dans le cas de Nuit debout), acheminer le matériel (et le stocker dans des caves alentours pour Nuit debout), nettoyer le campement, cuisiner, orienter le *quidam*, coordonner des actions... Les chevilles ouvrières des rassemblements ne figurent pas toujours sur les cartes hormis les noyaux organisateurs : la « plate-forme de coordination » pour Barcelone, la « plate-forme Solidarité Taksim » qui existait bien avant l'occupation et l'Assemblée inter-commissions de Nuit debout-Paris. Les rassemblements reposent sur une infrastructure, sur un ensemble de protagonistes fortement impliqués qui prend en charge un certain nombre de tâches indispensables à la vie collective du campement. Il s'agit, pour reprendre la thèse de Butler, de faire tenir les corps qui se rassemblent, de les nourrir et de les soigner pour leur permettre de rester sur place.

La cuisine et l'infirmerie répondent par exemple à des besoins de première nécessité<sup>230</sup>. Plus fournis que la cuisine éphémère de Nuit debout, les stands cuisine du 15M-Barcelone et de Gezi sont alimentés par des dons de nourriture non périssable. Gratuits, ils permettent de ravitailler les personnes présentes sur place, quelle que soit leur implication. Dans les infirmeries de fortune, professionnels et bénévoles apportent les premiers secours, en particulier lorsqu'il s'agit de remédier aux effets délétères du gaz lacrymogène. Au sein des commissions juridiques (« Avocats debout »), avocats et juristes font bénéficier qui veut de leur compétence et certains vont prêter main-forte en cas de menace d'expulsion ou d'arrestation individuelle. Cette entraide juridique participe à une économie du don<sup>231</sup> qui met en circulation vivres, livres et argents déposés dans les caisses de solidarité (pour financer l'impression de tracts ou l'achat de nourriture).

La « part laborieuse<sup>232</sup> » des occupations de places comporte également une dimension relationnelle en particulier pour les groupes en charge de la coordination et de la médiation interne. Sous des appellations différentes qui tendent à euphémiser leur fonction de « police » interne, les commissions « Accueil et Sérénité » de Nuit debout et la commission « Respect »

---

<sup>230</sup> Ce n'est cependant pas toujours le cas à Nuit debout où l'occupation est rude, ce qui peut être dissuasif : il n'est par exemple pas possible de faire un feu sur la place sans risquer une intervention de police.

<sup>231</sup> Claire VISIER, « Une semaine à Taksim: d'une économie de subsistance à une économie du loisir », Observatoire de la Vie Politique Turque, 8 juin 2013, [<https://ovipot.hypotheses.org/8921>]. Cette « économie du don » contraste avec l'économie informelle des vendeurs à la sauvette qui font leur miel de cet afflux soudain, au prix d'une cohabitation parfois tendue et souvent négociée.

<sup>232</sup> John KRINSKY, Maud SIMONET, « Déni de travail : l'invisibilisation du travail aujourd'hui Introduction. Introduction », *Sociétés contemporaines*, vol. 87, no. 3, 2012, pp. 5-23.



(« Respeto ») du 15M-BCN ont pour mission de réguler les conflits interpersonnels et d'expulser les auteurs de trouble, ce qui n'est pas sans susciter de vives oppositions. Leurs membres portent en général un signe distinctif (chasuble fluorescent ou brassard noir à Nuit debout) comme celles et ceux de « Solidarité Taksim » qui jouent un rôle semblable sur le parc Gezi.

Les cartes restent donc un indice parmi d'autres et ne donnent à voir qu'un aspect limité du phénomène étudié. Au niveau des dissimilarités, elles ne disent rien du caractère central des assemblées générales à Barcelone et Nuit debout et du rôle plus effacé des « forums » sur le parc Gezi où les discussions et décisions se prennent dans les coulisses des réunions de « Solidarité Taksim » à l'intérieur d'un bâtiment extérieur à la place. Elles ne doivent pas non plus faire oublier que de nombreux protagonistes ne s'impliquent pas dans les commissions et groupes répertoriées. Sur ce point, la division du travail doit aussi prendre en considération le « travail présentiel<sup>233</sup> ». Que ce soit pour retrouver des amis de longue date ou ceux rencontrés en cours de lutte, des collègues ou des connaissances, on vient aussi sur la place pour flâner (« chiller<sup>234</sup> »), parfois ne pas y faire grand-chose, si ce n'est faire acte de présence. La *passivité* est donc constitutive des rassemblements de places qui ne sont pas qu'une succession de temps chauds, un crescendo d'activités mais un mélange, une alternance de phases d'intensité et de relâchement, le plus souvent dans une atmosphère qui oblige à rester sur le « qui-vive » face à la menace ou aux rumeurs d'intervention policière. En ce sens, les rassemblements sont aussi une occupation du temps social qui entre en conflit avec les temps quotidiens, bousculant les rythmes quotidiens, en particulier pour les plus engagés.

Hormis quelques spécificités locales comme le mémorial de Gezi, l'abstraction cartographique ne rend pas compte de la densité (ou au contraire du caractère épars des occupations). Il est donc nécessaire d'élargir la focale pour interroger un trait commun caractéristique des « mouvements de places » : l'ubiquité, c'est-à-dire le fait que les rassemblements de Barcelone, d'Istanbul et Paris s'inscrivent dans des séquences distinctes marquées par une multiplication des occupations de places à l'échelle nationale.

---

<sup>233</sup> Xavier DUNEZAT, « L'articulation entre travail domestique et travail militant. Le cas des « mouvements de sans » en France », *Recherches féministes*, 30 (2), 2017, p. 265.

<sup>234</sup> Anglicisme du verbe « chill » qui signifie « se détendre ».

### 3. Géographie des places : durée et masse

Foyer d'émergence (Nuit debout-Paris et Gezi-Istanbul) ou réplique de l'occupation de la « Porte du Soleil » Madrilène (15M-BCN), les rassemblements ne diffèrent pas seulement par leur *durée* mais aussi par leur *masse*. L'occupation de la place de la Catalogne débute le 16 mai 2011 au soir, le lendemain de la manifestation qui débouche sur une occupation à Madrid avec le noyau qu'on a désigné rétrospectivement comme les « quarante de la *Puerta del Sol* ». Il est décidé de lever le campement début juin qui s'étirole progressivement jusqu'à la fin du mois (pour une durée d'environ 45 jours). La « commune de Gezi » ne dure que 11 jours, entre le 3 et le 15 juin 2013, date de l'évacuation par les policiers anti-émeute turcs. Le 11 juin, ils avaient déjà procédé à l'expulsion des partis et de leurs organisations de jeunesse qui occupaient la place Taksim. Si on y ajoute les premiers jours d'affrontement qui conduisent à la prise de la place et du parc, la séquence s'étend sur 18 jours consécutifs entre le 27 mai et le 15 juin 2013. Intermittente mais plus longue, « la » Nuit debout du centre-ville de Paris s'étale sur plus de trois mois, jouant les prolongations jusqu'au début de l'été 2016 (durée d'environ 100 jours).

Les trois rassemblements se distinguent surtout par leurs « masses » respectives. La masse semble un analyseur pertinent pour aborder ce qui reste difficile voire impossible à quantifier avec précision. On ne dispose en effet que de peu de données sur le nombre de participants qui fluctuent en fonction des heures et des jours. Ceci tient non seulement au fait que l'implication varie dans le temps et dans ses modalités mais aussi à ce que l'estimation des foules est loin d'être une science exacte. Les écarts entre acteurs et détracteurs, entre organisateurs et observateurs, y sont monnaie courante. Ils dépendent indirectement des techniques de comptage qui sont plus ou moins coûteuses : comptage à la main, par analyse photographique, par laser avec un hélicoptère... Dans le cas d'un traitement par archives et par entretiens, le moyen le moins imprécis semble être de mettre en lien les données recueillies lors des observations, en particulier les entretiens et les photographies, avec la superficie des lieux et la densité d'une foule qui se déplace relativement peu (trous, position assise ou debout etc.).

A Paris, la place de la République n'est que partiellement occupée y compris lors des « grands soirs ». Si la place peut contenir selon les estimations au maximum entre 80 000 et 100 000 personnes, la foule des Nuits debout se concentre dans sa partie Est avec plusieurs milliers de personnes assises au sol lors des « assemblées populaires » (ce qui prend plus d'espace par participant qu'une foule qui déambule debout). Avec ce taux d'occupation relativement modeste, on peut donc estimer des pics de fréquentation compris entre 2 000 et 3 000

participant.e.s, bien en-deçà des rassemblements spontanés qui ont stoppé la circulation (par exemple, le soir des attentats dits de « Charlie Hebdo » du 6 janvier 2015<sup>235</sup>). Le soir du 13 mai, leur nombre oscille autour de 1000 en dépit de l'absence du « mur de son » qui avait pris ses habitudes du côté Ouest de la place<sup>236</sup>.

La semi-occupation de « Nuit debout-Paris-République<sup>237</sup> » contraste avec la saturation du parc Gezi et de la place de la Catalogne. Sur les pelouses du parc, il devient difficile de planter une tente supplémentaire. Avec la place Taksim barricadée, les archives photographiques montrent une occupation beaucoup plus étendue et dense qu'à Paris. De même, les prises de vue aériennes depuis les bâtiments qui jouxtent la *plaça Catalunya*<sup>238</sup> donnent un aperçu de la foule compacte qui envahit l'ensemble de la place circulaire. Dans les deux cas, on peut estimer à plusieurs dizaines de milliers le nombre de participants qui fluctue en fonction des heures de la journée et du cours des événements. De l'intérieur, des protagonistes ont tendance à surévaluer leur nombre (des assemblées de plus de 50 000 voire 80 000 personnes<sup>239</sup> !) mais il est certain que la fréquentation maximale du parc Gezi et de la place de la Catalogne<sup>240</sup> est sans commune mesure avec l'occupation plus diffuse de leur « cousine » parisienne. Il faut donc garder à l'esprit qu'à la différence du 15M et de Gezi, Nuit debout n'est pas ce qu'on appelle parfois « mouvement de masse », ce qui produit des effets sur la perception et le déroulement rassemblement, favorisant notamment les réseaux d'interconnaissance préexistants. Il est à noter que Nuit debout ne se massifie pas non plus en dehors de Paris et de quelques actions ponctuelles comme « Global debout<sup>241</sup> ».

---

<sup>235</sup> Observations personnelles.

<sup>236</sup> Stéphane BACIOCCHI, Alexandra BIDET, Pierre BLAVIER, Pierre, (et al.), « Qui vient à Nuit Debout? Paris, place de la République, avril-juin 2016 Trois méthodes pour une question », *Sociologie*, vol. 11, no 3, 2020, p. 251-266.

<sup>237</sup> Il est important de mentionner les noms de la ville et de la place pour différencier le cas de « République » d'autres occupations qui ont eu lieu en même temps.

<sup>238</sup> Archives personnelles.

<sup>239</sup> Chiffres entendus lors de différents entretiens.

<sup>240</sup> Ce qui donne un ordre de grandeur comparable à la fréquentation de la « Porte du Soleil » madrilène. Selon la société de comptage Lynce, près de 24 000 personnes y étaient rassemblées le soir du 21 mai 2011 à la veille des élections.

<sup>241</sup> Le 15 mai 2016, date anniversaire de la mobilisation des « indignés espagnols », une action sous la forme d'un *happening* simultané est coordonnée depuis Nuit debout-Paris sur 266 places françaises et dans 130 villes étrangères en Espagne, au Québec, en Belgique, aux Etats-Unis et en Angleterre. Des échanges sont organisés et mis en scène via écrans géants interposés et permettent à chaque rassemblement d'assister aux débats et concerts à des milliers de kilomètres de distance. Dans son communiqué, le comité d'organisation justifiait cette initiative par le fait que « les désastres sociaux, économiques, écologiques que nous connaissons sont globaux (dérèglement climatique, problématiques migratoires, évasion fiscale, corruption, mesures d'austérité etc.) » arguant que « les réponses des citoyens du monde sont globales et les initiatives locales ». Il est à noter que cette action internationale a été portée en grande partie par d'anciens protagonistes du 15M impliqués dans la commission « Médias » de Nuit debout.

En revanche, les trois rassemblements s'inscrivent dans des dynamiques de diffusion comparables à l'échelle nationale. Le « répertoire » de l'occupation de place se propage non seulement à l'échelle du tissu urbain mais aussi de ville en ville tout en se circonscrivant aux frontières nationales.

Début juin 2011, on dénombre 22 assemblées de quartiers à Barcelone dont certaines existaient déjà avant le 15M (en particulier dans les quartiers proches de Raval et Gracia qui sont des foyers militants importants). A Istanbul, la mobilisation gagne aussi les quartiers : Okmeydan sur la rive européenne, le quartier du « 1er mai<sup>242</sup> » sur la rive anatolienne et jusqu'aux périphéries plus lointaines de Gazi. Nuit debout essaime aussi en dehors de la place de la République. Au bout de deux semaines, des assemblées s'organisent dans les quartiers de Belleville, de Place des Fêtes et Ménilmontant<sup>243</sup>, sans compter les initiatives plus diffuses de Paris extra-muros (Saint-Denis, Montreuil etc.).

La protestation ne se propage pas seulement par capillarité dans les rues et quartiers alentours. Le même scénario se répète : une fois la première place occupée, d'autres villes, grandes et moyennes, suivent le mouvement. On observe des dynamiques de mouvements « initiateurs » - « suiveurs » à l'échelle nationale, ce qui confirme sa prépondérance y compris pour la politique contestataire et nuance les discours parfois hâtifs sur la transnationalisation de la protestation.

### 3.1. « Toma la plaza<sup>244</sup> »

La « cartographie de l'indignation » élaborée par le géographe Jordi Nofre<sup>245</sup> met en évidence l'ancrage urbain des 15M, à commencer par Madrid et Barcelone qui sont respectivement la capitale et la seconde ville la plus peuplée d'Espagne. Dans la majorité des villes moyennes et des métropoles, les « places du 15M<sup>246</sup> » apparaissent dans le sillage de la *Puerta del Sol* rebaptisée « place de la Sol-ution » (en espagnol : *plaza de la Sol-ucion*). Le 21 mai 2011, à la veille des élections autonomes, la rumeur circule que le Conseil Electoral a interdit les

---

<sup>242</sup> Gulçin LELANDAIS, « Émergence et résistance spatiale d'un quartier en contexte autoritaire. Le cas du quartier 1 Mayıs à Istanbul », in COLLECTIF, *Regards pluriels sur l'incertain politique. Entre dérives identitaires, urbanisation, globalisation économique, réseaux numériques et féminisation du social*, L'Harmattan, 2015.

<sup>243</sup> Laurent BEAUGUITTE, « (Re)politiser l'espace public », *Carnets de géographes*, 12, 2019.

<sup>244</sup> Le slogan original du collectif « Vraie Démocratie Maintenant ! » « *Toma la calle* » (qui veut dire « Prends la rue ! Va manifester ! ») a été repris et transformé en « Toma la plaza ! » pour « Prends la place ! ».

<sup>245</sup> NOFRE Jordi, « Cartografías de la indignación », *Ar@cne. Revista electrónica de recursos en Internet sobre Geografía y Ciencias Sociales*, Barcelona, Universidad de Barcelona, n° 169, 1 de marzo de 2013. <http://www.ub.es/geocrit/aracne/aracne-169.htm>

<sup>246</sup> C'est ainsi qu'a été rebaptisée la place de la Constitution à Salamanque.

manifestations comme le veut la tradition de la « journée de réflexion », ce qui multiplie les appels à se rassembler (219 appels simultanés ce jour-là). L'encyclopédie coopérative du 15M, *15Mpédia*, totalise de son côté environ 300 assemblées, en tout cas pour celles qui ont été enregistrées sur le site<sup>247</sup>. Nofre insiste sur le contraste socio-démographique entre « l'Espagne urbaine, jeune et moderne et l'Espagne rurale, traditionnelle et vieillissante<sup>248</sup> ». Le découpage reste schématique mais il rappelle que les « mouvements de places » restent un phénomène urbain, ce qui explique le décalage entre le faible nombre de villes concernées (seulement 2,70 % du nombre total de communes sur l'ensemble du territoire espagnol) et le nombre considérable de participant.e.s auxquels s'ajoutent les soutiens (« les indignés de la maison<sup>249</sup> »).

D'après une enquête réalisée par l'institut Ipsos pendant l'été 2011<sup>250</sup>, 6 à 8,5 millions d'Espagnol.e.s auraient pris part aux assemblées et/ou aux manifestations du 15-M, avec une participation plus intense pour environ 800 000 à 1,5 million de personnes. Ces chiffres restent des estimations mais ils attestent d'une mobilisation relativement forte par rapport à la population globale du pays qui s'élevait alors à environ 47 millions d'habitants (dont 30 millions en âge de voter). Selon les enquêtes réalisées sur place et dans les mois qui ont suivi, le profil-type des *quincemayistas* se situe dans une fraction relativement jeune (mais pas adolescente) et diplômée des citoyen.e.s de la péninsule ibérique.

Des sondages commandés par les médias (par exemple celui de Metroscopia en juin 2011<sup>251</sup>) ont également mis en relief un halo de soutien sans précédent, atteignant près de 80% des sondé.e.s mi-juin 2011. La mobilisation par procuration viendrait donc renforcer une mobilisation massive, même si les jeunes urbains diplômés y restent surreprésentés par rapport aux classes ouvrières et ce, en dépit de leur soutien<sup>252</sup>.

---

<sup>247</sup> L'encyclopédie coopérative est encore accessible en ligne à l'adresse suivante : <https://15mpedia.org/wiki/15M>. Ce n'est pas le cas du « Wikidebout » de Nuit debout.

<sup>248</sup> NOFRE Jordi, « Cartographies de l'indignation », *op cit*, p. 12.

<sup>249</sup> Pendant le 15M, il était question des « *indignados de la casa* » par opposition aux « *indignados de la plaza* ».

<sup>250</sup> Enquête IPSOS, « Cantidad y calidad de apoyos al Movimiento 15M », 3 août 2011. D'après cette enquête, 76% des espagnol.es soutiennent le 15-M, ce qui souligne l'ampleur du halo de soutien.

<sup>251</sup> Les deux sondages de l'institut *Metroscopia* pour le journal *El País*, indiquent un soutien de l'échantillon interrogé d'environ 80% avec environ 71 % des sondé.e.s qui considèrent le 15M comme un mouvement pacifique susceptible de « régénérer la démocratie » tandis que 17 % seulement le perçoivent comme un mouvement radical et anti-système. Ce décalage montre surtout la manière dont les instances médiatiques cherchent à façonner l'adhésion à une norme démocratique tout en minorant la possibilité d'une rupture catégorisée comme déviante (anti-système).

<sup>252</sup> CENTRE D'INVESTIGATIONS SOCIOLOGIQUES, « Représentations politiques et mouvement du 15-M », Etude 2921, octobre 2011.

### 3.2.« Taksim résiste ! Taksim partout ! »

En Turquie, la répression du sit-in qui démarre le 27 mai au pied des arbres du parc Gezi allume la mèche d'un mouvement d'ampleur nationale. 79 des 81 provinces turques sont le théâtre de rassemblements et manifestations, à l'exception de deux provinces turques de l'Est du pays qui sont des bastions de l'AKP<sup>253</sup>. Avec 90 points chauds à travers le territoire, la plupart des villes ont eu leur « Gezi » : Ankara, Izmir, Bursa, Samsun, Edirne, Isparta, Adana, Antalya, Diyarbakir... Afin de ne pas négliger les spécificités locales, il est donc indispensable de parler des Gezi au pluriel plutôt qu'un mouvement homogène. « Le « Gezi d'Izmir », très lié au CHP (parti kémaliste), n'est pas celui du cœur d'Istanbul<sup>254</sup> » note Jean-François Pérouse. Dans les villes d'Eskişehir, d'Adana et d'Antakya, les affrontements de rue ont été particulièrement violents les premiers jours de juin, ce qui rappelle le différentiel de répression entre les populations d'un même pays et parfois d'une même ville.

Selon le « rapport des événements de Gezi<sup>255</sup> », 3 611 208 personnes ont manifesté entre le 28 mai et le 6 septembre 2013 (sur une population totale de 76 millions de Turcs). Ce rapport conteste les estimations du Ministère de l'Intérieur qui avançait le chiffre de 2,5 millions de participants.e.s<sup>256</sup>. Concernant le campement du centre de la mégalopole turque, on dispose de données plus précises que dans le cas barcelonais grâce à plusieurs enquêtes menées sur place ou en ligne<sup>257</sup>. En particulier, l'enquête collective de l'institut KONDA<sup>258</sup> s'appuie sur un échantillon de 4411 personnes sur le critère de leur présence dans le parc entre le 6 juin et le 8 juin (soit quatre fois plus qu'un dispositif comparable déployé pendant Nuit debout-Paris). Les questionnaires distribués aux quatre coins du parc ont établi un âge moyen d'environ 28 ans et une mixité au niveau du genre (50,8% de femmes et 49,2% d'hommes). En revanche, la moitié des protagonistes interrogés sont diplômés d'université (ou en passe de l'être) contre 10% à l'échelle de la population turque. De ce point de vue, le Gezi stambouliote ressort comme une mobilisation majoritairement composée d'étudiants, de « cols blancs » et d'employés tandis que les retraités et femmes au foyer restent sous-représentés. Ces résultats ont été toutefois

---

<sup>253</sup> Il s'agit principalement des villes de Bayburt et de Bingöl au nord-est et à l'est du pays.

<sup>254</sup> PÉROUSE, Jean-François. « Les événements de Gezi, ou le début de la « dérive autoritaire », vu des périphéries... », *Mouvements*, vol. 90, no. 2, 2017, p. 109-119

<sup>255</sup> Association Turque des Droits de l'Homme, « Rapport des événements du parc de Gezi » - « GEZİ PARKI OLAYLARI RAPORU », 30 octobre 2014, p. 41.

<sup>256</sup> MILLIYET Journal, 23 juin 2013, [<http://ww2.milliyet.com.tr/gundem/2-5-milyon-insan-79-ilde-sokaga-indi-1726600>], les chiffres du gouvernement (2,5 millions) ont été vivement contestés pour leur minimisation.

<sup>257</sup> C'est le cas de l'enquête de l'université de Bilgi qui n'a pas été traduite.

<sup>258</sup> KONDA Institut de sondage, « Rapport sur Gezi. Perception publique des protestations de Gezi. Qui étaient les participants au parc de Gezi ? », 5 juin 2014, Istanbul.

nuancés par Erdem Yörük et Yüksel Murat<sup>259</sup> qui analysent Gezi comme un mouvement interclassiste, faisant valoir la tendance au déclasserment des classes dites « moyennes ». Les avocats, journalistes, artistes et universitaires seraient aussi plus enclins à faire un usage politisé des réseaux numériques qui constituent le principal canal de diffusion des « mouvements de places ».

### 3.3. Les Nuits debout du « long mars français »

Sur la carte de l'encyclopédie participative « Wiki-debout », on recense près de 227 points de rassemblements<sup>260</sup> qui se sont labellisés « Nuits debout » en France. Une cartographie en date du 28 avril 2016 confirme que le mouvement s'étend principalement aux villes de grande et moyenne taille, même si les régions du nord de la France sont moins concernées<sup>261</sup>. Les Nuits debout se multiplient dès les premiers jours d'avril ou plutôt d'un long mois de mars puisque le mouvement se réapproprie le calendrier en référence à une pratique révolutionnaire. Place Charles de Gaulle à Rennes<sup>262</sup>, place Guichard à Lyon, place Jaume à Clermont Ferrand, Cours Julien à Marseille : des rassemblements estampillés « Nuit debout » s'improvisent dans des contextes favorables ou hostiles. Il n'y a qu'à Grenoble que se met en place un campement permanent avec l'accord de la municipalité tandis que les manifestations lyonnaises sont sans cesse réprimées et délogées. En région, beaucoup des Nuits debout restent clairsemées mais le mouvement s'étend tout de même sur une large partie du territoire.

Sur la place de la République, les données récoltées au cours d'une enquête collective<sup>263</sup> menée à partir d'un échantillon aléatoire<sup>264</sup> montre que les *nuitdeboutistes* sont moins jeunes que leurs

---

<sup>259</sup> Erdem YÖRÜK, Murat YÜKSEL, « Classes et politique dans les manifestations de Gezi en Turquie », *Agone*, 2016/3 (n° 60), p. 79-100.

<sup>260</sup> Cf la carte participative mise en ligne par Nuit debout-Nîmes : [https://framacarte.org/fr/map/nimes-debout\\_2420#7/48.627/1.463](https://framacarte.org/fr/map/nimes-debout_2420#7/48.627/1.463). Cette carte montre aussi la diffusion du mouvement à l'échelle internationale bien que les rassemblements restent sporadiques : on trouve ainsi des Nuits debout isolées à Taïwan, en République Tchèque, au Brésil, en Uruguay, en Malaisie, en Australie, en Hongrie, Bulgarie, au Danemark, Finlande, Chili, Irlande, Turquie, Mexique, Chypre, Panama, Géorgie, Italie, Colombie, Canada, Roumanie, Argentine, Etats-Unis, Autriche, Suisse et davantage aux Pays-Bas, en Belgique, en Espagne, en Allemagne et en Angleterre.

<sup>261</sup> Carte élaborée par le géographe Nicolas Lambert, 28 avril 2016. Il ne faut cependant pas négliger qu'il existe des Nuits debout dans des villages ruraux ou périurbains, même si le phénomène est resté peu répandu.

<sup>262</sup> Avec des circulations dans la « Maison du Peuple » du centre-ville où s'organisait le mouvement contre la loi « travail ».

<sup>263</sup> Stéphane BACIOCCHI, Alexandra BIDEZ, Pierre BLAVIER, et al. « Qui vient à Nuit Debout? Paris, place de la République, avril-juin 2016 Trois méthodes pour une question », *Sociologie*, vol. 11, no 3, 2020, p. 251-266.

<sup>264</sup> L'enquête combine 514 questionnaires distribués aléatoirement le 8 avril et le 13 mai 2016 (entre 17h00 et 22h30), une observation durant toute la soirée du 13 mai et l'examen de questions ouvertes. L'avantage des enquêtes *in situ* est d'éviter les nombreux biais que présentent les sondages *ex post*, notamment l'enquête collective « Occupy Research Network » (2012).

homologues espagnols et turcs avec une moyenne d'âge d'environ 33 ans<sup>265</sup>. Non racisées et plutôt masculines, les personnes interrogées sont pour la plupart diplômées de l'enseignement supérieur<sup>266</sup> et exercent souvent dans la fonction publique ou le secteur culturel, quand elles ne sont pas au chômage, c'est-à-dire dans des situations de non-emploi pour reprendre le terme de Robert Castel<sup>267</sup>. L'enquête conclut que la participation à Nuit debout-Paris se laisse analyser comme une mobilisation par le déclassement. En dépit de leur capital scolaire et/ou culturel, beaucoup de protagonistes font en effet l'épreuve d'une mobilité sociale descendante dans leur trajectoire socio-professionnelle ou comme horizon d'attente subi. Le pouvoir explicatif de cette approche sociographique reste néanmoins trop limité du fait de son caractère mécanique puisque les *deboutistes* ne sont pas les seuls à pouvoir entrer dans cette catégorie.

Le passage en revue du nombre de places et de leurs effectifs approximatifs soulève aussi la question de la continuité des occupations avec d'autres modes d'action, en particulier les manifestations de rue qui se déroulent sur la même période, sans pour autant présupposer que tous les manifestants sont aussi des occupants, en particulier dans le cas de Nuit debout. Si l'appel du 15 mai 2011 par *Democracia Real Ya* avait rencontré un certain écho dans une cinquantaine de villes (entre 20 000 et 25000 manifestants à Madrid), la manifestation du 19 juin contre le pacte Euro appuyé par le 15M, rassemble plus de 260 000 personnes à Barcelone contre 15 000 le 15 mai. Cette forte hausse peut s'expliquer localement par les séquences répressives du 27 mai (tentative d'éviction de la place) et du 15 juin (affrontements lors d'une tentative de blocage du Parlement). Mais elle rejoint une tendance générale puisqu'à Madrid, les effectifs sont multipliés par six<sup>268</sup>. En Turquie, le sit-in pacifique de défense du parc Gezi fait souffler un vent inattendu de protestation générale. Pendant la période du 28 mai au 6 septembre 2013, le ministère de l'intérieur turc a répertorié près de 164 manifestations « illégales ».

A la différence des occupations barcelonaises et stambouliotes, « les » Nuits debout restent enchâssées dans un mouvement intersyndical contre un projet de loi. En effet elles ne sont pas

---

<sup>265</sup> COLLECTIF, « Déclassement sectoriel et rassemblement public. Éléments de sociographie de Nuit Debout place de la République », *Revue française de science politique*, 2017/4 (Vol. 67), p. 675-693. « Autour de 18 heures, la moitié de la population avait plus de 33 ans et une personne sur cinq était âgée de plus de 50 ans ».

<sup>266</sup> *Ibid.*

<sup>267</sup> Robert CASTEL, « Au-delà du salariat ou en deçà de l'emploi ? L'institutionnalisation du précaire », *Repenser la solidarité : l'apport des sciences sociales*, PUF, 2007, p. 416-433.

<sup>268</sup> COLLECTIF, *Hacia una revolución mundial no violenta del 15M al 15O*, Madrid, editorial manuscritos, 2011, p. 54.



l'élément déclencheur du mouvement contre la « loi travail<sup>269</sup> » mais une de ses composantes après l'annonce du projet de loi en février et les premières manifestations du 9, 17 et 31 mars. Force est de constater que les occupations de places Nuit debout rassemblent beaucoup moins de participants que les manifestations, grèves et blocages des raffineries qui se produisent en mai 2016 et ce en dépit d'alliances ponctuelles et localisées. La tendance à la hausse des manifestations de rue apparaît dans le rapport annuel de la Direction de l'Animation, de la Recherche, des Etudes et des Statistiques (DARES) qui souligne qu'après cinq ans de relative stabilité, le nombre de journées individuelles non travaillées (JINT) « a quasiment doublé de 2015 à 2016, passant de 69 à 131 jours<sup>270</sup> ». La mobilisation contre la loi « El Khomri » représente « le premier motif d'arrêt collectif de travail, cité par 41% des entreprises ayant connu une grève en 2016, alors que ce sont habituellement les rémunérations qui en sont le motif le plus fréquent<sup>271</sup> ». Si un nombre non négligeable de *deboutistes* est allé battre le pavé<sup>272</sup>, ce n'est pas le cas de tous, beaucoup n'étant pas des habitués de la politique de la rue. Il est clair que les « occupants » de la place de la République ne représentent qu'une fraction des troupes d'un mouvement qui s'est essoufflé après la promulgation de la loi le 8 août 2016. Par ailleurs, les entretiens montrent clairement que les « occupants-manifestants » ont privilégié l'espace dit du « cortège de tête<sup>273</sup> » qui a atteint son acmé lors de la manifestation du 14 juin 2016 et s'est terminé par une « nasse » géante sur l'esplanade des Invalides à Paris<sup>274</sup>. La géographie des places fait ressortir des dynamiques de diffusion analogues d'un épicycle vers les principales villes (et villes moyennes même si les mouvements y sont plus modestes) qui rayonne en l'espace de quelques jours et dans les limites des frontières nationales. La diffusion du référentiel d'action – l'occupation de place – passe au filtre des contextes politiques locaux et dépend en particulier de la volonté et de la capacité des viviers militants à se les réapproprier pour impulser une dynamique susceptible de s'élargir par la suite, ce qui explique que les mouvements ne prennent pas partout et de la manière. Il convient donc d'utiliser le pluriel pour ne pas éluder la diversité interne et territoriale de séquences hétérogènes. Décentrer le regard permet de reconsidérer les spécificités locales, particulièrement prégnantes dans le cas du 15M barcelonais.

---

<sup>269</sup> La « loi relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels » du 8 août 2016, dite « loi travail ».

<sup>270</sup> Rapport public de la DARES, publié le 12 décembre 2018.

<sup>271</sup> *Ibid*

<sup>272</sup> Dans l'enquête collective menée sur la place de la République, on observe que « plus d'un tiers des personnes a participé à une manifestation contre les réformes annoncées du Code du travail ».

<sup>273</sup> HUGO MELCHIOR, « Anatomie d'une période d'exception politique », *Contretemps*, 21 juillet 2016.

<sup>274</sup> La semaine suivante, la préfecture n'autorisera qu'une manifestation manège qui sera raillée comme une « nasse géante ».

A l'exception des rassemblements de soutien internationaux<sup>275</sup>, qui s'expliquent soit par la répartition des diasporas<sup>276</sup> soit par la présence de militants locaux (Paris pour d'anciens *quincemayistas* investis dans *Podemos* par exemple), d'autres événements ont été coordonnés entre plusieurs pays. Certains ont été retransmis en direct par écrans interposés (par exemple, la diffusion d'une assemblée de la place Syntagma sur la place de la Catalogne fin mai 2011). Deux rassemblements en particulier indiquent l'existence de circulations et de réseaux militants transnationaux qui participent à l'effort de coordination : « Global Occupy » le 15 octobre 2011 et « Global debout » le 15 mai 2016. La première « journée d'action globale » a été mise en scène avec des rassemblements dans plus de 80 pays<sup>277</sup> et plus de 1200 actions simultanées avec une homogénéité géographique dans les pays d'Amérique du Nord et d'Europe. La seconde a été initiée par des *deboutistes*, dont certains étaient aussi d'anciens protagonistes du 15M, pour fêter symboliquement l'anniversaire du mouvement espagnol. Cet événement international a fédéré environ 250 rassemblements à travers le monde. Toutefois, les « mouvements » restent des séquences principalement nationales. Cette géographie urbaine des « Places » peut s'éclairer par les profils sociologiques des participants qu'on pourrait qualifier de « jeunes » et « diplômés ». Les enquêtes réalisées sur place permettent en effet de situer la participation dans l'espace social avec davantage de précision même si elles présentent beaucoup d'aléas. C'est une hypothèse que nous discuterons par la suite. La mobilisation des études quantitatives sera utile pour mettre en perspective les données collectées en première-main. Elle permet de se confronter à des ensembles plus grands et ainsi de confirmer ou d'infirmer les résultats obtenus. La première partie du chapitre a permis d'approcher les « mouvements de places ». Il s'agit maintenant d'objectiver les occupations de place et de déterminer ce qui les spécifie comme

---

<sup>275</sup> Des premiers rassemblements de soutien des « Indignés français » (manifestation délogée place de la Bastille le 29 mai 2011) jusqu'au campement provisoire « Occupy La Défense » à l'automne 2011.

<sup>276</sup> TAKE THE SQUARE, « Berlin en solidarité avec Taksim », 16 juin 2013. <https://takethesquare.net/2013/06/16/berlin-in-solidarity-with-taksim-occupygezi/> On relève par exemple des manifestations de soutien à Gezi en Allemagne en juin 2013, ce qui s'explique probablement par la diaspora turque vivant en Allemagne. Il est à noter que le site Internet « Takethesquare » a été créé par des participants au profil militant qui ont circulé entre différentes places et ont ainsi participé à labelliser des mouvements « Occupy » (en l'occurrence, *OccupyGezi*).

<sup>277</sup> Geoffrey PLEYERS, Marlies GLASIUS, « La résonance des « mouvements des places » : connexions, émotions, valeurs », *Socio*, 2, 2013, p. 59-80. Une des nombreuses vidéos qui a circulé a par exemple été produite et diffusée par le mouvement étudiant mexicain #YoSoy132 : on y voit des activistes égyptiens, espagnols, new-yorkais et mexicains proclamer dans leurs langues respectives que « nous ne sommes pas seuls ». Le nom « Yo Soy 132 » fait référence à une mobilisation de 131 étudiants de l'université Iberoamericana de Mexico et défend la cause de la liberté d'expression.

mode d'action. On passe alors d'une perspective morphologique qui donnait à voir les structures élémentaires des rassemblements à une analyse grammaticale de leur syntaxe<sup>278</sup>.

## Section 2. Ce qu'occuper veut dire

Poser un regard sociologique sur les occupations de places urbaines implique de les situer par rapport aux répertoires protestataires (1) afin de spécifier ce mode d'action tout en les distinguant d'autres rassemblements en particulier les occupations de places qui se sont déroulées dans des configurations révolutionnaires (2).

### 1. Les occupations de places au prisme des répertoires protestataires

De prime abord, les « mouvements » 15M, Gezi, Nuit debout des places Catalunya, Taksim, République peuvent être approchés comme des *comportements collectifs* à condition de ne pas les réduire à un phénomène de foule réactionnel ou irrationnel. Irréductible à la somme des individus ou des groupes qui le composent, un comportement collectif peut s'entendre comme « ce moment d'intensité collective où un monde démocratique se fait ou se défait, où des individus se détachent de leurs attitudes et de leurs opinions habituelles, et où ils constituent des collectifs qui s'enflamment autour de problèmes qu'il s'agit de résoudre<sup>279</sup> ». La voie d'approche pragmatiste tracée par Daniel Cefaï s'inscrit dans la sociologie de l'action collective qui se ramifie en de nombreuses branches qui s'enchevêtrent : sociologie de l'engagement, du militantisme, des mouvements sociaux... Ce dernier terme englobant, qui subsume les actions éphémères comme les mobilisations durables, peut se définir à partir de trois dimensions saillantes à la suite d'Erik Neveu<sup>280</sup> :

1. la dimension collective d'actions coordonnées et structurées dans la durée ;
2. la dimension conflictuelle inhérente à toute action collective<sup>281</sup> qui construit un rapport de forces entre protagonistes et antagonistes sachant qu'en fonction de l'univers de sens

---

<sup>278</sup> Alexandre LAMBELET, « Analyser les rassemblements au moyen de photographies ou de films. Pistes et enjeux », *ethnographiques.org*, Numéro 21 - novembre 2010. Dans cet article, Lambelet désigne par « morphologique » les approches micro-sociologiques qui décrivent l'enchaînement des actions et des interactions et par « grammaticale » les approches qui se situent sur un plan méso-sociologique cherchant à les restituer dans leur contexte d'émergence.

<sup>279</sup> Daniel CÉFAÏ, « Comportement collectif », in COLLECTIF, éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2009, p. 124.

<sup>280</sup> Erik NEVEU, *Sociologie des mouvements sociaux*, op citi.

<sup>281</sup> Etienne TASSIN, *Le maléfice de la vie à plusieurs*, Montrouge, Bayard, 2012, p. 100 – 101.

dans lequel il se déploie, un mouvement social peut recourir à la force du nombre, du symbole ou de l'expertise ;

3. la défense d'une cause qui devient elle-même un enjeu de définition de la lutte entre les acteurs individuels et collectifs dont les intérêts ne sont pas nécessairement concordants.

Dans les sociétés contemporaines fortement différenciées, qu'on qualifie parfois de sociétés « complexes », les mouvements sociaux s'inscrivent dans un ensemble dynamique de relations interdépendantes qui forment ce que Lilian Mathieu a conceptualisé comme « l'espace des mouvements sociaux<sup>282</sup> ». La métaphore spatiale ne désigne pas ici l'espace au sens propre, ni la façon dont celui-ci influence les actions, mais revêt un sens relationnel. Il désigne un ensemble de relations qui forment un univers aux frontières mouvantes, sans cesse mises en débat et traversées par des luttes concurrentielles et des conflits d'agenda, où les individus et groupes ont recours à des formes d'action collective concertée en faveur d'une cause<sup>283</sup>. Il faut préciser que cet espace ne recoupe qu'en partie le champ militant puisqu'il peut s'ouvrir aux novices de l'action collective. Ici une précision sémantique s'impose. En française, les termes « militant » et « activiste » sont parfois utilisés de manière interchangeable, ce qui peut s'expliquer par la confusion avec l'anglais « *activist* » qui veut dire « militant ». Son sens s'est donc décalé par rapport à des racines étymologiques qui étaient bien distinctes<sup>284</sup>. Bien que les usages varient considérablement en fonction du contexte linguistique<sup>285</sup>, on peut relever que le fait de militer relève davantage d'un engagement processuel<sup>286</sup> irréductible aux organisations tandis que l'activisme en constitue une modalité qui privilégie l'action directe. Il est donc ouvert aux primo-contestataires qui font irruption dans l'espace des mouvements sociaux.

---

<sup>282</sup> Lilian MATHIEU, *L'espace des mouvements sociaux*, Editions du Croquant, 2012.

<sup>283</sup> Erik NEVEU, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La découverte, 1996, p. 11.

<sup>284</sup> Du latin *militare*, qui veut dire « être soldat, faire son service militaire », le terme « militant » reçoit aussi un sens religieux et a longtemps véhiculé l'image du militant ouvrier qui, en plus d'adhérer à un parti ou un syndicat, en défend activement la cause sans nécessairement exercer de responsabilité (on parle alors de militant de base). L'activisme de son côté est une notion plus plastique qu'on doit au philosophe allemand Rudolf Eucken. Lorsqu'il est introduit dans la langue française au début du XX<sup>e</sup> siècle, le mot désigne notamment le mouvement des défenseurs de la langue flamande (les Flamingants).

<sup>285</sup> Élisabeth LONGUENESSE, « Du militantisme à l'activisme, remarques sur la circulation de quelques mots entre le français, l'anglais et l'arabe », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 25, n° 1-2, 2018, pp. 83-103.

<sup>286</sup> Il convient donc de prendre en compte les trajectoires militantes des activistes. Olivier FILLIEULE, Bernard PUDAL, « Sociologie du militantisme. Problématisations et déplacement des méthodes d'enquête » in COLLECTIF, *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, La Découverte, 2010, pp. 163-184. Sur la nécessité de ne pas réduire la notion de « militant » à celle d'organisation : Frédéric SAWICKI, Johanna SIMEANT, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, Vol. 51, n° 1, Janvier-Mars 2009.

Celui-ci gravite autour des rapports qui naissent par l'agir-ensemble intentionnel. Le terme d'espace souligne le plus faible degré d'institutionnalisation par rapport aux champs militant et politique dont les mouvements sociaux restent relativement proches. Les frontières de cet espace labile sont aussi plus poreuses et ne nécessitent pas – *a priori* - de titres particuliers. Régi par des rapports de coopération, de rivalité voire d'opposition, il suppose néanmoins la maîtrise d'un langage et de codes de la protestation qui informent des modes d'action et d'organisation caractéristiques. Ceux-ci ont été décrits à grands traits par le concept de répertoire forgé par l'historien Charles Tilly.

Le répertoire d'action désigne le « stock limité de moyens d'action à la disposition des groupes contestataires, à chaque époque et dans chaque lieu<sup>287</sup> ». Sa perspective macrosociologique rappelle que les manières de protester et de faire collectif se sédimentent par des processus de routinisation et de ritualisation. En somme, la protestation ne se réinvente pas à chaque mobilisation mais s'inscrit dans le temps long. C'est du moins ce que les fresques historiques de Tilly ont mis en évidence dans le cas de la France et de la Grande-Bretagne entre le XVI<sup>ème</sup> et le XX<sup>ème</sup> siècle. Aux charivaris locaux qui tambourinent aux fenêtres des notables locaux succèdent des organisations nationales où les moyens s'ajustent à la centralisation du pouvoir étatique et à la concentration du capital. Le centre de gravité de la conflictualité sociale se déplace alors de rapports locaux de patronage vers un répertoire autonome et national où l'Etat devient le principal interlocuteur quand il n'est pas le destinataire direct des revendications. Alors que le premier répertoire était isomorphe aux moyens de l'autorité contestée (prélèvement du grain ou refus de payer l'impôt), avec l'apparition des mouvements ouvriers, la manifestation et la grève priment sans que d'autres modes d'action disparaissent pour autant<sup>288</sup>.

La notion de répertoire d'action présente plusieurs limites<sup>289</sup>, en particulier des biais *légitimiste* et *rationaliste*. Il tend en effet à privilégier le point de vue de l'Etat par rapport aux acteurs de la protestation et à mesurer sa productivité à l'aune de sa capacité à influencer ou se faire

---

<sup>287</sup> Cécile PECHU, « Répertoire d'action », *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 454-462

<sup>288</sup> Il en va ainsi des défilés dans les ateliers pour mobiliser (les *turn-outs*) ou des manifestations bruyantes devant les domiciles de banquiers, de gouvernants ou d'anciens tortionnaires (les *escraches* qui sont monnaie courante pendant le 15M).

<sup>289</sup> Michel OFFERLE, « Retour critique sur les répertoires de l'action collective (XVIII<sup>e</sup> - XXI<sup>e</sup> siècles) », *Politix*, 2008/1 (n° 81), p. 181-202. FILLIEULE Olivier, « Tombeau pour Charles Tilly, Répertoires, performances et stratégies d'action » in FILLIEULE Olivier, AGRIKOLIANSKY Eric, SOMMIER Isabelle, éd., *Penser les mouvements sociaux : conflits sociaux et contestation dans les sociétés contemporaines*, Recherches, La Découverte, 2010.

entendre des gouvernants. Comme Tilly le reconnaît lui-même<sup>290</sup>, une lecture trop extensive<sup>291</sup> du répertoire risquerait de calquer l'action collective sur des schèmes rationnels, comme si elle était uniquement une affaire de choix. Cependant, un usage plus mesuré du concept permet de mettre en relief la relative stabilité des modes de protestation qui sont interprétés au fil de performances collectives laissant une place plus ou moins large à l'improvisation. La question se pose alors de savoir : où situer les « mouvements de places » dans le panel des répertoires d'action ? S'agit-il de la confirmation qu'un troisième répertoire transnational<sup>292</sup> est en train de remplacer le second ? Ou bien est-il question d'une recomposition interne au second répertoire ? A quelles pièces du « puzzle protestataire » correspondent les occupations du 15M, Gezi et Nuit debout ? En quoi s'en éloignent-elles par certains aspects ? Comment caractériser et classer les occupations ?

Les dix-huit jours de Gezi, le printemps du 15M, le « long mars français<sup>293</sup> » se distinguent d'une simple manifestation de rue par leur durée et leur densité interactionnelle. Pourtant, les occupations de places partagent aussi certains traits avec des modes d'action déjà balisés par la science politique. En premier lieu, le geste statique de l'occupation tranche avec la mobilité d'un cortège qui manifeste en se déplaçant collectivement d'un point A à un point B quand il ne change pas d'itinéraire en cours de route, refuse de se déclarer auprès des autorités publiques ou de se disperser à l'issue de la déambulation (on parle alors de manifestation sauvage<sup>294</sup>). Point de fixation de la protestation, les rassemblements de places ne se laisse pas non plus réduire au mode d'action du *sit-in* impliquant « l'occupation non violente – assise, couchée ou debout – d'un espace pour protester en faveur d'un changement, souvent politique mais aussi économique et social, jusqu'à ce qu'elles soient délogées, généralement de force, ou que leurs

---

<sup>290</sup> Charles TILLY, « Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième Siècle*, n°4, octobre 1984. pp. 89-108. Tilly met lui-même en garde contre le risque simplificateur que présente le concept de répertoire : « Soyons lucide. Le concept de répertoire est bien simplificateur. Il crédite le conflit de régularité, d'ordre et de choix délibéré, là ou l'on a souvent envie de ne voir que la colère. Ce modèle risque d'exclure la rage, l'ivresse, la spontanéité et le simple plaisir de cogner sur la tête de l'ennemi. Il laisse peu de place aux variations de temps, de lieu, et de groupe social. »

<sup>291</sup> Du sens le plus lâche au plus rigide, le « répertoire » peut se comprendre comme métaphore ou comme un choix effectué en toute connaissance de cause. Tilly opte pour un usage plus nuancé où l'expérience et la perception des acteurs interagissent avec les stratégies des autorités et participent à la délimitation du contexte et des possibles.

<sup>292</sup> Erik NEVEU, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La découverte, 1996, p. 97.

<sup>293</sup> Alexis CUKIER, David GALLO LASSERE, « « Contre la loi travail et son monde » autonomie et organisation dans le long mars français », *Les Temps Modernes*, n°691, Novembre-Décembre 2016.

<sup>294</sup> Une manifestation peut être autorisée ou déclarée auprès des autorités compétentes (avec un itinéraire, un service d'ordre interne et une présence policière) ou « sauvage », c'est-à-dire sans déclaration ni préavis (auquel cas, le parcours se décide sur le moment).

revendications aient été satisfaites<sup>295</sup> ». Car les sit-in<sup>296</sup>, comme les manifestations de rue, restent des dynamiques ponctuelles, qui n'ont pas vocation à durer plus de quelques heures tandis que les places sont investies pour une durée indéfinie d'au moins plusieurs jours (3 jours dans la première déclaration d'occupation de l'espace public déposé par plusieurs associations pour Nuit debout).

Force est de préciser que les occupations de places empruntent des pièces à ces deux piliers du répertoire protestataire contemporain sans s'y réduire pour autant. On y retrouve les fanfares, chants, slogans, concerts de casseroles, sifflets, banderoles collectives et pancartes individuelles qui, en plus de donner consistance au collectif qui émerge, permettent de se rendre visible et de se faire entendre. Mais la gamme des pratiques et activités qui tissent la trame des « Places » apparaît moins monochrome et plus complexe qu'une manifestation, un sit-in ou un meeting politique. Surtout, les occupations de places durent suffisamment pour qu'émerge une sociabilité qui ne se limite pas à celle des manifestations ou du sit-in. Le tissage de ces relations repose sur un ensemble pluriel d'activités et de pratiques sociales<sup>297</sup> qui se déroulent aux quatre coins des places. Les participants interagissent sans cesse : ils scandent et chantent des slogans, discutent au cours des repas, vont et viennent, fourbissent des tactiques et des plans d'action. La joie d'être ensemble ne doit pas minimiser les interactions conflictuelles qui sont légion. Dans tous les cas, la sociabilité qui se développe sur place reste indexée sur la contestation en cours. Celle-ci peut se définir comme « l'ensemble des relations qu'un individu (ou un groupe) entretient avec d'autres, compte-tenu de la forme que prennent ces relations<sup>298</sup> ». La sociabilité protestataire<sup>299</sup> est un élément décisif à prendre en considération puisqu'il rompt avec les

---

<sup>295</sup> Frédéric VAIREL, « Sit in », in *Dictionnaire des mouvements sociaux*, op cit, p. 496 – 502.

<sup>296</sup> Cette forme de protestation s'est stabilisée aux Etats-Unis pendant le mouvement des droits civiques des années 1960 mais elle provient de la pratique indienne du *dharna* qui remonte à la lutte pour l'indépendance (1930 – 1931) et qui consistait à jeûner « à la porte d'un débiteur pour réclamer son dû ».

<sup>297</sup> Max WEBER, *Economie et société, 1/ Les catégories de la sociologie*, Paris Pocket, 1995, p. 28. « Nous entendons par « activité » [*Handeln*] un comportement humain (peu importe qu'il s'agisse d'un acte extérieur ou intime, d'une omission ou d'une tolérance), quand et pour autant que l'agent ou les agents lui communiquent un sens subjectif. Et par activité « sociale », l'activité qui, d'après son sens visé [*gemeinten Sinn*] par l'agent ou les agents, se rapporte au comportement d'autrui, par rapport auquel s'oriente son déroulement. » Du fait de la co-présence et du caractère public des actions menées sur les places, celles-ci sont principalement le théâtre d'activité *sociale* où le sens visé « se rapporte au comportement d'autrui » puisque l'enjeu est d'agir avec d'autres et de se coordonner.

<sup>298</sup> Michel FORSÉ, « Les réseaux de sociabilité : un état des lieux », *L'Année sociologique* (1940/1948-), Troisième série, PUF, Volume 41, 1991, pp. 247-264.

<sup>299</sup> De la même manière qu'il existe une sociabilité militante, associative ou professionnelle... Le sens sociologique de la sociabilité fait rupture avec la forme adjectivale d'un être sociable qui lie connaissance facilement avec autrui ; le terme reçoit une signification formelle chez Simmel pour qui la sociabilité constitue « la forme ludique de la *Vergesellschaftung* », un mode de la « sociation » (« socialité » ou « sociétisation » selon les traductions) où la forme devient une fin en soi et qui transparait dans les échanges de politesse ou les formules de courtoisie. En se tournant vers le jeu des interactions, Simmel introduit alors une brèche dans l'édifice durkheimien où priment les institutions et les représentations collectives. La piste de Simmel a ensuite été reprise

schémas utilitaristes. Cependant, il serait tout autant réducteur de prétendre que celles et ceux qui fréquentent les places ne font que s'organiser et batailler dans les assemblées pour faire valoir leur point de vue : l'activité contestataire s'imbrique avec des modes de sociabilité plus ordinaires au gré des conversations, des conflits interpersonnels et des rencontres parfois inopinées.

Qu'il s'agisse d'un plan improvisé (15M-Barcelone), minutieusement préparé (Nuit debout) ou que les circonstances ne laissent guère d'autre choix que de rester sur place pour défendre l'existant<sup>300</sup>, les acteurs ouvrent une ligne d'action qui n'existait pas auparavant. En occupant des espaces à ciel ouvert, ils font aussi rupture avec les formes conventionnelles d'occupation qui se déroulent en règle générale dans des lieux fermés. Si les « mouvements de places » sont plutôt à inscrire au registre des occupations que des manifestations, ils se spécifient par leur ancrage sur des places publiques peu hospitalières. Qu'il s'agisse d'habiter, de produire ou de protester, la mobilisation par l'occupation est riche de ramifications : elle s'étend des grèves avec récupération de l'outil de production dans les usines (l'usine LIP en France dans les années 1970, en Argentine<sup>301</sup> pendant la crise économique des années 2000), aux occupations de lieux de culte (la mobilisation des prostituées lyonnaises en 1973<sup>302</sup>) en passant par les immeubles désaffectés (le mouvement *Okupa* en Espagne) et les universités ou lycées (Brésil en 2015). Ce qui différencie l'occupation de place d'une pratique comme celle du *squat*<sup>303</sup> réside dans le fait qu'elle n'enfreint pas la propriété privée<sup>304</sup>. La contestation n'est pas indexée sur la propriété, à l'exception du statut semi-privé du parc Zuccotti investi à l'automne 2011 par *Occupy Wall Street*. Une autre différence majeure avec les occupations en milieu fermé tient à ce que ces actions se construisent sur une base professionnelle (l'usine ou l'université), militante (*squat*) ou territoriale (habitants d'un quartier). A l'inverse, aucun titre n'est *a priori*

---

par des membres de l'école de Chicago (en particulier Robert E. Park, Everett C. Hughes puis Howard Becker) qui ont mis l'accent sur le *contenu* plus que sur la *forme* de la sociabilité pour en analyser la signification. SIMMEL Georg, « La sociabilité. Exemple de sociologie pure ou formale », dans *Épistémologie et Sociologie*, Paris, PUF, 1991 (1917), p. 121-136. Pour une perspective dans le domaine de la sociologie des mouvements sociaux cf. RENOU Gildas, « Sociabilité » in Olivier Fillieule et al., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, 2020, p. 545 – 553. Louis Quéré revient aussi sur l'apport de Simmel : QUERE Louis, « Sociabilité et interactions sociales » in *Réseaux*, volume 6, n°29, 1988. L'interaction communicationnelle. p. 75- 91.

<sup>300</sup> Elise MASSICARD, « Les effets productifs de l'occupation lors du « mouvement Gezi » (Turquie, 2013) », *Mouvements: des idées et des luttes*, 2016, p. 1-8.

<sup>301</sup> Maxime QUIJOUX, « Usines récupérées d'Argentine : genèse d'une mobilisation ouvrière inédite », *Savoir/Agir*, n°13, 2013.

<sup>302</sup> Lilian MATHIEU, « Une mobilisation improbable : l'occupation de l'église Saint-Nizier par les prostituées lyonnaises », *Revue française de sociologie*, 1999, p. 475-499.

<sup>303</sup> Cécile PECHU, « Squat », in *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 524-30. Sur ce point, nous verrons dans quelle mesure le 15M entretient certaines affinités avec le mouvement *okupa* en Espagne.

<sup>304</sup> Etienne PENISSAT, « Occupation de locaux », *Dictionnaire des mouvements sociaux*, p. 386



requis et les places occupées sont en principe ouvertes à toutes et à tous : passants, badauds, curieux, participants occasionnels et parfois même opposants s'ils se font discrets. Par leur caractère central, les places Catalunya, Taksim, République ne sont pas non plus des friches ou des « dents creuses<sup>305</sup> » : l'accès à ces espaces « non bâtis » est aménagé et les usages y sont fortement régulés par les autorités locales (pour les manifestations ou les meetings, une demande d'autorisation ou une déclaration préalable sont requises selon les régimes juridiques).

D'un point de vue morphologique, les « Places » se rapprochent davantage d'une occupation urbaine temporaire. Les cohortes de tentes individuelles et de stands collectifs, de palettes en bois et de palissades matérialisent une protestation qui ne se laisse pas confondre avec d'autres types de campements. Il importe de bien les distinguer des installations de fortune ou plutôt d'infortune où vivent des personnes réfugiées ou déplacées. Si, comme le fait remarquer l'anthropologue Michel Agier, le « campement comme habitation<sup>306</sup> » se rapporte à divers usages<sup>307</sup>, il reste une exception en matière d'urbanité. « Limité dans le temps et mobile dans l'espace<sup>308</sup> », un campement n'a en principe pas vocation à se pérenniser mais à « habiter le mouvement<sup>309</sup> ».

Il paraît cependant excessif d'homogénéiser les « mouvements de places » dans une dynamique globale d'« encampement du monde<sup>310</sup> » tant ces occupations protestataires diffèrent des campements qui sont une question de survie. Même si les rassemblements de places sont suspendus à l'horizon de leur propre disparition, soit par leur essoufflement soit par une évacuation forcée, il s'agit de régimes d'expérience incommensurables. Rares sont les *quincemayistas*, *gezici* ou *deboutistes* à vivre dans la rue même si les places ont été fréquentées par des personnes sans-abri qui y ont trouvé refuge. Terrain de prédilection des enfants des rues et des travailleurs du sexe d'Istanbul, le mouvement de Gezi vient en quelque sorte s'installer sur leur territoire. A Barcelone et Paris, les repas gratuits de la cantine - sans le rituel

---

<sup>305</sup> En urbanisme, une dent creuse désigne un espace non-bâti qui se définit par un contour relativement dense et qui peut avoir vocation à être comblé.

<sup>306</sup> Michel AGIER, « Introduction » in Fiona Meadows, éd., *Habiter le campement*, Arles, Actes sud, 2016, p. 16.

<sup>307</sup> Usages guerriers, nomades, domestiques, professionnels, migratoires ou culturels que recense Agier.

<sup>308</sup> *Ibid*, p. 18

<sup>309</sup> *Ibid*, p. 24. Je cite *in extenso* : « habiter le mouvement est certainement la fonction la plus élémentaire et la plus universelle du campement ».

<sup>310</sup> Agier fait une distinction liminale entre le camp qui est « espace de mise à l'écart réservé à une catégorie de population » (p. 22) sous le contrôle de l'autorité publique et le campement qui correspond à un refuge *auto-établi* en contexte d'hostilité. Ces derniers correspondent aux « bidonvilles », « ghettos » ou « jungles » qui se fondent dans les marges urbaines par rapport aux *camps* beaucoup plus massifs qui sont administrés par des agences internationales ou des instances étatiques. Celles et ceux qui y vivent sont « enfermés dehors » comme dans les camps palestiniens où le provisoire dure depuis plus de 70 ans ; ce sont des espaces disciplinaires à ciel ouvert. C'est le cas des camps de réfugiés de Chatila en Palestine et de Dadaab au Kenya.

stigmatisant de la soupe populaire – et l’absence policière en font des espaces relativement hospitaliers pour les personnes qui n’ont pas de toit. A Nuit debout, il est possible de se fondre dans la masse d’anonymes et de prendre la parole aux assemblées au même titre que n’importe qui<sup>311</sup> sans pour autant que la proximité physique n’annule la distance sociale. La présence de personnes sans-abri rappelle que l’espace urbain n’est pas inoccupé mais qu’il est le théâtre quotidien de l’errance ou de l’exil. Au contraire des campements d’« indésirables » qui cherchent à se faire discrets, l’exposition publique des occupations de places leur assure une forte visibilité médiatique. Seule une poignée de participants particulièrement investis dort sur place, sauf pour Nuit debout où la police procède systématiquement à des évacuations au petit matin<sup>312</sup>.

Les « Places » peuvent aussi évoquer les campements du mouvement altermondialiste des années 2000 (« Global Justice Movement »). Lors de ces mobilisations ponctuelles, des militants « alter’ » ont à plusieurs reprises planté leurs tentes aux abords des villes de Seattle (1999), Prague (2000) ou Gênes (2001) avant d’aller manifester en nombre. Le sociologue Francis Dupuis-Déri a pratiqué une observation participante dans deux de ces campements annexes : les « campements temporaires de la campagne No Border<sup>313</sup> » et du « Village alternatif anticapitaliste antiguerre (VAAAG), mis sur pied à Annemasse en France en marge du Sommet du G8 à Évian en juin 2003<sup>314</sup> » qui ont rassemblé entre 3000 à 4000 participants. Il souligne une résonance avec les campements anti-nucléaire des années 1970 – 1980 qui se sont multipliés aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, en Allemagne et au Pays-Bas (action contre l’usine nucléaire de Seabrook, « campagne pour le désarmement nucléaire » en Grande-Bretagne et le campement pacifiste anarcho-féministe de Greenham Common). Les campements altermondialistes s’organisaient également autour d’assemblées quotidiennes et d’une division spatiale en *barrios* ou commissions où partis et syndicats n’avaient pas droit de cité (au contraire des associations).

Cependant, la continuité avec les « mouvements de places » ne résiste pas à un examen comparatif plus poussé. Les campements altermondialistes diffèrent d’abord du point de vue de leur composition : leur taille plus modeste (quoiqu’équivalente à Nuit debout) est un facteur d’endogamie militante. Beaucoup d’altermondialistes ont fait un long voyage pour venir

---

<sup>311</sup> Observations personnelles. Avril 2016.

<sup>312</sup> L’absence de campement permanent peut d’ailleurs expliquer la durée plus longue de Nuit debout malgré la nécessité de réaménager quotidiennement la place.

<sup>313</sup> Un mouvement de lutte contre les expulsions d’immigrants hors d’Europe qui se donne pour horizon stratégique l’abolition des frontières à une échelle globale.

<sup>314</sup> Francis DUPUIS-DÉRI, *L’utopie est dans les prés. Campements militants et autogérés*, Réfractifs n°14, 2005, p. 128.

participer, ce qui suppose d'être engagé dans ces « campagnes internationales coordonnées par des réseaux d'activistes contre les acteurs internationaux, d'autres Etats, ou des institutions internationales<sup>315</sup> ». Or c'est à pied, en métro, en RER<sup>316</sup> ou en *vapur* que les individus rejoignent, seuls ou en groupe, les « places ».

La localisation constitue une seconde différence : autant les campements altermondialistes cherchent s'installent à échapper aux radars des appareils répressifs s'installant à la périphérie des grands centres urbains (ils se rapprochent en cela des Zones Autonomes Temporaires<sup>317</sup>), autant les occupations de places cherchent à se rendre le plus visible possible en agissant à découvert. Base-arrière des actions altermondialistes, les campements jouent un rôle secondaire alors que les « places » forment le cœur et la vitrine des mouvements 15M, Gezi et Nuit debout. Leur spontanéité se distingue de la tactique des contre-sommets<sup>318</sup> par l'organisation de manifestations offensives qui sont, en 1999 à Seattle, parvenus à annuler le sommet de l'Organisation Mondiale du Commerce.

Par sa durée indéfinie et sa localisation centrale, l'occupation de places constitue un mode d'action à part entière qui ne doit pas être confondu avec d'autres « mouvements » du même nom. Il ne faudrait pas se laisser prendre au piège des continuités nominales et situer les « Places » sur le même plan que les occupations de terres menacées ou de bâtiments administratifs. En ce sens, il est opportun de discuter la thèse avancée par la sociologue Sylvaine Bulle d'une « forme-occupation<sup>319</sup> » qui est exemplaire d'une double tendance à homogénéiser les « mouvements de places ».

Selon Bulle, la « forme-occupation » façonnerait le paysage protestataire français des années 2010. Par conséquent, Nuit debout se situerait dans la continuité des occupations de Notre-Dame-des-Landes, des Hiboux de Bure et aurait annoncé des mobilisations étudiantes comme la « Commune de Tolbiac » (occupation de l'université parisienne de Tolbiac au printemps 2018). En se soustrayant à l'emprise étatique ou marchande, ces pratiques contestataires formeraient un nœud de « débranchement » et de « formes organisationnelles<sup>320</sup> ». La « forme-occupation » procéderait d'une dynamique croisée de sécession et d'auto-organisation. Même

---

<sup>315</sup> Si on s'en réfère à la définition de Donatella della Porta et Sidney Tarrow : Donatella DELLA PORTA, Sidney TARROW (dir.), *Transnational Protest and Global Activism*, Rowman & Littlefield, MD, Lanham, 2005.

<sup>316</sup> Le Réseau Express Régional (RER) couvre l'Ile-de-France.

<sup>317</sup> Hakim BEY, *TAZ zone autonome temporaire*, Éditions de l'Éclat, 2014.

<sup>318</sup> Pratique qui remonte au premier Forum Social Mondial à Porto Alegre, en parallèle du Forum économique mondial de Davos, avant que ne se mettent en place des forums à échelle locale ou continentale en vue d'imposer un contre-agenda.

<sup>319</sup> Sylvaine BULLE, « Formes de vie, milieux de vie. La forme-occupation », *Multitudes* 71, no 2, 2018, p. 168-75.

<sup>320</sup> *Ibid.*

s'il existe des circulations d'un espace à l'autre – des « zadistes » devenus « nuitdeboutistes » et réciproquement<sup>321</sup>, il est indispensable d'opérer certaines distinctions analytiques et de ne pas assimiler l'usage de la tactique du « black bloc<sup>322</sup> » (pour le « cortège de tête ») avec les actions statiques d'occupation. De même, les occupations rurales au long cours des Zones A Défendre, qui détournent l'acronyme administratif des Zones d'Aménagement Différé<sup>323</sup>, présentent peu de traits communs avec une occupation urbaine comme Nuit debout. Occuper temporairement une place au cœur d'une métropole n'est pas la même chose qu'habiter et bâtir sur des zones rurales étendues sur plusieurs hectares. Il ne s'agit pas seulement d'une différence de *degré*<sup>324</sup> mais de *nature*. Il semble donc plus mesuré de parler de rassemblement plutôt que d'occupation par distinction avec la catégorie émique de mouvement d'occupation employée par les occupants au long cours de la Zone à Défendre de Notre-Dame-des-Landes<sup>325</sup>.

Décrire ce qui s'est joué sur les places ne se réduit pas à un inventaire des ressemblances et dissemblances avec les pièces du répertoire d'action contemporain. Les occupations ne se laissent pas réduire à un mode d'action, fût-il nouveau ou hybride : elles renvoient à des expériences individuelles et collectives. En se rassemblant, les protagonistes ne cherchent pas seulement à obtenir gain de cause et agir sur l'Etat ou les autorités publiques. Souscrire à une telle lecture reviendrait à céder à biais instrumental répandu dans la sociologie et la science politique<sup>326</sup>.

---

<sup>321</sup> Julia continue de jouer dans cette « orchestre sauvage » même après la fin de Nuit debout. Elle s'engage aussi dans des associations de solidarité avec les personnes migrantes (association « Paris d'exil ») et se rend plusieurs fois à la Zone À Défendre de Notre-Dame-Des-Landes. Entretien réalisé à Paris en 2019.

<sup>322</sup> Contrairement à ce que prétendent les discours médiatiques convenus, le *black bloc* n'est pas un groupe affinitaire ou militaire préexistant mais une manière collective de protester de noir vêtu (il existe des variantes colorées), de se mouvoir (par « bloc ») et de faire un usage ciblé et limité de la force en s'en prenant principalement aux symboles du capitalisme (les vitrines des banques) et de l'Etat (les forces de l'ordre).

<sup>323</sup> L'origine de l'expression Zone A Défendre tient dans le détournement de l'acronyme administratif – Zone d'Aménagement Différé - qui tendait à euphémiser les changements prévus dans des zones abritant une faune et une flore considérable : construire un aéroport (Notre-Dame-des-Landes) ou une ligne de train (Vallée de Suse TGV Lyon-Turin), enfouir des déchets nucléaires (Bure).

<sup>324</sup> L'auteure souligne qu'à l'intérieur de la « forme-occupation », les actions sont « dotées d'intensités diverses, en valeurs comme en qualités ». cf BULLE Sylvaine, « Formes de vie, milieux de vie. La forme-occupation », *op cit.*

<sup>325</sup> Margot VERDIER, *Le commun de l'autonomie. Une sociologie anarchiste de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes*, Editions du Croquant, 2021.

<sup>326</sup> Cécile PECHU, « 3. « Laissez parler les objets ! ». De l'objet des mouvements sociaux aux mouvements sociaux comme objets », in *L'atelier du politiste, Recherches/Territoires du politique*, Paris: La Découverte, 2007, p. 59-78.

## 2. Des mouvements aux rassemblements de places

L'approche phénoménologique réfute le présupposé selon lequel il existerait une réalité cachée derrière les apparences. Elle prend le pari inverse de décrire les choses telles qu'elles apparaissent aux yeux de celles et ceux qui en font l'expérience. Si on enfile des lunettes phénoménologiques, les « mouvements de places » se caractérisent avant tout comme des rassemblements, c'est-à-dire comme une « forme élémentaire du comportement collectif<sup>327</sup> » pour reprendre les termes de Clark McPhail. Il ne s'agit pas de rassemblements prosaïques (une file d'attente ou un attroupement) ou cérémoniels (un mariage ou un cortège funéraire). Ce qui se joue sur les places se rapproche davantage des rassemblements focalisés au cours desquels l'attention du public est sans cesse sollicitée par les joutes verbales, les assemblées, les discussions par opposition avec la routine monotone des rassemblements non-focalisés où les habitants, les travailleurs « pendulaires » ou les touristes ne font la plupart du temps que passer les uns à côté des autres sans se prêter d'attention mutuelle. L'exemple des regards qui évitent soigneusement de se croiser est particulièrement significatif sur ce point. Pour autant, il serait réducteur de faire comme si les rassemblements de places ne gravitaient qu'autour d'un seul foyer d'attention, fût-il changeant. Exception faite des rituels assembléaires, ce n'est pas un mais plusieurs foyers qui structurent cet espace de co-présence. L'arborescence des commissions et groupes de travail en donne un aperçu bien qu'il reste assez limité. Les rassemblements des places *Catalunya*, *Taksim*, *République* ont en commun d'être non seulement polymorphes - ils changent au fil des heures et d'un jour à l'autre - mais aussi multi-focalisés.

La caractérisation comme rassemblement ouvre aussi la voie à une analyse plus radicale<sup>328</sup> au sens où elle permet de prendre à la racine et de dissiper le flou qui entoure l'expression de « mouvement(s) de places ». Ce changement de focale sollicite la phénoménologie de l'action qui fait du rassemblement ce que l'action requiert et produit, sa condition *sine qua non et per quam*<sup>329</sup>. Il conduit à interroger ce qui fait que des inconnus et des militants, des novices et des virtuoses se mettent à agir ensemble. Il invite aussi à questionner l'expérience que font ces

---

<sup>327</sup> Clark MCPHAIL, *The Myth of the Madding Crowd*. New York, Aldine de Gruyter, 1991. Pour une synthèse et une contribution méthodologique à l'analyse des rassemblements par les archives, cf Alexandre LAMBELET, « Analyser les rassemblements au moyen de photographies ou de films. Pistes et enjeux », *ethnographiques. org*, 2010, vol. 21, p. 3-21.

<sup>328</sup> Sur la différence entre radicalisme politique et radicalité épistémique : Razmig KEUCHEYAN, « Qu'est-ce qu'une pensée radicale ? Aspects du radicalisme épistémique », *Revue du Mauss permanente*, 19 mars 2010.

<sup>329</sup> Martine LEIBOVICI, Claudia HIL, *Why Arendt Matters/Pourquoi Arendt compte*, 2018, p. 3, [<http://lcsp.univ-paris-diderot.fr/Arendt/pdf/introduction.pdf>]

protagonistes intermittents ou permanents ; autrement dit, comment le rassemblement agit sur celles et ceux qui en sont les protagonistes.

Sur les « Places », « habiter le mouvement » conduit à se rendre étranger à soi avec d'autres et donc à partager une commune étrangeté d'êtres non-choisis qui tiennent ensemble par l'action et non parce qu'ils partagent une appartenance native ou idéologique. Encore faut-il préciser que ces singularités<sup>330</sup> s'expriment à travers des cadres de socialisations et des dispositions qui trouvent à se déployer en situation tandis que de nouvelles se sédimentent au fil des pratiques. Le rassemblement offre une unité de description plus pertinente que le terme d'occupation parce qu'il ne renvoie pas à un lieu mais à l'espace ouvert par la coprésence. Il évite ainsi de réduire les « mouvements » au geste de l'occupation et aux frontières de la place. Prenant pour point de départ « la conviction que l'action et la parole créent entre les participants un espace qui peut trouver sa localisation juste presque n'importe quand et n'importe où<sup>331</sup> », une lecture phénoménologique permet d'appréhender la mobilité de cette politique de la présence (dans le même sens, Pablo Ouziel évoque le 15M comme une « présence collective<sup>332</sup> »). La portée de l'occupation s'élargit alors et « occuper » ne veut pas seulement dire se rassembler ou camper sur la place mais aussi aller manifester, bloquer, soutenir ou organiser une action. Ce qui conduit les protagonistes à annexer d'autres lieux à proximité des places (dont certains figurent sur les cartes mentionnées plus haut) et à investir d'autres espaces de lutte.

D'une part, le périmètre des « Places » s'étend aux cafés et bâtiments restés ouverts qui sont réinvestis en salles de réunion (le « Hard Rock Café » de la place de la Catalogne, l'Hôtel « Divan » qui donne sur Taksim, le café « le Toucan » sur le boulevard Voltaire). Des réunions en petit comité s'organisent dans des espaces militants situés à proximité (le local de « Solidarité Taksim », la Bourse du Travail du boulevard Beaumarchais) : ce qui se discute dans ces coulisses provoquent parfois des frictions sur la place en tant que « scène centrale » de la mobilisation. D'autres lieux privés ou collectifs servent pour entreposer du matériel (caves, domiciles, centres sociaux autogérés, *ateneus*<sup>333</sup>). Sur la place Taksim, il se trouve même des

---

<sup>330</sup> Le champ lexical de la *singularité* pour qualifier l'être humain apparaît à la fois sous la plume de Max Weber et d'Hannah Arendt dans des perspectives différentes qui peuvent néanmoins se recouper. Samuel HAYAT, Judith LYON-CAEN, Federico TARRAGONI, « La singularité », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 2018, n°34, p. 7-21.

<sup>331</sup> Hannah ARENDT, *Condition de l'homme moderne*, *op cit*, p. 251. La politique comme espace d'apparition résonne avec la conception grecque de la politique que résume la phrase : « Où que vous alliez, vous serez une polis ».

<sup>332</sup> Pablo OUZIEL, *Vamos Lentos Porque Vamos Lejos' Towards a dialogical understanding of Spain's 15Ms*, thèse de doctorat en philosophie, sous la direction de James Tully et Matt James, Université de Victoria, 2015.

<sup>333</sup> En Catalogne, les *ateneus* sont des associations qui organisent toutes sortes d'activités tournées vers la culture. Ils ont généralement pignon sur rue et s'insèrent dans le tissu militant à l'échelle du quartier.

bâtiments institutionnels (l'université technique d'Istanbul) ou religieux (mosquée) qui sont transformés temporairement en infirmerie afin de prodiguer les premiers soins<sup>334</sup>.

D'autre part, les protagonistes se transportent au-delà des frontières de la place qui devient un poste d'observation avancée des luttes urbaines. Loin d'être clôturé, c'est un espace de circulation et un tremplin vers l'action qui se projette dans les quartiers et la ville si ce n'est plus loin. Ces actions prennent la forme d'initiatives ponctuelles (le détournement en petit groupe des panneaux publicitaires) ou répétées (à Nuit debout, les criées dans le métro pour populariser le mouvement), parfois de démonstrations de force qui reposent davantage sur la logique du nombre. Il est fréquent qu'un ou plusieurs groupes agissent de leur propre chef et prennent l'initiative d'aller manifester ou de prévoir une *cacerolada* itinérante. Ces déambulations diurnes ou nocturnes se rapprochent parfois de la pratique du charivari. Sont visés la maison du président de la Generalitat de Catalunya, Arthur Mäs ; le palais d'Erdogan à Dolmabahce ou encore l'habitation privée du Premier Ministre français lors de l'« Apéro chez Valls » qui rassemble 2000 personnes le 9 avril 2016. Il est fréquent que des occupants décident de lever le camp pour partir de manière impromptue ou coordonnée en manifestation sauvage : c'est ainsi qu'à Barcelone se multiplient les *escrache*<sup>335</sup> qui prennent pour cible des enseignes bancaires ou commerciales accusées de tirer profit de la « crise » (ou de ne pas payer leurs impôts) dans une logique de mise à l'index public. Au nord de Gezi, les rues étroites du quartier Besiktäs sont le théâtre d'affrontements réguliers avec les forces de l'ordre. Pendant ou après les « AG », quand le nombre réuni paraît suffisant, des *deboutistes* partent « en sauvage » et sont en général suivis de près par la police. Certains vont même prendre l'initiative d'interrompre des cérémonies (à Paris, prise de parole devant la maire lors de la « Nuit des débats » du 2 avril 2016) et des conseils municipaux (Clermont-Ferrand le 29 avril 2016 ; le 9 mai à Poitiers). Le 10 mai 2016, jour du vote de la loi travail, une action préparée délocalise la traditionnelle « assemblée populaire » aux portes de l'Assemblée Nationale ; au cours de cette action préparée en amont, des techniques de résistance passive et des slogans joyeux ou humoristiques qui laissent les forces de police désarmées. Dix jours plus tard, une assemblée similaire s'est tenue devant le principal syndicat patronal français portant le nom ironique

---

<sup>334</sup> D'autres édifices situés aux environs de la place sont aussi réquisitionnés pendant la mobilisation turque : université, lycée, hôpital, centre culturel Atatürk, deux mosquées et deux églises, sept consulats transformés en ambassade et des hôtels de luxe.

<sup>335</sup> Par exemple le 20 mai 2011. Cf RT#15M, Archives de la *ciutat invisible*, *op cit*, Photo 103, p. 32 -33. Popularisés dans les années 1990 en Argentine, les *escraches* s'inscrivent dans le cadre des mobilisations mémorielles des *Hijos* qui portent la cause des disparus. Il s'agissait alors de se rassembler à plusieurs dizaines ou centaines devant le domicile ou le lieu de travail d'un ancien bourreau ou tortionnaire en tambourinant, jetant de la peinture, scandant à haute voix sa culpabilité afin de rompre le silence et de faire justice soi-même par la condamnation sociale.

d'« Assemblée de séparation du MEDEF et de l'Etat » qui sous-entend la collusion entre les intérêts économiques et la force publique. Ces actions relèvent davantage du sit-in que de l'assemblée et montrent que les « Places » sont des espaces labiles et non des lieux fixes. Les rassemblements se fondent aussi ponctuellement avec les manifestations de rue. Des participants vont grossir les rangs des grèves sectorielles (à Barcelone, les mobilisations pour la santé publique Place de Colon et de l'hôpital de Bllvites par exemple) ou des manifestations intersyndicales (toujours à Barcelone (la manifestation du 19 juin 2011 contre le pacte d'austérité en Espagne, les manifestations contre la loi travail). De même, nombre de *deboutistes* investissent l'espace du « cortège de tête » au cours des manifestations contre la loi « travail » qui se déroulent en parallèle (5 avril, 9 avril, 14 avril, 28 avril, 17 mai, 19 mai, 26 mai, 2 mai, 14 juin) de l'occupation. D'autres vont soutenir des actions de blocage (le port de Gennevilliers), des piquets de grève<sup>336</sup> ou des occupations de type Zone à Défendre (parc de la colline de las Rébès à Montpellier). Les « Places » font vase-communicants avec d'autres espaces de lutte : elles représentent aussi un objectif à atteindre pour les soutiens qui viennent en renfort. A Istanbul, dans la nuit du 31 mai au 1<sup>er</sup> juin, des milliers de personnes convergent vers Taksim et traversent le Bosphore submergeant les forces de l'ordre. Le 9 juin 2013, des habitants mobilisés depuis plusieurs années contre des projets d'urbanisation organisent une « Marche des quartiers en quête de justice » en direction du parc mais elle est interrompue par des barrages policiers<sup>337</sup>. Enfin, les rassemblements se déterritorialisent dans le cadre d'actions de marches ponctuelles ou symboliques : une « Marche des Indignés » qui part de Barcelone le 25 juin 2011 vers Madrid<sup>338</sup>. Le 4 juin 2016, Nuit-debout Paris organise une « marche-action » en direction de Romainville en Seine-Saint-Denis. Les « Places » correspondent donc à des espaces de mobilisation multi-situés qu'il convient d'élargir à d'autres lieux que les places qui en sont les épices.

Le découpage de l'objet nécessite enfin de poser des distinctions claires avec d'autres rassemblements contemporains comme l'occupation de la place Tahrir en 2011. Hormis la localisation sur une place urbaine, il y a en effet peu en commun entre les *quincemayistas*,

---

<sup>336</sup> En dépit de l'évacuation brutale du 25 octobre, l'histoire du campement modeste d'Occupy Oakland (150 tentes environ) reste marqué par la convergence de plusieurs milliers de personnes sur la place rebaptisée Oscar Grant (du nom d'un jeune homme tué par les forces de l'ordre en 2009) afin de prendre part à la grève générale du 2 novembre 2011 qui a débouché le blocage du port d'Oakland (7000 participants selon les sources officielles, 20 000 à 30 000 selon les organisateurs)

<sup>337</sup> D'autres marches de solidarité suivront au cours de l'été.

<sup>338</sup> De manière synchrone avec d'autres villes qui forment des « colonnes » et se retrouveront à Madrid un mois plus tard.



*gezciler, deboutistes* et les centaines de milliers d’Égyptiens<sup>339</sup> qui ont occupé la place Tahrir pour « dégager » Moubarak. La ressemblance morphologique ne renvoie pas aux mêmes enjeux, ce qui conduit à tracer une ligne de partage entre les occupations qui s’inscrivent dans des configurations révolutionnaires<sup>340</sup> et les occupations qui relèvent de conjonctures contestataires. Il ne s’agit pas de discuter ici la genèse ou l’issue de ces situations révolutionnaires<sup>341</sup> mais d’insister sur ce qu’il y a d’*incomparable* au niveau de ce qui s’est joué *pendant* les rassemblements. Les similarités morphologiques comme le recours à l’occupation de place et la mobilisation par les réseaux socio-numériques<sup>342</sup> ne doivent pas conduire en effet à sous-estimer les différences de nature entre des situations radicalement différentes.

Le 25 janvier 2011<sup>343</sup> marque le début du processus révolutionnaire égyptien. Au Caire, les manifestants sont encadrés par des colonnes de militants parties de cinq points disséminés dans les quartiers populaires et résidentiels de la capitale et parviennent finalement à gagner la place *Tahrir (meydan al-tahrir)*. Le rassemblement qui s’inscrit dans la tradition des grandes « marches du million » qui saturent Tahrir est dispersé par la force au petit matin. La situation bascule trois jours plus tard le 28 janvier, le « Vendredi de la Colère » où les policiers et les Forces de Sécurité Nationale (FSC) prennent la fuite alors qu’arrivent les tanks de l’armée égyptienne et que se constituent des comités populaires<sup>344</sup> dans les quartiers cairotes. Le discours d’Hosni Moubarak – nomination d’un vice-président, limogeage de membres du gouvernement - n’a pas pour effet d’éteindre la mobilisation mais de l’amplifier tandis que les moyens de communications ont été coupés. La mobilisation continue de « prendre » et de se

---

<sup>339</sup> Youssef EL CHAZLI, Chaymaa HASSABO, « Sociohistoire d’un processus révolutionnaire. Au cœur des révoltes arabes », *Devenir révolutionnaires*, Paris, Armand Colin, 2013.

<sup>340</sup> Hamit BOZARSLAN, « Réflexions sur les configurations révolutionnaires tunisienne et égyptienne », *Mouvements* 2/2011 (n° 66), p. 11-21. « Les crises égyptienne et tunisienne, écrit Bozarслан, furent bien des crises révolutionnaires en ce sens où les Palais, encore bien occupés par les raïs, n’étaient plus en mesure d’imposer l’obéissance à la rue, et la rue, disposant de la quasi-totalité de l’initiative, n’avait pas les moyens d’investir les palais. »

<sup>341</sup> Mounia BENNANI-CHRAÏBI, *Retour sur les situations révolutionnaires arabes*, Paris, Sciences Po., les Presses, 2012. Youssef EL CHAZLI, « Sur les sentiers de la révolution: Comment des Égyptiens « dépolitisés » sont-ils devenus révolutionnaires ? », *Revue française de science politique* 62, n° 5 (2012) ; Hmed CHOUKRI, « Réseaux dormants, contingence et structures: Genèses de la révolution tunisienne », *Revue française de science politique* 62, n° 5, 2012.

<sup>342</sup> Plusieurs pages « Facebook » font circuler des appels en amont des manifestations du 25 janvier, dont le Mouvement de la Jeunesse du 6 avril et « Nous sommes tous Khaled Saïd ». Plusieurs manifestations se sont organisées au Caire, à Alexandrie et Suez, onze jours après la fuite du président tunisien Ben Ali en Arabie Saoudite,

<sup>343</sup> 25 janvier 2011 – Journée de la colère, jour de fête nationale, jour où la police a repoussé les britanniques en 1952

<sup>344</sup> Jeroen GUNNING, Ilan ZVI BARON, *Why occupy a square? people, protests and movements in the Egyptian Revolution*, New York, Oxford University Press, 2014. Les auteurs insistent sur le rôle moteur des quartiers et des comités populaires du Caire pendant la révolution égyptienne.

diffuser, les revendications se construisant autour de la thématique de la dignité<sup>345</sup> (*karama* en arabe) qui devient synonyme de rupture avec le pouvoir en place depuis 1981.

En Egypte, le niveau d'intensité des confrontations est sans commune mesure avec les occupations espagnoles, françaises et même turques qui restent relativement pacifiées par comparaison avec la violence exercée par un appareil répressif en déroute. On peut d'ailleurs faire la même observation en ce qui concerne l'occupation de la place Maïdan<sup>346</sup> à Kiev et le scénario d'escalade entre le 18 et le 23 février 2014 qui aboutit à la destitution du président Ianoukovytch. Comme les insurgés ukrainiens, les révolutionnaires égyptiens n'ont d'autre choix que de recourir à la force pour se défendre. Nombre de commissariats sont aussi incendiés ou détruits. Aux abords de la place Tahrir, les comités d'organisation montent la garde avec les militaires stationnés un peu plus loin. Venir sur la place Tahrir impose des fouilles au corps afin de s'assurer qu'on ne fait pas partie des Forces de Sécurité du régime. Ces opérations de tri incarnent un rite de passage entre la place et le reste de la ville, entre l'Egypte d'avant et l'Egypte d'après. La « Place » est aussi un espace refuge où il est possible de surmonter collectivement la peur et de se donner du courage dans un contexte particulièrement répressif. Le danger ne vient pas seulement du face-à-face avec les forces de sécurité et de police mais aussi des tireurs embusqués à la solde du régime et des mercenaires (« *baltaguias* »).

L'occupation de la place Tahrir s'inscrit aussi dans une conjoncture extrêmement fluide qui implique l'ensemble des secteurs de la société. La mobilisation revêt un caractère inter-classiste qui dépasse la chasse gardée des militants aguerris venant des classes moyennes avec un afflux d'habitants des quartiers populaires qui n'hésitent à prendre les devants lorsqu'il s'agit d'affronter la police égyptienne<sup>347</sup>. Les grèves de soutien (notamment l'usine textile de Mahallah et l'industrie gazière) et la pression de l'armée sur Moubarak et sa clique via le Conseil Suprême des Forces Armées conduisent à la chute du régime le 11 février. Les dix-huit jours de la « révolution » qui naît sur la place Tahrir<sup>348</sup> l'ont ainsi érigé en symbole.

Il est fréquent que la « révolution égyptienne » soit convoquée par les acteurs du 15M comme une source d'inspiration. Mais cette résonance se joue au niveau des représentations et reste

---

<sup>345</sup> La révolution tunisienne a d'ailleurs été surnommée « révolution de la dignité ». ALLAL Amin, « Trajectoires « révolutionnaires » en Tunisie », *Revue française de science politique*, 2012, vol. 62, no 5, p. 821-841.

<sup>346</sup> Alexandra GOUJON, Ioulia SHUKAN, « Sortir de l'anonymat en situation révolutionnaire », *Politix*, 2015, n°4, p. 33-57.

<sup>347</sup> Jeroen GUNNING, Ilan Zvi BARON, *Why occupy a square? people, protests and movements in the Egyptian Revolution*, *op cit*, p. 177

<sup>348</sup> L'analyse localisée de Youssef El Chazli rappelle la nécessité de ne pas se focaliser uniquement sur Le Caire à partir du cas alexandrin. Youssef EL CHAZLI Youssef, *Devenir révolutionnaire à Alexandrie. Contribution à une sociologie historique du surgissement révolutionnaire en Egypte*, Paris, Dalloz, 2020.

tributaire de mises en récit qui tendent à simplifier une réalité complexe, en particulier à réduire la séquence égyptienne à un processus pacifique de destitution afin de légitimer le refus de la violence par les « indignés ». Pourtant, occuper une place ne veut pas dire du tout la même chose dans un contexte aussi répressif que celui de l’Égypte de Moubarak et dans des régimes libéraux comme l’Espagne ou la France. La situation est sensiblement différente en ce qui concerne le cas turc où le contexte est nettement plus répressif dans un régime semi-autoritaire. La séquence de Gezi peut ainsi être qualifiée de quasi-insurrectionnelle<sup>349</sup> au contraire des interactions relativement pacifiées du 15M (« Ce sont nos armes ! » scandaient les occupants en levant les mains en l’air) et des *deboutistes*, y compris pour ceux qui participent à des affrontements ritualisés avec la police. Par conséquent, il faut aussi se garder d’homogénéiser les rassemblements barcelonais, stambouliote et parisien : permanente sur la place de la Catalogne, l’occupation est défensive sur le parc Gezi et elle reste discontinue à Nuit debout.

### CONCLUSION du chapitre

L’objectif de ce premier chapitre était de délimiter plus précisément le cercle des faits à analyser. On a donc fait varier l’échelle d’analyse en partant de la place pour comparer les modalités d’occupation de l’espace et la diffusion des mouvements dans chaque pays. Il a ensuite été question d’examiner les « mouvements de places » à l’aune des répertoires protestataires tout en soulignant les limites heuristiques d’une catégorie trop élastique. Les configurations contestataires qu’on cherche à comparer ne peuvent en effet être confondues avec des situations révolutionnaires qui ont aussi été marquées par des occupations de places. Voici les principales caractéristiques communes qui se dégagent au sujet de ces rassemblements multi-focalisés qui marquent une rupture temporaire avec l’ordre urbain :

- une logique d’action plurielle qui gravite autour de l’occupation collective d’un espace urbain à ciel ouvert ;
- un principe d’organisation horizontal qui s’articule avec une division du travail et une division de l’espace (commissions, groupes de travail, assemblées, cuisine,...) ;
- une extension de la mobilisation à la fois géographique et sociale ;

---

<sup>349</sup> Le préfixe « quasi » indique qu’il n’y a pas d’insurrection au sens d’une prise d’armes pour renverser ou affronter le pouvoir, si ce n’est avec des armes par destination, catégorie juridique en forte expansion dans le droit français.

- une temporalité « explosive<sup>350</sup> » suffisamment durable pour provoquer une rupture de la normalité quotidienne et protestataire (à une moindre échelle pour Nuit debout).

Il reste maintenant à poser le cadre théorique de la thèse en discutant le concept de démocratie sauvage, ce qui suppose, d'une part, de le mettre en perspective au sein de la théorie politique et d'autre part, d'engager une critique interne afin de l'opérationnaliser.

---

<sup>350</sup> Georges GURVITCH, *La vocation actuelle de la sociologie*, Paris, PUF, 1963, p. 500.

## Chapitre II. Les théories de la démocratie à l'épreuve de la place publique

Que font les rassemblements de places aux sciences sociales et politiques ? En particulier, que disent les mouvements d'occupation de places, avec leurs assemblées et leur débordante activité, de la capacité des théories de la démocratie à éclairer le présent ? Protagonistes et observateurs n'ont pas manqué de souligner l'avènement d'une « démocratie de la place publique<sup>351</sup> » : c'est ainsi que la place de la Catalogne barcelonaise est présentée comme « une véritable Agora<sup>352</sup> », que les participants de Gezi ont multiplié les *forums* tout comme ceux de Nuit debout qui ont organisé un « forum des luttes ». L'imaginaire pluriel lié aux places publiques évoque tour à tour l'*agora* grecque, le *forum* romain ou encore le *meydan* arabo-pers. Partant du constat que les mouvements 15M, Gezi, Nuit debout ont souvent été interprétés à l'aune d'un renouveau démocratique - « Troisième-Âge de la démocratie<sup>353</sup> » ou affirmation d'un principe-démocratie<sup>354</sup>, ce chapitre interroge la manière dont les rassemblements de places peuvent relancer les débats théoriques autour de la démocratie.

La première partie de ce chapitre procède par une mise en perspective des théories élitistes, délibératives et agonistiques de la démocratie à partir de l'analogie entre place publique et démocratie. L'analogie prend ici un « statut méthodologique » et remplit « une fonction heuristique [...] par les hypothèses qu'elle suscite<sup>355</sup> » en interrogeant le rapport qu'établissent, implicitement ou explicitement, ces théories entre démocratie et place publique. Quel modèle de la place publique ressort en creux des théories ? La démocratie penche-t-elle plutôt du côté du marché et d'une arithmétique des intérêts ou au contraire, comme le suggère la proposition habermassienne d'une délibération entre égaux<sup>356</sup> ? Il semble néanmoins que les théories de la démocratie délibérative ont tendance à minimiser le rôle et les vertus du conflit. La place

---

<sup>351</sup> Nilüfer GÖLE, « Démocratie de la place publique : l'anatomie du mouvement Gezi », *Socio*, n° 3, 2014, p. 351-365.

<sup>352</sup> Cette description se trouve dans le 15M-Pédia qui est l'encyclopédie en ligne lancée par le 15M <https://15mpedia.org/wiki/Acampadabcn>. On trouve une description similaire dans l'ouvrage collectif *Las voces del 15M*, p. 18 : « Le campement se convertit dans une espèce d'*agora* moderne. Pendant toute la journée se forment de petits groupes de débat autour des tentes et des commissions. Des gens de tout âge forment des « *corrillos* » dans lesquels on parle de la politique, la crise, l'économie ou la corruption. »

<sup>353</sup> Thomas COUTROT, « Le troisième âge de la démocratie », *Mouvements*, 3 novembre 2011, <http://mouvements.info/le-troisieme-age-de-la-democratie/>

<sup>354</sup> Albert OGIEN, Sandra LAUGIER, *Le principe démocratie : enquête sur les nouvelles formes du politique*, Paris, Découverte, 2014.

<sup>355</sup> Michel DE COSTER, « Chapitre premier - Les trois niveaux de l'analogie » in Michel DE COSTER (dir.), *L'analogie en sciences humaines*, Presses Universitaires de France, 1978, pp. 15-31. »

<sup>356</sup> Charles GIRARD, « La démocratie par la délibération ? », *Idées économiques et sociales*, n°173, p. 8 – 15. On verra aussi : Charles GIRARD, *Délibérer entre égaux, enquête sur l'idéal démocratique*, Vrin, 2019.

publique n'est-elle pas aussi le théâtre des tumultes, d'une vie politique qui déborde le cadre qui lui est assigné ? Repartir des choses politiques telles qu'elles apparaissent ouvre alors une voie alternative qui ne cherche pas tant à prescrire ce que devrait être l'espace public démocratique qu'à le saisir à travers ses ambiguïtés.

C'est dans cette direction que s'inscrit la seconde partie du chapitre qui examine de plus près le concept de démocratie sauvage forgé par Claude Lefort. Il revient d'abord sur ses usages, ses fondements et sa portée avant d'engager une discussion critique. L'enjeu n'est pas tant d'analyser les variations d'un concept instable que d'interroger son potentiel heuristique : en redéfinissant la démocratie par l'expérience, la « thèse des deux versants » porte au jour ses multiples dimensions.

## **Section 1. La place publique à l'épreuve des théories de la démocratie**

Quelle conception de la place publique et *a fortiori* quel concept d'espace public convoient les théories agrégatives, délibératives et agonistiques de la démocratie ? Probablement trop imprécises, ces catégories servent avant tout à démêler un écheveau de questions et à mettre en regard des approches distinctes de la démocratie. Plusieurs points retiennent l'attention pour leur caractère discriminant : comment la démocratie est-elle définie ? Par quels postulats anthropologiques la figure politico-institutionnelle du citoyen est-elle sous-tendue dans ces théories ? Quelle place font-elles au conflit et à quelles conditions ? Ainsi le minimalisme de la conception élitiste qu'on trouve chez Schumpeter (1) permet de mieux saisir la réévaluation de la démocratie à l'aune d'un idéal délibératif chez Habermas (2) ; pour autant, l'espace public habermassien pâtit d'un présupposé normatif et d'une visée procédurale qui conduisent à changer de focale pour tenter d'appréhender la phénoménalité du politique (3).

## 1. La démocratie par le marché : le cas de Schumpeter

« Le citoyen est membre d'une commission incapable de fonctionner, la commission constituée par le peuple entier, et c'est pourquoi il consacre moins d'effort discipliné à maîtriser un problème politique qu'il n'en dépense au cours d'une partie de bridge ou de belote<sup>358</sup>. »

Joseph Schumpeter exerce une influence considérable au sein du courant libéral dans lequel il s'inscrit<sup>359</sup>. Il échafaude sa théorie contre l'idéalisme qu'il impute aux théories « classiques » de la démocratie allant de Rousseau aux utilitaristes tournées vers la réalisation de la « volonté générale » et du « bien commun », Sa vision minimaliste et procédurale de la démocratie comme méthode irrigue en particulier l'école du *public choice* d'Anthony Downs<sup>360</sup> et se révèle particulièrement proche de la conception d'un Karl Popper dans *La société ouverte et ses ennemis* (1944). Popper et Schumpeter ont ouvert la voie à une *doxa* qui conçoit la démocratie comme un simple instrument de sélection des gouvernants par les gouvernés. Pour Popper, l'atout majeur de la démocratie est de parvenir à destituer les gouvernants sans verser le sang, « quand les mots remplacent l'épée...<sup>361</sup> » Schumpeter ne dit guère autre chose lorsqu'il définit la démocratie comme une « méthode » de sélection des gouvernants :

« La méthode démocratique est le système institutionnel, aboutissant à de décisions politiques, dans lequel des individus acquièrent le pouvoir de statuer sur ces décisions à l'issue d'une lutte concurrentielle portant sur les votes du peuple<sup>362</sup>. »

### 1.1. La démocratie comme méthode : une théorie minimaliste

Schumpeter assigne à la démocratie la finalité d'une prise de décision. Ce qui distingue le gouvernement démocratique d'autres types de gouvernement réside alors dans le critère de la « lutte concurrentielle » pour les postes de pouvoir par opposition aux monarchies où il se transmettent ou aux autocraties où le pouvoir est capturé et conservé par la force. Cette « théorie

---

<sup>358</sup> Joseph SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, 1951 (1942), p. 309.

<sup>359</sup> Il a par exemple exercé une influence considérable sur l'ordolibéralisme et notamment Wilhem Röpke. Sur l'ordolibéralisme, on renvoie à : Aliénor BALLANGE, *La démocratie communautaire. Une généalogie critique de l'Union Européenne*, Paris, Editions de la Sorbonne, à paraître.

<sup>360</sup> Anthony DOWNS, « An economic theory of political action in a democracy », *Journal of political economy*, 1957, vol. 65, no 2, p. 135-150.

<sup>361</sup> Karl POPPER, *The Open society and its enemies*, Routledge, 1966 (1962), Conclusion.

<sup>362</sup> Joseph SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, *op cit*, p. 318. Cette définition institutionnaliste inclut les monarchies parlementaires où la majorité détermine la composition du gouvernement, le monarque ne jouant qu'un rôle protocolaire.

du commandement concurrentiel » fait valoir qu'en démocratie, le peuple n'a ni le premier ni le dernier mot, qu'il ne décide ni des candidats ni de l'agenda parlementaire<sup>364</sup>. « L'existence des partis [...] écrit Schumpeter, correspond tout simplement au fait que la masse électorale est incapable d'agir autrement que les moutons de Panurge<sup>365</sup> ». Les partis politiques jouent, en tant qu'agents de cette lutte concurrentielle pour l'exercice du pouvoir<sup>366</sup> un rôle central dans le processus électoral auquel se résume la démocratie schumpéterienne. Celle-ci est réservée aux professionnels, aux hommes d'État qui font de la politique une profession et se lancent dans une carrière de la même manière qu'il existe des « hommes d'affaires » et des « hommes de loi » (avocats, juristes, etc.).

Critique d'un tel système, Schumpeter concède que le jeu électoral qui est au principe du champ politique tel qu'il s'est institutionnalisé dans les démocraties occidentales tend à favoriser les bons candidats au détriment des bons administrateurs<sup>367</sup>. Il ajoute également que la concurrence partisane n'échappe pas aux phénomènes qui affectent la concurrence économique et aux innombrables obstacles qui empêchent les profanes d'accéder à la possibilité de se faire élire. Outre le fait constant de la concurrence, l'analogie économique se laisse déchiffrer dans les stratagèmes de propagande de partis qui entretiennent un rapport instrumental avec leurs principes et valeurs, point sur lequel la dé-différenciation des idéologies partisanes laisse peu de doutes<sup>368</sup>.

Sous la plume de Schumpeter, la démocratie est réduite à peau de chagrin : elle « signifie seulement que le peuple est à même d'accepter ou d'écarter les hommes appelés à le gouverner<sup>369</sup> ». En aucun cas, le peuple n'exercerait le pouvoir de manière directe ou indirecte. Il s'écarte donc radicalement du principe d'autogouvernement qui définissait la démocratie jusqu'à l'avènement des gouvernements représentatifs au cours du XIX<sup>e</sup> siècle. Cette conception instrumentale de la démocratie bat en brèche la démocratie directe telle qu'elle se pratique dans les cantons suisses au milieu du XX<sup>e</sup> siècle<sup>370</sup> ainsi que la conception des théories classiques qu'il juge peu réaliste.

---

<sup>364</sup> Joseph SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, *op cit*, p. 333.

<sup>365</sup> Joseph SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, *op cit*, p. 334.

<sup>366</sup> Joseph SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, *op cit*, p. 334 ; il les définit plus précisément comme « groupe dont les membres se proposent d'agir de concert dans la lutte concurrentielle pour le pouvoir politique ».

<sup>367</sup> Joseph SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, *op cit*, p. 337.

<sup>368</sup> Joseph SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, *op cit*, p. 334.

<sup>369</sup> Joseph SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, *op cit*, p. 334.

<sup>370</sup> Joseph SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, *op cit*, p. 335.



## 1.2. Une théorie critique du bien commun et de l'intérêt général

Schumpeter prend pour cible « la philosophie de la démocratie élaborée au XVIIIème siècle », en particulier les conceptions utilitaristes et rousseauistes qui, à défaut d'être appliquées, sont vivement discutées au début du XXème siècle. Pour Schumpeter, ce courant hétérogène aurait fait émerger une conception de la démocratie comme « méthode ». Sous la plume de ces auteurs que Schumpeter qualifie de « classiques<sup>371</sup> », la démocratie prend les traits d'une « technique institutionnelle de gestation des décisions politiques qui réalise le bien commun en chargeant le peuple lui-même de faire pencher le plateau de la balance en élisant des individus qui se réunissent ensuite pour accomplir sa volonté<sup>372</sup> ». Aux yeux de Schumpeter, la réalisation du « bien commun » constitue le centre de gravité des théories « classiques » mais aussi leur principale faiblesse. Celles-ci présupposeraient en effet l'existence d'un « bien commun » ou d'une « volonté générale », point de départ que récuse fermement Schumpeter pour deux raisons.

D'une part, il négligerait le polythéisme des valeurs et leur caractère parfois irréconciliable, impossible à fusionner dans un horizon commun. Il objecte ainsi aux utilitaristes que leur « champ de vision » ne correspond en réalité qu'à un « petit canton taillé dans la forêt des évaluations humaines<sup>373</sup> » lesquelles ne se réduisent pas à la maximisation de la satisfaction collective. D'autre part, à supposer qu'un terrain d'entente se dessine, encore faudrait-il s'accorder sur les moyens à adopter pour atteindre ce qui est posé comme objectif commun. Schumpeter en déduit l'impossibilité d'atteindre un « bien commun » qui serait « uniquement déterminé et discernable par tous<sup>374</sup> ». Il pourfend à juste titre l'idée rousseauiste selon laquelle émergerait une « volonté générale » unanime qui se passerait de l'épreuve de la délibération. Pour Schumpeter, poser la démocratie comme un idéal reviendrait à ratifier une croyance infondée dans les vertus de l'égalité qu'il fait remonter à l'héritage chrétien et à la définition verticale de l'égalité des sujets devant la puissance divine.

On peut cependant lui objecter qu'il s'agit d'une conception extrêmement rigide et schématique du « bien commun » qui écarte la possibilité que « l'intérêt général » puisse être le produit d'une délibération menée à son terme. Cette critique virulente laisse entrevoir le rapport ambigu que

---

<sup>371</sup> Schumpeter désigne par le terme « classique » les conceptions de la démocratie et du bien commun qu'il attribue respectivement à Rousseau et Bentham.

<sup>372</sup> Joseph SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, op cit, p. 296.

<sup>373</sup> Joseph SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, op cit, p. 298.

<sup>374</sup> Joseph SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, op cit.

Schumpeter entretient avec le conflit à chaque étape de son raisonnement. Différents éléments portent à croire que Schumpeter déchiffre le peuple des théories classiques comme une entité indivise incapable de supporter la moindre division : « la volonté de la majorité n'est que la volonté de la majorité, et non pas la volonté du « peuple »<sup>375</sup> ». Au fond, Schumpeter peut se lire dans une perspective libérale doutant que le conflit puisse se résorber par la délibération et arguant que, dans des sociétés différenciées, l'intérêt général est une hérésie qui ne sert qu'à camoufler des intérêts particuliers. Sa reconnaissance d'un peuple dissemblable l'amène à conclure que celui-ci ne saurait être soluble dans le monisme de la majorité. Schumpeter n'est alors pas si loin des critiques marxistes de la démocratie formelle.

On peut aussi soutenir que l'individualisme de Schumpeter ne lui permet guère de relever le défi des médiations pas plus que son pessimisme anthropologique. Si la « volonté générale » est un mirage selon Schumpeter, cela tient non seulement à la volatilité des volontés individuelles mais aussi à l'incapacité des citoyens à raisonner. Sa critique des théories substantielles de la démocratie se fonde sur le rejet du postulat rationaliste. Ce biais de départ fausserait l'ensemble des résultats théoriques qui projettent dans la démocratie un idéal surestimant la capacité de raisonnement des citoyens. Ce n'est pas seulement l'irrationalité des comportements collectifs qui est en cause, même si Schumpeter cite Gustave Le Bon et la psychologie régressive des foules<sup>377</sup>, mais aussi la capacité individuelle à former une volonté rationnelle dans le domaine des affaires communes :

« Ainsi, le citoyen typique, dès qu'il se mêle de politique, régresse à un niveau inférieur de rendement mental. Il discute et analyse les faits avec une naïveté qu'il qualifierait sans hésiter de puérile si une dialectique analogue lui était opposée dans la sphère de ses intérêts réels. Il redevient un primitif. Sa pensée devient associative et affective<sup>378</sup>. »

Face à des réalités qu'il connaît mal ou peu, le citoyen n'éprouverait qu'un désintérêt relatif ou se laisserait emporter par le flot de ses émotions. Il perdrait toute capacité d'analyse par rapport à la manière dont il ou elle gère ses affaires domestiques, ployant sous le poids des préjugés. Le citoyen schumpetérien serait d'autant plus enclin à se laisser influencer qu'il est facile à manipuler et incapable de s'extraire de la particularité de ses intérêts à court-terme<sup>379</sup> ; ce « défaut de jugement en matière de politique intérieure et extérieure<sup>380</sup> » vaut non seulement

---

<sup>375</sup> Joseph SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, op cit, p. 321.

<sup>377</sup> L'agoraphobie de Schumpeter transparait clairement dans l'usage de termes pathologisants comme ceux d'« influences extra-logiques » ou de « canaille » (p. 304) pour désigner le phénomène des foules.

<sup>378</sup> Joseph SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, op cit, p. 310.

<sup>379</sup> Schumpeter concède tout de même qu'il existe des cas où le volcan populaire entre spontanément en éruption sans intervention extérieure. Joseph SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, op cit, p. 102.

<sup>380</sup> Joseph SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, op cit, p. 309.

pour le « citoyen moyen » mais aussi pour les personnes « instruites » et diplômées. Les électeurs se comportent comme des consommateurs auxquels fait défaut une rationalité collective, une capacité à se projeter ; ils seraient donc d'autant plus corruptibles<sup>381</sup> (Schumpeter évoque la « corruption de masse » comme le principal angle mort des théories classiques de la démocratie) que les procédés utilisés par les politiques, identiques à ceux de la « publicité commerciale<sup>382</sup> », sont pernicious. Dissimulés derrière une couche d'arguments rationnels, les professionnels de la politique et leurs équipes ont recours aux mêmes subterfuges et « procédés psychotechniques<sup>383</sup> ».

Schumpeter tire en conséquence de cet argument d'autorité de la « nature humaine » que la volonté du peuple est un artefact, qu'elle est « le produit, et non pas la force motrice, de l'action politique<sup>384</sup> ». Il opère un renversement de perspective par rapport aux courants utilitaristes et rousseauistes appelant à élaborer « une théorie d'une entité complètement différente<sup>385</sup> », une théorie « qui se rapproche beaucoup plus de la réalité<sup>386</sup> ». Puisque le peuple n'a pas de volonté propre mais que celle-ci est construite, que les décisions ne peuvent se prendre qu'en petit comité ou par un chef, alors les lois ne sont pas le fruit de la « volonté générale » ou l'expression du « bien commun » mais le produit d'une décision entre ceux qui ont triomphé de leurs concurrents et obtenu l'onction électorale.

Il en découle, pour en revenir à la démarche analogique qu'on suit dans ce chapitre, que la démocratie telle que la conçoit Schumpeter prend les traits d'un marché régi par la règle de la concurrence. Nul besoin de débattre ou de s'organiser pour des citoyens à la rationalité limitée<sup>387</sup> qui se comportent en consommateurs des biens que produisent les partis politiques sur le marché électoral. Ces derniers entretiennent un rapport instrumental avec les programmes qui ne servent en fin de compte qu'à l'emporter dans les urnes. La politique est donc avant tout une affaire de professionnels, qui plus est, d'entrepreneurs qui livrent bataille pour occuper des positions de pouvoir et décider au nom du peuple.

Le réalisme dont se targue Schumpeter, que ce soit au sujet de la rationalité limitée du comportement individuel ou d'une prise de décision efficace, doit être interrogé à l'aune de son pré-supposé économiciste qui le conduit à associer et confondre activité politique et

---

<sup>381</sup> Joseph SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, *op cit*, p. 308.

<sup>382</sup> Joseph SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, *op cit*, p. 312.

<sup>383</sup> *Ibid.*

<sup>384</sup> Joseph SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, *op cit*, p. 311.

<sup>385</sup> Joseph SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, *op cit*, p. 319.

<sup>386</sup> Joseph SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, *op cit*, p. 317.

<sup>387</sup> Cette rationalité serait doublement limitée d'un point de vue interne et externe : d'un côté, le citoyen serait incapable de monter en généralité, de s'extraire de sa vision à court-terme et de l'autre, il aurait tendance à se laisser submerger par ses émotions.

économique. Schumpeter est-il si réaliste qu'il le prétend ? En quoi une théorie qui postule un *homo oeconomicus* dénué de tout intérêt pour l'autre, focalisé sur ses propres intérêts dans une logique calculatrice, est-elle plus fidèle à la complexité de la réalité sociale que les théories qui postulent un être humain vertueux et tourné vers le bien, un *zoon politikon* soucieux des affaires communes ? Il tend à privilégier un seul ordre de réalité et par conséquent à manquer ce qui fait la spécificité du politique. Ce paralogisme provient de l'analogie que fait Schumpeter entre l'économique et le politique.

### 1.3. Reductio ad economicum : la démocratie comme marché électoral

« De plus, les problèmes d'une cité ressemblent, à beaucoup d'égards, à ceux d'une entreprise industrielle. L'homme qui est au courant des seconds comprend également, jusqu'à un certain point, les premiers. Le fabricant, l'épicier ou l'ouvrier n'a pas besoin de sortir de son univers familial pour se faire une opinion rationnellement défendable (qui, bien entendu, peut être ou non fondée) sur le nettoyage des rues ou sur l'emplacement des halles centrales<sup>388</sup>. »

En situant sur un même plan « cité » et « entreprise industrielle », activité politique et économique, Schumpeter laisse entendre que le citoyen lambda peut, depuis la position qu'il occupe dans les rapports de production, se forger sa propre opinion des problèmes publics. Il postule de surcroît une continuité entre la cellule familiale, l'unité de production et la communauté politique. En puisant ses concepts dans l'univers économique, Schumpeter admet que la « compétition (ou concurrence) pour la direction politique [...] soulève des difficultés analogues à celles qui sont inhérentes au concept de concurrence économique<sup>389</sup> ». Il apparaît que la compétition politique s'expose aux mêmes travers que la concurrence « déloyale » (ou « frauduleuse ») étant donné les inégalités d'accès à cette compétition. Prétendre le contraire serait céder à une philosophie irréaliste et s'empêcher de comprendre la réalité des choses. Pour Schumpeter, la méthode démocratique peut se dégrader<sup>390</sup> tant qu'il n'est pas fait obstacle à la mise en concurrence des élites politiques par la force, de manière autocratique, alors la démocratie est saine et sauve (ce qui constitue aussi un critère minimal).

Les vertus du commandement concurrentiel viendraient de ce que les motifs individuels d'une activité ne doivent pas être confondus avec sa valeur sociale. De la même manière qu'Adam Smith fait l'éloge de l'intérêt individuel en filant la métaphore de la « main invisible<sup>392</sup> », Schumpeter soutient que c'est en poursuivant leurs intérêts personnels que les entrepreneurs politiques produisent des lois et prennent des décisions administratives qui servent l'intérêt

---

<sup>388</sup> Joseph SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, op cit, p. 307.

<sup>389</sup> Joseph SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, op cit, p. 319.

<sup>390</sup> Joseph SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, op cit, p. 320.

<sup>392</sup> Adam SMITH, *La richesse des nations*, 1776. Il s'inspire de la fable des abeilles de Bernard de Mandeville.

collectif<sup>393</sup>. Les gouvernants entretiennent un lien étroit avec le mode de production capitaliste puisqu'il s'agit d'« entrepreneurs capitalistes [qui] entrèrent en lutte contre les anciens groupes dirigeants pour s'assurer à leur tour un pouvoir de contrôle sur l'État<sup>394</sup> ». Suivant l'explication de Schumpeter, le passage du champ économique vers le champ politique s'expliquerait non seulement par les ressources dont disposent ces capitalistes mais aussi par l'affirmation d'un « esprit démocratique<sup>395</sup> » qui, mettant fin aux privilèges de la naissance, favoriserait la mobilité sociale.

Ce renouvellement des élites politiques et économiques est un élément à prendre en compte pour mieux saisir en quoi le politique dépend directement de l'économique chez Schumpeter. Il n'incarne pas le simple reflet des conditions de production d'une époque à un instant *t* mais « porte la marque des conditions de production d'époques révolues<sup>396</sup> ». Il serait donc dérivé par hystérèse<sup>397</sup>, ce qui débouche sur une vision instrumentale de la démocratie comme le moyen par lequel « la bourgeoisie a remodelé et, à son point de vue, rationalisé la structure sociale et politique antérieure à l'avènement de cette classe » de sorte que la « démocratie moderne est un produit du processus capitaliste<sup>398</sup> ».

En un mot, le politique n'est pas la cause du changement social mais une de ses manifestations puisque le moteur de celui-ci réside, selon Schumpeter, dans l'innovation et les bouleversements successifs qu'elle induit dans le monde industriel et sur le tissu économique (c'est aussi le sens de sa thèse de la « destruction créatrice<sup>399</sup> »). On peut donc remarquer que Schumpeter, lecteur attentif de Marx, épouse le schème déterministe de l'infrastructure économique au fondement de la superstructure juridico-politique. Son appréciation du gouvernement représentatif rencontre en partie celle de Lefort quand il écrit que ces « mécanismes de pouvoir et de juridiction [...] simulent un ordre rationnel<sup>400</sup> ». En revanche, leurs conclusions divergent puisque l'illusion de rationalité qu'il prête aux institutions de la démocratie « moderne » tend, selon Lefort, à naturaliser l'ordre des choses et à masquer la division sociale. On assiste au contraire chez Schumpeter à un évidement du concept de

---

<sup>393</sup> Joseph SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, op cit, p. 332.

<sup>394</sup> Joseph SCHUMPETER, *Impérialisme et classes sociales*, Flammarion, 1984, p. 112. Il attribue leur réussite politique à « leur réussite, leur position, leurs ressources, leur puissance ».

<sup>395</sup> Joseph SCHUMPETER, *Impérialisme et classes sociales*, op. cit, p. 114.

<sup>396</sup> Joseph SCHUMPETER, *Impérialisme et classes sociales*, op cit, p. 44 – 45.

<sup>397</sup> Fabrice DANNEQUIN, « La place du politique chez Schumpeter », *L'Economie politique*, 2003, n° 1, p. 82-93. L'hystérèse renvoie à la persistance d'un phénomène après la suppression de sa cause.

<sup>398</sup> Schumpeter convient que la démocratie peut aussi s'accommoder de sociétés extra-capitalistes.

<sup>399</sup> La « destruction créatrice » constitue selon Schumpeter la donne fondamentale du capitalisme qu'il compare à un « ouragan perpétuel » qui bouleverse, dans une conjoncture donnée, l'organisation de la division du travail, les débouchés, les méthodes de production etc.

<sup>400</sup> Claude LEFORT, *Elements d'une critique de la bureaucratie*, Gallimard, 1979 (1971), p. 11.

démocratie. La démocratie est réduite à une méthode de sélection des gouvernants par les gouvernés qui ne jouent qu'un rôle secondaire et n'interviennent que marginalement dans la vie politique. Pour Schumpeter, le « citoyen typique » se maintiendrait dans un état d'ignorance et de désintérêt pour les affaires publiques reléguées « aux heures de loisir qui n'ont pas atteint le rang des marottes (*hobbies*) et parmi les sujets de conversation oiseuse<sup>401</sup> ». Cette mise à distance aurait pour effet de creuser le fossé avec les gouvernants et de rigidifier la division sociale du politique, en particulier dans le rapport à la compétence politique (et l'intériorisation corrélative de l'incompétence par les fractions les plus démunies en ressources). Sa vision étriquée de la démocratie charrie donc une conception du « public » très proche des pères fondateurs du néolibéralisme, en particulier d'une conception fantomatique du « public<sup>402</sup> ». « On n'arrive pas à faire boire un public qui n'a pas soif<sup>403</sup> » écrit-il au sujet du manque d'intérêt pour des informations pourtant disponibles. C'est en ayant recours à ce type d'argument que Schumpeter naturalise l'évitement de la politique produit par les régimes libéraux qui, en concédant par le bulletin de vote une part individuelle de souveraineté collective, privilégient une conception négative de la liberté comme non-interférence de l'Etat dans la sphère individuelle. Le paradigme libéral conjugue en effet le principe du moindre gouvernement avec celui du gouvernement différentiel. Le premier renvoie à une conception du pluralisme qui ne se limite pas à une société morcelée mais procède d'associations qui sont « volontaires – c'est-à-dire non obligatoires et non héritées – et non exclusives – c'est-à-dire ouvertes aux affiliations multiples<sup>404</sup> ». Le second désigne un mode de gouvernement spécifique qui divise les pouvoirs de sorte à éviter leur concentration et ne revêt pas nécessairement une forme démocratique<sup>405</sup>. On rejoint alors les conclusions de Bouchard quand il écrit qu'« avec Schumpeter, la démocratie devient un marché politique ». A suivre cette conception agoraphobe<sup>406</sup>, certes ancrée dans son époque, on serait tenté de conclure que la place publique n'a pas vocation à devenir le lieu d'une communauté d'expériences. L'extension de la logique concurrentielle à tous les registres de la vie sociale emporte tout sur son passage et réduit à néant le domaine politique : « l'électeur tient

<sup>401</sup> Joseph SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, op cit., p. 308.

<sup>402</sup> Bruno LATOUR, « Des illusions de la démocratie aux réalités de ses apparitions », *Walter Lippmann, Le public fantôme*, Demopolis, 2008, p. 3-44. Latour revient sur le débat qui a opposé John Dewey et Walter Lippman ; pour Dewey, le « public fantôme » résulte d'un type d'expérience dénué d'intelligence collective, comportement induit par les institutions sociales et par les habitudes personnelles intériorisées. Concernant le débat entre gouvernement des experts et démocratie « participative », cf. Walter LIPPMAN, *Le public fantôme*, Mcmillan & Co, 1925. John DEWEY, « Le public et ses problèmes », *Hermès*, 2001, vol. 31, n° 3, p. 77-91.

<sup>403</sup> Joseph SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, op cit., p. 308.

<sup>404</sup> Justine LACROIX, « Communautarisme et pluralisme dans le débat français. Essai d'élucidation », *Éthique publique*, vol. 9, n° 1, 2007, mis en ligne le 04 janvier 2016.

<sup>405</sup> Bertrand BINOCHE, « Les deux principes du libéralisme », *Actuel Marx*, 2004, n° 2, p. 123-149.

<sup>406</sup> Francis DUPUIS-DERI, *Agoraphobie et agoraphilie politiques*, Lux, 2016.

le rôle du consommateur, le politicien, celui de l'entrepreneur, le parti, celui des entreprises, et le profit se calcule en pouvoir<sup>407</sup> ». Ce parti-pris conduit à une justification du *statu quo* teinté de cynisme puisqu'il serait « assez facile de faire croire aux gouvernés que la politique de l'Etat est dictée par l'intérêt réel du peuple et que celle-ci vise à procurer des avantages concrets à toutes les classes de la société<sup>408</sup> ». Schumpeter aurait ainsi contribué à creuser le sillon des théories agrégatives de la démocratie comme une méthode de sélection des gouvernants par l'addition et la mise en balance d'intérêts individuels. C'est contre ces conceptions minimalistes que se sont construites des approches plus interactionnelles de la démocratie, en particulier les théories qui ont amorcé le tournant délibératif (*deliberative turn*) des années 1980. La démocratie n'y est plus seulement affaire de délégation et de compétition pour le pouvoir mais également de délibération citoyenne : l'analogie avec la place publique se déplace alors du marché vers l'agora ou le forum.

## 2. La démocratie par la délibération : le retour de la place face au palais

C'est à partir des années 1980 que les théories de la démocratie ont négocié un véritable tournant délibératif rouvrant la question trop souvent occultée de la démocratie comme idéal et comme pratique. Le courant délibératif marque un pas en avant vis-à-vis des conceptions agrégatives qui réduisent la démocratie à une arithmétique des suffrages et une méthode de légitimation ; il cultive au contraire l'idéal « d'une association démocratique dans laquelle la justification des termes et des conditions d'association procède par le débat et le raisonnement public entre citoyens égaux<sup>409</sup> ». La principale différence avec les approches descriptives tient à ce que « la démocratie ne se réduit pas à compter les voix » pour reprendre les mots de Bernard Manin<sup>410</sup>. La focale délibérative attire l'attention sur le processus de formation de la volonté collective refusant de tenir pour acquises les préférences individuelles susceptibles de se modifier les unes au contact des autres. Les décisions tireraient leur légitimité de l'épreuve permanente de la délibération.

Face aux approches élitistes de la démocratie, les théories délibératives rappellent que la politique ne se limite pas au dépôt d'un bulletin dans une urne, qu'elle est aussi affaire de discussion, d'argumentation, de disputes, qu'elle implique en somme de *délibérer*. La

---

<sup>407</sup> Lucien-Pierre BOUCHARD, *Schumpeter : la démocratie désenchantée*, Editions Michalon, 2000, p. 82.

<sup>408</sup> Joseph SCHUMPETER, *Impérialisme et classes sociales*, *op cit*, p. 42 – 43.

<sup>409</sup> Joshua COHEN, « Deliberation and Democratic Legitimacy », in Alan Hamlin et Philip Pettit (dir.), *The Good Polity*, Oxford, Blackwell, 1989, p. 21.

<sup>410</sup> Pour un récapitulatif, cf Bernard MANIN, « Introduction. Un paradigme et ses problèmes », Loïc BLONDIAUX (éd.), *Le tournant délibératif de la démocratie*, Presses de Sciences Po, 2021, pp. 9-23.

délibération ne doit pas être confondue avec les négociations d'intérêts, les tractations où s'échangent promesses et menaces dans une logique de calcul et d'anticipation<sup>411</sup>. Délibérer ne veut pas non plus dire converser dans la mesure où l'échange d'arguments est supposé déboucher sur une prise de décision. L'enjeu de toute délibération reste de fabriquer de l'unité avec du pluriel. Dans cette perspective, une décision n'est pas le produit d'un rapport de forces mais le fruit d'un processus rationnel et collectif, en théorie guidé par la pesée du meilleur argument. Le courant délibératif s'inscrit donc en faux par rapport aux théories minimalistes de la démocratie. A rebours des « électeurs-consommateurs » confus et grégaires, mal informés et incapables de traduire leurs intérêts en arguments, la perspective délibérativiste insiste sur la capacité collective à communiquer et à faire entendre raison. Elle s'inscrit en faux contre les limites d'une analogie économiciste de la démocratie comme marché se tournant plutôt vers ce qui s'apparente à une arène où chacun délibère sur un pied d'égalité, image qui renvoie aux représentations - souvent idéalisées et mythifiées - de l'agora grecque<sup>412</sup> ou du forum romain. En faisant de la délibération l'opérateur central de la légitimité, les théories délibératives s'écartent de l'unanimité rousseauiste<sup>413</sup> arrimant la loi à l'épreuve permanente de la discussion et du désaccord. L'apport des théories délibératives réside dans l'origine de la loi qui devient « le résultat de la délibération générale, non pas l'expression de la volonté générale<sup>414</sup> ».

La théorie de la démocratie de Jürgen Habermas est incontournable pour saisir le tournant délibératif. L'héritier de l'École de Francfort<sup>415</sup> a jeté les fondements d'une vision de la démocratie dont l'influence n'est pas seulement théorique<sup>416</sup>. C'est ainsi que les dispositifs participatifs et délibératifs se sont multipliés au cours des années 2000 dans ce qui s'est imposé en Amérique du Sud et en Europe comme un « nouvel esprit de la démocratie<sup>417</sup> ». D'ailleurs, le vif intérêt qu'ont suscité les mouvements d'occupation de place tient probablement à ce

---

<sup>411</sup> Philippe URFALINO, « La délibération n'est pas une conversation. Délibération, décision collective et négociation », *Négociations* 4, n° 2, 2005, p. 99-114. Entre les deux la cloison n'est pas étanche et la distinction reste analytique ; il y a du calcul dans toute délibération collective quand on l'observe à un niveau empirique et il peut y avoir de la sincérité au cours d'une négociation d'intérêts.

<sup>412</sup> VINCENT AZOULAY, « L'Espace public et la cité grecque : d'un malentendu structurel à une clarification conceptuelle » in COLLECTIF, *L'espace public au Moyen Âge. Débats autour de Jürgen Habermas*, Paris, 2011, p. 63-76.

<sup>413</sup> Rousseau conçoit la volonté générale plutôt comme un « consensus des cœurs » qui vibrent à l'unisson que comme un consensus rationnel produit par un échange d'arguments.

<sup>414</sup> Bernard MANIN, « Volonté générale ou délibération ? Esquisse d'une théorie de la délibération politique », *Cahiers Français Paris*, 2003, p. 83-84.

<sup>415</sup> Héritage contesté dans les rangs marxistes de la philosophie politique. Cf Stathis KOUVÉLAKIS, *La critique défaite. Émergence et domestication de la Théorie critique*, Amsterdam Editions, 2019.

<sup>416</sup> Charles GIRARD, Alice LE GOFF, *La démocratie délibérative : anthologie de textes fondamentaux*, Hermann, 2010.

<sup>417</sup> Loïc BLONDIAUX, *Le nouvel esprit de la démocratie*, Paris, Seuil, 2008.



qu'une partie du champ scientifique a perçu ces assemblées à ciel ouvert comme des expériences de délibération *in vivo* (et non *in vitro* comme c'est souvent le cas avec les dispositifs institutionnels). L'enjeu n'est pas ici de s'aventurer dans le labyrinthe d'une vaste philosophie sociale (ni dans le dédale de commentaires qui font partie de « l'espace de l'œuvre<sup>418</sup> »), encore moins de prétendre en livrer un aperçu, mais plus modestement d'interroger, suivant l'analogie qui sert de fil conducteur de ce chapitre, la conception de la place publique que charrie la démocratie délibérative telle que l'a conceptualisée un de ses pionniers. Quels sont les présupposés et les implications d'une théorie *normative* de la démocratie délibérative ? Comment se comporteraient les citoyens dans l'idéal démocratique habermassien ?

## 2.1. Une théorie communicationnelle de la démocratie

Avant d'explorer la manière dont s'agence la démocratie délibérative telle que la conçoit Jürgen Habermas (à partir des principaux écrits qu'il consacre à la question<sup>419</sup>), il convient d'examiner de plus près ses soubassements. Car l'approche habermassienne évolue dans l'orbite d'une théorie de l'action sociale et d'une éthique de la discussion. Sur ce point, la spécificité du geste de Habermas reste d'avoir pris pour point de départ l'intersubjectivité - plutôt que l'individu - afin de saisir la manière dont le langage ouvre un accès au monde. Ce qui fait monde pour Habermas dépend avant tout des manières d'interagir et de communiquer qui sont tributaires d'une intercompréhension, c'est-à-dire de l'inscription dans un univers de significations partagées. Cette entente première, qui se situe à un niveau beaucoup plus profond que le simple accord, présuppose une communauté idéale de compréhension. C'est précisément ce qui fait à la fois la force et la faiblesse d'une approche bâtie sur une théorie de l'action communicationnelle.

---

<sup>418</sup> Claude LEFORT, *Le travail de l'œuvre. Machiavel*, Paris, Gallimard, 1972, p. 718 – 721.

<sup>419</sup> On prendra principalement appui sur l'ouvrage dans lequel Habermas réélabore son éthique de la discussion à l'aune d'une théorie du droit et de la démocratie. Cf Jürgen HABERMAS, *Droit et démocratie*, Gallimard, 1997. On se reportera aussi à des articles sur la même thématique comme Jürgen HABERMAS, « Sur le droit et la démocratie : Note pour un débat. Les voies de la démocratie. *Le Débat*, 1997, n° 97, p. 42-47. La littérature secondaire s'est concentrée sur les textes écrits en français laissant de côté les débats internes à l'école de Francfort (avec Axel Honneth et Rainer Forst en particulier) et la littérature anglophone à l'exception de quelques articles dont : Seyla BENHABIB, « The embattled public sphere: Hannah Arendt, Juergen Habermas and beyond », *Theoria*, 1997, vol. 44, n° 90, p. 1-24 et Bonnie HONIG, « Between decision and deliberation: political paradox in democratic theory », *American political science review*, 2007, vol. 101, n° 1, p. 1-17. Cette section mobilise en particulier la confrontation avec Weber entreprise par Yves Sintomer : Yves SINTOMER, *La démocratie impossible ? Politique et modernité chez Weber et Habermas*. La Découverte, 1999. Elle prend aussi appui sur la synthèse d'Yves Cusset : Yves CUSSET, *Habermas. L'espoir de la discussion*, Editions Michalon, 2001, p. 97 – 116.

Rappelons d'abord que Habermas désigne par « agir communicationnel » « les interactions médiatisées par le langage où tous les participants poursuivent par leurs actions langagières des objectifs illocutoires, et seulement de tels objectifs<sup>420</sup> ». Pour que les parties prenantes se comprennent quand elles se parlent, encore faut-il que les sons émis fassent sens. Les énoncés peuvent être déchiffrés comme des prétentions à la validité<sup>421</sup> qui instituent un triple rapport avec le monde objectif (la vérité : ce que je dis est vrai), le monde social (la justesse normative : ce que je dis est juste) et le monde subjectif (authenticité : ce que je dis est sincère). Sincérité, liberté (parole non contrainte) et vérité sont les conditions requises pour qu'*ego* entre en communication avec *alter*. Les interactions langagières participent de la construction de soi à travers la relation à autrui, à sa socialisation et à l'individuation. Une fois établi, le succès illocutoire offre, selon Habermas, « le fondement d'une coordination consensuelle des plans d'actions poursuivis individuellement<sup>422</sup> ». Encore faut-il distinguer ce qui relève de l'action « orientée vers le succès ou vers l'intercompréhension<sup>423</sup> ». Ce second cas de figure se situe dans la « gratuité » de l'agir communicationnel tandis que le premier renvoie à un type différent d'action sociale, l'*agir stratégique*, qui cherche à produire « des effets perlocutoires chez un vis-à-vis<sup>424</sup> », à influencer d'une manière ou d'une autre (empêcher ou inciter) le comportement d'autrui. Au plan empirique, les fils ne sont pas toujours aisés à démêler puisque l'agir stratégique peut être « ouvert » (quand tous les participants sont animés par une logique de calcul) mais aussi « masqué », quand au moins un des protagonistes joue à couvert<sup>425</sup>. Une nuance est aussi à apporter en ce qui concerne l'action communicationnelle puisqu'Habermas distingue, à la suite du juriste allemand Klaus Günther<sup>426</sup>, discussions de fondation et discussions d'application. Les premières répondent à un principe

---

<sup>420</sup> Jürgen HABERMAS, *Théorie de l'agir communicationnel. Tome I. Rationalité de l'agir et rationalisation de la société*, Fayard, 1987 (1981), p. 304.

<sup>421</sup> *Ibid*, p. 305.

<sup>422</sup> *Ibid*, p. 305.

<sup>423</sup> *Ibid*, p. 296.

<sup>424</sup> *Ibid*, p. 304. En voici la définition *in extenso* : « Par conséquent, je compte dans l'agir communicationnel les interactions médiatisées par le langage où tous les participants poursuivent par leurs actions langagières des objectifs illocutoires, et seulement de tels objectifs. En revanche, je considère comme un agir stratégique médiatisé par le langage les interactions dans lesquelles l'un des participants au moins veut susciter par ses actions langagières des effets perlocutoires chez un vis-à-vis. »

<sup>425</sup> Ce n'est bien sûr pas la seule distinction que pose Habermas. Il distingue quatre concepts d'action : téléologique, normatif, dramaturgique et communicationnel.

<sup>426</sup> Yves CUSSET, *Habermas. L'espoir de la discussion*, Éditions Michalon, 2001, p. 97 – 116. Il reprend la distinction entre discussions de fondation guidées par un principe d'universalisation et discussions d'application où prévaut un principe d'adéquation dans les limites d'une situation donnée. On se reportera également aux travaux suivants : Frédéric VANDERBERGHE, *Une histoire critique de la sociologie allemande : aliénation et réification. Tome II : Horkheimer, Adorno, Marcuse, Habermas*, La Découverte, 1998 troisième partie.

d'universalisation, les secondes à un principe d'adéquation tenant compte des logiques et contraintes de situation.

La « situation idéale de parole » qui compose la toile de fond de la démocratie délibérative rappelle que la démarche suivie par Habermas est avant tout *normative*. Sa théorie de la démocratie revêt ainsi une portée contre-factuelle qui prend moins en charge la description de ce qui est que la prescription de ce qui *devrait* être. Ce rapport normatif à l'objet, qui part des conditions existantes du modèle démocratique libéral en rejetant l'hypothèse d'une rupture révolutionnaire, se traduit par une redéfinition de la démocratie à l'aune d'un idéal communicationnel.

Cet idéal fournit le socle d'une théorie de la démocratie procéduralise l'idéal d'auto-gouvernement sans relativiser ni abolir la division entre gouvernants et gouvernés comme le préconisent les défenseurs de la démocratie directe comme Castoriadis<sup>427</sup>. Contrairement à ce dernier, Habermas ne remet pas en cause la division entre société et Etat. Le philosophe allemand se rapproche néanmoins de Rousseau quand il énonce qu'« on ne peut imaginer que le peuple reste incessamment assemblé pour vaquer aux affaires publiques<sup>428</sup> ». La convergence ne va pas plus loin : Habermas ne souscrit pas au concept d'une souveraineté populaire une et indivisible qu'il situe dans l'horizon de l'intersubjectivité<sup>429</sup> qui fonde son éthique de la discussion.

Par conséquent, le « peuple habermassien » n'est souverain qu'en tant qu'il exerce un pouvoir de nature communicationnelle. Celui-ci se joue dans les multiples arènes où fusent des opinions émises sous la forme de jugements publics qui se confrontent et remontent vers le champ politique en amont des prises de décision<sup>430</sup>. A rebours du schéma descendant du commandement (*top-down*, tel qu'on le trouve chez Schumpeter ou dans la bureaucratie selon Weber), le pouvoir communicationnel serait de nature ascendante (*bottom-up*). Habermas ne souscrit donc pas à une conception unilatérale du pouvoir, ce qui permet de saisir la dualité des interactions entre gouvernants et gouvernés. Tout l'enjeu du pouvoir communicationnel

---

<sup>427</sup> Sur les désaccords de Habermas avec Castoriadis, cf Jürgen HABERMAS, *Le discours philosophique de la modernité*, Paris, Gallimard, p. 387 – 396.

<sup>428</sup> Jean-Jacques ROUSSEAU, *Le contrat social*, III, IV. Rousseau ajoute ensuite qu'en dépit du caractère inaliénable de la volonté générale, il lui est nécessaire de se doter de structures de délégation de pouvoir.

<sup>429</sup> La question porte alors sur le point de savoir dans quelle mesure le concept de souveraineté reste dépendant d'une philosophie du sujet ; elle ne concerne bien sûr pas uniquement Habermas qui lui donne pour sa part un fondement intersubjectif. Ce n'est pas un hasard si la souveraineté disparaît de la philosophie de Lefort qui conçoit la démocratie à l'aune de la désincorporation du social et du pouvoir.

<sup>430</sup> Soit pour influencer directement les dirigeants politiques, soit pour que les membres de l'opposition s'en fassent le relais.

consiste alors à exercer une influence sur le pouvoir politique, lequel est toujours susceptible de s'autonomiser et de se figer en pouvoir administratif.

## 2.2. L'écluse et le siège : la « place » face au « palais »

« ...la version délibérative place toutes ses attentes dans la fonction d'écluse dévolue à une sphère publique traversée de part en part par le processus démocratique : elle attend de l'implantation des processus de conseil et de décision dans la circulation vitale, et autant que possible non dirigée, des opinions qui alimentent la sphère publique qu'elle donne lieu à une poussée de légitimation, améliorant la qualité des décisions prises dans les parlements, les tribunaux et les appareils administratifs<sup>431</sup>. »

La voie délibérative préconisée par Habermas met l'accent sur la « sphère politique publique [qui] joue le rôle de caisse de résonance pour les contributions spontanées des citoyens<sup>432</sup> ». Pilier des démocraties modernes occidentales avec la participation électorale (pilier n°1) et une sphère de libertés individuelles (pilier n°2), la sphère publique provient de la différenciation fonctionnelle entre l'Etat et la société elle-même divisée entre les pouvoirs économiques et les activités sociales qui échappent à la colonisation par la logique du marché<sup>433</sup>. Pour Habermas, les systèmes politiques contemporains agencent ces trois éléments – participation du plus grand nombre par les élections, égalité devant la loi, sphère publique – dans des configurations différentes selon la prépondérance de l'un ou l'autre. Entre la tradition républicaine qu'il fait remonter à Harrington et Rousseau et la tradition libérale affiliée à Locke et aux « Pères fondateurs » de la Constitution étatsunienne, Habermas opte pour une troisième voie<sup>434</sup> plus discrète dans l'histoire des idées mais non moins fertile en ce qu'elle cherche à conjuguer liberté individuelle et collective dans une « sphère publique de délibération<sup>435</sup> ».

Cette tentative de conciliation entre liberté des Anciens et des Modernes se traduit par une réévaluation du droit comme pivot de l'auto-législation. Pour Habermas, les droits fondamentaux (liberté d'expression, d'aller et venir, de se rassembler...) « sont l'expression de cette pratique *en elle-même* et ne sont pas des contraintes auxquelles la pratique serait assujettie<sup>436</sup> ». Le droit n'est donc pas qu'un instrument de domination au service des

---

<sup>431</sup> Jürgen HABERMAS, « Trois versions de la démocratie libérale », *Le débat*, 2003, n° 3, p. 122-131.

<sup>432</sup> Jürgen HABERMAS, « Au-delà du libéralisme et du républicanisme, la démocratie délibérative », *Raison publique*, no 1, 2003.

<sup>433</sup> Il y a opposition chez Habermas entre la logique de système (rationalité instrumentale) et l'expérience du monde vécu (*Lebenswelt*) : il s'agit alors de concilier et réguler les conflits de frontières entre ces deux types de réalité incommensurables.

<sup>434</sup> Plus minoritaire, la voie médiane entre libéralisme et républicanisme puise son inspiration chez Emmanuel Kant, Julius Frobel, John Stuart Mill ou encore John Dewey.

<sup>435</sup> Jürgen HABERMAS, « Au-delà du libéralisme et du républicanisme, la démocratie délibérative », *op cit.*

<sup>436</sup> *Ibid.*

gouvernants (ou des classes dominantes), une norme imposée par en haut mais une condition nécessaire, bien que non suffisante, à la participation politique. Habermas développe la thèse d'une co-originarité de l'autonomie individuelle et collective, privée et publique arguant du fait que la participation politique nécessite d'emblée des droits subjectifs qui en garantissent l'accès et l'exercice. Ils sont pris, souligne Habermas, dans une « relation réciproque d'implication matérielle<sup>437</sup> ». Autrement dit, l'alchimie démocratique requiert que les porteurs de droits, que les destinataires des normes en soient aussi les auteurs ou du moins se considèrent comme tels. Ici la théorie habermassienne du droit prolonge son éthique de la discussion puisqu'elle présume que les normes et décisions auraient rencontré l'approbation de tous, quand bien même tous n'auraient pas pris part aux discussions<sup>438</sup>. « L'adhésion de toutes les personnes concernées pour autant que celles-ci prendraient part à des discussions rationnelles<sup>439</sup> » se trouve alors érigée en critère de légitimité des normes et des décisions.

Il ressort de cette thèse cardinale que la théorie du droit et de la démocratie s'arrime à une « situation idéale de parole<sup>440</sup> » qui a valeur de supposition réciproque et de « fiction opératoire ». Habermas résout ainsi la question épineuse de l'auto-législation en plaçant l'accent sur « l'influence ou la pression que la société civile exerce sur un système politique<sup>441</sup> ». Cette division du travail délibératif à l'échelle « macro » intervient en amont des prises de décision (et de l'édiction des normes) au gré d'un processus de filtrage et d'élimination supposé les aiguiller. Dans *Droit et démocratie*, la démonstration d'Habermas rappelle que le droit reste un acte de langage susceptible de faire l'interface entre le monde vécu et la rationalité instrumentale des systèmes administratif et économiques<sup>442</sup>.

Il revient alors aux membres de la société civile d'exercer le pouvoir communicationnel sur « le mode du siège », sans chercher à prendre le pouvoir, ce qui implique de partir des « prémisses

---

<sup>437</sup> *Ibid.*

<sup>438</sup> Yves SINTOMER, *La démocratie impossible ? Politique et modernité chez Weber et Habermas*, op cit, p. 250 – 314.

<sup>439</sup> Jürgen HABERMAS, *Droit et démocratie*, Gallimard, 1997 (1992), p. 145. On retrouve une expression similaire un peu plus tôt dans le texte (p. 123) au sujet des conditions hypothétiques de validité des normes d'action : « Sont valides strictement les normes d'action sur lesquelles toutes les personnes susceptibles d'être concernées d'une façon ou d'une autre pourraient se mettre d'accord en tant que participants à des discussions rationnelles. »

<sup>440</sup> On trouve la définition habermassienne d'une « situation idéale de parole » dans Jürgen HABERMAS, « Théories relatives à la vérité » in Jürgen HABERMAS, *Logique des sciences sociales et autres essais*, PUF, 1987, p. 322 – 323. Elle a valeur de fondement anticipé dans le processus de discussion : « La situation idéale de parole n'est ni un phénomène empirique ni une construction pure et simple, mais une supposition inévitable que nous faisons réciproquement dans des discussions. Cette supposition peut être contrefactuelle, mais ne l'est pas nécessairement ; pourtant, même si elle est contrefactuelle, c'est une fiction qui est opératoire au cours du processus de communication. »

<sup>441</sup> Catherine COLLIOT-THÉLÈNE, « La démocratie : entre libéralisme et radicalité », *Esprit*, 2015, no 8, p. 114-126.

<sup>442</sup> Ici affleure la confluence de la phénoménologie et de la théorie de la rationalisation de Weber et Luhmann.

des processus de jugement et de décision du système politique<sup>443</sup> ». Tenir le siège requiert d'adopter un langage que le pouvoir comprend pour se faire entendre. C'est ainsi que le modèle délibératif habermassien prend appui sur un tissu associatif suffisamment dense et actif pour former un « réseau communicationnel<sup>444</sup> ». L'opinion publique ne se forme pas seulement dans les sphères institutionnalisées mais aussi dans les « circuits informels de la communication politique<sup>445</sup> ». La société civile revêt ainsi une « structure anarchique<sup>446</sup> » qui s'étend des organisations durables (partis, syndicats, associations, organisations non gouvernementales à caractère transnational...) aux mouvements sociaux et aux mobilisations plus ponctuelles qui exercent une pression sur le système politique en faisant émerger des problèmes publics et en traduisant leurs revendications dans le langage des droits. Pour éviter que la discussion publique ne se tarisse, celle-ci doit s'institutionnaliser « sous la forme d'un système de droits qui garantit à tout le monde la même participation aux processus discursifs de production des normes juridiques ainsi que les présuppositions communicationnelles de ces droits égaux de participation<sup>447</sup> ».

En présupposant un égal accès à la participation politique, la démocratie délibérative version habermassienne s'expose à plusieurs objections qu'on peut regrouper en deux familles : d'abord, la manière dont la sphère publique et les institutions interagissent ; ensuite, les divisions qui fragmentent les « publics » et leur égale capacité à intervenir dans la sphère publique.

En premier lieu, on peut remarquer que, pour être opérationnel, le concept de démocratie délibérative de Habermas présuppose la porosité de la sphère publique vis-à-vis des institutions politiques. Or cette métaphore filée tout au long de *Droit et démocratie* se heurte au risque que l'Etat empêche ou freine le processus de mise en discussion en s'arrogeant le droit de réglementer, d'interdire ou d'ignorer certains cadrages des problèmes publics. Ce premier obstacle tient à ce qu'Habermas sous-estime le rapport entre la force et le droit en particulier lorsqu'il suggère que le pouvoir administratif ne peut pas feindre d'ignorer des revendications construites en bonne et due forme « conforme au droit comme il est<sup>448</sup> ». Un État même démocratique n'est pas à l'abri d'une désinstitutionnalisation d'une partie de son appareil

---

<sup>443</sup> Jürgen HABERMAS, « La souveraineté populaire comme procédure », *Revue Lignes*, 1989, vol. 7, p. 52. Habermas y présuppose la conformité au droit du pouvoir administratif.

<sup>444</sup> *Ibid.*, p. 50.

<sup>445</sup> Jürgen HABERMAS, *Droit et démocratie*, *op cit*, p. 298 – 299 ; p. 407 - 412. Habermas précise d'ailleurs que l'essentiel des contributions viendrait plutôt « des marges que du centre établi de l'éventail des opinions ».

<sup>446</sup> Théophile PENIGAUD DE MOURGUES, « Qu'apporte aux délibérations la participation de ceux qu'elles concernent ? », *Journées doctorales du GIS Démocratie et Participation*, 2018.

<sup>447</sup> Yves CUSSET, *Habermas. L'espoir de la discussion*, *op cit*, p. 135.

<sup>448</sup> Jürgen HABERMAS, « La souveraineté populaire comme procédure », *op cit*, p. 52.

répressif<sup>449</sup>. Par ailleurs, rien ne garantit que le système politique ne finisse pas écarter des revendications construites au prix d'un long effort de publicisation ou même des propositions qu'il a lui-même contribuées à faire émerger dans des dispositifs participatifs « d'élevage<sup>450</sup> ». Il se peut également que le pouvoir politique se passe du surcroît de légitimation qu'est censé lui apporter le processus rationnel de formation de l'opinion publique. Ces limites ne sont cependant pas spécifiques à la théorie habermassienne qui ne perd pas de vue le conflit entre monde systémique (l'économie marchande et le pouvoir politico-administratif) et monde vécu. De surcroît, sa conception extensive de la démocratie reste tributaire d'un schéma légitimiste centré sur le « système politique » qui relègue les mouvements sociaux issus de la « société civile » à sa périphérie<sup>451</sup>. Or cette vision statocentrée tend à homogénéiser la notion de « société civile » et à négliger les processus de marginalisation qui filtrent l'accès à la discussion publique et en déterminent les modalités. La démocratie délibérative de Habermas se heurte alors à des objections déjà rencontrées par son concept d'espace public amplement discuté.

L'espace public au sens que lui donne Habermas, n'est pas à comprendre au sens spatial ou matériel du terme mais comme un processus historique lié à l'apparition d'une sphère publique bourgeoise au cours du XVIII<sup>ème</sup> siècle dans les monarchies allemande, française et anglaise. Dans *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*<sup>452</sup>, il revient sur l'apparition d'une sphère de discussion politique au travers des salons littéraires et clubs de lecture, journaux et écrits qui s'y diffusent. La spécificité de cette sphère médiatrice est qu'elle se distingue du pouvoir monarchique tout en l'exposant aux feux de la critique. Au lieu d'être obnubilés par leurs intérêts privés ou les intrigues de cour, les membres de cette sphère forment un public « éclairé ». La démarche archéologique d'Habermas vise à porter au jour le potentiel universel de ce principe de publicité, de l'*Offentlichkeit*, qui n'en reste pas moins socialement situé et limité. Certes, le public « bourgeois » qui fréquente

---

<sup>449</sup> Par exemple, lorsque la police agit en dehors du droit dans le cadre des politiques du maintien de l'ordre. On parle également de *déprofessionnalisation* de l'ordre public. Michel KOKOREFF, *Violences policières, généalogie d'une violence d'Etat*, Paris, Textuel, 2020.

<sup>450</sup> Laurent MERMET, « Épilogue. Débattre sans savoir pourquoi: la polychrésie du débat public appelle le pluralisme théorique de la part des chercheurs » in COLLECTIF, *Le débat public. Une expérience française de démocratie participative*, Paris, La Découverte, 2007, p. 369-380.

<sup>451</sup> Jürgen HABERMAS, *Droit et démocratie*, op cit, p. 356. Encore faut-il que les impulsions soient suffisamment fortes pour produire des effets. La schématisation du politique à partir de la définition institutionnelle de la politique comme centre et de la société civile comme périphérie n'est pas un biais propre à Habermas mais fort répandu dans la sociologie des mouvements sociaux et les théories de la démocratie.

<sup>452</sup> Jürgen HABERMAS, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1978 (1962).

ces salons et lit les journaux politiques n'appartient pas à l'aristocratie mais il se tient à distance des artisans, des commerçants et n'inclue pas davantage les classes subalternes. C'est la raison pour laquelle son concept d'espace public a donné lieu à des critiques venant de l'histoire, de la philosophie et de la sociologie.

Ces critiques variées mettent en évidence le fait qu'Habermas a minimisé le développement concomitant de « contre-publics » et d'espaces publics « oppositionnels » qui nouent une relation conflictuelle avec l'espace public bourgeois<sup>453</sup>. Ces espaces qui reposent sur une sociabilité de rue et sur une tradition de transmission orale (ce qui rend plus difficile leur objectivation) constituent des lieux de critique du pouvoir et de la société capitaliste bourgeoise mais aussi des chambres d'écho non négligeables pour les rangs de l'opposition parlementaire. Habermas n'aurait pas assez pris en considération la pluralité des publics « subalternes » et des modes d'expression qui leur sont propres<sup>454</sup>, ce qu'il concède en reprenant à son compte l'idée d'une sphère publique plébéienne avancée par Oskar Negt. « Non seulement, écrit Nancy Fraser, il a toujours existé une pluralité de publics concurrents, mais les rapports entre les publics bourgeois et les autres ont toujours été conflictuels<sup>455</sup> ». En actualisant la notion kantienne d'usage public de la raison, Habermas aurait prêté à la publicité les traits d'une condition sociale, d'un type d'individus qui jouit d'une indépendance matérielle et d'un capital culturel suffisants pour être en mesure de lire et discuter (d'en avoir le temps et les moyens !). Il aurait ainsi généralisé un mode particulier de publicité et un type de raison publique, passant sous silence le langage des émotions et des corps, les modes d'expression populaires qui commettent des fautes de grammaire et de syntaxe aux yeux des premiers mais n'en font pas moins sens<sup>456</sup>. Ces critiques restent internes et contribuent davantage à enrichir le point de vue habermassien qu'à l'invalider en complétant ses angles morts.

La démocratie délibérative marquerait ainsi un pas en avant par rapport à la démocratie comme marché. Dans les théories élitistes telles qu'on a tenté de le montrer à partir de Schumpeter, la place publique est réduite à sa plus simple expression et ne sert en fin de compte qu'à légitimer les entrepreneurs qui occupent le « palais » et commandent. Elle n'apparaît que dans l'intervalle des périodes électorales avant de disparaître jusqu'à la prochaine échéance.

Toute autre est la conception de la « place » qui ressort à l'aune de la perspective délibérative. Elle prend les traits permanents d'un public (à la différence du public « fantôme » ou volatil

---

<sup>453</sup> Oskar NEGHT, *L'Espace public oppositionnel*, Payot, 2007.

<sup>454</sup> Jürgen HABERMAS, « " L'espace public", 30 ans après », *Quaderni*, 1992, vol. 18, no 1, p. 161-191.

<sup>455</sup> Nancy FRASER, « Repenser la sphère publique : une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement », *Hermès*, 2001, vol. 31, p. 125.

<sup>456</sup> Arlette FARGE, *Dire et mal dire. L'opinion publique au XVIIIème siècle*, Seuil, 1994.



de Schumpeter et ses exégètes) qui s'assemble et discute, formule des jugements et fait valoir des arguments sur le mode de l'*agora* ou du *forum*. Certes, ces publics restent « faibles » puisqu'ils n'ont pas le dernier mot contrairement aux « publics forts » qui ont un véritable pouvoir de décisions et à défaut d'influence (accès aux coulisses et à d'autres arènes médiatiques ou judiciaires). Il n'empêche que la « place » où se forme et émerge l'opinion publique noue une relation dialectique avec le « palais », dans un face-à-face qui correspond à ce que Habermas désigne comme la sphère publique et que cherche à retranscrire la métaphore du siège. La « place » devient le lieu où émerge le pouvoir communicationnel qu'exercent des individus guidés par l'exercice public de la raison, avant de se convertir en décision dans un second temps. Cette lecture procédurale de la politique débouche sur une conception beaucoup plus épaisse et substantielle que les théories agrégatives qui résument la démocratie au décompte des suffrages.

Pour autant, si on file la métaphore conceptuelle de la place et qu'on la situe dans une perspective historique, le prisme communicationnel montre vite ses limites. D'abord, l'*agora* grecque ou le *forum* romain ne se limitent pas aux assemblées : elles concentrent une mosaïque de pratiques sociales qui transparaissent à travers leur histoire architecturale. Avec ses temples, monuments, statues et installations provisoires, « la place primitive est un point de rencontre politique, religieux, commercial parfois, et aussi topographique, en liaison étroite avec les grands axes de circulation du groupement, quelle qu'en soit la disposition<sup>457</sup> ». Ce lieu urbain, point de confluence, abrite plusieurs espaces où les habitants viennent prier, marchander ou politiquer. Comme le fait remarquer Alexander Neumann, « l'*oikos* est présente à l'*agora*<sup>458</sup> », l'*oikos* désignant à la fois le foyer (les champs dans le domaine agricole, la maison au sens urbain) et le travail qu'il implique et qu'accomplissent les femmes, les esclaves et les métèques, tous exclus de la citoyenneté grecque. On y accomplit aussi des rites funéraires : transport d'un mort sur l'*agora*, éloge funèbre des « grands hommes » sur le *forum* romain<sup>459</sup>. Cette diversité d'usages d'un même lieu se laisse déchiffrer à travers un processus de monumentalisation de la place que décrit minutieusement Roland Martin au sujet de l'*agora* d'Athènes :

« Cette grande place de commerce est ornée de portiques, de statues et de fontaines dès le VI<sup>e</sup> siècle avant J.-C. Avec l'instauration de la démocratie, vers 500 av. J.-C., elle est cernée d'édifices publics : bouleterion, prytanée, héliée, atelier monétaire, autel des douze dieux, statues des dix héros athéniens (héros éponymes, qui donnent leur nom aux dix tribus de

---

<sup>457</sup> Roland MARTIN, « Agora et forum » in *Architecture et urbanisme*, Ecole Française de Rome, 1987, p. 156.

<sup>458</sup> Alexander NEUMANN, « L'espace public oppositionnel : lorsque l'*oikos* danse à l'*agora* », Cahiers Sens public, vol. 15-16, no. 1-2, 2013, pp. 55-67

<sup>459</sup> La *kataphora eis agoran*, le transport dans l'*agora* était « une marque d'honneur fréquente dans les cités hellénistiques » qui a influencé, comme le rapporte Claude Nicolet, l'éloge funèbre romain davantage réservé aux « anciens magistrats ». cf Claude NICOLET, *Le métier de citoyen dans la Rome républicaine*, Gallimard, 1988.

citoyens). Son centre est occupé à l'époque romaine par l'odéon d'Agrippa et un temple d'Arès du Ve siècle déplacé<sup>460</sup>. »

Au cœur de ces édifices se trouvent donc les assemblées d'Athènes : la *boulè* qui prend en charge les affaires courantes, l'*héliée* où on rend la justice, le « Prytanée où siègent les cinquante conseillers qui, pendant un dixième de l'année civique, occupent ce bâtiment de l'agora, par la voie du suffrage<sup>461</sup> ». En plus des assemblées ordinaires sur la Pnyx où se décidaient les décrets, d'autres assemblées extraordinaires (avec un quorum plus élevé) « devaient prendre des décisions concernant le statut des individus : ostracisme, vote d'exemption des lois (*adeia*), adoption ou expulsion d'un citoyen<sup>462</sup> ». Il faut préciser qu'en dehors des archontes, des bouleutes et des héliastes, les magistratures électives étaient réservées aux citoyens les plus fortunés<sup>463</sup>.

Sous la République romaine, les assemblées prennent les traits de comices. Les comices centuriates et tributes<sup>464</sup> réunissent le peuple tout entier à la différence des comices plébéiens (le *concilium plebis*) qui se déroulent en l'absence des patriciens<sup>465</sup>, sous la direction des tribuns de la plèbe. Le vote y est individuel mais le décompte des voix par unité collective, par classe (centurie) ou par territoire (tribus) favorise les plus fortunés, patriciens ou propriétaires fonciers. Le forum romain est ainsi le lieu où se rencontrent - physiquement – direction politique et participation populaire. Mais il n'est pas seulement le théâtre des discours tribunitiens ou des rites électoraux servant à distribuer les postes de sénateurs, magistrats ou édiles : sur le forum, il était aussi donné de « voir le peuple réuni injurier le Sénat, le Sénat injurier le peuple, courir en tumulte par les rues, fermer les boutiques et même la plèbe toute entière sortir de Rome, toutes choses qui effrayent rien qu'à les lire<sup>466</sup>. » Machiavel fait le récit de ces « manières [...] extraordinaires et presque sauvages<sup>467</sup> » par lesquelles les cris et sifflets interrompaient les

---

<sup>460</sup> Roland MARTIN, « Agora et Forum » in *Mélanges de l'École française de Rome. Antiquité*, tome 84, n°2. 1972. pp. 903-933. L'historien souligne la mutation de l'agora qui se referme et « se coupe progressivement du reste de la ville ».

<sup>461</sup> Pierre VIDAL NAQUET, « Tradition de la démocratie » in Moses FINLEY, *Démocratie antique et démocratie moderne*, Payot, 1976.

<sup>462</sup> Claude NICOLET, *Le métier de citoyen dans la Rome républicaine*, op cit, Chapitre VII.

<sup>463</sup> Le théâtre constitue aussi un espace public avec les assemblées. Cf Noémie VILLACÈQUE, *À l'Assemblée comme au théâtre: pratiques délibératives des Anciens, perceptions et résonances modernes*, Presses universitaires de Rennes, 2018.

<sup>464</sup> Claude NICOLET, *Le métier de citoyen dans la Rome républicaine*, op cit.

<sup>465</sup> Dans les comices centuriates, le peuple se réunit en centuries en fonction des inégalités de richesse tandis que les comices tributes se rassemblent en fonction du découpage territorial en tribus : il n'y a que dans les comices plébéiens, qui traitent notamment des abus de pouvoir, que le peuple se rassemble sans distinction de richesse ou de propriété.

<sup>466</sup> Nicolas MACHIAVEL, *Œuvres*, (trad.) Christian Bec et Frédérique Verrier, Paris, Robert Laffont, 1996, p. 196 - 197.

<sup>467</sup> *Ibid*

harangues, la plèbe des travailleurs des champs et des rues se dressant contre ceux qui la dirigeaient, allant parfois jusqu'à faire sécession. Le retrait plébéen sur le mont Aventin (- 492 av. JC), au début de la République fondée en – 509 av. JC., a ainsi fait couler beaucoup d'encre. Machiavel fait une analyse conséquentialiste de ces fureurs populaires tant décriées par les historiens antiques et les philosophes modernes dont la fascination pour l'ordre n'a d'égal que l'aversion pour le désordre (comme on l'a vu avec Schumpeter) :

« Je soutiens à ceux qui blâment les querelles du Sénat et du peuple, qu'ils condamnent ce qui fut le principe de la liberté, et qu'ils sont beaucoup plus frappés des cris et du bruit qu'elles occasionnaient dans la place publique que des bons effets qu'elles produisaient<sup>468</sup>. »

Ces séquences d'interactions parfois brutales rappellent la double face des places publiques entre rapport d'instrumentation par le pouvoir (l'exemple de la statue de la place de la République est probant puisqu'elle sert à empêcher les occupations populaires<sup>469</sup>) et dynamiques de réappropriations par en bas. Cette tension évoque le terme arabe de la place comme *maïdan*. Cette notion présente le double avantage de décentrer le regard souvent focalisé sur l'agora grecque ou le forum romain et ainsi d'échapper à un biais eurocentrique. Il rappelle aussi combien ces espaces à ciel ouvert se caractérisent par l'absence d'un usage imposé qui génère des conflits et des interprétations variées.

Fréquemment utilisé en turc, le « *maydân* », qui désigne initialement les champs dédiés aux courses de chevaux, concentre une pluralité de variantes orthographiques et de significations, reflet de ses usages multiples sous forme d'arène, d'esplanade ou de marché. Dans les zones rurales ou périphériques d'Istanbul, il désigne un espace laissé vacant par l'État et donc propice aux rencontres et interactions sociales. Dans les centres urbains, son usage est plus régulé par les pouvoirs publics avec des monuments et commémorations officielles. Comme le souligne Nilüfer Göle<sup>470</sup>, les usages les plus courants du *meydan*, comme l'expression « sortir sur le meydan » (« *meydana çıkmak* ») qui signifie « être porté au jour », « se rendre visible » ou « apparaître » confirment la tendance à la « déterritorialisation<sup>471</sup> » du terme qui devient de plus en plus synonyme de mise en visibilité publique. Cette ambivalence du terme *meydan* rappelle

---

<sup>468</sup> Nicolas MACHIAVEL, Discours sur la première décade de Tite-Live, Bibliothèque Berger-Levrault, 1980 (1531), Chapitre IV.

<sup>469</sup> Joëlle ZASK, *Quand la place devient publique*, Le Bord de l'Eau, 2018.

<sup>470</sup> Nilüfer GÖLE, « Maidan : nouveau protagoniste du politique », 2019 [<https://doi.org/10.26095/ghsa-qp60>]. Toutefois, les expressions pour défier l'adversaire sont souvent utilisées en association avec la place, comme « *meydan okumak* » ou « *hodri meydan* », (« je t'attends si tu en as le courage » ou « vas-y si tu en as le courage »). Le défi public, l'invitation à se rendre sur place comme dans un espace de visibilité, d'affrontement et de « duel », prend au fil du temps une signification métaphorique et abstraite.

<sup>471</sup> Jean-François PÉROUSE, « De la « déterritorialisation » au réinvestissement d'un mot de la ville : le cas de meydan en turc » in *Les mots de la stigmatisation urbaine*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2006

que les places publiques ne sont pas seulement des espaces de représentation solennelle et de contrôle par les autorités publiques : c'est ainsi que l'occupation du parc Gezi et de la place Taksim a donné lieu à des pratiques de contestation et d'auto-organisation qui donnent une dimension agonistique au *meydan* que ne permet guère de saisir la théorie communicationnelle. Celle-ci semble d'autant moins opérante qu'elle n'offre que peu de voies de recours dans des contextes ou situations autoritaires.

Dans la perspective délibérative de Habermas, la confrontation publique des arguments tisse un consensus. Il est question d'élucider le potentiel d'entente contenu dans tout acte de langage, à l'aune d'un horizon de réconciliation. Il semble que Habermas sous-estime la possibilité inverse d'actes de langage qui interrompent le cours des choses sans nécessairement se donner un objectif de conciliation. En envisageant les citoyens uniquement comme des porteurs d'opinion, la théorie délibérative de la démocratie omet d'interroger la mise en débat de ce qui fait qu'une opinion va être jugée recevable par les co-citoyens et les autorités publiques. Elle véhicule une image édulcorée d'une place publique où le langage permet de surmonter les désaccords<sup>472</sup>. La théorie délibérative telle qu'elle ressort des écrits de Habermas procède d'une conception *faible* du conflit qui tient notamment au caractère normatif de sa démarche. Au lieu de mettre la théorie à l'épreuve de la pratique, celle-ci préfère tracer les contours de ce qu'elle *devrait être* dans l'idéal, cédant à l'illusion de maîtrise d'un « lieu de surplomb<sup>473</sup> ». Cette manière d'envisager le rapport entre théorie et pratique, de subordonner la praxis à la philosophie<sup>474</sup>, de « tenir le monde couché à ses pieds<sup>475</sup> » laisse entendre que les questions politiques sont susceptibles de vérité. Elle se situe aux antipodes des théories de la démocratie « radicale <sup>476</sup> », « agonistique<sup>477</sup> » ou « sauvage » qui ont engagé une critique forte de la théorie habermassienne et ouvrent la voie à une conception alternative de l'espace public. Cette critique s'énonce depuis

---

<sup>472</sup> Etienne TASSIN, *Un monde commun. Pour une cosmopolitique des conflits*, Paris, Seuil, 2003. Tassin fait ressortir le déphasage entre *lexis* et *praxis*, entre énoncés abstraits et des énoncés ancrés dans le monde vécu.

<sup>473</sup> Pour une élucidation du « lieu de surplomb » comme mise en garde méthodologique qui vient du « point de survol » de Merleau-Ponty, cf Alain CAILLÉ, « Hommage à Claude Lefort », *Revue du MAUSS*, 2011, no 1, p. 25-28.

<sup>474</sup> Ce qui soulève la question cardinale du rapport entre philosophie et politique : la politique des philosophes serait celle qui préserve l'activité philosophique et le meilleur gouvernement celui qui lui accorde une position de choix. On renvoie ici la critique de la philosophie politique par Arendt. (Hannah ARENDT, Karl JASPERS, *La philosophie n'est pas tout à fait innocente*, Payot & Rivages, 2006.) et à l'hypothèse de lecture suggérée par Abensour (Miguel ABENSOUR, *Hannah Arendt contre la philosophie politique*, Sens&Tonka, 2006).

<sup>475</sup> Maurice MERLEAU-PONTY, *Signes*, Paris, Gallimard, 1960, p. 31.

<sup>476</sup> Martin BREAUUGH, (éd.), *Thinking radical democracy: the return to politics in post-war France*, Toronto, University of Toronto Press, 2015.

<sup>477</sup> L'adjectif vient du grec *agon* et spécifie l'affrontement régulé entre adversaires par opposition au combat à mort entre ennemis. Audric VITIELLO, « La démocratie agonistique. Entre ordre symbolique et désordre politique », *Revue du MAUSS* 2/2011, n° 38, p. 213-234 m

un paradigme extérieur qui appréhende le politique comme une réalité phénoménale : elle ne s'inscrit pas à l'intérieur de l'univers conceptuel habermassien et peut donc être qualifiée d'*externe*.

### **3. La démocratie par le conflit : la critique de l'espace public habermassien**

Au présupposé de l'entente auquel souscrit Jürgen Habermas, Jacques Rancière oppose une définition symétrique de la politique comme *mésentente*. « Les cas de *mésentente* sont ceux où la dispute sur ce que parler veut dire constitue la rationalité même de la situation de parole<sup>478</sup> ». Il fait remarquer que la parole reste indissociable du compte qui en est fait. Toute situation de parole est donc prise dans une division entre *logos* et *phoné*, entre ce qui est perçu et classé comme parole intelligible et comme du bruit informe. La *mésentente* ne correspond pas à une méconnaissance ou un malentendu<sup>479</sup> qui proviendrait de l'ambiguïté des jeux de langage ou de difficultés de compréhension.

#### **3.1. L'hypothèse du dissensus**

« Par *mésentente*, on entendra un type de déterminé de situation de parole : celle où l'un des interlocuteurs à la fois entend et n'entend pas ce que dit l'autre. La *mésentente* n'est pas le conflit entre celui qui dit blanc et celui qui dit noir. Elle est le conflit entre celui qui dit blanc et celui qui dit blanc mais n'entend point la même chose ou n'entend point que l'autre dit la même chose sous le nom de blancheur<sup>480</sup>. »

Il ne s'agit pas de nier que « toute interlocution suppose une compréhension d'un contenu de l'illocution<sup>481</sup> », mais de souligner que toute situation de parole n'est pas tendue vers la

---

<sup>478</sup> Jacques RANCIERE, *La mésentente*, Galilée, 1995, p. 13. Il développe déjà une critique similaire dans : Jacques RANCIERE, *Aux bords du politique*, Gallimard, 2004 (1990), p. 240 – 244, soulignant que « l'action communicationnelle [...] présuppose les partenaires déjà constitués comme tels ».

<sup>479</sup> Elle doit aussi être distingué du différend de Jean-François Lyotard : le concept de *mésentente* peut s'interpréter en partie comme une réponse à Lyotard. Cf Jean-François LYOTARD, *Le différend*, Paris, Editions de Minuit, 1984. En supposant la possibilité de formuler un tort, la *mésentente* se différencie de l'absence de régime de phrase, d'une scène commune susceptible de renouer la situation d'interlocution.

<sup>480</sup> Jacques RANCIERE, *La mésentente*, *op cit*, p. 12.

<sup>481</sup> Jacques RANCIERE, *La mésentente*, *op cit*, p. 77. Il renvoie dos-à-dos les conceptions schmittiennes et habermassiennes, la transparence communicationnelle et l'opacité guerrière, de la politique comme guerre ou comme délibération. Cependant, la position d'Habermas est plus nuancée sur ce point si on se réfère au débat qui l'a opposé à Karl-Otto Apel qui . Contrairement à ce dernier qui prétend produire des fondations ultimes à la discussion, ces principes restent révisables par une discussion pour Habermas. Cf Jürgen HABERMAS, *De l'éthique de la discussion*, Paris, Cerf, 1992. On consultera aussi : Christian BOUCHINDHOMME, « Une querelle de famille I. Aux sources de la controverse entre Apel et Habermas » in Rainer ROCHLITZ (éd.), *Habermas. L'usage public de la raison*, Presses Universitaires de France, 2002, pp. 31-66.

réalisation du potentiel d'entente qu'elle contient. Elle n'est pas nécessairement orientée vers un horizon de réconciliation contrairement à ce que suggère Habermas. Une situation d'interlocution peut tout aussi bien faire émerger un conflit entre les parties prenantes qui porte plus spécifiquement sur les coordonnées de la situation, sur *ce* qui compte (la définition de l'objet et les modalités de la discussion) et sur *ceux* qui comptent au sens où ils ont voix au chapitre<sup>482</sup>. Dans une situation de mésentente telle que la conçoit Rancière, l'enjeu est d'échapper à la gravité de la « police », de se soustraire à ses hiérarchies (objectivées par des titres ou subjectivées par l'intériorisation de l'incompétence) en revendiquant l'égalité de tous les êtres parlants.

Pour Rancière, la vérification de cette égalité des êtres parlants est l'opération politique majeure. Les sujets de cette politique fondée sur une présupposition égalitaire en sont aussi les objets : l'activité politique « déplace un corps du lieu qui lui était assigné ou change la destination d'un lieu, [...] fait voir ce qui n'avait pas lieu d'être vu, fait entendre un discours là où seul le bruit avait son lieu<sup>483</sup> ». Ce qui est en jeu ne concerne donc pas seulement des opinions, des points de vue mais d'abord les corps qui en sont porteurs. Elle problématise les coordonnées du champ d'expérience, les frontières du dicible, du visible et du pensable comme si le conflit était porté à la puissance deux. Ce qui se joue au cours d'une prise de parole - la formation de l'opinion publique dans les termes de Habermas - ne tiendrait pas tant à la production d'un consensus qu'à la manifestation d'un dissensus, à la capacité, collective ou individuelle, à interrompre le cours des choses. Les objections lancées par Rancière, qui n'ont pas toutes la même portée, résonnent alors avec la critique esquissée en creux par Lefort :

« Dans la démocratie elle-même, l'institution des libertés individuelles et politiques ne saurait faire oublier que la liberté n'est pas donnée ; la parole requiert toujours une interruption des rapports réglés entre les hommes, un droit qui excède toute définition, une sorte de violence. N'est-ce pas ce que fait entendre la formule : la liberté, on la prend ?<sup>484</sup> ».

« Cette violence est fondatrice<sup>485</sup> » précise Lefort rappelant que les droits n'ont pas été généreusement octroyés mais *conquis* au prix de luttes et mobilisations collectives souvent coûteuses. Le droit en excès sur toute définition, indéfini, peut s'interpréter comme le « droit à

---

<sup>482</sup> Jacques RANCIERE, *La mésentente*, *op cit*, p. 14 – 15. En voici l'extrait : « Les structures de mésentente sont celles où la discussion d'un argument renvoie au litige sur l'objet de la discussion et sur la qualité de ceux qui en font un objet. »

<sup>483</sup> Jacques RANCIERE, *La mésentente*, *op cit*, p. 53.

<sup>484</sup> Claude LEFORT, *Ecrire à l'épreuve du politique*, Calmann-Levy, 1992, p. 51.

<sup>485</sup> *Ibid.* Sa position rejoint alors celle d'Arendt quand elle souligne que tout commencement politique, toute fondation se mêle à la force. Hannah ARENDT, *Essais sur la révolution*, Gallimard, 1965.

avoir des droits<sup>486</sup> ». Il s'exerce par la force – du nombre, du symbole, des corps – et n'exclut pas le recours à une violence susceptible de produire des effets interruptifs, de dépacifier temporairement l'ordre établi. Chez Lefort (mais c'est aussi valable chez Rancière), il n'est donc pas seulement question de transformer les préférences individuelles par la délibération mais d'interrompre le cours des choses, ce qui constitue déjà en soi une politique :

« En la formulation, ils défendent certes leurs intérêts, mais ils ont aussi conscience d'être victimes, plus que d'un dommage, d'un *tort* tant que leur parole n'est pas entendue<sup>487</sup> ».

Lefort pose une distinction fondamentale entre la défense des intérêts, fût-elle collective, et la revendication d'un tort. La première suppose l'inscription dans un espace symbolique commun – reconnu comme légitime – tandis que l'expérience du tort « excède l'espace du dialogue puisqu'il problématise les coordonnées qu'il faut accepter pour y participer<sup>488</sup> ». A travers les luttes pour les droits se fait jour une « revendication par principe illimitée<sup>489</sup> » qui ne se résorbe pas dans des négociations d'intérêts risquant au contraire de précipiter le « processus de corruption de la démocratie<sup>490</sup> » lorsqu'ils se trouvent instrumentalisés à des fins électorales ou partisans. Cette « division originaire », ce « litige fondamental, [...] qui porte sur le compte de ses parties avant même de porter sur leurs droits<sup>491</sup> » apparaît sous la plume d'Arendt comme le principe générateur du « droit à avoir des droits<sup>492</sup> » et soulève la question centrale de l'accès au droit. En misant sur la productivité du « circuit délibératif<sup>493</sup> », dont les droits sont un élément charnière, la théorie normative de Habermas ne s'attarde guère – ce qui est logique compte-tenu de son orientation idéaliste – sur les nombreux court-circuit<sup>494</sup> de la délibération par les coulisses (les mobilisations qu'on peut qualifier de « discrètes » mais qui n'en sont pas moins efficaces comme le lobbying).

C'est aussi en ce sens que Miguel Abensour accuse Habermas de céder à la dérive de l'irénisme. Cette attitude philosophique ferait abstraction de la domination, appréhendant le monde social

---

<sup>486</sup> Claude LEFORT, *Le temps présent. Ecrits 1945 – 2005*, op cit, p. 1030.

<sup>487</sup> Claude LEFORT, *Essais sur le politique. XIXème-XXème*, op cit, p. 54.

<sup>488</sup> Anders FJELD, *Jacques Rancière. Pratiquer l'égalité*, Editions Michalon, 2018, p. 55.

<sup>489</sup> Claude LEFORT, *Le travail de l'oeuvre*, op. cit, p. 723.

<sup>490</sup> Claude LEFORT, *Le temps présent*, op. cit, p. 477.

<sup>491</sup> Jacques RANCIERE, *La Mésentente. Politique et Philosophie*, Paris, Galilée, 1995 : « C'est au nom du tort qui lui est fait par les autres parties que le peuple s'identifie au tout de la communauté. Ce qui est sans part – les pauvres antiques, le tiers état ou le prolétariat moderne – ne peut en effet avoir d'autre part que le rien ou le tout. Mais aussi c'est par l'existence de cette part des sans-part, de ce rien qui est tout, que la communauté existe comme communauté politique, c'est-à-dire comme divisée par un litige fondamental, par un litige qui porte sur le compte de ses parties avant même de porter sur leurs "droits" »

<sup>492</sup> L'expression est d'Hannah Arendt. Elle le définit comme le droit de « vivre dans un contexte où l'on est jugé d'après ses actions et opinions ». cf Hannah ARENDT, *Le système totalitaire. Les origines du totalitarisme*, Seuil, 2005 (1951).

<sup>493</sup> L'expression est d'Habermas : notons qu'il cherche à dépasser l'opposition entre libéralisme et républicanisme en développant la thèse d'une co-originarité entre droits subjectifs et auto-législation. Même si la publication du texte de Lefort est antérieure à la parution de *Droit et démocratie*, nul doute cependant que Lefort vise Habermas même s'il ne le mentionne pas explicitement.

<sup>494</sup> On pourrait objecter que les mobilisations collectives sont aussi une forme de voies détournées : il semble plus pertinent de raisonner en termes d'accélération du circuit délibératif pour reprendre les mots d'Habermas.

au prisme d'une « intersubjectivité douce, heureuse, sans drame ni détour<sup>495</sup> ». Elle serait sous-tendue par une « représentation de la politique comme une activité qui serait appelée à se déployer dans un espace lisse, sans aspérité, sans clivage ni conflit<sup>496</sup> ». Autrement dit, l'irénisme qu'Abensour impute à Habermas proviendrait d'une tendance à minimiser l'ancrage des relations intersubjectives dans les rapports sociaux. Si Abensour ne nomme pas directement Habermas, il insiste sur le fait que ce biais affecterait principalement les philosophies d'orientation néokantienne<sup>497</sup> qui font « comme si le politique pouvait être pensé uniquement à partir de la liberté de penser et de la liberté de communiquer qu'elle implique<sup>498</sup> ». Cette tendance à occulter ou minimiser les structures de la domination s'éclaire à la lumière de la dérive symétrique du catastrophisme<sup>499</sup> qui au contraire en vient à confondre le politique et la domination. « Cette attitude [...] consiste à penser, écrit Abensour, que tout est rapport de domination, sans exception, sans possibilité d'ouvrir un espace ou un temps de liberté qui échapperait à la scission entre dominants et dominés<sup>500</sup>. » Il n'y aurait pas d'issue à ce continuum d'exploitation, d'oppression et de domination qui plonge l'humanité dans l'obscurité de la répétition dont se délectent les sociologies de la démystification.

### **3.2. Une conception dissensuelle de l'espace public : éléments pour une phénoménologie de l'espace public**

Les critiques de la démocratie délibérative qu'on vient de recenser sont congruentes en ce qu'elles refusent la structure téléologique de l'entente qui assigne à la sphère publique (« l'espace public ») un objectif final de conciliation. Dans la perspective de Habermas, l'enjeu des procédures d'argumentation qui font appel à la raison est, selon Tassin, de « convertir la violence encluse dans les corps et les intérêts en opinions divergentes mais raisonnables capables de coopérer dans une politique délibérative<sup>501</sup> ». En d'autres termes, Habermas écarte l'hypothèse qu'il puisse subsister des points de vue irréconciliables puisque la trame argumentative est tendue vers un consensus qui reste provisoire et révisable<sup>502</sup>. Celui-ci repose

---

<sup>495</sup> Miguel ABENSOUR, *Pour une philosophie politique critique, op cit*, p. 310. On peut cependant déplorer qu'Abensour n'entre pas davantage en discussion avec Habermas.

<sup>496</sup> Miguel ABENSOUR, *Pour une philosophie politique critique, op cit*, p. 294..

<sup>497</sup> Miguel ABENSOUR, *Pour une philosophie politique critique, op cit*, p. 310.

<sup>498</sup> *Ibid*, p. 310.

<sup>499</sup> Miguel ABENSOUR, *Pour une philosophie politique critique, op cit*, p. 308.

<sup>500</sup> Miguel ABENSOUR, *Pour une philosophie politique critique, op cit*, p. 294.

<sup>501</sup> Etienne TASSIN, « Espace commun ou espace public ? », *Hermès*, 1991, vol. 10, p. 25.

<sup>502</sup> Le consensus ne reçoit pas la même signification chez Jürgen Habermas et chez John Rawls. Le consensus par confrontation du premier est toujours à reconstruire à l'épreuve des divergences et soubresauts de la vie sociale et



sur une position à la fois rationnelle et majoritaire qui se fonde sur l'élimination progressive des positions non rationnelles et sur la construction d'une position majoritaire<sup>503</sup>. L'espace public devient le lieu et la modalité de production d'un consensus qui n'en reste pas moins faillible compte-tenu du caractère insurmontable de certains clivages. En somme, il s'agit d'effacer ce qui sépare pour construire ce qui rapproche. Aux yeux de Tassin, Habermas mésinterprète lourdement Arendt<sup>504</sup> en assignant à l'espace public un objectif de productivité et en donnant à l'activité politique un contenu communicationnel. Ce qui constitue une vision réductrice de l'action politique si on s'en réfère à la phénoménologie de l'action telle que la développe Arendt au chapitre cinq de *Condition de l'homme moderne*<sup>505</sup> comme « mise en commun des paroles et des actes ». L'action qu'elle situe au principe de toute politique est loin de s'épuiser dans les actes de langage bien qu'elle mobilise souvent le régime de la persuasion et l'art de la rhétorique. Rares sont en effet les actions dépourvues de discours oraux ou écrits, parlés ou chantés, scandés ou murmurés. Toujours est-il que l'antagonisme consubstantiel à l'*agir* au sens arendtien (agir suppose d'agir avec d'autres mais aussi contre d'autres, donc des protagonistes et des antagonistes) du terme ne saurait se circonscrire « aux seuls affrontements discursifs<sup>506</sup> » sans être pour autant pathologique ou dysfonctionnel.

C'est à partir de ce retour vers la texture des choses politiques que peut se déployer une conception alternative de l'espace public. Il gagne en effet à être ressaisi comme espace d'apparition<sup>507</sup> qui n'appartient à personne et revêt une dimension symbolique : sa vocation

---

reste donc faillible tout en façonnant un horizon commun de la réconciliation. Le consensus par recoupement de Rawls constitue un prérequis qui ordonne la société et s'établit en amont afin de déterminer des principes de justice équitables. La théorie de la justice rawlsienne repose sur une conception arrêtée du pluralisme qu'il qualifie de « raisonnable » au sens où il est le fait de personnes qui font usage de leur raison publique et exclut les doctrines jugées « irrationnelles ». Selon Rawls, est raisonnable celui ou celle qui est prêt à souscrire aux principes et critères qui assurent une coopération équitable dans l'assurance que les autres feront de même. Autant le consensus par recoupement de Rawls cherche à concilier des visions du monde, autant le consensus par confrontation se veut plus pragmatique en ce qu'il cherche à résoudre les problèmes qui découlent notamment de l'irréductibilité du polythéisme des valeurs. Pour cette « querelle de famille » entre les deux auteurs, cf Jürgen HABERMAS, John RAWLS, *Débat sur la justice politique*, Editions du Cerf, 1997.

<sup>503</sup> Etienne TASSIN, « Espace commun ou espace public ? », *op cit.*

<sup>504</sup> Cette divergence interprétative tient au fait que la lecture de Tassin se déploie depuis la phénoménologie politique d'Arendt et non de sa philosophie du jugement qui présuppose une communauté de goût au sein de laquelle le beau fasse consensus. Cf Hannah ARENDT, *La crise de la culture*, Gallimard, 1972 (1968), p. 253 – 288. Pour un point de vue habermassien sur la manière dont Habermas discute et critique Arendt. cf Jean-Marc FERRY, *Habermas. L'éthique de la communication*, Presses Universitaires de France, 1987, pp. 75-115.

<sup>505</sup> Le titre anglais *The Human condition* semble cependant plus fidèle à l'inspiration originelle d'Arendt et à son analytique de l'agir.

<sup>506</sup> Etienne TASSIN, « Espace commun ou espace public ? », *op cit.*, p. 26.

<sup>507</sup> L'apparition s'oppose ici au phénomène inverse, qui est aussi un cas-limite, des disparitions politiques qui, en tentant de supprimer les conditions de possibilité du politique, ont enclenché des processus de repolitisation transgénérationnelle. Sur les cas des disparus sous le franquisme, cf Sélim SMAOUI, *La mobilisation comme gouvernement de soi : s'engager et lutter pour la mémoire et la cause des victimes du franquisme en Espagne (2000-2013)*, Thèse de doctorat en science politique, Institut d'Etudes Politiques de Paris, 2016.

n'est alors pas tant de résoudre les conflits que de les faire émerger. La reconceptualisation de l'espace public comme apparition tient à la nature phénoménale du politique aussi. Si on suit Merleau-Ponty, le politique n'aurait d'autre consistance que celle de l'apparence :

« Comme des miroirs disposés en cercle transforment une mince flamme en féerie, les actes du pouvoir, réfléchis dans la constellation des consciences, se transfigurent et les reflets de ces reflets créent une apparence qui est le lieu propre et en somme la vérité de l'action historique<sup>508</sup>. »

La métaphore de la flamme à laquelle le jeu des reflets donne les apparences d'une féerie vise à mettre en lumière la nature phénoménale du politique<sup>509</sup>. Les choses politiques ne sont pas à considérer comme des *objets* qu'on peut maîtriser ou découper mais comme des *phénomènes* qui apparaissent et se donnent à voir. En politique, être et paraître ne sont pas séparés mais coïncident comme le fait valoir Arendt. Une telle approche procède d'un renversement ontologique par rapport à une tradition métaphysique qui présuppose la supériorité de l'Être sur le paraître, l'existence d'un arrière-monde auquel il serait nécessaire d'accéder pour connaître le vrai. Reconnaître la phénoménalité du politique réhabilite au contraire l'idée d'une profondeur de la surface<sup>510</sup>. Ceci appelle deux remarques.

Le pouvoir dont les actes se réverbèrent sur les consciences porte autour de lui un « halo » comme le souligne Merleau-Ponty ; il n'est pas dissociable d'une image qu'il ne peut maîtriser que de manière incertaine et partielle. C'est la raison pour laquelle Machiavel préconise au Prince de *paraître* libéral de sorte à ne pas être haï puisqu'à la fois le peuple et les Grands lui attribuent des qualités (peu importe qu'il feigne ou non de les avoir). On peut ajouter que les consciences qu'évoque Merleau-Ponty ne sont pas seulement spectatrices : elles ne sont d'ailleurs ni muettes ni immobiles mais susceptibles d'agir et ainsi de se réfléchir, de se transfigurer dans le milieu d'apparence sur lequel le pouvoir n'exerce aucun monopole. C'est ainsi que se forme un « espace social sensible à soi où les classes, les institutions, les acteurs individuels ne se trouvent pas extérieurs les uns aux autres<sup>511</sup> » mais où chacun s'ouvre à soi « de toute la distance que déploie en lui la présence des autres<sup>512</sup> ». La présence des uns aux

---

<sup>508</sup> Maurice MERLEAU-PONTY, « Note sur Machiavel », *Les Temps Modernes*, n°48, octobre 1949. Sur la question du politique comme apparence, cf. Serge AUDIER, *Machiavel, conflit et liberté*, Vrin, 2005, p. 182 – 185.

<sup>509</sup> De la même manière que le monde a une consistance phénoménale puisqu'il nous apparaît en même temps que nous en faisons partie.

<sup>510</sup> Myriam REVAULT d'ALLONNE, « Peut-on parler philosophiquement politique ? Merleau-Ponty et Hannah Arendt lecteurs de Machiavel », Gérald SFEZ (éd.), *L'enjeu Machiavel*. Presses Universitaires de France, 2001, pp. 179-198.

<sup>511</sup> Claude LEFORT, *Le travail de l'oeuvre*, op cit, p. 731 - 732

<sup>512</sup> *Ibid.*

autres les engage à se déchiffrer mutuellement (ou à s’y refuser obstinément) tissant la trame imprévisible d’un espace d’apparition.

Ceci étant, si les apparences ne sont pas toujours trompeuses en politique, elles ne sont pas non plus systématiquement vraies. Les faux-semblants s’opposent alors aux « vrais semblants », à ce qui semble vrai et qui n’est « rien d’autre que la façon dont les choses nous apparaissent sous tel ou tel profil, sous tel ou tel point de vue déterminé<sup>513</sup> ». L’apparence n’est donc pas synonyme de transparence : appréhender la politique nécessite de prendre en considération la détermination des points de vue, l’ouverture à une pluralité de perspectives qui est source d’ambiguïté (une « multiplicité perspective<sup>514</sup> » écrit Merleau-Ponty).

Encore faut-il dégager les traits saillants de cet espace public d’apparition qui confère au politique son autonomie. En premier lieu, cet espace d’apparition s’arrime à un principe de publicité qui le différencie « des espaces communs non publics, des communautés qu’à juste titre et pas seulement au sens juridique, on nomme privées<sup>515</sup> ». Dans cette perspective, seuls comptent les actes et paroles tenues en public, devant d’autres<sup>516</sup> et non les motifs qui y président ou les effets imprévisibles qu’elles produisent. Cet espace s’ouvre et se nourrit des mots et des actions de celles et ceux qui le façonnent. « La dualité du parler et de l’entendre dans l’espace public est *multipliée*<sup>517</sup> » : l’apparition est en effet synonyme de production et de réception par un public qui émet des jugements réfléchissants<sup>518</sup>. Ceux-ci se décident en situation, dans l’incertitude, à l’inverse des jugements d’adéquation qui supposent la connaissance préalable d’une règle universelle.

Le second trait distinctif de l’espace public tient à ce qu’il n’est à proprement parler l’espace de personne. Il s’agit d’un espace d’impropriété qui se spécifie par la commune étrangeté des uns aux autres. La sociologie urbaine de l’école de Chicago a déjà montré comment la promiscuité urbaine ouvre un milieu de perception mutuelle où chacun fait l’objet d’une

---

<sup>513</sup> Myriam REVAULT d’ALLONNE, « Peut-on parler philosophiquement politique ? Merleau-Ponty et Hannah Arendt lecteurs de Machiavel », *op cit.* L’expression « vrai semblant » est de Myriam Revault d’Allonnes.

<sup>514</sup> Maurice MERLEAU-PONTY, *Le visible et l’invisible*, Gallimard, 1964, p. 239. C’est un élément décisif à prendre en compte dans la suite de ce travail, en particulier en ce qui concerne les analyses sociologiques qui se donnent d’emblée pour objectif d’identifier les causes cachées – la classe sociale, la diffusion, l’accélération technologique – des « mouvements de places » sans considérer leur consistance propre de *rassemblement*, soit la manière dont ces phénomènes collectifs apparaissent.

<sup>515</sup> Etienne TASSIN, « Espace commun ou espace public ? », *op cit.*

<sup>516</sup> Qu’il s’agisse d’interactions en face-à-face ou à distance.

<sup>517</sup> Claude Lefort, *L’invention démocratique*, *op cit.*, p. 66. La thématique de la multiplication et de la réversibilité fait écho à la « miraculeuse multiplication du sensible » et à la thématique de la chair chez Merleau-Ponty ; cf Maurice MERLEAU-PONTY, *Signes*, Gallimard, 1960, p. 22.

<sup>518</sup> Etienne TASSIN, « Espace commun ou espace public ? », *op cit.*, p. 36.

« inattention polie » (ou « indifférence civile ») pour reprendre la formule d’Erving Goffman<sup>519</sup>. L’approche phénoménologique rappelle la différence de nature entre le « régime d’impropriété mutuelle<sup>520</sup> » qui institue l’espace public et la logique de la communion des corps qui préside à celle de toute communauté (eucharistique, familiale, nationale). « La parole comme telle, la pensée comme telle s’avèrent [...] n’être la propriété de personne<sup>521</sup> » : elles ne sont en principe assujetties à aucune autorité qui déterminerait le champ du dicible et du pensable. Enfin, cet « espace anonyme de l’institution<sup>522</sup> » s’ouvre par l’expression du désir de ne pas être opprimé ni commandé. « Seul ce désir – qui tient en respect la puissance des particuliers, celle des Grands dont l’existence se définit par une appropriation, est en effet de nature à ouvrir dans la société un espace public<sup>523</sup> ». Celui-ci naît de l’antagonisme des désirs et de leur mise en forme, en sens et en scène publique qui porte au jour les divisions sociales<sup>524</sup>. Il joue un rôle symbolique qui ne vise pas tant à résoudre les conflits<sup>525</sup> qu’à les accueillir et à les mettre en sens.

La caractérisation de cet espace public, anonyme, symbolique rappelle que le politique ne doit pas être conceptualisé comme une entité abstraite ou surplombante mais à travers son enchâssement dans la vie sociale. Chez Lefort, l’usage du masculin induit un privilège vis-à-vis de la politique au sens courant du terme : il signale le passage à une analyse macroscopique des différents types de sociétés à partir de l’élucidation de leurs principes générateurs<sup>526</sup> ; principes qui sont intériorisés, incorporés par les individus en tant que parties d’un tout qui les dépasse. La phénoménologie de l’action d’Arendt<sup>527</sup> situe au contraire le politique au plan des interactions tournées vers une expérience fragile de liberté collective, d’une action qui a pour propriété d’être à la fois liante, révélatrice et instituante<sup>528</sup>. Loin d’être incompatibles, ces deux

---

<sup>519</sup> Erving GOFFMAN (traduit par Daniel Cefaï), *Comment se conduire dans les lieux publics. Notes sur l’organisation sociale des rassemblements*, Économica, 2013, p. 74.

<sup>520</sup> Etienne TASSIN, « Espace commun ou espace public ? », *op cit*, p. 24

<sup>521</sup> Claude LEFORT, *Essais sur le politique. XIXème-XXème*, *op cit*, p. 45. Espace indéterminé, « toujours en gestation » (p. 48), il est « à la mesure de ceux qui se reconnaissent en lui et lui donnent sens » (p. 55).

<sup>522</sup> Claude LEFORT, *Le travail de l’œuvre*, *op cit*, p. 485.

<sup>523</sup> *Ibid.*

<sup>524</sup> Sur ce point, nous renvoyons au travail de Sébastien ROMAN Roman, *Conflit civil et imaginaire social : une approche néo-machiavélienne de la démocratie par l’espace public dissensuel*, Thèse de doctorat en philosophie, Ecole normale supérieure de Lyon, 2011.

<sup>525</sup> James BOHMAN, « Continental Political Philosophy » in COLLECTIF, *The Routledge companion to social and political philosophy*, New York, Routledge, 2013, p. 164.

<sup>526</sup> Claude LEFORT, *Essais sur le politique. XIXème- XXème siècle*, Paris, Seuil, 1986.

<sup>527</sup> Hannah ARENDT, *Condition de l’homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1961, Chapitre V.

<sup>528</sup> Etienne TASSIN, *Le Trésor perdu. Hannah Arendt, l’intelligence de l’action politique*, Payot, 1999. Il caractérise l’action comme révélation de l’acteur, liaison et institution d’une relation plurielle dans l’espace entre celles et ceux qui agissent.

voies se rejoignent si on considère que l'action se déploie dans des formes symboliques dont elle n'est pas dissociable à commencer par le langage. Celles-ci se manifestent aussi à travers les manières de faire et de parler, les pratiques sédimentées qui ancrent l'action collective dans le temps long, dans une durée publique. La lecture du monde social comme « chair<sup>529</sup> » rend compte de cette réversibilité, d'individus qui sont à la fois produits et producteurs<sup>530</sup> d'un espace qui les précède et qu'ils façonnent en retour. Le politique se laisse donc appréhender à la fois à une échelle collective et individuelle, ce qui est une manière de lier la partie et le tout. La décomposition des principes générateurs éclaire « une part secrète de la vie sociale<sup>531</sup> », la « toile de significations<sup>532</sup> » qu'œuvrent à tisser celles et ceux qui, pour une raison ou une autre, se mettent à agir publiquement.

La voie phénoménologique<sup>533</sup> semble donc plus féconde pour saisir ce que Jordi Carmona désigne par le terme de « plein-air pluriel<sup>534</sup> ». Ce qui fait la force et la validité de la phénoménologie de l'action tient à ce que l'opération de réduction<sup>535</sup> qui la caractérise se met à l'écoute du sens vécu par celles et ceux qui agissent et vise ainsi à saisir une pluralité en action de sorte à approcher la tension propre à toute expérience. Pour ce faire, elle met entre parenthèses l'amont et l'aval de l'action partant du principe que sa signification ne s'épuise ni dans les intentions, motifs ou motivations, ni dans les résultats, victoires ou échecs<sup>536</sup>. Saisir ce qui se joue pendant l'action implique donc de mobiliser le pôle subjectif « à partir de qui et de quoi tout prend sens<sup>537</sup> » comme l'écrit Catherine Meyor :

---

<sup>529</sup> La thématization de la « chair » vient de Merleau-Ponty et est reprise par Lefort. Elle permet de sortir du clivage entre les analyses holistiques et individualistes rappelant que les individus ne font pas qu'intérioriser le social, ils ne sont pas que des produits mais aussi des producteurs de sens qui peuvent le transformer en fonction de ce qu'ils extériorisent. Pour une perspective sociologique sur une problématique analogue, cf Bernard LAHIRE, *Dans les plis singuliers du social : individus, institutions, socialisations*, La Découverte, 2013.

<sup>530</sup> Espace « dont les individus sont autant les produits que les instigateurs » écrit Lefort. Claude LEFORT, *Essais sur le politique. XIXème-XXème*, op cit, p. 42.

<sup>531</sup> Miguel ABENSOUR, *Pour une philosophie politique critique*, op cit, p. 254.

<sup>532</sup> Clifford GEERTZ, *The interpretation of Cultures*, New York, Basic Books, 1973, p. 5.

<sup>533</sup> Il est ici question de phénoménologie politique. On n'entrera donc pas dans les débats sur le dialogue entre phénoménologie et sciences sociales tels qu'ils ont été synthétisés par exemple dans l'ouvrage collectif : Bruno KARSENTI, Jocelyn BENOIST, *Phénoménologie et sociologie*, PUF Paris, 2001. On ne fera pas non plus mention du travail d'Alfred Schutz et de son articulation entre phénoménologie et sciences sociales. Cf Daniel CEFAÏ, *Phénoménologie et sciences sociales : Alfred Schutz, naissance d'une anthropologie philosophique*, Librairie Droz, 1998.

<sup>534</sup> Jordi CARMONA, *Patience de l'action*, L'Harmattan, 2017 p. 198. Dans son ouvrage, il vise plus spécifiquement les rassemblements 15M de 2011.

<sup>535</sup> Il ne s'agit pas ici de la réduction transcendantale au sens où l'entend Edmund Husserl qui vise un sujet en dehors du temps et de l'espace mais d'une réduction de premier niveau qui fait appel à l'expérience vécue au pluriel.

<sup>536</sup> Nous renvoyons sur ce point aux analyses de Tassin. Cf Etienne TASSIN, *Le trésor perdu. Hannah Arendt, l'intelligence de l'action politique*, Klincksiek, 2017 (1999)

<sup>537</sup> Catherine MEYOR, « Le sens et la valeur de l'approche phénoménologique », *Recherches qualitatives*, 2005, p. 113.

« L'immersion du phénoménologue dans l'expérience et la reprise à son propre compte des données de cette expérience sont des éléments d'importance de cette méthode, et sur la base d'un retournement, son accomplissement même : plus la description de l'expérience est fine et approfondie, plus on rejoint l'objectivité dans la méthode<sup>538</sup> ».

C'est donc le passage par le subjectif qui permet d'objectiver le flux phénoménal tissé d'expériences plurielles qui ont pour unité de lieu et de temps les rassemblements de places à Barcelone, Istanbul et Paris. En ce sens, la phénoménologie de l'action conjure toute attitude surplombante vis-à-vis de celles et ceux qui, en agissant, apparaissent et produisent autre chose que la somme des participants.

Prendre pour point de départ la réalité phénoménale du politique nous entraîne vers les rives de la « théorie critique française<sup>539</sup> ». Derrière cette étiquette venue d'Outre-Atlantique se dissimule une ligne de pensée hétérogène qui s'apparente davantage à une constellation qu'à une école théorique (avec un corpus délimité et un « maître » à penser). Le dénominateur commun de ce courant hétérodoxe tient à ce qu'il refuse de réduire la démocratie au *statu quo* institutionnel des gouvernements représentatifs tout en refusant de l'abandonner au prétexte de son imperfection manifeste. En dépit de leurs divergences, Etienne Balibar, Jacques Rancière, Cornelius Castoriadis, Miguel Abensour ou encore Claude Lefort repoussent la critique marxiste de la démocratie « formelle<sup>540</sup> ». S'engage alors un effort collectif de reconceptualisation de la démocratie ressaisie comme expérimentation de *n'importe qui* pour Rancière<sup>541</sup>, démocratie directe pour Castoriadis, démocratie insurgente pour Abensour. C'est dans ce creuset que s'inscrit la *démocratie sauvage* de Lefort, cherchant à subvertir la notion de démocratie plutôt que de l'abandonner au moyen d'un concept « bifront ». Obscurcie par une trajectoire intellectuelle oscillant entre radicalisme et libéralisme<sup>542</sup>, la signification d'un concept laissé en friche par Lefort est d'autant plus délicate à saisir que l'épithète « sauvage » signale une résistance aux opérations théoriques.

---

<sup>538</sup> Ibid.

<sup>539</sup> Jean-Philippe DERANTY, (éd.) *Recognition, work, politics: new directions in French critical theory*, Social and critical theory, v. 5, Boston, Brill, 2007.

<sup>540</sup> Le positionnement de Chantal Mouffe et de la démocratie radicale est plus spécifique puisqu'elle fait partie de l'Ecole d'Essex d'analyse du langage.

<sup>541</sup> La démocratie correspond à la manifestation de la « part des sans-parts » selon Jacques Rancière : « Ce nom pour nous banal de démocratie signifie donc originellement une rupture inouïe, l'institution d'un monde à l'envers pour tous ceux qui ont à faire valoir un titre à gouverner. Il signifie le fait que gouvernement spécifiquement ceux qui n'ont aucun titre à gouverner » in Jacques RANCIERE, « Le dissensus citoyen », Carrefour, volume 19, n°2, p. 21-36.

<sup>542</sup> James D. INGRAM, « The Politics of Claude Lefort's Political : Between Liberalism and Radical Democracy », *Thesis Eleven* 87, n° 1, novembre 2006, p. 33-50.

## Section 2. La démocratie au risque du sauvage

Difficile de suivre le fil directeur des textes de Lefort sans avoir connaissance du débat entre « démocratie » et « totalitarisme » : *L'invention démocratique* et son autre totalitaire sont étroitement liés chez Lefort. Faut-il pour autant caricaturer une pensée qui se serait construite contre la hantise du « péril rouge » ? La polarité « démocratie » - « totalitarisme », qui présente des limites indéniables, ne doit pas conduire pour autant à jeter le bébé avec l'eau du bain et réduire l'ensemble de la théorie de Lefort à un discours apologétique qui se satisferait de la démocratie dans son état<sup>543</sup>, en dépit de textes d'intervention<sup>544</sup> qui marquent un net infléchissement par rapport à ses écrits de jeunesse. Il est clair par exemple que Lefort n'a pas pris la mesure de la vague néolibérale qui a déferlé au tournant des années 1980 occultant la face capitaliste de la « modernité » démocratique<sup>545</sup>. Encore faut-il préciser que si Lefort assure s'être défait « du cadre strict de l'interprétation marxiste<sup>546</sup> », cela ne signifie pas qu'il abandonne toute référence à Marx qui demeure un interlocuteur privilégié.

L'intention de ce chapitre n'est pas polémique. Il ne cherche pas non plus à situer Lefort dans l'histoire des idées ou à engager une discussion interne qui éluciderait l'ensemble des implications théoriques du concept de démocratie sauvage. L'enjeu est plus modestement d'interroger son potentiel heuristique, c'est-à-dire sa capacité à éclairer notre présent.

Ceci requiert d'écartier deux contre-sens majeurs qui ont trait au vaste réseau de significations que charrie un terme aussi connoté que celui de « sauvage ». Au contact de la démocratie, l'adjectif « sauvage » prend chez Lefort une signification positive qui se tient au plus loin de ses instrumentalisation politiques. Il rompt aussi avec son usage anticolonial de l'ensauvagement comme processus de « décivilisation », de brutalisation inouïe des pays colonisateurs<sup>549</sup>. Il ne sous-entend pas non plus que la démocratie serait naturelle. De même que « les Athéniens n'ont pas trouvé la démocratie parmi d'autres fleurs sauvages qui

---

<sup>543</sup> Pour un tour d'horizon récent de la question du côté des théories critiques de la démocratie, cf. COLLECTIF, *Démocratie, dans quel état ?*, La Fabrique, 2009.

<sup>544</sup> Une partie de ces textes éparpillés dans des revues et journaux sont repris dans l'ouvrage : Claude LEFORT, *Le temps présent*, op cit. Sur ce point, il faut mentionner l'opposition de Lefort aux grèves de 1995 (dans le texte « Les dogmes sont finis »), prise de position surdéterminée par le soutien à la CFDT et l'hostilité à la CGT, perçue comme un cheval de Troie du PCF. Il est frappant que plusieurs textes postérieurs à ce moment de polarisation du champ intellectuel font un retour vers Machiavel et la thématique de la division et du désordre ce qui ouvre un écart, une tension dont doit tenir compte l'interprétation.

<sup>545</sup> Alain CAILLE, « Hommage à Claude Lefort », *Revue du MAUSS*, vol. 37, no. 1, 2011, p. 25-28.

<sup>546</sup> Claude LEFORT, « Le nouveau et la répétition » in Claude LEFORT, *Elements d'une critique de la bureaucratie*, op cit.

<sup>549</sup> Aimé CESAIRE, *Discours sur le colonialisme*, Paris, Éditions Présence Africaine, 1955.

poussaient sur la Pnyx...<sup>550</sup> », la démocratie n'est pas une vérité secrète ou un phénomène qui serait consubstantiel à toute communauté humaine. C'est avant tout une construction socio-historique qui agence d'une certaine manière la relation ou la division entre gouvernants et gouvernés<sup>551</sup>. En ce sens, Lefort rappelle que l'histoire des démocraties est une histoire de luttes. Il insiste à de nombreuses reprises sur le fait que les démocraties contemporaines se sont « instituées par des voies sauvages, sous l'effet de revendications qui se sont avérées immaîtrisables<sup>552</sup> ». Elle est aussi l'histoire de leur traduction institutionnelle parfois synonyme de domestication par en haut. Ce n'est qu'après avoir suscité une longue et tenace hostilité que le mot « démocratie » a été apprivoisé par les élites politico-administratives qui se sont réappropriées le terme tout au long du XIX<sup>ème</sup> siècle. Les récents travaux<sup>553</sup> sur la récupération « patricienne » éclairent avec force le renversement du « stigmaté démocrate ». Mais le concept prend aussi racine dans la philosophie de Merleau-Ponty et la notion d'« être sauvage » :

« Ce que je veux faire, c'est restituer le monde comme sens d'Être absolument différent du « représenté », à savoir comme l'Être vertical qu'aucune des « représentations » n'épuise et que toutes « atteignent », l'Être sauvage<sup>554</sup> »

On peut donc considérer que chez Lefort, l'adjectif « sauvage » revêt une double signification à la fois théorique et politique. D'un point de vue théorique d'abord, il résonne avec les derniers travaux de Merleau-Ponty et interroge le rapport au savoir. L'Être sauvage indique l'impossibilité de saisir le foisonnement phénoménal dans sa totalité, de l'épuiser et de s'assurer une position de maîtrise. Il contient l'idée d'un surplus, d'un excès de sens qui déborde toute signification instituée et établit un rapport préréflexif au monde, « le tissu commun dont nous sommes faits<sup>555</sup> ». « L'être sauvage renvoie, explique Nicolas Poirier, à ce qui excède notre tentative toujours inaboutie de catégoriser le monde dans sa totalité et d'en cerner la

<sup>550</sup> Cornelius CASTORIADIS, *L'institution imaginaire de la société*, Gallimard, 1975.

<sup>551</sup> Y compris dans le cas de l'autogouvernement si on se réfère à Aristote et à la définition de la citoyenneté démocratique comme une alternance entre la condition de gouverné et de gouvernant.

<sup>552</sup> Claude LEFORT, *L'invention démocratique*, op cit, p. 29.

<sup>553</sup> L'histoire conceptuelle du mot « démocratie » dans la trinité révolutionnaire (Grande-Bretagne, France, Etats-Unis) montre la manière dont le mot a peu à peu perdu son caractère de stigmaté pour finir par se confondre, au fil de ses réappropriations par les professionnels de la politique, comme l'équivalent du régime représentatif dont il était initialement l'antonyme. Francis DUPUIS-DÉRI, *L'esprit antidémocratique des fondateurs de la "démocratie" moderne*, J.-M. Tremblay, 2007. Du même auteur, *Démocratie : histoire politique d'un mot aux États-Unis et en France*. Lux Éditeur, 2019. Cf également la thèse de Hugo BONIN, *Du régime mixte à la « vraie démocratie » : une histoire conceptuelle du mot democracy en Grande-Bretagne, 1770-1920*, Thèse de science politique, Université de Paris 8 et Université de Québec à Montréal, 2020. L'auteur y démontre l'appropriation plus tardive de l'étiquette démocratique par les gouvernants britanniques par rapport à leurs homologues états-uniens et français.

<sup>554</sup> Maurice MERLEAU-PONTY, *Le visible et l'invisible*, Gallimard, 2000 (1964), p. 301.

<sup>555</sup> Maurice MERLEAU-PONTY, *Le visible et l'invisible*, op cit, p. 253.



signification pleine et entière<sup>556</sup> ». Autrement dit, il désigne le noyau qui résiste aux opérations de la raison et induit un surcroît de réflexivité qui force à reconnaître ce qui lui échappe. L'être « brut », l'esprit « sauvage » conteste ce qui est établi, l'ébranle et prend sa source dans l'« obscurité, qui n'est pas privation de lumière, mais la pénombre d'où naît le jour<sup>557</sup> ». Merleau-Ponty thématise également cette part d'irréfléchi à l'échelle individuelle de l'humain comme une « région sauvage de lui-même qui n'est pas investie dans sa propre culture, et par où il communique avec les autres<sup>558</sup> ». En cela, l'être sauvage évoque l'universel latéral, « incessante mise à l'épreuve de soi par l'autre et de l'autre par soi<sup>559</sup> » qui implique de circuler d'un monde social à l'autre.

La transposition du motif « sauvage » à la question politique sonne comme une mise en garde pour qui chercherait à maîtriser la démocratie sur un plan théorique et à en arrêter une définition. Elle évoque aussi, dans un sens davantage politique, l'idée d'une force brute, individuelle ou collective, qui s'exerce de manière impromptue. Sauvage comme une grève, une manifestation ou une action qui s'affranchit du cadre qui lui est légalement (et socialement) assigné. Le terme peut donc impliquer le recours à la force physique, numérique ou symbolique. Il indique surtout un rapport d'extériorité par rapport à la définition institutionnelle et aux pratiques routinisées de la démocratie comme le vote, les associations ou la pétition.

Ces deux fils généalogiques amènent à sonder les variations d'un concept qui se caractérise par son instabilité. La seconde partie de ce chapitre se déroule en trois temps : elle revient d'abord sur les usages et les fondements de la démocratie sauvage à l'aune de la division originaire (1) avant d'interroger les enjeux de sa reconceptualisation par Miguel Abensour (2) pour enfin tenter de ressaisir le concept comme la manifestation du caractère imprévisible du politique (3).

## 1. La démocratie sauvage chez Lefort : un concept insaisissable ?

Poser la question démocratique ne va pas de soi pour qui vient du marxisme, aussi hétérodoxe soit-il. Au début des années 1950, la démocratie fait office de repoussoir pour une bonne partie

---

<sup>556</sup> Claude LEFORT, « L'idée d'être brut et d'esprit sauvage », *Les Temps Modernes*, 1961, vol. 17, p. 253-286. Le rapport de Lefort à Merleau-Ponty au sujet de l'Être sauvage a été développé dans Nicolas POIRIER, *Introduction à Claude Lefort*, La Découverte, 2020, « Chapitre II – L'historicité contre le savoir absolu ».

<sup>557</sup> Claude LEFORT, *Sur une colonne absente. Ecrits autour de Merleau-Ponty*, Gallimard, 1978, p. 17.

<sup>558</sup> Maurice MERLEAU-PONTY, « Rapport de Maurice Merleau-Ponty pour la création d'une chaire d'Anthropologie sociale », Assemblée des professeurs du Collège de France, 30 novembre 1958 in *La lettre du Collège de France*, Hors-Série 2, 2008, p. 49 – 53.

<sup>559</sup> *Ibid.*

du paysage philosophique. Ce n'est pas un axe de réflexion majeur dans les travaux de la revue *Socialisme ou Barbarie*<sup>560</sup> que Lefort quitte en 1957 avec Castoriadis. A eux deux, ils formèrent pendant un temps la tendance trotskyste « Chaulieu-Montal » du nom de leurs deux pseudonymes. Ce n'est que vers la fin des années 1970 que la réflexion autour de la démocratie devient centrale chez Lefort, bien que des signes avant-coureurs aient laissé entrevoir cette bifurcation. En 1966, est publié un texte programmatique qui délimite le champ d'une sociologie de la démocratie<sup>561</sup>. Vaste programme qui ne fait d'ailleurs pas mention de la problématique des droits. La démocratie n'est plus (dis)qualifiée de « bourgeoise<sup>562</sup> » au fur et à mesure que Lefort prend ses distances avec le marxisme<sup>563</sup> : elle devient un point cardinal avec la finalisation de son *opus magnum* *Le travail de l'oeuvre. Machiavel*<sup>564</sup> et surtout en vis-à-vis avec l'élaboration d'une critique du totalitarisme comme forme de société<sup>565</sup>. C'est dans la préface à la seconde édition d'*Éléments d'une critique de la bureaucratie* que ce virage se dessine le plus nettement :

« Il me semble à présent plus vigoureux, plus audacieux, plus fidèle à mon premier mouvement, ou d'un mot usé, perverti, mais *irremplaçable*, (nous soulignons) plus révolutionnaire de m'attacher à une idée libertaire de la démocratie que de poursuivre le rêve du communisme comme s'il pouvait se défaire du cauchemar totalitaire<sup>566</sup> ».

Souvent sous-estimé, le concept de démocratie sauvage peut se déchiffrer à l'aune de « la thèse des deux versants » que Lefort développe plus en détail dans la seconde préface d'*Éléments d'une critique de la bureaucratie* en 1979<sup>567</sup> qui constitue un texte charnière dans sa trajectoire. Force est de constater que, de manière plus générale, la démocratie sauvage pâtit d'un oubli conséquent chez nombre de commentateurs<sup>568</sup>. Selon Hugues Poltier, auteur de la première

---

<sup>560</sup> Les archives de la revue *Socialisme ou Barbarie* sont accessibles en ligne : <http://archivesautonomies.org/spip.php?article758>

<sup>561</sup> Claude LEFORT, « Pour Une Sociologie de La Démocratie », *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations* 21, n° 04, août 1966, 750-68.

<sup>562</sup> Claude LEFORT, *Un homme en trop : réflexions sur L'archipel du goulag*, 2015, p. 233. « Mieux vaudrait [...] renoncer au concept de démocratie bourgeoise et distinguer ce qui relève de la logique démocratique et de celle de la domination ».

<sup>563</sup> Claude LEFORT, « Esquisse d'une genèse de l'idéologie », in Claude LEFORT, *Les formes de l'Histoire*, Gallimard, 1978.

<sup>564</sup> Claude LEFORT, *Le travail de l'oeuvre Machiavel*, op cit.

<sup>565</sup> Critique qui n'est pas neuve sous la plume de Lefort mais succède à la critique anti-bureaucratique qui battait déjà en brèche la thèse trotskyste d'une dégénérescence bureaucratique transitoire en lieu et place d'une domination de classe.

<sup>566</sup> Claude LEFORT, *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, op.cit, p. 15. Cet emploi négatif du terme « communisme » qui revient sans cesse chez Lefort à partir des années 1970 le distingue par exemple de Castoriadis qui se refuse à désigner par ce mot l'expérience soviétique.

<sup>567</sup> Claude LEFORT, *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, Gallimard, 1979 (1971).

<sup>568</sup> Joseph-Yvon THERIAULT, « La leçon de Lefort » in Marc Chevrier, Yves Couture, et Stéphane Vibert, (éd.), *Démocratie et modernité : la pensée politique française contemporaine*, Presses Universitaires de Rennes, p. 236.

monographie consacrée à Lefort<sup>569</sup>, « dans les combats politiques du présent, [sa pensée] n'a guère à nous apporter – sinon peut-être le rappel à une nécessaire vigilance face à une possible dérive totalitaire<sup>570</sup> », d'un mal jamais éradiqué comme le rappelait Pierre Pachet dans la préface à la récente réédition d'*Un Homme en trop*<sup>571</sup>. Poltier pose un diagnostic sans concession affirmant que Lefort ne se soucierait guère de « ceux et celles que l'économie de rentabilité a laissé dans ses caniveaux<sup>572</sup> ». D'autres interprétations de Lefort semblent tout autant réductrices en ce qu'elles le rapprochent exclusivement des thèses libérales : sous la plume de Jean Baudouin, l'institutionnalisation du conflit que Lefort<sup>573</sup> situe au principe de l'expérience démocratique se rapproche de l'intellectualisation de la violence chez Karl Popper<sup>574</sup>. Force est de constater que chez de nombreux exégètes<sup>575</sup>, la démocratie sauvage fait l'objet de critiques allusives. D'autres interprétations la relèvent pour en minimiser la portée invitant même à ne pas faire de Lefort le « penseur de la démocratie sauvage<sup>576</sup> » alors qu'il y revient avec insistance, en particulier dans le cadre d'entretiens.

Le versant opposé de la réception de Lefort insiste au contraire sur la centralité d'une référence fuyante ainsi que sur la complémentarité de la démocratie extra-institutionnelle et de l'ordre démocratique, du corps électoral et du visage sauvage du peuple :

« L'idée d'une « démocratie sauvage », quoique rare chez Lefort, est importante. Elle désigne cette forme d'agitation sociale incontrôlable, qu'il est impossible de circonscrire en un lieu ou dans des institutions déterminées. Mai 68 représente un exemple significatif de ces actions désordonnées qui font face et complètent à la fois la démocratie comprise comme un ensemble d'institutions<sup>577</sup>. »

« Espace de luttes contre l'arbitraire du pouvoir<sup>578</sup> », rapport actif à l'institution symbolique du

<sup>569</sup> Hugues Poltier est l'auteur de deux ouvrages conséquents autour de Claude Lefort. *Claude Lefort, La découverte du politique*, Labor&Fides, 1996 et *Claude Lefort, la passion du politique*, Labor&Fides, 1998.

<sup>570</sup> Hugues POLTIER, « La question de la politique dans la pensée du politique », in *Cornelius Castoriadis et Claude Lefort : l'expérience démocratique, op cit*, p. 94.

<sup>571</sup> Claude LEFORT, *Un homme en trop : réflexions sur L'archipel du goulag*, 2015.

<sup>572</sup> *Ibid.*

<sup>573</sup> Claude LEFORT, *Essais sur le politique. XIXème-XXème*, op cit, p. 28.

<sup>574</sup> Jean BAUDOUIN, *La philosophie politique de Karl Popper*, Presses Universitaires de France, 1994, p. 67 – 110.

<sup>575</sup> Elle fait même l'objet de lourds contre-sens lorsqu'il est écrit que la démocratie tiendrait son caractère sauvage de l'institutionnalisation du suffrage universel. Cf Sofia NÄSSTRÖM, « Representative Democracy as Tautology: Ankersmit and Lefort on Representation », *European Journal of Political Theory* 5, n° 3, juillet 2006, p. 321-42. Nombre d'interprétations n'en font pas ou peu mention. Jérôme COUILLEROT, « Un régime de la liberté : la démocratie dans l'oeuvre de Claude Lefort », thèse de philosophie politique soutenue le 1er décembre 2017, Université de Paris 2, p. 165.

<sup>576</sup> Joseph-Yvon THERIAULT, « La leçon de Lefort » in Marc Chevrier, Yves Couture, et Stéphane Vibert, (éd.), *Démocratie et modernité : la pensée politique française contemporaine*, Res publica, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2015, p. 236.

<sup>577</sup> Antoine CHOLLET, « Claude Lefort et Cornelius Castoriadis : regards croisés sur Mai 68 », *Politique et Sociétés* 34, n° 1, 2015, p. 37-60.

<sup>578</sup> Nicolas POIRIER, « Quel projet politique contre la domination bureaucratique ? Castoriadis et Lefort à *Socialisme ou Barbarie* (1949-1958) », *Revue du MAUSS*, vol. 38, no. 2, 2011, pp. 185-196.

social<sup>579</sup>, la démocratie « sauvage » en particulier s'inscrit au cœur des lectures de Miguel Abensour avec la démocratie insurgeante, de Martin Breaugh avec l'expérience plébéienne<sup>580</sup> ou encore au fil des commentaires serrés de Gilles Labelle ou d'Etienne Balibar. Un point commun de ces lectures est d'attacher une grande importance à la thèse des deux versants que Lefort expose plus en détails dans la préface à la réédition d'*Éléments d'une critique de la bureaucratie*. En quoi consiste-t-elle ? Quel contenu lui donne Lefort au gré de ses apparitions furtives ? Comment s'inscrit-elle dans une phénoménologie de la démocratie qui contraste avec ses lectures étymologiques ?

On ne trouve en effet que six occurrences de l'expression « démocratie sauvage » dans l'ensemble des écrits de Lefort, dont la formulation la plus complète dans un entretien de 1979 :

« Il est vrai, la démocratie, personne n'en détient la formule et elle garde toujours un caractère sauvage. C'est peut-être là ce qui fait son essence ; dès lors qu'il n'y a pas une référence dernière à partir de laquelle l'ordre social puisse être conçu et fixé, cet ordre social est, constamment, en quête de son fondement, de sa légitimité, et c'est dans la contestation ou dans la revendication de ceux qui sont exclus des bénéfices de la démocratie que celle-ci trouve son ressort le plus efficace<sup>581</sup>. »

Dans un ordre chronologique, la démocratie « sauvage » intervient d'abord dans un article de 1978 publié dans la revue *Libre*, où elle apparaît en contre-feu d'une démocratie « paisible<sup>582</sup> », installée dans des institutions solides et fait référence à l'analyse toquevillienne des « instincts sauvages » auxquels se serait abandonné la jeune démocratie européenne née des révolutions. Cet usage négatif et contextuel se situe à l'opposé du sens positif que Lefort lui attribue dans l'entretien ci-dessus qui paraît un an plus tard. L'idée fait de nouveau surface quelque mois plus tard dans la préface à la seconde édition d'*Éléments d'une critique de la bureaucratie*, avant d'être reprise et nuancée dans une analyse rétrospective de Mai 1968 *Vingt ans après*<sup>583</sup>. Le terme revient une nouvelle fois dans *La complication*, pour éclairer les débuts de la révolution russe de 1917<sup>584</sup>. Enfin, Lefort évoque une dernière fois la démocratie « sauvage<sup>585</sup> » à la fin d'un entretien avec Pierre Rosanvallon enregistré en mai 2009 au forum « Réinventer la démocratie » et transcrit quelques temps après dans la revue *Esprit*.

---

<sup>579</sup> Gilles LABELLE, *L'écart absolu. Miguel Abensour*, Sens&Tonka, 2018, p. 300 – 309.

<sup>580</sup> Le titre de l'ouvrage tiré de la thèse de Martin Breaugh, *L'expérience plébéienne* peut se lire comme un hommage à « l'expérience prolétarienne » de Lefort. Martin BREAUGH, *L'expérience plébéienne*, Payot, 2007.

<sup>581</sup> Claude LEFORT, « La communication démocratique – Entretien avec Paul Thibaud et Philippe Raynaud », *Revue Esprit*, septembre 1979, in *Le temps présent*, Belin, 2007, pp. 389 – 390.

<sup>582</sup> Claude LEFORT, *Essais sur le politique. XIXème-XXème*, Seuil, 1986, p. 248.

<sup>583</sup> Edgar MORIN, Claude LEFORT, Cornelius CASTORIADIS, *Mai 68: la brèche; suivi de Vingt ans après*, Editions complexe, 1988.

<sup>584</sup> Claude LEFORT, *La complication: retour sur le communisme*. Paris, Fayard, 1999.

<sup>585</sup> Claude LEFORT, Pierre ROSANVALLON, « À l'épreuve du politique : Dialogue entre Claude Lefort et Pierre Rosanvallon », *Esprit* Décembre, n° 12, 2011.

Force est de préciser, contre les interprétations qui escamotent la démocratie sauvage, que celle-ci fait sens dans une matrice philosophique de la démocratie comme société de l'indétermination et du conflit. C'est du moins la thèse défendue à la suite d'Abensour, de Labelle et de Chollet. Cet ancrage philosophique transparaît dans la citation précédente en particulier à travers la question du rapport interrogatif aux fondations de l'ordre socio-politique. L'originalité de Lefort reste en effet d'avoir bâti une conception plurielle de la démocratie comme mode de coexistence qui accueille la division du social et sans cesse mis à l'épreuve de l'indétermination et de l'incertitude qui en découle.

« La société démocratique moderne m'apparaît, de fait, comme cette société où le pouvoir, la loi, la connaissance se trouvent mis à l'épreuve d'une indétermination radicale, société devenue théâtre d'une aventure immaîtrisable, telle que ce qui se voit institué n'est jamais établi, le connu reste miné par l'inconnu, le présent s'avère innommable, couvrant des temps sociaux multiples décalés les uns par rapport aux autres dans la simultanéité – ou bien nommables dans la seule fiction de l'avenir ; une aventure telle que la quête de l'identité ne se défait pas de l'expérience de la division. Il s'agit là par excellence de la société historique<sup>586</sup>. »

Ce que Lefort désigne par le terme de démocratie s'inscrit dans une « mutation », une « révolution » symbolique qui dissout les repères de la certitude traditionnellement fixés dans un ordre divin, naturel, cosmique ou ancestral. Régime d'incertitude, « la démocratie laisse percer l'énigme de l'institution du social<sup>587</sup> ». Elle désigne plus précisément les sociétés qui auraient atteint un certain degré de réflexivité par contraste avec les sociétés traditionnelles, féodales ou primitives dont les normes proviennent de la tradition, de Dieu ou des Ancêtres. Suivant un schéma aux résonances presque évolutionnistes, la démocratie moderne introduirait une rupture que Lefort qualifie d'irréversible en substituant « à la notion d'un régime réglé par des lois, d'un pouvoir légitime, [...] celle d'un régime fondé sur la légitimité d'un débat sur le légitime et l'illégitime — débat nécessairement sans garant et sans terme<sup>588</sup>».

A la thèse selon laquelle nul ne détient la vérité en démocratie répond la thèse selon laquelle la loi ne provient plus d'une source irréfutable mais fait l'objet d'un questionnement indéfini. Le pouvoir devient un « lieu vide » et inappropriable qui n'est plus lié au corps du Prince (ni à un Prince collectif, un parti ou une caste) mais destiné à être remis en jeu et occupé par des représentants du pouvoir temporel. Il officie dans le même temps comme une médiation qui produit une unité symbolique apportant une réponse provisoire à la division sociale. C'est la raison pour laquelle la démocratie au sens lefortien du terme, et non au sens institutionnel tel

---

<sup>586</sup> Claude LEFORT, *L'invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire*, op cit, p. 174.

<sup>587</sup> Claude LEFORT, « L'impensé de l'union de la gauche », in *L'invention démocratique*, op cit, p. 150.

<sup>588</sup> Claude LEFORT, *Essais sur le politique. XIXème-XXème*, op cit, p. 53.

qu'on l'entend couramment, renvoie à un processus de désincorporation du pouvoir et de la société ; désincorporation qui s'insère dans un processus plus vaste de désintrinsication des pôles de la loi, du pouvoir et du savoir<sup>589</sup> confrontant les individus à une indétermination<sup>590</sup> dernière. Mise à l'épreuve permanente susceptible de déboucher sur un vertige et de renforcer l'attrait pour l'Un que Lefort situe à la racine du phénomène totalitaire qui prolonge la démocratie tout en clôturant son incertitude.

Le concept de démocratie sauvage s'insère dans cette trame théorique tout en émergeant dans des conjonctures qu'il convient d'analyser plus en détail. Il semble en effet que cette idée libertaire de la démocratie fasse étroitement référence à des événements historiques, ce qui expliquerait son caractère dispersé. Les variations du concept impliquent alors une analyse située, étant donné que la démocratie sauvage évoque tour à tour la diffusion des revendications de droits, des phases de désordre ou encore les conseils ouvriers pendant la révolution russe de 1917.

La démocratie sauvage est d'abord coordonnée aux luttes pour les droits et aux revendications qui mobilisent le langage du droit. « Là où la sensibilité au droit se diffuse, la démocratie est nécessairement sauvage et non pas domestiquée<sup>591</sup> », écrit Lefort. Ce qui est en jeu ne tient pas seulement au sort des libertés individuelles mais au destin collectif, à la « nature du rapport social<sup>592</sup> ». « Le questionnement du droit<sup>593</sup> » se propage dans une société discordante, hétérogène dont l'unité est constamment mise à l'épreuve de la division sociale.

Les individus ne sont pas seulement des destinataires des droits dont ils seraient naturellement dépositaires : ils en sont aussi les auteurs. « Ainsi les droits ne font pas simplement l'objet d'une déclaration, il est de leur essence de se déclarer<sup>594</sup> ». Cette dynamique d'« autodéclaration<sup>595</sup> » prend sa source dans l'écart irréductible entre un énoncé et les actes d'énonciation qui en découlent. Revendiquer des droits n'a pourtant rien d'évident pour qui vient du marxisme où le droit est déprécié comme instrument de domination au service de la classe bourgeoise.

Dans son article séminal « Droits de l'homme et politique » (publié dans *Libre* n°7), Lefort amorce une critique de la critique marxiste des droits de l'homme, dans un contexte national

---

<sup>589</sup> Claude LEFORT, *Essais sur le politique. XIXème-XXème*, op cit, p. 28.

<sup>590</sup> Claude LEFORT, « Le mythe de l'Un dans le fantasme et dans la réalité politique », entretien avec François de Roustang, *Psychanalyses*, n° 9, 1983, p. 3-70. « Je cherche avant tout à montrer que, dans la démocratie, se joue un rapport absolument nouveau de la société à l'indétermination. En ce sens, j'essaie même de dépasser la notion de conflit ». Cependant, on voit mal comment l'ouverture à l'indétermination pourrait dépasser le conflit sans risquer de se refermer.

<sup>591</sup> Claude LEFORT, *Elements d'une critique de la bureaucratie*, op cit, p. 23.

<sup>592</sup> *Ibid.*

<sup>593</sup> Claude LEFORT, *Essais sur le politique*, op cit, p. 55.

<sup>594</sup> Claude LEFORT, *L'invention démocratique*, op cit, p. 65 – 66.

<sup>595</sup> Claude LEFORT, *Essais sur le politique*, op cit, p. 51.

marqué par les débats autour de la dissidence soviétique, l'émergence du bloc de constitutionnalité en France<sup>596</sup> et une vague de mouvements sociaux qui multiplient les revendications de droits au nom des prisonniers, des femmes et des minorités opprimées. Il renvoie dos-à-dos les thuriféraires des droits individuels et de l'anti-juridisme marxiste au motif qu'en souscrivant aux présupposés de l'individualisme libéral<sup>597</sup> (les droits de l'homme comme droits de l'individu), ces critiques n'auraient pas pris la mesure des effets sociaux induits par les déclarations de droits.

Marx n'aurait pas saisi que les droits, loin de se réduire à un instrument de domination, contribuent à la mise en forme de la coexistence. Les droits de l'homme ne seraient pas que les droits du bourgeois « égoïste<sup>598</sup> » (de sexe masculin et de peau blanche), d'une « monade<sup>599</sup> » repliée sur elle-même et asociale. Lefort oppose à Marx qu'il passe à côté de la « portée pratique de la déclaration des droits<sup>600</sup> », passant sous silence les articles 10 et 11 relatifs aux libertés d'opinion et d'expression. Son angle d'attaque ne consiste pas à balayer de façon exhaustive les inflexions successives d'une déclaration à l'autre (1789, 1791, 1793, 1795, 1948), ni à mettre en regard les traditions américaine (limitation du pouvoir souverain) et française (affirmation de la souveraineté populaire), mais plutôt à questionner la portée émancipatoire du geste par lequel des droits se déclarent. Marx aurait ainsi manqué la dimension symbolique et le potentiel émancipateur des droits en se focalisant uniquement sur le droit de propriété (article 17 de la déclaration de 1789) et la représentation de l'individu propriétaire de soi qui s'y rattache (selon la triade lockéenne de la vie, de la propriété, de la liberté). Lefort ajoute que les proclamations de droits ne font pas non plus le lit d'une religion de la résistance individuelle face au pouvoir, ce qui reviendrait aussi à négliger « la façon dont ces droits structurent l'espace du collectif :

---

<sup>596</sup> Notamment avec la décision du Conseil Constitutionnel et la décision « Liberté d'association » du 16 juillet 1971 qui donne au préambule de la Constitution de 1946 une valeur constitutionnelle.

<sup>597</sup> Sur ce point, il est significatif que la publication de l'article de Lefort a donné lieu à une controverse qui a fait long feu dans le champ intellectuel. Son ancien étudiant Marcel Gauchet s'est ainsi fendu d'une réponse sans équivoque : « les droits de l'homme ne sont pas une politique » arguant que la consécration des droits individuels conduirait au délitement du collectif. En accentuant le vecteur de l'autonomie individuelle au détriment de l'autonomie collective, les droits provoqueraient « l'évidement de la puissance collective » (Marcel GAUCHET, *La démocratie contre elle-même*, Gallimard, 2002, p. 383). Il rejoint d'autres critiques conservateurs comme Pierre Manent qui reconduisent la critique de Marx. Ce faisant, Gauchet et Manent intentent un procès aux droits de l'homme qui seraient la cause des dérives individualistes tout en débouchant sur une impasse profondément régressive. Sur la relecture de Marx par Lefort. Cf Samuel MOYN, « The Politics of Individual Rights. Marcel Gauchet and Claude Lefort » dans *French Liberalism from Montesquieu to the Present Day* (dir. R. Geenens and H. Rosenblatt), Cambridge, Cambridge University Press, 2012, p. 294. Pour un panorama des critiques des droits de l'homme, Justine LACROIX, Jean-Yves PRANCHERE, *Le procès des droits de l'homme : généalogie du scepticisme démocratique*, Seuil, 2016.

<sup>598</sup> Karl MARX, *Sur la question juive*, La Fabrique, 2006 (1844).

<sup>599</sup> Une monade désigne une entité élémentaire et indivisible, close sur elle-même, sans porte ni fenêtre.

<sup>600</sup> Claude LEFORT, *L'invention démocratique*, op cit, p. 58.

un espace d'interactions, d'échanges et de conflits, dont les contours et les clivages sont mouvants<sup>601</sup> ».

La lecture de Lefort n'ignore pas le hiatus entre les déclarations et leur effectivité mais invite à déplacer le regard vers leur performativité. C'est dans cette optique qu'est mobilisée la thématique merleau-pontienne de la réversibilité pour faire ressortir la dimension intrinsèquement collective de la liberté d'expression : « le droit reconnu de parler, d'écrire, d'imprimer, c'est le même droit que celui d'entendre, celui de lire, celui de transmettre<sup>602</sup> ». De la reconnaissance de ces droits politiques naît une « liberté de rapports<sup>603</sup> » qui ne commence pas là où s'arrête celle des autres mais qui commence là où commence celle des autres.

On peut cependant objecter à Lefort qu'à trop se focaliser sur le caractère performatif des déclarations, il perd de vue leur matérialité. Sa lecture reste toutefois déficitaire d'un point de vue matérialiste. Il sous-estime notamment les effets induits par la primauté du droit de propriété en tant qu'il conditionne l'accès à d'autres droits et peut donc leur faire obstacle comme c'est le cas avec le droit au travail (propriété des moyens de production et/ou de distribution) ou le droit au logement et ce, en dépit des limitations qui lui sont opposées (préemption, expropriation, etc). Lefort aurait également négligé la permanence des conflits de droits. La réitération des droits que s'auto-attribuent les individus et groupes sociaux qui se mobilisent n'a pas une visée uniquement cumulative au sens où « les droits acquis sont nécessairement appelés à soutenir des droits nouveaux<sup>604</sup> ».

Dans le second foyer de signification qu'il est possible de circonscrire, la démocratie sauvage sert de descripteur à des désordres particulièrement aigus, des mouvements et des soulèvements sociaux comme Mai 1968 ou la révolution russe de 1917. Elle s'énonce au contact d'événements historiques, de phases de désordres multisectoriels que la sociologie des crises politiques décrit comme des « conjonctures fluides<sup>605</sup> » qui n'ont pas vocation à durer. C'est ainsi que l'effervescence sociale de Mai 1968 « donne figure, pendant un temps plus ou moins long, à une démocratie sauvage, dont la trace peut se perdre, se perd toujours, mais qui révèle

---

<sup>601</sup> Augustin SIMARD, « Les deux corps du droit. La nature et le rôle du droit dans la pensée de Claude Lefort. » *Politique et Sociétés*, volume 34, numéro 1, 2015, p. 61–83. Il y revient sur le flou entretenu par Lefort entre le droit comme medium et le droit comme institution (la Loi au sens lacanien du terme).

<sup>602</sup> Claude LEFORT, *Le temps présent*, op cit, p. 413.

<sup>603</sup> Claude LEFORT *Le temps présent*, op cit, p. 413.

<sup>604</sup> Claude LEFORT, « La pensée politique devant les droits de l'homme », in *Le temps présent*, Belin, 2007, p. 405-421.

<sup>605</sup> Michel DOBRY, *Sociologie des crises politiques*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences politiques, 1986.



des aspirations spécifiques du monde moderne<sup>606</sup> ». L'insistance sur le printemps français de 1968 fait ressortir un attachement profond à la spontanéité d'un mouvement qui échappe aux classifications ordinaires dans les termes binaires de révolte et de révolution. Ce qui se joue dans les assemblées étudiantes (le mouvement du « 22 mars ») et les grèves ouvrières tiendrait d'abord à l'ouverture d'une brèche où s'engouffrent un flot inattendu de paroles et d'actions qui remettent en cause la distribution hiérarchique des places et des rôles :

« La levée des interdits, le bouleversement des conventions qui assignaient à chacun une place et un rôle déterminés dans la société, le déferlement d'une parole autrefois sous surveillance, la prolifération d'initiatives individuelles ou collectives signalent, plus encore qu'un soulèvement – suivant l'image traditionnelle de la révolution -, une sorte de décloisonnement de la société, l'ouverture d'une brèche qui assure une nouvelle circulation des individus et un nouvel échange des pensées. Voilà une des faces du phénomène révolutionnaire. Je ne l'éclaire pas pour célébrer la démocratie sauvage<sup>607</sup>. »

Cette effervescence correspond à une phase de « décloisonnement », de déstabilisation, de mise en suspens (et non d'annulation) des frontières qui séparent différents mondes sociaux. En ce sens, la démocratie sauvage peut s'articuler avec un processus révolutionnaire (puisqu'elle en constitue « une des faces »), bien que son issue reste contingente. Contre les illusions rétrospectives qui prêtent aux « révolutionnaires » le projet d'un ordre social nouveau, Lefort rappelle « qu'on ne peut trancher le cordon ombilical qui relie la révolution à la révolte<sup>608</sup> ». Sa pensée de la démocratie sauvage se démarque des lectures instrumentales qui n'évaluent le désordre qu'à l'aune de sa productivité institutionnelle, de sa composition sociologique ou de son orientation idéologique au détriment de son caractère d'expérience.

« Dans cette démocratie sauvage, il y avait une espèce de liberté qui, pour moi, je le confesse, a été extrêmement précieuse. On caricature aujourd'hui Mai 68, soit en disant que les communistes en étaient à l'initiative, alors que les communistes n'ont joué aucun rôle et qu'ils ont essayé de rattraper le mouvement des jeunes communistes, soit que c'était un mouvement anarchiste alors qu'il n'y avait pas de doctrine et que c'était un curieux mouvement qui, d'un seul coup, faisait craquer les rapports traditionnels d'autorité, de hiérarchie. Mai 68 n'est pas la caricature qu'on en fait, ce n'est pas simplement le désordre<sup>609</sup> ».

Dans le recueil de textes intitulé *Vingt ans après*, Lefort revient sur les événements de Mai 1968 et montre une certaine distance avec son interprétation « à chaud », soulignant les failles de la démocratie ensauvagée des assemblées et grèves générales.

---

<sup>606</sup>Claude LEFORT « Relecture » in *Mai 68 : la Brèche, suivi de Vingt ans après*, Fayard, 2008 (1988), p. 277.

<sup>607</sup>Claude LEFORT, *Mai 68: la brèche, suivi de Vingt ans après*, op cit, p. 276 – 277.

<sup>608</sup> Claude LEFORT, « La question de la Révolution », *Esprit*, n°9, 1976, p. 208.

<sup>609</sup> Claude LEFORT, Pierre ROSANVALLON, « À l'épreuve du politique : Dialogue entre Claude Lefort et Pierre Rosanvallon », *Esprit* Décembre, n° 12, 2011.

Cette remarque ouvre à une troisième et dernière perspective sur la question, celle de l'incapacité à s'institutionnaliser. La démocratie sauvage rejouerait le fantasme d'une société transparente à elle-même, tentée d'abolir tout tiers régulateur, d'abolir la différence du réel et du symbolique. L'usage du « sauvage » chez Lefort est donc équivoque : il souligne également les difficultés que rencontre toute action collective de masse à s'organiser dans la durée et à se traduire au plan institutionnel (ce qui contredit en partie la deuxième signification qu'on vient de circonscrire). Dans *La complication*, la démocratie des conseils<sup>610</sup> qui avait fleuri pendant la révolution russe de février 1917 est analysée en ces termes :

« l'espèce de démocratie sauvage qui s'est instaurée dès les lendemains de la Révolution – *démocratie*, en ce sens que le principe de l'élection et du libre débat est partout reconnu, mais *sauvage*, en ce sens qu'elle est impuissante à se régler dans un système d'institutions et qu'elle va permettre à la bureaucratie du parti de capter une part des énergies investies dans la création d'organes autonomes<sup>611</sup> ».

On voit que l'adjectif « sauvage » devient ici synonyme d'« impuissance », d'une incapacité à convertir les énergies révolutionnaires des comités ouvriers et paysans en médiations durables. Ce qui aurait laissé le champ libre au parti bolchévique pour noyauter les soviets et les instrumentaliser. Retenons ici que l'épithète prend une signification plus nuancée en insistant sur les lacunes d'un phénomène certes démocratique (selon le principe « un individu = une voix » et la liberté de parole) mais incapable de se pérenniser.

Force est de constater que les différents usages de la démocratie sauvage chez Lefort ne sont pas nécessairement congruents. Faut-il pour autant en conclure qu'il n'y aurait finalement pas grand-chose d'autre à tirer d'une notion qui resterait sous-conceptualisée et conjoncturelle ? Ce serait faire l'impasse sur la persistance du motif « sauvage » qui revient tout au long des textes de Lefort. Il semble en effet que la démocratie sauvage se rattache à un champ lexical plus vaste qui se tisse à travers un réseau d'adjectifs et d'expressions analogues qui porte au jour un concept moins isolé qu'il n'y paraît.

La thématization du « sauvage » balaye les trois foyers de significations qui viennent d'être balisés: les revendications de droits qui échappent au contrôle du pouvoir, les dynamiques contestataires de décroisement et la spontanéité de l'action collective. L'épithète fait son apparition dès 1963, dans un dialogue à plusieurs voix avec Serge Mallet, Pierre Naville et Pierre Mendès-France, édité dans *Les cahiers d'études socialistes*. Lefort évoque la gestion

---

<sup>610</sup> Yohan DUBIGEON, *La démocratie des conseils*, Klincksieck, 2017.

<sup>611</sup> Claude LEFORT, *La complication : retour sur le communisme*, Fayard, 1999, p. 57.

« sauvage<sup>612</sup> » qu'implique « l'idée de la démocratie » appliquée à l'organisation économique d'une entreprise. Il met en évidence le caractère imprévisible d'une autogestion qui se ferait par en bas et serait susceptible de contester à la fois la planification étatique et les centrales syndicales.

Le registre du « sauvage » est également mobilisé dans l'analyse rétrospective de la révolution hongroise de 1956 comme un « processus sauvage<sup>613</sup> » qui laisse libre cours au déploiement d'une « parole sauvage et d'une communication sauvage, dans la prise de possession d'un espace ici et là cloisonné et surveillé<sup>614</sup> ». On remarque alors que ces dynamiques de « décroissement » ne sont pas propres à un événement particulier (Mai 1968) et traversent aussi bien les régimes libéraux que les démocraties « populaires » du bloc de l'Est.

Dans une perspective de plus longue durée, Lefort rappelle « la démocratie que nous connaissons s'est instituée par des voies sauvages, sous l'effet de revendications qui se sont avérées immaîtrisables<sup>615</sup> ». Le fait que la société démocratique conjugue une expérience de l'insaisissable tant au niveau des rapports sociaux (un mode de coexistence où l'*un* est insaisissable pour l'*autre*) que de l'expérience d'un monde qui n'est plus ordonné à un monde supra-sensible (divin, cosmique, ancestral) ou à des lois immanentes (naturelles ou historiques), confirme la centralité de la thématique « sauvage » qui se connecte à des termes voisins comme l'immaîtrisable. La récurrence de ce champ lexical fait ressortir en creux le cheminement souterrain d'un concept polysémique. Lefort tend cependant à privilégier la première acception d'une démocratie qui s'ensauvage par les luttes pour les droits : il parvient ainsi à nouer une compréhension de la démocratie comme institution symbolique et du désordre comme politique. Le « sens du droit comme expression de l'établissement humain et comme revendication sauvage contre toute institution établie<sup>616</sup> » constituerait ainsi une ressource précieuse pour l'action collective et contre la pétrification, « l'accoutumance aux lois<sup>617</sup> » perçues comme naturelles.

---

<sup>612</sup> Claude LEFORT, « Les travailleurs peuvent-ils gérer l'économie ? », *Les cahiers du Centre d'Etudes Socialistes*, N° 23 – 24, 1 – 15 février 1963. Je cite *in extenso* : « L'idée de la démocratie, à notre époque, disons-le, pour conclure, implique sans doute celle de la planification, mais elle implique aussi une autre idée : celle de la spontanéité, celle d'une gestion sauvage. Assurément, il y a la gestion planifiée, la gestion des organisations, mais il y a toujours la gestion sauvage, et l'histoire a toujours marché aussi par le biais de la gestion sauvage, c'est ce qu'il ne faut pas oublier. » p. 40 – 41.

<sup>613</sup> Claude LEFORT *Le temps présent*, op cit, p. 272.

<sup>614</sup> Claude LEFORT, *Le temps présent*, op cit, p. 288.

<sup>615</sup> Claude LEFORT, *L'invention démocratique*, op cit, p. 29.

<sup>616</sup> Claude LEFORT, *Écrire : à l'épreuve du politique*, Calmann-Lévy, 1995, p. 153.

<sup>617</sup> Claude Lefort, *Le travail de l'oeuvre*, *ibid*, p. 603.

En dépit de ses variations conceptuelles, qu'il est probablement vain de chercher à mettre en cohérence, la démocratie sauvage renvoie à une idée *libertaire* de la démocratie. Le choix de ce terme n'est pas anodin et retient l'attention. Pourquoi choisir un mot qui renvoie au courant anarchiste ? S'agit-il d'un artifice rhétorique destiné à marquer la rupture avec l'idée de communisme ? Qu'en est-il alors de son rapport avec le communisme libertaire, cette tradition souvent occultée ? Quelle signification Lefort attribue-t-il à cet adjectif lourdement connoté si on se déplace d'un texte à l'autre ?

Remontant à 1857, le mot « libertaire » fait sa première apparition dans une lettre que Jacques Déjacque adresse à Joseph Proudhon, missive dans laquelle il dénonce avec virulence son attitude misogyne<sup>618</sup>. Ce sens originel revendique une pratique de la liberté individuelle qui abolit les figures tutélaires à commencer par l'Etat. « Libertaire » évoque de manière plus générale un mode d'organisation et de pensée anti-hiérarchique qui s'inscrit dans une perspective antiautoritaire. Il charrie parfois l'idée d'une abolition du pouvoir que Lefort récuse vigoureusement considérant le pouvoir apte, par sa capacité instituante, à produire de l'unité symbolique. Sous sa plume, le mot « libertaire » s'inscrit dans le contexte de la dissidence soviétique et décrit l'attitude de résistance de Soljenitsyne qu'il qualifie de « contradicteur public ». Voici le passage où il en est question :

« l'attitude libertaire n'implique ni n'exclut *a priori* aucune croyance, sinon précisément cette croyance qui requiert adhésion à l'ordre établi, soumission à l'autorité de fait, *confusion entre l'idée de la loi* (si elle fait défaut, alors ce n'est plus d'un libertaire, mais d'un truand qu'il s'agit) et les lois empiriques qui prétendent l'incarner<sup>619</sup> ».

Libertaire serait donc celle ou celui qui refuse de céder à la croyance dans le bien-fondé de l'ordre établi, d'y adhérer aveuglément sans interroger l'écart entre l'idée de la loi et les normes sociales et juridiques qui prétendent l'énoncer. L'idée de la loi désigne ici la normativité, la question indéfiniment ouverte du juste et du bien, « la loi [qui] transcende toutes les institutions dans lesquelles elle prend figure<sup>620</sup> ». L'attitude libertaire implique donc une capacité à interroger et remettre en cause ce qui est établi, les lignes de partage et les principes organisateurs qui structurent un ordre socio-politique et lui prêtent les traits d'un ordre rationnel

---

<sup>618</sup> Joseph DEJACQUE, *De l'être-humain mâle et femelle - Lettre à P.J. Proudhon - Non Fides - Base de données anarchistes*, 1857.

<sup>619</sup> Claude LEFORT, *Un homme en trop: réflexions sur L'archipel du goulag*, 2015. p. 34 – 35.

<sup>620</sup> Claude LEFORT, *Le travail de l'oeuvre Machiavel*, op cit., p. 601. L'emploi du terme avec une majuscule fait aussi ressortir l'influence lacanienne de Lefort bien qu'il en fasse un usage sensiblement différent puisque les êtres humains ne sont pas soumis à la Loi qui ne dicte pas leur désir.

et juste<sup>621</sup>. Elle « échappe aux catégories de l'idéologie<sup>622</sup> » et à sa prétention à restituer de la certitude. Les attitudes et pratiques libertaires ne sont pas pour autant incompatibles avec les croyances, Lefort n'excluant pas la possibilité d'une expérience de la liberté à travers l'hétéronomie contrairement à Castoriadis. En ce sens, l'idée libertaire de la démocratie sauvage désigne « une manière d'exister dans l'espace social fondée sur l'interrogation et la contestation radicales de l'« institution symbolique<sup>623</sup> ». Elle se situe donc aux antipodes d'une attitude de résignation qui acquiescerait à l'ordre établi et se nourrit des innombrables expériences d'injustice. Entrelacs entre l'institué et ce qui tend à le déborder, la démocratie sauvage serait « censée se réaliser notamment par les droits de l'homme et par l'indétermination dont ils seraient porteurs<sup>624</sup> ». C'est du moins ce qui ressort des travaux de Lefort quand il met l'accent sur la capacité transformatrice des luttes pour les droits. Encore faut-il préciser que toute contestation n'est pas coordonnée à une revendication, bien que le droit soit un appui normatif. Si on considère les deux autres gisements de sens que sont le *décloisonnement* et la *spontanéité* d'une activité tourbillonnante, la démocratie sauvage évoque, de façon plus générale, le versant extra-institutionnel de la démocratie plus fugace et difficile à saisir que sa face réglée qui régule la conflictualité sociale. Dire de la démocratie qu'elle est « sauvage » ne signifie pas pour autant qu'elle est par essence rétive à toute institutionnalisation mais plutôt qu'aucune institution, fût-elle ou non démocratique<sup>625</sup>, ne peut échapper à sa remise en cause.

## 2. La politique par le désordre

Enquêter sur la démocratie sauvage de Lefort implique de saisir l'idée centrale d'une fécondité politique du désordre qui contraste avec une tradition philosophique qui lui est foncièrement hostile avant de resituer le concept dans sa filiation machiavélienne.

### 2.1. Désordre et conflit

En 1338, un cycle de fresques d'Ambrogio Lorenzetti, commandé par le gouvernement

---

<sup>621</sup> Claude LEFORT, *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, op cit, p. 11.

<sup>622</sup> Claude LEFORT, *Un homme en trop: réflexions sur L'archipel du goulag*, 2015, p. 34 – 35.

<sup>623</sup> Gilles LABELLE, Daniel TANGUAY, « Le retour de la philosophie politique en France », *Politique et Sociétés* 22, n° 3, 2003.

<sup>624</sup> *Ibid.*

<sup>625</sup> Plusieurs distinctions graduelles sont alors à apporter entre les régimes libéraux (suffrage universel, libertés individuelles et État de droit), les régimes pseudo-démocratiques où les élections ne jouent qu'un rôle de façade et anti-démocratiques (avec ici aussi une gradation allant des régimes dictatoriaux avec des tendances à la patrimonialisation aux régimes totalitaires où la société et le parti, l'État et le chef ne font qu'un).

communal de Sienne, représente des allégories du Bon et du Mauvais gouvernement et de leurs effets sur la cité. Cette mise en regard sonne comme un avertissement dans un gouvernement où les magistratures s'exercent à tour de rôle entre notables, aristocratie et clergé mis à part. Ces fresques ont donné lieu à de riches débats historiographiques<sup>626</sup> au sujet des effets et des causes du désordre et de son rapport aux institutions.

L'exemple des fresques de Sienne rappelle à quel point la question fondatrice du meilleur gouvernement prend sa source dans une perception négative du désordre comme chaos originaire ou menace imminente. La conjuration du désordre devient particulièrement prégnante dans la tradition contractualiste. Comme l'a démontré Cervera-Marzal<sup>627</sup>, il est inutile de désobéir selon Rousseau dès lors que « la volonté générale est toujours droite<sup>628</sup> ». Dès lors que la loi est l'expression de la volonté générale, aucune loi ne peut être mauvaise ou injuste puisque nul ne peut être injuste envers lui-même. Rousseau bat ainsi en brèche la possibilité de diviser la volonté générale d'où son hostilité au risque du « tumulte séditieux » ou factieux. Chez Hobbes, le désordre correspond à un état de nature d'hostilité généralisée (*homo homini lupus*)<sup>629</sup>. L'égalité relative des êtres humains, combinée à leurs passions et rivalités irrépressibles, précipite un affrontement permanent de tous contre tous dont le contrat social permet de sortir en se plaçant sous l'autorité incontestable du Léviathan<sup>630</sup>.

Toute autre est la perspective défendue par Lefort et Abensour pour qui le désordre n'est pas pré-politique. Ce dernier réfute explicitement le présupposé hobbesien de l'hostilité et de la violence généralisés. Se tournant vers Levinas, Abensour ne souscrit pas à « l'extravagante hypothèse » d'un État né de la « limitation de l'infini du pour-l'autre<sup>631</sup> », du don de soi pour l'autre mais il souligne le caractère indémontrable du pessimisme anthropologique de Hobbes, relançant l'énigme de l'origine de l'État. Surtout le prisme du *Contr'Hobbes* confirme que l'adjectif « sauvage » n'est pas à entendre au sens naturaliste du terme. Il n'exprime pas une coupure par rapport à un état de nature belligène ou irénique (le mythe essentialiste du « bon Sauvage » chez Rousseau) dans le but de justifier la mise en place d'un ordre socio-politique et

---

<sup>626</sup> Quentin SKINNER, *L'artiste en philosophe*, Paris, Raisons d'agir, 2003 ; Patrick BOUCHERON, *Conjurer la peur. Sienne 1338. Essai sur la force politique des images*, Paris, Seuil, 2013. Pour Skinner, les fresques défendent une conception néo-romaine de la liberté à rebours de la conception aristotélicienne d'une sociabilité naturelle tandis que Boucheron la replace dans son contexte comme une image politique.

<sup>627</sup> Manuel CERVERA-MARZAL, « Le désordre, essence ou tombeau de la démocratie ? Philosopher au prix du doute », *Cités*, 2020, no 3, p. 13-23.

<sup>628</sup> Jean-Jacques ROUSSEAU, *Du contrat social ou Principes du droit politique*, 1762. Chapitres 26 et 27.

<sup>629</sup> Sur la question du désordre originaire chez Hobbes, cf Quentin SKINNER, *Hobbes et la conception républicaine de la liberté*, Paris, Albin Michel, 2008.

<sup>630</sup> Thomas HOBBS, *Léviathan*, 1651.

<sup>631</sup> Miguel ABENSOUR, Danielle COHEN-LEVINAS, *Emmanuel Levinas, l'intrigue de l'humain : entre métapolitique et politique : entretiens avec Danielle Cohen-Levinas*, Hermann, 2012.

d'un pouvoir centralisé. La thématization du « sauvage » définit au contraire une politique du désordre dont il faut maintenant élucider les termes : à quoi correspondent respectivement le désordre, le conflit et l'état sauvage de la politique ? Peut-on les confondre ou faut-il les distinguer ? Comment les mettre en rapport ?

Bien que Lefort utilise de manière interchangeable « désordre » et « conflit »<sup>633</sup>, les deux ne se superposent pas. Tout désordre n'est pas conflictuel ou dissensuel : un rassemblement peut par exemple prendre une tournure acclamative et fabriquer du consentement collectif. De même, tout conflit n'est pas désordre : selon Lefort, la démocratie moderne institutionnalise le conflit par le biais du suffrage universel et de la compétition pour le pouvoir politique. En période électorale, le rituel du vote a pour effet de légitimer le champ où les professionnels de la politique exercent le monopole de la représentation (en plus des financements qui sont liés au fonctionnement des systèmes électoraux). Le conflit peut donc contribuer à reproduire l'ordre qui l'intègre en retour. Ceci étant, si la démocratie peut s'interpréter comme un régime qui tend à institutionnaliser le conflit, rien ne garantit que les institutions et médiations suffisent à canaliser durablement la division sociale et politique.

Il importe ensuite de caractériser plus finement le type de désordre qu'évoquent les différentes interprétations de la démocratie sauvage. L'écueil naturaliste d'un désordre originaire ou pré-politique a déjà été écarté. Il n'est pas non plus à envisager à l'aune d'une « agitation permanente<sup>634</sup> » que Tocqueville décrivait comme inquiétante, ces « mouvements tumultueux et révolutionnaires qui accompagnent presque toujours la naissance et le développement d'une société démocratique<sup>635</sup> » (d'où la lecture incisive que Lefort fait de Tocqueville « auteur occupé, comme peu d'autres, à renverser ses propres énoncés<sup>636</sup> »). Le désordre n'est pas signe d'immaturité politique : il constitue un trait permanent, quoique sous-jacent, de la vitalité politique. Ce n'est pas non plus un pôle stabilisateur de l'ordre à l'image des rites carnavalesques décrits par Georges Balandier<sup>637</sup>.

---

<sup>633</sup> Je m'appuie ici aussi sur les développements de Manuel CERVERA-MARZAL, « Le désordre, essence ou tombeau de la démocratie ? Philosopher au prix du doute », *op cit.*

<sup>634</sup> Alexis de TOCQUEVILLE, *Œuvres complètes*, Tome 3, publié par Mme de Tocqueville et Gustave de Beaumont, 1864, p. 67.

<sup>635</sup> *Ibid.* Plus loin dans le texte (p. 322), il rappelle que les « désordres [sont] inséparables d'une société démocratique. »

<sup>636</sup> Claude LEFORT, *Essais sur le politique. XIXème-XXème*, Paris, Gallimard, 2001 (1986), p. 163.

<sup>637</sup> Georges BALANDIER, *Le désordre : éloge du mouvement*, Fayard, 1988.

La spécificité du « désordre nouveau » des comités d'action de Mai-Juin 1968 (Lefort) ou du « désordre fraternel » (Abensour) des clubs révolutionnaires de 1848<sup>638</sup>, des expériences communales (la Commune de Paris en 1871<sup>639</sup>) et conseillistes (par exemple les expériences anarcho-syndicalistes pendant la guerre d'Espagne en 1936<sup>640</sup>) est d'incarner une expérience politique en soi, voire d'inaugurer une politique de l'expérience et par l'expérience (ce que le sociologue Michalis Lianos nomme « politique expérientielle<sup>641</sup> »). Selon Abensour, la valeur du désordre tient à la capacité des insurgé.e.s à fraterniser et sororiser, c'est-à-dire à tisser des liens à l'épreuve de la division<sup>642</sup>. La lutte collective s'articule à « la recherche d'un lien politique vif, intense, non-hiérarchique<sup>643</sup> ». Entreprise collective précieuse et fragile puisqu'il s'agit d'« empêcher que ce qui fait lien entre les citoyens ne dégénère, une fois de plus, en ordre contraignant, vertical<sup>644</sup> » ; autrement dit, que le tissu ne se déchire pas sous l'effet des tensions, rivalités et oppositions. Gilles Labelle ne dit pas autre chose lorsqu'il arrime l'ensauvagement à la manifestation de l'« élément humain<sup>645</sup> », refusant d'assimiler la démocratie insurgente à « un régime, un projet ou un programme<sup>646</sup> ». L'irréductibilité du désordre irait de pair avec sa politicité : reste à interroger l'ancrage machiavélien du concept de démocratie sauvage pour mieux en mesurer la portée et en sonder les enjeux.

## 2.2. Aux sources de la démocratie sauvage : la division originaire

Si Lefort soutient que la « sauvagerie » est ce qui fait l'essence de la démocratie<sup>647</sup>, cela tient avant tout à sa théorie du désir. Il remobilise en effet la thèse des humeurs de Machiavel

---

<sup>638</sup> Samuel HAYAT, *Quand la République était révolutionnaire. Citoyenneté et représentation en 1848*, Paris, Seuil, 2014.

<sup>639</sup> Ludvine BANTIGNY *La Commune au présent. Une correspondance par-delà le temps*, La Découverte, 2021.

<sup>640</sup> Myrtille GIMENOLOGUE, *Les chemins du communisme libertaire en Espagne. 1868 – 1937*, Editions Divergences, 2019.

<sup>641</sup> Michalis LIANOS, « Une politique expérientielle : les gilets jaunes en tant que « peuple » », 2019.

<sup>642</sup> Division externe avec les antagonistes - l'Etat, le gouvernement, les détenteurs du capital ou propriétaires des moyens de production – et interne – les conflits à l'intérieur des mouvements sociaux.

<sup>643</sup> Miguel ABENSOUR, Jean-Luc NANCY, Jacques RANCIÈRE, « Instances démocratiques », *Vacarme*, 2009, vol. 48, p. 8-17.

<sup>644</sup> *Ibid.*

<sup>645</sup> Claude LEFORT, *Un homme en trop : réflexions sur L'archipel du goulag*, 2015 (1976), p. 126. L'élément humain renvoie à la définition que donne Merleau-Ponty de l'élément dans *Le visible et l'invisible*, d'un principe-charnière, ni sujet ni objet, d'un être qui est à la fois le produit d'une histoire et d'une société qu'il contribue à façonner en retour, ce qui rejoint sa thématization de la « chair » et de la réversibilité.

<sup>646</sup> Gilles LABELLE, *L'écart absolu : Miguel Abensour*, Sens&Tonka, 2018, p. 307.

<sup>647</sup> Claude LEFORT, « La communication démocratique – Entretien avec Paul Thibaud et Philippe Raynaud », op cit. On peut remarquer que Lefort hésite à définir la démocratie en termes d'essence : « Il est vrai, la démocratie, personne n'en détient la formule et elle garde toujours un caractère sauvage. C'est peut-être là ce qui fait son essence (je souligne). »



selon laquelle les Grands (les nobles, les puissants) et le peuple (la plèbe, les Petits) correspondent à des positions de désirs opposés : le désir de commander des premiers se heurte au désir de ne pas être opprimé des seconds. Les deux ne sont pas équivalents ni symétriques : les Grands sont mus par un désir d'appropriation (désir d'avoir) tandis que c'est le refus de l'oppression qui nourrit le désir de ceux qui font « peuple » (désir d'être). Chez Machiavel, le Prince permet d'éviter que la cité éclate sous l'effet de ces désirs contraires et lui procure une unité symbolique. Dans les sociétés qui ont connu un vaste processus d'étatisation, les « sociétés à Etat » pour reprendre l'expression de Pierre Clastres, ce sont les gouvernants (le Prince « collectif<sup>648</sup> » du parti au pouvoir dans les régimes représentatifs et plus largement le champ de la politique professionnalisée, opposition comprise) qui officient comme médiations symboliques ; en principe du moins, puisque dans les faits, ils soutiennent plus souvent les Grands au détriment des « Petits » et font ainsi vaciller l'unité sociale.

Avant d'examiner de plus près la thèse de la division originaires, il ne faut pas perdre de vue que lorsque Lefort s'enfonce dans les méandres sinueux des écrits du Florentin, c'est à la lanterne de Marx qu'il s'éclaire<sup>649</sup>. La récurrence du « conflit de classes<sup>650</sup> » dans « le » *Machiavel* le rappelle sans cesse. Dans le contexte où écrit Lefort, l'oppression se matérialise principalement par l'exploitation des « Grands » capitalistes qui cherchent à consommer le plus de force de travail possible pour le salaire qu'ils versent. Celles et ceux qui n'ont que leurs « bras nus » à offrir tentent à l'inverse de résister à l'exploitation, repoussant la durée du travail. L'enjeu sous-jacent de cette lutte reste le « temps non-dirigé<sup>651</sup> », le peu qu'il reste après la journée de travail salarié et domestique.

Peu importe les différences de situation historique, les deux désirs se caractérisent par leur absence de limite. Insatiable, le désir d'avoir se nourrit de la peur de la perte, ce qui le pousse à multiplier les objets dans une accumulation proche de la *pleonexia* aristotélicienne<sup>652</sup>. Le désir d'être n'a d'autre finalité que lui-même et est donc par définition sans fin. La thèse de Lefort se complique quand il soutient qu'en réalité, ces deux désirs ne font qu'un, que chaque désir

---

<sup>648</sup> C'est Antonio Gramsci qui a actualisé la perspective machiavélique au contexte de la politique de masse. Antonio GRAMSCI, *Cahiers de prison*, Paris, Gallimard, 1978, en particulier le cahier n° 13.

<sup>649</sup> Antoine JANVIER, Eva MANCUSO, « Peuple (s) et subjectivations politiques chez Claude Lefort », *Tumultes*, 2013, no 1, p. 145-162.

<sup>650</sup> Claude LEFORT, *Le travail de l'œuvre*, *op cit*, p. 485.

<sup>651</sup> C'est-à-dire un temps qui ne se réduit pas au partage entre le temps nécessaire à la reproduction de la force de travail (sommeil, besoins quotidiens) et le temps consommé par la libération de l'énergie contenue dans la force de travail. Edward Palmer Thompson, « Temps, travail et capitalisme », *Libre*, n°5, 1979 cité par Miguel ABENSOUR, « La passion d'Edward P. Thompson » in Edward P. Thompson, *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Seuil, 2012 (1963).

<sup>652</sup> ARISTOTE, *Les Politiques*, Paris, Flammarion, 2015, Livre V, Chapitre 10. Aristote évoque le désir de richesses insatiable du tyran.

n'est en fait qu'un pôle du désir qui coexiste avec son contraire. La dualité des désirs d'avoir et d'être peut se comprendre comme une négation, une butée qui crée un équilibre.

D'un côté, le désir des Grands, du « 1% », coexiste avec un désir de ne pas commander ou plutôt de *ne plus avoir à commander* qui a pour effet de naturaliser l'ordre établi et les rapports de domination qui vont avec. C'est la raison pour laquelle les Grands auraient tendance à percevoir leur grandeur comme une qualité innée ou le fruit mérité de leurs efforts occultant la contingence de la distribution des parties et des parts<sup>654</sup>.

D'un autre côté, le désir de liberté du « Peuple », du « 99% », se satisfait provisoirement de possessions qui peuvent être matérielles mais aussi « imaginaires<sup>655</sup> ». Ces redistributions fiduciaires ou symboliques ont alors pour effet de légitimer les institutions existantes qui soutiennent le *statu quo*. A défaut de redistribution suffisante ou de redistribution tout court, la croyance dans la rationalité de l'ordre établi risque au contraire de s'étioler et le désir d'être libre de ne plus trouver de débouchés institutionnels<sup>656</sup>. Reconnaître la dualité de chacun des désirs ne doit cependant pas conduire à les confondre. Ils restent fondamentalement dissymétriques. Ce point est essentiel dans la mesure où il rappelle que l'être et l'avoir ne sont pas commensurables, que le conflit de classe n'est pas que l'invention opportuniste « d'une coalition de mécontents et d'envieux<sup>657</sup> ».

Dans le même temps, il convient d'éviter de tomber dans une opposition binaire entre un désir d'être libre qui serait innocent et un désir de dominer féroce, entre bien et mal. Une telle schématisation reviendrait à souscrire à une lecture morale de la division politique sans tenir compte de l'ambivalence des affects au travers desquels se cristallisent des positions de désir. Le désir ne se manifeste pas à l'état pur et cristallin puisqu'il se compose d'affects joyeux ou tristes et de l'idée que s'en font ceux ou celles qui l'éprouvent. Force est de reconnaître que les Grands, convaincus ou non de leur grandeur, peuvent aussi revendiquer une volonté de faire le bien et de rendre justice. Il faut donc nuancer les discours qui prêtent aux Grands une soif aveugle de pouvoir. Le désir d'être libre n'est pas non plus immaculé. La « force qui vient d'en bas<sup>658</sup> » charrie des colères, de la haine ou du mépris. « Le désir de liberté, écrit Lefort, est lui-

---

<sup>654</sup> Blaise PASCAL, *Trois discours sur la condition des grands*, 1671.

<sup>655</sup> *Ibid.*, p. 728. En ce sens, on peut remarquer qu'une « part » présente toujours une double face indissociablement symbolique et matérielle. On comprend alors mieux comment l'inclusion dans une « communauté imaginée » peut sustenter ou différer les « appétits » matériels. Cf sur ce point l'introduction de Clifford GEERTZ, *The Interpretation of Cultures*, New York, Basic Books, 2013. L'ouvrage a été traduit en français.

<sup>656</sup> Entre l'hiver 2018 et l'été 2019, la répression subie par la mobilisation hexagonale des « Gilets Jaunes », qui s'est ritualisée autour d'occupations de ronds-points et de manifestations urbaines hebdomadaires, a largement érodé la représentation d'un Etat qui redistribue par l'impôt, laissant apparaître une fracture de classes béante.

<sup>657</sup> Claude LEFORT, *Le travail de l'oeuvre Machiavel*, op cit, p. 724

<sup>658</sup> Claude LEFORT, « Machiavel et la *verita effettuale* » in *Ecrire à l'épreuve du politique*, op cit, p. 141 – 179.

même dans la dépendance des excitations de l'appétit et de l'agression<sup>659</sup> » : il n'est donc pas uniquement joyeux.

L'ambiguïté et l'imprévisibilité des désirs et des positions antagoniques qui en émergent met en relief le caractère originaire<sup>660</sup> de la division. Si la division est originaire, c'est qu'elle n'a d'autre origine qu'elle-même, qu'il n'est pas possible de remonter vers une unité harmonieuse antécédente dès lors que la division tient aux flux des désirs et à la pluralité propre à toute coexistence humaine. Même l'ordre social en apparence le plus paisible se configure comme un « champ de forces<sup>661</sup> » qui se lie par l'opération de la division. Ces forces ne sont pas le produit de lois sociales éternelles où les rôles seraient écrits et distribués par avance, ni la conséquence d'une condition de rareté matérielle. Ce serait perdre de vue le principe durkheimien de *non-transparence* qu'on peut appliquer à l'échelle individuelle.

Un même individu est en effet pris dans une multiplicité de rapports sociaux qui attestent du caractère pluriel des divisions sociales. Il peut être à la fois dominant et dominé, oppresseur et opprimé, exploiteur et exploité, etc. Les relations de pouvoir qui traversent l'ensemble de la société, et pas seulement la sphère politique, s'imbriquent, s'enchevêtrent et interagissent. Il est évident que des positions dans l'espace social et politique, dans les champs économique et culturel, découlent des points de vue tout à fait différents voire irréconciliables. De surcroît, si on se rappelle qu'un affect dépend de l'idée qu'on s'en fait, il apparaît qu'une même situation individuelle (ou relativement proche) peut conduire à des représentations et des actions (ou inactions) similaires mais aussi diamétralement opposées. Tout dépend de la représentation que les individus se font du sort qui leur est fait. Dit autrement, il n'y a pas de relation mécanique entre les conditions objectives et leurs traductions subjectives. Ce hiatus a été théorisé par les critiques marxistes comme le voile idéologique qui ferait écran devant les intérêts de classes. Comme l'a démontré E.P. Thompson<sup>662</sup>, la classe ne préexiste pas à sa construction collective dans l'expérience. Lefort ne dit pas autre chose lorsqu'il écrit que le « conflit de classes » est ce « par quoi le groupe se pose comme classe politique »<sup>663</sup>.

---

<sup>659</sup> Claude LEFORT, *Le travail de l'œuvre, op cit*, p. 485.

<sup>660</sup> Notons l'influence souterraine de Lacan chez Lefort bien qu'il ne s'en revendique pas explicitement. Cf Pauline COLONNA d'ISTRIA, « La division originaire du social. Lefort lecteur de Lacan ? », *Politique et Sociétés*, 2015, vol. 34, no 1, p. 131-147. Sur la signification de l'originaire, cf. Etienne TASSIN, « De la division », intervention au colloque *Why Lefort Matters ?* Organisé par Justine Lacroix et Jean-Yves Pranchère à l'ULB, 9 et 10 novembre 2017.

<sup>661</sup> Claude LEFORT, *Le travail de l'œuvre, op cit*, p. 347.

<sup>662</sup> Sur la méthode d'E.P. Thompson, cf Federico TARRAGONI, « La méthode d'Edward P. Thompson », *Politix*, vol. 118, no. 2, 2017, pp. 183-205.

<sup>663</sup> Claude LEFORT, *Le travail de l'œuvre, op cit*, p. 385.

Prenons l'exemple d'un ouvrier ou d'un employé homme blanc hétérosexuel : dominé dans les rapports de production (d'un point de vue statutaire, symbolique et pécuniaire), il n'en est pas moins dominant du point de vue des rapports de genre et de race parce qu'il fait partie de deux groupes « majoritaires<sup>664</sup> » que sont les hommes et les blancs. La question porte alors sur le point de savoir quelle(s) division(s) sociale(s) ce salarié va remettre en cause ou au contraire reproduire : le rapport d'exploitation salariale, le rapport de race dans la sphère publique, le rapport de genre dans la division du travail domestique. Or la prise de position à l'intérieur du monde social<sup>665</sup> ainsi que la capacité à remettre partiellement ou totalement en cause les structures de domination dépend de facteurs multiples tels que les sphères de socialisation, l'engagement, les capitaux économiques ou culturels, hérités ou acquis etc. Ne serait-ce qu'au niveau individuel, la division sociale requiert un travail de mise en forme et en sens (afin de combattre l'*exnomination* de la domination qui tend à l'invisibiliser et à en désamorcer la charge conflictuelle<sup>666</sup>), ce qui permet de comprendre comment des positions analogues peuvent déboucher sur des lectures contrastées. Ceci dit, bien qu'il n'y ait pas de déterminisme univoque, les lois de la gravité sociale conditionnent en grande partie les désirs et leur objet. Il ne faut pas perdre de vue que la thèse de la division *politique* du social n'est pas dissociable de celle de la division *sociale* du politique même si Lefort semble parfois la négliger. La persistance de ce que Daniel Gaxie nomme un « cens caché<sup>667</sup> » confirme que des groupes sociaux entiers restent structurellement sous-représentés, mis à l'écart du jeu politique, groupes qui sont le plus souvent les plus démunis en ressources économiques, culturelles et politiques. Il faut aussi tenir compte du fait qu'à l'épreuve de la division, des groupes sociaux et des mobilisations collectives peuvent céder à ce que Lefort nomme « l'attrait pour l'Un ». Ce désir d'unité ne prend pas nécessairement une forme totalitaire : il en va ainsi des mobilisations fascistes<sup>669</sup> ou nationalistes animées par une volonté de purifier le corps social de ses éléments « étrangers » ou « déviants » sans chercher pour autant à abolir la frontière entre Etat et société

---

<sup>664</sup> Le terme n'est pas à entendre au sens numérique du terme ; la question se complique quand on prend en compte l'enchevêtrement des rapports sociaux de domination (statutaire, symbolique, coercitive) et leur imbrication qui met en relief des positions de « dominé-dominant » et explique ce retournement.

<sup>665</sup> La principale tension se jouerait alors entre une conscience de classe triangulaire où les classes moyennes seraient à la fois menacées par en haut et par en bas, par des classes supérieures et subalternes et de l'autre côté une vision claire d'un antagonisme de classes. Pour une application de cette thèse aux engagements partisans conservateurs en milieu rural, cf. Amélie BEAUMONT, Raphaël CHALLIER, Guillaume LEJEUNE, « En bas à droite », *Politix*, 2018, no 2, p. 9-31.

<sup>666</sup> L'*exnomination* renvoie au fait de ne pas nommer les choses. On dit alors d'une situation de domination, d'exploitation ou d'oppression qu'elle est *exnominée*, en dehors du champ du dicible.

<sup>667</sup> Daniel GAXIE, « Le cens caché », *Réseaux. Communication-Technologie-Société*, 1987, vol. 5, no 22, p. 29-51.

<sup>669</sup> Sur le fascisme, nous renvoyons aux travaux d'Enzo Traverso, en particulier à son ouvrage : Enzo TRAVERSO, *L'histoire comme champ de bataille: interpréter les violences du XXe siècle*, La découverte, 2016.

civile. Il n'est pas non plus à confondre avec le fait que toute société se forge une représentation de son unité, représentation dont le pouvoir est le siège. Contrairement aux théories marxistes<sup>670</sup> qui introduisent une scission entre les conflits réels et leur représentation, Lefort rappelle que les représentations font partie du réel qui requiert une mise en sens permanente. Il convient donc d'interroger la manière dont les individus et les groupes se représentent la division sociale.

En ce sens, l'inertie du désir d'ordre ne doit pas être sous-estimée, en particulier dans des conjonctures fluides où l'incertitude devient structurante. Les affects que le désordre suscitent peuvent se révéler ambivalents : s'ils peuvent produire un effet surgénérateur et attiser le désir de contestation conduisant à une critique radicale de l'ordre social, ce type de situation peut aussi raviver un désir d'ordre et exercer de puissantes forces de rappel. Prenons l'exemple du meurtre de Georg Floyd par des policiers et de ses conséquences polarisantes sur la société états-unienne en juin 2020. Le 25 mai 2020, ce Noir états-unien de 47 ans meurt étouffé par un policier à Minneapolis. Sa mort déclenche une vague de manifestations massives qui protestent contre les violences policières racistes dans les villes états-uniennes mais aussi en Europe et en France. Ces manifestations de masse, activement soutenues par le mouvement *Black Lives Matter* (« Les vies Noires comptent »), donnèrent lieu à des affrontements asymétriques avec les forces de l'ordre, en particulier à Minneapolis et devant la Maison blanche à Washington. D'autres villes ont aussi été le théâtre de scènes de pillage et de panique collective. Face à l'ampleur d'une mobilisation forte de plusieurs centaines de milliers de personnes à son pic d'intensité, des milices suprémacistes blancs sont descendues dans la rue pour rétablir l'ordre, patrouillant armes aux poings et allant même jusqu'à menacer certains manifestants.

On peut en retenir l'idée que les désordres collectifs ne se donnent pas automatiquement pour objectif de fonder une communauté d'égaux. La domination peut conduire à vouloir renverser la situation (opprimer l'opprimeur), à la détourner (opprimer d'autres groupes sociaux plus vulnérables) ou à la transformer. La différence tient à ce que, dans ce dernier cas de figure, les protagonistes ne cherchent pas à reproduire le schéma pyramidal de la domination (qu'elle soit statutaire, symbolique ou coercitive). Les désobéissants, militants, insurgés tentent alors de faire advenir un « état de non-domination<sup>671</sup> ». Le désir de liberté ne prend donc pas seulement une posture réactive (auquel cas il se réduirait à n'être qu'un désir « second, réactif et

---

<sup>670</sup> Par exemple, l'analyse que fait Louis Althusser de l'idéologie si on se réfère au contexte des années 1970 : Louis ALTHUSSER, « Idéologies et appareils idéologiques d'État, (notes pour une recherche) », *La pensée*, 1970, vol. 151, p. 1-38.

<sup>671</sup> Miguel ABENSOUR, *La communauté des tous-uns*, Les Belles Lettres, 2014.

essentiellement défensif<sup>672</sup> », une négation de la négation) mais se fait aussi désir d'utopie<sup>673</sup>. Abensour établit d'ailleurs un lien étroit entre démocratie sauvage et utopie dans la mesure où la première nourrit, fertilise l'imagination collective<sup>674</sup>. Mais est-il possible de sortir de la domination ? Cette « visée du tout-autre social<sup>675</sup> » ne relève-t-elle pas d'une fiction qui peut être opérante mais n'en reste pas moins inatteignable ?

### 2.3. Dominer la domination ou l'impossible état de non-domination

« La démocratie se rapporte aux autres formes d'État comme à son ancien testament. L'homme n'est pas là du fait de la loi mais la loi du fait de l'homme, elle est *existence de l'homme* tandis que dans les autres l'homme est *l'existence de la loi*. C'est la différence fondamentale de la démocratie<sup>676</sup> ».

La distinction analytique entre domination et liberté ne doit pas faire oublier leur entremêlement au plan empirique. Ce serait une erreur de les considérer séparément dès lors qu'il n'est possible de faire l'expérience de la liberté qu'à l'épreuve de son contraire comme il n'est possible de se déplacer dans l'eau ou dans l'air que sous l'effet de la poussée d'Archimède. En ce sens, les mobilisations collectives qui donnent consistance au versant sauvage de la démocratie évoluent sur un chemin de crête. Sur leur *face externe*, il s'agit de résister, de contester une décision, une loi ou plus largement une manière d'être gouverné, un système d'oppression ou un rapport d'exploitation. Mais l'enjeu se situe aussi sur leur *face interne* puisque les assemblées, organisations ou rassemblements ne sont pas des havres de paix vierges de toute trace de domination. C'est un des principaux défis que relève la sociologie des mouvements sociaux lorsqu'elle se penche sur la reproduction des dominations de genre, de classe, de race à l'intérieur et pendant les mobilisations<sup>677</sup>.

C'est en ce sens qu'Abensour met en garde contre le risque d'une « dialectique de

---

<sup>672</sup> Miguel ABENSOUR, *La communauté politique des tous-uns*, op cit, p. 348.

<sup>673</sup> *Ibid.*

<sup>674</sup> Loin de se réduire à une catégorie littéraire, l'utopie ne désigne pas non plus une société idéale, un lieu du Bien (en grec, *eu-topos*) projeté dans un ailleurs géographique ou temporel. Le préfixe peut aussi s'entendre au-delà du sens privatif de la négation (*U-topos*) comme altération du champ du visible, du dicible et du possible. L'utopie n'est pas abstraite pour Abensour puisqu'elle se situe dans la « liaison possible entre le non-lieu de l'utopie » et « le non-lieu que dans un désordre toujours nouveau creuse la démocratie sauvage ». cf Miguel ABENSOUR *Pour une philosophie politique critique : itinéraires*, Sens&Tonka, 2009, p. 135 ; Miguel ABENSOUR, « Utopie et démocratie », *Raison présente*, n°121, 1997.

<sup>675</sup> Miguel ABENSOUR, *L'homme est un animal utopique*, Sens&Tonka, 2008, p. 16.

<sup>676</sup> Karl MARX, *Critique de la philosophie du droit de Hegel*, Classiques UQAC, 1843.

<sup>677</sup> On renvoie ici aux travaux pionniers de Xavier Dunezat. Cf Xavier DUNEZAT, « Le traitement du genre dans l'analyse des mouvement sociaux France/États-Unis », *Cahiers du genre*, 2006, n°3, p. 117-141. Cf également Manuel CERVERA-MARZAL, « Domination masculine dans le militantisme. Analyse des rapports de genre au sein d'un collectif altermondialiste », *SociologieS*, 2015.

l'émancipation » par laquelle l'expérience insurgeante risque à tout moment de se retourner contre elle-même. Les énergies libérées par une force collective qui cherche à combattre la domination peuvent exercer des effets qui, à leur tour, deviennent des causes susceptibles de les stopper ou de les faire bifurquer de leur trajectoire initiale. S'insurger signifie littéralement « se lever », « se mettre en mouvement » : cette action implique donc de prendre le risque de vaciller et de surmonter les obstacles qui se dressent devant toute action collective.

L'équilibre interne des communautés qui naissent au cours de telles actions serait condamné à rester précaire puisqu'elles évoluent entre deux pentes symétriques : le spontanéisme<sup>678</sup> et le substitutisme (ou avant-gardisme<sup>679</sup>). D'un côté, le spontanéisme insiste sur la capacité des « masses », du grand nombre à s'auto-mobiliser, à agir de son propre chef : cette tendance répond à une rationalité des fins qui élude la question des moyens. Elle s'expose au risque de l'inorganisation pour éviter la reproduction interne de rapports de domination. Dans le cas des « mouvements de places », le spontanéisme reçoit les noms de « démocratisme », de « citoyennisme » ou de « *buenismo* ». Sa dérive principale tient à l'attentisme qu'induit le refus d'affronter les difficultés organisationnelles et la complexité démocratique. De l'autre côté, le pôle avant-gardiste met l'accent sur la nécessité de s'organiser pour structurer la mobilisation dans la durée et éviter qu'elle ne cesse. Cette tendance contraire repose sur une rationalité instrumentale qui privilégie les moyens sur les fins poursuivies au risque qu'à travers l'émergence d'une direction monocéphale ou pluricéphale se reconstitue des rapports de domination « charismatique » ou « légale-rationnelle<sup>680</sup> ». Sur les « Places », on rencontre la tendance avant-gardiste sous les critiques parfois virulentes de « bureaucratisation » ou de « récupération » partisane.

La tension entre spontanéisme et substitutisme n'est pas sans issue : elle laisse entrevoir la possibilité d'un mode d'organisation anti-hiérarchique. Si la délégation peut conduire à l'aliénation, celle-ci n'est pas pour autant une loi universelle<sup>682</sup> ; elle constitue une prise de risque nécessaire pour que dure la mobilisation. Cette tension<sup>683</sup> apparaît à l'horizon de

---

<sup>678</sup> Cécile PECHU, « Spontanéisme » in Olivier Filleule et al., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Science Po, p. 558 – 565. Frances Fox Piven, Richard A. CLOWARD, *Poor People's Movements. Why They Succeeded, How They Fail*, New York, Pantheon Books, 1977.

<sup>679</sup> Miguel ABENSOUR, Préface de Edward Palmer THOMPSON, *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, Éditions Points-Le Seuil, 2012 [1963], pp. XXVII-XLVIII.

<sup>680</sup> Max WEBER, « Les trois types purs de la domination légitime (Traduction d'Elisabeth Kauffmann) », *Sociologie*, 2014, vol. 5, no 3, p. 291-302.

<sup>682</sup> Contrairement à ce que suggérait Robert Michels à travers la loi d'airain de la dérive oligarchique des organisations politiques. Cf Robert MICHELS, *Les Partis Politiques, Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Flammarion, 1914, p. 300.

<sup>683</sup> Il est significatif que cette tension se loge déjà dans la définition arendtienne de l'action comme « mise en

l'émancipation entendue comme « désassujettissement<sup>684</sup> » : comment faire en sorte que la subjectivation politique ne dégénère pas en ré-asservissement de soi ou d'autrui<sup>685</sup> ? Comment ne pas se laisser gouverner sans chercher à gouverner les autres et à les commander pour qu'ils fassent de même ? C'est par exemple le paradoxe que rencontrent les organisations ou collectifs qui pratiquent la désobéissance civile tout en requérant l'obéissance de leurs membres à des consensus d'action « non-violente ».

Les analyses historiques et sociologiques ont montré à maintes reprises que les périodes révolutionnaires (les révolutions anti-autoritaires communalistes ou conseillistes) et les séquences contestataires font éclater de nombreux conflits en leur sein. En ce sens, elles contribuent à politiser des divisions sociales. Ceci rappelle que le concept de pouvoir forme un noeud : sur le plan vertical, il renvoie à l'irréductibilité des rapports de forces<sup>686</sup> tandis qu'au plan horizontal, il s'agit du pouvoir d'agir-en-commun, de la force du collectif. A l'échelle d'un mouvement social ou d'un soulèvement politique, les divisions ne sont donc pas des dysfonctionnements ou des accidents de parcours mais font partie des coordonnées de l'action collective. Si on se déplace du niveau mésologique vers le plan macrosociologique de l'analyse lefortienne de la démocratie sauvage, il apparaît que la tâche de la politique reste d'organiser la division sociale et de la transformer en conflit.

C'est toute la force de l'approche machiavélienne forgée par Lefort pour qui la loi démocratique procède d'une « écriture sans auteur<sup>687</sup> », puisqu'elle reste indissolublement liée à la division originaire. Cette thèse forte et contre-intuitive tient à ce que les lois, au sens général des normes organisatrices et des lignes de partage de la vie collective, prennent leur source dans l'antagonisme des désirs qui sont tenus de coexister dans un même espace. « Nous ne saurions dire que les hommes sont à l'origine de leurs lois<sup>688</sup> » soutient même Lefort qui écrit par ailleurs que « le maintien de la loi implique toujours la possibilité d'un renouvellement des lois et, à la

---

commun des paroles et des actes » : on peut remarquer que d'emblée il y a conflit entre les paroles et les actions, entre les « diseurs » et les « faiseurs » selon qu'on privilégie le discours ou la pratique. Il n'y a en tout cas pas d'accord spontané entre ces deux pôles constitutifs de toute action et *a fortiori* de toute mobilisation collective. Pendant Nuit debout, un principe était souvent rappelé en ce sens durant les assemblées : « Qui propose fait ».

<sup>684</sup> Michel FOUCAULT, *Dits et Ecrits II. 1954 – 1988*, Gallimard, 1994, p. 227.

<sup>685</sup> La littérature anglophone s'est aussi penchée sur cette question centrale : Nick HEWLETT, *Badiou, Balibar, Ranciere: Rethinking Emancipation*, Nw-York, Continuum, 2010.

<sup>686</sup> Stéphane VIBERT, « Le bain acide des relations de pouvoir – Critique de la socioanthropologie potestative », *Revue du M.A.U.S.S.*, Numéro 47, 2016, p.287-303. Ici se joue la tension entre l'ontologie potestative et l'ontologie potentiative : la première soutient que les rapports de forces sont premiers et surdéterminent les rapports de sens tandis que la seconde raisonne en termes de « puissance d'agir ».

<sup>687</sup> Claude LEFORT, « Droits de l'Homme et politique », *Libre*, p. 28.

<sup>688</sup> Claude LEFORT, *Le temps présent. Ecrits 1945 - 2005*, p. 562.



longue, elle le requiert<sup>689</sup> ». Parmi ces différents usages, n'est pas toujours aisé de se repérer entre la loi au singulier, d'inspiration lacanienne, et les lois entendues comme les règles juridico-politiques.

« L'idée de la loi se dissocie alors de celle de la mesure ; elle ne résulte plus nécessairement de l'intervention d'une instance raisonnable. Bien plutôt la loi se révèle-t-elle à la démesure du désir de liberté<sup>690</sup> ».

En abordant le désir non comme un principe de plaisir qui serait égoïste mais comme un phénomène collectif ambivalent, la lecture de Machiavel par Lefort montre que, loin de provoquer la ruine des cités (le cas de Rome est pris en exemple par opposition avec Sparte et Florence) ou de précipiter la perte des valeurs, le désir se situe au principe de leur vitalité politique. La conception dynamique de la loi que Lefort puise chez Machiavel noue la loi au désordre et à la démesure du désir de n'être ni opprimé ni commandé. Celle-ci s'inscrit en faux par rapport aux conceptions naturalistes et rationalistes qui font dériver les lois de la nécessité de réguler la rareté des biens ou de l'exercice de la raison, de la sagesse des bons gouvernants ou de la capacité collective à délibérer. Dans la perspective défendue par Lefort, la loi se tisse au gré de rapports de forces qui ne font sens que dans un univers symbolique donné ; elle se nourrit du « clivage entre la formulation de la loi et l'inénonçable de la Loi<sup>691</sup> ». De la même manière que l'écart insurmontable entre le sujet de l'énonciation et le sujet de l'énoncé nourrit le désir du sujet en train de parler, ce clivage permet de mieux saisir les luttes incessantes de définition et d'appropriation de la loi attisant le désir de transgresser l'ordre établi.

L'originalité de la théorie lefortienne de la démocratie consiste donc à se passer de la notion pourtant cardinale d'auto-législation – au double sens d'une volonté collective et d'une fondation trans-historique - dès lors qu'il renonce également à conceptualiser la souveraineté populaire. C'est aussi probablement son talon d'Achille. Le peuple recouvre une triple signification chez Lefort ainsi que l'a rapporté Antoine Chollet<sup>692</sup>. Le peuple démocratique n'exerce pas directement ou indirectement le pouvoir mais il en constitue le foyer latent<sup>693</sup> : il est possible de lever cette ambiguïté en admettant que la démocratisation du pouvoir se mesure

---

<sup>689</sup> Claude LEFORT, *Le travail de l'oeuvre*, *ibid* p. 601.

<sup>690</sup> Claude LEFORT, *Écrire à l'épreuve du politique*, Calmann-Lévy, 1995, p. 146.

<sup>691</sup> Claude LEFORT, Marcel GAUCHET, « La démocratie : le politique et l'institution du social », *Textures*, n°2/3, 1971, p. 24. Est ici mise en évidence la dimension symbolique de la division originaire qui ne se joue pas uniquement au plan du désir.

<sup>692</sup> Antoine CHOLLET, « "Peuple-Un" ou dèmos : les figures du peuple chez Lefort et Castoriadis » in Nicolas POIRIER (éd.), *Cornelius Castoriadis et Claude Lefort : l'expérience démocratique*, La bibliothèque du MAUSS Lormont, Le Bord de l'eau, 2015.

<sup>693</sup> Claude LEFORT, *L'invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire*, *op cit*, p. 174.

à son caractère inappropriable : il est alors nécessaire de concilier le principe selon lequel le pouvoir émane du peuple (par l'opération du suffrage universel) et le principe selon lequel le pouvoir n'appartient à personne. Cette définition soulève un certain nombre de difficultés. Au peuple démocratique qui ne se manifeste que dans l'intervalle électoral avant de retomber à l'état léthargique s'oppose le peuple-Un dans lequel se mire l'expérience totalitaire. Celle-ci procède d'une fusion entre l'Etat, le parti et le chef (l'« Egocrate » dans le cas stalinien, le *Führer* dans le cas nazi) qui font corps avec la société. Cette fusion n'est pas dissociable d'un rapport prophylactique au social nécessitant une production continue d'ennemis pour incarner la figure de l'autre<sup>694</sup>. Enfin, une troisième conception du peuple circule chez Lefort et n'est spécifique à aucun régime en particulier, démocratique, autoritaire ou totalitaire. Il s'agit du peuple machiavélien qui surgit à l'épreuve de la division sociale<sup>695</sup>. Cette figure sauvage du peuple, qui ne répond bien sûr pas au principe de la majorité, ne vise pas à s'emparer du pouvoir mais à le contester radicalement. En somme, il cherche à gouverner les gouvernants et résister aux « Grands ». Il est aussi intermittent et n'a pas vocation à durer :

« Dès que cette activité débridée s'institutionnalise, et elle doit nécessairement le faire, le peuple sauvage doit se transformer en peuple démocratique et cesser de vouloir agir directement, sans médiation, sur la scène politique<sup>696</sup>. »

Cette figure fugitive du peuple n'en joue pas moins un rôle décisif par l'activité qu'il déploie et sa capacité à interrompre le cours des choses. Lefort n'est-il pas alors confronté à une difficulté semblable à celle que rencontre le processus délibératif habermassien supposé aiguiller le système politico-administratif ? Encore faut-il préciser que le questionnement de la loi dont le peuple sauvage se fait le porteur « revêt des formes interruptives et intempestives<sup>697</sup> ». Il ne se contente pas de délibérer pacifiquement, de s'organiser en associations ou de signer des pétitions et de les porter aux dirigeants politiques en respectant le cadre juridique. Habermas et Lefort n'ont pas la même conception du noyau anarchique de la démocratie. L'adjectif « sauvage » porte au jour la continuité possible entre le peuple qui s'assemble ou manifeste pacifiquement et le peuple émeutier qui s'insurge : il évoque aussi la dimension interruptive de la violence, c'est-à-dire du recours à des modes d'action extra-légaux

---

<sup>694</sup> Lefort ajoute aussitôt que tout totalitarisme est manqué se heurtant « au démenti de l'expérience » (Claude LEFORT, *L'invention démocratique. Les limites de la domination totalitaire*, op cit, p. 106) à travers les innombrables modes de résistance individuelle ou collective.

<sup>695</sup> Claude LEFORT, « Préface » à Machiavel, *Discours sur la première décade de Tite-Live*, Berger Levrault, 1980.

<sup>696</sup> Antoine CHOLLET, « " Peuple-Un" ou démos : les figures du peuple chez Lefort et Castoriadis » in COLLECTIF, *Cornelius Castoriadis et Claude Lefort: l'expérience démocratique*, 2015, p. 36.

<sup>697</sup> Gilles LABELLE, « Claude Lefort, penseur du politique » (texte inédit), initialement destiné au journal *Le Devoir* (Octobre 2010).

mais indispensables pour être en mesure si ce n'est de résister, au moins de se défendre contre les violences d'Etat. L'enjeu de cette figure énigmatique et fugace du peuple n'est donc pas tant de faire valoir la force du meilleur argument, de faire entendre raison que de provoquer une situation où le roi est nu et où le pouvoir, légitimé ou non par les urnes, est obligé de se dévoiler. Le peuple comme opérateur de division provient de l'inspiration machiavélienne et rappelle que la rupture qu'a introduit Machiavel vis-à-vis de la thèse aristotélicienne d'une fondation de la communauté politique par l'aspiration au Bien<sup>698</sup>. C'est peut-être aussi là que se joue la différence avec la philosophie de la démocratie de Castoriadis qui se fonde sur la définition que donne Aristote de la cité.

### **3. La démocratie contre l'Etat : les enjeux d'une lecture arendtienne de Lefort**

C'est dans la seconde édition de son ouvrage *La démocratie contre l'Etat* que Miguel Abensour reformule le concept lefortien sous les traits de la démocratie insurgente. Le néologisme « insurgence » vient du latin *insurgere* qui signifie « se lever pour attaquer », lui-même dérivé du verbe « surgere » qui veut dire « surgir ». Peu usité sous sa forme transitive « insurger » au sens d'inciter à la révolte, le verbe est davantage utilisé sur un mode intransitif au sens de manifester publiquement son opposition, de « s'indigner ». Abensour forge son concept dans le sillage d'une lecture serrée de la « vraie démocratie » de Marx telle qu'elle est développée dans la « Critique du droit politique hégélien », texte daté de 1843 et resté inachevé. La réédition de cet ouvrage d'abord édité dans une première version en 1997<sup>699</sup> comporte une préface inédite et l'article « Démocratie sauvage et principe d'anarchie » qui permet de retracer la manière dont l'interprétation de la démocratie sauvage s'est considérablement radicalisée chez Abensour.

#### **3.1. De la « vraie démocratie » à la démocratie insurgente**

Dans ce dernier texte qui provient d'une conférence prononcée en 1992, Abensour redéploie la « thèse des deux versants » de la démocratie et du rôle charnière des luttes pour les droits. Ce type de mobilisation en marge des institutions tendrait au fond à subvertir la démocratie libérale

---

<sup>698</sup> Bernard FLYNN, *La philosophie politique de Claude Lefort*, Belin, 2012, p. 117, p. 160, p. 180.

<sup>699</sup> Miguel ABENSOUR, *La démocratie contre l'Etat. Marx et le moment machiavélien*, Editions Le Félin 2004 (1997).

et à éviter une forme de clôture. Le texte insiste sur la portée philosophique de l'adjectif « sauvage » en référence à Merleau-Ponty et à la manière dont il met l'accent sur l'irréductibilité de la division originaire. Par la suite, Abensour s'écarte du paradigme des revendications de droit<sup>700</sup> et conteste une orientation qu'il juge trop étatiste. A force de réclamer toujours plus de droits, la logique de la démocratie « sauvage » finirait par renforcer l'Etat en tant que destinataire des revendications et garant de la loi<sup>701</sup>. L'action revendicative n'implique-t-elle pas en effet de légitimer le cadre contesté, exception faite des situations révolutionnaires qui cherchent à le transformer radicalement ? Pour Abensour, Lefort se serait arrêté en cours de route en désamorçant la charge anti-étatique de la démocratie « sauvage » :

« On peut minimiser le sauvage et le ramener à un style, à une manière d'être de la démocratie et oublier la vocation anti-étatique de cette dernière, en la réduisant à un régime politique qui ferait place à la contestation permanente<sup>702</sup>. »

Alors que chez Lefort, le conflit s'inscrit dans le cadre étatique et débouche sur une dynamique indéfinie de démocratisation de l'Etat (qui porte comme revers l'étatisation de la démocratie<sup>703</sup> et le risque du paternalisme étatique), pour Abensour, la démocratie se rapporte à « une forme étrange d'expérience qui institue politiquement le social et qui simultanément se dresse contre l'État<sup>704</sup> ». Il déplace les coordonnées du conflit politique situant la démocratie insurgente du côté de l'activité, comme une « modalité de l'agir politique, spécifique en ce que l'irruption du *demos*, du peuple sur la scène politique, dans l'opposition à ceux que Machiavel appelle les « Grands », lutte pour l'instauration d'un état de non-domination dans la Cité<sup>705</sup> ». La division entre les Grands et le peuple résonne avec la ligne de partage entre Etat et démocratie qui prend sa source dans la thèse marxienne de la « vraie démocratie ». Déroulant l'hypothèse de lecture d'un « moment machiavélien » (en allusion à l'ouvrage de John Greville Agard Pocock<sup>706</sup>), c'est-à-dire d'un moment de redécouverte du politique à partir de Machiavel, Abensour discute Marx principalement à partir du *manuscrit de Kreuznach*. C'est dans ce texte inachevé que Marx soutient que la démocratie est « l'énigme résolue de toutes les constitutions », que le *demos* se situe au fondement de l'État et que ce n'est pas l'État qui, en tant que tout, donne sa raison d'être aux parties qui le composent. Marx renverse la perspective hégélienne d'un État

---

<sup>700</sup> Miguel ABENSOUR, *La démocratie contre l'Etat. Marx et le moment machiavélien*, Felin, 2005 (1997), p. 11.

<sup>701</sup> *Ibid.*

<sup>702</sup> Miguel ABENSOUR, *La communauté politique des tous-uns*, Les Belles Lettres, 2014, p. 132.

<sup>703</sup> Il est à noter que Lefort se montre attentif au risque de paternalisme étatique : cf Claude LEFORT, « Les droits de l'homme et l'état-providence », *Esprit*, 1985, n° 108, p. 65-79.

<sup>704</sup> Miguel ABENSOUR, *La Démocratie contre l'État. Marx et le moment machiavélien*, *op cit*, p. 112.

<sup>705</sup> Miguel ABENSOUR, *La Démocratie contre l'Etat. Marx et le moment machiavélien*, *op cit*, p. 30.

<sup>706</sup> J.G. POCKOCK, *Le moment machiavélien, La pensée politique florentine et la tradition républicaine atlantique*, 1975.

qui serait rationnel pour le ramener vers sa source première et l'empêcher de s'autonomiser et de dégénérer. Ce n'est plus le peuple qui est pensé à l'horizon de l'État mais l'État qui est habité par une sur-signification<sup>707</sup> résidant dans l'activité plurielle du *dêmos*<sup>708</sup>.

Le titre de *Démocratie contre l'Etat* ne doit cependant pas induire en erreur : il ne s'agit pas d'abolir l'Etat mais d'empêcher que l'objectivation institutionnelle ne dégénère en aliénation. Une lecture rétrospective autorise un rapprochement avec la problématique de l'aliénation du travail, autre fil conducteur de l'œuvre de Marx<sup>709</sup>. De la même manière que le travail mort (par exemple : la machine ; aujourd'hui : l'algorithme) apparaît comme une réalité séparée et inerte pour le « travail vivant », l'objectivation institutionnelle tendrait à s'autonomiser au risque de se retourner contre ses sujets.

La principale singularité de ce texte du « jeune » Marx est d'amorcer un concept positif et polysémique de démocratie à la fois politique et sociale. Sans entrer dans les controverses afférentes à l'unité ou à la périodicité de Marx<sup>710</sup>, ni dans celles qui concernent au premier chef l'exégèse de ce texte précis<sup>711</sup>, on peut surtout retenir que la relecture d'Abensour pose les fondements de son propre concept de démocratie « insurgente » qui vise un au-delà de l'Etat. Cette thèse peut notamment s'éclairer à la lumière de la distinction simmélienne entre forme et vie sous les traits d'une lutte sans fin entre la *forme*-Etat et la *vie* démocratique<sup>712</sup> qui s'y écoule et parfois la déborde. Etat et démocratie se livrent une bataille sans fin même si la seconde n'a pas vocation à détruire l'Etat mais à ouvrir un « espace conflictuel<sup>713</sup> » et à empêcher sa clôture

---

<sup>707</sup> Miguel ABENSOUR, *La Démocratie contre l'Etat. Marx et le moment machiavélien*, *op cit*, p. 27 – 29.

<sup>708</sup> Miguel ABENSOUR, *La communauté politique des « tous-uns »*, *op cit*, p. 136.

<sup>709</sup> Miguel ABENSOUR, « Pour lire Marx », *Revue française de science politique*, 1970, vol. 20, no 4, p. 772-788. Karl MARX, *Le capital*, traduction de M. J. Roy, entièrement révisée par l'auteur, 1872, p. 92, p. 134, p. 183. Comment le travail mort se dresse devant le travail vivant sous la forme des machines qui dépouillent le travail de sa capacité créatrice et qui, au lieu de faciliter la tâche, impriment un rythme infernal. Si on tire ce fil, on voit apparaître des vestiges du marxisme chez Abensour avec une continuité sous-jacente entre l'objectivation et l'aliénation.

<sup>710</sup> Franck FISCHBACH, « Le déni du social, deux exemples contemporains : Abensour et Rancière », in COLLECTIF, *Histoires et définitions de la philosophie sociale*, 2012, Vrin, p. 29-46.

<sup>711</sup> Etienne BALIBAR, Gérard RAULET (dir.), *Marx démocrate. Le Manuscrit de 1843*, PUF, 2001. On renvoie aussi à la critique de : Pauline CLOCHEC, « Le Manuscrit de Kreuznach et l'ambiguïté de la démocratie sociale », *Les Cahiers philosophiques de Strasbourg*, 41, 2017. Elle y soutient l'hypothèse d'une démocratie sociale qui ne se réduit pas à la sphère politique, ce qui implique la démocratisation du travail.

<sup>712</sup> Miguel ABENSOUR, *La démocratie contre l'Etat. Marx et le moment machiavélien*, Le Félin, 1997, p. 106 – 107. Cf Georg SIMMEL, « Le conflit de la culture moderne », in *Philosophie de la modernité. II*, Payot, 1990.

<sup>713</sup> Miguel ABENSOUR, « Insistances démocratiques. Entretien avec Miguel Abensour, Jean-Luc Nancy & Jacques Rancière. », *Vacarme*, vol. 48, no. 3, 2009, pp. 8-17.

totalisante<sup>714</sup> comme « forme organisatrice, totalisatrice, unificatrice<sup>715</sup> » qui cherche à rendre la société lisible, mesurable et gouvernable.

Il importe de préciser qu'Abensour s'écarte de Marx et de sa conception du peuple comme « principe instituant ». Le *demos* total porterait au jour la vérité cachée du politique en inversant le rapport sujet (*demos*) – prédicat (Etat). En faisant irruption par-delà les institutions, qu'elles soient démocratiques ou non, le *ganzen demos* exprimerait la volonté générale. Or, en prêtant à une entité collective les traits d'un sujet individuel de l'unité, de la volonté et de l'intentionnalité, Marx resterait captif d'une « métaphysique de la subjectivité<sup>716</sup> ».

Centre de l'activité politique, le « dêmos total » apparaît « dans la pleine adéquation de soi à soi<sup>717</sup> » qui exclut toute passivité. Abensour soutient au contraire qu'à rebours de la philosophie du sujet et de ses paralogismes scalaires, « le peuple [...] est affecté d'une identité problématique, car toujours différée<sup>718</sup> ». Il ne peut coïncider avec lui-même. Infigurable<sup>719</sup>, le peuple est « sujet à éclipses, tantôt dans l'ombre, tantôt dans la lumière de la scène publique<sup>720</sup> », toujours au-dessous ou au-dessus de lui-même. Au-dessus lorsqu'il se révèle « à l'état héroïque<sup>721</sup> », au-dessous quand il tombe en servitude. Cet « insurmontable écart de soi à soi<sup>722</sup> » n'est pas une faille mais ce qui garantit et préserve « les chances d'une cité anti-autoritaire<sup>723</sup> ».

La non-coïncidence du peuple entre en résonance avec la théorie lefortienne de la démocratie où le peuple fait l'épreuve de sa division. L'originalité de cette perspective qui ne s'encombre pas du « mythe » de la souveraineté<sup>724</sup>, tient également à ce que le peuple, comme entité indéfiniment problématique, n'y est pas souverain en tant que « pôle du non-pouvoir<sup>725</sup> ». Ce qui ne signifie pas que ce sujet collectif reste passif et impuissant puisque son activité est le seul rempart contre l'oppression. Il se différencie radicalement du « peuple-Un » en proie au

---

<sup>714</sup> Anders FJELD, « L'expérimentation de n'importe qui. Du défi de Marx à la cartographie ranciérienne des formations sociales », thèse de philosophie politique soutenue en 2016, Université Paris Diderot, p. 105.

<sup>715</sup> Miguel ABENSOUR, « Insistances démocratiques. Entretien avec Miguel Abensour, Jean-Luc Nancy & Jacques Rancière. », *Vacarme*, *op cit*.

<sup>716</sup> Miguel ABENSOUR, *La démocratie contre l'Etat. Marx et le moment machiavélien*, *op cit*, p. 31 ; p. 89.

<sup>717</sup> *Ibid*, p. 87

<sup>718</sup> *Ibid*, p. 88.

<sup>719</sup> Cette acception du peuple démocratique se rapproche du peuple *introuvable* de Pierre Rosanvallon.

<sup>720</sup> Miguel ABENSOUR, « Réflexion sur les deux interprétations du totalitarisme chez Claude Lefort » in *La démocratie à l'oeuvre. Autour de Claude Lefort*, sous la direction de Claude Habib et Claude Mouchard, Editions Esprit, 1993, p.126.

<sup>721</sup> Miguel ABENSOUR, *La démocratie contre l'Etat. Marx et le moment machiavélien*, *op cit*, p. 88

<sup>722</sup> *Ibid*.

<sup>723</sup> *Ibid*.

<sup>724</sup> Léon DUGUIT, « Souveraineté et liberté », Revue générale du droit online, 2015, Leçons faites à l'Université Columbia 1920-1921. La souveraineté peut se définir comme une instance qui détient et exerce un pouvoir de décision parce qu'elle incarne la volonté générale.

<sup>725</sup> Claude LEFORT, *Le temps présent, Ecrits 1945 – 2005*, Belin, 2007, p. 354.

fantasme de l'unité totalitaire qui cherche à résorber l'écart entre l'idée de peuple et ses oscillations incessantes. Abensour rejoint aussi la conception arendtienne centrée sur l'action à l'opposé de son interprétation rousseauiste qui gravite autour de la volonté générale indivise et inaliénable. Au contraire, affirme Tassin, « le peuple ne veut pas<sup>726</sup> ». De l'action naît « un » peuple susceptible d'entrer en conflit avec un « autre » peuple. La démocratie insurgente ou sauvage prend alors les traits d'un processus a-subjectif<sup>727</sup>, porté par une pluralité de protagonistes sans être décidé ni maîtrisé par quiconque. C'est la voie privilégiée par Gilles Labelle qui l'interprète comme le mouvement intempestif par lequel l'être social-historique s'ouvre jusqu'à ses fondements et révèle sa part de contingence.

Ceci explique que la démocratie sauvage telle que se la réapproprie Abensour évolue dans une « temporalité de la brèche » puisqu'il lui faut lutter sur deux fronts : l'État déchu et le nouvel État en train de se reconstituer dans les ruines de l'ancien. L'insurgence prend donc sa source dans une action qui doit sans cesse se renouveler<sup>728</sup>. Cette conception intervallaire d'une démocratie incandescente s'engage sur une voie d'autant plus périlleuse qu'elle doit éviter les écueils que rencontrent celles et ceux qui s'insurgent dans le chemin de crête entre spontanéisme (refus de la question de l'organisation pour éviter la dépossession) et substitutisme (la question des moyens est sacrifiée sur l'autel des fins).

Le concept d'insurgence s'éclaire à la lumière des révolutions communalistes ou des insurrections conseillistes et procède d'un « refus de la synthèse, refus de l'ordre, en tant qu'invention dans le temps du rapport politique qui déborde et dépasse l'État<sup>729</sup> ». On comprend alors que le passage de la thématique du « sauvage » vers celle de « l'insurgence » correspond à un basculement d'une problématique des biens (les droits peuvent être considérés comme des biens primaires et inaliénables dans le langage de la philosophie analytique) vers une politique des liens. L'expérience du désordre serait avant tout relationnelle et sa valeur résiderait dans sa capacité à tisser un lien anti-hiérarchique et non dans sa productivité du point de vue institutionnel. Abensour se sépare de Lefort en tranchant le nœud gordien entre ordre et désordre, situant la démocratie du côté d'un « désordre qui n'est pas voué à être un ordre autre<sup>732</sup> ». Autant pour Lefort, les tumultes qui débordent le canal des institutions sont

---

<sup>726</sup> Etienne TASSIN, « Le peuple ne veut pas », in COLLECTIF, *Hannah Arendt, Crises de l'Etat-nation, pensées alternatives*, Sens&Tonka, 2007, p. 301 – 316.

<sup>727</sup> Gilles LABELLE, *L'écart absolu : Miguel Abensour*, Sens & Tonka, 2018, p. 300 – 309.

<sup>728</sup> Le héros moderne tire sa force de l'âme au contraire du héros antique pourvu d'une force hors du commun.

<sup>729</sup> Miguel ABENSOUR, *La démocratie contre l'Etat Marx et le moment machiavélien*, op cit, p. 12.

<sup>732</sup> *Ibid.*

susceptibles, par la suite, de fertiliser les sols en disséminant ici ou là des espaces de liberté<sup>733</sup> (par exemple, l'institution des tribuns de la plèbe) ; autant pour Abensour, la démocratie apparaît « tel un fleuve impétueux qui déborde sans cesse de son lit, et ne saurait rentrer à la maison<sup>735</sup>. Elle n'existe que dans l'intervalle fragile du débordement, de la transgression des eaux. Cette conception torrentielle de la démocratie résume bien l'idée générale de la démocratie insurgente et donne du grain à moudre à l'objection d'*anti-institutionnalisme*<sup>736</sup>.

Cette critique récurrente met en doute la capacité des théories « démocrates-radicales » à envisager la politique sous un autre angle que celui de moments qui s'évanouissent rapidement. La conception d'une politique rare et intermittente<sup>737</sup>, d'une « exceptionnalité<sup>738</sup> » de la démocratie souffrirait d'un impensé institutionnel. Le point commun entre Rancière et Abensour serait au fond d'esquiver la question de la passivité. La politique serait placée sous le signe de l'insurrection<sup>739</sup>, d'une « irruption événementielle<sup>740</sup> » tandis que l'institution rimerait avec la trahison perpétuelle « de cette liberté en acte dans le jeu des appareils, des organisations, des lois<sup>741</sup> ». D'où l'accusation répandue dans le champ de la philosophie politique d'une incapacité à poser la question du pouvoir, de sa conquête et de son exercice. Il est significatif que cette critique vient à la fois de la tradition néo-marxiste<sup>742</sup> et du courant libéral-conservateur. « Ne pas vouloir le pouvoir est bien sympathique mais c'est là que ça se passe » écrit par exemple Gauchet qui s'en prend directement à la démocratie « sauvage ». En exaltant l'« effervescence créatrice des marges »<sup>743</sup>, Abensour céderait au « révoltisme<sup>744</sup>».

---

<sup>733</sup> Claude LEFORT *Le travail de l'oeuvre*, op cit, p. 724 : « L'ordre n'est pas institué à partir d'une rupture avec le désordre ; il se fond avec un désordre continu. »

<sup>735</sup> Miguel ABENSOUR, *La démocratie contre l'Etat. Marx et le moment machiavélien*, op cit, p. 131.

<sup>736</sup> Par exemple : Saul NEWMAN, « Postanarchism: a politics of anti-politics », *Journal of Political Ideologies*, 2011, vol. 16, no 3, p. 313-327.

<sup>737</sup> « Les fossoyeurs de la démocratie se servent justement de l'exigence intenable d'une citoyenneté permanente pour la discréditer », affirme Rancière in Jacques RANCIERE, *Moments politiques. Interventions 1977 – 2009*, La Fabrique, 2009.

<sup>738</sup> Miguel ABENSOUR, « Insistances démocratiques », op cit.

<sup>739</sup> Laurent DUBREUIL, « L'insurrection », *Labyrinthe*, 17, 2004.

<sup>740</sup> Martin BREAUUGH, *L'expérience plébéienne*, op cit, p. 22.

<sup>741</sup> Etienne TASSIN, *Le maléfice de la vie à plusieurs*, op cit, p. 176 – 177.

<sup>742</sup> Slavoj ZIZEK, « La subjectivation politique et ses vicissitudes », 2007.

<sup>743</sup> Marcel GAUCHET, *La condition historique*, op. cit., p. 204 – 205 « Ne pas vouloir le pouvoir est bien sympathique mais c'est là que ça se passe », ajoute-t-il.

<sup>744</sup> « Révoltiste » est le terme péjoratif lancé par Gauchet à l'encontre d'Abensour et de sa reprise de la démocratie sauvage ; il se prolongerait dans la vague d'« indignationnisme » telle qu'elle s'est formée pendant les « mouvements de places ». Le terme avait déjà été utilisé par Castoriadis dans une pique contre Lefort accusant le révoltiste d'être « un révolutionnaire qui refuse de s'avouer comme tel » et « nourrit le secret espoir qu'un jour toutes ces révoltes pourront quelque part se sommer, se cumuler, s'additionner en une transformation radicale ». La critique de Gauchet a donné lieu à une réponse d'Abensour sous la forme d'un pamphlet. Marcel GAUCHET, *La condition historique*, Gallimard, 2008 ; Marcel GAUCHET, « Que faire des droits de l'homme ? », *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> février 2018 ; Cornelius CASTORIADIS « L'exigence révolutionnaire », *Esprit*, février 1977 ;



Sans s'attarder plus longtemps sur la polémique entre les co-auteurs d'une préface à la réédition du *Discours de la servitude volontaire* de la Boétie<sup>745</sup>, il faut relever qu'Abensour récuse l'opposition « outrageusement simplificatrice » entre l'effervescence du côté de la démocratie et un « statisme marmoréen<sup>746</sup> » du côté de l'institution.

Cette opposition proviendrait notamment d'une conception réductrice de l'institution qui occulte sa dualité, la « non-coïncidence entre l'instituant et l'institué »<sup>747</sup>. Le rapport entre ces deux faces d'une même médaille n'est pas figé : « l'institué changera mais ce changement même est appelé par sa *Stiftung*<sup>748</sup> », par sa fondation, écrit Merleau-Ponty. Ce concept dynamique d'institution donne à voir « l'union et la tension de la société instituée et instituante, de l'histoire faite et de l'histoire se faisant<sup>749</sup> ». Par conséquent, la démocratie ne saurait se résumer à son versant institué, à un cadre établi et indépassable pas plus qu'elle ne se réduirait à un « tout instituant<sup>750</sup> » qui correspondrait à un mouvement asymptotique, sans fin, déconnecté de son contexte d'apparition. Abensour répond à ses détracteurs<sup>751</sup> en posant une distinction entre les institutions qui laissent passer le souffle insurgeant (par exemple, le droit à l'insurrection dans la Constitution de 1793) et celles qui au contraire l'empêchent ou l'éteignent. L'institution n'est donc pas synonyme de fossilisation ou de pétrification : elle renvoie aux durées plurielles des événements, à « ces événements d'une expérience qui la dotent de dimensions durables par rapport auxquelles toute une série d'autres expériences auront sens, formeront une suite pensable ou une histoire<sup>752</sup> ». Sont évoqués ici les symboles, les langages, les manières d'agir et de faire collectif, les pratiques qui se sédimentent au gré des événements et que se réapproprient des acteurs futurs. Il est question d'un type spécifique d'institution qui autorise une circulation entre plusieurs temporalités, entre le passé et le futur des révolutions et des insurrections, des soulèvements et des mouvements sociaux. Sa position est sur ce point congruente avec celle esquissée par Rancière qui s'oppose au « discours débile "spontanéité-

---

Miguel ABENSOUR, *Lettre d'un « révoltiste » à Marcel Gauchet converti à la « politique normale »*, Sens & tonka, 2008. Cette polémique a été mise en perspective dans ses coordonnées philosophico-politiques par : Gilles LABELLE, « « Fin de l'histoire » ou utopie : la polémique Marcel Gauchet – Miguel Abensour » in COLLECTIF, *Vers une démocratie désenchantée. Marcel Gauchet et la crise contemporaine de la démocratie libérale*, Fides, 2013, p. 123 – 153.

<sup>745</sup> Etienne de LA BOETIE, *Discours de la servitude volontaire*, Payot, 1976 (1576).

<sup>746</sup> Miguel ABENSOUR « Insistances démocratiques », *op cit*.

<sup>747</sup> Maurice MERLEAU-PONTY, *L'institution. La passivité*, *op cit*, p. 6.

<sup>748</sup> Maurice MERLEAU-PONTY, *L'institution. La passivité*, *op cit*, p. 38.

<sup>749</sup> Cornelius CASTORIADIS, *L'institution imaginaire de la société*, Seuil, 1975, p. 161.

<sup>750</sup> Contrairement à ce que laisse parfois entendre Abensour.

<sup>751</sup> Miguel ABENSOUR, « Démocratie insurgeante et Institution » in COLLECTIF, *La démocratie au-delà du libéralisme : perspectives critiques*, Outremont, Athena, 2009, p. 185-193.

<sup>752</sup> *Ibid.*

organisation<sup>753</sup> » et refuse de confondre la créativité institutionnelle avec « le jeu étatique tel qu'il est défini<sup>754</sup> ». Abensour esquisse en ce sens l'hypothèse d'un droit social extra-étatique dans la lignée des juristes Duguit et de Gurvitch<sup>755</sup>. Sa démonstration peine pourtant à convaincre butant sur une conception rigide, monolithique et réductrice de l'Etat.

La démocratie insurgée pâtit en effet d'un concept d'Etat exclusivement négatif qui ne permet pas de saisir l'intrication entre Etat et société en forçant le trait sur leur opposition frontale. Elle pâtit d'un impensé institutionnel qui l'éloigne de ses racines lefortiennes<sup>756</sup>. En somme, l'approche abensourienne revient à faire de la « rencontre historique entre l'État et la démocratie<sup>757</sup> » une malencontre pure et simple. A la thèse de Pierre Clastres selon laquelle les sociétés « sauvages » étaient des sociétés *contre* l'Etat répond la thèse d'Abensour selon laquelle la démocratie sauvage se dresse contre l'Etat. Elle viserait un au-delà de l'Etat, ce qui rattache Abensour à la ligne minoritaire du « conseilisme à la française<sup>758</sup> ». On mesure alors le fossé avec Lefort qui refuse d'ériger le conseilisme en modèle de bonne société sans négliger pour autant la fertilité des initiatives autogestionnaires au cours des années 1970<sup>759</sup>. En se focalisant exclusivement sur la domination étatique<sup>760</sup> et son entreprise de totalisation, Abensour en dit trop ou trop peu au sujet de l'Etat. Il sous-estime son rôle symbolique sur lequel insiste davantage Lefort. Le refus de diaboliser l'Etat conduit même ce dernier à affirmer, de concert avec Clastres, que les sociétés démocratiques sont des sociétés pour l'Etat<sup>761</sup>. Il refuse ainsi d'envisager :

---

<sup>753</sup> Jacques RANCIERE, *La méthode de l'égalité*, Bayard, 2012, pp. 212-214. Dans ces pages, Rancière met en garde contre la tentation de se doter d'institutions qui seraient pures d'un point de vue politique tout en rappelant la nécessité qu'« elles soient différentes dans leur mode d'existence, leur finalité, leur structure de ce que sont les institutions de l'État. »

<sup>754</sup> *Ibid.*

<sup>755</sup> George GURVITCH, *L'idée du droit social. Notion et système du droit social. Histoire doctrinale depuis le XVIIe siècle jusqu'à la fin du XIXe siècle*, Vrin, 1932. On peut remarquer que la notion de « droit vivant » comme réalité sociale qui tend à relativiser l'emprise du droit étatique s'est notamment concrétisé par l'expansion d'un droit para-étatique, de procédures d'arbitrages et de règles qui dérogent au droit commun par l'accélération brutale de la globalisation économique.

<sup>756</sup> Sur ce point, on renvoie à . Serge AUDIER, *Machiavel, conflit et liberté*, Vrin, 2005, p. 297.

<sup>757</sup> Bruno BERNARDI, *La Démocratie*, Flammarion, 1999, p. 92.

<sup>758</sup> Manuel CERVERA-MARZAL, « Miguel Abensour, Cornelius Castoriadis. Un conseilisme français ? », *Revue du MAUSS* 40, n° 2, 2012.

<sup>759</sup> Entretien avec l'Anti-Mythes, partie non publiée. C'est une inflexion significative par rapport à sa position pendant la période de *Socialisme ou Barbarie* où il reste fermement attaché à l'idée d'une pyramide des conseils.

<sup>760</sup> Il faut signaler qu'un autre concept d'État circule chez Abensour : il provient de sa lecture d'Emmanuel Levinas et désigne l'extravagante hypothèse de la générosité « quant à la naissance de l'État, selon laquelle ce dernier ne serait pas issu d'une limitation de la violence, mais d'une limitation de l'infini du pour-l'autre. » C'est en ce sens que Levinas peut être lu comme un *Contr'Hobbes* dès lors qu'il pose le refus de prendre pour point de départ l'état de guerre de tous contre tous, dessinant l'alternative entre l'État de César, qui interrompt le cours de la violence, et l'État de David, qui met fin à la responsabilité infinie pour autrui. Cf Miguel ABENSOUR, « L'extravagante hypothèse », *Rue Descartes*, 1998, no 19, p. 55-84.

<sup>761</sup> Claude LEFORT, *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, Gallimard, 1979, *op cit.*, p. 26. L'expression est empruntée à Clastres.

« l'Etat comme si c'était une puissance maléfique, sans voir précisément à quel point cette puissance est produite par la société elle-même, et surtout dans la mesure où l'on transforme l'Etat en un pur et simple organe d'oppression, ou bien de contrôle des individus, sans voir que l'Etat n'existe qu'en assumant la fonction de garant de la loi<sup>762</sup> ».

Non seulement l'Etat est engendré par la société mais surtout il se porte garant de la loi au sens où il en assure la pérennité en revendiquant le monopole de la violence légitime. Dans un texte antérieur co-écrit avec Marcel Gauchet, Lefort affirme que « le pouvoir détient la coercition en tant qu'il est seul à parler au nom de la Loi<sup>763</sup> » et que cette « marque de propriété [...] introduit l'idée qu'il existe un privilège devant la Loi<sup>764</sup> », ce qui induit un conflit permanent. En d'autres termes, l'Etat se présente sous la double face d'une « instance de la contrainte généralisée<sup>765</sup> », d'une construction socio-historique qui a cristallisé un vaste appareil politico-administratif (on reconnaît ici la définition de Weber) et d'un « foyer ultime de la légitimité<sup>766</sup> » qui endosse le rôle de garant de la Loi.

Si elle place l'accent sur la dimension symbolique de la construction étatique, l'analyse de Lefort ne prend qu'insuffisamment en compte sa réalité sociale. On pourrait dire qu'il néglige la dimension *répressive* de l'Etat et du pouvoir. Il pointe à juste titre le risque d'une *désymbolisation* de l'Etat qui laisserait libre cours à des rapports de force nus sans s'apercevoir du fait que l'Etat fait *déjà* un usage disproportionné et très inégalement réparti de la force. Cette ambivalence est bien mise en lumière par Etienne Balibar quand il souligne que l'Etat moderne est « le destructeur des libertés et des *vies* en même temps que leur « garant »<sup>767</sup> ». Cette ambiguïté se laisse aussi déchiffrer à travers l'articulation d'institutions démocratiques (la représentation nationale ou locale) et anti-démocratiques comme les frontières ou l'armée<sup>768</sup>. L'instauration de l'État *national social* tout au long du XIXème siècle jusqu'au milieu du XXème, illustre cette dualité d'un Etat transformé par les droits sociaux (inutile de rappeler ici qu'ils ont été conquis de haute lutte) qu'il octroie à une communauté définie selon un critère arbitraire (la nationalité). Au fond, il semble plus pertinent et prudent d'appréhender l'Etat

---

<sup>762</sup> Claude LEFORT, *Le temps présent*, op cit, p. 394.

<sup>763</sup> Claude LEFORT, Marcel GAUCHET, « La démocratie : le politique et l'institution du social », *Textures*, n°2/3, 1971, p. 30. Je cite *in extenso* : « Mais cette marque de propriété imposée à la Loi fait vaciller son image, introduit l'idée qu'il existe un privilège devant la Loi, et ouvre un conflit permanent sur la légitimité du régime ». Ce ppint est éclairant pour saisir l'origine et la permanence du conflit dans les régimes libéraux.

<sup>764</sup> *Ibid*

<sup>765</sup> Claude LEFORT, *L'invention démocratique*, op cit, pp. 268 – 269.

<sup>766</sup> *Ibid*.

<sup>767</sup> Étienne BALIBAR, *La proposition de l'égaliberté: essais politiques 1989 - 2009*, op cit, p. 192.

<sup>768</sup> *Ibid*, p. 315.

comme un « nexus de luttes<sup>769</sup> » qui, si elles ne sont pas parvenues à le dynamiter, ont parfois réussi à le mettre en mouvement et à le reconfigurer en partie.

Cependant, en dépit de son aversion prononcée pour l'Etat, Abensour apporte une correction majeure à Lefort en soulevant le point aveugle de l'Etat autoritaire. Avec pour objectif de concilier pensée de l'émancipation et critique de la domination<sup>770</sup>, la philosophie critico-utopique<sup>771</sup> d'Abensour cherche à saisir la spécificité des choses politiques (ce qu'il nomme le paradigme politique) sans les confondre avec la critique nécessaire de la domination (paradigme de la domination). Admettre la possibilité d'une expérience collective de la liberté requiert en effet de reconnaître l'hypothèse contraire de « la dégénérescence toujours possible, toujours menaçante des formes politiques<sup>772</sup> » dans lesquelles celle-ci se déploie. Hypothèse que semblent minimiser les tenants du paradigme politique. La critique s'adresse en particulier à Lefort et à la manière dont l'analyse croisée des phénomènes démocratiques et totalitaires l'aurait conduit à sous-estimer le risque d'*entropie* démocratique.

Il aurait été moins attentif, selon Abensour, à la possibilité d'une dégénérescence *interne* de la démocratie<sup>773</sup>, bien qu'il pose une distinction entre un pouvoir tyrannique qui serait « sans foi, ni loi », livré à lui-même et un pouvoir gouverné par la loi, l'Etat rationnel du Léviathan. Abensour mobilise de son côté le concept d'Etat autoritaire de Franz Neumann comme forme dégradée et intermédiaire de l'Etat par contraste avec le Béhémoth totalitaire qui s'affranchit des cadres légaux et détruit tout sur son passage, y compris ses propres agents puisque l'Etat est phagocyté par le Parti. On pourrait ajouter que là où le « parti-Etat » fusionne les différents secteurs de la société (même si la façade d'une société différenciée est plus ou moins maintenue), la spécificité de l'Etat autoritaire se situe dans le fait que le chef et son entourage s'assurent une position de domination dans plusieurs secteurs sans remettre en cause leur séparation.

---

<sup>769</sup> Antoon BRAECKMAN, « The Hermeneutics of Society: On the State in Lefort's Political Theory », *Constellations* 25, n° 2 (juin 2018): 242-55,

<sup>770</sup> Sur ce point, nous renvoyons à Martin BREAUUGH, « Critique de la domination, pensée de l'émancipation. Sur la philosophie politique de Miguel Abensour », *Politique et Sociétés*, vol. 22, n° 3, 2003, p. 45-69 et Manuel CERVERA-MARZAL, *Miguel Abensour, critique de la domination, pensée de l'émancipation*, Sens&Tonka, 2012.

<sup>771</sup> La philosophie critico-utopique se donne pour double objectif de questionner les modes de gouvernement et de domination tout en scrutant les traces des possibles latéraux qui ne sont pas advenus ou ont été tués dans l'œuf comme les 72 jours de la Commune de Paris. Elle comporte donc des passés révolus et des futurs avortés.

<sup>772</sup> Miguel ABENSOUR, *Pour une philosophie politique critique, op cit*, p. 313.

<sup>773</sup> Il aborde cette question sous un angle uniquement idéologique. On se réfère ici au texte : « Esquisse d'une genèse de l'idéologie dans les sociétés modernes », *Textures* 8/9, 1974, repris dans Claude LEFORT, *Les formes de l'histoire*, Paris, Gallimard, 1978, p. 278 – 329. La critique d'Abensour reste donc simplificatrice sur ce point : elle occulte la critique de l'idéologie invisible entreprise par Lefort, comme « logique des idées dominantes » et appareil de croyances qui se distingue des idéologies bourgeoise et totalitaire en s'enfermant dans un « surgissement répétitif du nouveau » et une croyance dans la communication de tous avec tous. Cf Warren BRECKMAN « Retour sur « l'idéologie invisible » selon Lefort », *Raison publique*, vol. 23, n°. 1, 2018, pp. 37-54.

Cette zone grise dans laquelle s'inscrit la majorité des régimes contemporains fait signe vers la notion d'étatisme autoritaire de Nicos Poulantzas<sup>774</sup>. Il désigne par là une tendance propre aux appareils coercitifs d'État – police et armée – à se renforcer voire à se substituer aux institutions légitimées par le suffrage ou leur supposée indépendance (l'appareil judiciaire) de sorte que les libertés individuelles et collectives sont réduites à peau de chagrin. Cette notion conduit aussi à envisager la possibilité que se perpétuent des pratiques autoritaires à l'intérieur de régimes représentatifs et libéraux comme en atteste le cas français des années 2010 avec une amplification sans précédent de la répression policière et judiciaire à l'encontre des attitudes contestataires (corrélée à une impunité quasi systématique des policiers mis en cause dans des affaires de violences et de meurtres ciblant les habitants racisés<sup>775</sup> des quartiers populaires<sup>776</sup>). Pour paraphraser Abensour, entre la démocratie et le totalitarisme, il n'y a pas de muraille de Chine mais des terres arides et hostiles à la vie humaine où les oasis se font rares. La critique de l'État autoritaire soulève une difficulté essentielle bien que sous-jacente chez Lefort qui concerne la tendance de la démocratie à éclipser les notions concomitantes de « politique » et de « philosophie », faisant ressortir les limites d'une définition située de la modernité.

### 3.2. La modernité à l'épreuve de la division originaire

La définition lefortienne de la démocratie comme « expérience d'une indétermination dernière des fondements<sup>777</sup> » fait ressortir l'ancrage post-fondationnaliste caractéristique du courant parfois qualifié outre-Atlantique de « théorie critique française<sup>778</sup> ». La spécificité des théoriciens démocrates-radicaux comme Castoriadis, Abensour ou Lefort est en effet de rompre le fil d'une tradition philosophique qui subordonne le politique aux prérequis d'une théorie de l'agir ou de la justice. Cette rupture n'en reste pas moins tributaire d'une conception délimitée du politique et de la modernité qui soulève des difficultés considérables. Ainsi, Lefort élabore

<sup>774</sup> Nicos POULANTZAS, *L'État, le pouvoir, le socialisme*, PUF, 1978, IVème partie

<sup>775</sup> Le terme « racisé » désigne un groupe opprimé dans les rapports sociaux de race dès lors que lui est assignée une étiquette liée à une construction sociale de ce type. Il se retrouve alors dans des situations répétées de moindre de pouvoir, empêché de s'exprimer et parfois également, mais pas toujours, dépossédé des fruits de son travail, l'exploitation se conjuguant alors avec l'oppression.

<sup>776</sup> Pour une généalogie des violences policières comme violences d'État en France : Michel KOKOREFF, *Violences policières : Généalogie d'une violence d'État*, Éditions Textuel, 2020. La brutalité des politiques publiques du désordre en France a aussi été récemment mise en lumière dans une étude comparative co-écrite par : Olivier FILLIEULE, Fabien JOBARD, *Politiques du désordre : Police et manifestations en France*, Éditions du Seuil, 2020.

<sup>777</sup> Claude LEFORT, *Ecrire à l'épreuve du politique*, Calmann-Lévy, 1992, p. 349.

<sup>778</sup> Jean-Philippe DERANTY (éd.), *Recognition, work, politics: new directions in French critical theory*, Social and critical theory, v. 5, Leiden, Boston, Brill, 2007. Deranty construit la thèse d'une théorie critique française en miroir de la « French theory » post-structuraliste.

son concept de démocratie comme « dissolution des repères de la certitude » à l'épreuve du contexte européen de la fin des sociétés monarchiques. Ce n'est qu'à partir du moment où la société ne fait plus corps avec le roi, que le lieu du pouvoir devient vide (c'est-à-dire inappropriable) et que s'ouvre l'indétermination fondatrice de la démocratie :

« A la disparition des ontologies du corps politique qui valaient comme discours de légitimation et d'asservissement correspondrait la désincorporation du social ainsi que la désincorporation du pouvoir que Claude Lefort, à tort ou à raison, rapporte pour sa part, tout au moins en Europe, à l'expérience du régicide<sup>779</sup>. »

Revenant sur les grandes lignes de la thèse de Lefort, Abensour met en doute (« à tort ou à raison ») le lien de corrélation qu'il établit entre la désincorporation du social et du pouvoir et l'avènement de la démocratie. Il rejoint sur ce point la critique plus explicite formulée par Rancière lorsqu'il refuse de lier la démocratie à une « catastrophe symbolique » qui proviendrait de la disparition du « double corps du roi<sup>780</sup> ». Cette critique manque cependant le fait que l'expérience de la « dissolution des repères de la certitude » (de laquelle découle l'égalité des conditions) n'est pas réductible au régicide qui joue le rôle de catalyseur symbolique. On pourra aussi objecter que, chez Abensour, la temporalité épique de la Révolution Française jusqu'à la période thermidorienne (1789 – 1795) fait office de matrice historique de son effort conceptuel. La référence récurrente à la Constitution mort-née de 1793, aux sections jacobines ou encore à la Commune de Paris ancre l'insurgeance dans l'humus des révolutions françaises qui ont scandé le XIX<sup>ème</sup> siècle. Il n'en demeure pas moins qu'en refusant de concevoir la démocratie à l'aune d'un « moment inaugural » et en reconnaissant une « relation à l'origine d'autant plus troublante<sup>781</sup> » qu'elle est prise dans la division originaire, Abensour ouvre une alternative féconde.

Celle-ci s'inscrit en rupture avec les structures de pensée *archiques* qui règlent le rapport de la philosophie à la politique. En grec, le verbe *archein* désigne à la fois ce qui commence et ce qui commande si bien que la signification de son dérivé *arkhè* (ou *arché*) tend à confondre les notions de commencement et de commandement dans un même mot<sup>782</sup>. L'*arkhè* se rapporte à l'idée d'une origine, d'un « principe premier »<sup>783</sup> qui commande. Or c'est une tendance récurrente de la philosophie politique occidentale de chercher à fonder la légitimité et à théoriser

---

<sup>779</sup> Miguel ABENSOUR, *La démocratie contre l'Etat Marx et le moment machiavélien*, op cit p. 276.

<sup>780</sup> Jacques RANCIERE, *La mésentente*, op cit, p. 140.

<sup>781</sup> Miguel ABENSOUR, *La démocratie contre l'Etat Marx et le moment machiavélien*, op cit, p. 277

<sup>782</sup> Etienne TASSIN *Le trésor perdu. Hannah Arendt, l'intelligence du politique*, Paris, Payot, 1999, pp. 501-502. Notons aussi, comme le rappelle Arendt, que commencement et violence sont deux notions qui s'entremêlent.

<sup>783</sup> Anne KUPIEC, « L'oeuvre de Pierre Clastres et le renouvellement de la pensée anarchiste », in *Pierre Clastres*, ouvrage collectif sous la direction de Miguel Abensour et d'Anne Kupiec, Sens & Tonka, 2011, p. 302.

les le bon gouvernement (qui doit commander la cité et au nom de quel principe ?) que celui-ci porte le nom de *politeia*, de monarchie, de république ou de démocratie. La théorie de la justice de John Rawls ne cherche-t-elle pas à déterminer le contenu des droits et libertés *une fois pour toutes*<sup>784</sup> comme le fait valoir Pauline Colonna d'Istria ? Un des premiers enjeux de la philosophie serait de régler la question politique. Qu'elle soit naturelle (un ordre naturel ou rationnel des choses) ou surnaturelle (l'humain comme partie d'un tout, d'un cosmos), la logique fondationnaliste tend à subordonner la pratique à la théorie. Il reviendrait donc au philosophe d'enfiler les habits du législateur<sup>785</sup> ou de l'archonte.

Tout autre est le sillon creusé par les philosophies dites « *an-archiques* » qui, en refusant de souscrire à un principe premier, au « principe du principe », cherchent à prendre en charge les questions qui sourdent du présent. « La pensée elle-même, écrit Arendt, naît d'événements de l'expérience vécue et doit leur demeurer liée comme aux seuls guides propres à l'orienter<sup>786</sup> ». En ce sens, il n'est possible de pratiquer la théorie qu'à la condition de s'abreuver à la source vive de l'expérience<sup>787</sup>. Écrire à l'épreuve du politique implique aussi de renoncer au postulat selon lequel il serait possible d'accéder à un point de vue omniscient, un « lieu de surplomb<sup>788</sup> » destiné au philosophe-roi<sup>789</sup> ou sociologue-roi.

Il ne s'agit pas pour autant de nier l'existence des fondations mais de reconnaître la possibilité permanente d'une « crise des fondements<sup>790</sup> » qui s'ancre dans la contingence de leur contexte d'apparition. Il importe alors de souligner la différence entre anti-fondationnalisme et post-fondationnalisme. Une position strictement anti-fondationnaliste serait auto-réfutante dans la mesure où affirmer l'impossibilité de tout fondement revient à faire du vide un principe directeur ou à céder aux sophismes d'une philosophie de la contingence radicale. Chez

---

<sup>784</sup> Pauline COLONNA d'ISTRIA, « La raison publique au miroir de l'Un. Claude Lefort vs. Rawls », *Revue du MAUSS*, vol. 37, no. 1, 2011, pp. 405-418.

<sup>785</sup> Par exemple, le projet de société aristocratique, d'un gouvernement des meilleurs que Friedrich Hayek nomme « démarchie ». Friedrich HAYEK, *Droit, Législation et Liberté*, PUF, 2007 (1979).

<sup>786</sup> Hannah ARENDT, *La crise de la culture : huit exercices de pensée politique*, Gallimard, 2000 (1961), Préface. Chez Lefort, l'événement ne constitue pas l'écume de l'histoire mais le signe d'« un style des rapports sociaux et des conduites en vertu duquel il y a mise en jeu du sens ». Cf Claude LEFORT, *Les formes de l'histoire : essais d'anthropologie politique*, Paris, Gallimard, 1978, p. 62.

<sup>787</sup> Cette source est duale puisque la philosophie s'alimente de l'étonnement devant les choses du monde (le *thaumazein*) mais aussi du sentiment d'injustice, de la colère devant les injustices (le *thumos*).

<sup>788</sup> Sur le rapport ambigu de Lefort aux sciences sociales cf Alain CAILLE, « Claude Lefort, les sciences sociales et la philosophie politique » in COLLECTIF, *La démocratie à l'œuvre : Autour de Claude Lefort*, Éditions Esprit, 1993, p. 51-77.

<sup>789</sup> Jacques RANCIERE, *Le philosophe et ses pauvres*, Fayard, 2002 (1983).

<sup>790</sup> Miguel ABENSOUR, *La démocratie contre l'Etat Marx et le moment machiavélien*, op cit, p. 271 : « En rapport avec la clôture du champ métaphysique, la crise des fondements telle que soit remise en question l'unité traditionnelle de la théorie et de la pratique et que s'effondre le schéma référentiel au sein duquel l'action trouvait jusque-là sa légitimité, quelle que fût l'instance première de légitimation (Dieu, la Nature, l'Ordre du monde, le Progrès, etc.) ». Il faut se rappeler que le grec *Krisis* veut dire « trier, séparer, discerner » : la crise peut donc s'entendre comme une tentative de porter au jour ce qui fonde une communauté politique.

Castoriadis<sup>791</sup>, Abensour<sup>792</sup> ou Lefort<sup>793</sup> s'engage au contraire, comme l'a démontré Oliver Marchart dans son ouvrage sur le courant de pensée post-fondationnaliste, une « interrogation constante des figures métaphysiques de la fondation – tels que la totalité, l'universel, l'essence ou du fondement<sup>794</sup> », interrogation qui ne procède pas par des démarches abstraites comme les « expériences de pensée ». Pour ce faire, ils prennent appui sur des périodes décisives où se serait joué le politique en se référant notamment, en ce qui concerne respectivement Castoriadis et Lefort, à la démocratie athénienne et aux révolutions euro-américaines<sup>795</sup>.

Le refus de la *prima philosophia*<sup>796</sup> s'accompagne d'une définition du politique à l'aune d'expériences historiques singulières et de leur mise en récit. Comme l'a bien mis en lumière la réception anglophone<sup>797</sup> des théories « démocrates-radicales », celles-ci ne pâtiraient pas tant d'une « apesanteur sociale<sup>798</sup> » que d'un biais historiographique. De là proviendrait une tendance au crypto-normativisme<sup>799</sup>, non pas à partir de normes cachées mais via des séquences historiques érigées en moments fondateurs. Cette tendance ne présente pas le même visage en fonction des auteurs.

Il est par exemple évident que Castoriadis puise son inspiration du côté de l'expérience athénienne du Vème siècle av. J.C. ainsi que dans les communes médiévales du XIIIè-XIVème siècle et les conseils russes et hongrois du XXème siècle. L'omniprésence du « germe grec » dans ses travaux l'expose indubitablement à la critique de l'héliocentrisme même s'il concède volontiers qu'Athènes était plus proche d'une société esclavagiste que démocratique puisqu'à peine dix pour cent des habitants avait accès au statut de la citoyenneté<sup>800</sup>. Plus insidieuse est

---

<sup>791</sup> Cornelius CASTORIADIS, « La polis grecque et la création de la démocratie », *Domaines de l'homme*, 1986, vol. 287.

<sup>792</sup> Miguel ABENSOUR, « Démocratie sauvage" et" principe d'anarchie », *Revue européenne des sciences sociales*, 1993, vol. 31, no 97, p. 225-241.

<sup>793</sup> Claude LEFORT, *Ecrire à l'épreuve du politique*, Calmann-Lévy, 1992, p. 349.

<sup>794</sup> Oliver MARCHART, *Post-foundational Political Thought*, Edinburgh University Press, 2007, p. 2.

<sup>795</sup> Niklas PLAETZER, « Histories of the Otherwise: On Insurgent Institutions and the Method of Miguel Abensour ».

<sup>796</sup> Oliver MARCHART, *Post-foundational Political Thought*, *op cit*, p. 166 – 171.

<sup>797</sup> Barnor HESSE, « Marked Unmarked: Black Politics and the Western Political », *South Atlantic Quarterly*, 110 (4), 2011, p. 974–984.

<sup>798</sup> Tom HENDERSON, « Post-foundational Ontology and the Charge of Social Weightlessness in Radical Democratic Theory: A Response to Lois McNay's The Misguided Search for the Political », *Brief Encounters*, 2017, vol. 1, no 1. Ce texte se réfère directement à l'ouvrage de Lois MCNAY, *The misguided search for the political*, John Wiley & Sons, 2014.

<sup>799</sup> Jürgen HABERMAS, *Le discours philosophique de la modernité*, Paris, Gallimard, 1988. Par crypto-normativisme, Habermas désigne le fait que Foucault prend appui sur des normes et valeurs sans en expliciter le fondement. L'expression avait déjà été utilisée par : Michael WALZER, « La politique de Michel Foucault » in David HOY (dir.), *Michel Foucault, lectures critiques*, Éditions universitaires/Bruxelles, 1989, p. 65-83.

<sup>800</sup> Cornelius CASTORIADIS, « La polis grecque et la création de la démocratie », in *Domaines de l'homme*, 1986, vol. 287. Cf aussi le débat avec la revue du MAUSS : Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales, « Démocratie et relativisme. Débat avec le MAUSS », Paris, Éditions Mille et une nuits, 2010 (1999). Pierre VIDAL NAQUET, « Tradition de la démocratie », *op cit*. Il souligne qu'à Athènes, femmes, mineurs, étrangers,



la manière dont Lefort forge sa théorie de la démocratie moderne à l'aune des révolutions états-uniennes et européennes. Il conceptualise la démocratie comme société de l'indétermination en souscrivant à la thèse wébérienne du « désenchantement du monde » et en remobilisant l'analyse tocquevillienne de la révolution démocratique comme processus d'égalisation des conditions<sup>801</sup>.

Cette double ascendance transparaît lorsqu'il affirme par exemple que « l'avènement de la démocratie implique bien qu'il n'y a pas de fondement légitime à la hiérarchie des groupes sociaux, et que les hommes appartiennent tous à la même condition<sup>802</sup> ». Irréductible à un montage institutionnel, la démocratie relève plus profondément d'une « matrice symbolique » des rapports sociaux arrimée au principe d'égaliberté<sup>803</sup>. La proclamation des droits de l'homme et l'institution du suffrage universel formeraient ainsi l'horizon de toute politique démocratique<sup>804</sup>.

Il importe de ne examiner les « sociétés démocratiques capitalistes<sup>805</sup> » uniquement à l'aune de leurs principes générateurs. La modernité se définit aussi par l'expansion sans précédent d'un mode d'organisation économique qui repose sur un principe d'accumulation et par ses conséquences matérielles. Or, contrairement à ce que suggère Lefort dans plusieurs textes tardifs<sup>807</sup>, le lien qui unit démocratie et capitalisme reste *contingent* et relève d'une rencontre (ou d'une malencontre selon le point de vue) comme en atteste le fait que la dictature de Pinochet ait servi de laboratoire aux recettes néolibérales des « *Chicago boys*<sup>808</sup> ». L'abolition de la démocratie n'a pas empêché l'épanouissement du capitalisme néolibéral.

De surcroît, la généralisation de l'exploitation des êtres humains et du vivant n'est pas uniformément répartie à la surface du globe : l'impérialisme des démocraties européennes rappelle que leurs fondations coloniales ont perpétué des systèmes d'oppression qui ont

---

esclaves sont exclus de la citoyenneté, y compris les archers qui « assuraient l'organisation matérielle de l'assemblée du peuple ». Il ajoute : « Ce silence fonde la possibilité de la parole politique. »

<sup>801</sup> Il ne tire cependant pas les mêmes conclusions que les lectures plus libérales en ce qui concerne le rôle positif du désordre.

<sup>802</sup> Claude LEFORT, « Pour une sociologie de la démocratie », *Annales. Economies, sociétés, civilisations*. 21<sup>e</sup> année, N. 4, 1966, pp. 750-768.

<sup>803</sup> Etienne BALIBAR, *La proposition de l'égaliberté : essais politiques 1989-2009*, Presses universitaires de France, 2015.

<sup>804</sup> On renvoie ici à l'analyse que fait Lefort du suffrage universel dans *Un homme en trop*, *op cit*, p. 195 : « L'événement implique que non seulement le pouvoir, mais la société ne sont pas organiquement constituées, en possession d'une identité naturelle ; il rend sensible le phénomène de l'institution du social ».

<sup>805</sup> Luc BOLTANSKI, *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*, Gallimard, 2009.

<sup>807</sup> Par exemple dans le texte : Claude Lefort, « Démocratie et représentation » in *Le temps présent*, *op cit*, p. 611 - 624

<sup>808</sup> Sur ce point, on pourra consulter : Michel FAURE, « 18. Augusto Pinochet, tyran libéral », *Le Siècle des dictateurs*. Perrin, 2019, pp. 331-347. Le surnom « Chicago Boys » désigne des économistes chiliens formés sous la houlette de Milton Friedman qui ont mis en application des thérapies de choc néolibérales sous la dictature de Pinochet (11 septembre 1973 – 13 mars 1990).

structuré durablement les rapports sociaux de race<sup>809</sup> (ségrégation socio-spatiale, racisme d'Etat, etc.) sur leur territoire. L'examen du caractère démocratique de la « modernité » requiert également de prendre en compte les analyses des rapports sociaux de genre à travers la reproduction de la « domination masculine<sup>810</sup> », en dépit de lentes avancées sociales et politiques<sup>811</sup>.

Trop idéaliste, la définition lefortienne de la modernité démocratique<sup>812</sup> ne résiste pas aux grilles d'analyse intersectionnelle de la domination ; elle met aussi à l'épreuve la cohérence d'une œuvre qui oscille entre une « pensée du politique » et la volonté de contribuer à une restauration de la philosophie politique. Ce retour vers la tradition philosophico-politique ressort à travers la méthode comparative des formes de société comme modes de coexistence. Quand Lefort tente de cerner leurs principes générateurs, il réactive la problématique du meilleur régime, de la forme idéale de gouvernement. Question philosophique par excellence à laquelle la démocratie apporterait une réponse dernière dans la mesure où elle reconnaît la division sociale au lieu de la dénier ou de l'occulter. Démocratie et philosophie iraient de concert au sens où l'institution démocratique fait du tissu social un élément « fondamentalement interrogatif<sup>813</sup> ». La dissolution des repères de la certitude qui caractérise l'expérience de la démocratie en ferait une sorte de « régime philosophique<sup>814</sup> ». Lefort s'étonne même que la philosophie contemporaine ne perçoive qu'en partie ce qu'elle doit à la démocratie en tant que « matrice<sup>815</sup> » de son activité.

Cette tendance à idéaliser la démocratie ressort aussi en creux quand celle-ci apparaît comme le mode d'apparition propre au politique. Le rapport malaisé qu'entretiennent les notions de démocratie, philosophie et politique chez Lefort tient probablement aux usages fluctuants que fait Lefort du terme « démocratie ». Comme le souligne Labelle, celle-ci prend tantôt un sens historiciste qui désigne les gouvernements représentatifs que nous connaissons, tantôt une signification plus an-historique comme manière de faire l'épreuve du mode d'institution

---

<sup>809</sup> On se réfère ici à la thèse d'un « racisme sans race » d'Etienne Balibar. Étienne BALIBAR, « La construction du racisme », *Actuel Marx*, 2005, no 2, p. 11-28.

<sup>810</sup> Pierre BOURDIEU, « La domination masculine », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1990, vol. 84, no 1, p. 2-31.

<sup>811</sup> Sur la sexuation de l'ordre socio-politique et la perception des inégalités entre les sexes, cf. Réjane SENAC, *La perception des inégalités femmes-hommes*, Paris, PUF, 2007.

<sup>812</sup> Pour Lefort, c'est bien la démocratie qui définit la modernité et non le totalitarisme qui, en suturant l'incertitude, est un phénomène post-démocratique. C'est en fait un possible de la démocratie comme type de société.

<sup>813</sup> Claude LEFORT, Marcel GAUCHET, « La démocratie : le politique et l'institution du social », *op. cit.*, p. 18.

<sup>814</sup> Gilles LABELLE, « Maurice Merleau-Ponty et la genèse de la philosophie politique de Claude Lefort », *Politique et sociétés*, 2003, vol. 22, no 3, p. 9-44.

<sup>815</sup> Claude LEFORT, *Essais sur le politique. XIXème-XXème siècle*, *op. cit.*, p. 30. Il rejoint sur ce point la position de Castoriadis : Cornelius CASTORIADIS, « La polis grecque et la création de la démocratie », *Le Débat*, vol. 38, no. 1, 1986, pp. 126-144.

symbolique<sup>816</sup>.

Il est alors tentant de faire jouer Lefort contre Lefort, en particulier quand il met en garde contre la tentation de se mirer dans la bonne société ou un régime sans défaut. Contre ce perfectionnisme institutionnel, Lefort argue que « la meilleure république » se distingue « plutôt par un abandon tacite de l'idée de solution<sup>817</sup> ». La politique ne prend pas la forme d'un problème à résoudre mais reste une affaire de division et de choix collectif. En dépit de sa valorisation d'une attitude « libertaire » qui consiste à ne pas adhérer aveuglément à l'ordre établi, il semble que Lefort lui-même concède parfois trop à l'ordre démocratique tel qu'il s'est établi et auto-proclamé. Si tout point de vue théorique reste situé et pris dans un contexte, cela ne doit pas conduire pour autant à occulter les perspectives divergentes qui partent d'autres points de vue. C'est ainsi que Lefort, comme Castoriadis d'ailleurs, rejette l'hypothèse d'une altérité démocratique pourtant étayée par de nombreux travaux qui portent au jour une pluralité d'expériences à travers le monde non-occidental<sup>818</sup>. De ce retour de flamme post-fondationnaliste fondé sur des moments de vérité inauguraux découle une définition tronquée de la modernité. Lefort occulte en effet la face cachée des démocraties modernes, ce que Malcom Ferdinand nomme « la cale de la modernité<sup>819</sup> » qui rappelle que celle-ci reste indissociable de la colonisation et de la traite des esclaves. L'édification de principes généraux chez Lefort ou Castoriadis tend aussi à négliger les luttes sociales et politiques, souvent vaincues, qui s'y rattachent : les communautés marronnes, la révolution haïtienne (1791 – 1804), les insurrections et révolutions indépendantistes.

La route de la modernité ne se résume donc pas à une aventure démocratique<sup>820</sup>. Force est de reconnaître qu'elle est originairement divisée. Originnaire est ici à entendre au sens d'une origine plurielle, inscrutable, taillée dans une multiplicité de contextes historiques et géographiques, de temporalités qui s'enchevêtrent et ne se recourent qu'en partie. « L'originnaire éclate et la philosophie doit accompagner cet éclatement, cette différenciation<sup>821</sup> » : ces éclats du passé colonial, de la domination des hommes sur les femmes, des luttes des classes sont à considérer

---

<sup>816</sup> Gilles LABELLE, « « Fin de l'histoire » ou utopie : la polémique Marcel Gauchet – Miguel Abensour » in COLLECTIF, *Vers une démocratie désenchantée. Marcel Gauchet et la crise contemporaine de la démocratie libérale*, Fides, 2013, p. 153, note 84.

<sup>817</sup> Claude LEFORT, « Machiavel et la vérité effective », in *Ecrire à l'épreuve du politique*, Calmann-Lévy, 1992, p. 175. Il développe déjà la même idée d'une « contestation permanente et réaliste, consciente de ses limites » dans Claude LEFORT, *Sur une colonne absente. Ecrits autour de Merleau-Ponty*, Gallimard, 1978, p. 103 – 104.

<sup>818</sup> David GRAEBER, *La démocratie aux marges*, Le Bord de l'eau, 2018.

<sup>819</sup> Malcom FERDINAND, *Une écologie décoloniale - Penser l'écologie depuis le monde caribéen*, Seuil, 2019.

<sup>820</sup> C'est par exemple une expression courante sous la plume de Jean Baudouin. Cf Gwendal CHÂTON, Bernard BRUNETEAU, Philippe PORTIER, *L'aventure démocratique. Cheminements en compagnie de Jean Baudouin*, Presses universitaires de Rennes, 2017.

<sup>821</sup> Maurice MERLEAU-PONTY, *Le visible et l'invisible*, Gallimard, 1964, p. 163.

« non pas à titre de survivance ou de résidu, mais comme appel à une suite et exigence d'un avenir<sup>823</sup> » qui font aussi partie de l'institution « démocratique » du social. D'autant que la division de la modernité n'est pas une relique du passé mais continue de structurer les rapports sociaux sans que ceux-ci soient voués à la répétition de la domination.

Cette confrontation entre modernité démocratique et division originaire visait à recontextualiser le concept de démocratie sauvage. Dans la dernière section de ce chapitre, il s'agira de l'opérationnaliser en interrogeant le caractère interactionnel de ce concept et la manière dont il complique la question démocratique.

#### **4. L'ensauvagement de la police démocratique**

On gagne à relire la « thèse des deux versants » de la démocratie à l'aune de l'univers théorique de Jacques Rancière et en particulier du binôme « police » et « politique » ; cette relecture a pour objectif de ne pas tomber dans une opposition caricaturale entre ordre et désordre, entre démocratie domestiquée et sauvage. Afin d'éviter ce raccourci théorique, il convient de rappeler l'écueil que constitue une conception purement instituante de la liberté qui serait déconnectée de l'institué. En des termes plus théoriques, on dirait que la liberté subjective noue un rapport dialectique et inextricable avec le monde objectif dans lequel elle s'inscrit. Le rapprochement de Lefort avec Rancière permet de mieux saisir la nature interactionnelle du concept d'ensauvagement et d'éclairer certains biais qui lui sont sous-jacents.

##### **4.1. Police et politique**

L'appareil théorique de l'auteur de *La Mésentente* se structure autour des concepts-clefs de « police » et de « politique » qu'on peut schématiser ici de manière trop brève mais nécessaire à des fins de clarification. La première désigne l'ordonnancement des places et des rôles<sup>824</sup>, elle consiste en une distribution à la fois matérielle et symbolique en appui sur des systèmes de légitimation qui découpent le pensable, le visible et le dicible. Rancière emploie le concept foucauldien de « police » en le nouant avec son antagoniste de « politique<sup>825</sup> ». Celle-ci se définit

---

<sup>823</sup> Claude LEFORT, « Préface », in MERLEAU-PONTY, *L'institution. La passivité*, op. cit., pp. 6-7.

<sup>824</sup> Jacques RANCIERE, *Aux bords du politique*, Gallimard, 2004, p. 240 – 241.

<sup>825</sup> Jacques RANCIERE, « Biopolitique ou politique », *Multitudes*, 2000, vol. 1, p. 88-93. Rancière ne réduit pas la politique à la notion de « police » qu'il emprunte à Foucault, ce qui le rattache au paradigme politique que décrit Abensour, lequel se distingue par sa spécification de la politique comme expérience de la liberté à l'épreuve de la domination.

comme l'activité qui perturbe la police, qui l'interrompt, l'activité « qui déplace un corps du lieu qui lui était assigné ou change la destination d'un lieu<sup>826</sup> » ; par exemple, quand, le 1<sup>er</sup> décembre 1955, dans la ville de Montgomery, l'activiste Rosa Parks refuse, en tant qu'Afro-américaine, de céder sa place à un Blanc comme le prévoyaient les lois ségrégationnistes<sup>827</sup> ; ou à Istanbul, fin mai 2013, lorsque des activistes et des habitants campent sur un parc menacé de destruction par les bulldozers de la municipalité.

Police et politique forment un nœud litigieux. Souvent présentés comme des pôles opposés, ces notions restent indissolublement liées et n'entretiennent pas un rapport d'extériorité : sans police, pas de politique et réciproquement. « Police, précise Rancière, est à entendre en un sens neutre, non péjoratif<sup>828</sup>. » Elle peut donc s'organiser de manière relativement hiérarchique ou égalitaire. Par conséquent, la démocratie peut s'analyser comme une police (de même que la démocratie antique), étant entendu qu'une police peut être « infiniment préférable à une autre<sup>829</sup> » et donc préférable à une police dictatoriale ou totalitaire. La police démocratique renverrait plutôt au gouvernement représentatif mais aussi aux dispositifs locaux ou nationaux de gouvernement participatif<sup>830</sup> et aux procédures de démocratie directe telles que le référendum ou le tirage au sort qui jouent un rôle auxiliaire dans les régimes libéraux. Encore faut-il préciser que la démocratie revêt aussi une dimension politique dans la mesure où elle ne se résume pas à un ensemble d'institutions ou de procédures. Pour Rancière, la politique se situe au contraire dans des intervalles ouverts par l'interruption. Elle s'inscrit donc dans une temporalité explosive, ce qui lui confère sa rareté et son caractère occasionnel. En ce sens, la démocratie se situe du côté du « pouvoir de ceux qui n'ont aucun titre particulier à exercer le pouvoir<sup>831</sup> », des « sans-part » qui se dressent pour contester la violence symbolique et matérielle que leur fait la distribution des parties et des parts. Il serait donc très réducteur de considérer la « démocratie » uniquement comme une politique ainsi que le soutiennent ses critiques généalogiques dans le

---

<sup>826</sup> Jacques RANCIERE, *La mésentente*, Galilée, 1995, p. 53.

<sup>827</sup> Ce n'est pas la première fois qu'une telle situation se produit : la jeune Claudette Colvin avait par exemple déjà refusé d'obtempérer dans des conditions analogues. Après son arrestation et sa condamnation, Rosa Parks et le NAACP (*National Association for the Advancement of Coloured People*) dont elle fait partie depuis de nombreuses années, est à l'initiative d'une campagne de boycott des bus ; en parallèle, ses actions en justice aboutissent à une décision de la Cour Constitutionnelle qui invalide les lois ségrégationnistes dans les bus (Arrêt *Browder v. Gayle*, 13 décembre 1956).

<sup>828</sup> *Ibid.*

<sup>829</sup> *Ibid.*, p. 60.

<sup>830</sup> YVES SINTOMER, « Démocratie participative, démocratie délibérative : l'histoire contrastée de deux catégories émergentes » in *La démocratie participative. Histoire et généalogie*, Paris, La Découverte, 2011, p. 113-134. Cf aussi : Guillaume GOURGUES, Sandrine RUI, Sezin TOPCU, « « Participation et gouvernementalité. Lectures critiques », *Participations*, 3 (6), 2013, p. 7-33.

<sup>831</sup> Jacques RANCIERE, « Les démocraties contre la démocratie » in COLLECTIF, *Démocratie, dans quel état ?*, La Fabrique, 2009, p. 68.

sillage des thèses néomarxistes d'Alain Badiou de Slavoj Zizek qui minimisent la portée des luttes sociales et politiques<sup>832</sup>.

Police et politique<sup>833</sup> formeraient au contraire les coordonnées *du* politique de la même manière qu'ordre et désordre<sup>834</sup> se fondent l'un dans l'autre. Si on admet qu'aucune domination n'est totale<sup>835</sup>, comme l'a démontré par exemple James C. Scott en observant les pratiques de résistance des groupes subalternes subsumées sous la catégorie d'infra-politique<sup>836</sup>, alors cela signifie qu'il y a de la politique dans toute police. Au sens où il y a *du jeu* dans toute police. Celle-ci repose sur « un déséquilibre secret [qui] trouble cette belle construction<sup>837</sup> ». La police se reproduit en surmontant ses faiblesses tout en s'exposant au retour du refoulé politique. Lefort ne dit d'ailleurs pas autre chose quand il insiste sur les limites de la domination totalitaire et sur l'irréductibilité des foyers de résistance et d'auto-organisation, par exemple avec l'insurrection hongroise (23 octobre - 11 novembre 1956).

Mais il y a aussi une part de police dans la politique qui se laisse déchiffrer à travers les processus d'institutionnalisation et de routinisation de l'action collective. Le désordre répond ainsi à une mise en forme, en sens et en scène qui façonne les manières de penser et d'agir, de faire collectif et de s'organiser. La police de la politique, l'ordre qui préside au désordre transparaît en particulier à travers les répertoires d'action<sup>838</sup> tels que les a conceptualisés Charles Tilly. C'est un point aveugle de la définition évanescence de la politique comme interruption puisqu'elle ne dit rien des manières dont celle-ci s'organise et se répète dans la durée : l'action collective ne surgit pas de nulle part et doit réunir des conditions d'organisation minimales (entrepreneurs de cause, division du travail militant, diffusion) sans quoi elle risque d'échouer. De la même manière que la police ne peut pas empêcher la politique, il y a aussi de la police dans l'activité

---

<sup>832</sup> On se réfère par exemple à la thèse d'Ali Kébir, *Éléments pour une généalogie de la démocratie*, Thèse de doctorat, Rennes 1, 2019.

<sup>833</sup> Il est à noter que Rancière désigne par le terme masculin *du* politique la rencontre entre la politique et la police avant d'abandonner par la suite cette distinction d'usage. Réf. Aux bords du politique.

<sup>834</sup> Claude LEFORT, *Le travail de l'œuvre*, op cit, p. 724. En voici la citation exacte : « l'ordre ne s'institue pas dans la rupture avec le désordre, il se conjugue avec un désordre continué. »

<sup>835</sup> On sait depuis Arendt que la domination totale est synonyme d'autodestruction y compris pour ceux qui l'exercent et répond donc à une logique de terreur qui n'a pas d'autre fin qu'elle-même, excepté sur le plan de la rationalité instrumentale. Elle porte en soi la négation de l'expérience du monde. Hannah ARENDT, *Le système totalitaire*, Editions du Seuil, 1972 (1951).

<sup>836</sup> James C. SCOTT, *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Amsterdam Editions, 2008. L'infra-politique recouvre les pratiques par lesquelles les groupes subalternes entrent en résistance : les esclaves qui brisaient leurs chaînes pour partir en marronnage, les discours cachés dans le dos des groupes dominants.

<sup>837</sup> Jacques RANCIERE, *La mésentente*, op cit, p. 25.

<sup>838</sup> Le concept de « répertoire d'action » remonte à l'article fondateur de Charles Tilly : Charles TILLY, « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 1984, p. 89-108. Il a par la suite donné lieu à des usages plus ou moins rigoureux par rapport à son sens initial de descripteur macrosociologique.

politique. Ceci conduit à un second point non moins décisif qui concerne la réciprocité des interactions entre police et politique.

S'il existe de la « bonne et de la meilleure police<sup>839</sup> », si toutes les polices ne se valent pas, il y a lieu de penser que la politique peut transformer la police, du moins l'influencer ou la reconfigurer en partie. La politique serait alors aussi une activité « configurante » dont la spécificité tient à ce que les sujets en sont aussi les objets.

Plusieurs indices sont disséminés en ce sens chez Rancière et signalent l'idée sous-jacente mais fondamentale selon laquelle l'effraction politique peut infléchir le cours de la police, soit en la bouleversant (redistribution totale des places et des rôles), soit en la subvertissant (reconfiguration partielle de sa topographie), tout en s'exposant à un rappel à l'ordre (retour à la normale de la police) susceptible de provoquer un effet contraire à celui escompté (raidissement de la logique policière). Sur le même plan, il faut garder à l'esprit que la police conditionne la politique en exerçant des contraintes qui canalisent les énergies protestataires<sup>840</sup>. Ces contraintes ne sont pas seulement matérielles mais aussi cognitives. En modelant le champ de l'expérience commune, la police organise la perception de l'inéluctable, du probable, du possible et de l'impossible. L'enjeu pour celles et ceux qui agissent est alors de repousser ces frontières, d'effectuer un travail de re-signification qui problématise les frontières du privé et du public, du social et du politique. Par conséquent, il importe de scruter de plus près ce que la police fait à la politique et ce que la politique fait (ou peut faire) à la police.

Il est évident que les deux couples conceptuels qu'on a dégagés (« police » et « politique » ; « ensauvagement » et « domestication ») ne se recourent que partiellement et qu'il faut se garder de les confondre puisque les univers et références théoriques de Rancière et Lefort restent assez éloignés. Le croisement de Lefort avec Rancière permet cependant de clarifier l'usage qu'on peut faire de la thématique « sauvage » et de préciser la portée du concept de démocratie sauvage. En rappelant que la politique démocratique relève de dynamiques antagoniques, l'adjectif « sauvage » fait de la démocratie un concept interactionnel qui ne se laisse saisir qu'à l'épreuve de son contraire. De manière plus générale, il invite à dynamiser les typologies conventionnelles de la démocratie qui s'organisent généralement autour de la démocratie électorale (ou représentative), directe, participative et protestataire. Raisonner en termes d'ensauvagement et de domestication ouvre une double perspective et conduit à interroger le sens des dynamiques ascendantes ou descendantes, de maîtrise et de déprise qui

---

<sup>839</sup> Jacques RANCIÈRE, *La mésentente*, op cit, p. 54.

<sup>840</sup> Catherine NEVEU, « Démocratie participative et mouvements sociaux : entre domestication et ensauvagement ? », *Participations*, 2011/1 (N° 1), p. 186-209.

se rattachent à des expériences démocratiques, qu'elles soient institutionnelles ou extra-institutionnelles. En ce sens, la démocratie « sauvage » ne correspond pas seulement à une expérience des marges ou des interstices<sup>841</sup> : elle peut se jouer à l'intérieur des institutions, ce qui apparaît clairement si on s'en réfère aux travaux sociologiques qui évoquent l'ensauvagement des dispositifs participatifs<sup>842</sup>.

L'analyse de la démocratie « participative » s'enrichit considérablement dès lors qu'on met en regard la critique justifiée des débats « d'élevage<sup>843</sup> » qui ne servent qu'à re-légitimer les élus avec la potentialité d'un *ré-ensauvagement* des dispositifs participatifs lorsque les citoyens se les réapproprient<sup>844</sup>. Cette double hypothèse permet aussi de mieux saisir les effets à double-tranchant qui proviennent de l'institutionnalisation des mouvements sociaux et oscillent entre une transformation de l'intérieur des institutions et le risque d'une normalisation qui désamorce la critique sociale. Du côté de la politique de la rue, la démocratie « sauvage » évoque les phases de rupture de la normalité protestataire davantage que les modes routinisés et normalisés de la contestation.

La dialectique « ensauvagement » - « domestication » éclaire également les manières dont interagissent les différentes faces qui composent le « mille-feuilles démocratique ». Au lieu de réduire la démocratie à l'opération du suffrage universel, elle invite à comparer les différentes figures du peuple qui coexistent, en particulier quand une partie du corps électoral se mue en acteur collectif. Dans quelle mesure la « démocratie protestataire » parvient-elle à se faire entendre par les gouvernements qui sont issus pour leur part de la « démocratie des urnes » ? Sur un autre registre, comment les professionnels de la politique tendent-ils à instrumentaliser une forme de démocratie aux dépens d'une autre, par exemple en offrant un débouché institutionnel à des manifestations extra-légales<sup>845</sup> dans le but de canaliser les énergies rassemblées ?

---

<sup>841</sup> Dimitri COURANT, « À chaque démocratie son débat », *Revue Projet*, 2019, n° 6, p. 59-64.

<sup>842</sup> Sur ce point, on renvoie à : Federico TARRAGONI, « Entre dépendance et rêve d' autonomie. Les usages populaires de l' État au Venezuela contemporain », *Politix*, vol. 110, n° 2, 2015, pp. 171-193.

<sup>843</sup> Laurent MERMET, « Épilogue. Débattre sans savoir pourquoi : la polychrésie du débat public appelle le pluralisme théorique de la part des chercheurs », *Le débat public: une expérience française de démocratie participative*, Paris, *La Découverte*, 2007, p. 368-380.

<sup>844</sup> Guillaume GOURGUES, « Peut-on ensauvager la participation ? Radicalité démocratique et *Gilets Jaunes* », *Réfractations*, n°45, 2020, p. 105 – 118.

<sup>845</sup> Il semble préférable d'employer le terme « extra-légal » plutôt qu' « illégal » pour rendre compte de la dynamique d'extra-légalisation par laquelle les Etats tendent à mettre hors-la-loi de plus en plus de pratiques contestataires en multipliant les interdictions et les contraintes : par exemple l'inflation de la catégorie judiciaire des « armes par destination » qui empêche de plus en plus les manifestants de se défendre et de se protéger contre une violence étatique de plus en plus présente dans les cortèges des manifestations.



Le détour par Rancière avait aussi pour but de faire ressortir l'ambiguïté, la dualité du politique que Lefort subsume souvent sous le terme d'indétermination. De la même manière que la police n'est pas intrinsèquement mauvaise<sup>846</sup>, l'ensauvagement procède avant tout d'une dynamique de débordement des canaux institutionnalisés du conflit politique et social. Or c'est une tendance répandue dans la « constellation négative<sup>847</sup> » de la « théorie critique française » de projeter sur les soulèvements et mouvements sociaux ce que les auteurs sont portés à y voir du fait de leurs inclinations et affinités politiques. Abensour arrime par exemple l'insurgeance à la recherche d'un lien non-hiérarchique ; on peut aussi citer Martin Breugh qui fait de la « plèbe » le sujet à éclipse d'une histoire discontinue de la liberté. L'expérience insurgente ou plébéienne tend alors à se trouver investie d'une supériorité morale qui semble infondée. Car, si on reprend la définition d'Abensour de l'insurgeance comme « disposition à l'insurrection<sup>848</sup> », rien ne permet de prédire que ces dispositions collectives se cristallisent uniquement du côté de celles et ceux qui combattent et remettent en cause l'oppression et la domination. Cela reviendrait à placer systématiquement les insurgés du côté des forces émancipatrices. La « force qui vient d'en bas<sup>849</sup> », qui se dresse contre ceux d'en haut peut tout aussi bien chercher à transformer l'ordre social qu'à le préserver ou le rétablir si elle le juge menacé. Des modes de subjectivation radicalement opposés peuvent ainsi coexister au sein d'un même espace de mobilisation. Ce fut par exemple le cas lors de l'occupation de la place Syntagma à Athènes en mai-juin 2011<sup>850</sup> où les nationalistes brandissaient des drapeaux d'extrême-droite en haut de la place tandis que sa partie basse était occupée par des groupes et individus issus de la gauche extra-parlementaire (opposés au PASOK, le Mouvement Socialiste Panhellénique). On peut aussi évoquer la composition contrastée des campements qui se sont tenus sur la place *Maïdan Nézalejnosti* de Kiev à l'hiver 2013 où se sont mêlés des groupes nationalistes armés avec des militants et activistes pacifistes pro-européens. Le contre-éclairage

---

<sup>846</sup> De même que la politique n'est pas égalitaire par définition mais elle procède d'un principe d'interruption de l'ordre policier qui débouche sur un conflit de mondes (qui peut être un sens de la cosmopolitique). Cette difficulté vient du fait que plusieurs concepts d'égalité circulent chez Rancière : le postulat d'égalité des intelligences au principe de relations horizontales et les opérations intempestives de vérification de l'égalité qui ouvrent un espace de dissensus, un désordre qui n'est pas nécessairement égalitaire en soi. Cf Jacques RANCIÈRE, *Le maître ignorant : cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*, Fayard, 2014, (1987) ; Anders FJELD, *L'expérimentation de n'importe qui : Du défi de Marx à la cartographie rancérienne des formations sociales*, Thèse de doctorat, Sorbonne Paris Cité, 2016.

<sup>847</sup> Lucia SAGRADINI, « Critique de l'État : la constellation négative. Pierre Clastres, Claude Lefort, Miguel Abensour et Françoise Proust », *Variations*. Revue internationale de théorie critique, 2012, n° 16.

<sup>848</sup> Miguel ABENSOUR, *La communauté politique des « tous-uns »*, Les Belles Lettres, 2014.

<sup>849</sup> Claude LEFORT, « Machiavel et la *verita effètiale* » in *Ecrire à l'épreuve du politique*, op cit, p. 141 – 179.

<sup>850</sup> Dimitris DALAKOGLU, «The Movement and “the Movement” of Syntagma Square», *Hot Spots, Cultural Anthropology website*, 2013.

sociologique des mouvements « moches » auquel invite Sidney Tarrow<sup>851</sup> est ici précieux pour éviter le présupposé d'un désordre toujours vertueux.

L'étude des mouvements sociaux qui portent des revendications nationalistes et défendent des idéaux conservateurs ou réactionnaires met à rude épreuve le processus d'objectivation sociologique. Celui-ci implique, à la suite de Max Weber, de distinguer évaluation (exercice du jugement) et rapport aux valeurs, ce par quoi « les éléments de la réalité [...] acquièrent une signification pour nous<sup>852</sup> ». Ainsi la neutralité axiologique à laquelle convie Weber implique d'en passer par une interprétation axiologique<sup>853</sup> qui sonde l'éventail des prises de position possibles dans un contexte donné. Celle-ci semble cohérente avec une démarche qui part du rapport politique et aborde le social comme un « champ de forces<sup>854</sup> » mouvantes et antagonistes. En conséquence, il convient de ne pas iréniser le désordre afin de ne pas commettre une erreur symétrique aux théories qui tendent à déprécier systématiquement la politique qui se joue en dehors des institutions ou à lui imposer des conditions restrictives<sup>855</sup>. Ceci conduit à admettre, à la suite d'Ali Kébir<sup>856</sup>, la valence<sup>857</sup> des notions d'ensauvagement et à analyser la démocratie « sauvage » à l'aune d'une politique alternative dont il reste à tracer les contours.

#### 4.2. De la démocratie à la politique sauvage : le politique dans tous ses états

A la face apprivoisée, réglée, ordonnée de la démocratie comme institutionnalisation du conflit s'oppose une face extra-institutionnelle, indomesticable, fugace<sup>858</sup> qui tend à déborder la

---

<sup>851</sup> Sidney G. TARROW, « Power in movement: Social movements and contentious politics », Cambridge University Press, 2011 (1994), p. 14, p. 266.

<sup>852</sup> Max WEBER, « L'objectivité de la connaissance dans les sciences et la politique sociales », in *Essais sur la théorie de la science, 1904*, traduit de l'allemand et introduit par Julien Freund. Il ajoute que par valeur doit être entendu « ce et uniquement ce qui peut devenir le contenu d'une prise de position, donc devenir l'objet d'un jugement articulé et conscient, de caractère positif ou négatif. »

<sup>853</sup> Max WEBER, « L'objectivité de la connaissance dans les sciences et la politique sociales », *op cit.* L'interprétation axiologique ne consiste donc pas à se tenir dans un entre-deux consensuel, dans un « juste milieu » qui reviendrait en fin de compte à prendre position. Sur ce point, Weber ne laisse pas de doute et invite à penser à contre-pente de soi en se confrontant aux faits « désagréables » qui contrarient nos propres partis-pris.

<sup>854</sup> Claude LEFORT, *Le travail de l'oeuvre*, *op cit.*, p. 347.

<sup>855</sup> C'est par exemple le cas de John Rawls vis-à-vis de la désobéissance civile. John RAWLS, *Théorie de la justice* (1971), Paris, Seuil, 1987, § 57. Pour Rawls, la désobéissance requiert d'avoir au préalable épuisé les voies de recours légales et d'assumer les conséquences judiciaires de ses actes. Sur le rapport ambigu des théories libérales de la démocratie à la désobéissance civile, cf Manuel CERVERA-MARZAL, *Ni paix ni guerre. Philosophie de la désobéissance civile et politique de la non-violence*, Thèse de doctorat, 2014, Partie I.

<sup>856</sup> Ali KEBIR, *Éléments pour une généalogie de la démocratie*, Thèse de doctorat, Rennes 1, 2019.

<sup>857</sup> La valence désigne la propriété d'un atome capable de se lier à plusieurs sortes d'atomes et donc de former différentes molécules.

<sup>858</sup> Sheldon S. WOLIN, *Fugitive Democracy: And Other Essays*, Princeton University Press, 2018.

première. Les deux versants ne sont pas symétriques puisque les institutions démocratiques, de la représentation politique et sociale (syndicale et associative) tendent à s’arroger le monopole de l’activité politique et à reproduire une forme de grand partage. Irréductible à son périmètre institutionnel<sup>859</sup>, la politique démocratique ne se limite pas au champ des professionnels de la représentation d’autrui : elle se joue aussi dans la rue, dans les champs menacés de destruction, sur les places, dans les cours des tribunaux ou sur les réseaux numériques. L’idée-force de la démocratie sauvage tient à ce que le rôle des gouvernés n’est pas seulement de légitimer ceux qui gouvernent avant de retomber dans la passivité et de vaquer à leurs occupations privées. Autrement dit, l’expérience démocratique ne saurait se restreindre aux procédures et aux rites institutionnalisés qui règlent et normalisent les interactions entre gouvernants et gouvernés. Il arrive en effet que ces derniers refusent de continuer à se laisser gouverner sous un certain rapport<sup>860</sup> et transgressent<sup>861</sup> le cadre établi pour se faire entendre et se manifester. Le terme « sauvage » spécifie donc un type de désordre « désordonné<sup>862</sup> » au sens où il remet en cause la division du travail établie entre plusieurs secteurs. Ces séquences d’interactions qui marquent une rupture de la normalité protestataire correspondent à des phases<sup>863</sup> d’effervescence collective dont l’ampleur et la durée sont variables et l’issue contingente. La démocratie « sauvage » renvoie donc à un état fluide et évanescent du politique par opposition au politique à l’état solide tellement institué qu’il en paraît presque naturel.

### Conclusion du chapitre

La force du concept de démocratie sauvage est de rappeler qu’en ce qui concerne les régimes libéraux-électifs, la sève démocratique continue de couler sous l’écorce représentative. Dans ce chapitre ont été exposés les principaux résultats du volet théorique de l’enquête qui compare les conceptions élitistes, délibératives et agonistiques de la démocratie sous l’angle de leur rapport au conflit et au désordre. Il a été démontré que même si l’idéal délibératif constitue un

---

<sup>859</sup> Elle n’est pas non plus réductible à la sémantique révolutionnaire. De la même manière que l’insurgeance ne se limite pas à la révolution ou à l’insurrection, l’ensauvagement reste marqué par une forte indétermination à la mesure du répertoire protestataire qui s’étend de la désobéissance civile à l’émeute. Cf Ali KEBIR, *Éléments pour une généalogie de la démocratie*, op cit, p. 175.

<sup>860</sup> Michel FOUCAULT, « Qu’est-ce que la critique ? (Critique et Aufklärung) », *Bulletin de la Société française de philosophie*, 1990, vol. 84, no 2, p. 35-63.

<sup>861</sup> Le verbe « transgresser » ne veut pas seulement dire « braver un interdit » ou « enfreindre une loi » : en géologie, la transgression correspond à la montée des eaux, à la phase au cours de laquelle la mer submerge la terre. Les deux significations se rejoignent dans l’idée de « débordement ».

<sup>862</sup> Antoine CHOLLET, « L’énigme de la démocratie sauvage », *op cit*.

<sup>863</sup> En sciences physiques, une phase désigne une période de temps mais aussi un état de la matière qui peut être stable ou intermédiaire, auquel cas, elle marque le passage d’un état à l’autre.

tournant vis-à-vis des théories minimalistes de la démocratie, il ne permet guère de saisir les manifestations extra-institutionnelles du politique. C'est la raison pour laquelle la suite du chapitre a été consacrée à l'exploration du concept de démocratie sauvage qui formule la thèse d'une dualité démocratique tendue entre ordre et désordre. Après avoir mis le concept en perspective à partir de son ancrage machiavélien, il a été question de sa réception qui soulève plusieurs apories relatives à l'Etat (comme « monstre froid ») et à la définition de la modernité politique.

Ce chapitre a soulevé de manière sous-jacente une difficulté centrale qui concerne le rapport que la théorie et en particulier la phénoménologie politique entretient avec les événements comme matière première de ses opérations conceptuelles. En raison de leur biais positiviste, les théories qui font de la démocratie une méthode de sélection des gouvernants n'entretiennent qu'un rapport lointain avec ce type d'événement qui ne constitue à leurs yeux qu'une écume insignifiante par rapport aux événements électoraux. En faisant de la représentation le centre de gravité de la politique, ces théories qui se prétendent tacitement « réalistes » (ou « normales » pour reprendre l'adjectif de Gauchet) occultent le fait que le politique ne relève pas d'un univers mais d'un *multivers*, soit d'un univers multiple. A l'inverse, l'événement exerce un attrait beaucoup plus marqué sur les théories « radicales-démocrates », en cohérence avec l'idée selon laquelle la politique serait rare et intermittente. Cette attraction conduit parfois à négliger la question institutionnelle<sup>864</sup>. Cette conception événementielle occulte alors le fait que le désordre répond à un ordre à la fois matériel et symbolique, qu'il existe une « police de la politique » pour reprendre le vocabulaire de Rancière. Le cadre théorique posé à partir du concept de démocratie sauvage questionne précisément ce rapport à l'événement dans le cas des « mouvements de places » qui sont des « mouvements-événements » constituant à la fois une classe spécifique de mobilisations collectives et un type d'événement au sens médiatique du terme.

---

<sup>864</sup> Marie GAILLE, *Machiavel et la tradition philosophique*, Presses universitaires de France, 2007, p. 191. De même qu'on ne peut esquiver la question du désordre, il n'est pas possible de retrancher la question institutionnelle d'une réflexion sur la démocratie.

### Chapitre III. Quand le rassemblement fait événement

Comment les rassemblements des places urbaines ont-ils fait événement ? Cette question en implique une autre : que signifie « faire événement » ? On peut repérer au moins trois foyers de significations historique, sociologique et philosophique relatifs à l'événement. Pour Arlette Farge, l'événement marque une rupture, se laisse déchiffrer à ce qu'il configure un « avant » et un « après » pour celles et ceux qui l'ont vécu<sup>865</sup>. Il n'est donc pas réductible à des effets de surface sans prise sur le temps long des structures. C'est d'ailleurs ce qui spécifierait l'événement selon William Sewell pour qui un événement appartient à la catégorie des faits relativement rares qui ont pour propriété de transformer significativement les structures collectives<sup>866</sup>. Pour Alain Badiou, l'événement introduit une césure, une nouveauté radicale par rapport à une situation donnée et requiert une procédure de fidélité<sup>867</sup>. Cette conception radicale de l'événement se situe sur un plan philosophique qui diffère de la perspective plus féconde des sciences sociales où le débat porte sur la discontinuité comme « rupture d'intelligibilité<sup>868</sup> » ou comme reconfiguration des habitus et des calculs<sup>869</sup> à l'échelle individuelle et collective. Dans ce chapitre, l'événement se rapporte au sens précis de la médiatisation, l'actualité constituant le « système de l'événement<sup>870</sup> ». C'est un aspect crucial des occupations de places urbaines dès lors que la réappropriation de l'espace public n'est pas seulement physique mais passe aussi par les médias et en particulier par les réseaux socio-numériques.

---

<sup>865</sup> Arlette FARGE, « Penser et définir l'événement en histoire. Approche des situations et des acteurs sociaux », *Terrain. Anthropologie et sciences humaines*, 2002, n° 38, p. 67 – 78

<sup>866</sup> William H. SEWELL, « Trois temporalités : vers une sociologie événementielle » in COLLECTIF, *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, La Découverte, 2009, p. 109-146.

<sup>867</sup> On s'écarte ici radicalement de cette conception adamantine de l'événement qui situe sur un même plan vérité et politique. Cf Alain BADIOU, *L'être et l'événement*, Paris, Seuil, 1988. Alain BADIOU, *Logiques des mondes. L'Être et l'Événement. 2*, Seuil, 2014. Il applique cette théorie de l'événement à différentes conjonctures contestataires et révolutionnaires. cf Alain BADIOU, *Le réveil de l'Histoire*, Editions Lignes, 2011. Alain BADIOU, *Un parcours grec*, Lignes, 2016. Pour une discussion interne au courant marxiste qui rencontre la thématique du miracle en politique, cf Daniel BENSÂÏD, « Alain Badiou et le miracle de l'événement », 2004. Pour un point de vue arendtien sur la nature miraculeuse de l'action collective et ses conséquences biographiques, cf Etienne TASSIN, « Événements versus bifurcations : Digressions philosophiques sur la raison des miracles », in COLLECTIF, *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement, op cit*, p. 89-108.

<sup>868</sup>; Alban BENSA, Eric FASSIN, « Qu'est-ce qu'un événement ? Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n° 38, 2002, pp. 5 – 20.

<sup>869</sup> Michel DOBRY, *Sociologie des crises politiques, op cit*.

<sup>870</sup> Pierre NORA, « Le retour de l'événement » in Jacques LE GOFF, Pierre NORA (dir.), *Faire de l'histoire, Vol. I : Nouveaux problèmes*, Paris, Gallimard, 1974, p. 210 – 229.

Toute mobilisation ne se transforme pas en événement. Lorsqu'ils agissent en coulisses, les *insiders* – militants du champ politique radical<sup>871</sup> par exemple - cherchent plutôt à se faire oublier<sup>872</sup> ; pour certaines actions clandestines, la discrétion est même une condition *siné-qua-none* afin de se prémunir contre les risques encourus. Toute autre est la configuration dans laquelle s'inscrivent les occupations de places urbaines à la vue et au su de tous. Ce mode d'action à découvert fait de la visibilité une ressource primordiale pour la mobilisation. Or celle-ci est loin d'être systématique et ne dépend pas que des acteurs qui restent tributaires de l'environnement – technologique, médiatique, politique, économique... - dans lequel ils s'insèrent<sup>873</sup>.

Par rapport aux mouvements sociaux qui ont accompagné l'émergence de la sociologie des mouvements sociaux dans les années 1960 aux Etats-Unis avec le mouvement des droits civiques et le *Freedom Summer*<sup>874</sup>, plus tardivement en Europe et en particulier en France dans le sillage des événements de Mai 1968<sup>875</sup>, l'accélération technologique<sup>876</sup> et la massification des médias sociaux a considérablement transformé l'environnement médiatique de l'action collective. Pendant les rassemblements de places, des groupes d'activistes expérimentés ou formés sur le tas s'affairent derrière leurs écrans de longues heures durant, produisant ou relayant des discours sur les pages Facebook et les comptes Twitter reliés aux « Places ». Ces espaces virtuels façonnent les acteurs collectifs en même temps qu'ils constituent des instruments de mobilisation. Les commissions « Médias » alimentent en flux continu les réseaux socio-numériques, œuvrant, avec des modes de communication plus conventionnels comme les communiqués de presse et les porte-parole, à la mise en scène et en sens de la contestation.

---

<sup>871</sup> J'emprunte la notion de « champ politique radicale » à : Philippe GOTTRAUX, *Socialisme ou barbarie. Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Payot, 1997.

<sup>872</sup> Erik NEVEU, *Sociologie des mouvements sociaux*, La Découverte, p. 89. Les groupes les plus intégrés aux circuits décisionnels procèdent autrement, activant leur réseau, jouant de leur influence plutôt que de se rassembler dans la rue pour faire nombre ; d'ailleurs, la tactique du « coup médiatique » peut se retourner contre les groupes qui restent trop peu nombreux, exposant au grand jour la faiblesse numérique d'une mobilisation.

<sup>873</sup> Dans les années 1990, le recours croissant aux archives administratives a montré le fossé entre les sources de presse et de police. Olivier FILLIEULE, Pierre FAVRE, « Manifestation » in COLLECTIF, *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Science Po, 2020, p. 363 – 371. « Le résultat est constant, quel que soit le pays étudié : l'immense majorité des événements protestataires ne fait pas l'objet d'une couverture médiatique puisque ce sont entre 2 et 5 % des manifestations recensées dans les dossiers policiers qui trouvent un écho dans la presse écrite nationale ».

<sup>874</sup> Doug McADAM, *Freedom Summer. Luttres pour les droits civiques, Mississippi 1964*, Agone, Marseille, 2012, (1988).

<sup>875</sup> Michel DOBRY, *Sociologie des crises politiques : La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Presses de Sciences Po, 2009 (1986).

<sup>876</sup> Hartmut ROSA, *Accélération*, La Découverte, 2010.

Pour autant, le répertoire *médiactiviste* n'est pas une recette magique puisque les acteurs restent tributaires des effets de cadrage et des inégalités d'accès aux médias qui ne peuvent ignorer plus longtemps des mobilisations répondant aux critères de la *newsworthiness* (l'actualité, la « Une »), ce qui les inclut dans le cortège des « événements-dont-les-médias-ne-peuvent-pas-choisir-de-ne-pas-rendre-compte<sup>877</sup> ». Cependant, le traitement médiatique ne laisse pas les acteurs indifférents comme en témoignent les revues de presse quotidiennes, le refus de parler aux médias ou encore la contestation de l'inattention médiatique dans la configuration turque. La mobilisation est aussi une lutte pour *dire* l'événement qui est en train de se jouer à travers des opérations de « contre-cadrage » qui résistent aux critiques et mises en demeure des professionnels de l'information et de la politique.

Le phénomène des « Places » revêt d'emblée une dimension politique par les effets d'agenda qu'il génère et sa mise en débat dans les arènes militantes, médiatiques et politiques. En envisageant les acteurs à travers leurs interactions, ce chapitre combine sociologie des médias et sociologie des mouvements sociaux : il interroge les stratégies médiatiques des acteurs (1) ainsi que les conditions d'une réappropriation de l'espace public par les réseaux tout en interrogeant les obstacles à surmonter dans un environnement de plus en plus médiatisé (2).

## **Section 1. La mobilisation par les réseaux socio-numériques**

La cartographie des mouvements d'occupation de places ne saurait se limiter à un décompte des points chauds sans tenir compte du phénomène de nuée numérique qui les a accompagnés. Leur sillage se compose en effet d'un foisonnement de traces numériques<sup>878</sup> laissées sciemment ou non par les usagers des médias sociaux comme Twitter et Facebook. Ces « traces » proviennent de messages, de publications, discours, photographies ou vidéos diffusés en ligne. Dans les trois cas d'étude, un scénario invariable semble se répéter : à mesure que se multiplient les occupations de places, une vaste toile de « comptes » labellisés 15M, Gezi ou Nuit debout tisse un double virtuel à l'espace physique de la coprésence. L'intensité de l'activité numérique n'a pas échappé aux observateurs faisant rapidement émerger l'hypothèse de « mouvements

---

<sup>877</sup> Pierre FAVRE, « Les manifestations de rue entre espace privé et espaces publics », *op cit.*

<sup>878</sup> Jacques PERRIAULT, « Traces numériques personnelles, incertitude et lien social », *Hermès*, La Revue, 2009, n° 1, p. 13-20. Pour un point de vue général sur l'ère de la connectivité induite par les médias sociaux, cf José VAN DIJCK, *The culture of connectivity : A critical history of social media*, Oxford University Press, 2013.

2.0<sup>879</sup> », « mouvements Facebook<sup>880</sup> » ou de « mouvements connectés<sup>881</sup> ». La première section de ce chapitre questionne cette hypothèse : sur quoi se fonde-t-elle ? dans quelle mesure se vérifie-t-elle ? En quoi consiste l'usage protestataire des réseaux socio-numériques ?

### **Aparté méthodologique sur les rapports entre réseaux socio-numériques et sciences sociales**

Comment traduire dans le langage des sciences sociales ce qu'on désigne couramment par le terme générique de réseau social ? L'appellation « réseaux sociaux » peut en effet sembler abusive si on se situe sur un plan sociologique. Un réseau « social » se compose en effet d'un ensemble d'acteurs individuels ou collectifs et des relations qu'ils entretiennent les uns avec les autres, sous des formes directes ou indirectes<sup>882</sup>. Il met donc en jeu une approche relationnelle : les réseaux se structurent différemment selon leur étendue<sup>883</sup>, leur contenu et la nature des interactions entre les personnes ou groupes impliqués. La notion de « réseau social » ne se limite donc pas aux communautés virtuelles qui sont apparues sur Internet en particulier avec les plates-formes comme Facebook ou Twitter. Il semble donc plus pertinent de parler de réseaux numériques dits « sociaux<sup>884</sup> ». Ces réseaux socio-numériques relèvent d'une communication interpersonnelle de masse<sup>885</sup> à l'intersection des échanges interpersonnels (A répond à B qu'il connaît en personne, par exemple au téléphone ou par courrier) et de la communication de masse (A poste un message lisible par un nombre indéfini de destinataires en parlant à la radio ou à la télévision). Cette massification tient principalement à ce que ces

---

<sup>879</sup> Manuel CASTELLS, *Networks of outrage and hope: Social movements in the Internet age*, John Wiley & Sons, 2015.

<sup>880</sup> Geoffrey PLEYERS, « Activisme en réseau. Des mouvements Facebook aux mouvements des places », *Réseaux. Communication, technologies, société*, 2013, vol. 181, p. 9.

<sup>881</sup> Zeynep TUFEKCI, *Twitter et les gaz lacrymogènes. Forces et fragilités de la contestation connectée*, C&F Editions, 2019. Il en va de même des appellations incontrôlées des révolutions « Facebook » ou « Twitter » au sujet des révolutions tunisiennes ou égyptiennes. Début 2011, seul 7% des Tunisiens étaient membres de Facebook et l'Égypte ne comptait que 130 000 comptes Twitter pour 80 millions d'habitants ce qui montre que la faible implantation locale de ces outils par contraste avec l'ampleur de leur écho et les logiques d'attribution causale. Ceci étant, nombre d'utilisateurs étaient relativement jeunes, entre 20 et 40 ans, et urbains, ce qui peut expliquer leur rôle non négligeable dans les dynamiques locales de mobilisation. Ce que confirme la coupure Internet de plusieurs jours sur ordre de Mubarak en Égypte.

<sup>882</sup> Pierre MERCKLE, *Sociologie des réseaux sociaux*, La Découverte, 2011.

<sup>883</sup> La taille minimale d'un réseau est d'au moins trois unités ou individus ; dans le cas d'une dyade (deux éléments), il est question d'une relation sociale et non d'un réseau. La triade permet l'élaboration et la mise en œuvre de stratégies de réseau (alliance, conflit, complot, négociation etc) et il n'y a pas de taille maximale pour un réseau, raison pour laquelle les réseaux socio-numériques ont une taille potentiellement extensible à l'infini.

<sup>884</sup> Thomas STENGER, Alexandre COUTANT (dir.), « Ces réseaux numériques dits sociaux », *Hermès*, n° 59, 2011.

<sup>885</sup> Nancy K. BAYM, « The Emergence of the On-line Community » in S. G. Jones (ed.), *Cybersociety 2.0 : Revisiting Computer-Mediated Communication and Community*, Thousand Oaks, CA, Sage, 1998, pp. 35–68. en français, nous renvoyons à l'ouvrage de MARCOCCIA Michel, *Analyser la communication numérique*, Armand Collin, 2016.



instruments de communication sont utilisés quotidiennement par un nombre croissant d'individus. Les réseaux socio-numériques peuvent être ressaisis comme un espace virtuel de coprésence dans le prolongement des lieux de vie, de travail ou d'autres activités sociales. C'est en ce sens que les réseaux numériques présentent une dimension « sociale ». Ces dispositifs donnent lieu à une forme de sociabilité choisie (à la différence des réseaux familiaux ou professionnels par exemple) où les usagers interagissent selon des règles et des manières de faire codifiées. L'interface Facebook permet ainsi de créer un profil, de partager des photos et de s'exprimer sur son « mur » à travers des « publications » ; elle autorise également l'insertion dans des groupes et la communication avec les « amis » qui sont les contacts établis en ligne. Cette interface diffère de celle de Twitter où le profil créé est plus sommaire puisque ce sont les « publications » limitées en caractère (140 jusqu'en 2017) que l'utilisateur partage avec la liste de personnes qui le suivent<sup>886</sup> (*followers*) qui le façonnent. Les réseaux socio-numériques abritent un ensemble de pratiques qui ne se limitent pas à la communication synchrone ou asynchrone entre deux utilisateurs – partage de contenu, retransmission en direct, pétitions... - qui donnent lieu à une panoplie d'usages variés dont fait partie l'usage protestataire. Ces espaces de coprésence n'ont pas vocation, sauf cas-limites, à se substituer aux espaces physiques et aux réseaux d'interconnaissance de personnes qui ne sont que des utilisateurs ponctuels : depuis le début des années 2000, les études empiriques convergent vers le constat d'une diversification des usages qui renouvelle davantage qu'elle n'amenuise la sociabilité<sup>887</sup>. Force est de préciser que les réseaux socio-numériques charrient un grand nombre de liens « faibles » qui tirent leur force de leurs ramifications<sup>888</sup>. Enfin, il semble impératif de tenir à distance le mythe d'une agora 2.0 et de la représentation idéalisée du « réseau » qui serait débarrassé des inégalités de l'espace public physique, entre des utilisateurs anonymes et égaux<sup>889</sup>.

---

<sup>886</sup> Danah M. BOYD, Nicole B. ELISSON, « Social Network Sites: Definition, History, and Scholarship », *Journal of Computer-Mediated Communication*, 13, p. 211, 2008.

<sup>887</sup> Robert D. PUTNAM, « Bowling alone: America's declining social capital » in *Culture and politics*. Palgrave Macmillan, New York, 2000. p. 223-234.

<sup>888</sup> La thèse de la force des liens « faibles » (Mark S. GRANOVETTER, « The Strength of Weak Ties », *The American Journal of Sociology*, Vol. 78, n°6, Mai 1973, pp. 1360 – 1380) s'est confirmée avec la montée en puissance des réseaux socio-numériques composés principalement de relations électives et distantes : au tournant des années 2000, les débats se sont concentrés sur les effets d'Internet vis-à-vis des liens « forts » - famille, amis,... - entre dégradation et complémentarité.

<sup>889</sup> Cf Pierre MERCKLE, *La sociologie des réseaux sociaux*, La Découverte, 2016 et plus particulièrement le chapitre V. « Les réseaux sociaux en ligne : une révolution ? » « Cette utopie politique technophile, à la fois, et sans contradiction, libérale et libertaire, voit en effet dans Internet un vecteur de démocratisation de l'accès à l'espace public, dans la mesure où l'anonymat facilite la prise de parole et où l'outil permet l'égalité formelle des participants au débat politique »

Dans le cas des « mouvements de places », il est pertinent d'opter pour un usage qualitatif des traces numériques en privilégiant leur valeur faciale<sup>890</sup> afin d'interroger ce qu'elles disent des acteurs collectifs. Les *quincemayistas*, *gezciler*, *deboutistes* ont en effet investi massivement les médias sociaux comme instrument de mobilisation. Les publications horodatées des pages et comptes « officiels » offrent donc des sources qui répondent au critère de la simultanéité<sup>891</sup> et évitent le biais rétrospectif. Elles permettent de surcroît d'observer de près les usages et tactiques de médiatisation auxquels ont recours les protagonistes quand on les croise avec des entretiens. La section qui suit repose sur un dépouillage des principaux comptes Twitter et Facebook 15M, Gezi et Nuit debout qui ont été ouverts pendant les rassemblements. L'analyse exhaustive aurait cependant été chronophage et les données récoltées ont été croisées avec des sources secondaires, en particulier pour le cas turc, ainsi qu'avec les entretiens réalisés avec des protagonistes qui ont fait partie des commissions « Communication » ou « Médias ».

La première section de ce chapitre se déroule en deux temps : elle expose d'abord, à partir de données quantitatives et qualitatives, la dimension virtuelle de la coprésence qui matérialise les rassemblements à l'extérieur des places, sur leur face externe (1) avant d'explorer leur infrastructure numérique *interne* (2) pour se conclure par une mise en perspective sur la structuration de « publics » en réseaux (3).

## 1. Des mouvements « 2.0 » ?

Les « mouvements de places » n'entrent pas dans la catégorie des rassemblements spontanés localisés (par exemple, quand les voisins d'un même quartier descendent dans la rue à la suite d'une explosion) : leur caractère multi-situé est à mettre en relation avec l'infrastructure numérique qui les soutient. Pour autant, ce ne sont pas non plus des feux de paille numériques comme, par exemple, un « événement » Facebook qui recueillerait de nombreuses intentions de participation et marques d'adhésion mais ferait chou blanc. L'enjeu de cette section est de montrer comment la coprésence articule un lieu physique (la place ou le parc) et un espace virtuel dans un ensemble cohérent de pratiques. Il est aussi de déterminer comment la réappropriation de l'espace public passe par un usage contestataire des réseaux socio-

---

<sup>890</sup> Youssef EL CHAZLI, *Devenir révolutionnaire à Alexandrie*, op cit, p. 33.

<sup>891</sup> Timothy TACKETT, *Par la volonté du peuple. Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Albin Michel, 1997.

numériques. Ceci requiert au préalable de sonder les flux qui proviennent des « Places » et d'interroger le fonctionnement des infrastructures numériques qui en sont un élément central.

### 1.1.L'occupation des « réseaux »

A peine les stands collectifs et les tentes individuelles sont-ils installés sur les places, que des comptes Twitter et pages Facebook font leur apparition. Le 16 mai 2011, le campement barcelonais émet son premier tweet depuis le compte éponyme @Acampadabcn: « Première nuit de l'#acampadabcn, pour le moment, 35 personnes sont restées dormir. Demain assemblée à 22h30 ». Le 30 mai 2013, deux jours après le début des affrontements urbains, @TaksimGeziParki fait aussi son apparition sur le réseau Twitter<sup>892</sup>. De même, l'ouverture de la page Facebook de Nuit debout<sup>893</sup> intervient le 1<sup>er</sup> avril 2013, le lendemain du premier rassemblement<sup>894</sup>. Il est à noter que ces espaces virtuels portent les noms, symboles et les couleurs de chaque mobilisation avec des déclinaisons locales comme la rosace noire sur fond jaune qui évoque l'architecture de la place de la Catalogne<sup>895</sup>.

L'étude contemporaine des événements de Mari Luz Congosto<sup>896</sup> permet d'objectiver l'explosion du 15M sur les médias sociaux. La lecture du graphique élaborée par l'auteurice montre qu'entre le 15 mai, jour de la manifestation orchestrée par DRY, et le 19 mai, le nombre de tweets est multiplié par quatre (44.633 le 15 mai ; 13 302 utilisateurs uniques ; 198 617 le 19 mai ; 62 271 utilisateurs uniques) tandis que le nombre d'utilisateurs nouveaux bondit puis se stabilise<sup>897</sup>. Le 20 mai on observe qu'un pic de tweets (200 000) se forme avant de décroître lentement. D'autres analyses avancent des chiffres similaires qui corroborent l'hypothèse d'une coprésence physique et virtuelle<sup>898</sup>. Le 25 avril, le réseau tissé autour de la manifestation à venir du 15 mai reste peu étendu avec seulement 2 123 usagers. Entre le 15 mai et le 22 mai,

---

<sup>892</sup> Les réseaux qui émanent de l'occupation du parc Gezi : <https://twitter.com/DirenGeziParki> ; <https://www.facebook.com/geziparkidirensi>

<sup>893</sup> Pour Nuit debout Paris et le compte central de Nuit debout <https://twitter.com/nuitdeboutparis> ; <https://www.facebook.com/NuitDebout>

<sup>894</sup> En juin 2020, le compte Twitter de l'@acampadabcn totalise 44 000 abonnés et environ 25 000 tweets.

<sup>895</sup> Les réseaux reliés au campement barcelonais : <https://acampadabcn.wordpress.com/> ; <https://www.facebook.com/Acampadabcn>.

<sup>896</sup> CONGOSTO Mari Luz, « Evolution de la propagation du 15M dans l'espace de Twitter », 22 mai 2011. Accessible en ligne : [[http://www.barriblog.com/2011/05/evolucion-de-la-propagacion-del-15m-en-la-plaza-de-twitter/?\\_ga=2.131699211.54112675.1593095886-1024111777.1593095886](http://www.barriblog.com/2011/05/evolucion-de-la-propagacion-del-15m-en-la-plaza-de-twitter/?_ga=2.131699211.54112675.1593095886-1024111777.1593095886)].

<sup>897</sup> Entre le 15 et le 19 mai 2011, 450 731 tweets ont été publiés par 157 306 utilisateurs uniques, alors que la mobilisation en ligne était restée jusqu'alors relativement discrète

<sup>898</sup> Selon une étude de *Chameleon Tools* sur l'effet du 15M sur Twitter, entre le 15 et le 19 mai, 6 630 tweets par heures ont été publiés en moyenne avec des hashtags comme #15mani, #democraciarealya, #nonosvamos, #notenemosmiedo, #spanishrevolution, #15m ou #22m. #acampadasol est le tweet le plus fréquent.

jour des élections et date charnière de la mobilisation espagnole, le nombre de *twittos* – utilisateurs de Twitter - qui font mention du « 15M » est multiplié par 10 avec 45 731 personnes<sup>899</sup>. A Barcelone, le profil de l'*acampadabcn* culmine à 70 000 abonnés à la suite de la tentative d'évacuation du 27 mai 2011. Il est aussi à noter qu'en 2011, l'usage de Twitter reste encore peu répandu<sup>900</sup> par rapport à d'autres supports comme les blogs ou le réseau Tuenti<sup>901</sup>.

En Turquie, ce sont près de 22 millions de tweets qui ont été recensés sur la période du 1er juin au 8 juin<sup>902</sup> qui correspond au début du campement à l'intérieur du parc. Le 1er juin, deux millions de tweets comportent les mots-dièses #direngezipark (en turc, « résistance du parc gezi » : 950 000 tweets), #occupygezi (en anglais, « occupons Gezi » : 170 000 tweets) ou #geziparki (en turc, « parc Gezi » : 50 000 tweets)<sup>903</sup>. Constante toute au long de la journée, l'activité sur le réseau symbolisé par un oiseau bleu se poursuit une partie de la nuit (3000 tweets à la minute après minuit). La quasi-totalité des messages émis provient de Turquie (90%) et la majorité d'Istanbul (50%). Les auteurs font aussi remarquer que de plus en plus de tweets envoyés depuis le sol turc sont écrits en anglais de sorte à internationaliser la cause. Le recensement effectué par Kamil Demirhan concorde avec les chiffres avancés plus haut : le 20 juin, 4 jours après l'évacuation du parc, on totalise près de 16 millions de tweets<sup>904</sup> relatifs à #DirenGeziParki (« RésistanceduParcGezi ») et #OccupyGezi (« Occupons Gezi »).

Les analyses quantitatives de Nuit debout mettent aussi en évidence un halo numérique considérable, quoi que dans une proportion moindre par rapport aux deux autres cas d'étude, ce qui confirme la plus faible amplitude de la mobilisation. Ceci dit, on observe une articulation analogue entre coprésence physique et espace numérique. Entre le 30 mars et le 30 mai 2016, soit sur la période centrale de la séquence, ce sont plus de deux millions de tweets mentionnant « Nuit debout » qui ont circulé contre 1,5 millions pour la « loi travail<sup>905</sup> ». On peut néanmoins

---

<sup>899</sup> Selon une étude de *Chameleon Tools* sur l'effet du 15M sur Twitter, entre le 15 et le 19 mai, 6 630 tweets par heures ont été publiés en moyenne avec des hashtags comme #15mani, #democraciarealya, #nonosvamos, #notenemosmiedo, #spanishrevolution, #15m ou #22m. #acampadasol est le tweet le plus fréquent.

<sup>900</sup> Ariadna FERNÁNDEZ-PLANELLAS, Carles FEIXA PAMPOLS, Monica FIGUEROAS-MAZ, « 15M en España : diferencias y similitudes en las practicas comunicativas con los movimientos previos », *op cit*, p. 126.

<sup>901</sup> Ibid.

<sup>902</sup> « La rupture par Twitter ? Le rôle des médias sociaux dans la protestation turque » (titre original : « A breakout Role for Twitter ? The Role of Social Media in the Turkish Protest », Social Media and Political Participation Lab, New York University, 2013, p. 42.

<sup>903</sup> Il est à noter que les données ont été récoltées à partir de 16h le 1<sup>er</sup> juin 2013.

<sup>904</sup> Kamil DEMIRHAN, « Social Media Effects on the Gezi Park Movement in Turkey: Politics Under Hashtags » in PATRUT Bogdan, PATRUT Monica (Ed.), *Social Media in Politics. Case Studies on the Political Power of Social Media*, Springer, 2014, chapitre 16.

<sup>905</sup> Guillaume SYLVESTRE, « 2 millions de tweets #NuitDebout, les twittos remplacent les médias via #Periscope », 1er juin 2016. Accessible en ligne : <https://cartorezo.wordpress.com/2016/06/01/2-millions-de-tweets-nuitdebout-les-twittos-remplacent-les-medias-via-periscope/>

souligner qu'une bonne partie des premiers tweets mentionnant Nuit debout provient des réseaux affiliés au 15M et encore actifs en 2016. En voici quelques extraits en date du 1er avril 2016 :

- Le compte du 15M Barcelone (15MBcn\_int) : « « Devinez quoi ? Si #Nuitdebout continue, beaucoup d'Espagnols vont bouger en France. Donc commencez à prendre les places #32mars » ;
- Le compte de Démocratie Réelle Maintenant ! : « Les assemblées ont commencé à Paris pour une autre #Nuitdebout le #32mars. Ils se sont divisés en commissions, ça vous rappelle quelque chose ? #15M » ;
- Le compte de Podemos Paris : « deuxième jour sur la place de la République. Le mouvement citoyen continue ! #OnVautMieuxQueça #Nuitdebout. »

Les anciens protagonistes du 15M inscrivent d'emblée Nuit debout dans la continuité des occupations de places espagnoles. Ces marques de soutien témoignent également du décalage entre le lieu des rassemblements et l'espace virtuel qui ne se circonscrit pas à l'épicentre de la mobilisation, loin s'en faut :

« en 33 heures, entre 8h25 du 1er avril et 17h33 du 2 avril, 73 625 tweets et retweets ont été émis comportant #nuitdebout par 17 090 utilisateurs différents. [...]. Néanmoins une très grande partie de ces tweets provient de l'étranger et notamment d'Espagne. Il est clair que pour les réseaux espagnols associés au mouvement des Indignés, il s'agit là d'une initiative qui leur rappelle leur propre lutte<sup>906</sup>. »

La compilation de ces données quantitatives fragmentaires appelle une double remarque : l'activité numérique est corrélée à l'entrée en scène des acteurs sur place ; le fait que des utilisateurs concentrent des flux (en émettant plusieurs fois le même message) invite néanmoins à nuancer leur ampleur.

Les « tweets », « publications » et « événements » Facebook visent d'abord à mobiliser les troupes et à élargir les rangs. Les comptes « officiels » des indignés barcelonais, des occupants du parc Gezi et des manifestants de Nuit debout (qui ne campent pas sur place) multiplient les appels à « prendre la place » (Toma la plaza), à « résister au nom du parc » (« Diren Gezi » en turc) et à « ne pas rentrez chez soi » (Nuit debout). Ces messages résonnent comme des incitations à la mobilisation. Les discours en 140 signes vont à l'essentiel en appelant à se mobiliser, à « partager » (retweeter sur Twitter). Le 22 mai 2011, les membres de la commission

---

<sup>906</sup> Nikos SMYRNAIOS, Pierre RATINAUD, « Comment articuler analyse des réseaux et des discours sur Twitter », *tic & société*, Vol. 7, n° 2, 2014, p. 120-147.

« Communication » barcelonaise écrivent qu'il « s'agit d'un endroit pour tout le monde<sup>907</sup> ». Du 27 mai 2013 au 16 juin, jour de l'évacuation du parc, les réseaux estampillés « Gezi » vivent au rythme des appels à défendre le parc et à repousser les assauts de la police turque. Ils appellent régulièrement à rejoindre la résistance de Gezi et à diffuser « Taksim » partout, c'est-à-dire à propager la mobilisation dans les villes et sur les places turques. L'espace virtuel de la mobilisation turque se structure autour d'images devenues virales et de symboles comme la photographie d'une femme en rouge aspergée à bout portant de gaz par un policier<sup>908</sup>. Depuis le premier soir de mobilisation, le *hashtag*<sup>909</sup> « 32 mars » devient le mot d'ordre et scande les messages rappelant le prolongement indéfini du « long mars » français<sup>910</sup>.

Les messages virtuels visent aussi à organiser et structurer la mobilisation. Le contenu devient alors beaucoup plus concret et révélateur de l'ensemble des conditions matérielles que requiert une occupation de place : « nous avons besoin « d'un compresseur de son pour que les personnes qui parlent au micro soient toutes bien entendues par l'assemblée générale<sup>911</sup> » mais aussi de « crème solaire » ; sur les canaux du 15M barcelonais, il est par exemple rappelé régulièrement qu'il faut aider « à éliminer les déchets<sup>912</sup> ». Cette seconde catégorie de tweets répond à une logique organisationnelle en s'indexant sur les besoins de première nécessité<sup>913</sup> - se nourrir<sup>914</sup>, dormir<sup>915</sup>, se protéger de la pluie ou du soleil... Elle transmet aussi des informations pratiques comme les coordonnées des *legal team*<sup>916</sup> (les équipes d'aide juridique

---

<sup>907</sup> Le contenu exacte du tweet émis le 22 mai 2011 est : « #15M-AcampadaBCN - Rappelons-nous qu'il s'agit d'un endroit pour tout le monde. Aide à éliminer les déchets. Nous appliquons le bon sens. Merci. »

<sup>908</sup> Entretien avec Céline, *op cit*.

<sup>909</sup> Le Journal Officiel (n° 0019, 23/01/13) définit le mot-dièse (équivalent anglais : *hashtag*) comme une « suite signifiante de caractères sans espace commençant par le signe # (dièse), qui signale un sujet d'intérêt et est insérée dans un message par son rédacteur afin d'en faciliter le repérage ». Figuré par le signe typographique du croisillon, le hashtag est un « mot-clic » qui permet d'interagir et d'indexer un ensemble de conversations.

<sup>910</sup> Le récit qu'on peut trouver sur Gazette debout donne une version légèrement différente où l'idée du 32 mars aurait germé dans la nuit du 31 mars au 1<sup>er</sup> avril (COLLECTIF, « Bilan des commissions de Nuit debout #11 : le media center, *Gazette debout*, 1<sup>er</sup> août 2016, accessible en ligne [<https://gazettedebout.fr/2016/08/01/bilan-commissions-de-nuit-debout-11-media-center/>]) »

<sup>911</sup> Extraits de tweets issus du compte @acampadabcn « Nous avons besoins d'un compresseur de son pour que les personnes puissent parler au micro. » ; « Nous avons besoin de CREME SOLAIRE. Merci de les apporter à la commission de Santé ! »

<sup>912</sup> Le contenu exacte du tweet émis le 22 mai 2011 est : « #15M-AcampadaBCN - Rappelons-nous qu'il s'agit d'un endroit pour tout le monde. Aide à éliminer les déchets. Nous appliquons le bon sens. Merci. »

<sup>913</sup> Kamil DEMIRHAN, « Social Media Effects on the Gezi Park Movement in Turkey: Politics Under Hashtags », *op cit*, p. 302. Il traduit une liste de besoins émis par la plate-forme Solidarité Taksim (Taksim Dayanismasi). On trouve aussi des extraits de tweets comprenant des mots de passe WIFI destinés aux protestataires dans la rue.

<sup>914</sup> Twitter @acampadabcn, 17 mai 2011, 7h30 : « Nous avons besoin de hauts-parleurs et de batteries et de wifis pour demain (17/05) » ; Twitter@Nuitdebout, 31mars 2016 « Ramenez des frontales ! J'en ai qu'une et c'est chaud en restauration. #Nuitdebout #32mars ».

<sup>915</sup> Twitter @acampadabcn, 22mai 2011 : « Nous rappelons aux indécis de passer la nuit sur la place que nous avons des sacs de couchage à disposition. »

<sup>916</sup> Twitter @acampadabcn : « S'ils vous arrêtent ne vous déclarez pas @acampadabcn appelez la LEGAL TEAM 6898... »

généralement composées d'avocats ou de juristes mobilisés) ou l'emplacement des infirmeries pour se défendre ou se soigner contre les actions répressives. Sur le Twitter @direngezi, on trouve même les codes wifi des établissements alentours afin de se connecter facilement. Le quotidien des campements – continus ou non – occupe donc une large part des flux rappelant la coordination et l'infrastructure matérielle nécessaire à des actions qui s'ancrent dans la durée. Les réseaux font donc office d'outil à part entière de la mobilisation de la même manière qu'ils servent d'agenda.

Des « événements » (qui sont en fait des actions coordonnées) sont planifiés quotidiennement par les administrateurs des comptes reliés aux places. Les membres du media center de Nuit debout passent ainsi une grande partie de leur temps « à relayer quasiment jour et nuit les petits et grands rendez-vous<sup>917</sup> ». La nature des « rendez-vous » est variée : organisation d'ateliers<sup>918</sup> ou de débats dans le cadre d'une commission ou d'une journée thématique<sup>919</sup> sur la question de la violence (#ouestlavioence). Au rappel des actions qui scandent le quotidien des occupations, comme les caceroladas<sup>920</sup> ou les « AG », s'ajoutent des événements ponctuels : la venue de personnalités publiques<sup>921</sup>, concert, projection de film ou encore festivités<sup>922</sup> pour célébrer l'anniversaire du « 100 mars » (le 8 juin 2016) de Nuit debout. On y relaye abondamment des appels à battre le pavé que ce soit dans le cadre d'une manifestation ou d'une action devant un lieu de pouvoir (manifestation devant le domicile du président de la Generalitat Artur Mäs<sup>923</sup> ; pendant la séquence de « Gezi », appels à se rassembler dans les quartiers alentours et devant le palais de Dayarbakir où travaille Erdogan, le rassemblement Nuit debout devant l'Assemblée Nationale les 3 et 10 mai 2016 lors de la discussion parlementaire du texte de la loi « travail » etc.) Les réseaux regorgent aussi de marques de soutien qui sont une manière de mettre en scène la solidarité : « L'acampadabcn apporte son soutien aux travailleurs en lutte de

---

<sup>917</sup> « Les indignés espagnols débarquent à Nuit debout », *Street-Press*, 15 avril 2016, [<https://www.streetpress.com/sujet/1460743165-les-indignes-espagnols-debarquent-nuit-debout>]

<sup>918</sup> @Nuitdebout, Journée thématique : Où est la violence ?, 24 avril 2016.

<sup>919</sup> Par exemple un événement organisé par l'association *Food Not Bombs* qui fournit des repas à partir d'aliments de récupération pour « se nourrir sous le capitalisme ». Organisation d'un atelier pour confectionner des déambulateurs pour les chats et chiens blessés à cause de la violence humaine.

<sup>920</sup> Par exemple sur le fil twitter de l'Acampadabcn : 18 mai – *Cacerolada* populaire ; 20 mai : 22h30 Assemblée du campement ; 8 juin 18h : manifestation contre les coupes budgétaires dans les retraites : 19 juin, 17h : Manifestation Internationale : La rue est à nous.

On trouve aussi des *caceroladas* à Gezi et à Nuit debout relayées par le hashtag #CasserolesDebout.

<sup>921</sup> Sur le twitter de l'@Acampadabcn « Le mardi (horaire à préciser) Jose Luis Burgos sera à #acampadabcn et nous montrera un documentaire sur sa lutte contre la Banque Santander. »

<sup>922</sup> Twitter @Nuitdebout, 8 juin 2016 : « 100mars : ça se fête ! ».

<sup>923</sup> Par exemple lors d'une marche devant la maison du ministre catalan de l'intérieur Artur Mäs surnommé la tondeuse sur Twitter et assorti du #EREmar.

Derbi<sup>924</sup> » peut-on lire par exemple sur le Twitter du campement barcelonais. Lors de la manifestation du 14 juin 2016, les réseaux Nuit debout ne manquent pas l'occasion de souligner leur présence aux côtés des dockers et des syndicats<sup>925</sup>.

L'usage permanent des médias sociaux ne répondent pas qu'à une finalité instrumentale : ils constituent aussi une source d'information autochtone. Les messages à adresses multiples informent en ce qu'ils décrivent en temps réel ce qui se joue sur place : continuer d'occuper la place de la Catalogne<sup>926</sup>, la « chaîne humaine des mères de Gezi<sup>927</sup> » venues s'interposer entre la police et leurs enfants pour les protéger.

Les flux de messages ne concernent pas seulement ce qui *fait* l'occupation mais aussi les actions répressives qui tentent la *défaire*. La répression constitue une thématique récurrente de cette course à l'information : y-a-t-il des unités de police ? Si oui, combien ? Que font-elles ? Les réseaux labellisés 15M, Gezi, Nuit debout s'emballent lors des phases de répression faisant circuler appels à la mobilisation et images qui cherchent à administrer des preuves de ce qui s'est passé. On mesure alors combien l'usage protestataire des réseaux s'inscrit dans une lutte pour dire les événements, pour la définition de la situation<sup>928</sup>. Il ne s'agit pas seulement de montrer ce que les médias conventionnels laissent le plus souvent hors-champ mais aussi de démentir les fausses informations et rumeurs qui se propagent de manière intentionnelle ou non. Les images permettent alors d'exposer des faits et de porter la contradiction aux versions médiatiques de l'événement : l'intervention brutale d'un agent des forces anti-émeutes contre un manifestant handicapé qui se déplace en fauteuil roulant<sup>929</sup> lors de la « bataille de la place de la Catalogne » du 27 mai 2011 ; la confirmation qu'un bulldozer de la municipalité stambouliote a bel et bien été dérobé, ce que réfutaient les médias pro-gouvernementaux turcs ; le geste d'un policier qui a renversé une marmite de soupe préparée par la commission « Cuisine » de Nuit debout (le « #MarmiteGate » du 12 avril 2016)...

---

<sup>924</sup> Message émis depuis le profil @Acampadabcn : « L'acampadabcn apporte son soutien aux travailleurs en lutte de Derbi » suivi d'un cortège de hashtags usuels qui sont des marqueurs de la lutte #yeswecamp, #acampadabcn, #acampadasol.

<sup>925</sup> Message émis depuis le profil « officiel » de Nuit debout (@nuitdebout) le 14 juin 2016 : « Dockers tambours battants contre la #LoiTravail #NuitDebout #manif14juin #ByeLoiTravail ». Le message est appuyé par une photographie de la manifestation montrant les dockers en train de défiler.

<sup>926</sup> Twitter @acampadabcn : « Cette nuit en assemblée » la #continuité de l'#acampadabcn a été décidée ; jusqu'à maintenant, nous ne pouvons pas donner plus d'information, merci ! ».

<sup>927</sup> Twitter de Gürkan Özturan : « @obefintlig Mothers form human peace chain around their sons and daughters to protect them from police violence in Taksim », 13 juin 2013.

<sup>928</sup> José Manuel ROBLES MORALES, Antón R. CASTROMIL, Arturo RODRÍGUEZ *et al.* « El movimiento 15-m en los medios y en las redes. Un análisis de sus estrategias comunicativas », *Empiria: revista de metodología de ciencias sociales*, 2015, vol. 32, p. 54.

<sup>929</sup> FOTOMOVIMIENTO, Flickr de l'acampadaBcn, Album du 27 mai 2011 [<https://www.flickr.com/photos/acampadabcnfoto/5765019896/in/photostream/>].



Cette guérilla informationnelle est particulièrement vive pendant la séquence de Gezi où de nombreux tweets portent la mention « information confirmée » (*kisimbilgi* en turc) afin d'éviter la manipulation par des groupes liés à l'Etat. Lorsque le Premier ministre et une partie du gouvernement turc accusent des protestataires d'avoir bu de l'alcool à l'intérieur de la mosquée de Dolmabahçe, sur les rives du Bosphore, et donc d'avoir profané un espace sacré, les répliques fusent sur Twitter. Une vague de messages, appuyés par des photographies de la mosquée transformée en salle de soins, se lève contre ces accusations, également réfutées par l'imam. Nombre de protagonistes vont sur Twitter pour « vérifier les nouvelles » et « donner un sens<sup>930</sup> » à ce qui se passait alors que se propagent les informations non-vérifiées, délibérément infondées ou involontairement exagérées.

Car les réseaux connectés aux « Places » sont aussi le théâtre de contre-mobilisations. Les *hashtags* jouent alors le rôle de connecteurs entre des communautés antagonistes, entre acteurs et détracteurs qui se les réapproprient pour les déprécier. Même s'il n'a de cesse de désigner Twitter comme une menace pour la société turque<sup>931</sup>, le Premier ministre Erdogan se montre très actif sur le réseau pendant toute cette séquence. La contre-mobilisation s'est notamment organisée par des régiments de « trolls<sup>932</sup> » envoyés par l'AKP pour occuper le terrain virtuel<sup>933</sup>. En Espagne et en France, les réseaux des « indignés » et des *deboutistes* sont aussi investis par des adversaires et des détracteurs qui, en cherchant à disqualifier les rassemblements, contribuent à accroître leur écho à l'échelle des médias sociaux<sup>934</sup>.

Ce phénomène n'est pas inédit : on peut par exemple faire un parallèle avec le rôle des chansonniers pendant la Révolution française. Les chants et slogans constituaient alors « un moyen d'acculturation populaire si redouté par les contre-révolutionnaires que ceux-ci y

---

<sup>930</sup> Zeynep TUFEKCI, *Twitter and Tear Gas. The Power and Fragility of Networked Protest*, New Haven, Université de Yale, 2017, pp. 70-71. Ce que confirme l'entretien réalisé par Pauline Pressé avec deux indépendants, non affiliés, âgés de 38 et 44 ans : ils soulignent l'usage à des fins d'information et de vérification des médias sociaux. Entretien réalisé à Istanbul en 2014.

<sup>931</sup> « Il y a maintenant une menace qui s'appelle Twitter », s'était exclamé Erdogan. « Les meilleurs exemples de mensonges peuvent s'y trouver. Pour moi, les médias sociaux sont la pire menace pour la société. » *The Guardian*, « Les médias sociaux et l'opposition sont responsables des manifestations, dit le Premier Ministre turc », 2 juin 2013, en ligne : [<https://www.theguardian.com/world/2013/jun/02/turkish-protesters-control-istanbul-square>]. Il fait ici référence au parti kémaliste du CHP.

<sup>932</sup> Un « troll » désigne un être malveillant, généralement difforme, qui habite dans les cavernes ou les montagnes. Sur les réseaux sociaux, le terme désigne des attitudes et comportements qui ont pour but de nuire.

<sup>933</sup> Isabelle GILLES, « Tout oiseau aime à s'entendre chanter : quelle utilisation de Twitter du côté de l'AKP ? », Observatoire de la vie politique turque, 11 juillet 2013, [<https://ovipot.hypotheses.org/9184>]

<sup>934</sup> Cette contre-mobilisation est plus disparate en ce qui concerne Nuit debout si on s'en réfère à l'étude de Guillaume Sylvestre sur Twitter où seulement 15% des tweets sont le fait d'adversaires politiques décalés de la mobilisation. Cf Guillaume SYLVESTRE, « 2 millions de tweets #NuitDebout, les twittos remplacent les médias via #Periscope », *op cit.*

opposaient leurs propres chansonniers<sup>935</sup> ». La bataille des tweets qui s'engage de manière concomitante aux occupations n'est pas dirigée uniquement vers l'extérieur des places : elle se connecte aussi aux luttes d'hégémonie internes, rappelant que les messages « officiels » n'expriment qu'un point de vue éminemment parmi d'autres. Il convient donc de les resituer dans cette perspective agonistique d'une lutte pour la définition de la lutte. « Nous rappelons que ceci est une Révolution, pas un *botellon* », peut-on lire sur le twitter « officiel » de l'@AcampadaBcn le 22 mai 2011, dans la continuité des injonctions à préserver le caractère « non-violent » et « pacifique<sup>936</sup> » de la mobilisation. Sur les comptes affiliés à Gezi circulent également des injonctions similaires à refuser l'usage de la « violence ». Sur les réseaux Nuit debout prévaut également la thématique d'une mobilisation « pacifique » et « citoyenne ». Ces discours ne visent pas seulement à élargir les rangs de la mobilisation : ils cherchent aussi à imposer une définition de ce qui est en train de se jouer. Pour mieux saisir ce qui est en jeu, il convient donc de remonter à la source de ces flux ce qui nous conduit vers les commissions « Communication » ou « Médias » qui prennent collectivement en charge le travail de médiatisation. Ces groupes se mettent en place dès le début des occupations :

« Le jour suivant, le mardi 17 mai, il a été décidé en assemblée que la mission de la dénommée « commission de communication/télécommunication (« Comisión de Comunicación/Telecos») serait de transmettre les contenus créés sur le campement à travers Internet (Twitter, Facebook, Flickr, blog, N-1, etc). Cette même journée du 17 mai, l' #acampadabcn était présente à la télévision à travers le canal 37 de la TDT et de sa chaîne online www.latele.com. Le mercredi 18 mai, une chaîne a été ouverte pour la transmission en direct à travers le canal www.ustream.tv. A son tour, il a été décidé aussi de manière assemblée d'avoir des porte-parole officiels. Ainsi commença l' #acampadabcn, qui prolongea son existence physique jusqu'au 30 juin 2011, jour de l'expulsion des derniers *acampados* de la place de la Catalogne – la majorité étant déjà partie après avoir voté en assemblée de quitter la place<sup>937</sup>. »

La commission « télécommunication » élit domicile sur un des côtés de la place de la Catalogne, sous une tente qui abrite une horde d'ordinateurs de câbles disposés sur des tables de fortune. Ses membres pianotent à longueur de journée sur les claviers tout en gardant un œil sur ce qui se passe sur la place. Ils produisent et diffusent du contenu – discours ou images - sur les réseaux Twitter, Facebook, Flickr. A Istanbul, plusieurs activistes ont investi les cafés surplombant le parc Gezi avec du matériel informatique. Ils « tweetent », « postent » ou

---

<sup>935</sup> Hans-Jürgen LÜSEBRINK, Rolf REICHDART, « “Colporter la Révolution” : Médias et prises de parole populaires » dans CHARTIER Roger et LÜSEBRINK Hans-Jürgen (dirs.), *Colportage et lecture populaire : imprimés de large circulation en Europe, XVIe-XIXe siècles : actes du colloque des 21-24 avril 1991, Wolfenbüttel*, Paris, IMEC éd. ; Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1996, p. 80.

<sup>936</sup> Dans les messages émis par le compte @acampadabcn, la thématique de la non-violence et de la « résistance pacifique » est omniprésente. »

<sup>937</sup> Ariadna FERNÁNDEZ-PLANELLAS, Carles FEIXA PAMPOLS Carles, Monica FIGUEROAS-MAZ, « 15M en España : diferencias y similitudes en las practicas comunicativas con los movimientos previos », *op cit.*, p. 120.

relayent les informations dont ils disposent en temps réel par le jeu du bouche-à-oreille sur le campement qui s'est improvisé sur les pelouses en contre-bas. A Paris, le 31 mars 2016, une dizaine d'activistes s'affairent derrière leurs écrans dans un café situé à quelques rues alors que les premières bâches de « la » Nuit debout se montent sous une pluie battante. Cheilles ouvrières de la communication, les commissions « Médias » constituent un élément-clef de « l'infrastructure numérique<sup>938</sup>» des « mouvements de places ».

Pour autant, ces plates-formes qui se présentent comme des courroies de transmission ne sont pas les seuls canaux d'expression. La dramatisation de la protestation se déploie aussi via la fabrication des *automédias*, papier ou en ligne, les retransmissions en direct, le partage *a posteriori* de vidéos sur les plate-forme comme Youtube ou encore les sites Internet et les blogs, et bien sûr les comptes individuels des protagonistes. On peut citer pêle-mêle : la chaîne de streaming au nom de l'*acampada* barcelonaise, le blog de la commission « International » du même campement, « çapulçu TV » ou Radyo Gezi, « Radio debout » ou TV debout... Place de la Catalogne, des porte-parole sont investis de la tâche de s'adresser aux médias sans parler pour autant au nom du mouvement entier<sup>939</sup>. Cette polyphonie interroge la pertinence du label de « mouvements 2.0 » par analogie avec type de réseau informatique où il devient possible d'être tour à tour récepteur et émetteur<sup>940</sup>, ce qui revient à dire que n'importe quel participant pourrait prendre la parole. Dans quelle mesure cette hypothèse de l'horizontalité se vérifie-t-elle ? En quoi les occupations de places espagnoles, turques, françaises – si on accorde qu'il s'agit avant tout de mobilisations *nationales* - font-elles rupture du point de vue de la médiatisation et du recours au répertoire *médiactiviste* qui circule à une échelle globale ?

## 1.2.L'infrastructure numérique des « Places »

Selon le sociologue états-unien Jeffrey Juris<sup>941</sup>, le recours massif aux réseaux socio-numériques marque une rupture dans la culture protestataire et dans les manières de s'organiser et faire collectif. A la logique du réseau formel du mouvement altermondialiste se serait substituée une

---

<sup>938</sup> Javier TORET, *Tecnopolítica: la potencia de las multitudes conectadas. El sistema red 15M, un nuevo paradigma de la política distribuida*, IN3 Working Paper Series, 2013, p. 61. L'expression d'infrastructure technologique ou numérique refait surface dans un entretien avec un activiste français. Cf Entretien avec Benoît, *op cit*.

<sup>939</sup> Entretien avec Georges, *op cit*.

<sup>940</sup> La principale différence avec le Web 1.0 tient à ce que l'utilisateur ne se comporte plus seulement comme un récepteur isolé mais alternativement comme un émetteur et un récepteur qui peut interagir avec d'autres.

<sup>941</sup> Jeffrey S. JURIS, « Reflections on# Occupy Everywhere: Social media, public space, and emerging logics of aggregation » in COLLECTIF, *Youth, Space and Time*, Brill, 2016, p. 385-414.

logique d'agrégation interpersonnelle, y compris pour des militants qui participent à titre individuel. La différence tient à ce que le réseau se structure autour d'un langage et d'une cause commune à laquelle adhèrent celles et ceux qui en font partie tandis que peuvent s'agréger des entités hétérogènes qui ne partagent pas nécessairement la même cause<sup>942</sup>. Ce constat semble partagé par un *quincemayista* barcelonais d'une cinquantaine d'années, membre du Service Civique Catalan depuis deux décennies : Giorgio évoque une « rupture tectonique », un « choc de culture<sup>943</sup> » lié à la généralisation et à l'accélération induite par les réseaux socio-numériques. Ces derniers auraient permis de s'adresser à un public plus large et de dépasser les cercles militants. Dérouler le fil de cette hypothèse implique de sonder de plus près les pratiques des participants sur les réseaux socio-numériques et de mobiliser les enquêtes quantitatives produites *in fieri*.

Selon Fernandez-Planells, il ne fait aucun doute que dans de nombreux cas, « la participation sur ces réseaux [Facebook et Twitter] s'est limitée à une lecture sans interaction réelle<sup>944</sup> ». Les données récoltées auprès des occupants place de la Catalogne mettent en lumière des usages contrastés : « 70,2% a participé aux canaux de communication du campement en lisant les différents profils. 38,1% a aussi commenté ou émis une proposition<sup>945</sup> ». On note aussi un usage restreint des réseaux sociaux ou des blogs, sachant qu'une majorité des personnes interrogées se sert d'Internet pour accéder aux éditions en ligne des médias traditionnels<sup>946</sup>.

Les résultats de l'enquête Konda conduite sur le parc Gezi vont dans le même sens : seulement un protestataire sur six aurait au moins partagé une publication<sup>947</sup>, ce qui indique qu'une majorité des participants « connectés » se comporte comme des récepteurs récoltant les informations diffusées en ligne<sup>948</sup>. D'autres s'en font le relais, expriment leur adhésion via des interactions guidées par l'interface, jouant le rôle d'émetteur de façon intermittente et réactive : cliquer sur « j'aime » ou partager une information avec « sa » communauté, déclarer son

---

<sup>942</sup>Ce qui soulève la question de la pérennité du collectif ainsi formé plus enclins à se désagréger qu'un mouvement déjà structuré.

<sup>943</sup> Entretien avec Giorgio, *op cit*.

<sup>944</sup> Ariadna FERNÁNDEZ-PLANELLAS, Carles FEIXA PAMPOLS Carles, Monica FIGUEROAS-MAZ, « 15M en España : diferencias y similitudes en las practicas comunicativas con los movimientos previos », *op cit*.

<sup>945</sup> Ariadna FERNÁNDEZ-PLANELLAS, Mònica FIGUERAS MAZ, « Plaza en red. Características del seguimiento informativo de la/n@ acampadaBCN por parte de los/las jóvenes participantes en Plaza Cataluña », 2012, p. 4.

<sup>946</sup> *Ibid*.

<sup>947</sup> Institut de sondage KONDA, « Rapport sur Gezi. Perception publique des protestations de Gezi. Qui étaient les participants au parc de Gezi ? », p. 25.

<sup>948</sup> Selon Fernandez-Planells, la diffusion virale de la protestation par les réseaux articule deux phénomènes : le *cluster* et le *hub* ; d'une part, les messages sont filtrés par les réseaux affinitaires dans lesquels ils « incubent », d'autre part, leur circulation a pour effet de connecter une multiplicité de réseaux parallèles, ce qui accroît considérablement leur chambre d'écho.

intention de participer, ... Enfin, une minorité de participants produit du contenu qu'elle diffuse sur son « compte » ou sa « page ». C'est notamment le cas des comptes certifiés ou des personnalités publiques bien positionnés dans les logiques de classement par la réputation avec un grand nombre d'abonnés. Ece Baykal fait ainsi remarquer que :

« 80% des re-tweets sur Gezi sont issus de 1% des usagers qui ont participé aux manifestations. La majorité de ceux-ci sont des « figures d'autorité » bénéficiant d'une large audience et ayant, de fait, un nombre élevé de « followers » comme des hommes politiques, des journalistes, des chroniqueurs, des artistes ou autres intellectuels<sup>949</sup>. »

Les chiffres produits indiquent qu'un grand nombre des flux reliés à l'occupation du parc sont le fait d'acteurs et d'observateurs qui font figure d'autorité. Ceci signifie qu'ils jouent un rôle d'intercesseur qui tient à leur prestige social ou à une position de visibilité dans le champ politique, militant, médiatique ou intellectuel. Si les réseaux socio-numériques sont plus accessibles aux nouveaux entrants, les inégalités de statuts et de compétences continuent d'y prévaloir tout en se combinant à des jeux de réputation. Le « coup » tactique du « 32 mars » qui appelle à prolonger la mobilisation indéfiniment, prend ainsi appui sur des relais médiatiques et politiques comme le rapporte Benoît du *media center* :

« - et c'est comme ça qu'est né le 32 mars. C'est pas moi qui ait sorti le truc, je sais pas qui a sorti le truc mais ça peut pas être le 1er avril et y'a quelqu'un qui sort le truc de génie 32 mars. Et là du coup le 32 mars, c'est l'espèce de mois de mars infini, donc on vient de créer un calendrier révolutionnaire comme ça... et c'est pas suffisant, on appelle à y aller, on lance l'événement Facebook, y'a le tweet et tout. Le mec de France-Info il était frustré de pas avoir pu faire son article... donc il en fait un quand même et il appelle à revenir le soir, un média qui appelle revenir le soir. On a notre pote de *politis* Erwan Manach qui fait un mini-bout d'article et Olivier Besancenot qui retweete notre tweet parce qu'il sent que ça va foutre la merde. Il aime bien ça, il trouve ça cool<sup>950</sup>. »

Il souligne qu'en plus de l'écho médiatique (*France-Info*, *Politis*), le leader du Nouveau Parti Anti-capitaliste (NPA), un parti de gauche radicale, apporte son soutien en reprenant l'appel du « 32 mars » ; ce n'est bien sûr pas le seul à « retweeter », d'autres personnalités issues des mondes intellectuel, universitaire ou politique apportant des marques de soutien à Nuit debout. Cet effet « boule de neige » virtuel contribue à faire « prendre » la mobilisation tout en faisant ressortir les asymétries structurales des réseaux socio-numériques.

L'espace des médias sociaux n'est en effet ni transparent ni hermétique aux logiques de statut et aux jeux de réputation qui prévalent dans les champs militant, politique ou médiatique. Toutefois, les réseaux socio-numériques permettent à des participants lambdas, qui n'ont pas endossé de rôle particulier, de s'exprimer publiquement. Encore faut-il préciser qu'il ne s'agit

---

<sup>949</sup> Ece BAYKAL FIDE, *Les générations des chroniqueurs de la Turquie et la construction médiatique du charisme du leader au miroir du mouvement de Gezi*, op cit, p. 316.

<sup>950</sup> Ibid.

pas de la fiction surplombante d'un public homogène<sup>951</sup> mais de réseaux d'interconnaissance et d'essaims de conversations qui s'enchevêtrent. Force est de constater que cette possibilité de s'exprimer individuellement sans passer par le filtre (et parfois la censure) d'une organisation ou d'une association laisse libre cours à une « parole anonyme » qui devient « le mot d'ordre de tout le monde » déstabilisant les organisations hiérarchisées. Se déploie alors une inventivité collective qui transparaît dans les slogans et les adresses publiques dès lors que, comme le souligne Youri au sujet de Gezi, « c'était même le plus faible qui normalement n'aurait même pas pu être militant d'une organisation qui pouvait lancer le mot d'ordre qui allait devenir le mot d'ordre central pendant un certain temps<sup>952</sup> ». La légitimation *ex post* contourne en partie les obstacles à l'expression puisque le fonctionnement des réseaux ne requiert pas que les locuteurs soient des professionnels de l'information ou de la contestation.

Il faut cependant se garder d'idéaliser le caractère démocratique de cette coprésence virtuelle. Les « réseaux » présentent d'abord des limites qui tiennent à leur mode de fonctionnement. Le format des « pages » Facebook, qui nécessite d'être inscrit dans un groupe ou une liste de contacts<sup>953</sup>, est par exemple davantage cloisonné que le fil d'actualité Twitter où « le réseau « émerge » des contenus<sup>954</sup> ». Néanmoins, la limitation du contenu (140 caractères pour un tweet) et la hiérarchisation en fonction du nombre de partage expliquent le faible potentiel délibératif<sup>955</sup> des réseaux socio-numériques qui, en l'absence d'unité de temps et de lieu, favorisent davantage la polarisation que la négociation et l'écoute mutuelle. Les échanges y prennent davantage une dimension conversationnelle<sup>956</sup> au sens où il n'y a pas de nécessité de prendre une décision collective et donc de définir des points d'accord pour que la situation d'interaction perdure.

De surcroît, le caractère par définition ouvert des réseaux socio-numériques les rend faciles à infiltrer et expose les acteurs à la surveillance étatique. C'est une source d'information pour les antagonistes qui peut même porter préjudice à ses auteurs : pendant l'occupation du parc Gezi, vingt-cinq « twittos » ont par exemple été arrêtés sur le seul fondement de leur activisme en ligne. Il ne faut pas non plus perdre de vue que l'usage protestataire de Twitter ou Facebook

---

<sup>951</sup> Dominique CARDON, « Vertus démocratiques de l'Internet », *La Vie des idées*, 2009, vol. 10.

<sup>952</sup> Entretien avec Youri, 61 ans, ancien militant marxiste exilé entre 1980 et 1990 en Belgique à la suite du coup d'Etat (génération de l'exil), franco-turc, écrivain et traducteur. Istanbul, mai 2019.

<sup>953</sup> Il est à noter que ces réseaux d'interconnaissance en ligne – les « amis » Facebook par exemple – s'agrandissent au cours des phases de mobilisation, ce qui confirme la continuité entre les espaces physique et virtuel de la coprésence.

<sup>954</sup> Florence THIAULT, « Le produsage des hashtags sur Twitter, une pratique affiliative », *Questions de communication*, 28, 2015, p. 65-79

<sup>955</sup> Azi LEV-ON, Bernard MANIN, « Internet : la main invisible de la délibération ». *Esprit*, 2006, no 5, p. 195-212.

<sup>956</sup> Philippe URFALINO, « La délibération n'est pas une conversation », *Négociations*, 2005, no 2, p. 99-114.

procède d'un « détournement de la sphère de la consommation et de la sociabilité en réseaux<sup>957</sup> ». Il s'agit en somme d'une forme de *braconnage* d'espaces virtuels dont la finalité première reste de collecter des données à des fins lucratives.

Le fait que ces espaces soient intrinsèquement limités et surveillés conduit les acteurs à adopter d'autres instruments qui leur sont propres. Ainsi la plate-forme *meneame.net*, qui répertoriait les informations relatives aux occupations en cours<sup>958</sup>, a constitué une des communautés en ligne les plus actives pendant le 15M. D'autres se sont dotés d'outils autogérés comme les encyclopédies participatives (15M.cc, 15Mpedia, leWikidebout...), des calendriers ou des éditeurs de texte collaboratifs (des « pads »). Ces outils sont plus adaptés à la construction du collectif, notamment en assurant une forme de continuité sans pour autant se substituer à la coprésence physique dont ils sont en quelque sorte le prolongement.

Les groupes se coordonnent souvent à l'abri des regards extérieurs via des messageries cryptées. Les boucles *WhatsApp* ou les fils de conversation *Telegram* constituent ainsi la face cachée de l'infrastructure numérique des mobilisations. Ces outils ne sont pas aussi libres d'accès que les pages Facebook ou les comptes Twitter : il est nécessaire d'être coopté et donc d'avoir au préalable noué contact avec d'autres participants pour en faire partie. Il se forme ainsi une vaste mosaïque de sous-groupes caractérisés par un fort degré de cohésion qui peut parfois entraîner un effet de fermeture et reproduire le phénomène des *cliques*. Le rôle des réseaux socio-numériques doit aussi être relativisé au regard de pratiques qui sont loin d'être homogènes.

Les enquêtes quantitatives dont on dispose au sujet des rassemblements barcelonais et stambouliote rappellent qu'il importe de ne pas se focaliser uniquement sur les réseaux socio-numérique au risque de surestimer leur influence. Dans une enquête par questionnaire conduite auprès d'un échantillon de 420 participants à l'occupation de la place de la Catalogne, 47% des interrogés ont pris connaissance du campement par des amis contre 20% par Facebook, juste devant la télévision (16%). En revanche, « le canal le plus suivi pour s'informer était le Facebook de l'acampada (26,5%) et son blog/site web (23,1%). En troisième lieu, apparaissent les médias conventionnels dans leur version en ligne : à travers la presse digitale, utilisée par 12,6% des enquêtés. 11,2% ont utilisé la télévision pour s'informer du campement. Et le Twitter

---

<sup>957</sup> Michel KOKOREFF, *La diagonale de la rage*, Divergences, 2020, p. 242.

<sup>958</sup> Plate-forme *meneame.net* forum en ligne, où la communauté hacker des « Anonymous » a révélé la présence de policiers infiltrés pendant l'encercllement du Parlement du 15 juin.

reste en cinquième position avec 7,7% des enquêtés<sup>959</sup> ». Ces chiffres conduisent donc à nuancer la prépondérance des médias sociaux dans une mobilisation qui se propage par le bouche-à-oreille et les réseaux affinitaires ou militants. Ils confirment néanmoins l'usage de Facebook comme source d'information privilégiée par les protagonistes vis-à-vis de la presse écrite ou de la télévision. Twitter reste encore peu utilisé en 2011.

La complémentarité des modes de communication est particulièrement saillante le jour où le campement installé depuis dix jours place de la Catalogne est menacé d'expulsion. Des chaînes de « textos » s'organisent et exhortent à venir défendre la place (« La police est en train d'évacuer la place de la Catalogne. On a besoin de ta présence. Fais passer<sup>960</sup> ! ») en parallèle de l'appel lancé sur les réseaux : #Nonosvamos (#Nous ne partons pas). Dans les rues et quartiers alentours, le bouche-à-oreille participe à cet afflux soudain et massif<sup>961</sup>. La même enquête mentionne que seulement 3% des enquêtés disent ne jamais se fier aux « infos » de l'@acampadaBCN tandis qu'ils sont 47,2% à n'accorder aucune confiance aux médias « conventionnels ». Cette défiance contraste avec la prépondérance de la télévision dans les pratiques médiatiques à l'échelle de la population espagnole en 2011<sup>962</sup>. Le facteur discriminant se situe au niveau de la perception de l'environnement médiatique et joue sur les manières de s'informer.

Fondée sur un échantillon de 4411 participants interrogés entre le 6 et le 8 juin 2013 dans le parc Gezi, les conclusions de l'enquête de l'institut de sondage Konda font ressortir un hiatus similaire avec 7% seulement d'acteurs qui ont entendu parler pour la première fois des événements à la télévision<sup>963</sup> contre 71% pour l'échantillon témoin de la population turque<sup>964</sup>. Il est noté que « les protestataires du parc Gezi ont entendu parler des événements pour la première fois par leurs amis ou sur les médias sociaux ». Les réseaux amicaux, familiaux, scolaires ou professionnels ne sont toutefois pas à en opposition aux médias sociaux : ces derniers tendent moins à se substituer qu'à amplifier ces tissus relationnels<sup>965</sup>.

---

<sup>959</sup> Ariadna FERNÁNDEZ-PLANELLAS, Mònica FIGUERAS MAZ, « Plaza en red. Características del seguimiento informativo de la/n@ acampadaBCN por parte de los/las jóvenes participantes en Plaza Cataluña », 2012

<sup>960</sup> En version originale : « La policía está desalojando plaza Cataluña. ¡Se necesita tu presencia. Pásalo! ».

<sup>961</sup> Entretien avec Jordi, 50 ans, documentariste, réalisateur du documentaire *Le réveil des places* (titre original : *El Despertar de las plazas*) qui a participé activement au 15M. Barcelone, janvier 2019.

<sup>962</sup> Ces éléments confirment les tendances observées dans les enquêtes du Centre d'Enquêtes Sociologiques d'Espagne en 2011 qui mettent en évidence, à l'échelle de la population entière, l'hégémonie de la télévision dans les pratiques informationnelles (86%), suivies par la presse écrite (50%) et la radio (35%).

<sup>963</sup> *Ibid.*, p. 25.

<sup>964</sup> Institut KONDA, « Rapport sur Gezi. Perception publique des protestations de Gezi. Qui étaient les participants au parc de Gezi ? », p. 22 – 23.

<sup>965</sup> Craig CALHOUN, « Occupy wall street in perspective », *British journal of sociology*, 64(1), 2013, p. 36. Le sociologue états-unien fait une remarque analogue au sujet du recrutement pendant Occupy Wall Street qui était



Un autre constat extensible aux rassemblements espagnols et français mais aussi états-uniens (*Occupy*) tient à ce que l'influence et l'usage des médias sociaux se concentre sur un segment particulier de la société qui se distingue par des expériences de socialisation en ligne, un certain capital économique, une moyenne d'âge inférieure à la médiane nationale et un mode de vie urbain<sup>966</sup> perçu comme « occidentalisé » dans le cas turc.

Si on ne dispose pas de données précises sur les pratiques médiatiques des *deboutistes* de la place de la République, les données sociographiques convergent avec celles collectées au cours des entretiens. En dépit des limites que présente toute tentative d'analyse d'un phénomène mouvant et protéiforme, les entretiens conduits dans une démarche qualitative (n = 27) vont dans le même sens, avec un fort ancrage dans les mondes de l'art, de l'enseignement, des associations et des médias. Une majorité des personnes rencontrées vit en ville, dispose d'un capital culturel relativement élevé (hérité ou acquis par des diplômes) pour une moyenne d'âge de 31 ans<sup>967</sup>. Cette position dans l'espace social s'accompagne d'une mise à distance des médias étiquetés péjorativement comme « *mainstream* ». L'attitude critique qui valorise au contraire les médias contre-hégémoniques (par exemple le site Lundi.matin pendant Nuit debout et le mouvement contre la loi travail qui relaye des textes écrits par des protagonistes) se combine également avec un recours intense aux médias sociaux comme moyen de se « contre-informer ».

Si on applique l'hypothèse de continuité<sup>968</sup> aux pratiques d'information pendant les rassemblements, alors il est clair que l'usage des réseaux socio-numériques à des fins contestataires reste très inégalement distribué. Il n'est en tout cas pas aussi massif que pourrait le laisser croire le volume par ailleurs conséquent de messages et d'images qui ont circulé sur les réseaux afférents aux « mouvements de places ». Cette remarque conduit à nuancer fortement l'hypothèse selon laquelle ces mobilisations relèveraient d'une *technopolitique*<sup>969</sup>. Celle-ci se définirait « comme l'usage tactique et stratégique des dispositifs technologiques (y compris les réseaux sociaux) pour l'organisation, la communication et l'action collective » à la différence cependant du *click activism* ou du *cyberactivisme* qui se cantonnent aux espaces

---

écrit-il une « affaire de réseaux », de réseaux amicaux, scolaires, de relations de voisinage... Il en déduit que « les médias sociaux y jouent un rôle en partie parce qu'ils amplifient de telles connexions, pas simplement parce qu'ils s'y substituent. »

<sup>966</sup> Institut KONDA, « Rapport sur Gezi. Perception publique des protestations de Gezi. Qui étaient les participants au parc de Gezi ? », *op cit.*, p. 26 – 28.

<sup>967</sup> COLLECTIF, « Déclassement sectoriel et rassemblement public », *op cit.*

<sup>968</sup> Michel DOBRY, *Sociologie des crises politiques*, *op cit.*, Chapitre 1.

<sup>969</sup> COLLECTIF, *15MP2P. Un regard transdisciplinaire sur le 15M* (titre original : *15MP2P. Una mirada transdisciplinar del 15M*), 2014, [<http://dx.doi.org/10.7238/in3.2014.1>]. Cette interprétation « technocentrée » des événements est notamment défendue par Javier Toret, membre de *Democracia Real Ya* et de la commission communication de Barcelone.

virtuels<sup>970</sup>. Cette interprétation *située*, en ce qu'elle est défendue par des acteurs des commissions « Communication » du 15M barcelonais, prend appui sur le cadre théorique de la « société en réseaux » de Manuel Castells<sup>971</sup>. Celle-ci se définirait par l'auto-communication de masse, c'est-à-dire que l'interactivité n'est plus limitée à une minorité d'émetteurs (les médias, les politiques, les paroles autorisées) vers une foule de récepteurs dès lors les technologies d'information et de communication auraient assoupli cette frontière faisant de chaque utilisateur un agent de réception et d'émission.

Cette grille de lecture attire à juste titre l'attention sur la manière dont les technologies peuvent faciliter la coordination sans passer par une organisation préalable. La généralisation des téléphones portables est par exemple corrélée à l'apparition de mobilisations qui se propagent par SMS<sup>972</sup>, ce que le sociologue Howard Rheingold a nommé des *smart mobs*<sup>973</sup> en référence aux smartphones. En Espagne, la gestion de la crise provoquée par les attentats de Madrid du 11 mars 2004 avait déclenché des manifestations massives, en apparence spontanées, en réalité coordonnées par des chaînes de messages appelant à descendre dans la rue contre la réaction du gouvernement de José Maria Aznar qui avait d'abord accusé à tort l'ETA<sup>974</sup> avant que la nébuleuse islamiste Al-Qaïda ne revendique les attentats. Cependant, parler de *technopolitique* au sujet des « Places » risque d'induire en erreur en surestimant les effets produits par les réseaux socio-numériques. On peut repérer au moins deux limites. D'une part, cette hypothèse néglige le fait que toute action collective s'inscrit dans un environnement technologique déterminé et que les acteurs n'ont d'autre choix que de solliciter les instruments qui sont à leur disposition. Il est peu probable qu'ils se coordonnent par des signaux de fumée avant de se rassembler. D'autre part, suggérer que la politique est transformée par les mutations technologiques revient à céder à une forme de déterminisme qui occulte le fait que toute action collective reste *contingente* et qu'en ce sens, celle-ci est le produit d'une série de déterminations hétérogènes parmi lesquelles figurent effectivement les conditions technologiques.

S'il est évident que les réseaux socio-numériques ont accéléré la circulation des informations et des initiatives depuis la base, il est nécessaire de les recontextualiser à l'aune des réseaux

---

<sup>970</sup> Le clickactivisme est un terme péjoratif qui désigne la croyance dans la capacité à agir par des micro-actions sur Internet (poster un tweet, signer une pétition en ligne etc.) tandis que le cyberactivisme ou hacktivism est un terme plus neutre qui renvoie à un usage contestataire du piratage informatique (et non un usage mercantile comme c'est souvent le cas).

<sup>971</sup> Manuel CASTELLS, « Ni dieu ni maître : les réseaux », FMSH-WP-2012-02, février 2012.

<sup>972</sup> SMS est l'acronyme de Short Message Service

<sup>973</sup> Howard RHEINGOLD, « Smart mobs », *Sociétés*, 2003, no 1, p. 75-87.

<sup>974</sup> Acronyme de *Euskadi Ta Askatasuna* qui signifie « Pays Basque et Liberté » : il s'agit d'une organisation indépendantiste du Pays Basque d'inspiration marxiste-léniniste, active entre 1959 et 2018.

familiaux, amicaux, militants ou professionnels. Il convient également de ne pas surestimer la portée des médias sociaux en particulier vis-à-vis des médias conventionnels. Ce qui interroge le positionnement des rassemblements comme acteurs collectifs vis-à-vis des médias et des journalistes : en quoi ces actions prennent-elles d'emblée une dimension médiatique qui oscille entre critique frontale et connivence dessinant les contours d'une coopération conflictuelle ?

## 2. Les « places » et les médias : une coopération conflictuelle

« Les politiques nous mentent, les syndicats nous vendent, les médias nous trompent » pouvait-on lire aux abords de la place *Puerta del Sol* à Madrid en écho au slogan récurrent : « Télévision, manipulation ! ». L'hostilité aux médias est monnaie courante sur les « Places » : #cecin'estpasuneinformation (#noesnoticia), #silencemédiatique (#silenciomediatico), #journalismeréelmaintenant (#periodismorealya)<sup>975</sup>. Il serait cependant caricatural de décrire les acteurs au prisme d'une opposition systématique. Les attitudes qu'on observe vis-à-vis des médias sont beaucoup plus ambivalentes : si certains font obstruction (en empêchant par exemple un reporter de tourner sur place), d'autres ont recours à des ruses plus subtiles comme prendre la parole en se présentant par l'épicène « Camille » en clin d'œil aux luttes des Zones à Défendre<sup>976</sup>. S'adresser aux médias constitue un enjeu cardinal pour des mobilisations qui s'inscrivent d'emblée dans une économie de l'attention, que ce soit par la désignation de porte-parole, par le biais de « personnes-ressources » ou par le biais des réseaux numériques. Ces derniers sont en effet un instrument privilégié de la tactique de communication qui procède d'une « médiatisation à deux bandes », des réseaux sociaux vers les arènes médiatiques conventionnelles.

### 2.1. « Voir ce qu'ils disent à la télé » : une économie de l'attention.

En premier lieu, il importe de souligner que les rassemblements de places – mais ce constat vaut par exemple pour *Occupy Wall Street* - s'inscrivent d'emblée dans une économie de l'attention. Loin d'être des espaces qui font sécession, les occupants prêtent attention à ce qui se dit dans la presse écrite ou dans les journaux télévisés. Pour preuve, les revues de presse

---

<sup>975</sup> José CANDON MEDA, *Toma la calle, toma las redes: el movimiento# 15M en Internet*. Atrapasueños, 2013, p.136.

<sup>976</sup> Ce néologisme désigne les habitant.e.s des « Zones A Défendre », détournant le vocable administratif de « Zone d'Aménagement Différé » ; il a fait son entrée dans le dictionnaire en 2016.

quasi-quotidiennes sur le blog de la commission « International » de Barcelone<sup>977</sup> ou sur *Gazette debout* où il est fait état du traitement médiatique de chaque mouvement. En Turquie, le silence médiatique des premiers jours de mobilisation du parc Gezi provoque des manifestations des *gezciler* devant le siège des principales chaînes de télévision qui n'ont pas couvert les événements. Les protagonistes sont acteurs de la médiatisation du mouvement par de multiples biais : communiqués de presse, porte-parole officiels ou officieux, communication numérique.

Le 44 mars (12 avril 2016) sur la place de la République, l'assemblée du jour refuse d'accréditer la personne invitée à s'exprimer sur le plateau de la chaîne France 2. Nuit debout n'est pas pour autant dénuée de structures de délégations : c'est ainsi que Cécile, membre du media center qui s'était installé à l'extérieur de la place, explique qu'un « groupe presse » était dépêché sur la place pour « faire le lien avec les journalistes ». C'est une différence significative avec les porte-parole officiels de la place de la Catalogne. Ainsi Georges, informaticien de 53 ans, faisait partie de la commission « Communication » et passait le plus clair de son temps « à donner des entretiens aux médias, à leur expliquer le quotidien du campement ou ce qui s'était en assemblée générale<sup>978</sup> ».

« Il y avait une règle très claire, toujours, ne jamais parler *au nom du mouvement* (je souligne), parler à titre personnel, l'idée était de se comporter de façon assembléeire et c'est ce qu'on faisait. Nous n'avons jamais reçu de consigne de ce que nous devons dire, ceux qui étaient en charge de la communication nous mettions au propre ce qui s'était dit, ce qui avait été voté à l'assemblée et on l'envoyait aux médias, puis lorsque les médias nous interviewaient, on parlait en notre nom propre, entre notre opinion<sup>979</sup>. »

Pour Georges, la participation à l'occupation consiste à relayer ce qui a été acté collectivement lors des assemblées et à répondre aux sollicitations des journalistes qui évoluent aux abords de la place. La règle qui consiste à ne pas parler « au nom du mouvement » montre le souci de concilier le principe d'horizontalité d'une mobilisation acéphale et la nécessité de s'exprimer, prendre la parole, geste par définition individuel. Georges ajoute qu'une partie des *quincemayistas* barcelonais « ne voyaient pas d'un bon œil qu'il y ait des médias de communication, voire qui les rejetaient », ce qui confirme que la perception de l'environnement

---

<sup>977</sup> AcampadaBcn, « résumé de presse en langue anglaise du 4 juin 2011 », [<https://acampadabcninternacional.wordpress.com/category/espanol/page/59/>]. La revue de presse est quasi-quotidienne. Le traitement médiatique fait l'objet de critiques internes qui s'expriment notamment sur les réseaux reliés aux places. Par exemple, sur le twitter de l'acampadabcn le 22 mai 2011 : « Rappelez-vous que les médias comme ABC sont avides de voir les gens faire tout sauf occuper (*acampar*), pour détourner l'attention et les disqualifier du jeu ».

<sup>978</sup> Entretien avec Georges, *op cit*.

<sup>979</sup> *Ibid.*

médiatique est loin d'être uniforme au sein du « mouvement ». Il se classe au contraire parmi les « membres qui de toute manière avaient compris que c'était dans l'intérêt du mouvement qu'il y ait une couverture médiatique<sup>980</sup> ». Cependant, il relève une tendance des journalistes à désigner les porte-parole comme des « représentants » du « mouvement » et insiste sur la nécessité de les corriger dès lors qu'à l'exception des compte-rendu d'assemblées, ils s'exprimaient en leur nom propre. Cette latitude de parole laisse parfois éclater des désaccords, par exemple, sur la perception de la répression et des différences de régimes politiques ;

« Je me souviens dans une interview avec TELESUR où j'ai tout de suite remarqué qu'ils [les membres de la commission "communication"] n'avaient pas apprécié, les journalistes m'ont demandé si j'avais eu peur et j'ai dit non. C'est une démocratie, pas une démocratie à 100%, mais ce n'est ni la Turquie ni la Syrie. J'ai remarqué qu'ils [les membres de la commission "communication"] n'avaient pas apprécié que peut être je défende un peu une partie du régime dans lequel on vit, ce sont des policiers que je n'aime pas, mais je ne suis pas en Egypte, ils ne vont pas me tirer dessus. Quand il y avait des gens qui essayaient de tout mettre dans le même sac, je suis d'accord, c'est toujours le même combat mais ce ne sont pas les mêmes instruments<sup>981</sup> ».

La médiatisation passe aussi par l'intermédiaire de « personnes-ressources<sup>982</sup> » qui sont parties prenantes ou sympathisantes ; elle se fait alors plus indirecte mais non moins efficace. Il est en effet beaucoup plus facile pour ces personnes qui disposent d'un capital médiatique conséquent du fait de leur profession, de leur notoriété ou de leur prestige social, d'accéder aux plateaux de télévision ou de publier une tribune dans un grand quotidien. C'est par exemple le cas d'Aslan, professeur de français turc de 38 ans, qui a été contacté par des médias francophones pour faire une intervention :

« Le matin je me réveille super tôt, [...] le calme absolu, ça ressemblait à « 28 jours plus tard<sup>983</sup> » la ville était vide, t'avais des voitures renversées, t'avais des endroits où les panneaux étaient totalement tombés, t'avais des endroits où les trottoirs avaient totalement disparus. Je marchais de Dejergir jusqu'à Karakoy où je devais aller à un studio pour passer aux infos. Donc je suis arrivé le matin, les mecs m'ont dit de venir un peu avant pour le maquillage et tout. Je ressemblais à rien, tu vois. Donc j'arrive, en plus il pleuvait dehors, allez on enregistre, je fais une intervention qui est passé au Grand journal, sur BFM et I-télé. En fait le premier jour c'est un peu ce qui est passé. La question en France c'était un peu « est-ce que c'est un printemps turc ? » j'ai eu la chance de téléphoner à Ahmet Insel qui est un économiste, un ami aussi, et de lui dire « qu'est-ce que je dis ? ». En gros il m'a

---

<sup>980</sup> *Ibid*

<sup>981</sup> *Ibid*

<sup>982</sup> Isabelle SOMMIER, *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003, p. 148 - 149. A côté des « victimes » et des « professionnels de la contestation », elle identifie la présence constante de « « sympathisants ponctuellement requis par l'organisation en raison de leurs compétences individuelles ou de ce qu'ils représentent, [...] des soutiens extérieurs dotés d'un prestige social, ou simplement d'une visibilité publique, qui leur permet de sensibiliser l'opinion publique, via ces partenaires de plus en plus essentiels à l'action collective que sont les médias. »

<sup>983</sup> « 28 jours plus tard » est le titre d'un film apocalyptique où le héros se réveille dans une ville déserte. Réalisé par Danny BOYLE et sorti en 2002.

dit c'est pas du tout un printemps. Grace à lui, j'ai pu faire une intervention qui tenait la route. Du coup, les grands titres étaient « ce n'est pas un printemps turc ». Et les anglais et américains l'ont utilisé par contre. [...] Voyant cet intérêt, j'ai commencé à écrire plus de choses. Et donc un grand nombre de journalistes m'ont contacté et à part peut-être Le Monde, je crois que tout ce qui s'est écrit en français à cette époque là, voire en néerlandais, a eu un contact plus ou moins poussé avec moi. J'ai fait fixeur pour un peu tout le monde. Mon appart était rempli de journalistes qui avaient pris l'appart en tant que QG. »

On peut remarquer qu'Asaph n'est pas un participant « lambda ». Comme l'indique sa profession, il est bilingue et appartient au monde universitaire. Par ailleurs, il évolue dans les sphères de l'*intelligentsia* et de l'élite turque : son père est maire AKP d'une ville moyenne et plusieurs membres de sa famille sont des édiles. Le coup de fil à Ahmet Insel, un des principaux intellectuels turcs francophones, est une preuve supplémentaire de son insertion dans le champ intellectuel. Il est significatif que les événements de Gezi sont d'emblée cadrés par les médias francophones sous l'angle d'un « printemps turc », reprenant une catégorie exogène qui est passée dans le langage courant pour désigner les processus révolutionnaires tunisien et égyptien de 2011. Cette représentation, qui situe implicitement le gouvernement turc sur le même plan que les régimes autocratiques de Ben Ali et d'Hosni Moubarak, contraste avec le label « *Occupy Gezi* » qui circule activement début juin 2013 en Turquie par lequel une partie des protagonistes revendique la filiation avec le mouvement états-unien. Par ailleurs, la rareté et la circularité de l'information sur les chaînes d'information françaises montrent combien le rôle de *gate-keeper*<sup>984</sup> peut contribuer à la définition des événements et donc façonner en partie leur image médiatique. Il est à noter que de telles initiatives peuvent aussi venir de soutiens extérieurs qui cherchent à publiciser la cause et à dénoncer la répression. C'est le cas lorsque des Turcs expatriés aux Etats-Unis, ingénieurs et chefs d'entreprise dans l'informatique, font un appel aux dons pour financer un encart publicitaire dans le quotidien de référence le *New-York Times* du 8 juin 2013. Ils prennent la plume pour dénoncer l'oppression dont sont victimes les manifestants (comme l'indique le titre : « Que se passe-t-il en Turquie ? Le peuple de Turquie a parlé : nous ne serons pas opprimés ! ») signant au nom du « mouvement démocratique de Gezi ».

Pendant Nuit debout, les membres de Podemos-Paris<sup>985</sup>, dont certains ont participé au 15M, ont été interrogés par plusieurs médias de gauche (Mediapart en particulier). Certains protagonistes se sont même spécialisés dans la retransmission en direct via leur téléphone portable des actions

---

<sup>984</sup> Peut être considéré comme *gate keeper* celui ou celle qui joue le rôle de « portier » en ce qu'il laisse passer certaines informations et d'autres non. Un des enjeux de ce chapitre est de démontrer que les médias continuent de jouer un tel rôle y compris dans un contexte d'accélération technologique.

<sup>985</sup> Podemos (littéralement « Nous pouvons ») est un parti politique créé en janvier 2014 qui se présente comme l'héritier du 15M.

(par exemple Rémy Buisine<sup>986</sup>). D'autres sympathisants ont joué le rôle personne-ressource<sup>987</sup> en répondant aux sollicitations médiatiques. Ici encore se pose la question épineuse de la représentation du mouvement puisque les médias ont tendance à ériger ces sympathisants en représentants officiels, ce dont ils se défendent âprement afin de ne pas entrer en contradiction avec le refus de la délégation caractéristique des organisations antihierarchiques. Le principal moyen de se faire entendre par les médias reste cependant les réseaux socio-numériques. Cette forme de médiatisation ne requiert pas tant des figures de proue que des chevilles ouvrières.

## 2.2. « Pirater les médias » : le rôle souterrain des activistes-passeurs

« C'est l'image émise à travers le canal streaming de *Periodismohumano* qui a été retransmise le deuxième jour du rassemblement à la *Puerta del Sol* et qui a été prise par le *Washington Post*, forçant la couverture des médias nationaux, qui jusque-là avait tu la mobilisation<sup>988</sup> ». Ce sont donc des images tournées par les « Indignés » qui ont été reprises par des journaux états-uniens et auraient ainsi contribué à amplifier la couverture du mouvement que les médias nationaux délaissaient jusqu'alors au profit de la campagne électorale de mai 2011. Cette médiatisation en plusieurs temps montre que les médias sociaux ne s'adressent pas seulement aux participants mais qu'ils décuplent également la visibilité des actions auprès des journalistes puisque ces derniers en font un usage professionnel. L'accélération technologique joue en effet sur la chaîne de production et de diffusion de l'information, permettant aux journalistes de puiser directement à la source et en retour de faire circuler plus rapidement les nouvelles<sup>989</sup>.

---

<sup>986</sup> Pendant la période de Nuit debout, @RemyBuisine a envoyé 248 tweets et totalisé 24 000 mentions. Il filme et diffuse via Periscope les AG du mouvement, au plus près du terrain, là où les journalistes « conventionnels » se rendent plus rarement.

<sup>987</sup> Manuel CERVERA-MARZAL, « Nuit debout et l'épineuse question du leader. Retour sur une expérience vécue » in COLLECTIF, *Nuit debout. Des citoyens en quête d'une réinvention démocratique*, Presses Universitaires de Rennes, 2021, p. 24-34.

<sup>988</sup> Beatriz PEREZ RIOJA, « El streamer, entre el periodismo ciudadano y ciberactivismo », p.66.

<sup>989</sup> Nikos SMYRNAIOS, « Twitter comme élément constitutif d'un journalisme « ambient » », Séminaire Web & Sciences Sociales, 27 juin 2012 où l'auteur relève une « surreprésentation » des professions intellectuelles et des jeunes journalistes sur Twitter, ces derniers accordant davantage de crédit aux informations venues du Web ; pour un état de l'art sur la question : MERCIER Arnaud, PIGNARD-CHEYNEL Nathalie, « Mutations du journalisme à l'ère du numérique : un état des travaux », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, 5, 2014. Par ailleurs, l'usage professionnel des réseaux par les journalistes n'est pas une spécificité hexagonale ; sur le cas espagnol, nous renvoyons aux travaux de LOPEZ-MERI Amparo (LOPEZ-MERI Amparo, « Periodismo en Twitter: La contribución de los usuarios al flujo informativo », *Cuadernos Info*. [online]. 2016, n.39 [consulté le 23 juillet 2020], pp.241-257 ; LOPEZ-MERI Amparo, « L'impact de Twitter sur le journalisme : un état de l'art » (titre original : El impacto de Twitter en el periodismo : un estado de la cuestion), *Revista de la Asociación Española de la Investigación de la Comunicación*, p. 34-41, 2015) et en ce qui concerne le champ journalistique turc, à la thèse de Ece Baykal Fide qui insiste, au cours de son enquête de terrain, sur le lien entre la variable générationnelle et ce mode de récolte des informations, la majorité des chroniqueurs utilisant les réseaux sociaux appartenant à la génération 1990.

« Et ça a pris ! Les comptes Nuit Debout ont été tellement suivis que le 32 mars les médias traditionnels n'ont pas eu le choix, l'information, il fallait venir la chercher directement à la source. Presque 2 millions de personnes avaient vu nos 474 tweets ! Même si cela n'a pas duré, pour la première fois à l'échelle de notre génération, les médias ont raconté l'histoire à travers les yeux des participantes et non des leurs<sup>990</sup> ».

Quand ils prennent la plume après la fin de Nuit debout, les membres du *media center* insistent sur le fait que Twitter a joué un rôle d'interface avec les « médias traditionnels », permettant aux protagonistes de forger leur propre récit de la mobilisation et de l'imposer aux médias. A l'issue de la manifestation du 31 mars 2016, rares sont en effet les journalistes présents sur place, à l'exception de quelques médias de gauche qui ont fait un court article (*Politis*). Pour autant, l'équipe de la commission « Médias », qui a élu domicile dans des locaux situés non loin de la place, ne désarme pas :

« On est resté jusqu'à 5 heures du mat' quand la police a jeté les dernières personnes qu'il y avait sur la place mais on a continué à communiquer. Mais à 8h du mat *Le Monde* nous a appelé pour savoir s'ils pouvaient utiliser notre matériel et ils ont publié notre matériel dans *Le Monde* mais tout le monde a vu la *narrative* et les *images* que nous on a choisi et la place (s'est) remplie toute seule par les articles du Monde. ça, c'est du *Hacking mainstream media* et c'était ça qu'on était en train de chercher. C'est une stratégie qui a été pensée pour faire ça et la *narrative* qui a été donnée par le *canal* Nuit debout c'était une *narrative* pour attirer des gens pas politisés qui allaient plus loin que la convergence traditionnelle des luttes. » »

Eva est une ancienne *quincemayista* qui avait quitté son travail pour se consacrer à plein-temps à l'occupation de la place de la Catalogne avant que son engagement ne se professionnalise dans le domaine de l'audit citoyen de la dette publique. Elle est salariée par la plate-forme d'initiative X-Net<sup>991</sup> qui promeut la mobilisation par les réseaux numériques. Eva est sollicitée par des activistes qui gravitent dans le milieu militant francilien sans faire pour autant directement partie du comité d'organisation « Convergence des luttes ». Venue à Paris pour des raisons professionnelles, elle préconise de mettre sur pied un *media center*, un groupe qui se consacrerait uniquement à communiquer sur les réseaux socio-numériques pour faire « décoller » la mobilisation. Contrairement à ce qu'anticipe Benoît, qui fait partie de ce réseau d'interconnaissance, Eva négocie facilement la gestion de l'action en ligne. Elle reprend la main

---

<sup>990</sup> COLLECTIF, « Bilan des commissions de Nuit debout #11 : le media center, *Gazette debout*, 1<sup>er</sup> août 2016, accessible en ligne [<https://gazettedebout.fr/2016/08/01/bilan-commissions-de-nuit-debout-11-media-center/>]

<sup>991</sup> « Xnet est un projet activiste, financé en partie par des subventions publiques, qui fait notamment la promotion de la « technopolitique comprise comme une pratique et une action en réseau pour l'*empowerment* (traduction d'*empoderamiento* qui n'existe pas en français, à moins de le traduire par le néologisme d'*empuissancement*) des citoyens, la justice et la transformation démocratique et sociale », d'après la présentation du site officiel de l'association. Ce positionnement éclaire le choix d'une narration en rupture avec les codes militants tant dans le langage que dans les manières de faire collectif.



sur les espaces virtuels jusqu'alors baptisés « Convergence des luttes » et ouvre le compte Twitter, la page Facebook et le *tumblr* au nom de « Nuit debout ».

Un groupe d'une dizaine de personnes se forme alors à la suite de cette initiative qui remonte à la réunion de février 2016 à la Bourse du Travail. Le noyau initial s'agrandit par le biais des réseaux numériques<sup>992</sup> et des réseaux d'interconnaissance<sup>993</sup> dans le sillage de « l'appel du 9 mars » : ils insistent sur la nécessité de « faire une bonne com' (communication)<sup>994</sup> » en partageant leur expérience précédente du 15M. « Pendant deux semaines on a appliqué ce qu'ils nous disaient en gros. Et le jour même ça a marché, il y avait du monde<sup>995</sup> ». La mobilisation s'organise en amont du premier rassemblement en diffusant des appels à ne pas rentrer chez soi après la manifestation du 31 mars 2016. Le jour J, les communicants en herbe et médiactivistes patentés sont à pied d'œuvre pour « faire la retranscription jour et nuit<sup>996</sup> ».

A la différence des campements permanents des occupations barcelonaise et stambouliote où les commissions « Médias » se sont installées directement sur la place, le *media center* de Nuit debout prend son quartier général dans un local situé non loin de République (il déménagera une fois). Par conséquent, cette commission qui a pour spécificité d'être extérieure au campement intermittent s'inscrit d'emblée dans une division du travail grâce à une messagerie cryptée où « des gens [...] prenaient des photos pour nous et [...] nous donnaient le contexte comme ça nous, on n'avait pas besoin d'être sur place [...]. Et en gros, c'était des gens qu'on connaissait déjà bien qui nous envoyaient des photos toute la journée<sup>997</sup> ».

Ces flux internes mettent en évidence une transformation des pratiques militantes liées aux technologies de communication : n'importe quel acteur muni d'un téléphone portable en état de fonctionner se mue en producteur d'image ou de discours et en émetteur potentiel s'il est inscrit et actif sur les médias sociaux. C'est ainsi que s'est généralisée la retransmission en direct qu'on retrouve notamment dans le « guide » pour le *streaming* diffusé sur le site *Tomalaplaza.net* qui centralise des indications et manières d'occuper l'espace numérique. La profusion de contenus qui en découle ne s'adresse pas qu'aux militants connectés : elle suscite

---

<sup>992</sup> Entretien avec Cécile, 34 ans, directrice de la communication chez GreenPeace, spécialiste en communication digitale, Master de philosophie, engagée au Parti de Gauche, membre du *media center* et de la Commission féministe, Paris, 19 mars 2019.

<sup>993</sup> Entretien avec Kader, 28 ans, issu des classes populaires, originaire de Tours, diplômé en sciences sociales (au moment de Nuit debout, il est stagiaire. Cf entretien) passage par le milieu free-party, se définit comme « anarchiste » après s'être engagé au Parti de Gauche. Position dans Nuit debout : membre du *media center* et « électron libre ». Paris, 4 juin 2019.

<sup>994</sup> Entretien avec Kader, *op cit.*

<sup>995</sup> *Ibid.*

<sup>996</sup> Entretien avec Cécile, *op cit.*

<sup>997</sup> Entretien avec Célia, *op cit.*

des réappropriations par des journalistes qui demandent ou non l'autorisation de reproduire les images captées sur place. C'est précisément ce qui se produit dans la nuit du 31 mars au 1<sup>er</sup> avril 2016 puisque le journal *Le Monde* contacte la commission « Médias » pour utiliser les images diffusées sur Twitter. Cela signifie qu'aucun journaliste du quotidien de référence dans l'Hexagone, n'avait pris la peine de se rendre sur place et donc que l'événement n'était pas vraiment pris au sérieux, à l'exception de la presse de gauche et du média en ligne *Politis*<sup>998</sup>.

« Il y avait la page Web Convergence des luttes et un compte Twitter, il y avait tous les slogans Jour et Nuit debout. Nuit rouge, tous ces machins... et j'ai proposé de faire quelque chose qui pouvait attirer plus tout le monde. [...] On a ouvert le Twitter Nuit debout, la page Facebook Nuit debout, on a ouvert aussi ... le Tumblr pour les créations artistiques, après la page Web, on a fait un *media center* pour faire la retranscription jour et nuit 31 mars. On est resté jusqu'à 5 heures du mat' quand la police a jeté les dernières personnes qu'il y avait sur la place mais on a continué à communiquer. Mais à 8h du mat *Le Monde* nous a appelé pour savoir s'ils pouvaient utiliser notre matériel et ils ont publié notre matériel dans *Le Monde* mais tout le monde a vu la *narrative* et les *images* que nous, on a choisi et la place (s'est) remplie toute seule par les articles du *Monde*<sup>999</sup>. »

Le fait que le journal reprenne les images et relaye les messages émis par le *media center* conduit Eva à interpréter le baptême du feu du 31 mars comme un succès. L'article rend compte du déroulement de la fin de manifestation sur la place de la République avec les interventions à la tribune d'intellectuels de gauche, la projection du film *Merci Patron !* et les concerts. Il reprend les images légendées par le compte « Nuit debout » : « La police encercle des gens sur la place » ; « Evacuation dans le calme de la place de la République. La Nuit debout ne fait que commencer ». Ces messages en rafale produisent une mise en récit que les médias reprennent telle quelle. L'appel à reconduire la « Nuit debout » éclipse la thématique militante de la « convergence des luttes ». Pour autant, l'article comporte également des tweets issus de comptes personnels, de militants et de journalistes indépendants. Il confirme donc que le réseau Twitter constitue une source d'information primaire tout en nuancant la version d'Eva puisque leur point de vue n'est pas le seul à être relayé. Il semble donc qu'ici les calculs et anticipations se mêlent au biais rétrospectif des entretiens *ex post*. Force est de constater cependant que la « tactique<sup>1000</sup> » qui consiste à pirater les médias de masse par les réseaux socio-numériques a

---

<sup>998</sup> Erwan MANAC'H, « Nuit debout : acte de naissance d'un mouvement inédit », *Politis*, 31 mars 2016

<sup>999</sup> L'article publié dans *Le Monde* le 1<sup>er</sup> avril 2016 « Nuit debout : la mobilisation contre le projet de loi travail joue les prolongations », reprend du contenu produit et diffusé par le *media center* [[https://www.lemonde.fr/politique/article/2016/04/01/nuitdebout-la-mobilisation-contre-le-projet-de-loi-travail-joue-les-prolongations\\_4893662\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2016/04/01/nuitdebout-la-mobilisation-contre-le-projet-de-loi-travail-joue-les-prolongations_4893662_823448.html)]

<sup>1000</sup> Michel DE CERTEAU, *L'invention du quotidien. Les arts de faire*, Paris, Gallimard, 1994, p. 61. La différence entre stratégie et tactique tient principalement en ce que cette dernière n'a pas de lieu propre et évolue en territoire hostile. Ce point sera abordé plus en détails ultérieurement.

porté ses fruits. La nuée numérique de Nuit debout contribue à l'ouverture d'une « contre-scène » qui s'inscrit précisément dans le « hors-champ » médiatique. Craig Calhoun dresse un constat similaire au sujet d'*Occupy Wall Street* affirmant que « les médias sociaux ont en fait contribué à attirer les médias grand public<sup>1001</sup> ».

Au fil de la mobilisation, le *media center* s'agrandit jusqu'à compter une trentaine de participants réguliers : « Il fallait juste savoir-faire ou alors on prenait le temps pour former un peu et tout mais selon les dispos et tout c'était un peu compliqué donc en général c'était plutôt les gens qui savaient déjà faire<sup>1002</sup> ». Le groupe comporte donc une bonne partie de « *community manager* », de salariés qui animent une communauté virtuelle pour le compte d'une société privée ou d'une organisation. S'y redéploient des compétences acquises au gré des expériences professionnelles ou personnelles qui s'ajustent au contexte protestataire. Le *media center* de Nuit debout repose sur la transmission d'un savoir-faire médiatique : choix du support et de la plate-forme, sens de la formule, négociation du contenu des messages. Le groupe se renforce aussi avec la venue de plusieurs Espagnols qui sont d'anciens protagonistes du 15M. Entre recrues locales et soutiens transnationaux, la composition du *media center* de Nuit debout donne à voir la circulation du répertoire médiactiviste, c'est-à-dire d'une manière de mettre en scène la protestation par les réseaux socio-numériques.

- « Il y avait Hector du 15-M qui est monté pour m'aider parce qu'on a commencé à faire des formations pour les gens aussi. On était en train d'essayer de partager la connaissance
- dans la commission médias ?
  - Oui *media center*. Ils savaient même pas ce que c'était un *media center*.
  - Mais vous étiez que des espagnols ?
  - Non non il y avait des français et on a fait le *training* (la formation) pour eux.
  - Mais vous avez amené le savoir-faire et vous aviez tous fait le 15-M?
  - Oui. Mais on a fait aussi avec *Occupy Wall Street*, on a fait ça avec Gezi. Nous on a reçu avec le 15-M... c'est (du) partage de connaissance. C'est des mouvements qui sont connectés.
  - Et vous êtes allés à Gezi ?
  - Moi non. Mais Hector est allé et même il y avait quelqu'un de Gezi là-bas. Et... il y avait un Turc super de Gezi. Il y avait un membre de Gracia qui était aussi à Nuit debout et Gezi<sup>1003</sup>. »

L'impression de ressemblance des « mouvements de places » dont fait partie Nuit debout peut s'expliquer en partie par la présence de ces médiactivistes. Le cas d'Eva n'est en effet pas isolé : d'autres protagonistes rencontrés en cours d'enquête ont aussi participé à plusieurs occupations partageant savoir-faire militant et expériences socio-spatiale (« voilà comment nous avons fait

---

<sup>1001</sup> Craig CALHOUN, « Occupy wall street in perspective », *op cit*, p.32.

<sup>1002</sup> Entretien avec Célia, *op cit*.

<sup>1003</sup> Entretien avec Eva, *op cit*.

pendant le 15M à Barcelone »). Certains comme Hector<sup>1004</sup> se sont même déplacés sur les trois rassemblements barcelonais, stambouliote et parisien. Ces courtiers ont tissé des liens concrets qui ne se réduisent pas à des marques de soutien ponctuelles (par exemple, la création de comptes hybrides (@NitDempeusBCN ou des messages de solidarité d'un mouvement à l'autre<sup>1005</sup>) ou à des actions coordonnées qui mettent en scène la portée internationale de la mobilisation (comme « Global Debout » le 15 mai 2016 par exemple).

### 2.3. « Mouvements de places » et démocratie des publics

Le *médiactivisme*, qui constitue une des principales ressources et forces motrices des rassemblements 15M, Gezi et Nuit debout<sup>1006</sup>, renvoie à ce que Jay Blumler déchiffre comme un « quatrième âge de la communication politique<sup>1007</sup> ». Ce « quatrième âge<sup>1008</sup> » repose sur une « diversification centrifuge » au sens où l'extension des canaux d'expression démultiplie les locuteurs et remet en cause le monopole des professionnels de la communication politique – journalistes, experts, professionnels de la politique – au profit des figures du « citoyen », de l'utilisateur ou de l'activiste. Il s'agit d'une étape supplémentaire à la périodisation forgée par Blumler et Kavanagh qui coïnciderait avec une mutation de la « démocratie du public ».

La « démocratie du public » de Manin désigne une transformation de longue durée des gouvernements représentatifs qui remonte à la fin du XX<sup>e</sup> siècle et succède à la « démocratie des partis » où ces derniers faisaient office d'intégrateurs des masses. Cet idéal-type vise à faire ressortir la médiatisation accrue du jeu politique et ses effets sur les comportements politiques, en particulier électoraux. On ne vote plus par fidélité à un parti ou pour un programme<sup>1009</sup> puisque les élections se décident de plus en plus sur le fondement d'images et de sondages de

---

<sup>1004</sup> Malgré plusieurs sollicitations, Hector n'a pas donné suite à nos demandes d'entretiens.

<sup>1005</sup> Par exemple, sur le twitter de l'@Acampadabcn qui s'adresse en anglais au mouvement de la place Syntagma : « Frères et sœurs grecs : nous sommes fiers de vous. Ne lâchez rien ! (De Barcelone) #syntagma #greekdemo #greekrevolution. »

<sup>1006</sup> C'est bien sûr loin d'être la seule : les ressources relationnelles et logistiques, le savoir-faire militant, la capacité à négocier avec les autorités ou au contraire à affronter les agents des autorités publiques y contribuent activement également.

<sup>1007</sup> Jay BLUMLER, « The Fourth Age of Political Communication », *Politiques de communication*, 6, 2016 p. 19-30.

<sup>1008</sup> Jay G. BLUMLER, Dennis KAVANAGH, « The third age of political communication: Influences and features ». *Political communication*, 1999, vol. 16, no 3, p. 209-230. Cf aussi Bernard MANIN, *Principes du gouvernement représentatif*, Calmann-Lévy, 2012. Il faut rappeler que la démocratie du public de Manin succède à la démocratie des partis où la communication répondait à un schéma beaucoup plus pyramidal suivant une communication unidirectionnelle, en particulier par le biais de la presse partisane.

<sup>1009</sup> Manin soutient que l'interdépendance accrue des gouvernements nationaux avec d'autres secteurs et structures transnationales accroît l'imprévisibilité et rend la notion de programmes de plus en plus obsolète vis-à-vis de l'aptitude des gouvernants à faire bon usage de leurs prérogatives, ce qui tend à renforcer la personnalisation du lien entre représentant et représenté.

plus en plus fréquents. Dans un contexte de personnalisation<sup>1010</sup> accrue du politique (qui constitue un trait permanent des gouvernements représentatifs), les divisions sociales seraient également de moins en moins lisibles rendant leur traduction politique plus difficile. En faisant appel à des experts du champ médiatique (communicants, *spin doctors* ou *community managers*), les professionnels de la représentation cherchent ainsi à anticiper l'imprévisibilité des résultats électoraux. La montée en puissance des réseaux socio-numériques aurait exacerbé cette médiatisation du politique<sup>1011</sup> estompant les frontières de la campagne et de l'activité routinière par contraste avec l'âge d'or télévisuel et ses interventions ponctuelles et soigneusement préparées. « La diversification des lieux, des modes et des supports d'expression d'une opinion publique qui se donne de moins en moins à voir au singulier<sup>1012</sup> » ferait ainsi émerger une « démocratie *des publics* ».

On saisit alors la portée politique de la massification des réseaux socio-numériques : la communication interpersonnelle s'est étendue des sphères familiales, amicales ou professionnelles à « une gamme incroyablement diversifiée de réseaux de communication à l'échelle mondiale et synchronisés dans le temps, multipliant les possibilités de liens entre des acteurs sociaux dispersés<sup>1013</sup> ». Cette modification des coordonnées de l'activité politique joue sur les comportements électoraux mais aussi sur les attitudes contestataires, les manières de s'informer et d'agir. Une telle reconfiguration ne doit pas conduire pour autant à idéaliser une démocratie « 2.0 » où la parole serait distribuée de manière plus égalitaire. Le pluriel de la « démocratie *des publics* » signifie tant la fragmentation que la pluralisation.

« L'exposition sélective des personnes à des communications conformes à leur propres croyances<sup>1014</sup> » augmente en probabilité et renforce une tendance à la polarisation. Ceci se confirme quand on observe la structuration des flux connectés aux « Places » où ce qui fait événement pour les uns n'apparaît même pas sur les fils d'actualité des autres. Sur les réseaux socio-numériques se forment ainsi des sous-espaces fortement politisés, souvent opposés et qui ont en commun d'être particulièrement hostiles aux médias « grand public ». L'emprise de la logique capitaliste sur ces derniers nourrit des attitudes critiques qui dénoncent la

---

<sup>1010</sup> Bernard MANIN, *Principes du gouvernement représentatif*, op cit, p. 303.

<sup>1011</sup> Gianpietro MAZZOLENI, Winfried SCHULZ, Winfried, « "Mediatization" of politics : A challenge for democracy ? », *Political communication*, 1999, vol. 16, n°3, p. 247-261.

<sup>1012</sup> Philippe ALDRIN, Nicolas HUBE, *Introduction à la communication politique*, Louvain-la-Neuve, De Boeck, 2017, p. 255.

<sup>1013</sup> « Avant-propos par Nicolas HUBE et Aurélie OLIVESI » in Jay G. BLUMLER, « The Fourth Age of Political Communication », *Politiques de communication*, vol. 6, n° 1, 2016, pp. 19-30

<sup>1014</sup> Jay BLUMLER, « The Fourth Age of Political Communication », op cit.

commercialisation de l'information, sa « reféodalisation<sup>1015</sup> » ainsi que la fiction « du » public domestiqué par la télévision ou la presse.

Du point de vue des professionnels de la communication et de la représentation, les publics se montrent d'autant plus difficiles à saisir qu'il devient possible à celles et ceux qui n'avaient pas forcément voix au chapitre « d'unir leurs forces, de communiquer entre eux, d'organiser des actions collectives et d'infiltrer leurs positions marginalisées dans le journalisme et la politique dominants<sup>1016</sup> ». C'est notamment le cas des médiactivistes de Nuit debout qui parviennent à infiltrer l'agenda médiatique par le biais de Twitter. La fragmentation se couple avec une tendance à la déprofessionnalisation de la communication. En ce qui concerne les mouvements sociaux, la « course à l'armement communicationnel<sup>1017</sup> », caractéristique des actions collectives, ne se joue plus seulement dans l'accès direct au champ médiatique puisqu'il est possible d'emprunter des voies détournées comme les médias sociaux.

Le rapport entre médias et protestataires n'en demeure pas moins asymétrique. Ces derniers doivent redoubler d'efforts et de sens tactique pour faire la « Une » d'autant plus que « les élites politiques et les représentants des pouvoirs auxquels ils s'opposent<sup>1018</sup> » disposent d'accès facilités à la sphère médiatique, ressource très inégalement répartie d'un groupe social à l'autre. Si les *quincemayistas*, *gezciler* et *deboutistes* parviennent à se faire entendre par les principaux acteurs médiatiques qui ne peuvent pas les ignorer, rien ne garantit qu'ils se fassent comprendre. La mise à l'agenda s'accompagne invariablement de mises en récit. Il convient donc d'analyser la manière dont les acteurs du monde « médiatico-politique » disent les événements. La théorie de l'étiquetage<sup>1019</sup> apporte alors un cadre opérationnel pour saisir les manières dont les professionnels de l'information et de la politique façonnent les événements auxquels ils ne participent pas.

## Section 2. Les « Places » dans la caverne médiatique

Saisir un événement requiert d'interroger le processus de publicisation et les logiques qui le sous-tendent. La manière dont les producteurs de l'événement médiatique le racontent, le

---

<sup>1015</sup> Jürgen HABERMAS, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Payot, 1978 (1962), p. 204.

<sup>1016</sup> *Ibid.*

<sup>1017</sup> Erik NEVEU, « Médias et protestation collective » in COLLECTIF, *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, La Découverte, 2010, p. 246.

<sup>1018</sup> Olivier FILLIEULE, Danielle TARTAKOWSKY, *La manifestation*. Presses de Sciences Po, 2013, p. 150. Cf également Erik NEVEU, « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », op cit, p. 55.

<sup>1019</sup> Howard BECKER, *Outsiders*, Métailié, 2020 (1963).

cadrent<sup>1020</sup> et établissent des rapports de causalité sont autant d'éléments à prendre en considération. Les rassemblements correspondent-ils à un mouvement social ou politique ? Comment *nommer* ce qui advient : mobilisation citoyenne ou révolte, soulèvement ou complot, action politique ou troubles à l'ordre public ? Apporter des éléments de réponse implique de croiser l'analyse de la mise sur agenda avec celle de la mise en récit. La question qu'il convient de poser au corpus constitué à partir de sources de presse écrite nationale et locale (et complété lorsque c'était nécessaire par des sources secondaires) ne serait pas tant : qui sont les protagonistes des « mouvements de places » ? que : par quels termes les journalistes les désignent-ils ? Comment les étiquettent-ils ? L'analyse de l'environnement médiatique se justifie d'autant plus dans une démarche compréhensive qui tient compte du fait que les occupants des places prêtent attention<sup>1021</sup> au reflet médiatique de leurs actions. Les discours médiatiques contribuent ainsi à forger le sens des événements par ce qu'ils disent et par les réactions qu'ils induisent.

La section qui suit s'organise en trois sous-parties. La première procède par une analyse quantitative qui revient sur le processus de mise à l'agenda médiatique des occupations de places ; la seconde poursuit une étude au cas par cas des discours médiatiques et politiques et de leurs intersections ; la dernière revient sur les échos médiatiques des rassemblements au prisme de la « caverne » médiatique.

## 1. La construction des « mouvements » comme événement

Dès le 18 mai 2011, les « indignés » de la « *spanish revolution* » (« révolution espagnole ») apparaissent en première de couverture du journal états-unien *The Washington Post*<sup>1022</sup>, ce qui

---

<sup>1020</sup> Le concept de « cadre » a d'abord été forgé par Erving Goffman dans une perspective microsociologique et interactionniste afin de rendre compte des schèmes d'interprétation par lesquels les individus vont « localiser, percevoir, identifier et étiqueter » des événements dans leur espace quotidien et attribuer des significations aux interactions qui tissent la trame du monde social. Il a par la suite servi à l'analyse des processus de cadrage médiatique, sur un plan macrosociologique pour rendre compte des multiples manières dont « les » médias « cadrent » les mobilisations collectives. Du côté des acteurs contestataires, William Gamson soutient l'hypothèse qu'une mobilisation prend appui sur des « cadres d'injustice ». C'est un usage extensif et discutable du concept initial de cadres qui renvoie à la manière dont les acteurs donnent du sens à leurs expériences, de manière explicite ou non. Erving GOFFMAN, *Les Cadres de l'expérience*, Paris, Minuit, 1991 [1974]. Jean-Gabriel CONTAMIN, « Analyse des cadres » in Dictionnaire des mouvements sociaux, *op cit.* David SNOW A., Robert BENFORD D., Holly MCCAMMON, Lyndi HEWITT et Scott FITZGERALD, « The Emergence, Development, and Future of the Framing Perspective : 25+ Years Since “Frame Alignment” », *Mobilization*, 19 (1), 2014, p. 23-46.

<sup>1021</sup> Cette attention est doublement attestée par la réalisation de revues de presse quasi-quotidiennes par les commissions « Médias » et par la critique du traitement médiatique qui parcourt de nombreux entretiens réalisés sans que cette question soit pour autant présente dans la grille d'entretien.

<sup>1022</sup> Dès le 18 mai 2011, soit trois jours après la manifestation du 15 mai 2011, le *Washington Post* publie un long article où sont mis en images les indignés, reprenant les termes exacts du manifeste de *Démocratie Réelle Maintenant !*. La continuité avec les « révolutions arabes » est soulignée par un universitaire hispanophone spécialiste des mouvements sociaux, ce qui contribue à leur rapprochement avec les « mouvements de places ».

les propulse au sommet de la pyramide de l'information. En Turquie, fin mai 2013, la couverture internationale contraste avec la relative indifférence des médias locaux et nationaux jusqu'au point de bascule du 1<sup>er</sup> juin. Quant à Nuit debout, la semi-occupation de la place de la République est vite aspirée dans un tourbillon médiatique que ses détracteurs ont jugé inversement proportionnel au nombre effectif de participants. Pourquoi ces rassemblements sur des places centrales ont-ils suscité un tel intérêt médiatique ? Plusieurs traits communs ressortent à l'examen comparatif de ces mouvements qui font événement et répondent aux critères de ce que la science politique définit par l'expression anglaise de *newsworthiness*<sup>1023</sup> (littéralement : ce qui fait l'actualité).

Selon Tartakowsky et Fillieule, les chances pour un événement d'être couvert dépendent de quatre facteurs : la nouveauté, le nombre de participants, le caractère non routinier ou violent du mode d'action et la localisation géographique<sup>1024</sup>. Il est clair que les séquences 15M, Gezi et Nuit debout sortent de l'ordinaire protestataire tant au niveau de leur composition que du répertoire mobilisé. L'absence des drapeaux et des signes distinctifs des partis et syndicats coïncide avec une forte proportion de profanes de l'action collective qui font figure d'*outsiders*. Le rassemblement sur une place tranche avec le recours à la rue par les défilés et cortèges encadrés. Le critère de la nouveauté renvoie au présupposé selon lequel les événements routiniers, banals, n'intéressent pas ou peu les médias. Peuvent être considérés comme « routiniers » les modes de contestation les plus institutionnalisés qui scandent la vie sociale, comme les manifestations de rue, les sit-in ou la grève (en Turquie, les conférences de presse de plein-air qui contournent fréquemment les interdictions de manifester).

L'objectivation du caractère non routinier des occupations de places appelle une double observation. D'une part, la violence n'est pas un critère de distinction pertinent, étant donné que l'usage de la force est refusé<sup>1025</sup> ou contenu, ce qui se manifeste par un discours collectif définissant une ligne de conduite « non-violente » ou « pacifique ». D'autre part, il faut préciser que la rupture avec les routines et les rites de la protestation se fonde sur une recomposition de pratiques déjà existantes et qu'elle est donc nécessairement partielle. En ce sens, la « nouveauté » est une question de perceptions concordantes. La nouveauté est perçue tant par les acteurs présents sur place que par celles et ceux qui les observent, les répriment, leur prêtent

---

<sup>1023</sup> Erik NEVEU, « Médias, mouvements sociaux, espaces publics » in *Réseaux*, volume 17, n°98, 1999. Médias et mouvements sociaux. pp. 17-85.

<sup>1024</sup> Olivier FILLIEULE, Danielle TARTAKOWSKY, *La manifestation*. Presses de Sciences Po, 2013, p. 146 – 147.

<sup>1025</sup> Jérôme FERRET, « La violence refusée des *indignados* espagnols », *Socio*, 3 | 2014, 375-391. L'étymologie du terme violence permet de mieux en saisir le sens : il articule le préfixe *vis* qui signifie « la force » au participe passé du verbe *fero* qui signifie « porter ».



main-forte ou encore leur apportent des marques de soutien ou d'hostilité. Cette remarque ne signifie pas que le caractère « nouveau » est une illusion mais qu'il est socialement construit, ce qui va dans le sens de l'hypothèse préalablement posée d'une attribution de nouveauté par les protagonistes.

Les « mouvements de places » répondent aussi au critère discriminant du *nombre* qui permet de classer les occupations barcelonaise, stambouliote et parisienne dans la catégorie des mobilisations que les médias ne peuvent pas se permettre d'ignorer longtemps. La force du nombre ne répond pas à une logique de concurrence vis-à-vis de la légitimité des urnes. Les assemblées à perte de vue et les campements en milieu urbain lui confèrent surtout une dimension spectaculaire. La localisation centrale des « mouvements de places » induit de surcroît une proximité avec les sièges des télévisions et des journaux nationaux, qui favorise la couverture médiatique. Il est plus rare de croiser des journalistes de presse quotidienne sur le terrain de « Zones A Défendre », beaucoup plus difficiles d'accès, ce qui explique une couverture plus distante et aléatoire d'autant que ces derniers y sont en général malvenus.

En résumé, il fleurit sur les « Places » un air de nouveauté qui explique l'attrait que celles-ci ont exercé sur les journalistes. A peine ont-elles démarré que ces mobilisations font partie de l'actualité « brûlante », qui ne peut pas attendre, étant donné que personne ne sait combien de temps les campements vont tenir. Le potentiel médiagénique des « mouvements de places » tient par conséquent à la nouveauté (perçue), à la déroutinisation (relative), ainsi qu'à la logique du nombre et à leur centralité urbaine. Autant de conditions favorables à une mise sur agenda. La mise sur agenda (« *agenda-setting*<sup>1026</sup> ») peut se définir comme « la capacité qu'ont les médias par la sélection des nouvelles de produire une hiérarchisation de l'information et d'exercer ainsi une influence qui n'est pas tant de modeler des comportements que de définir des thèmes dignes de l'attention collective<sup>1027</sup> ». Cette définition requiert plusieurs précisions. En déterminant un ordre du jour, les « médias » établissent une hiérarchie et excluent d'autres faits, potentiellement d'autres mobilisations qui ne font pas l'objet d'un processus d'« événementialisation<sup>1028</sup> ». La sélectivité médiatique repose sur un ensemble de contraintes structurelles et conjoncturelles. Sur ce point, il faut souligner que la notion d'agenda est polysémique : le calendrier politique ou sportif a souvent plus de poids médiatique que l'agenda

---

<sup>1026</sup> Maxwell E. McCOMBS, Donald L. SHAW, « The agenda-setting function of mass media », *Public Opinion Quarterly*, Volume 36, Issue 2, 1972, pp. 176 – 187.

<sup>1027</sup> Philippe BLANCHARD, « Agenda », in Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux. 2e édition mise à jour et augmentée*. Paris, Presses de Sciences Po, « Références », 2020, p. 27-32.

<sup>1028</sup> La notion d'événementialisation est exposée dans l'état de l'art de Nagisa MITSUSHIMA, « Les institutions de la stupeur. Retour sur les sociologies de l'événement », *Sociétés plurielles, Les sciences humaines et sociales à l'épreuve de l'événement*, 19 mai 2017. Accessible en ligne [<https://societes-plurielles.episciences.org/3665>]

militant ou syndical. Par ailleurs, les actions protestataires restent tributaires des *cycles d'attention médiatiques* et ne sont pas à l'abri de la concurrence d'un événement d'ampleur nationale ou internationale qui les chasse de la « Une ». Cependant, le cas du 15M infirme partiellement cette hypothèse étant donné que les « indignés » se mobilisent en pleine campagne électorale.

Il reste à apporter des éléments probants afin de vérifier que les « mouvements de places » font bel et bien événement au sens médiatique du terme. Il est hors de portée de recenser l'ensemble des occurrences médiatiques du 15M, Gezi et Nuit debout. Collecter l'intégralité des articles, des reportages, des interviews, des éditoriaux conduirait à accumuler un matériau trop vaste et impossible à exploiter dans le cadre d'une thèse qui porte sur la signification démocratique des « Places ». C'est la raison pour laquelle la presse écrite a été privilégiée car elle est plus facile à objectiver. Il a aussi été nécessaire de prendre appui sur des sources secondaires, en particulier dans le cas de Gezi pour des raisons linguistiques. Le recours à la presse nationale se justifie à partir du constat selon lequel les occupations de places se sont principalement diffusées à une échelle nationale, exception faite d'initiatives sporadiques venant surtout des *diaspora* et d'actions coordonnées à un niveau transnational comme le 15 octobre 2011 (« Global Occupy ») et le 15 mai 2016 (« Global debout »). Ces deux actions correspondent à des rassemblements coordonnés à travers des métropoles et villes des pays du Nord et du Sud qui participent davantage à une mise en scène de la contestation et de ses soutiens qu'à une véritable transnationalisation de l'action.

En Espagne, les manifestations du 15 mai 2011 à l'initiative de *Démocratie Réelle Maintenant !* ne retiennent guère l'attention des quotidiens nationaux pas plus que l'occupation de la *Puerta del Sol* qui démarre dans la foulée. Le lendemain, seuls *El Pais* et *El Mundo* font apparaître les « indignés » en première de couverture. Le 17 mai, c'est au tour du journal *El Publico*. C'est seulement le 18 mai que les « indignés » font les gros titres dans l'ensemble des journaux nationaux, qu'ils soient conservateurs ou progressistes. Les trois jours suivants (19, 20, 21 mai), les rassemblements occupent les premières pages. Ces résultats établis par l'enquête de Juan Linares Lanzma<sup>1029</sup> peuvent être corroborés par des données complémentaires issues des archives des principaux quotidiens espagnols. Sur la période allant du 15 mai au 30 juin 2011 - date à laquelle la plupart des campements sont levés dans la péninsule ibérique, les archives du

---

<sup>1029</sup> Juan Linares LANZMAN, *Le 15-M en Espagne et les flux d'information : médias, cadres et récits. Du 9 février au 19 juin 2011*. Titre original : *El 15-M en España y los flujos de información: medios, entornos y relatos. Del 9 de febrero al 19 de junio de 2011*, Université de Pompeu Fabra, 2012 – 2013.

journal conservateur *ABC* donnent 470 résultats. Les *quincemayistas* figurent à douze reprises en « Une » du progressiste *El Pais* (16, 17, 19, 20, 21, 22, 28, 30 mai ; les 1er, 15, 16, 17 juin). A Barcelone, on observe que la « prise » de la place de la Catalogne est fortement médiatisée ainsi que la tentative d'expulsion manquée du 27 mai 2011 et la manifestation devant le parlement catalan le 15 juin 2011. Ces trois événements correspondent à des pics d'attention de la part des médias locaux. Il n'a pas été possible d'accéder aux archives en ligne d'*El Periodico de Catalunya* (celles-ci ne remontent pas avant 2017), mais il est à noter que le « 15M » de la place de la Catalogne fait aussi l'objet d'une attention constante dans les colonnes du quotidien conservateur et pro-catalan *La Vanguardia*.

Concernant Gezi, on s'est appuyé sur le travail de Mustafa Oz, chercheur turcophone<sup>1030</sup> qui a constitué un corpus à partir des quatre quotidiens turcs les plus lus en 2013 : le güleniste *Zaman*<sup>1031</sup>, le pro-AKP *Sabah*, le journal kémaliste *Hurriyet* et le tabloïd *Posta*. Entre le 1er au 11 juin, jour où les stands politiques de la place Taksim sont évacués par la police, on totalise 206 articles, ce qui confirme l'attention accrue des journaux nationaux. Cependant, ce corpus ne fait pas état du silence des principales chaînes de télévision turque lors des premiers jours de mobilisation. Car les chaînes « appartenant aux grands groupes médiatiques n'ont pas relayé les manifestations<sup>1032</sup> », contrairement aux journaux d'opposition qui se sont rapidement rendus sur place. Entre le 28 et le 31 mai 2013, la mobilisation, pourtant au cœur d'Istanbul, est tue par la plupart des médias nationaux.

Une recherche à partir du mot-clef « Nuit debout » dans la base de données *Europresse* conduit à un résultat de 676 articles parus dans les colonnes des quatre quotidiens les plus lus en 2016, par ordre décroissant : *Le Parisien*, *Le Monde*, *Le Figaro*, *Libération*<sup>1033</sup>. Ce chiffre correspond à la période du 31 mars au 8 juin, date du « 100 mars » qui marque, selon les récits concordants des enquêtés, un net déclin de la mobilisation sur la place. Jusqu'à mi-avril 2016, « Nuit debout » connaît une phase d'extension médiatique. Le journal en ligne *Slate* rapporte qu'à compter de la fin du mois d'avril, le phénomène est en perte de vitesse : « Si la semaine du 25

---

<sup>1030</sup> Mustafa OZ, « Mainstream media's coverage of the Gezi protests and protesters' perception of mainstream media », *Global Media and Communication*, Vol. 12, Issue 2, 22 juin 2016.

<sup>1031</sup> Le journal *Zaman* a été mis sous pression par le pouvoir turc avant de disparaître définitivement après le coup d'État en 2016, ce qui donne un premier indice sur la fragilité du champ médiatique turc vis-à-vis du champ politique.

<sup>1032</sup> Ece BAYKAL FİDE, *Les générations des chroniqueurs de la Turquie et la construction médiatique du charisme du leader au miroir du mouvement de Gezi*. Thèse de science politique, 2018, p. 294 – 295.

<sup>1033</sup> Pour cette recherche le critère retenu est celui du lectorat et non de la diffusion : la différence réside dans le taux de circulation des exemplaires vendus : en France, *La Croix* imprime plus d'exemplaires que *Libération* mais le quotidien de centre-gauche bénéficie néanmoins d'un lectorat plus ample.

avril avoisine les 500 publications quotidiennes, celle du 2 mai, dominée par des mouvements de grève plus généralisés, avale Nuit Debout qui rassemble entre 150 et 200 articles par jour jusqu'à la semaine du 23 mai<sup>1034</sup>». Ces chiffres récoltés sur le moteur de recherche « Google actualités » présentent de nombreux biais, à commencer par les approximations et le fait que toutes les occurrences ne correspondent pas à des articles. Ils soulignent toutefois une forte décreue médiatique par rapport aux semaines précédentes (en moyenne, environ 500 résultats hebdomadaires et 1000 la semaine du 11 avril 2016).

Le croisement de ces données fragmentaires confirme la mise à l'agenda médiatique national des rassemblements de places. Il semble que Nuit debout n'a pas autant monopolisé l'attention médiatique que les occupations espagnoles ou turques, ce qui peut s'expliquer par sa moindre amplitude et l'articulation de l'occupation de la place avec le mouvement contre la loi « travail ». Le suivi revêt un caractère épisodique qui se centre sur les interactions avec les autorités publiques et leurs agents : priment ainsi les événements dans l'événement tels que la « bataille de la place de la Catalogne », les négociations avortées avec le Premier ministre turc ou encore les coups d'éclat des *deboutistes* devant l'Assemblée Nationale.

La quantification de la mise sur agenda ne permet cependant pas de saisir les contrastes et enjeux du traitement médiatique. Tous les articles ne traitent pas de la même manière et avec la même acuité des occupations de places. Malgré une couverture considérable, seule une minorité d'articles de presse traitent Nuit debout de façon exclusive : seulement « 35 % du discours contenu dans les articles est focalisé sur l'actualité du mouvement<sup>1035</sup> ». Il est donc nécessaire de changer de focale afin d'interroger plus finement les manières dont les acteurs médiatiques mettent en récit ces rassemblements urbains.

## 2. Le phénomène médiatique des « Places »

Face au caractère imprévisible d'actions collectives, les journalistes sollicitent un certain nombre de « routines interprétatives <sup>1036</sup> ». Dans les coulisses des « producteurs » de l'information, il est question de « l'angle » sous lequel on va traiter une « info' » qui fait

---

<sup>1034</sup> Bruno CRAVO, « Sur internet et dans les médias : l'inexorable épuisement de Nuit Debout », 17 juin 2016. Accessible en ligne : [<http://www.slate.fr/story/119709/nuit-debout-epuisement-internet>]

<sup>1035</sup> Alexia DUCOS, Lucie LOUBERE, Natacha SOUILLARD, « Dire et faire Nuit Debout : le rôle des médias traditionnels et des réseaux sociaux numériques dans la structuration d'un événement politique en ligne », *Sciences de la société*, 102 | 2017, 168-191.

<sup>1036</sup> Erik NEVEU, « Médias, mouvements sociaux, espaces publics » in *Réseaux*, volume 17, n°98, 1999. Médias et mouvements sociaux. pp. 17-85.

l'actualité. Le foisonnement des campements et des assemblées mais aussi des actions qui gravitent autour des places s'ordonne dans l'unité d'un événement. Il convient aussi de contextualiser les discours médiatiques produits par des agents pris dans des *structures* qui les habilite et les contraignent. Il y a peu en commun entre l'expérience du pigiste qui tente de s'entretenir en face-à-face avec des *deboutistes* pendant une journée entière et celle du chroniqueur qui reste confortablement installé dans son fauteuil à lire les dépêches des agences de presse tout en disposant d'une fenêtre d'exposition beaucoup plus large<sup>1037</sup>. Le fonctionnement structural des médias comme « champ<sup>1038</sup> » éclaire les dynamiques concurrentielles des entités collectives et des acteurs individuels. Les médias « grand public » y sont prédominants tandis que la critique médiatique se déploie dans deux directions principales : les médias contre-hégémoniques entendent mener une bataille culturelle à l'intérieur du champ médiatique tandis que la critique expressiviste cherche à redéfinir les contours de l'activité médiatique en construisant des espaces médiatiques alternatifs où la frontière se brouille entre émetteur et récepteur<sup>1039</sup>. Hégémoniques dans le champ médiatique, les médias *mainstream* sont aussi plus exposés aux effets de l'interdépendance, en particulier vis-à-vis des champs politique et économique. Cependant, les jeux d'influences qui traversent l'arène médiatique ne signifient pas que ses acteurs sont privés de toute marge de manœuvre. Il semble plus mesuré de raisonner en termes de *degrés* de dépendance et d'autonomie.

## 2.1. Les récits de Gezi : entre complot et soulèvement

Le silence d'une vaste partie des médias turcs devant les affrontements et la répression policière qui ont précédé l'occupation du parc est un aspect déterminant de la médiatisation de Gezi. Comment se fait-il qu'une large fraction de la presse écrite et télévisée ait délibérément feint d'ignorer ce qui se passait aux abords du parc entre le 28 mai et le 1<sup>er</sup> juin 2013 ? Que signifie ce silence que dénoncent vivement les manifestants pendant la séquence de Gezi ? La question se pose d'autant plus qu'aucune consigne n'a semble-t-il été officiellement donnée<sup>1040</sup>, comme

---

<sup>1037</sup>Dans son enquête, Baykal Fide souligne que seul un petit nombre des chroniqueurs de la télévision turque se sont rendus sur place pour observer de leurs propres yeux les événements qu'ils relataient.

<sup>1038</sup> Pierre BOURDIEU, « Quelques propriétés des champs » in *Questions de sociologie*, Editions de Minuit, 2002.

<sup>1039</sup> Cf Fabien GRANJON, « Médias », dans : Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux. 2e édition mise à jour et augmentée*. Paris, Presses de Sciences Po, « Références », 2020, p. 378-385.

<sup>1040</sup> Aysen UYSAL, *Faire de la politique dans la rue, Manifestations de rue, manifestants et police en Turquie*, Editions du Croquant, 2019. Cependant, dans son ouvrage sur les médias turcs, Bilge Yesil relate des tentatives d'influence : « plusieurs reporters m'ont raconté que leurs rédacteurs avaient reçu des appels d'officiels de l'AKP les alertant sur leur couverture médiatique. » cf Bilge YESIL, *Media in new Turkey : The origins of an authoritarian neoliberal state*, Presses Universitaires de l'Illinois, 2016, p. 111.

cela peut être le cas pour des dossiers ayant trait à la sécurité nationale et qui peuvent être jugés sensibles au point d'entraîner une censure<sup>1041</sup>.

Un des principaux axes de la sociologie comparatiste des médias concerne le parallélisme politique, c'est-à-dire le degré d'alignement de la presse d'information sur les clivages partisans et la manière dont ils façonnent ou non le paysage médiatique et audiovisuel<sup>1042</sup>. Ce parallélisme n'est qu'un facteur qui est loin de se vérifier dans tous les cas de figure en particulier dans les pays où le champ médiatique est fortement autonomisé. Pour autant, l'influence du champ politique sur le champ médiatique n'est pas négligeable dans de multiples configurations socio-historiques. Il convient donc d'examiner les clivages partisans et la manière dont s'agence le pluralisme caractéristique des champs politiques « démocratiques ». Car le pluralisme ne s'organise pas seulement autour d'un axe à deux pôles (il est alors « bi-partisan ») : il peut aussi être modéré ou polarisé si on se réfère à la typologie de Giovanni Sartori<sup>1043</sup>.

La situation turque correspond à une configuration polarisée, en particulier depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP, parti « attrape-tout » qui a raflé les voix des classes moyennes touchées par la crise mais aussi celles du vivier conservateur aux élections de 2002<sup>1044</sup>. Cependant, ce n'est pas tant la polarisation entre la majorité conservatrice et le camp kémaliste que la perte d'autonomie du champ médiatique qui permet d'expliquer le faible écho des premiers jours de « Gezi », du moins dans les journaux nationaux. Depuis son accession au pouvoir<sup>1045</sup>, l'hégémonie de l'AKP s'est en effet accompagnée d'une mise sous tutelle de la sphère médiatique et d'une répression croissante. Selon le Syndicat des Journalistes de Turquie, 77 journalistes ont été licenciés ou contraints à démissionner au cours de l'été 2013 qui suit la séquence « Gezi ». Par ailleurs, il fait peu de doute que l'intensité de la répression policière a exercé un effet dissuasif sans empêcher pour autant la présence de journalistes, turcs ou étrangers, puisque plus de 153 se trouvaient parmi les 10 000 blessés (selon les estimations) d'après un rapport du « Réseau d'informations indépendant<sup>1046</sup> ». La couverture nulle ou

---

<sup>1041</sup> Pour une synthèse sur la question en langue française : Aurélien DENIZEAU, « Les médias turcs aujourd'hui : que reste-t-il ? », *Editoriaux de l'Institut Français des Relations Internationales*, 16 février 2017.

<sup>1042</sup> Daniel C. HALLIN, Paolo MANCINI, *Comparing Media Systems. Three models of media and politics*, Cambridge University Press, 2004. Cf la recension d'Erik NEVEU, « Comparing Media Systems », *Réseaux*, vol. n° 134, no. 6, 2005, pp. 280-283.

<sup>1043</sup> Giovanni SARTORI, « Understanding pluralism », *Journal of democracy*, 1997, vol. 8, n° 4, p. 58-69.

<sup>1044</sup> Gilles DORRONSORO, Élise MASSICARD, Jean-François PEROUSE, « Turquie : changement de gouvernement ou changement de régime ? », *Critique internationale*, vol. n°18, no. 1, 2003, pp. 8-15.

<sup>1045</sup> Ece BAYKAL FİDE, « Les générations des chroniqueurs de la Turquie et la construction médiatique du charisme du leader au miroir du mouvement de Gezi », *op cit*, p. 107 – 108.

<sup>1046</sup> Emel GÜLCAN, Réseau d'informations indépendant, Istanbul, Bureau des informations, 24 octobre 2013. Accessible en ligne : [<http://bianet.org/english/freedom-of-expression/150790-assault-detention-resignation-unemployment>] "Assault, Detention, Resignation, Unemployment]

minimale du sit-in des premiers jours de Gezi (avant qu'il ne devienne un campement protestataire) tiendrait aussi à des facteurs structurels, le parti au pouvoir s'appropriant des ressources publiques de sorte à disposer de relais efficaces dans plusieurs secteurs sociaux. Selon Gourisse et Dorronsoro, ce phénomène multi-sectoriel provient d'une « impossible neutralisation des institutions<sup>1047</sup> ». C'est ainsi qu'une fois porté au pouvoir en 2002, le gouvernement de l'AKP aurait pris appui « sur ses positions institutionnelles pour promouvoir le rachat de médias par des groupes économiques avec lesquels les hiérarques du parti entretiennent des liens collusifs<sup>1048</sup>. La confusion du « Parti-Etat » ne répond donc pas à un schéma totalitaire mais autoritaire en ce qu'il préserve l'autonomie relative des champs tout en procédant à des transactions collusives.

Comme le fait remarquer Emre Demir, ancien correspondant du journal Zaman, « la période entre 2007 et 2013 a été marquée non seulement par le renforcement des médias organiquement liés au parti au pouvoir mais également par la pénalisation des médias indépendants<sup>1049</sup> ». La presse conservatrice qui soutient le gouvernement<sup>1050</sup> par conviction (par exemple, l'agence Cihan) a étendu son influence tandis que plusieurs médias sont passés sous le contrôle direct de l'AKP (des proches d'Erdogan) ou ont basculé dans sa sphère d'influence (via des hommes d'affaires proches du pouvoir), adoptant une ligne pro-gouvernementale tout en limogeant des journalistes jugés moins dociles. Tout au long de cette période, l'autorité administrative du « Fonds d'Assurance des Dépôts d'Epargne<sup>1051</sup> » a orchestré un système de levée de fonds privés<sup>1052</sup> pour constituer des groupes médiatiques proches de l'AKP. Aux contrôles et amendes fiscales qui mettent les médias sous pression (ciblant par exemple le groupe de presse Dogan avec Hurriyet, CNN Türk, Kanal D, Posta) s'ajoute un phénomène d'autocensure des journalistes, de peur des représailles qui vont du licenciement à l'emprisonnement. C'est dans

---

<sup>1047</sup> Gilles DORRONSORO, Benjamin GOURISSE, « Une clé de lecture du politique en Turquie : les rapports État-Partis », *Politix*, 2014/3 N° 107, p. 195-218

<sup>1048</sup> *Ibid*, p. 215.

<sup>1049</sup> Emre DEMIR, Sami KILIC, « La fabrique de l'information : comment Erdogan a transformé le paysage médiatique en dix ans », *Les Cahiers de l'Orient*, 2017/3 N° 127, p. 111 – 120. Ancien correspondant du quotidien turc Zaman, confisqué par le pouvoir en 2015. « En 2007, le tirage des journaux progouvernementaux ne représentait que 17% des ventes totales de la presse écrite contre 90 % (estimation) en 2017. La séquence de Gezi se situe en plein dans cette dynamique de mise sous contrôle » (p. 119).

<sup>1050</sup> *Ibid*, p. 117.

<sup>1051</sup> Ece BAYKAL FİDE, « Les générations des chroniqueurs de la Turquie et la construction médiatique du charisme du leader au miroir du mouvement de Gezi », *op cit*, p. 233. « Le TMSF est devenu, depuis le coup d'Etat post-moderne du 28 février 1997, l'instrument étatique accordant le contrôle de grands groupes de médias au pouvoir. (Les initiales TMSF signifient Tasarruf Mevduatı Sigorta Fonu)

<sup>1052</sup> Il s'agit du système dit « de la piscine » qui permet de récolter *des dons* auprès d'hommes d'affaires pour permettre le rachat de groupes de médias.

ce contexte que des chaînes d'information ont délibérément ignoré les affrontements qui se déroulaient sur la place Taksim pour le contrôle du parc Gezi, ainsi que le rapporte Bilge Yesil :

« une des nouvelles chaînes les plus importantes de Turquie, *NTV*, choisit de continuer à diffuser ses programmes réguliers plutôt que de faire un direct depuis Taksim. Au même moment, une autre chaîne de premier plan, *CNN Turk*, choisit de montrer un documentaire sur les pingouins, ce qui conduit à l'étiquetage de la chaîne et d'autres comme les « médias pingouin »<sup>1053</sup> ».

Le 31 mai 2013, plusieurs manifestations de protestation ont lieu devant les sièges des chaînes de télévision en question. Les casseroles et sifflets y traduisent le mécontentement devant l'absence de couverture médiatique. Il faut cependant souligner que des médias d'orientation kémaliste (les journaux *Sozcu*, *Cumhuriyet* et les chaînes *Ulusal TV* et *Halk TV*), ancrés à gauche (*Evensel* et *Birgun*) et des chaînes réputées « indépendantes » (*IMC TV* et *+1Haber*) ont couvert les événements, ce qui souligne le clivage persistant de l'espace médiatique turc. Par la suite, le « pingouin » devient un des emblèmes de la mobilisation et un des symboles de l'autocensure médiatique en Turquie.

Il reste à déterminer comment les médias ont cadré les événements. L'enquête de Mustafa Oz, qui compare les quatre quotidiens les plus diffusés de Turquie (*Sabah*, *Zaman*, *Hurriyet*, *Posta*), a mis en exergue l'asymétrie entre les médias classifiés comme « pro-gouvernementaux » et les médias plus critiques vis-à-vis du pouvoir. Les résultats de son analyse lexicométrique sont sans appel : le terme de « conspiration » apparaît à 48 reprises dans les colonnes des journaux « pro-AKP » alors qu'il n'est mentionné qu'une seule fois dans le reste du corpus. On peut faire une observation similaire pour le mot « chaos » qui est repris 27 fois contre une seule dans la « presse d'opposition » selon les termes de l'auteur. Les quotidiens *Sabah* et *Zaman* n'ont pas recours au terme de « soulèvement » qui revient au contraire dans 58 % des articles de *Hurriyet* et *Posta*, ce qui peut s'expliquer par ses connotations révolutionnaires. L'auteur en conclut que, « sans surprise, les journaux pro-gouvernementaux se sont appuyés sur la définition gouvernementale du problème et ont surtout utilisé les cadres du complot (48%) et du chaos (27%)<sup>1054</sup> ». D'un côté, les manifestants et les occupants du parc sèmeraient le chaos tels des « vandales » qui se livrent à des actes de déprédation. D'un autre côté, ils ne seraient que les instruments d'une conspiration internationale visant à déstabiliser la Turquie d'Erdogan. Dans les deux cas, la protestation est fortement dépréciée et dépolitisée.

---

<sup>1053</sup> Bilge YESIL, *Media in New Turkey. The Origins of an Authoritarian Neoliberal State*, op cit. p.110

<sup>1054</sup> Mustafa OZ, « Mainstream media's coverage of the Gezi protests and protesters' perception of mainstream media », op cit.p. 9



L'omniprésence du lexique du chaos et du complot tient au fait que les médias proches du pouvoir se font le relais des discours gouvernementaux et de la rhétorique du Premier ministre. De retour d'une tournée politique au Maghreb le 7 juin 2013, Tayyip Recep Erdogan multiplie les apparitions publiques. A l'aéroport d'Istanbul, il lance à ses partisans convoqués au préalable par SMS : « vous n'êtes pas le genre de gens qui tapez sur des casseroles dans les rues ». Outre le procédé qui consiste à caricaturer les « *pots and pans*<sup>1055</sup> » qui se multiplient à travers le pays, le Premier Ministre a recours à l'argument de la majorité : « Nous ne permettrons pas à une minorité de dicter sa loi à la majorité ». Deux jours plus tard, à Ankara, Erdogan remobilise cette rhétorique majoritarianiste. Traduit par Pierre Pandelé, le discours du 9 juin prononcé à Pursaklar<sup>1056</sup>, dans la banlieue d'Ankara, donne à voir la manière dont Erdogan cherche à imposer une lecture exclusive des événements, tissant un réseau de significations primaires et secondaires au gré de ses affirmations et de ce qu'elles sous-entendent.

Il rompt avec l'attitude conciliatrice qui transparaisait dans un premier discours de la fin du mois mai<sup>1057</sup>, et exhorte les manifestants à faire place nette sur un ton menaçant (« le langage que vous comprenez » est celui de l'usage de la force). Erdogan refuse de situer la mobilisation sur le terrain de l'écologie, arguant que les arbres de Gezi ne sont qu'un mauvais prétexte :

« Mes frères le problème n'est pas le parc Gezi de Taksim. Ce n'est pas le fait de déraciner une quinzaine d'arbres pour les planter ailleurs. Tous ceux-là n'avaient même pas entendu parler du parc Gezi avant les événements. Ils ne savent pas non plus que Recep Tayyip Erdogan est né et a grandi là-bas. Moi je suis un enfant de Kasımpaşa. Là-bas on est fier de fréquenter des gens comme vous. »

L'ensemble du discours se construit autour de l'opposition d'un « Nous » qu'il oppose aux « maraudeurs » (« *çapulçu* » en turc) comme figure de la dépréciation sociale. En tant qu'« enfant de Kasımpaşa », quartier pauvre d'Istanbul situé sur la Corne d'Or, l'orateur s'inclut dans le groupe des « gens comme vous », c'est-à-dire des membres des classes populaires qui signifie selon Pandelé les « vrais gens », les « gens du peuple ». Par ces interpellations, (« mes frères »), il suggère une coappartenance au public probablement

---

<sup>1055</sup> Littéralement, « casseroles et poêles », l'expression désigne les manifestations où les participants déambulent en tapant sur des ustensiles de cuisine ou des objets métalliques de sorte à être le plus bruyants possibles et à attirer l'attention. Le mode d'action « pots and pans » peut être considéré comme synonyme des *caceroladas*.

<sup>1056</sup> Discours de Tayyip Recep Erdogan, Pursaklar (banlieue d'Ankara), 9 juin 2013. Traduction : Pierre Pandelé. Dans les pages qui suivent, toutes les citations sont extraites de ce discours sauf indication contraire. Discours reproduit dans son intégralité en annexe.

<sup>1057</sup> Lors des premiers jours de mobilisation, Tayyip Recep Erdogan adopte une attitude conciliante, se positionnant en arbitre au-dessus des clivages ethniques, religieux ou sociaux et proclamant « Je suis le Premier Ministre des 100 % (de tous les turcs) » (RFI, 4 juin 2013).

composé d'habitants de Pursuklar et d'électeurs pro-AKP transportés par un convoi prévu à cet effet. De surcroît, Erdogan investit le « Nous » d'un contenu ethno-religieux qui ressort à travers l'usage de marqueurs islamiques. Le discours se conclut par quelques vers d'un poème de Necip Fazıl Kısakürek, auteur révérend des islamistes turcs. Le leader soigne son *ethos* d'« enfant du peuple » et de chef protecteur. Enfin, il oppose le « Nous » majoritaire et silencieux qui ne descend pas dans la rue contre la minorité destructrice des « vandales » ou « pillards ». Il faut préciser que le pillage évoque entre les lignes les multiples coups d'État qui ont marqué la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> en Turquie (1961, 1970, 1981, 1997) et les séquences de chaos qui les ont accompagnées.

Il est significatif que tout au long du discours du chef du gouvernement, l'idée de majorité sociale se confond avec le principe de la majorité électorale. Le Premier ministre alors âgé de 59 ans ne se contente pas de discréditer les manifestants par le procès de l'incompétence liée à la jeunesse ; son propos se situe aussi sur le terrain du stigmatisme par le nombre. Suivant cette logique arithmétique, l'argument de la majorité part du présupposé que la minorité a tort. Il repose sur une définition électorale et minimale de la démocratie qui ne s'encombre pas de l'exercice collectif des libertés d'expression ou de rassemblement. Se donne à voir une définition minimale de la démocratie dans laquelle le recours à la rue doit être strictement encadré et régulé tandis que l'activité politique est réduite à son expression électorale. « Dans cette vie, dans ce corps nous n'avons de comptes à rendre à personne d'autre qu'à Dieu. Ceux à qui nous devons des comptes, ce ne sont pas certains groupes marginaux, mais le peuple » tonne le leader de l'AKP, laissant entendre que les centaines de milliers de manifestants (plusieurs millions au total) ne font pas partie du « peuple » qui est un signifiant central du discours. Enfin, le discours se conclut sur un ton martial qui stigmatise et criminalise les attitudes protestataires afin de justifier l'usage de la force. Quand la foule scande « Frappe, frappe qu'ils gémissent, que les vandales comprennent ! » (il s'agit de la retranscription d'une vidéo tournée pendant le discours), « le Premier ministre » comme il s'auto-désigne, rappelle que « celui qui brûle, celui qui détruit, qui agresse s'appelle un vandale ». Il accuse les manifestants de n'avoir « jamais voulu le dialogue » mais d'avoir provoqué toutes sortes de destructions matérielles (autobus, voitures, mobilier urbain) allant jusqu'à blesser des centaines de policiers. S'il reconnaît quelques « dérapages », il ne fait aucune mention des milliers de blessés parmi les manifestants. L'ensemble de ces procédés rhétoriques concourent à altérer la minorité des « Eux », des *çapulçu* qui ne font que détruire alors que la majorité gouvernée par l'AKP œuvre à la construction du pays.

Erdogan affirme également que les protestataires sont instrumentalisés par le parti kémaliste du CHP, voire manipulés par des conspirateurs étrangers. A cinq reprises, le « lobby des intérêts » est évoqué comme l'origine d'un complot qui se manifesterait non seulement dans la rue mais aussi par la spéculation contre la bourse turque. A ce deuxième niveau de lecture, les rassemblements protestataires ne seraient qu'un maillon dans une entreprise globale de déstabilisation. Ce faisant, il dénie l'autonomie propre aux occupants du parc et de la place, privant leur action de toute signification politique. En décrivant les protestataires comme des foules destructrices et dangereuses, le discours d'Erdogan cherche à délégitimer la cause du parc Gezi. Il mobilise pour ce faire une rhétorique majoritarianiste qui s'appuie sur la guerre de valeurs culturelles entre les classes moyennes urbaines et les « gens du peuple » auxquels Erdogan s'identifie en vertu d'une représentation-miroir qui dépasse la légitimité électorale. Ce discours charrie donc une conception minimale de la démocratie.

Ce « zoom » sur le discours du 9 juin appelle deux remarques d'ordre contextuel. Premièrement, l'occupation du parc Gezi a fait apparaître des fissures dans le bloc au pouvoir. Des voix discordantes se sont fait entendre à l'intérieur du gouvernement et ont trouvé un écho médiatique. Fait plutôt rare, le président de la République, Abdullah Gül, a pris la parole le 3 juin et a rappelé que « la démocratie, ce n'est pas seulement les élections<sup>1058</sup> », s'inscrivant en faux par rapport à son Premier ministre. Cependant, une partie de l'AKP a aussi resserré les rangs autour d'Erdogan : c'est ainsi que le 14 juin 2013, Ahmet Davutoglu prend pour cible les « médias étrangers » qui chercheraient à « salir l'image de la Turquie » et à ternir sa réussite économique. Deuxièmement, Gezi a constitué pour le chef du gouvernement une épreuve de force qui a contribué à « la construction médiatique du charisme d'Erdoğan<sup>1059</sup> », en particulier grâce au soutien de chroniqueurs proches ou inféodés au pouvoir en place. Dans ce contexte, le recours à une rhétorique conspirationniste ne peut pas être imputé uniquement au syndrome de Sèvres<sup>1060</sup>, ni à une attitude paranoïaque : elle se fonde également sur les intrigues du bloc au pouvoir, en particulier les tensions avec la confrérie Gülen dont le fondateur réside aux États-Unis<sup>1061</sup>. Les accusations de complot sont aussi une manière de parer à la forte couverture

---

<sup>1058</sup> Le 1er juin les forces de l'ordre avaient quitté la place Taksim sur ordre du chef de l'État qui s'est imposé face à Erdogan.

<sup>1059</sup> Ece BAYKAL FİDE, *Les générations des chroniqueurs de la Turquie et la construction médiatique du charisme du leader au miroir du mouvement de Gezi*. Op cit, p. 290.

<sup>1060</sup> L'expression « syndrome de Sèvres » fait référence au traité de Sèvres de 1920 qui a démembré l'empire ottoman sans être appliqué puisque la Turquie a gagné la guerre d'indépendance (19 mai 1919 – 11 octobre 1922) qui a abouti au traité de Lausanne en 1923 et à la naissance de la République de Turquie. Le syndrome désigne une tendance à considérer qu'une menace extérieure pèse sur la Turquie.

<sup>1061</sup> Entretien avec Asaph, *op cit*.

internationale du parc Gezi où ont été envoyés de nombreux journalistes anglo-saxons et européens<sup>1062</sup>. Le quotidien islamiste *Takvim* a ainsi publié une fausse interview avec la journaliste de *CNN* Christiane Amanpour relevant des liens avec une « conspiration internationale<sup>1063</sup>».

## 2.2. Le 15M à Barcelone : de la mobilisation citoyenne au kale borroka

La « *spanish revolution* » (les protagonistes l'écrivaient en anglais) a fait le tour du monde médiatique : *The Washington Post*, *CNN*, *Le Monde*, la *BBC*, pour ne citer que les plus diffusés, se sont saisis de ces milliers d'« indignés » qui ont investi la *Puerta del Sol* puis de nombreuses places à travers toute l'Espagne<sup>1064</sup>. La proximité du « 15M » avec les élections autonomes du 22 mai 2011 est un élément de conjoncture à prendre en compte. Les médias venus de l'étranger étaient déjà sur place pour couvrir les élections. Au niveau national, la mobilisation produit une rupture du « pacte médiatique<sup>1065</sup> » tacite qui consiste, depuis la Transition démocratique de 1978, à taire les actions protestataires pendant la campagne électorale<sup>1066</sup>.

La vaste couverture médiatique dont bénéficient les *quincemayistas* s'accompagne d'attitudes contrastées qui mêlent « la curiosité-sympathie- attribution idéologique- attribution sociale (*perroflautas*)-insalubrité-violence-silence<sup>1067</sup> ». Le sociologue Ramon Adell dresse une liste non exhaustive des étiquettes qui ont aussitôt été apposées aux occupants des places : « nazis, délinquants, fainéants, squatteurs (*okupas*), apolitiques, anti-système, anarchistes, *quechuas*, chiots de Rubalcaba, rouges, *batasunos*<sup>1068</sup> ». Dépeint comme un *botellon*<sup>1069</sup> ou une

---

<sup>1062</sup> Le 23 juin 2013, l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* titre : « *Boyun Egme* », slogan répandu qui signifie en turc « Ne pliez pas ! ». Ce titre écrit en turc est une première dans l'histoire du journal qui s'explique notamment par la forte diaspora vivant en Allemagne.

<sup>1063</sup> Bilge YESIL, *Media in New Turkey. The Origins of an Authoritarian Neoliberal State*, *op cit*, p.113. La fausse interview a été publiée sous le titre « Sale Confession » et contenait une note concédant que l'interview n'était pas réelle.

<sup>1064</sup> COLLECTIF, *Las voces del 15M*, Barcelone, 2011, p. 15.

<sup>1065</sup> Ramon ADELL, « La movilización de los indignados del 15M. Aportaciones desde la sociología de la protesta », *Sociedad y Utopía*, n° 38, 2011, 141-70.

<sup>1066</sup> Selon l'entreprise de veille Segured, la médiatisation du 15M a explosé au cours des cinq premiers jours, entre le 15 et le 20 mai, passant de 37 mentions à 766 au point de devenir la thématique centrale et surprise de la campagne électorale.

<sup>1067</sup> Ramon ADELL, 2011, « La movilización de los indignados del 15M. Aportaciones desde la sociología de la protesta », *op cit*, p. 163.

<sup>1068</sup> Une « *batasuna* », qui signifie « unité » en basque, désigne un parti politique indépendantiste d'extrême-gauche. « Rouge » évoque les couleurs de l'extrême-gauche et du parti communiste. « Rubalcaba » est le nom du vice-président du gouvernement socialiste. Enfin, « Quechua » évoque, outre le nom d'un peuple amérindien, le modèle de tente souvent utilisé par les occupants.

<sup>1069</sup> Un *botellon* est un rassemblement éthylique et festif sur la voie publique.

mobilisation « anti-politique » par la frange conservatrice de la presse espagnole (par exemple : *ABC, El Mundo, La Razon*), le « 15M » a été retranscrit de façon relativement neutre par les médias moins marqués politiquement<sup>1070</sup> (*El País, El Periodico de Catalunya*).

L'éditorial de Quim Monzo, publié le 19 mai 2011 dans le quotidien catalan *La Vanguardia*, est symptomatique de la manière dont les acteurs médiatiques (journalistes, éditorialistes, reporters, etc.) appréhendent la mobilisation sur les places<sup>1071</sup>. Cette prise de position combine deux angles critiques récurrents dans la presse espagnole. Il procède d'abord à une dépréciation par le nombre soulignant qu'une faible proportion de la population (seulement 0,0037% d'après ses calculs) a pris part aux manifestations. Il procède ensuite à un rappel à l'ordre des règles du jeu politique. L'absence de programme et d'organisation, le refus de voter (« no les votes ») et de prendre part au jeu électoral nuiraient à l'efficacité du mouvement. L'éditorialiste pose la question de la prise du pouvoir, par la force (la voie révolutionnaire) ou par les urnes (la voie électorale) : ressort ainsi en creux le présupposé selon lequel une mobilisation sociale doit se situer sur un terrain politique pour produire des effets.

Les premiers titres qui apparaissent entre le 16 et le 18 mai 2011 confirment la tendance médiatique à déchiffrer le phénomène des « Places » à l'aune des logiques de classement qui prévalent dans le champ politique bipartisan qui structure alors la politique ibérique. S'il est question des « indignés » (avec ou sans guillemets) dès le 16 mai dans les colonnes d'*El País* (« Les indignés sortent dans la rue » ; titre original : « *Los indignados salen a la calle* »), de *20 minutos (Madrid)* (« Des milliers de jeunes « indignés » protestent dans toute l'Espagne ; titre original : « *Miles de jóvenes "indignados" protestan en toda España* ») ou de *Público* (« Les Indignés manifestent dans 50 villes contre les coupes sociales » ; titre original : « *Los indignados se manifiestan en 50 ciudades contra los recortes sociales* »), les journaux plus conservateurs soumettent les manifestations de « Sol » au test de la récupération politique. Le 18 mai, *La Razón* titre « Le PSOE et IU cherchent désespérément à gagner le vote anti-establishment » (titre original : « *PSOE e IU pugnan a la desesperada por el voto de los antisistema* ») tandis que le même jour, *ABC* mise sur la récupération de la protestation par la gauche (« La gauche cherche à capitaliser sur la protestation de *Sol* ; titre original : « *La izquierda busca capitalizar la protesta de Sol* »).

---

<sup>1070</sup> COLLECTIF, « El movimiento 15-m en los medios y en las redes. Un análisis de sus estrategias comunicativas », *Empiria : revista de metodología de ciencias sociales*, n°32, septembre-décembre 2015, p. 37-62.

<sup>1071</sup> Quim MONZO, « He aquí la Spanish Revolution », 19 mai 2011. Accessible en ligne : [<https://www.lavanguardia.com/opinion/articulos/20110519/54156645763/he-aqui-la-spanish-revolution.html>]; COLLECTIF, *Las voces del 15M, Barcelone, 2011*, p. 39. « Ils se moquèrent de nous, essayant de transformer la révolte en une explosion de colère de jeunes et de perroflautas ».

Il est clair que le contexte électoral favorise le cadrage politique des événements. D'un côté, le Parti Populaire appelle rapidement à ce que cesse une mobilisation qui enfreint la loi et sème le trouble dans l'ordre public, dénonçant la passivité du vice-président du gouvernement socialiste d'Alfredo Pérez Rubalcaba. On peut observer que le 15M sert d'instrument dans l'affrontement électoral. D'un autre côté, le PSOE alterne entre condescendance et appels du pied, ce qui débouche sur des manœuvres plus subtiles de la part des médias « progressistes » selon Carlos Taibo<sup>1072</sup>. Ces derniers construisent une mise en récit à partir de la figure de l'indigné tirée du livre de Stéphane Hessel fort de son succès éditorial quelques mois auparavant. Le mouvement est alors présenté comme une contestation principalement *morale* dénonçant la corruption de la classe politique et les biais de la loi électorale qui organise le bipartisme. A ceci s'ajoutent des tentatives d'édulcorer les revendications foisonnantes du 15M de sorte à broser un portrait « réformiste » et modéré de la protestation qui serait compatible, selon l'interprétation de Taïbo, avec les intérêts du parti socialiste espagnol. C'est la raison pour laquelle l'étude commandée par *El País* auprès de la Fundacion Alternativa proche du PSOE, tendrait à minimiser la part des revendications perçues comme plus « radicales » (anti-capitalisme, droit au logement, constitution d'espaces autonomes...). C'est aussi en ce sens que les journaux « progressistes<sup>1073</sup> » n'hésitent pas à attribuer les actions illégales à une frange d'« anti-système » qui parasiterait une mobilisation « citoyenne ».

Dès les premiers jours de la mobilisation, les médias espagnols sont un acteur à part entière de la séquence du 15M qui démarre quelques jours avant les élections municipales et autonomes<sup>1074</sup>. Or le droit espagnol<sup>1075</sup> prévoit que la veille du scrutin électoral correspond à une « journée de réflexion », interdisant toute activité susceptible d'interférer avec l'issue des élections (actes de propagandes ou entraves à l'exercice du droit vote). Saisie du dossier, le « Conseil Electoral Central » s'est prononcée le 19 mai 2011<sup>1076</sup> se reconnaissant incompétente sur les conditions d'exercice d'un droit fondamental comme le droit de réunion pacifique (et compétente seulement pour le déroulement des élections), prenant appui sur une jurisprudence déjà établie qui refuse de restreindre la liberté de réunion pacifique sur le fondement de simples

---

<sup>1072</sup>Carlos TAIBO, *El 15-M en sesenta preguntas*. Madrid, Los Libros de la. Catarata, 2011, p. 40.

<sup>1073</sup>L'étiquette de « progressiste » est utilisée par Taïbo au sujet du quotidien *El País*, tandis que d'autres analystes considèrent que ce média est relativement autonome sur un plan politique.

<sup>1074</sup>Election des conseils municipaux et 13 des 17 régions ou « communes » autonomes leurs Parlements, à l'exception de la Catalogne, du Pays Basque, de la Galice et de l'Andalousie.

<sup>1075</sup>Loi Organique 5/du 19 juin 1985, du Régime Electoral Général.

<sup>1076</sup>Décision du Conseil Electoral Central, 19 mai 2011, Accesible en ligne : <http://estaticos.elmundo.es/documentos/2011/05/19/jec.pdf> . On renvoie également à l'article de Lluís Aguiló Lúcia, « Sobre el acuerdo de la junta electoral central de 19 de mayo de 2011 y el movimiento 15M, Cuadernos Manuel Giménez Abad. Voir aussi Luis A. Gálvez Muñoz, « La Junta Electoral Central ante las concentraciones del 15-M », *Revista Española de Derecho Constitucional*, núm. 95, mai-août 2012, p. 377-405.

suppositions. Or la réception médiatique de cette décision la présente comme une menace de censure des manifestations alors qu'il s'agissait d'une interdiction conditionnelle qui ne déclarait donc pas les rassemblements illégaux<sup>1077</sup>. Cette interprétation médiatique a d'ailleurs nourri la dynamique de participation par un processus de « retour de flamme ».

Une étude de cas centrée sur le quotidien catalan *La Vanguardia* offre un poste d'observation privilégié du rôle des médias dans la séquence de mai – juin 2011 en Espagne et plus particulièrement en Catalogne. Ouvertement hostile au 15M selon un membre de la commission « Communication » de la place de la Catalogne<sup>1078</sup>, le quotidien fait cependant partie des journaux qui ont couvert la mobilisation avec assiduité. En charge de nouer contact avec les journalistes présents aux abords de la place, Georges insiste néanmoins sur la géométrie variable de la couverture médiatique. Il souligne « l'appui total de la Fexa » (chaîne de télévision), le soutien du canal 2 de la télévision publique et du journal *El periodico de Catalunya* tout en répétant que « jamais » la télévision publique de Catalogne – *TV Catalunya* – ne s'est rendue sur place. Les paragraphes qui suivent reposent sur un dépouillage systématique des articles produits par ce quotidien et relatifs au « mouvement de place » barcelonais.

*La Vanguardia* (« *L'Avant-garde* ») est un des plus vieux périodiques d'Espagne, considéré de centre-droit et partisan de la cause catalane, proche du parti conservateur « Convergence et Union » qui a remporté les élections du 22 mai 2011. C'est le quotidien le plus vendu en Catalogne : il tirait alors à environ 200 000 exemplaires sur la période 2010 – 2011 selon le Bureau d'Etude de la Diffusion espagnole<sup>1079</sup>. La période examinée s'étend du 16 mai 2011 au 30 juin 2011, jour où les derniers occupants ont définitivement quitté la place. N'ont pas été pris en compte les éditoriaux qui expriment des prises de position n'engageant que leurs auteurs. Le journal accueille régulièrement dans ses colonnes des éditorialistes qui sont dubitatifs voire ouvertement hostiles à toute forme d'action collective (par exemple : Alfredo Abian, « Une prétendue démocratie réelle », titre original : « Una pretendida democracia real ya » le 30 mai) mais aussi des textes d'universitaires ou d'écrivains qui ont été parties prenantes de l'occupation (par exemple : Manuel Castells, « Wikacampadas » le 28 mai).

---

<sup>1077</sup> Par exemple, l'article de *LA Vanguardia* du 20 mai 2011. [<https://www.lavanguardia.com/politica/elecciones-2011/20110519/54156993095/la-junta-electoral-central-declara-ilegales-las-manifestaciones-convocadas-para-este-sabado.html>]

<sup>1078</sup> Entretien avec Georges, 54 ans, informaticien, membre de la commission « Communication », mai 2020.

<sup>1079</sup> En espagnol : *Oficina de Justificacion de la Difusion*.

C'est sous le titre évocateur « Tahrir à la Puerta del Sol » que le 15M fait sa première apparition dans les colonnes de *La Vanguardia* le 17 mai 2011, au lendemain de la première occupation. Le chapeau nuance le titre puisqu'il indique cependant que les six à quinze mille personnes rassemblées n'ont « rien à voir avec ce qui s'est passé sur la place Tahrir du Caire<sup>1080</sup> ». Mais l'association produit tout de même son effet. Il est aussi précisé que l'appel à se mobiliser s'inspire du livre « Indignez-vous ! » de Stéphane Hessel, ajoutant que le préfacier du livre, l'économiste José Luis Sampedro, soutient le mouvement. Le terme d'indigné figurait dans l'appel à manifester le 15 mai 2011 diffusé par le collectif « Démocratie Réelle Maintenant ! », il est donc repris tel quel. On peut également remarquer que la place de la Catalogne n'est présentée que comme une réplique lointaine de la mobilisation madrilène.

Le lendemain, il est fait état d'une « protestation citoyenne<sup>1081</sup> » qui se diffuse à travers toute l'Espagne, expliquant que la Garde Urbaine (la *Guardia Urbana*) n'intervient pas considérant qu'il s'agit d'une manifestation et non d'un campement qui pourrait être considéré comme une occupation illégale de l'espace public. Ce n'est que le 19 mai 2011 que les *quincemayistas* font la « Une », avec la photo d'une *cacerolada* et un encadré sobrement intitulé : « La place de la Catalogne se remplit d'« indignés » ». L'usage des guillemets met à distance le label « indignés », ce qui peut être interprété comme un signe de prudence mais aussi comme une remise en cause du processus d'identification collective. Il est aussi à noter que l'expression de « protestation citoyenne » se fonde sur la reconnaissance implicite que l'action collective fait partie des prérogatives du « bon » citoyen.

Le 20 mai, le quotidien titre « Manifestation *anti-politique* interdite le samedi 22 mai » en référence à l'interdiction décidée de justesse par le Conseil Electoral de Madrid, contre l'avis favorable du Tribunal Constitutionnel. Une photo montre un attroupement de manifestants qui tentent de faire irruption dans la banque d'Espagne située aux abords de la place de la Catalogne. On observe par le changement d'adjectif que l'occupation de la place n'est plus associée à l'exercice de la citoyenneté mais inscrite au registre de l'« anti-politique ». Ce glissement de champ sémantique indique une volonté de disqualifier la mobilisation en cours en la rejetant en dehors du domaine politique entendu dans son acception institutionnelle. Le cadrage de la photographie insiste sur la tentative d'intrusion ; elle est significative par ce qu'elle laisse « hors-champ » situé dans le dos des protestataires en pleine action : le campement qui se

---

<sup>1080</sup> *La Vanguardia*, 17 mai 2011, p. 29. On remarque que l'occupation ne fait pas la « Une ».

<sup>1081</sup> *La Vanguardia*, 18 mai 2011.



structure de jour en jour (*acampada*) et les assemblées rituelles (*assembleas*) qui font le plein tous les soirs.

Le 28 mai, au lendemain de la tentative d'évacuation par les forces de l'ordre catalane et espagnole, cette opération manquée est présentée comme un duel entre le conseiller de l'intérieur Felipe Puig et « le » 15M<sup>1082</sup> : « Puig passe à l'action et le 15M le repousse ». En parlant du 15M au singulier, la mobilisation se retrouve personnifiée et le nombre subsumé sous une entité collective qui ne rend pas compte de son caractère labile et pluriel. On trouve dans les pages qui suivent une description centrée sur le « tumulte » et les « éléments violents<sup>1083</sup> » qui reproduit les termes du pouvoir local. Ce qui se confirme par la suite puisque le quotidien donne une large place au discours de la *Generalitat* (le gouvernement local), donnant à lire de longues citations qui opposent les « bons » manifestants aux « mauvais<sup>1084</sup> », triant le bon grain de l'ivraie sans prendre la peine de recueillir la parole des protagonistes.

Le vent tourne encore davantage en défaveur du mouvement à la suite de la tentative de blocage du Parlement catalan du 15 juin 2011. L'assemblée du 15M local avait décidé de se rassembler face au Parlement le jour du vote des coupes budgétaires, suivant une logique d'action directe dans la continuité des manifestations, *escraches* et actions de solidarité contre les expulsions auxquels ont participé nombre de *quincemayistas* passés par la place de la Catalogne. Il faut signaler que trois jours auparavant, le 13 juin, une action similaire, entreprise par des occupants de la *Puerta del Sol*, avait été empêchée aux abords du palais des *Cortès* qui abrite le Congrès des Députés<sup>1085</sup>. Malgré un dispositif policier conséquent, les manifestants barcelonais parviennent à bloquer temporairement l'accès du parlement catalan, plusieurs députés étant contraints de s'y rendre par hélicoptère. Au fil de la journée, la situation entre policiers et manifestants se tend en divers endroits et la journée de mobilisation se termine sur la place Sant-Jaume, cœur administratif de la ville, se soldant par 6 arrestations le jour même.

Selon *La Vanguardia*, des « éléments violents » auraient infiltré le rassemblement, bénéficiant de la complicité des manifestants « pacifiques<sup>1086</sup> » pour s'en prendre physiquement aux députés. Des protagonistes et plusieurs médias s'opposent à cette première version par la

---

<sup>1082</sup> *La Vanguardia*, 28 mai 2011, p. 36.

<sup>1083</sup> *Ibid*, p. 38.

<sup>1084</sup> « Puig a reconnu que le campement de la place de la Catalogne a repris de plus bel. Ce qui a entraîné une « légère augmentation des effectifs » pour aujourd'hui. Il a prédit que, comme lors des précédentes célébrations du Barça, ceux qui sont « du côté obscur de la perturbation de l'ordre » se manifesteront, les mêmes qui, selon lui, étaient également le matin sur la place de la Catalogne. »

<sup>1085</sup> Il est à noter qu'une tentative similaire avait eu lieu une semaine auparavant à Madrid : 19 fourgons avaient alors été déployés autour du palais de *Los Cortes San Jeronimo* tenant en échec le blocage qui avait été pris à l'initiative de la commission « *Action* » de l'*acampada* de la *Puerta del Sol*.

<sup>1086</sup> « Communiqué de Démocratie Réelle Maintenant – Barcelone en rapport avec les événements du 15 juin », 16 juin 2011.

diffusion de vidéos montrant la présence de policiers déguisés en fauteurs de trouble, qui finissent par être exfiltrés par la police catalane<sup>1087</sup>. C'est notamment le cas de la chaîne de télévision *Antena 3*. Selon le politiste Vicenç Navarro, des manifestants se seraient même interposés pour protéger les élus<sup>1088</sup>. Toujours est-il que la journée du 15 juin accélère la disqualification médiatique du mouvement. Dans l'édition du 15 juin, la mobilisation citoyenne du 15M se mue en « foule » dangereuse comme l'explique le titre : « Une foule bloque les accès au Parlement ». Il est écrit que « le mouvement des soi-disant indignés prend une tournure imprévue et beaucoup moins romantique<sup>1089</sup> ». Les adjectifs « soi-disant » et « romantique » laissent planer le doute sur la sincérité et la signification politique de l'action.

La mise en récit est appuyée par une mise en scène photographique. Sur une photo en contre-plongée où deux policiers lourdement équipés plaquent au sol un homme vêtu d'un blouson noir portant un écusson « A », une légende indique : « Les Mossos immobilisent un des violents. La journée d'hier s'est conclue par six détentions. » L'individu interpellé est décrit par les faits de violence qui lui sont imputés et non par son lien probable avec les « indignés » ni par le fait que son vêtement peut être un signe d'affiliation à l'anarchisme. La photo disposée en-dessous montre un policier parler dans un microphone face à un groupe assis par terre ; il est écrit que « Les Mossos ont essayé à la première heure du matin de dialoguer avec les indignés pour qu'ils ne bloquent pas l'entrée ». Le scénario de cet événement dans l'événement semble donc limpide : les forces de l'ordre auraient tenté de négocier avec les manifestants qui n'ont pas hésité à recourir à la violence ; il a donc fallu les interpellier et faire usage de la force. Cependant, l'inventaire des « violences » présumées reste mince : jets de bouteille d'eau, d'objets non identifiés, de peinture.

Dans l'édition du lendemain<sup>1090</sup>, le journal reprend mot à mot les termes du président de la Generalitat qui évoque une *kale borroka*. L'expression « *kale borroka* », qui signifie « lutte de rue » en basque, se réfère à une guérilla urbaine de basse intensité, mode d'action employé par les indépendantistes basques qui recourent aux cocktails molotov, à l'incendie de distributeurs de billets ou au sabotage. Le 15-M est dépeint comme un « mouvement anti-politique », qui

---

<sup>1087</sup> « Arrêtons le Parlement 15 J: Matin Parlement de Catalogne: où est le Kale Borroka | # 19J spanishrevolution » (titre original : « Aturem el Parlament 15 J: Matí Parlament de Catalunya: on és la Kale Borroka | #19J spanishrevolution »), postée le 16 juin 2011. Accessible en ligne : [<https://www.youtube.com/watch?v=28sfx5NkTBg>]. Sur le document vidéo, on entend distinctement les journalistes vêtus de gilets oranges crier « Libérez la presse ! » alors que les agents du Mossos d'Esquadra les empêchent d'aller filmer la scène d'affrontement qui se déroule à quelques mètres de là.

<sup>1088</sup> Vicenç NAVARRO, « En défense du 15-M. Réponse au journal *La Vanguardia* », *ElPlural.com*, 28 mai 2012.

<sup>1089</sup> *La Vanguardia*, 15 juin 2011, p. 16.

<sup>1090</sup> *La Vanguardia*, « Mas : Fue un borroka kalea », 17 juin 2011. Une photo de la place où deux hommes se baignent dans la fontaine située au centre de la place, ornée d'une légende « Indignés ou incivils ? De jour en jour, l'image de dégradation que projette la place de la Catalogne devient de plus en plus évidente ».

serait désapprouvé par « la majorité des citoyens », le journaliste arguant que « la dérive violente et antidémocratique des présumés *indignés* est aujourd'hui motif de rupture<sup>1091</sup> ». Le terme « anti-démocratique » identifie implicitement la démocratie au système parlementaire catalan et espagnol. Par ailleurs, la mobilisation aux abords du parlement serait abordée sous le prisme judiciaire des articles 494 et 498 du Code pénal espagnol<sup>1092</sup>. L'auteur distingue les « violents » de « ceux qui ont été utilisés par les violents » et sont accusés d'avoir participé à « l'obstruction passive » de la police. L'article ne mentionne pas la liberté de manifester que reconnaît l'article 21 de la Constitution espagnole de 1978<sup>1093</sup>.

Outre un biais sensationnaliste qui met l'accent sur la dimension spectaculaire de la séquence et de la « violence » manifestante, le traitement médiatique qui ressort des articles de *La Vanguardia* se situe dans la continuité du discours produit par le champ politique local. Les compte-rendu d'assemblée plénière et de la commission « sécurité intérieure » du 16 et du 23 juin 2011 du Parlement catalan mettent en évidence une tendance unanime à condamner l'action du 15 juin qui suscite un consensus transpartisan. A plusieurs reprises, le président de la Generalitat se félicite de ce consensus, déclenchant de vifs applaudissements<sup>1094</sup>. Même le groupe d'opposition, *Catalogne Verte – Gauche Unie et Alternative*, insiste sur « la condamnation absolue de toute attitude violente<sup>1095</sup> » tout en appelant à ne pas « criminaliser les mouvements sociaux ». Dans les échanges entre députés, il va de soi que les événements du 15 juin 2011 constituent une menace pour la démocratie (sous-groupe Parlementaire Citoyens (Parlamentari Ciutadans), groupe socialiste (PSOE)). Seul un membre du groupe d'opposition « Initiative pour la Catalogne Verte » évoque le contenu des revendications qui s'opposent à la loi « omnibus » et aux coupes budgétaires qui ne figuraient pas au programme de la majorité du CIU élue le 22 mai<sup>1096</sup>. Mais cette allusion est balayée d'un revers de la main par le président de la *Generalitat* qui arbitre les débats.

---

<sup>1091</sup> *Ibid.*

<sup>1092</sup> L'article 494 prévoit des sanctions pour l'organisation de manifestations devant le siège de ces chambres pouvant altérer leur fonctionnement normal ; l'article 498 prévoit jusqu'à cinq années d'emprisonnement pour quiconque userait de la violence, l'intimidation ou la menace pour empêcher un membre d'une chambre législative d'assister à une de ses réunions.

<sup>1093</sup> Au sein de la Constitution du 27 décembre 1978, l'article 21 dispose que « 1. Le droit de réunion pacifique et sans armes est reconnu. L'exercice de ce droit n'exigera pas une autorisation préalable. 2. Les autorités seront informées préalablement des réunions devant se dérouler dans des lieux de manifestation publique et de circulation ; elles ne pourront les interdire que si des raisons fondées permettent de prévoir que l'ordre public sera perturbé mettant en danger des personnes ou des biens. » Les modalités d'application du régime de déclaration préalable ont été précisées dans la loi organique 9/1983 du 15 juillet.

<sup>1094</sup> Jour de session du Parlement de Catalogne, IXème législature, n°19, Seconde Période, 16 juin 2011, p. 32.

<sup>1095</sup> *Ibid.*, p. 86.

<sup>1096</sup> *Ibid.*, p. 43. Seul un membre du groupe parlementaire « Initiative pour la Catalogne Verte » évoque la loi « omnibus » qu'il rebaptiste loi « abus » dénonçant le rôle prépondérant des lobbies dans son élaboration.

Cette unité soudaine qui coalise les contraires peut s'expliquer par le fonctionnement structural de la politique professionnalisée. Pendant un court laps de temps, le consensus transpartisan met à nu ce qui cimente l'espace de la délégation politique comme un champ, ce qui fait que les professionnels qui vivent de *et* par la politique valorisent le jeu et considèrent tous qu'il vaut la peine d'être joué plutôt qu'un autre.

Il convient de rappeler que les champs politiques dans les systèmes dits « complexes » se configurent comme des univers de rareté où les acteurs se livrent bataille pour obtenir des positions de pouvoir. Dans une perspective bourdieusienne, le champ politique est un « espace structuré de positions<sup>1097</sup> » qui gravite autour de « la conservation ou la transformation du monde social et des principes de di-vision de ce monde<sup>1098</sup> ». Autrement dit, les intérêts antagonistes des professionnels de la politique (accès à des postes, coalition, opposition selon un vaste éventail de position qu'il n'y a pas lieu de détailler ici) mettent en jeu des visions opposées ou rivales du monde social et les principes de division qui s'y rattachent. Cependant, les joutes partisans et les conflits idéologiques ne doivent pas dissimuler le fait que les oppositions présupposant un accord préalable, tacite mais indispensable sur la nécessité du champ et ses règles du jeu. Il en découle que les membres du champ politique restent liés par une « même adhésion fondamentale<sup>1099</sup> ». La condamnation unanime des députés catalans peut en ce sens s'analyser comme un effet du fonctionnement structural de l'activité politique comme un champ. Elle renvoie à une manière de s'assurer le monopole sur la définition et de l'activité politique que les acteurs du champ médiatique sont loin de remettre en cause, à de rares exceptions près. La classification « anti-politique », l'étiquetage par la violence et l'omniprésence du discours parlementaire confirment l'interdépendance étroite des champs médiatique et politique à l'échelle locale et nationale.

---

<sup>1097</sup> Pierre BOURDIEU, « Quelques propriétés des champs » in Pierre BOURDIEU, *Questions de sociologie*, p. 179 – 191, Les Editions de Minuit, 2002 (1984).

<sup>1098</sup> Pierre BOURDIEU, « La représentation politique » in *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 36-37, février/mars 1981, p. 8.

<sup>1099</sup> Pierre BOURDIEU, « La représentation politique », op cit, p.7. « On oublie que la lutte présuppose un accord entre les antagonistes sur ce qui mérite qu'on lutte et qui est refoulé dans le cela-va-de-soi, laissé à l'état de doxa, c'est-à-dire tout ce qui fait le champ lui-même, le jeu, les enjeux, tous les présupposés qu'on accepte tacitement, sans même le savoir, par le fait de jouer, d'entrer dans le jeu. »

### 2.3. L'exégèse médiatique des rassemblements Nuit debout : indignés « français » et troubles à l'ordre public

Dès les premiers jours, les adjectifs fusent en direction du rassemblement de la place de la République : « mobilisation citoyenne<sup>1100</sup> », « ovni »<sup>1101</sup>, « veilleurs de gauche », « indignés à la française », « opération Nuit debout »... Une des fondatrices de la commission « Debout Education Populaire de Nuit debout » évoque une « émulsion » médiatique : « Le premier mois, c'est : «...ouh c'est trop chouette, il y a plein de gens qui parlent, ils sont mignons, allez place de la République ! »<sup>1102</sup> ». Nuit debout suscite effectivement un engouement médiatique rapide. Dès le 1<sup>er</sup> avril, le journal *Le Monde* met en ligne un article qui reprend les images capturées par le *media center* de Nuit debout comme on l'a souligné dans la première section de ce chapitre. Suivent des centaines d'articles en cascade, d'émissions radios et des reportages télévisés. Néanmoins, il ressort du corpus composé à partir de la base de données *Europresse* (N = 676) que la presse écrite dans son ensemble peine à saisir ce qui fait la spécificité d'un mode d'action en rupture avec les routines protestataires.

Une première tendance consiste à présenter « le mouvement au prisme de figures médiatiques déjà connues<sup>1103</sup> » comme François Ruffin, le réalisateur du film *Merci Patron !* ou l'économiste Frédéric Lordon qui avait inauguré la scène de la place de la République le 31 mars. Face à un mouvement principalement composé de personnes anonymes et de groupes militants inconnus du grand public, le journaliste se tourne vers les acteurs disposant déjà d'une visibilité ou d'un capital médiatique. Or il s'agit en général de figures de proue et beaucoup plus rarement de chevilles ouvrières de la mobilisation (à l'exception de François Ruffin et du journaliste *Fakir* très impliqués dans les préparatifs de Nuit debout). Ce mode de traitement contribue à produire une forme de leadership quand bien même les médias insistent sur le fait que « cette foule qui ne veut pas de leader<sup>1104</sup> ».

La difficulté à situer le « mouvement » ou le « collectif » Nuit debout tient aussi à l'imprévisibilité de cette « sorte d'assemblée générale permanente en place publique » (Le Figaro) : « Traduction politique, débordements, provocations, zones à défendre du type Notre-Dame-des-Landes : on ne sait jamais comment une telle initiative peut tourner. » Nombre d'articles usent d'un florilège de termes incapacitants (« pas de chef, pas de hiérarchie, pas de

---

<sup>1100</sup> *L'Humanité*, « Une détermination intacte », 8 avril.

<sup>1101</sup> *Le Monde*, « Nuit debout : histoire d'un ovni politique », 7 avril 2016.

<sup>1102</sup> Entretien avec Adeline, *op cit.*

<sup>1103</sup> Ugo MORET, « Ce que les médias ont dit ou n'ont pas dit », in *Nuit debout, Médias et (im)médiations*, Les Essais Médiatiques, p. 24.

<sup>1104</sup> *Le Monde*, 4 avril 2016. « Les discours sur la convergence des luttes de l'économiste Frédéric Lordon, l'un des rares penseurs écoutés par cette foule qui ne veut pas de leader. »

vrai mot d'ordre ») et de la ficelle de l'ironie face à ces « jeunes – et moins jeunes – qui se rêvent en Podemos et veulent changer le monde<sup>1105</sup> ». La caractérisation générationnelle constitue un des cadrages privilégiés par la presse nationale, réduisant Nuit debout à un mouvement « de jeunes anti-loi El Khomri<sup>1106</sup> ». Reprenant la construction syntaxique d'un tweet dans son titre (« #NuitDebout: Et voilà que l'on se parle, qu'on ose dire tous ensemble: ça suffit! Y en a marre »), l'article du Monde décrit les « deboutistes » comme des « jeunes gens », ce qui dénote la différence générationnelle que perçoit l'observateur et qui ne correspond que partiellement à la réalité observée par les enquêtes de terrain établissant une moyenne d'âge supérieure à 30 ans<sup>1107</sup>.

Les articles, éditoriaux et brèves (qui ne font en général que reprendre dans les grandes lignes les dépêches des agences de presse) qui brossent un portrait souvent rapide de la « Place » contrastent avec le traitement beaucoup plus empathique des reportages fouillés qui sont le fruit d'une pratique de terrain assidue. Au lieu de généraliser hâtivement comme des éditorialistes pressés de plaquer leurs grilles de lecture, certains journalistes n'hésitent pas à s'immerger dans l'événement. Il en ressort des articles qui regorgent de descriptions méticuleuses des pratiques observées sur place assorties de termes autochtones : l'*agora*<sup>1108</sup>, le calendrier du mois de mars infini, les codes des assemblées<sup>1109</sup> et les rouages du « village éphémère de République<sup>1110</sup> », l'usage massif des réseaux numériques<sup>1111</sup>. « Démonté tous les matins, le campement autogéré fonctionne grâce au système D et aux votes à mains levées<sup>1112</sup> » narre un reporter de Libération. Il est indiqué que Nuit debout ne se circonscrit pas à une annexe du mouvement contre la loi travail mais qu'il est question d'« amplifier la solidarité avec les réfugiés, mettre fin à l'état d'urgence, faire converger les luttes sociales en cours et, pourquoi pas, aussi, jeter les bases d'une nouvelle République<sup>1113</sup> ». Le ton plus compassionnel du tour d'horizon de la place de la République par le journal de gauche *L'Humanité* porte au jour les interférences partisans qui contribuent à façonner l'événement Nuit debout tant du côté de ses détracteurs que de ses sympathisants.

---

<sup>1105</sup> *Les Echos*, « Un petit vent frais chatouille la politique », 7 avril 2016.

<sup>1106</sup> *Aujourd'hui en France*, « Les jeunes ne désarment pas », 4 avril 2016.

<sup>1107</sup> COLLECTIF, « Déclassement sectoriel et rassemblement public. Éléments de sociographie de Nuit Debout place de la République », *Revue française de science politique*, 2017/4 (Vol. 67), p. 675-693. Dans cette étude, la moyenne d'âge établie tourne autour de 36 ans. Il me semble important de préciser aussi que la médiane, dans cette même étude, est de 31 ans (c'est-à-dire que le 50% des enquêtés est en dessous de la trentaine).

<sup>1108</sup> *Libération*, « Nuit debout trouve son assise », 7 avril 2016.

<sup>1109</sup> *L'Humanité*, « Un 32 mars, place de la République », 4 avril 2016.

<sup>1110</sup> *Libération*, « Les rouages du village éphémère de République », 6 avril 2016.

<sup>1111</sup> *Libération*, « Et « Nuit debout » réveilla Périscope », 5 avril 2016.

<sup>1112</sup> *Libération*, « Les rouages du village éphémère de République », 6 avril 2016.

<sup>1113</sup> *L'humanité*, « À la République, Nuit debout marie fête et politique », 6 avril 2016.

A première vue, les interprétations qui s'élaborent courant avril 2016 (avant que le mouvement ne suscite moins d'intérêt) reflètent la tendance à la polarisation d'un paysage médiatique fortement concentré<sup>1114</sup>. Les titres positionnés plus à droite sur l'axe politique se montrent ainsi plus enclins à traiter avec distance et condescendance la mobilisation en cours, ce qui conduit à une couverture superficielle (faut-il qualifier Nuit debout de mouvement social<sup>1115</sup>?). Le journal catholique *La Croix* dresse ainsi le constat que « cette mobilisation refuse de se structurer, s'inspirant du mouvement des indignés apparu à Madrid en 2011<sup>1116</sup> », ce qui témoigne d'une méconnaissance de la forte structuration de l'action collective par les commissions et les assemblées caractéristiques du 15M. A l'inverse, les rédactions plus ancrées à gauche présentent le mouvement sous un jour plus favorable, encore davantage quand certains membres s'engagent dans Nuit debout comme c'est le cas de certains journalistes de *L'Humanité*<sup>1117</sup>. Ce traitement à géométrie variable est perçu comme tel par Adeline:

« - Il n'y a pas d'ouvriers sur les places publiques, ce ne sont que des bobos. Tu lisais tout, tu lisais qu'il y avait de tout. En fait, en fonction de chaque journal, ils ciblaient ceux qu'il n'y avait pas en fonction de à qui ils s'adressaient. Il y a eu tout ce travail de qui ça touche, de décrédibilisation<sup>1118</sup>. »

Cependant, la presse de gauche comme *Libération* ou *L'Humanité*, dont la diffusion reste assez faible, n'a pas l'exclusivité des approches plus compréhensives. On trouve par exemple des « croquis » assez détaillés dans *Le Figaro*<sup>1119</sup>. Pour comprendre l'intérêt suscité par une mobilisation somme toute sporadique, un détour par le fonctionnement structural du champ médiatique est nécessaire. La distance au terrain n'est pas que géographique : elle dépend aussi étroitement du statut (précaire, pigiste, titulaire, journaliste spécialisé, reporter, etc.) et de la position hiérarchique de la personne qui va couvrir l'événement. De quelle marge de manœuvre dispose-t-elle ? Quel est l'état des rapports de forces en conseil de rédaction ? Quelles est son origine sociale ? Quels sont ses domaines de prédilection et ses affinités idéologiques ?

---

<sup>1114</sup> Jean-Marie CHARON, *Les médias en France*, La Découverte, 2014, p. 66. « le paysage de la presse quotidienne est substantiellement transformé au tournant de la décennie 2010, à l'image de la place occupée par EBRA en presse régionale ou de Dassault-Le Figaro pour les quotidiens nationaux [...]. Un symbole d'indépendance capitalistique, Le Monde appartient désormais à une troïka d'investisseurs du luxe, des télécoms et de la banque. » La concentration des médias est la principale caractéristique du paysage médiatique français par rapport au contrôle politique en Turquie.

<sup>1115</sup> *La Croix*, « Les militants de « Nuit debout » veulent provoquer un mouvement social », 4 avril 2016.

<sup>1116</sup> *Ibid.*

<sup>1117</sup> « Plaçons L'Humanité sous protection populaire et citoyenne ! ». Appel signé des salarié-e-s de la société nouvelle du journal L'Humanité réunis en assemblée générale le 27 avril 2016, soutenus par par l'intersyndicale SNJ CGT, SNJ, SGLCE CGT, BP UFICT-LC CGT.

<sup>1118</sup> Entretien avec Adeline, *op cit.*

<sup>1119</sup> *Le Figaro*, « Une soirée avec les acteurs de « Nuit debout » », 5 avril 2016.

L'inflation des commentaires autorisés va dans le sens de l'observation d'Erik Neveu selon laquelle « la montée vers la « Une » se double d'un glissement vers les éditorialistes ou le service politique, moins au fait que les journalistes spécialisés des acteurs et des enjeux, plus enclins à un commentaire surplombant ou politicien<sup>1120</sup> ». Cependant, des reportages plus substantiels montrent également que les journalistes spécialisés restent aux aguets. Dans son étude sur la médiatisation de Nuit debout, Marianne Dupont souligne qu'un des articles les plus détaillés du journal *Le Monde* est le fruit du travail d'une « rubrique » banlieue (selon ses propres termes) qui a saisi l'occasion de la tentative d'extension (« Banlieue debout ») du mouvement dans les villes périphériques de Paris<sup>1121</sup>. Enfin, la proximité sociologique des « pigistes<sup>1122</sup> » (qui constituent l'armée de réserve des rédactions majoritairement situées à Paris) avec le public « déclassé » de la place de la République<sup>1123</sup> joue en faveur d'un traitement plus empathique.

Les conditions de production de l'information permettent donc de saisir plus finement les logiques qui ont propulsé Nuit debout au premier-plan médiatique. Ceci étant, la lenteur des assemblées et la profusion des initiatives rendent la mobilisation plus difficile à déchiffrer. Le silence des mains levées en l'air et le caractère répétitif des assemblées font perdre à la « Place » son attrait médiatique. C'est la raison pour laquelle la mobilisation qui s'est étalée sur trois mois consécutifs, avec une phase d'expansion les 15 premiers jours et un net déclin à partir du 15 mai 2016, a donné lieu à un suivi plus ponctuel, Nuit debout subissant la concurrence qui règle l'agenda médiatique (par exemple, le scandale des *Panama Papers*, la politique intérieure et internationale, la compétition de football de l'Euro qui débute le 10 juin 2016...). Une fois l'attrait de la nouveauté dissipé, l'attention médiatique tend à se focaliser sur des micro-événements, le plus souvent périphériques ou anecdotiques comme l'expulsion d'Alain Finkielkraut, la venue de l'ancien ministre grec Yanis Varoufakis ou les heurts du 1<sup>er</sup> mai à l'issue de la manifestation pour la fête des travailleurs. Par ailleurs, l'essoufflement devient une

---

<sup>1120</sup> Erik NEVEU, « 12. Médias et protestation collective » in COLLECTIF, *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. Paris, La Découverte, « Recherches », 2010, p. 251.

<sup>1121</sup> « Les Nuits debout restent balbutiantes en banlieue » de Elvire Camus et Sylvia Zappi. Marianne Dupont, *Médias et mouvement contestataire. Le traitement médiatique de Nuit Debout selon Le Monde et Gazette Debout*, 2017. p. 49.

<sup>1122</sup> Se dit de celui ou celle qui est payé à la pige, à la tâche, le plus souvent au forfait et dans des conditions de travail difficiles.

<sup>1123</sup> COLLECTIF, « Déclassement sectoriel et rassemblement public. Éléments de sociographie de Nuit Debout place de la République », *Revue française de science politique*, 2017/4 (Vol. 67), p. 675-693.



thématique centrale des journaux<sup>1124</sup>, les journalistes jouant parfois les Cassandra médiatique. Combien de temps le mouvement va-t-il encore tenir ? Pourquoi l'occupation est-elle une cause perdue ?

Enfin, l'attention décuplée aux commentaires des cadres et leaders partisans témoigne d'une relative imperméabilité médiatique<sup>1125</sup> au langage de l'action collective. Ainsi un grand nombre d'articles situe Nuit debout sur le terrain de la politique conventionnelle : prises de position des professionnels de la politique, distance et incompréhension entre la mobilisation et le gouvernement socialiste, refus de se laisser instrumentaliser... La semi-occupation de la place de la République devient une pomme de discorde qui nourrit les controverses internes aux guerres d'appareil, notamment dans le parti socialiste<sup>1126</sup>. C'est principalement sous cet angle des interactions avec l'environnement politique<sup>1127</sup> que de nombreux articles font de Nuit debout un événement. A l'exception de quelques chefs de file qui se mêlent aux protagonistes (Europe-Ecologie Les Verts, Front de Gauche dont un certain nombre de militants sont actifs), la gauche « sociale-démocrate » du Parti Socialiste reste circonspecte, comparant la place de la République au « Speaker's Corner<sup>1128</sup> » de Hyde Park. Le discours d'opposition de la droite inscrit Nuit debout dans la catégorie des « troubles à l'ordre public <sup>1129</sup> » et appelle régulièrement à évacuer la place de la République dans un contexte marqué par l'état d'urgence consécutif aux attentats de novembre 2015.

### 3. La fabrication médiatico-politique des « mouvements de places »

Le corpus mobilisé dans cette seconde section se compose principalement de sources de presse écrite et ne représente par conséquent qu'un mince échantillon du phénomène médiatique des « Places ». Néanmoins, l'analyse d'un matériau qui reste disparate et nécessairement limité

---

<sup>1124</sup> Le 14 avril 2016, le quotidien conservateur *La Croix* titre « Nuit debout : un mouvement en quête de son second souffle » tandis que *Libération*, qui se définit comme plus progressiste, fait sa une sur l'extension géographique de la mobilisation.

<sup>1125</sup> Ugo MORET, « Nuit debout, L'imperméabilité médiatique de l'événement-média », 24 avril 2016. Accessible en ligne : [<https://www.observatoiredesmedias.com/2016/04/24/nuit-debout-impermeabilite-mediatique/>]

<sup>1126</sup> *Le Figaro*, « La gauche lorgne timidement vers le mouvement », 4 avril 2016 ; *Libération*, « Nuit debout : la classe politique prise au dépourvu », 7 avril 2016.

<sup>1127</sup> *L'Humanité* titre ainsi le 5 avril 2016 : « « Nuit debout » Myriam El Khomri feint de comprendre la contestation » qu'elle assimile à l'expression d'une exaspération justifiée.

<sup>1128</sup> Le *Speaker's Corner* est un espace situé au nord-Est du parc londonien *Hyde Park* et spécifiquement dédié à la prise de parole libre devant l'assistance du moment ; il remonte à 1872 et a donné son nom à d'autres endroits similaires dans le monde anglosaxon.

<sup>1129</sup> Compte-rendu de l'Assemblée Nationale, « Troubles à l'ordre public », Séance du 3 mai 2016 – Questions au gouvernement.

confirme le diagnostic déjà posé par Olivier Fillieule<sup>1130</sup> au sujet des limites méthodologiques d'une sociologie des mouvements sociaux par les médias. A se focaliser uniquement sur les sources de presse, on en apprend davantage sur les logiques qui commandent la fabrication médiatique d'un événement que sur les mobilisations en elles-mêmes. Il apparaît alors que les rassemblements ont été perçus selon plusieurs critères – nouveauté, nombre, caractère spectaculaire... - qui déterminent ce sur quoi les acteurs médiatiques - pigistes, reporters, chefs de rédaction... portent leur attention. Or le traitement différentiel de l'action collective par les médias joue aussi sur la manière dont les professionnels de l'information les mettent en récit. Autrement dit, il ne suffit pas de capter l'attention médiatique : encore faut-il déterminer ce qui retient l'attention. A la sélection d'un « événement » protestataire succède la seconde étape du découpage des faits rendus publics. Ce premier constat appelle une double remarque avant de récapituler les schèmes récurrents du cadrage médiatique des « mouvements de places » espagnols, turcs et français.

Premièrement, les journalistes n'évoquent que rarement l'ensemble des places occupées. Le regard médiatique a tendance à se centrer sur les épïcètres et les points chauds qui correspondent aux capitales et aux principales villes de chaque pays : Madrid, Barcelone et Séville en Espagne ; Istanbul, Ankara et Izmir pour Gezi et Paris pour Nuit debout, faisant ressortir, en particulier dans le cas français, un prisme centralisateur. Or les « Places » sont des rassemblements qui ont pour principale caractéristique d'être multi-situés, s'étant rapidement étendus à de nombreuses villes moyennes ainsi qu'à des localités plus petites. Celles-ci ne sont en général mentionnées qu'à travers des chiffres et des cartographies de la mobilisation en cours. L'exemple de Nuit debout montre comment la place de la République a éclipsé la dissémination des Nuits debout, parfois plus nombreuses en dehors de ce foyer d'émergence comme le soulève Cécile, 32 ans, membre du *media center* qui s'était spécialisée dans les revues de presse quotidiennes :

« - Même si tu regardes dans la presse, ça parlait quasiment que de Nuit Debout Paris. Moi ça me foutait par terre, il y avait des soirs où il y avait plus de monde à Lyon qu'à Paris et les médias continuaient à ne parler que de Paris...<sup>1131</sup> »

Les journaux nationaux ne mentionnent en effet que rarement les places investies ailleurs en France, de façon sporadique (Marseille, Rennes, Lille) ou plus soutenue (Lyon, Clermont-Ferrand, Nantes). Ils passent ainsi sous silence des initiatives qui ne sont traitées qu'à une

---

<sup>1130</sup> Olivier FILLIEULE, « 10. On n'y voit rien. Le recours aux sources de presse pour l'analyse des mobilisations protestataires » in Pierre FAVRE (éd.), *L'atelier du politiste. Théories, actions, représentations*. Paris, La Découverte, « Recherches/Territoires du politique », 2007, p. 215-240

<sup>1131</sup> Entretien avec Cécile, *op cit.*

échelle locale et souvent de manière dépréciative<sup>1132</sup>. A l'exception des médias indépendants, les principaux journaux télévisés et la presse écrite sont restés muets lorsque le mouvement a « pris » dans le parc Gezi tandis que les reporters envoyés par des médias internationaux, majoritairement anglophones, ont très vite établi leur quartier-général à proximité de la place Taksim. Ce contraste confirme la nécessité de *territorialiser* l'analyse du traitement médiatique. Deuxièmement, il ressort du corpus constitué dans les pages qui précèdent que les acteurs médiatiques sont confrontés à des difficultés qui ne sont pas spécifiques à l'enquête journalistique et qui concernant le rapport aux phénomènes collectifs. C'est ainsi que plusieurs schèmes récurrents guident les descriptions et la mise en intrigue des « Places » :

- un schème *anthropomorphique* qui fait « du » 15M, « du » Gezi ou de « la » Nuit debout le sujet d'une action et prête des traits humains – une intentionnalité et une unité - à ce que les analyses holistes spécifient comme des « êtres collectifs<sup>1133</sup> » ;
- un schème *morphologique* qui se centre principalement sur des aspects objectivables comme le nombre, la localisation, les modalités de l'action au détriment des revendications et des raisons d'agir, de ce qui se passe à l'intérieur du mouvement ;
- un schème *analogique* : c'est ainsi que les campements espagnols sont décrits à l'aune de l'occupation de la place Tahrir au cours de la révolution égyptienne de 2011 ; la mobilisation de Gezi est présentée par les médias « étrangers » sous l'angle d'un « printemps turc » ; dans la presse française, il est question des « Indignés de République »... La mise en perspective des « Places » avec des événements historiques comme la « Commune » ou « Mai 1968<sup>1134</sup> » ne provient pas seulement de l'imagination journalistique : elle émane aussi du lexique autochtone. Dans les médias, c'est un discours majoritairement produit par des commentateurs autorisés : éditorialistes, intellectuels, scientifiques ou politiques qui sont interviewés ou signent une tribune dans un grand quotidien.

En faisant d'une action collective polymorphe un « événement » de premier-plan, les médias ne se comportent pas comme de simples miroirs : ils jouent un rôle d'acteur à part entière des

---

<sup>1132</sup> Ce n'est pas l'objet de cette étude mais on aurait pu démontrer sans trop de difficultés comment un journal régional tend à disqualifier systématiquement les Nuits debout rennaises tout en traitant beaucoup plus positivement les rassemblements de la place de la République.

<sup>1133</sup> On fait la même chose en évoquant, pour des commodités d'expression, « les » ou « la » Place non pas comme un acteur mais comme un actant des mouvements. Sur la différence entre acteur et actant cf Jean-Claude PASSERON, « Acteur, agent, actant : personnages en quête d'un scénario introuvable », *Revue européenne des sciences sociales*, Sciences, 2001, n°XXXIX-121, p. 15 – 30.

<sup>1134</sup> Bernard-Henri LEVY, « Rentrée des fantômes », 3 mai 2016. On trouve aussi une comparaison du 15M avec Mai 1968 dans les colonnes d'*El Pais* par exemple. cf ARROYO Eduardo, « Sol visto desde Mayo 68 », *El Pais*, 5 juin 2011 et dans le journal turc *demokrathaber*. *Demokrathaber*, 23 novembre 2013, accessible en ligne : [<https://www.demokrathaber.org/tarih/gezi-13-ve-paris-68-arasindaki-20-benzerlik-h25185.html>]

séquences contestataires. Dès lors que les occupations de places ne correspondent pas à des « mobilisations consensuelles <sup>1135</sup> » capables de neutraliser temporairement les clivages partisans et d'emporter une adhésion multisectorielle quasi-unanime, les discours médiatiques ont force d'interprétation. Non pas simplement parce que le discours médiatique serait guidé par le sensationnalisme (et le dessein de vendre plus de papier ou de faire plus d'audience) ou parce qu'il porterait l'empreinte de la subjectivité de leurs auteurs <sup>1136</sup> : ce sont des biais attendus et impossibles à éviter. Plus significative est la manière dont une majorité des discours médiatiques (pas tous) se muent en opérateurs de la dépréciation sociale, en particulier lorsqu'ils contribuent au procès en incompétence politique des acteurs de la « Place » et se font le relais des acteurs politiques.

La porosité structurelle des champs médiatique et politique, qui peut même s'exacerber dans des conjonctures à tendance autoritaire comme la Turquie d'Erdogan <sup>1137</sup>, est une clef de lecture primordiale pour saisir la symbiose médiatico-politique qui préside à la logique d'événementialisation. Force est de constater que les journalistes de terrain ou de plateau donnent davantage la parole aux autorités publiques défiées qu'à celles et ceux qui battent le pavé. La parole protestataire n'est pas absente pour autant mais elle est le plus souvent réduite à sa plus simple expression, sous une forme de « sloganisation <sup>1138</sup> ». L'omniprésence du prisme politique dans les médias conduit à analyser les occupations de places à l'aune de logiques de classement et de principes de division qui leur sont exogènes. Pour qui roulent les *quincemayistas*, les *gezici* ou les *deboutistes* ? Quel parti parviendra à tirer les marrons du feu le moment venu ? Quel est le profil électoral des individus et groupes présents sur place ? Il s'agit alors soit de faire le diagnostic des forces politiques sur place ou en embuscade, soit de faire le pronostic des partis qui pourront rafler la mise. On observe que la mise à l'agenda des « Places » s'accompagne d'un glissement vers l'agenda politique, vers le terrain des rivalités électorales ou des intrigues partisans.

Les médias ne se font pas seulement l'écho des discours politiques auxquels ils prêtent une attention décuplée : ils en fabriquent aussi de toutes pièces, apposant des étiquettes rarement valorisantes sur les manifestants. A la fois relais et instigateur, les acteurs médiatiques

---

<sup>1135</sup> Erik NEVEU, « 12. Médias et protestation collective », *op cit.* En 1996, une marche blanche silencieuse avait été organisée entre les deux gares de Bruxelles, en réaction à l'affaire Dutroux et à l'initiative des parents d'enfants disparus, suscitant l'approbation de l'ensemble des médias.

<sup>1136</sup> En dépit des tentatives d'objectiviser le discours qui font partie de la culture du métier de journaliste. Robert VION, « Reprise et modes d'implication énonciative », *La linguistique*, 2006/2 (Vol. 42), p. 11-28.

<sup>1137</sup> Ahmet INSEL, *La nouvelle Turquie d'Erdogan : du rêve démocratique à la dérive autoritaire*, La Découverte, 2017.

<sup>1138</sup> Thomas R. ROCHON, « The West European Peace Movement and the Theory of New Social Movements » in Russell J. Dalton et Manfred Kuechler, *Challenging the Political Order*, Cambridge, Polity Press, 1990, p. 108.

mobilisent des figures dépréciatives de la marginalité sociale. Ces opérations d'étiquetage contribuent à faire de la contestation collective une forme de déviance tout en remettant en cause leur légitimité politique. Les « Places » seraient occupées qui par des « jeunes », qui par des « marginaux », qui par des « violents ». C'est ainsi que les *quincemayistas* ont été étiquetés comme des « *perroflautas* » ou « *rastaflautas* » (littéralement, les personnes qui vivent dans la rue en jouant de la flûte et en compagnie de chiens), les *geziciler* comme « *çapulçu* » et les *deboutistes* comme des « casseurs » ou des « bobos<sup>1139</sup> ». Ce qui importe du point de vue sociologique ne tient pas tant au caractère fondé ou non de ces allégations qu'au raisonnement qui les sous-tend. Car ces discours médiatiques reposent sur un syllogisme caché<sup>1140</sup> qui dissimule à la fois sa majeure et sa conclusion. Si on prend l'exemple de l'association des acteurs de Nuit debout à des « bourgeois-bohèmes » (qui donne par sa contraction l'expression de « bobos »), c'est-à-dire d'un groupe constitué de cadres et professions intellectuelles souvent déclassées mais fortement dotés en capitaux culturels, cette affirmation sous-entend que le groupe en question n'est pas légitime à protester du fait de sa condition matérielle favorable par opposition à d'autres groupes sociaux davantage exposés à l'exploitation et à l'oppression. Cette prémisse – « les bobos ne sont pas des acteurs protestataires légitimes » - amène à conclure que le collectif « Nuit debout » manque de légitimité pour porter la cause du plus grand nombre – c'est la conclusion du syllogisme.

La thématization récurrente de la « violence » participe également de ce processus d'étiquetage qui met l'accent sur l'écart entre les rassemblements de places et les normes de l'activité politique. La fabrique de la déviance protestataire connaît bien sûr des variations de contexte et d'intensité. Toujours est-il qu'en identifiant les acteurs (ou une partie d'entre eux mais qui discrédite l'ensemble) à des « violents » (quand il est question de *kale borroka*), en comparant les manifestants de Gezi à des « terroristes » ou la frange la plus radicale de Nuit debout à des « casseurs » qui parasiteraient le mouvement, les étiquettes médiatiques ou politiques (ou les deux ensemble) sont autant de façons de refuser aux protagonistes le titre d'acteur suivant des degrés variables de criminalisation. Ces entreprises de dé-légitimation des occupations de places s'inscrivent de plain-pied dans les luttes de définition de la « violence ». Elles sont aussi à mettre au compte de l'insensibilité structurelle<sup>1141</sup> des médias vis-à-vis de la politique de la rue.

---

<sup>1139</sup> Eric VERHAEGHE, « Nuit debout : le crépuscule des bobos », *Le Figaro*, 8 avril 2016.

<sup>1140</sup> Howard S. BECKER, « L'enquête de terrain : quelques ficelles du métier », *Sociétés contemporaines*, n°40, 2000, pp. 151-164.

<sup>1141</sup> Olivier FILLIEULE, Pierre FAVRE, « Manifestation » in Olivier FILLIEULE (éd.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*. 2e édition mise à jour et augmentée, op cit, pp. 363-371.

## CONCLUSION du chapitre

L'espace de la coprésence ouvert par les rassemblements n'est pas uniquement urbain : il présente aussi une dimension virtuelle et médiatique. Caractériser les séquences 15M, Gezi et Nuit debout comme des événements médiatiques fait ressortir un processus de *co-construction conflictuelle* entre les protagonistes et les médias, ce qui conduit à interroger les interactions des mobilisations avec leur environnement médiatique. Car les « mouvement de places » déploient une intense activité médiatique : automédias (qui forment une constante de l'action collective<sup>1142</sup>), porte-parole officieux ou mandatés, « personnes-ressources » et surtout recours aux réseaux socio-numériques. Les pages Facebook et comptes Twitter ne servent pas qu'à s'organiser en l'absence de structure préexistante : ils sont aussi un moyen efficace d'atteindre les acteurs du champ médiatique. Car ces derniers continuent de faire office d'opérateurs de certification (de *gatekeeper*) suivant les routines d'un « dispositif social de détection<sup>1143</sup> ». Ainsi les médiactivistes ne cherchent pas tant à se substituer aux médias dits « *mainstream* » qu'à se positionner « tout-contre » de sorte à orienter leur agenda. C'est ce qu'on a tenté de montrer à travers la tactique du piratage médiatique mise en œuvre par une poignée de *debutistes* dans la nuit du 31 mars au 1<sup>er</sup> avril 2016 (32 mars). Cet exemple confirme néanmoins que l'événement est « le produit inattendu et conflictuel des stratégies d'événementialisation déployées par les groupes mobilisés<sup>1144</sup> ». Il importe aussi d'interroger comment les médias contribuent à la dynamique des « mouvements de places ». Lorsqu'ils inscrivent les rassemblements à l'agenda, ces groupes professionnels tracent les contours et décident du contenu des événements. Ils tendent à imposer un bornage chronologique (quand commence et surtout quand finit l'événement ?) et un périmètre spatial (focalisant le regard sur l'épicentre), à valoriser les figures légitimes de la protestation (le « bon » citoyen ou le manifestant pacifiste) et à sanctionner les comportements déviants. Ce faisant, les mises en récit médiatiques participent à la « pluralité des interprétations qui donnent corps à

---

<sup>1142</sup> Automédias dont les supports varient et se multiplient en fonction de l'évolution des moyens de communication. Sur l'occupation des ondes par les ouvriers lorrains et l'exemple de la Radio Lorraine Cœur d'Acier, cf les travaux d'Ingrid HAYES, *Radio Lorraine Cœur d'Acier, Longwy, 1979-1980 : les voix de la crise : émancipations et dominations en milieu ouvrier*, Thèse de doctorat, Paris 1, 2011.

<sup>1143</sup> Nagisa MITSUSHIMA, « Les institutions de la stupeur. Retour sur les sociologies de l'événement », *Sociétés Plurielles*, 2017, n° 1., p. 19.

<sup>1144</sup> *Ibid*, p. 13.

l'événement<sup>1145</sup> ». C'est aussi la raison pour laquelle le recours aux sources de presse présente de nombreux biais<sup>1146</sup>.

C'est une mise en garde qui semble d'autant plus nécessaire que les approches philosophiques ont souvent tendance à les mobiliser. Rares sont en effet les travaux théoriques à être fondés empiriquement<sup>1147</sup> ou du moins à aborder cette question pourtant centrale du rapport à l'objet ou à l'événement<sup>1148</sup>. Nombre de théoriciens ne prennent pas la peine de se positionner soit parce qu'ils mobilisent exclusivement des sources de presse, soit parce qu'ils procèdent à une évasion des sources qui ne permet pas toujours de saisir leur point de vue<sup>1149</sup> (d'où parle celle ou celui qui écrit ?). Dans les deux cas, cette faille méthodologique tend à négliger les luttes de définition qui ont déjà cours « à chaud » et qui participent à la construction de la réalité sociale en amont de sa mise en débat théorique. Pour autant, l'événement est loin de se réduire à sa signification médiatique comme on l'a souligné en introduction. Un événement arrive toujours à quelqu'un(e). Il importe donc d'interroger l'expérience de celles et ceux qui l'ont vécu pour saisir ce qui s'y joue. L'examen croisé des conditions d'apparition des « mouvements de places » barcelonais, stambouliote et parisien permet alors d'éviter l'écueil spontanéiste.

Poste d'observation privilégié, les traces numériques laissées par les « Places » attestent de la densité interactionnelle entre acteurs et détracteurs. Les slogans sont façonnés en partie par les termes infâmants ou stigmatisants, de même que les symboles et les images de mobilisations « hors-cadre » qui conjurent les sigles et drapeaux partisans et nationaux (sauf dans le cas turc). Un des exemples les plus probants sur ce point tient à la célérité avec laquelle le pingouin est devenu un des symboles de Gezi. Les protagonistes l'ont massivement investi, sur les murs

---

<sup>1145</sup> *Ibid.*

<sup>1146</sup> On renvoie à la critique de la thèse développée par Patrick Champagne par Pierre Favre qui dénonce le biais méthodologique consistant à généraliser à partir de données exclusivement récoltées par la voie de la presse, enfermant la démonstration dans un « cercle méthodologique ». cf Pierre FAVRE, « Les manifestations de rue entre espace privé et espaces publics » in Pierre FAVRE (éd.), *L'atelier du politiste. Théories, actions, représentations*. Paris, La Découverte, « Recherches/Territoires du politique », 2007, p. 193-213. Cf également Patrick CHAMPAGNE, « La manifestation. La production de l'événement politique » in *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 52-53, juin 1984, pp. 19-41. Voici un extrait qui résume bien le point de vue développé : « on pourrait presque dire, sans forcer l'expression, que le lieu réel où se déroulent les manifestations, [...] n'est pas la rue, simple espace apparent, mais la presse (au sens large). ».

<sup>1147</sup> Réjane SENAC, *L'égalité sous conditions. Genre, parité, diversité*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2015. C'est le cas par exemple de l'enquête de Réjane Sénac qui croise analyse de discours et discussion théorique dans une démarche qualitative qui articule sociologie des politiques publiques, des rapports sociaux et théorie politique.

<sup>1148</sup> David GRAEBER, *Comme si nous étions déjà libres*, Lux éditeur, 2014. Etienne TASSIN, « Nuit debout, un manifeste? », *Les Temps Modernes*, 2017, no 4, p. 167-180. Dans un ouvrage qui se positionne clairement dans le sens d'une anthropologie anarchiste, Graeber adopte un point de vue endogène puisqu'il a été un des initiateurs d'*Occupy Wall Street*. Toute autre est la position que clarifie Tassin dans son texte au sujet de Nuit debout puisqu'il souligne ne pas avoir participé du tout aux rassemblements de la place de la République.

<sup>1149</sup> Michael HARDT, Antonio NEGRI, *Assembly*, Oxford University Press, 2017 ; Albert OGIEN, Albert, Sandra LAUGIER, *Le principe démocratie : enquête sur les nouvelles formes du politique*, La découverte, 2014.

comme sur les réseaux, après que la chaîne turque CNN ait diffusé un documentaire programmé de longue date sur les animaux marins en passant sous silence les affrontements qui se déroulaient non loin sur la place Taksim le 2 juin 2013. Comprendre la manière dont se fabriquent les événements implique aussi de se rappeler qu'ils ne se produisent pas seulement sur les écrans ou dans les colonnes des journaux : les rassemblements sont reliés à des réseaux et à des dynamiques qui les précèdent.



## Chapitre IV. L'émergence des rassemblements de places 15M, Gezi, Nuit debout

« Toutes les soi-disant théories des mouvements sociaux sont en fait des théories de l'émergence<sup>1150</sup> » : saisir les conditions d'apparition des rassemblements de places barcelonais, stambouliotes et parisiens implique d'interroger l'*ex ante* des événements sans céder à une illusion étiologique<sup>1151</sup>. L'objectif du présent chapitre n'est donc pas de déterminer des causes mais d'identifier ce qui les a rendus possible. Il discute dans un premier temps le contexte global d'émergence qui a souvent été présenté comme le dénominateur commun de mouvements qui seraient *anti-néolibéraux*. Mais cette échelle d'analyse manque la médiation de réseaux – affinitaires, militants et activistes - et les initiatives de collectifs qui ont posé les conditions de leur propre débordement. Contextualiser ne doit pas en effet conduire à occulter la part de spontanéité caractéristique de séquences dont la temporalité est « explosive<sup>1152</sup> ». Elle impose au contraire de prendre d'autant plus au sérieux la spontanéité qu'elle est contextualisée. Quelles sont les régularités de ces processus de « débordement » (terme émique) que décrivent les acteurs ? Quels rôles respectifs reviennent aux organisations et aux émotions ? Le présent chapitre se déroule donc en deux phases : d'abord, une mise en perspective structurelle et conjoncturelle des « Places » (I) ; puis une analyse comparée de la dimension spontanée des des « mouvements de places » barcelonais, stambouliote et parisien (II).

### Section 1. Généalogie croisée des rassemblements de places

Cette première section aborde le contexte à plusieurs échelles. Elle prend pour point de départ l'hypothèse souvent avancée de l'explication causale selon laquelle les « mouvements de places », en dépit de leurs variantes anti-austéritaire (15M) et anti-autoritaire (Gezi), seraient la conséquence de la « néolibéralisation du monde » qui s'articulerait avec un évidement des gouvernements représentatifs (1). Mais cette échelle macroscopique ne permet guère de saisir le passage du contexte à l'action : elle requiert de se situer à une échelle « méso » pour

---

<sup>1150</sup> Doug MCADAM, « 'Initiator' and 'spin-off' movements : Diffusion processes in protest cycles », *Repertoires and cycles of collective action*, 1995, vol. 217, p. 239

<sup>1151</sup> Michel DOBRY, *Sociologie des crises politiques*, *op cit*, chapitre 1.

<sup>1152</sup> Georges GURVITCH, *La vocation actuelle de la sociologie*, Paris, PUF, 1963.

comprendre la manière dont des collectifs se réapproprient ce contexte général au plan local et vont jouer un rôle déterminant dans l'apparition des mobilisations (2).

## **1. Contester en contexte néolibéral et post-démocratique**

Dans son ouvrage *Rassemblement*, Judith Butler soutient que les « mouvements de places » manifestent une opposition globale à différentes formes de précarisation néolibérale<sup>1158</sup>. En d'autres termes, ces mobilisations manifesteraient l'étiement du consensus « post-fordiste<sup>1159</sup> ». Appliquer cette hypothèse aux cas espagnol, turc et français met en relief des processus situés de néolibéralisation de l'action publique (1) concomitants avec une tendance à la dé-démocratisation des gouvernements représentatifs (2). Il n'est pas dit pour autant que cette échelle d'analyse soit la plus pertinente. Les rassemblements ne sont pas que les effets « locaux » de causes « globales » qui ne sont qu'un élément du contexte dans lequel s'inscrivent des constellations d'individus et de groupes aux expériences contrastées.

### **1.1. Crise de la délégation et néolibéralisation de l'action publique**

Le 19 juin 2011, les multiples campements qui ont essaimé à travers le territoire espagnol appellent à manifester contre la ratification du pacte pour l'Euro : « Empare toi de la rue / 19.06.11 / L'Europe pour les citoyens et non pour les marchés / Dis non au Pacte pour l'euro<sup>1160</sup> » peut-on lire sur les affiches fabriquées par les manifestants, beaucoup plus nombreux que lors de la manifestation du 15 mai (mais aussi par comparaison avec la manifestation intersyndicale du 14 mai). Le pacte pour l'Euro est un accord économique qui rassemble les 17 Etats de la zone Euro (plus des Etats d'Europe de l'Est) entériné le 25 mars 2011. Il acte une baisse des charges sociales et trace une ligne budgétaire stricte s'inscrivant l'ensemble des mesures destinées à faire face aux conséquences de la crise globale déclenchée par l'effondrement du marché spéculatif des crédits immobiliers aux Etats-Unis.

C'est dans ce contexte que le PSOE de José-Luis Zapatero, au pouvoir depuis 2004, négocie un virage austéritaire qui s'échelonne entre 2008 et 2010 alors que son programme électoral était principalement redistributif. En 2008, les premières mesures d'austérité sont adoptées sous l'impulsion de la Troïka (Fonds monétaire international, Commission européenne, Banque

---

<sup>1158</sup> Judith BUTLER, *Rassemblement : pluralité, performativité et politique*, op cit, p. 28.

<sup>1159</sup> Ce qui signifie l'incapacité croissante des politiques néolibérales à satisfaire des groupes sociaux, en particulier les classes moyennes urbaines diplômées.

<sup>1160</sup> Affiche de l'appel à manifester le 19 juin 2011 contre le Pacte pour l'Euro.

centrale européenne) cumulant « gel des postes et réduction de 5 % des salaires dans la fonction publique ; hausse de la TVA ; gel des pensions de retraite et augmentation de l'âge de départ à 67 ans ; suppression des avancées sociales de la législature antérieure (« chèque bébé » et déduction d'impôts) ; réforme du droit du travail<sup>1161</sup> ». Le gouvernement socialiste adopte plusieurs plans de rigueur consécutifs (29 janvier 2010, 12 mai 2010). L'effondrement concomitant de « l'économie de la brique » amplifie les conséquences sociales des cures d'austérité budgétaire avec une accélération brutale des expulsions, de nombreux foyers se retrouvant dans l'impossibilité de rembourser leurs créances. En 2007, la libéralisation du marché hypothécaire avait facilité l'accès au crédit favorisant le surendettement et la spéculation immobilière. En parallèle des coupes dans les retraites et les services publics, l'Etat espagnol participe au renflouement des banques alors que dans le même temps 46,2% de la tranche d'âge 15 – 24 ans n'ont pas accès à l'emploi contre 24,5% en 2008<sup>1162</sup>.

Les syndicats majoritaires ne restent pas passifs face à cette situation mais ils ne parviennent pas à s'imposer. Les deux confédérations Commissions ouvrières (*Comisiones Obreras*, CC. OO) et l'Union Générale des travailleurs (*l'Unión general de los Trabajadores*, UGT) lancent deux appels à la grève générale à quelques mois d'intervalles le 29 septembre 2010 et le 27 janvier 2011. La première contre la réforme du droit du travail et l'assouplissement drastique des conditions de licenciement<sup>1163</sup> ; la seconde contre la réforme des retraites. Mais la CC.OO et l'UGT cèdent devant l'accord du 27 janvier 2011<sup>1164</sup> qui porte l'âge légal de la retraite à 67 ans (pour ceux qui ont cotisé moins de 38,5 ans)<sup>1165</sup>. Dans un contexte « quasi-fédéraliste<sup>1166</sup> » de décentralisation (l'Espagne compte 17 communautés autonomes), le gouvernement catalan

---

<sup>1161</sup> Mathieu PETITHOMME, « La Catalogne, du nationalisme à l'indépendantisme ? Les enjeux d'une radicalisation », *Critique internationale*, vol. 75, n° 2, 2017, pp. 133-155.

<sup>1162</sup> Source EUROSTAT, « Taux de chômage par âge », [[https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/tepsr\\_wc170/default/table?lang=fr](https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/tepsr_wc170/default/table?lang=fr)]. En Espagne, pour les 25 – 29 ans, le taux de chômage double quasiment entre 2008 et 2011, de 13,3% à 26,3%.

<sup>1163</sup> La loi 35/2010 du 17 septembre 2010 portant mesures urgentes pour la réforme du marché du travail, BOE, n°227, 2010, p. 79278, qui reprend un décret-loi du 16 juin 2010.

<sup>1164</sup> Adoración GUAMAN HERNANDEZ, Olivier LECLERC, « Se réformer pour mieux s'adapter ? Le droit du travail espagnol face à la crise économique », *Droit ouvrier*, n° 763, févr. 2012, pp. 116-123. « Sans doute faut-il y voir un signe d'une désaffection à l'égard des syndicats les plus représentatifs qui, s'ils n'ont pas approuvé la loi du 17 septembre 2010, ont accepté peu après le recul de l'âge de départ à la retraite (Acuerdo social y económico para el crecimiento, el empleo y la garantía de las pensiones, 2 févr. 2011) ».

<sup>1165</sup> Les retraités ne sont pas la seule catégorie concernée par ces mesures drastiques : la suppression de l'allocation d'aide aux chômeurs en fin de droits, le report de l'âge légal de départ à la retraite de 65 à 67 ans, la baisse du traitement des fonctionnaires de 5 % en moyenne en 2010 et leur gel en 2011, la suspension pour 2011 de la revalorisation des pensions de retraite, la suppression de l'allocation versée lors d'une naissance à partir du 1er janvier 2011.

<sup>1166</sup> Le quasi-fédéralisme espagnol oriente la contestation barcelonaise à la fois contre le gouvernement central et contre la *Generalitat* catalane. Il se matérialise aussi concrètement par la coprésence de deux catégories distinctes des forces anti-émeutes : la *Guardia Civil* et le *Mossos d'Esquadra* qui est une spécificité barcelonaise.

« Convergence et Union » (CiU<sup>1167</sup>), au pouvoir depuis 2010, se fait le relais des mesures de rigueur qu'il tend même à amplifier. Les coupes dans les budgets publics vont bon train. A Barcelone, la grève intersyndicale du 29 septembre 2010 est marquée par une contre-mobilisation de militants et d'activistes de la gauche extra-parlementaire (anarcho-libertaires, *okupas*, etc.) qui occupent une banque désaffectée donnant sur la place de la Catalogne. Ils dénoncent l'incurie des partis et des syndicats à défendre les intérêts de celles et ceux qu'ils sont supposés représenter. Si l'Espagne est préservée des procédures strictes imposées à d'autres Etats-membres (Grèce<sup>1168</sup>, Irlande, Lettonie, Portugal, Roumanie), ce n'est pas le seul pays à conjuguer cures d'austérité et « politique de l'offre » suivant les recommandations européennes<sup>1169</sup>. Les instances de l'Union Européenne exercent ainsi une pression décisive sur les prises de décision par les gouvernements nationaux. L'analyse comparative des dispositifs rhétoriques mis en place par plusieurs chefs d'Etat<sup>1170</sup> démontre comment ces derniers cherchent à garder la face, affirmant l'autonomie symbolique de la sphère politique nationale tout en dissimulant une perte d'autonomie réelle.

C'est ainsi que jusqu'à la fin de son mandat en novembre 2011, José-Luis Zapatero recourt à des métaphores *naturalisantes* qui présentent la crise comme un phénomène accidentelle et inéluctable contre lequel il n'existe qu'un seul remède. Seul le cap de l'austérité serait ainsi susceptible de sauver des eaux le navire « Espagne ». En tant que locuteur, Zapatero se présente tacitement comme le capitaine capable de maintenir ce cap pour sortir de la tempête. La naturalisation des affaires politiques confond ce qui relève du choix et des contraintes qui informent toute prise de décision ; elle tend également à nier l'incertitude dans laquelle évoluent les gouvernants. Ce type de combinaison qui n'est pas propre au chef de l'Etat espagnol a pour effet de dépolitiser les questions économiques en présentant les « thérapies de choc » comme une nécessité. On observe un phénomène analogue à travers la rhétorique de la modernisation et de l'adaptation<sup>1171</sup> qui est au principe des entreprises de légitimation de la loi « travail<sup>1172</sup> ».

---

<sup>1167</sup> Fédération de deux partis catalans centristes : UDC et CDC : Union Démocratique de Catalogne et Convergence Démocratique de Catalogne. Fédération en 2001.

<sup>1168</sup> En Grèce, les réformes et les modifications qui assouplissent le droit du travail ont été largement imposées par la TROÏKA (Commission européenne, Banque central européenne, Fonds Monétaire International) en échange des prêts accordés à Athènes pour éponger sa dette publique.

<sup>1169</sup> Christophe DEGRYSE, « La nouvelle gouvernance économique européenne », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2012/23, n° 2148-2149, p. 5-82.

<sup>1170</sup> Arthur BORRIELLO, *Quand on n'a que l'austérité. Abolition et permanence du politique dans les discours de crise en Italie et en Espagne (2010-2013)*, Editions de l'université de Bruxelles, 2018. Cf aussi son article : Arthur BORRIELLO, « Les métaphores de l'austérité. Abolition et préservation de l'autonomie du champ politique dans les discours de crise en Italie et en Espagne », *Mots. Les langages du politique*, 115, 2017.

<sup>1171</sup> Barbara STIEGLER, *Il faut s'adapter : sur un nouvel impératif politique*, Paris, Gallimard, 2019.

<sup>1172</sup> *Les Echos*, « Entretien avec Myriam El Khomri », 17 février 2016. Accessible en ligne : [\[https://www.lesechos.fr/2016/02/myriam-el-khomri-il-ny-a-aucun-recul-des-droits-des-salaries-197427\]](https://www.lesechos.fr/2016/02/myriam-el-khomri-il-ny-a-aucun-recul-des-droits-des-salaries-197427).

Toute protestation se trouve ainsi discréditée comme un refus de s'adapter à ce qui est présenté comme inévitable, reléguant les mobilisations comme le « mouvement contre la loi travail » au rang des résistances archaïques ou des réflexes corporatistes.

La loi « travail » s'inscrit dans la continuité des mesures de dérégulation recommandées par l'Union Européenne et déjà appliquées en Espagne ou en Italie avec la promulgation du « *Job's Act*<sup>1173</sup> ». Le projet de loi du gouvernement belge (qui augmente le temps de travail hebdomadaire de 39 à 45 heures) est concomitant avec celui de la loi présentée le 17 février 2016 par le gouvernement français. Il reprend dans les grandes lignes les recommandations émises par le Conseil européen en juillet 2015 - dans le cadre de sa mission de surveillance budgétaire pour contrôler les déficits excessifs - au lendemain du troisième plan de « sauvetage » de la Grèce le 15 juillet 2015<sup>1174</sup>. Ces injonctions à libéraliser le droit du travail font partie de la « stratégie Europe 2020 » qui renforce la coordination des politiques économique. Le projet de loi qui préconise d'assouplir le code du travail aux dépens des instances de négociation collective<sup>1175</sup> ne marque cependant pas un tournant dans la présidence de François Hollande<sup>1176</sup>.

Une fois élu, sa politique économique s'est d'emblée orientée vers une politique de l'offre avec le Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) tournant le dos aux promesses électorales d'une politique redistributive. Ce changement de cap n'est pas seulement circonstanciel : il porte au jour une mutation des gauches européennes de la social-démocratie vers le social-libéralisme.

---

L'entretien se conclut par une critique du monde « clos » et une injonction à « évoluer » donc à s'adapter aux règles concurrentielles qui le régissent et qui sont présentées comme inéluctables. *In extenso* : « Le débat va être très nourri, car il y a un changement de philosophie important. Je le redis : nous voulons faire avancer le pays par le dialogue social, garantir davantage de droits réels et rendre les entreprises plus compétitives. [...] Nous ne vivons pas dans un monde clos et nous devons nous aussi évoluer. » Il est à noter que le projet de loi a été soutenu par le patronat français via le Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) ainsi que par le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker qui a déclaré le 31 mai 2016 à Paris : « Ce n'est pas un attentat contre le droit du travail français. C'est le minimum de ce qu'il faut faire ». Pour plus de précisions sur les entreprises de légitimation de la loi « Travail », cf. Philippe LEGE, *Production et légitimation d'une réforme : Le « projet de loi Travail »*, Vulaines-sur-Seine, Les Editions du Croquant, 2019.

<sup>1173</sup> Isabelle SCHÖMANN, « Réformes nationales du droit du travail en temps de crise : Bilan alarmant pour les droits fondamentaux et la démocratie en Europe », *Revue Interventions économiques*, 52 | 2015, mis en ligne le 01 mars 2015, consulté le 08 septembre 2020 ; MARTIN Philippe, « Le droit du travail en Espagne et en Italie. Convergences, divergences, singularités », *Les cahiers Irice*, 2014/1, n° 11, p. 37-52. Des réformes similaires ont été mises en place en Roumanie, en Hongrie ou encore au Portugal.

<sup>1174</sup> Journal Officiel de l'Union Européenne, « Recommandation du conseil du 14 juillet 2015 concernant le programme national de réforme de la France pour 2015 et portant avis du Conseil sur le programme de stabilité de la France pour 2015 ».

<sup>1175</sup> Vincent MARISCAL, « La négociation collective" sans peine". La loi El Khomri et l'avenir de la démocratie d'entreprise en Europe » in *Septième congrès triennal de l'Association belge francophone de science politique (ABSP)* ; 2017 ; Laurent WILLEMEZ, « Le travail dans son droit. Sociologie historique du droit du travail (1892-2017) », LGDJ, 2017, Contextes. Il s'agit surtout de favoriser les accords d'entreprise par rapport aux accords de branche, ce qui revient à inverser la hiérarchie des normes dans le droit du travail.

<sup>1176</sup> Éléa POMMIERS, *La politique économique de François Hollande (2012-2014). Trahison électorale, ralliement économique, rupture politique*, Mémoire de Science politique, 2016.

Ce glissement prend acte du libéralisme à la fois comme fait social et comme doctrine. On peut se référer à la définition que donne Thibaut Rioufreyt qui en a isolé les principaux traits :

« Les sociaux-libéraux considèrent donc comme horizon indépassable non seulement le capitalisme (entendu comme mode de production) et le cadre politique de la « démocratie libérale », mais également, et c'est là le point de rupture avec la social-démocratie, le libéralisme économique (entendu comme mode de gestion et d'allocation des richesses produites). En ce sens, le social-libéralisme est bel et bien un post-socialisme<sup>1177</sup> »

Selon Thibaut Rioufreyt, la principale différence entre sociaux-démocrates et sociaux-libéraux réside dans le fait que ces derniers ne visent plus l'égalisation des rapports sociaux, avec la dépense publique comme régulateur et opérateur de redistribution (via les impôts et les taxations), mais une égalité d'accès « au » marché, tant dans les sphères de la production (« marché » de l'emploi) que de la consommation. Les sociaux-libéraux auraient intériorisé les vertus de la dérégulation et le principe de la mise en concurrence des individus. Il ne serait donc plus question de changer en profondeur la structure sociale. D'où le terme de post-socialisme qui souligne l'absence de perspective de dépassement du capitalisme et du principe d'accumulation qui le fonde. Il ne s'agit plus d'envisager une transformation d'ensemble de la société mais d'outiller les individus de sorte à ce qu'ils puissent s'y adapter du mieux possible, en particulier en s'insérant sur le « marché » de l'emploi qui organise l'activité économique. Le social-libéralisme constitue un type d'arrangement spécifique qui n'évacue pas la composante réformiste caractéristique de la social-démocratie mais tend à la subordonner au néolibéralisme. Tel un Janus à deux têtes, ce courant présente donc un caractère à la fois hybride et asymétrique dès lors que la composante néolibérale prend le dessus sur les racines sociales-démocrates<sup>1178</sup>. Le néotravailleursisme du New Labour constitue une des premières manifestations d'un phénomène qui tend à faire du socialisme davantage un label électoral qu'une philosophie d'action publique. La mutation du PSOE et du PS participe également de cette *néolibéralisation*<sup>1179</sup> des partis de gauche.

Il est hors de portée de définir le néolibéralisme dans les pages qui suivent ; on se contentera d'en dégager les traits les plus saillants et de souligner le caractère processuel de cette

---

<sup>1177</sup> Thibaut RIOUFREYT, « Le social-libéralisme, du label politique au concept scientifique », *Raisons politiques*, vol. 61, n° 1, 2016, pp. 115-127.

<sup>1178</sup> Serge AUDIER, *Le Socialisme libéral*, Paris, La Découverte, 2006. L'hybridation du socialisme avec le néolibéralisme est ce qui distingue le social-libéralisme à la fois du libéralisme social qui prend pour point de départ le libéralisme classique et du socialisme libéral qui prend également appui sur le principe du moindre gouvernement inhérent aux libéraux classiques.

<sup>1179</sup> Sur la notion de néolibéralisation, cf Neil BRENNER, Nik THEODORE, « Cities and the geographies of "actually existing neoliberalism" », *Antipode*, 2002, vol. 34, n° 3, p. 349-379.

« révolution » ou de ce « cauchemar qui n'en finit pas<sup>1180</sup> » selon les points de vue. Idéologie politique et phénomène social, les néolibéralismes se rapportent à une métamorphose de longue durée de l'organisation du mode de production capitaliste et de l'agencement des rapports sociaux. Peut être qualifié de « néolibéral » un type de rationalité qui déborde de la sphère économique. Selon la définition extensive de Wendy Brown, il s'agit d'« une rationalité gouvernementale étendant à toutes les dimensions de la vie humaine une combinaison spécifique de valeurs, de pratiques et de critères économiques<sup>1181</sup> ». Autrement dit, l'autonomisation de la rationalité économique tend à s'imposer comme norme régulatrice des attitudes, des comportements et des représentations mentales, ce qui plongerait les individus dans « les eaux glacées du calcul égoïste ». Ce qui spécifie à plus forte raison l'époque néolibérale réside dans un postulat radicalement individualiste sous-tendu par la fiction d'un individu *asocial*. Le néolibéralisme se laisse donc saisir à travers des manifestations comme une idéologie du mérite qui justifie les inégalités au lieu de chercher à les résorber puisque les individus ainsi atomisés en seraient la cause et non l'effet. La liberté se conçoit alors comme une concurrence permanente entre rivaux et l'égalité au droit d'accéder à cette compétition effrénée. De la Société du Mont-Pèlerin à l'ordolibéralisme en passant par l'École de Fribourg<sup>1182</sup>, les racines du néolibéralisme sont profondes autant que ses ramifications sont multiples.

Dans une perspective qui n'est pas celle de l'histoire des idées politiques mais de la sociologie des mouvements sociaux et de la science politique, il importe de rappeler que les idées néolibérales n'ont de force qu'à travers les individus et groupes qui les portent et s'en font les relais. Dans les cas de l'Espagne et de la France des années 2010, la conversion au social-libéralisme dépend donc de reconfigurations multisectorielles et de circulations multiples. Elle ne s'explique pas de façon trop rapide par un changement brusque de « référentiel<sup>1183</sup> » pas plus que comme un changement imposé aux gouvernements par des instances supranationales. Certes, les préconisations et injonctions à faire des cures d'austérité ou déréguler l'économie

---

<sup>1180</sup> Pierre DARDOT, Christian LAVAL, *Ce cauchemar qui n'en finit pas : Comment le néolibéralisme défait la démocratie*, Paris, La Découverte, 2016.

<sup>1181</sup> Wendy BROWN, *Défaire le dèmos. Le néolibéralisme, une révolution furtive*, Editions Amsterdam, Paris, 2018, p. 32-33.

<sup>1182</sup> Pour une généalogie des néolibéralismes, cf. Serge AUDIER, *Néolibéralisme (s)*, Grasset, 2012.

<sup>1183</sup> Sur l'approche cognitive des politiques publiques, on verra : Pierre MULLER, « Les politiques publiques comme construction d'un rapport au monde », in FAURE Alain, POLLET Gilles et WARIN Philippe (dir.), *La construction du sens dans les politiques publiques. Débats autour de la notion de référentiel*, Paris, L'Harmattan, 1997, p.153-179. On peut aussi se référer à la notion de « paradigme » de Peter A. Hall qu'il définit comme un « ensemble cohérent de valeurs et de connaissances qui définissent la nature des problèmes à traiter et les cadres possibles de régulation par l'Etat ». cf Peter A. HALL., « Policy Paradigms, Social Learning and the State : The Case of Economic Policy-Making in Britain », *Comparative Politics*, 25 (3), 1993, p. 275-298.

contraignent les choix des acteurs mais elles ne s'imposent pas directement à eux ; ils restent libres de les mettre en œuvre et d'y adhérer par conviction ou intérêt. Les incitations à la « modernisation » ou aux réformes « structurelles » ne s'imposent pas nécessairement de l'extérieur : elles peuvent aussi être intériorisées par des catégories d'agent en position de pouvoir.

Dans le cas français, le virage de la « compétitivité » de la présidence Hollande s'éclaire par la recomposition du « personnel dirigeant », recomposition liée à la circulation d'élites politico-administratives qui passent du secteur privé au public. Outre la prééminence du ministère du Budget, de l'Economie et des Finances, la sociologie de l'Etat français des années 2010<sup>1184</sup> met en évidence une forte stabilité et homogénéité des cabinets ministériels et des cadres idéologiques de leurs membres. Il faut aussi tenir compte d'espaces poreux qui font l'intermédiaire entre plusieurs champs sécants tels les *think tanks* ou les *lobbies* à l'échelle européenne. En ce sens, la concomitance de la loi « travail » avec d'autres projets similaires en Europe n'est pas un hasard du calendrier : elle confirme l'alignement idéologique d'une partie des élites politico-administratives et économique-financières dans la conjoncture des années 2010.

A l'annonce du projet de loi « travail », les syndicats majoritaires se divisent, la CFDT soutenant l'initiative au contraire de la CGT qui appelle à se mobiliser et conteste en particulier les mesures d'indemnisation. Mais la multiplication des foyers de contestation (pétition en ligne, campagne Internet, « l'appel du 9 mars » qui réclament l'abandon du projet) place les centrales syndicales en porte-à-faux (CGT et FO). Elles finissent par se rallier à une mobilisation qui leur échappe<sup>1185</sup>. Sur un plan économique, la situation sociale et économique est nettement moins alarmante que celle de l'Espagne en 2011 : la France n'est pas en récession et le taux de chômage est deux fois moins élevé, en particulier parmi les tranches d'âge les plus jeunes. Le contexte est surtout marqué par l'instauration de l'état d'urgence à la suite des attentats terroristes de novembre 2015. L'opposition au gouvernement socialiste s'est renforcée dénonçant les risques que ferait courir un état d'exception permanent si certaines mesures passaient dans le droit commun. Le 30 mars 2016, à la veille de la troisième manifestation contre la loi « El Khomri », le gouvernement Valls II annonce le retrait de la mesure visant à

---

<sup>1184</sup> Éléa POMMIERS, *La politique économique de François Hollande (2012-2014). Trahison électorale, ralliement économique, rupture politique*, Mémoire de Science politique sous la direction de Frédéric SAWICKI, Université Paris I Sorbonne, 2016.

<sup>1185</sup> Sophie BÉROUD, « French trade unions and the mobilisation against the El Khomri law in 2016: a reconfiguration of strategies and alliances », *Transfer : European Review of Labour and Research*, 2018, vol. 24, n° 2, p. 179-193.



constitutionnaliser la déchéance de nationalité (pour les personnes accusées de terrorisme) et à prolonger indéfiniment l'état d'urgence. Mais ce geste de recul n'empêche pas la mobilisation contre la loi travail de continuer sur sa lancée.

Ces éléments de contexte éclairent ce qui est souvent présenté à l'aune la « crise<sup>1186</sup> » de la démocratie dite « représentative » et qui gagne à être ressaisie comme une double *crise de la délégation politique et sociale* en Espagne et en France. On observe en premier lieu une *dé légitimation* croissante des partis dits de gouvernement avec des effectifs de plus en plus réduits. La perte de vitesse des partis de masse se confirme avec un nombre d'adhérents en baisse dans les deux cas : autour de 200 000 pour le PSOE en 2011, 135 000 pour le PS en 2016 (dont seulement 85 000 à jour de cotisations). En Espagne, les deux partis PSOE et PP qui se partageaient alors jusqu'à 80% des suffrages (aux élections générales de 2008) voient leurs bases électorales s'étioler alors même que le mode de scrutin proportionnel, avec une prime à la majorité, les favorise<sup>1187</sup>. En France, le Parti Socialiste ne dispose plus de la majorité à l'Assemblée Nationale depuis que des députés « frondeurs » ont fait sécession et se sont désolidarisés de la majorité parlementaire. L'abstention croissante aux élections va dans le sens des résultats des sondages d'opinion qui mettent en évidence, d'échantillon en échantillon, une défiance chronique envers les partis<sup>1188</sup>.

Les conjonctures de la péninsule ibérique et de l'Hexagone se caractérisent aussi par une crise de la *délégation sociale* qui tient aux difficultés que rencontrent les syndicats à jouer leur rôle de stabilisateur de la conflictualité sociale. La tendance à la désyndicalisation<sup>1189</sup> s'ancre dans

---

<sup>1186</sup> Myriam Revault D'ALLONNES, *La Crise sans fin. Essai sur l'expérience moderne du temps*, Gallimard, 2012.

<sup>1187</sup> Selon la méthode d'Hondt, le mode de scrutin proportionnel est indexé sur la population de chaque communauté autonome avec un minimum de deux sièges, ce qui donne un avantage aux principaux partis PP et PSOE quasiment sûrs de rafler la mise dans les petites circonscriptions.

<sup>1188</sup> Centre d'Investigations Sociologiques (CIS), « Baromètre de Juin », Etude n°2905, Juin 2011. Sur un échantillon de 2472 personnes. Environ 70% des Espagnol.e.s sondé.e.s jugent la situation politique mauvaise ou très mauvaise bien que pour la majorité d'entre elles, cela ne représente pas un bouleversement. Au niveau des problèmes collectifs, la classe et les partis politiques viennent en troisième position (24,7%) derrière le chômage (82,5%) et les problèmes de nature économique (46,9%).

Pour le cas français, cf Madani CHEURFA, Flora CHANVRIL, « 2009-2019 : la crise de la confiance politique », Baromètre de la confiance politique, Science Po CEVIPOF (Centre de Recherche de la Vie Politique Française), janvier 2019. Synthétisant plusieurs enquêtes conduites auprès d'échantillons de personnes représentatives de la population française, ce document permet d'objectiver la défiance générale envers les professionnels de la politique (« En dix ans, 85% des personnes interrogées ont considéré que les responsables politiques ne se préoccupent pas d'elles. Ces mêmes personnes ont pensé, à 74%, que ce personnel politique est plutôt corrompu. Pour gouverner le pays, 61% des interrogés n'ont eu confiance ni en la gauche, ni en la droite. ») en même temps qu'elle confirme un attachement renouvelé à la démocratie et au vote comme moyen principal d'expression.

<sup>1189</sup> Ce dont attestent les forts taux de désyndicalisation correspondant aux conjonctures étudiées :

- Enquête du Ministère du Travail et de l'Immigration, 2010, [<http://www.mites.gob.es/estadisticas/ecvt/ecvt2010/index.htm>], 16,4% de salarié.e.s sont syndiqués en Espagne et 12,4% en Catalogne.

le temps avec une segmentation de plus en plus forte du salariat et la précarisation des statuts professionnels (multiplication des contrats à durée déterminée, de l'intérim, ubérisation etc.). Si bien que la démocratie sociale vacille de plus en plus, en particulier en Espagne où les centrales syndicales CC.OO et UGT sont d'emblée tenues à l'écart de la mobilisation du 15M<sup>1190</sup> et souvent prises pour cible. La crise fiduciaire y est aussi décuplée par la multiplication des affaires de corruption liées aux collusions entre champ politique, secteur bancaire et milieux économiques. Ceci explique la récurrence de la thématique de la corruption qui oppose à la mise en récit officielle un contre-cadrage de la crise comme une escroquerie (« No es una crisis, es una estafa ! »). Expression principalement utilisée par la gauche radicale et récurrente dans les discours *quincemayistas*, le « régime de 78 » (en référence à la Constitution de 1978) ne se limite pas à la critique du bipartisme : il remet en cause le consensus institutionnel de la même manière que les *deboutistes* font vaciller le large consensus dont bénéficie le régime présidentiel de la Vème République.

La mise en contexte ne peut donc se cantonner à l'architecture institutionnelle ou à la forme du régime (monarchie ou république, régime présidentiel ou parlementaire) : elle doit aussi interroger la manière dont ces institutions se racontent. L'évitement du juridisme tient compte du fait que l'Etat ne revendique pas seulement le monopole de la violence légitime et de la fiscalité mais qu'il revendique aussi le monopole du récit officiel<sup>1191</sup>. Ainsi le 15M se laisse déchiffrer en regard de la « culture de la transition<sup>1192</sup> » et du mythe d'une pacification sociale qui minimise la violence de l'État franquiste<sup>1193</sup>. Le régime turc s'articule aussi avec un récit officiel qu'Etienne Copeaux nomme « consensus obligatoire<sup>1194</sup> » qui tait le génocide arménien

- 
- Direction de l'Animation, de la Recherche, des Etudes et des Statistiques (DARES), Enquête « Risques psychosociaux et conditions de travail », 2016. En France (hors Mayotte), 11% des salarié.e.s déclarent adhérer à un syndicat. Ce qui marque un net recul par rapport au taux de syndicalisation estimé sur la base des cotisations syndicales qui atteignait environ 30% des salarié.e.s en 1950.

<sup>1190</sup> Joan SUBIRATS, Ismael BLANCO, « Crise et changement d'époque en Espagne. Réponses politiques et crise institutionnelle », *Pôle Sud*, vol. 39, n° 2, 2013, pp. 57-78. Cf également Catherine VINCENT, « Espagne. Une tradition de concertation brisée par les politiques d'austérité espagnole » in COLLECTIF, *La démocratie sociale à l'épreuve de la crise. Un essai de comparaison internationale*, Rapport IRES, 4, 2013, p. 56. Sur les effets de recomposition *ex post* du 15M sur les forces syndicales, cf Sophie BEROUD « Crise économique et contestation sociale en Espagne : des syndicats percütés par les mouvements sociaux ? », *Critique internationale*, vol. 65, n° 4, 2014, pp. 27-42.

<sup>1191</sup> Max WEBER, *Le savant et le politique*, 1919, p. 86. Sur la sociogénèse du monopole fiscal : Norbert ELIAS, *La dynamique de l'occident*, Calmann-Lévy, 1994.

<sup>1192</sup> Amador FERNANDEZ-SAVATER, « Le 15-M et la crise de la culture consensuelle en Espagne », *Lignes*, 2012/3 (n° 39), p. 148-161.

<sup>1193</sup> Matthieu TROUVE, Sophie BABY, « Le mythe de la transition pacifique. Violence et politique en Espagne (1975-1982) », Madrid, Casa de Velázquez, 2012, 527 p., *Cahiers de la Méditerranée*, 89, 2014, [<http://journals.openedition.org/cdlm/7827>] consulté le 1<sup>er</sup> août 2020 ; Sophie BABY, *Le mythe de la transition pacifique. Violence et politique en Espagne (1975 – 1982)*, Madrid, Casa de Velázquez, 2012.

<sup>1194</sup> Etienne COPEAUX, « Le consensus obligatoire » in COLLECTIF, *Turquie : les mille visages*, Syllepse, 2000, p. 89 – 104. Il établit la saillance de ce récit à partir d'une enquête dans les manuels scolaires turcs.

et le sort réservé aux Kurdes niant la pluralité ethno-religieuse pour valoriser la turcité. Enfin, se mobiliser sous la Vème République française de 1958 implique de garder à l'esprit l'omniprésence du « consensus républicain » qui tend à occulter sa propre histoire (en particulier les transactions collusives entre secteur politique et militaire qui ont présidé à sa mise en place en 1958<sup>1195</sup>) et à domestiquer le parlementarisme. Les *deboutistes* se mobilisent non seulement contre le contenu de la loi « travail » mais dénoncent aussi la manière dont le gouvernement l'impose en activant l'article 49-3 de la Constitution de 1958<sup>1196</sup>, une procédure accélérée qui permet à l'exécutif de court-circuiter la navette parlementaire et donc de soustraire une loi à toute délibération des représentants.

La comparaison des contextes espagnol et français en 2011 et 2016 fait ressortir un lien avec la néolibéralisation de l'action publique : l'austérité et la dérégulation seraient deux manifestations d'un phénomène global. Or la transformation du parc Gezi relève également d'une politique urbaine qui peut être qualifiée, sous certains aspects, de « néolibérale ». En 2013, la Turquie est marquée par l'hégémonie<sup>1197</sup> du parti de la justice et du développement (AKP) et la légitimité charismatique de son chef qui est aussi Premier ministre, Tayyip Recep Erdogan. Après une décennie 1990 de « gouvernements de coalition instables<sup>1198</sup> », l'AKP règne sans partage sur la vie politique turque depuis son accession au pouvoir lors des élections législatives de 2002<sup>1199</sup>, ce qui correspond à « la plus longue expérience du pouvoir d'un parti aux origines islamistes arrivé aux commandes de l'Etat par voie démocratique<sup>1200</sup> ». Le parti qui gouverne sans coalition ne semble pas connaître d'usure au pouvoir puisqu'il recueille près de 50% des suffrages exprimés lors des élections législatives de 2011<sup>1201</sup> (contre 34,4% en

---

<sup>1195</sup> Grey ANDERSON, *La guerre civile en France, 1958-1962. Du coup d'État gaulliste à la fin de l'OAS*, LA Fabrique, 2018. On renvoie également sur ce point aux travaux de Michel Dobry sur la crise du 13 mai 1958.

<sup>1196</sup> Le « 49-3 » est caractéristique du régime institutionnel français qualifié par Maurice Duverger de « monarchie républicaine » et des dynamiques politiques qui le traversent. Cf Maurice DUVERGER, *La monarchie républicaine*, FeniXX, 1974. Aussi on observe que la porosité de distinctions et la nécessité de ne pas les rigidifier : la Vème République française est à bien des égards plus « monarchique » que le régime parlementaire espagnol.

<sup>1197</sup> Ahmet INSEL, *La nouvelle Turquie d'Erdogan. Du rêve démocratique à la dérive autoritaire*. La Découverte, « Poche / Essais », 2017, p. 113 – 136. Le Parti pour la justice et le développement se retrouve alors au Parlement avec deux tiers des députés et une opposition parlementaire qui se réduit au parti kémaliste, le parti républicain du peuple (Cumhuriyet Halk Partisi, CHP).

<sup>1198</sup> Ali KAZANCIGIL, Faruk BILICI, Deniz AKAGUL, *La Turquie : D'une révolution à l'autre*. Fayard/Pluriel, 2013, p. 20. La longévité du parti islamo-conservateur marque une rupture avec les coups d'Etat perpétrés par l'armée turque en 1960, 1971, 1980 (dictature militaire de 1980 – 1983) et 1997.

<sup>1199</sup> Un an après sa fondation, les élections anticipées provoquées par une crise économique qui a fait vaciller la coalition gouvernementale, l'AKP, parti hybride créé par des quadragénaires issus de l'islam obtient la majorité des deux tiers au Parlement avec 34% des voix.

<sup>1200</sup> Elise MASSICARD, « *Une décennie de pouvoir AKP en Turquie: vers une reconfiguration des modes de gouvernement?* », Centre d'études et de recherches internationales, 2014.

<sup>1201</sup> Aux élections anticipées de 2007, l'AKP fait un score de 46,5% des suffrages tandis que le CHP ne recueille que 21% des voix.

2002). Avec une forte participation électorale et une base électorale solide qui agrège plusieurs couches sociales – classes populaires, milieux d’affaire, conservateurs..., l’AKP compte aussi plusieurs millions d’adhérents. Sur le plan économique, le parti islamo-conservateur suit une politique libérale. Après une crise économique en 2001 suivie d’une récession en 2009, la Turquie connaît une période de forte croissance qui repose essentiellement sur le secteur du bâtiment et des travaux publics. Le gouvernement stimule la demande intérieure par des modifications incessantes de la réglementation des marchés publics en faveur des entreprises nationales, le plus souvent proches du pouvoir en place. Le programme de piétonisation de Taksim s’inscrit précisément dans ce cortège de politiques urbaines « néolibérales<sup>1202</sup> » qui étendent la sphère du marché à l’espace urbain.

Le projet prévoyait de construire le 94ème centre commercial de la mégalopole turque ! Il est révélateur de la « nouvelle » Turquie et de la « révolution silencieuse<sup>1203</sup> » dont Erdogan se fait le héraut. Il prévoyait de bâtir une caserne néo-ottomane (à l’identique de celle qui avait été détruite en 1940) en rupture avec le style plus massif des bâtiments de l’ère kémaliste. Le remplacement d’un lieu de promenade sans usage prédéfini par un espace de consommation répond aux critères d’un urbanisme qui fait de l’urbain « une des principales sources d’accumulation de capital via la rente foncière et la spéculation immobilière<sup>1204</sup> ». En d’autres termes, il ne s’agit pas seulement de faire de ce lieu un espace de consommation pour les habitants du quartier et les touristes fortunés mais de faire de l’espace une marchandise et un pôle d’attraction des capitaux<sup>1205</sup>. Le projet de Gezi n’est donc pas un cas isolé puisque l’urbanisme turc des années 2010 se confond avec une politique économique qui fait de la ville une « machine de croissance » pour reprendre l’expression d’Harvey Molotch<sup>1206</sup>.

Il n’est pas non plus isolé du point de vue des mobilisations d’habitants qui cherchent à résister en l’absence de toute politique de concertation avec les pouvoirs publics. La prolifération des immeubles de verre et d’acier se fait souvent aux dépens des couches sociales démunies qui vivent parfois dans des habitats informels comme les *gecekondu*<sup>1207</sup> et se retrouvent expulsées

---

<sup>1202</sup> COLLECTIF, *Turkey Reframed Constituting Neoliberal Hegemony*, Londres, Pluto, 2014, p. 141-153.

<sup>1203</sup> « La Révolution silencieuse. Bilan des évolutions démocratiques en Turquie entre 2002-2013 », publication du sous-secrétariat d’État à la Sécurité et à l’Ordre public, Ankara, mai 2014.

<sup>1204</sup> Ahmet INSEL, *La nouvelle Turquie d’Erdogan. Du rêve démocratique à la dérive autoritaire*, op cit., p. 55.

<sup>1205</sup> Nous renvoyons ici à la théorie de l’accumulation par dépossession de David Harvey selon laquelle l’urbain perd sa valeur d’usage au profit de sa valeur d’échange, devenant un vecteur d’accumulation, non plus un lieu d’échange et de transactions marchandes mais une marchandise en soi. Harvey, David, *Rebel Cities. From the Right to the City to the Urban Revolution*, New-York, Verso 2012, p. 58-59

<sup>1206</sup> Harvey MOLOTCH, « The City as a Growth Machine: Toward a Political Economy of Place », *American Journal of Sociology*, Vol. 82, n° 2, Septembre, 1976, pp. 309-332.

<sup>1207</sup> C’est ainsi que les *gecekondu*, du nom de ces habitations informelles liées à une urbanisation massive et jusqu’alors tolérées par les pouvoirs publics, sont rendues illégales en 2004.

ou déplacées<sup>1208</sup>. En 2006, les habitants de Suluküle mettent sur pied une plate-forme de coordination pour défendre ce quartier historique Rom. Différente par sa composition sociologique (des professions intellectuelles qui appartiennent aux classes moyennes supérieures) et son orientation politique, la mobilisation pour défendre le cinéma *Emek* répond néanmoins à une même gouvernance autoritaire de l'urbain<sup>1209</sup> qui se reproduit dans des villes comme Izmir, Ankara et bien sûr Istanbul<sup>1210</sup>.

La manière dont l'Etat turc se comporte en entrepreneur et organise le marché immobilier attire l'attention sur une spécificité commune aux Etats en contexte néolibéral qui, loin d'être en retrait, interviennent fortement pour imposer les cures d'austérité, déréguler ou privatiser. C'est ainsi que l'Etat turc dirigé par l'AKP se fait de plus en plus interventionniste « à travers les reconfigurations des relations public-privé » et « une politique sociale en coopération avec des ONG d'obédience religieuse<sup>1211</sup> ». Il s'inscrit dans une logique du gouvernement par la rente urbaine et foncière<sup>1212</sup>. Il en va de même dans les conjonctures ibérique et hexagonale où on observe un redéploiement néolibéral d'Etats où prévaut la logique du gouvernement par la dette<sup>1213</sup>. C'est un aspect souvent négligé et pourtant constant des processus de néolibéralisation qui ne sont pas synonyme d'effacement mais de mutation de l'action publique. Le démantèlement de l'Etat social s'accompagne de la montée en puissance d'un Etat « entrepreneur » qui tend à se comporter comme un acteur parmi d'autres du marché. Pour filer la métaphore bourdieusienne, la « main gauche » de l'Etat – des travailleurs sociaux, de la santé, de l'éducation, des services publics – se fait de plus en plus fébrile tandis que sa « main droite » - la technocratie, les institutions policières, financières et militaires – tend à se raffermir. Cette dynamique croisée d'atrophie et d'hypertrophie se laisse déchiffrer notamment par la répression accrue des attitudes et comportements protestataires<sup>1214</sup> quand bien même des fractions non

---

<sup>1208</sup> Gulçin ERDI LELANDAIS, « Gezi Protests and Beyond: Urban Resistance Under Neoliberal Urbanism in Turkey » in COLLECTIF, *Urban Uprisings. Challenging Neoliberal Urbanism in Europe*, London, Palgrave Macmillan, 2016.

<sup>1209</sup> En ce qui concerne Gezi, la municipalité stambouliote avait auparavant modifié le plan du quartier européen de Beyoglu pour éviter que la population locale s'en mêle, faisant fi des procédures de consultation des habitants prévues par la loi.

<sup>1210</sup> On renvoie au film-documentaire sur la marchandisation de l'espace urbain: *Ecumenopolis : City Without Limits (Ekümenopolis: Ucu Olmayan Şehir* en turc), 2011.

<sup>1211</sup> Elise MASSICARD, « Une décennie de pouvoir AKP en Turquie: vers une reconfiguration des modes de gouvernement? », *op cit*.

<sup>1212</sup> Jean-François PEROUSE, « Chapitre 4 - Istanbul : étalement, diffraction de la rente et gouvernement passif », Dominique Lorrain éd., *Métropoles en Méditerranée. Gouverner par les rentes*. Presses de Sciences Po, 2017, pp. 207-255.

<sup>1213</sup> Maurizio LAZZARATO, *Gouverner par la dette*, Les Prairies Ordinaires, 2014. Le gouvernement par la dette repose principalement sur une logique de socialisation des pertes et de privatisation des bénéfices obtenus par le marché.

<sup>1214</sup> Pierre BOURDIEU, *et al.* La main gauche et la main droite de l'État. *Lignes*, 1992, vol. 15, p. 36-44. BOURDIEU Pierre, *Sur l'état. Cours au collège de France (1989-1992)*, Paris, Seuil, 2012.

négligeables des appareils d'Etat - fonctionnaires, travailleurs sociaux, professeurs d'école etc. – font partie des cortèges manifestants.

Le redéploiement néolibéral de l'Etat ne correspond donc pas à un désengagement : au contraire d'un Etat libéral qui laisse libre cours au marché libre et non faussé, c'est-à-dire vierge de toute intervention extérieure, il fait preuve d'un volontarisme qui dépasse de loin la version ordolibérale d'encadrement de la concurrence afin d'éviter la constitution de groupes monopolistiques. En faisant sien le langage managérial et les représentations d'une compétition permanente, d'une lutte de tous contre tous, l'Etat se pose comme un acteur parmi d'autres d'un jeu dont les règles ne sont pas négociables. L'art de gouverner par la concurrence procède d'une mise en marché de secteurs qui échappe par définition à une rationalité instrumentale reposant sur le calcul « coûts-bénéfices » (le soin, l'éducation, la culture, le transport etc.). L'Etat néolibéral se situe ainsi en rupture avec l'Etat planificateur et redistributeur (archétype d'un Etat « fort » avec des politiques sociales et une régulation par la dépense publique) mais aussi avec l'Etat faible, minimal d'une tradition libérale conséquente qui « laisse faire » et « laisse passer ».

La convergence néolibérale des programmes d'action publique qu'on vient de mettre en évidence - à travers la combinaison austérité, dérégulation, privatisation - ne signifie pas pour autant que les *quincemayistas*, *gezciler*, *deboutistes* se mobilisent à l'unisson contre un seul et même art de gouverner. Peut-on pour autant résumer les rassemblements de places à une revendication démocratique contre une forme de capitalisme sauvage ? Il importe, pour clore cette section, de déplacer le regard de politiques publiques conjoncturelles vers les structures, des *policies* vers la *polity* pour reprendre une distinction liminaire de la science politique<sup>1215</sup>. Est-il pertinent par exemple de décrire les contextes d'apparition des « mouvements de places » comme une conséquence de la post-démocratisation des régimes politiques ?

## 1.2. L'hypothèse post-démocratique

Forgée par Colin Crouch en 2004<sup>1216</sup>, la notion de post-démocratie insiste sur une mutation de longue durée des démocraties comme régime. Il soutient que l'ère d'une démocratie « maximale » serait révolue, les régimes contemporains se vidant de leur substance

---

<sup>1215</sup> Bruno PALIER, Yves SUREL, « Le politique dans les politiques », *Espace Temps*, 76/77, 2001, p.31-54

<sup>1216</sup> Colin CROUCH, *Post-democracy*, Cambridge, Polity, 2004. Pour une présentation synthétique, cf Yves SINTOMER, « La fin de la démocratie des Modernes ? », *Mouvements*, 2017, n°1, p. 90-98.

démocratique. Certes, les principes qui définissent l'Etat de droit (par opposition à l'Etat de police, aux Etats autoritaires et totalitaires) tels que l'organisation d'élections libres, l'indépendance de la justice et les libertés individuelles, ne sont pas remis en cause mais les décisions se joueraient de moins en moins dans les arènes parlementaires et du côté de gouvernements *élus*. Les politiques publiques seraient au contraire déterminées par des instances de coopération intergouvernementale (comme le Conseil ou la Commission européenne) ainsi que par des institutions supranationales (la Banque Centrale Européenne, le Fonds Monétaire Internationale) qui échappent à tout contrôle démocratique.

La métaphore de la parabole dont use Crouch a le mérite de la clarté : le déclin post-démocratique succéderait à l'âge de la démocratie maximale<sup>1217</sup> au cours duquel les Etats et gouvernements pouvaient agir et redistribuer par la dépense publique tandis que les classes populaires et subalternes avaient la possibilité s'exprimer par les médiations syndicales et partisans. Ce point d'orgue aurait été atteint dans les années 1970. Comme le souligne Aliénor Ballangé, la post-démocratie n'est qu'une autre terminologie pour désigner le phénomène des coulisses qui court-circuite la scène électorale par « les institutions technocratiques, les organisations internationales, les agences de notation, les grandes multinationales<sup>1218</sup> ». Les acteurs para-étatiques, inter-gouvernementaux, les élites des secteurs financiers, bancaires et économiques seraient parvenus à s'imposer sans passer par les urnes à la faveur de l'opacité d'une « gouvernance globale<sup>1219</sup> ».

L'hypothèse post-démocratique soulève néanmoins un certain nombre de difficultés. La plus saillante tient à ce que Crouch identifie à une sorte d'âge d'or démocratique désigne une période marquée par une multiplicité d'exclusions et d'oppressions internes et externes que ce soit par la structuration patriarcale des rapports sociaux ou par la domination coloniale et post-coloniale. La démocratie « maximale » aura été bien minimale pour les groupes sociaux marginalisés, souvent les plus démunis en ressources culturelles et/ou économiques, qui sont littéralement mis au ban de la vie sociale. Crouch négligerait la sous-représentation durable de certains groupes sociaux dans les polyarchies<sup>1220</sup> ou « démocraties » contemporaines. Cette approche chronologique présente également l'inconvénient de souscrire implicitement à une lecture cyclique des régimes politiques. Or la post-démocratie relève davantage de l'entropie

---

<sup>1217</sup> Colin CROUCH, *Post-démocratie*, Diaphane, 2013, p. 20.

<sup>1218</sup> Aliénor BALLANGÉ, *L'invention de Bruxelles: l'intégration européenne: par le peuple ou pour le peuple?*, Thèse de doctorat en science politique, sous la direction d'Etienne Tassin et de Frédéric Gros, Paris, Institut d'études politiques, 2018, p. 399. Pour une discussion serrée de la notion, cf Aliénor BALLANGÉ, « Post-democracy: Principles and ambiguities », *French Politics*, 2017, vol. 15, n° 1, p. 128-145.

<sup>1219</sup> Ahmet INSEL, « La postdémocratie », *Revue du MAUSS*, 2005, no 2, p. 121-136.

<sup>1220</sup> Robert DAHL, *Polyarchy : Participation and opposition*, Yale University Press, 1972.

démocratique, d'une incapacité à transformer les divisions sociales en conflit politique, à les mettre en scène et en sens. Ce retournement de la démocratie contre elle-même n'est pas périodique, naturelle ou accidentel : il est consubstantiel à la démocratie qui est mortelle comme tous les régimes politiques<sup>1221</sup>.

Nombreux sont les auteurs à avoir repris, discuté, amendé une thèse à la fois descriptive et normative, ce qui témoigne de sa fécondité heuristique. Wolfgang Streeck l'a par exemple repris à son compte dans le contexte européen des années 2010 pour décrire « la préemption des affaires communes par les instances européennes et l'échelon inter-gouvernemental de la TROIKA, de sa captation par une petite élite politique et économique combinée<sup>1222</sup> ». Le déplacement du centre de gravité de l'action publique vers des instances qui échappent au verdict des urnes permet de mieux saisir les conjonctures de l'Espagne en 2011 et de la France en 2010 en tant que pays membres de l'Union Européenne. Ce n'est en revanche pas le cas de la Turquie qui a progressivement abandonné son projet de candidature d'adhésion à l'Union Européenne.

Des auteurs comme Ahmet Insel se sont saisis de la notion de post-démocratie pour l'appliquer à d'autres contextes que les régimes d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale de Crouch. Il l'applique en particulier au cas de la Turquie d'Erdogan. Au contraire de la post-démocratie technocratique qui met en jeu des instances intergouvernementales et supranationales, la post-démocratie autoritariste dépend d'un chef élu. Il cherche alors à ne faire qu'un avec le peuple qu'il prétend incarner et dont il assure défendre les intérêts en se comportant en l'occurrence comme un *reis*<sup>1223</sup>. Le peuple n'existe qu'à travers l'onction électorale du chef de l'Etat qui cherche à supprimer les garde-fous caractéristiques des régimes libéraux tels que l'indépendance de la justice et des médias.

C'est le cas en Turquie où plusieurs groupes de presse ont été pris pour cible par l'AKP qui les soupçonnait d'avoir soutenu la tentative d'interdiction du parti par la Cour constitutionnelle pour avoir porté atteinte à la laïcité. L'Etat est intervenu dans la structure de la propriété des

---

<sup>1221</sup> Il est en effet stimulant d'appréhender la démocratie comme régime du risque qui s'expose à la possibilité de sa propre destruction. Cf GAUCHET Marcel, LEFORT Claude, « Sur la démocratie : le politique et l'institution du social », *Textures*, 1971, p. 57. « le geste premier qui instaure la démocratie la dispose indissolublement à apercevoir sa « mort » (dans le conflit, dans la folie du Prince) ». La post-démocratie peut alors se comprendre, ainsi que l'écrit Aliénor Ballangé, comme « l'ombre de la démocratie : elle lui est à la fois antagonique, concomitante et consubstantielle. » cf BALLANGE Aliénor, « L'invention de Bruxelles. *L'intégration européenne : par le peuple ou pour le peuple ?* », Thèse de Science Politique, soutenue le 9 février 2018, p. 400.

<sup>1222</sup> Wolfgang STREECK, Armin SCHÄFER, *Politics in the Age of Austerity*, Polity Press, 2013, p. 235.

<sup>1223</sup> Le *reis* est le chef fondateur de la Turquie. Avant la réforme de 2014 qui instaure pour la première fois l'élection du Président de la République au suffrage universel, Erdogan, qui est alors Premier ministre, se comporte comme le seul chef de l'exécutif donnant au régime turc les allures d'un régime présidentiel *de fait*.



médias<sup>1224</sup> tout en réprimant de manière directe ou indirecte la presse d'opposition, notamment par des pressions fiscales et des arrestations en série. Erdogan a aussi placé les magistrats sous le contrôle du ministère de la justice dans le cadre d'une réforme constitutionnelle de la justice. A la veille de Gezi, en 2013, « le Premier ministre et sa majorité parlementaire contrôlent désormais la police, les services secrets et la justice. Ils disposent du soutien sans faille d'une large palette de journaux et de télévisions, dont certains sont même directement inféodés à Tayyip Erdogan<sup>1225</sup> ».

Dans un contexte où s'affaïsse la séparation des pouvoirs qui fonde le principe libéral du gouvernement différentiel<sup>1226</sup>, la démocratie s'exerce uniquement par le biais électoral. Les urnes restent néanmoins un passage incontournable pour se relégitimer, même si les dés de la compétition électorale sont largement pipés pour toutes les raisons qu'on vient d'énumérer. Il ne saurait y avoir de division dès lors que le peuple est incarné par celui qui personnifie le pouvoir. La légitimité charismatique d'Erdogan se situe aux antipodes de la légitimité technique et dépersonnalisée d'acteurs qui agissent à un niveau inter-gouvernemental si on admet l'hypothèse d'une post-démocratisation par en haut.

Cette distinction appelle une remarque conclusive quant à la caractérisation du contexte turc comme autoritaire. Sa classification fait débat dans les sciences politiques depuis les années 1980 et l'arrivée au pouvoir de l'AKP est loin d'avoir normalisé le régime aux yeux des politistes. Bien que la Constitution proclame un Etat de droit, laïc, social et démocratique, qui garantit les libertés d'association et d'expression, certains n'hésitent pas à catégoriser la Turquie comme un régime semi-autoritaire<sup>1227</sup>. Initialement conservateur démocrate, pro-européen, le parti d'Erdogan aurait amorcé un tournant autoritaire avec le référendum de 2010. Si on se réfère à la définition canonique de Juan Linz<sup>1228</sup>, la « nouvelle Turquie » d'Erdogan répond effectivement à plusieurs critères : la présence d'un leader, un pluralisme limité et

---

<sup>1224</sup> En plus de modifier les règles de la composition du Conseil supérieur de l'audiovisuel, plusieurs chefs d'industrie ont été contraints de former un « pot commun », plus précisément une « piscine » commune pour racheter des titres de presse et les conserver dans le giron de la famille d'Erdogan.

<sup>1225</sup> Ahmet INSEL, *La nouvelle Turquie d'Erdogan. Du rêve démocratique à la dérive autoritaire*, op cit, p. 137-166.

<sup>1226</sup> Bertrand BINOCHÉ, « Les deux principes du libéralisme », *Actuel Marx*, 2004, n° 2, p. 123-149. L'auteur soutient la thèse que le libéralisme se structurerait autour de deux principes fondamentaux : le principe du moindre gouvernement et le principe du gouvernement différentiel, c'est-à-dire d'un mode de gouvernement qui évite la concentration des pouvoirs au sein d'une même instance et d'une même personne.

<sup>1227</sup> Isil ERDINÇ, « Discrimination syndicale en Turquie. L'action syndicale dans un régime semi-autoritaire », *Travail et emploi*, 2016, no 146, p. 101-123.

<sup>1228</sup> Juan J. LINZ, *Totalitarian and authoritarian regimes*, Lynne Rienner Publishers, 2000, p. 159 : « des systèmes politiques au pluralisme limité, politiquement non responsables, sans idéologie élaborée et directrice, mais pourvus de mentalités spécifiques, sans mobilisation politique extensive ou intensive, excepté à certaines étapes de leur développement, et dans lesquels un leader ou, occasionnellement, un petit groupe exerce le pouvoir à l'intérieur de limites formellement mal définies mais en fait plutôt prévisibles. » Il est à noter que la Turquie d'Erdogan en

l'absence de colonne vertébrale idéologique. L'ancien maire d'Istanbul (1994 - 1998) et actuel chef du gouvernement est omniprésent (mais pas omnipotent en 2013), certains partis politiques d'opposition (en particulier ceux qui défendent la cause kurde<sup>1229</sup>) sont interdits et le parti au pouvoir instrumente un « consensus obligatoire » qui n'est pas codifié dans un corpus idéologique<sup>1230</sup>. Mais il semble que l'hégémonie de l'AKP tient surtout à la capacité de son leader à s'imposer dans plusieurs secteurs sans que leur autonomie (et leur caractère auto-référentiel) ne soit véritablement remise en cause. Lorsqu'il cherche à verrouiller davantage le champ médiatique, Erdogan fait appel aux milieux d'affaires (qui dominent le champ économique) pour faire un « pot commun » afin de racheter des médias. Il s'assure ainsi une position d'hégémonie qui fonde une pratique autoritaire d'un pouvoir qui reste porté par les suffrages<sup>1231</sup>.

La distinction typologique entre régimes libéraux et autoritaires présente l'avantage de ne pas concevoir l'Etat comme un bloc monolithique et de rappeler qu'il n'y a pas de muraille de Chine entre démocratie et totalitarisme. Elle est en revanche moins opérationnelle lorsqu'il s'agit de saisir les pratiques autoritaires sur le terrain. Il y a lieu de s'interroger en effet sur la pertinence d'une distinction aussi rigide et ce qu'elle charrie en termes de présupposés normatifs dès lors qu'on sort des typologies « macro » pour observer les pratiques. Les interactions entre « unités » contestataires et unités de police pendant le 15M et Nuit debout rappellent que les régimes dits « démocratiques » admettent des pratiques répressives qui visent en particulier les attitudes et comportements protestataires. Les interventions policières répétées autour du

---

2013 ne remplit que partiellement les critères de Linz, en particulier en ce qui concerne l'absence de responsabilité politique puisque l'AKP a été porté par les suffrages de plus de la moitié du corps électoral une nouvelle fois en 2011 ; il semble donc pertinent de parler de régime « semi-autoritaire » pour la période étudiée comme le fait Isil Erdinç, du moins jusqu'en 2013. Le livre de Linz a été traduit en français : retrouver la citation dans la traduction française.

<sup>1229</sup> Les partis politiques portant la cause kurde sont régulièrement dissous et interdits par l'Etat même si la ligne idéologique reste constante. Ainsi, le principal parti kurde s'est successivement nommé HEP (1990-1993), ÖZDEP (1992-1993), DEP (1993- 1994), HADEP (1994-2003), DEHAP (1997-2005), DTP (2005-2009-, BDP (2008-2014) puis HDP (2012).

<sup>1230</sup> Pour preuve, les nombreuses variations de l'AKP : le glissement du conservatisme démocrate vers l'islamo-conservatisme, le discours pro-UE puis l'abandon du projet d'adhésion, les variations sur le thème kurde.

<sup>1231</sup> On peut appliquer le même raisonnement à la manière dont l'AKP a mis sous contrôle l'« Etat profond » turc avec l'abolition en 2003 du Conseil national de sécurité, composé principalement de militaires, et le procès du réseau criminel « Ergenekon ». Outre des généraux accusés d'avoir fomenté un coup d'Etat, cet usage politique de l'arène judiciaire est aussi l'occasion de domestiquer les réseaux kémalistes, le CHP se positionnant du côté de la défense. La pratique autoritaire du pouvoir se fonde aussi sur une guerre de valeurs culturelles, l'AKP s'adressant en priorité aux larges segments anatoliens de la population pieuse laissés pour compte par les élites kémalistes laïques. Sur la réalité sociologique de l'« Etat profond » turc, cf Yael NAVARO-YASHIN, *Faces of the State : Secularism and Public Life in Turkey*, Princeton, Princeton University Press, 2002, p. 171-180. Cf Marc AYMES, « Le siècle de la Turquie. Une histoire contemporaine ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 103, n° 3, 2009, pp. 47-61. Sur la double polarisation culturelle et religieuse de la Turquie et la capacité d'Erdogan à jouer de cette fracture, cf Ahmet INSEL, *La nouvelle Turquie d'Erdogan. Du rêve démocratique à la dérive autoritaire*, op cit, chapitre 6

campement de la place de la République et les tentatives d'expulsion d'occupations pacifiques (le 27 mai 2011 à Barcelone avec le survol d'hélicoptères pour faire fuir la cinquantaine d'irréductibles sur la place) en attestent. Dans l'autre sens, l'autoritarisme turc est loin d'avoir anéanti toute poche de résistance comme le prouve l'occupation prolongée du parc comme une zone « libérée » de toute présence policière au contraire des rassemblements plus encadrés de Nuit debout. Ceci confirme la porosité des typologies qui cherchent à classer des sociétés relativement proches par leur degré de différenciation sociale sans tenir compte du fait que les mécanismes de légitimation et de délégitimation, les répertoires d'action répressif et contestataires rapprochent parfois systèmes démocratiques et autoritaires<sup>1232</sup>. L'expérience parfois traumatisante (mais aussi socialisatrice) des « nasses<sup>1233</sup> » qui se sont répétées au printemps 2016 dans les rues de Paris pendant le mouvement contre la loi « travail » indique par exemple qu'il n'y a pas lieu de présupposer que la police française ne peut céder à un usage de la force qui s'affranchit du cadre légal de manière ponctuelle et répétée. Cet ne doit pas conduire pour autant à sous-estimer la répression policière et judiciaire pendant la séquence de Gezi que permettent d'objectiver les chiffres des tués, des mutilés, des blessés et des arrestations.

Saisir le contexte d'apparition des « mouvements de places » ne peut s'en tenir à une analyse de variables macroscopiques : la question du « pourquoi » risque alors d'éclipser celle du « comment ». Car les occupations ne sont pas dissociables des collectifs et individus qui se sont mobilisés en amont. Ce changement de focale du « macro » vers le « micro » implique de se rappeler que le local, le national et le global ne renvoient pas à des réalités cloisonnées mais à des échelles d'analyse. Les décisions individuelles ou collectives des gouvernants façonnent à un niveau inférieur le contexte que les acteurs se réapproprient<sup>1234</sup>. On gagne alors à spécifier le contexte d'émergence des rassemblements au cas par cas, à un niveau local et national

---

<sup>1232</sup> Paul CORMIER, Isil ERDINC, « Introduction : les répertoires d' action répressifs en régime autoritaire », Pôle Sud, vol. 53, n° 2, 2020, pp. 21-35. Cf également : Olivier DABENE, Vincent GEISSER, Gilles MASSARDIER, *Autoritarismes démocratiques. Démocraties autoritaires au XXIème siècle*, La Découverte, 2007.

<sup>1233</sup> Une nasse est une méthode d'encerclement des manifestants couramment employée par les agents de police de sorte à empêcher le cortège de progresser ou à le tronçonner. Avoir été « nassé » est une expérience qui revient fréquemment dans les entretiens avec les *deboutistes* « mobiles » qui allaient manifester. Sur le caractère extra-légal des « nasses » comme vide juridique, cf Yannis BENRABAH, Capucine BLOUET, Capucine, Vincent LOUIS, *et al.*, « La nasse : un dispositif de maintien de l'ordre toujours non encadré par le Conseil constitutionnel », *La Revue des droits de l'homme. Revue du Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux*, 2021.

<sup>1234</sup> Michel GROSSETTI, « Trois échelles d'action et d'analyse. L'abstraction comme opérateur d'échelle », *L'Année sociologique*, vol. 56, n° 2, 2006, pp. 285-307.

## 2. Les racines des occupations de places

Les mobilisations barcelonaise, stambouliote et parisienne s'inscrivent dans des espaces à plusieurs dimensions où prévalent néanmoins le local et le national. Il est donc nécessaire de les appréhender au cas par cas avant de faire ressortir les traits communs de ces collectifs « instigateurs ».

### 2.1. « Génération Tahrir » : l'émergence du 15M en Espagne et à Barcelone

*Democracia Real Ya !* est à l'initiative de la manifestation madrilène du 15 mai 2011 qui a conduit à l'occupation improvisée de la place de la *Puerta del Sol*. Ce qui n'était en février 2011 qu'un simple groupe Facebook s'est rapidement transformé en « plate-forme de coordination de groupes pour la mobilisation citoyenne » (*Plataforma de coordinación de grupos pro-movilización ciudadana*) qui a tissé un vaste réseau de protestation reliant des collectifs informels et des associations. La généalogie du 15M a été établie par de nombreux travaux monographiques, en particulier dans les recherches d'Adriana Razquin<sup>1235</sup>. Cependant, cette littérature traite souvent le « mouvement » dans son ensemble en partant du cas madrilène. Aussi, il est nécessaire de se pencher sur le cas barcelonais afin d'examiner de plus près les spécificités de son ancrage local.

A l'échelle nationale, la « plate-forme de coordination de groupes pour une mobilisation citoyenne » reçoit le soutien de plusieurs centaines d'entités collectives qui vont de la campagne virtuelle (#Nolesvotes) aux organisations formelles (ATTAC, Asociación de Desempleados) en passant par les collectifs hybrides (Etat de mal-être, *Estado de Malestar*<sup>1236</sup>) ou encore les réseaux souterrains (*Anonymous*). Elle prend appui sur un écosystème de blogs, de comptes Twitter, de sites d'information (*Meneame*, *PeriodismoHumanismo*) ainsi que sur son propre site web *democraciarealya.es*. Internet constitue donc le point nodal de ce réseau protestataire qui compte profiter de la période électorale de mai 2011 pour se faire entendre collectivement. « Même s'il y a eu quelques réunions physiques de la part des activistes, le réseau a été le point de rencontre principale pour donner forme à l'appel lancé par le

---

<sup>1235</sup> Adriana RAZQUIN, *Didáctica ciudadana: la vida política en las plazas, etnografía del movimiento 15M*, Didáctica ciudadana, 2017.

<sup>1236</sup> *Estado de Malestar*, littéralement « Etat de malaise » est une initiative qui a émergé en ligne, sans organisation formelle et qui a débouché sur la participation à des protestations de rue à la différence de campagnes purement virtuelles comme #Noslesvotes (« Ne votez plus pour eux »). C'est aussi un clin d'œil à l'expression usuelle d'Etat de *bien-estar* qui désigne l'Etat-Providence espagnol.

mouvement<sup>1237</sup>», note José Candon Meda. En plus des réunions hebdomadaires, *Democracia Real Ya !* lance un appel aux dons et organise plusieurs soirées festives afin de financer la fabrication de pancartes et de tee-shirts qui seront ensuite distribués pendant les manifestations. A la veille du 15 mai 2011, « Démocratie réelle, maintenant ! » a déjà reçu 40 000 adhésions virtuelles<sup>1238</sup>, ce qui laisse présager qu'une dynamique est déjà en train de « prendre ».

Le collectif *Juventud Sin Futuro*<sup>1239</sup> (« Une jeunesse sans futur ») est révélateur de la dynamique protestataire qui précède le 15M madrilène. Fondé en 2011 à l'université de Complutense par des membres de l'association universitaire de gauche « Contre-pouvoir » (avec Pablo Iglesias et Iñigo Errejón) et de la Gauche Anticapitaliste (*Izquierda Anticapitalista*), le collectif madrilène se compose principalement d'universitaires et de travailleurs du monde de l'art ou du journalisme. Il ne s'agit pas d'une lutte catégorielle pour défendre l'université mais d'une mobilisation générationnelle qui émane d'une fraction diplômée de la jeunesse espagnole urbaine « sans maison, sans travail, sans retraite, sans peur » pour reprendre son slogan emblématique. A Madrid, la manifestation de *Juventud Sin Futuro*, qui rassemble environ 8 000 à 10 000 personnes le 7 avril 2011, témoigne de la capacité mobilisatrice de cette initiative extérieure aux partis et syndicats. Le même jour se tient à Barcelone une manifestation contre les coupes sociales à l'appel des syndicats majoritaires qui rassemble entre 15 000 et 20 000 personnes place Sant-Jaume, signe d'une effervescence sociale qui ne se cantonne pas à la capitale mais tend à se généraliser.

Selon Adriana Razquin, « Jeunesse sans futur » marque la dernière étape d'un processus de débordement et de convergence des mobilisations qui ont rythmé l'année 2011 en Espagne. Son manifeste qui évoque les « victoires<sup>1240</sup> » des soulèvements tunisien et égyptien du mois de janvier, recueille le soutien d'organisations de gauche, LGBTQI+, étudiantes, syndicales (CGT et UGT), de délégations du PSOE, IU et PCE<sup>1241</sup> ainsi que la signature de « Démocratie

---

<sup>1237</sup> José CANDON MEDA, *Toma la calle, Toma las redes, El movimiento #15M en Internet*, Atrapasueños editorial, 2013, p. 26.

<sup>1238</sup> *Ibid.*

<sup>1239</sup> Il faut distinguer *Juventud sin futuro* du collectif *Juventud en Accion* qui émerge sur Internet en décembre 2010.

<sup>1240</sup> Manifeste de *Juventud Sin Futuro* en date du 7 mars 2011. COLLECTIF, *Juventud sin futuro*, Barcelone, Icaria, 2011. En voici un extrait : « Nous voulons récupérer notre capacité à être les acteurs du changement, luttant contre la précarité, le chômage et la privatisation de notre éducation. Nous sommes d'ailleurs conscients que la mobilisation et la lutte ont un sens, mais surtout qu'elles sont nécessaires. L'Italie, la France, la Grèce et l'Islande nous montrent que la mobilisation est indispensable. Le monde arabe nous montre que la victoire est possible.[...]Nous appelons à la mobilisation collective, à la revendication de notre droit à exprimer notre désaccord, à reconstruire notre avenir. » Ce passage fait aussi ressortir le fait que les processus révolutionnaires du Maghreb agissent par le biais des représentations que s'en font les acteurs (et donc des informations dont ils disposent) plutôt que par des circulations plus rares.

<sup>1241</sup> Ce sont les acronymes respectifs du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE), de la Gauche Unie (*Izquierda Unida*) et du Parti Communiste Espagnol (PCE).

Réelle Maintenant ! ». La mention des situations tunisienne et égyptienne qu'on retrouve à travers d'autres exemples pendant le 15M, confirme que les « Printemps » arabes influencent les protagonistes par le biais des représentations souvent tronquées qu'ils s'en font comme source d'inspiration. Par son ancrage à gauche, « Jeunesse sans futur ! » opère un déplacement par rapport à des initiatives concomitantes, en particulier la campagne #Nolesvotes et la Coordination des Citoyens. Au lendemain du vote de la loi Sinde<sup>1242</sup>, du nom de la ministre de la culture, est lancée la campagne « Ne votez pas pour eux ! » appelant à boycotter les partis (PP, PSOE, CiU) qui avaient soutenu une loi jugée liberticide (elle autorisait la fermeture de sites Web et l'interdiction d'accès aux utilisateurs qui contreviendraient à cette interdiction).

Il faut souligner que la campagne cible également les nombreux cas de corruption<sup>1243</sup> dont la mise au jour contribue à pourrir le climat politique et à nourrir la défiance du corps électoral. *Juventud Sin Futuro* marque aussi un virage politique par rapport à une Coordination Citoyenne fondée à l'*Ateneo* de Madrid. Se présentant comme « la plus grande rébellion civique de notre histoire », de « la société civile [...] contre la caste politique pour défendre la démocratie, la liberté et l'unité de l'Espagne », la Coordination Citoyenne formait un espace de mobilisation bigarré allant « de la tradition de la pensée libérale à l'extrême-droite la plus réactionnaire<sup>1244</sup> ». Tous ces éléments tracent les contours d'un contexte effervescent.

« Démocratie Réelle Maintenant ! » s'inscrit dans la trame de ces mobilisations « hors-cadre » tout en cherchant à mobiliser par-delà les milieux militants. Ceci dit, bien qu'ils se présentent comme une « plate-forme de mobilisation citoyenne », les membres fondateurs sont en réalité des militants de base qui appartiennent ou ont appartenu à des organisations altermondialistes et des partis de gauche (en particulier *Izquierda Unida*). Il n'empêche que le réseau qui émerge au fil des échanges virtuels et des réunions hebdomadaires dans les 58 villes où *Democracia Real Ya !* s'est développé, se donne pour objectif de créer un mouvement *autonome* vis-à-vis des partis et des syndicats. L'adjectif « citoyen » n'est donc pas seulement une « façade » mais renvoie à une réalité (on y trouve en effet des novices de l'action collective) et atteste de la volonté de s'adresser au plus grand nombre. C'est ainsi que le manifeste se construit autour de l'opposition entre les « citoyens » ou « gens ordinaires » (« Nous sommes des gens comme toi ») et les élites économiques et politiques (à travers les figures repoussoirs du banquier et du politique). Il s'y glisse une phrase qui fait état de la diversité assumée des orientations politiques

---

<sup>1242</sup> Loi pour la protection de la propriété intellectuelle et contre le piratage informatique.

<sup>1243</sup> La page principale du site web de #Nolesvotes cartographie les cas de corruption politique en Espagne.

<sup>1244</sup> Adriana RAZQUIN, « Desbordamientos y viaje hacia la izquierda. Prehistoria del movimiento 15M : de #Nolesvotes a Democracia Real Ya », Daimon, *Revista Internacional de Filosofía*, n° 64, 2015, 51-70.

- « Certains d'entre nous se considèrent plus progressistes, d'autres plus conservateurs » - ce qui est une manière de ne pas souscrire aux principes de classement et de division du champ politique espagnol<sup>1245</sup> de sorte à agréger des groupes hétérogènes (« la Coordination citoyenne » et « Jeunesse sans futur » par exemple). Ce positionnement expose néanmoins la plate-forme à la suspicion voire au rejet du monde militant puisque beaucoup juge la sémantique « citoyenne » trop peu politisée.

Face à la vague d'expulsions qui touche les villes espagnoles (près de 600 000 sur la période 2010 – 2011) se crée la plate-forme des victimes d'hypothèques en 2009 à Barcelone. La PAH émerge des réseaux de proximité tissés entre « victimes » et « militants par conscience » qui mobilisent un répertoire à la fois judiciaire, administratif et protestataire (accompagnement, blocages, *escrache* devant les banques, manifestations de rue). Ce type de mobilisation s'inscrit dans la continuité de mobilisations antérieures comme *V de Vivienda*<sup>1251</sup> et aussi de l'Assemblée contre la Précarité et pour un Logement Digne (en 2006 à Madrid). La PAH s'insère au cœur d'un espace local des mouvements sociaux particulièrement actif où coexistent des courants antagonistes aux agendas et répertoires distincts<sup>1252</sup>.

### ***La polarisation de l'espace des luttes barcelonais au début des années 2010***

Au tournant des années 2000, Barcelone peut être considérée comme une des capitales du mouvement altermondialiste qui a pris son essor à la suite des contre-sommets de Seattle (1999), Prague ou Genève (2001). En 2001, à l'occasion du Sommet de la Banque Mondiale, une nouvelle génération militante émerge avec le Mouvement de Résistance Globale en Catalogne (MRG). Structuré sous forme d'assemblées et de commissions de travail ouvertes où chacun est libre d'agir à titre individuel, le MRG organise des forums, des actions directes et des actions de rue. La conduite pacifique de la manifestation qui débouche sur l'annulation du sommet, contraste avec l'intensité des affrontements à Gênes, en Italie, fin juillet 2001 à tel point que l'attitude pacifique des manifestants « altermondialistes » est mise en avant par l'édile local Joan Clos (attitude qui sera même récupérée dans une campagne de communication

---

<sup>1245</sup> Le manifeste se conclut ainsi : « Nous sommes tous concernés et indignés par le paysage politique, économique et social que nous voyons autour de nous. A cause de la corruption des politiciens, des hommes d'affaires, des banquiers...A cause de l'impuissance du citoyen ordinaire » (ma traduction).

<sup>1251</sup> « *V de Vivienda* » fait explicitement référence au film *V pour Vendetta* de James MacTeigue en 2006 et du roman du même nom, tout en s'inscrivant dans le sillage de la mobilisation barcelonaise *Miles de Viviendas* (« des milliers de logements »). Il est à noter que l'esthétique – couleur, typographie, slogan – des affiches de « Jeunesse sans futur » et de « Vraie Démocratie Maintenant » est très proche de celle de *V de Vivienda*.

<sup>1252</sup> Carles FEIXA PAMPOLS, José SANCHEZ GARCIA, Jordi NOFRE MATEO, « De l'altermondialisme à l'indignation » (titre original : « Del altermundialismo a la indignacion »), *Cronotopos del activismo político juvenil en Barcelona*, Nueva Sociedad, Mai-Juin 2014.

intitulée « *Barcelona fem-ho-bé*<sup>1254</sup> » qui loue le civisme des manifestants !). Il en va de même en ce qui concerne la manifestation du 15 février 2003 contre la guerre en Irak, orchestrée par la plate-forme « Aturem la Guerra » (« Arrêtons la guerre ») à l'issue de laquelle plusieurs centaines de milliers de participants se dispersent dans le calme. Mais l'altermondialisme n'est pas le seul pôle de l'espace des luttes barcelonais au tournant des années 2010 : il se situe sur l'aile plus « réformiste » et modérée qui s'oppose au versant plus « radical » et « anticapitaliste », reflet d'une gauche extra-parlementaire particulièrement diversifiée qui s'est implantée dans plusieurs quartiers de la « Rose de Feu<sup>1255</sup> ».

Au début des années 2010, la deuxième ville d'Espagne est surnommée la « capitale du squat en Europe » selon Stephen Luis Vilaseca. L'occupation au sens du *squat*<sup>1256</sup> est une pratique répandue qui s'étend du centre de la ville à sa périphérie (la ferme autogérée Can Masdeu depuis 2002). Une semaine avant le 15 mai, un des nombreux centres de soins (*Centros de Atención Primaria*) fermés depuis le début de l'année 2011 est ainsi « récupéré » par des usagers. L'occupation de bâtiments délaissés ou interdits fait l'objet d'une répression constante : le 28 octobre 1996, les occupants du cinéma *Princesa*, transformé par la Confédération Nationale des Travailleurs (CNT) en Centre Social Autogéré (CSA), sont expulsés ; 14 *okupas* sont blessés et 48 mis en examen avant d'être innocentés en 2003. En 2007, c'est au tour du collectif barcelonais *Miles de Viviendas* (Des Milliers de Logements !) d'être expulsé<sup>1257</sup> ; il était habité principalement par des jeunes sans emploi ou des étudiants ayant participé aux campagnes contre la guerre en Irak en 2004<sup>1258</sup> ou contre le plan de Bologne. Le champ syndical local n'échappe à une forme de polarisation entre les syndicats dissidents comme la CNT (Confédération Nationale du Travail) ou minoritaires comme la CGT (Confédération Général du Travail de Barcelone) et de l'autre les centrales qui bénéficient d'une présomption de représentativité (UGT, CC. OO).

En septembre 2010, ces derniers appellent à une grève générale pour protester contre la réforme du droit du travail et la baisse des pensions de retraite. Quatre jours avant la grève, le 25

---

<sup>1254</sup> En catalan, « *fem-ho-bé* » signifie « fais-le bien ! ».

<sup>1255</sup> Le surnom de « Rose de Feu » vient du début du XX<sup>ème</sup> siècle et fait référence aux attentats et bombes anarchistes.

<sup>1256</sup> Cecile PECHU, « Squat », in *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Références, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 524-30. L'action de « squatter » consiste à réquisitionner des lieux fermés, le plus souvent laissés à l'abandon ou frappés d'interdiction, pour y habiter et par la même occasion revendiquer le droit au logement contre le droit de propriété.

<sup>1258</sup> Le « Non à la guerre » de 2003 ou le « 11-M » fait référence au 11 mai 2004 et à la protestation devant la gestion mensongère de la crise par le Parti Populaire qui avait par la suite perdu les élections ; la mobilisation avait été particulièrement suivie à Barcelone.



septembre 2010, 300 militants organisés – des « anti-système » (« *antisistema* ») selon l'étiquette médiatique de rigueur - occupent l'édifice abandonné de la Banque de Crédit Espagnol qui borde la place de la Catalogne. Le « mouvement du 25-S » recourt au répertoire de l'occupation temporaire organisant débats, ateliers, et conférences à l'intérieur de la banque désaffectée. La banderole déployée sur la façade manifeste le rejet des appareils partisans et syndicaux par la fraction anticapitaliste du milieu militant: « La banque nous asphyxie, le patronat nous exploite, les politiques nous mentent, C.C.O.O et U.G.T nous vendent : *a la mierda !*<sup>1260</sup> ». Le jour de la manifestation intersyndicale, les organisations dites « radicales » se retrouvent au jardin du « Passage de Gracia » (*Paseo de Gracia*) et marchent en direction de la place de la Catalogne ; des affrontements éclatent et les occupants de la banque sont finalement délogés.

L'espace barcelonais des mouvements sociaux<sup>1261</sup> est donc riche de contrastes tant au plan des modes d'action que des manières de faire collectif : l'activité encadrée (défilés pacifiques, pétition,...) des associations et syndicats se distingue des pratiques d'auto-organisation et de manifestation (avec un recours ponctuel à la tactique du *black bloc*<sup>1262</sup>) prisées par la frange la plus radicale des « *okupas* ». Cette tendance locale à la polarisation n'empêche pas l'émergence de dynamiques multisectorielles, de mobilisations à la fois professionnelles, associatives et syndicales dans un contexte d'austérité généralisée.

C'est ainsi qu'en avril 2011 émerge une plate-forme qui n'est au départ qu'un groupe Facebook et prend le nom d'« Indignés pour la santé » (*Indignadas x la salud*). Elle compte rapidement plusieurs milliers de membres dont une majorité de professionnels de la santé protestant contre les coupes budgétaires qui touchent de plein fouet les hôpitaux catalans (fermeture de lits, de salles d'opération, d'unités de soins). D'emblée, référence est faite au livre de Stéphane Hessel, « Indignez-vous », ce qui montre que la thématisation de la dignité est antérieure au 15 mai 2011. Elle s'étend aux restrictions dans l'éducation et la culture. Fin mai 2011, alors que la place de la Catalogne est occupée en permanence, la plate-forme émet un communiqué sur son site Web précisant qu'elle ne fait pas partie de l'organisation du

---

<sup>1260</sup> Photographie prise par Nelson, militant trentenaire très impliqué dans le mouvement *Okupa* dans les années 2010.

<sup>1261</sup> On reprend ici le concept de Lilian Mathieu tout en cherchant à le délimiter au plan spatial pour spécifier l'échelle d'analyse.

<sup>1262</sup> Contrairement à ce que laissent entendre les catégorisations médiatiques, le *black bloc* n'est pas un groupe homogène : il désigne plutôt une manière collective de protester, de se mouvoir (par « bloc ») et de faire un usage ciblé et limité de la force (vitrines de magasin, affrontements avec des forces de l'ordre etc.) Pour une étude complète sur le sujet, cf. Francis DUPUIS-DÉRI, *Les Black Blocs : la liberté et l'égalité se manifestent*, Lux éditeur, 2019.

campement tout en apportant son soutien d'autant plus que de nombreux membres ont rejoint la commission « Santé ».

Outre l'action du 15 mai orchestrée par l'antenne locale de « Démocratie Réelle Maintenant ! », il faut préciser qu'une autre manifestation se tient la veille, le 14 mai 2011, au départ de la place de la Catalogne<sup>1264</sup>. Beaucoup plus conséquente, elle rassemble aux alentours de cent mille personnes qui ont répondu à l'appel « Stop aux coupes<sup>1265</sup> » lancé un mois auparavant le 15 avril 2011<sup>1266</sup> et signé par une trentaine d'organisations et d'associations dont les principaux syndicats UGT et CCOO et les associations de quartiers dont la Confédération d'association de voisins de Catalogne (CONFAVC) qui a remis quelques jours auparavant (le 10 mai) au Parlement catalan une pétition de 100 000 signatures contre les coupes budgétaires dans la santé. L'appel au nom de la « société civile organisée catalane<sup>1267</sup> » se donne pour objectif de mobiliser largement contre le démantèlement de l'Etat-Providence afin de défendre les droits conquis et reconnus dans les domaines de la santé, de l'éducation et du social. Cependant, les deux initiatives ne sont pas totalement dissociées : le président de la Fédération des Associations de Quartiers de Barcelone (FAVB) appelait sur les réseaux à se mobiliser pour le 15 mai. Le 16 mai 2011, un « groupe de jeunes décide de camper sur la place de la Catalogne<sup>1268</sup> » en solidarité avec les participants au campement de la *Puerta del Sol* brutalement délogés par la police après une journée complète d'occupation. Ce ne sont pas pour autant n'importe quels « jeunes » mais des activistes qui se réapproprient le répertoire de l'occupation en lui offrant une traduction locale beaucoup plus militante qu'à Madrid.

### ***Les « 59 de la place de la Catalogne »***

Il est significatif que l'occupation qui débute le soir du 16 mai 2011 s'organise en marge de la manifestation qui a rassemblé environ 8000 personnes la veille (15 000 à Madrid) :

---

<sup>1264</sup> Entretien avec Aurore, *op cit.* En voici l'extrait complet : « Il y avait une grande manifestation pour la santé avec beaucoup de professionnels de la santé, en particulier des infirmières et aussi beaucoup d'activistes de terrain, issus des quartiers et de différents domaines... ». « »

<sup>1265</sup> « ¡Basta a los recortes! » (« Stop les coupes budgétaires ! »), Manifeste du 14 mai, 15 avril 2011. Parmi les nombreux signataires de cet appel, on trouve la Confédération d'Association de Quartiers de Catalogne (CONFAVC), l'entité « Debout pour la santé publique » et la Fédération d'Association de Parents d'Elèves (FAPAES).

<sup>1266</sup> La veille du 15 avril 2011, 20 000 travailleurs du secteur public défilent dans la rue contre les restrictions budgétaires mises en œuvre par le gouvernement « Convergence et Union ».

<sup>1267</sup> Manifeste du 14 mai, *op cit.*

<sup>1268</sup> Carles FEIXA PAMPOLS, José SANCHEZ GARCIA, Jordi NOFRE MATEO, « De l'altermondialisme à l'indignation » (titre original : « Del altermundialismo a la indignacion »), *Cronotopos del activismo político juvenil en Barcelona*, Nueva Sociedad, Mai-Juin 2014.

« Quand les gens à Barcelone ont décidé de camper Place de la Catalogne, dans l'esprit de ceux présents sur la place, leur action n'avait rien à voir avec la manifestation de « Vraie Démocratie Maintenant » ! Ils se voyaient eux-mêmes contribuer à une action directe collective. Au début, ça s'est appelé Prends la place et/ou Yes we camp<sup>1269</sup>. »

Des tracts placardés dans les universités barcelonaises appellent à venir occuper la place toute la nuit<sup>1270</sup> et à entamer « une grève indéfinie<sup>1271</sup> ». Le 16 mai en fin de journée, le bruit court sur les réseaux sociaux : « Le rendez-vous est à 20h30 sur la Plaça Catalunya. Si vous ne pouvez pas passer la nuit, passez quelques heures !! ». Lancé seulement quelques heures auparavant, il n'est pas émis par l'antenne barcelonaise de *Democracia Real Ya* et appelle au contraire à radicaliser<sup>1272</sup> les manifestations, c'est-à-dire à approfondir et élargir les revendications, ce qui confirme le regard ambivalent que jette une partie des militants de la gauche extra-parlementaire<sup>1273</sup> sur la manifestation du 15 mai. En parallèle circule une « convocation » de « Démocratie Réelle Maintenant » qui appelle à s'abstenir lors des élections du 22 mai et prévoit un rassemblement non loin, aux Fontaines de Canaletes.

L'occupation de la place de la Catalogne se construit à partir de réseaux locaux d'interconnaissance relativement modestes et même sporadiques si on compare les chiffres de la première nuit du campement aux milliers de manifestants de la veille et de l'avant-veille. A l'intersection des mondes militants et universitaires, ces groupes affinitaires – « on se connaît

---

<sup>1269</sup> Pablo OUZIEL, *'Vamos Lentos Porque Vamos Lejos' Towards a dialogical understanding of Spain's 15Ms*, thèse de doctorat en philosophie, sous la direction de James Tully et Matt James, Université de Victoria, 2015, p. 133.

<sup>1270</sup> Aucune déclaration n'est requise en Espagne pour organiser une manifestation. Cf la loi organique 9/1983 du 15 juillet 1983 précise que ce droit fondamental n'est pas sans restrictions ni sans limites.

<sup>1271</sup> « Demain nous allons place de la Catalogne. Apporte un sac de couchage : nous commençons une grève indéfinie. », tract placardé dans une université du centre-ville de Barcelone. Cf Pablo OUZIEL, *op cit*.

<sup>1272</sup> ANONYME, « Campement à Barcelone jusqu'à 22M. Madrid, Vigo et d'autres villes péninsulaires en guerre. 16 mai 2011 », 16 mai 2011, [<http://barcelona.indymedia.org/newswire/display/420491>]  
« Eh bien, il semble que oui, que la boule de neige s'agrandisse et qu'à part Madrid, nous avons déjà campé dans plusieurs villes de la péninsule. Nous n'avons RIEN à perdre, malchance, nous nous reconnaissons et avons quelques bières à la santé de la révolution. Eh bien, nous avons commencé à désobéir à la frustration et à la lire un peu au milieu de la campagne.

Allez, ensemble, nous pouvons tout faire !

Pour les réticents, ce camp est complètement autonome, il n'est pas convoqué par l'organisation de la manifestation du 15 ... si nécessaire, nous tiendrons une assemblée juste là pour voir comment et qui [est là]

Ne soyons pas sectaires s'il vous plaît. Nous devons aller radicaliser les manifestations. Qu'est-ce qu'on attend? Si nous ne le faisons pas, personne ne le fera. Ceux de l'assemblée des chômeurs camperont également. »

<sup>1273</sup> ANONYME, « 15M à Barcelone : une manifestation décevante » [<http://barcelona.indymedia.org/newswire/display/420312>]. Dans ce compte-rendu subjectif, le « discours des organisateurs » est jugé « pathétique », en particulier du fait du refus de se positionner sur le plan politique. Les manifestants sont qualifiés péjorativement de « *pipiolos* » (très jeunes inexpérimentés) ajoutant qu'ils cesseront de venir quand ce sera passé de mode. Le discours se conclut par une note critique en direction des « mouvements sociaux et politiques de gauche » pour leur incapacité à recruter parmi les groupes les plus précaires : « Il est regrettable, en revanche, que la plupart des mouvements sociaux et politiques de gauche ne soient pas en mesure d'atteindre le groupe précaire. Peut-être que la clé était le discours facile, paresseux et criblé de clichés que la « vraie démocratie » répand à maintes reprises. C'est cela qui est « cool ». » Sur le regard dubitatif des militants, nous renvoyons aussi à l'entretien collectif avec le collectif nantais « Mauvaise troupe », sans date [<https://mauvaisetroupe.org/spip.php?article56>].

tous » - se sont rapidement dilués dans le nombre qui s’empare de la place. Il apparaît donc qu’en ce qui concerne la place de la Catalogne, « Démocratie Réelle Maintenant ! » joue un rôle beaucoup plus secondaire et effacé qu’à Madrid sur la *Puerta del Sol*.

L’influence limitée de la plate-forme sur le campement barcelonais tient non seulement à son faible ancrage local mais aussi à la densité du maillage militant de la « Rose de Feu ». Beaucoup de centres sociaux autogérés et de squats forment ainsi la base-arrière de la *plaça Catalunya*. La « convergence vertueuse<sup>1275</sup> » entre le mouvement *Okupa* et l’occupation de la place de la Catalogne se manifeste aussi au niveau du mode d’organisation. Car le fonctionnement assembléaire et antihiérarchique est au principe des nombreux *ateneus* et *agoras* disséminées dans les différents quartiers de Barcelone. Les assemblées sont aussi monnaie courante dans les mouvements sociaux espagnols depuis les associations de voisins de l’ère franquiste jusqu’aux assemblées « inter-mouvements » des années 2000 ou encore avec l’Assemblée des Mouvements Sociaux du Forum Social de Madrid (2004 – 2011). Le premier soir du 16 mai 2011, l’assemblée des chômeurs se joint à la poignée d’universitaires et de militants qui mettent en scène le rassemblement en tournant une vidéo où un protagoniste déguisé en cosmonaute vient planter un drapeau portant le symbole du squat (un cercle traversé par une flèche brisée qui symbolise la sortie en dehors de la métropole). « Les astronautes arrivent, puis s’en vont, raconte une des personnes présentes ce soir-là. A 12h00, nous sommes déjà une centaine. Une autre bannière dit "Plaça de Catalunya = Plaça Tahrir". Cela ne fait que commencer<sup>1276</sup> ».

## 2.2. « Taksim est partout ! » : la genèse de la mobilisation de Gezi

Depuis la fin des années 1980, après une phase d’atonie liée à une répression croissante, le paysage des mouvements sociaux turcs s’est recomposé avec des mobilisations étudiantes (en particulier d’étudiantes voilées qui ne pouvaient pas accéder aux bancs de l’université), des

---

<sup>1275</sup> Miguel Angel MARTÍNEZ, Angela GARCÍA, Occupy the squares, freeing buildings. *ACME: An International E-Journal for Critical Geographies*, 2015, vol. 14, no 1, p. 157-184.

<sup>1276</sup> Ivan MIRÓ, Flavia RUGGIERI, « Personne ne nous représente. La place comme métaphore de la société nouvelle » in COLLECTIF, *Los veus de las places*, Barcelone, Icaria, 2011, p. 38 – 44 [en note, il est indiqué que les deux auteurs écrivent en tant que participants à l’acampadabcn, Barcelone, mai-juin 2011]. Les deux auteurs avant le chiffre de 59 participants pour ce premier soir. L’absence de *Democracia Real Ya !* pendant les premiers instants du campement barcelonais, au contraire de l’occupation madrilène, est confirmée par le récit que livre Selim SMAOUI, « Mai Soixante-tweet », *Mediapart*, 25 mai 2011. En tout état de cause, la cinquantaine de primo-occupants barcelonais ne faisait pas partie de la plate-forme.

protestations politiques (« une minute d'obscurité pour une clarté durable<sup>1281</sup> »), des luttes mémorielles (le rassemblement hebdomadaire des « Mères du Samedi<sup>1282</sup> ») ou encore des mouvements écologistes locaux<sup>1283</sup>. Le « printemps du mouvement ouvrier » marque un tournant en mars 1989 apportant un nouveau souffle<sup>1284</sup> aux mouvements sociaux turcs avec une augmentation conséquente des manifestations de rue (entre 2001 et 2006, selon les données récoltées par Aysan Uysal) et des conflits socio-professionnels<sup>1285</sup>. D'après Erdi Lelandais, « le printemps ouvrier constitue non seulement le point de départ des mouvements sociaux mais aussi le véritable fondement historique et symbolique des revendications altermondialistes par la suite<sup>1286</sup> ».

Alors que l'état d'urgence est levé en 2002, les manifestations altermondialistes font leur apparition en Turquie<sup>1287</sup> : dans la ville d'Adana contre l'installation d'une base militaire en 2003 ou à Istanbul avec l'organisation d'un procès symbolique contre les crimes de guerre commis par les soldats états-uniens dans le cadre du « Tribunal mondial de la guerre pour l'Irak ». Il importe de relever que l'altermondialisme turc prend appui sur les groupes politiques de gauche qui dominent le champ militant. Sous la dictature militaire des années 1980 – 1983, la répression et les luttes fratricides ont conduit à la « mise en sommeil<sup>1288</sup> » des principales organisations de gauche extérieures aux institutions tout en ouvrant la voie à de nombreuses carrières militantes<sup>1289</sup>. Ces organisations à la rhétorique anti-impérialiste se mobilisent aux côtés d'associations musulmanes (Mazlum-Der, Özgün-Der) et de chambres professionnelles

---

<sup>1281</sup> En turc, « Sürekli aydınlık içi, dir dakika karanlık ». En 1997, ce mouvement de protestation sans précédent visait « l'Etat des Bandes », fruit de l'imbrication de la mafia, de l'extrême-droite, des forces de sécurité et du personnel politique, après « l'affaire de Susurluk ». Les habitants éteignaient symboliquement leurs lumières tous les soirs pour protester contre la corruption.

<sup>1282</sup> La protestation des « Mères du Samedi » (en turc, *Cumartesi Anneleri*) est une mobilisation de long terme qui a commencé le 27 mai 1995. Organisée par les défenseurs des droits de l'Homme et les familles de disparu.e.s en détention, les mères des disparu.e.s se rassemblent tous les samedis sur la place Galatasaray avec un œillet rouge et des portraits des victimes. Ce mode d'action s'inspire des « Mères de la place de Mai » en Argentine et du lexique « vérité et justice »

<sup>1283</sup> Par exemple, la mobilisation des paysans de Bergama contre l'utilisation du cyanure dans une mine d'or ou le mouvement anti-nucléaire contre l'installation d'une centrale à Mersin Akkuyu en 1999-2000.

<sup>1284</sup> LELANDAIS Gülçin Erdi, « Du printemps ouvrier à l'altermondialisme ? Le champ militant et le champ politique en Turquie », *Cultures & Conflits*, 2008/2 n° 70, p. 57-83.

<sup>1285</sup> En décembre 2009, les salarié.e.s de la fabrique de tabac Tekel se mobilisent contre la vente et le licenciement d'une grande partie des employés.

<sup>1286</sup> LELANDAIS Gülçin Erdi, « Du printemps ouvrier à l'altermondialisme ? Le champ militant et le champ politique en Turquie », op cit.

<sup>1287</sup> *Ibid*, p. 56 – 57. Ce type de mobilisation prend aussi pour cible les instances de la mondialisation avec des manifestations contre le sommet de l'OTAN en 2004 ou contre la Banque Asiatique du développement à Istanbul en mai 2005.

<sup>1288</sup> VERTA TAYLOR, Social movement continuity: The women's movement in abeyance. *American Sociological Review*, 1989, p. 761-775

<sup>1289</sup> Paul CORMIER, *Les conséquences biographiques de l'engagement en contexte autoritaire. Militer au sein de la gauche radicale en Turquie : 1974-2014*. 2016. Thèse de doctorat. Université de Lausanne, Faculté des sciences sociales et politiques.

(TMMOB et TBB, Chambre professionnelle des Architectes et Union des Médecins) qui sont fortement politisées depuis les années 1970. En 2009, le sommet international du FMI et de la Banque Mondiale qui se tient à Istanbul donne lieu au déploiement d'une coordination *Resistanbul*<sup>1290</sup> (*direnistanbul* en turc) qui organise des journées de protestation suivant la logique du contre-sommet propre au mouvement altermondialiste. Cette initiative ponctuelle « s'est transformée en une alliance à travers un processus de 5 mois de coordination nationale et internationale, permettant à différents groupes et organisations opposées au gouvernement AKP de se rencontrer, réalisant finalement des actions communes et encourageant les discussions intellectuelles entre les groupes<sup>1291</sup> ». Nombreux sont les individus, affiliés à une ou plusieurs organisations qu'on vient de mentionner à avoir joué un rôle moteur dans l'occupation du parc Gezi et de la place Taksim.

Il faut aussi préciser que l'hégémonie du parti de l'AKP au pouvoir depuis 2002, n'a pas pour effet de libéraliser la politique de la rue. Celle-ci « est majoritairement le fait du mouvement politique kurde et de la gauche<sup>1292</sup> » qui sont marginalisés dans l'arène parlementaire. L'espace alternatif de la politique de la rue reste massivement investi par les organisations professionnelles<sup>1293</sup> (en particulier les syndicats de gauche, la confédération Tisk-Is<sup>1294</sup>, les syndicats du secteur de l'alimentation et de la fonction publique). Les interactions y sont relativement routinisées, les conférences de presse en plein-air faisant par exemple office de subterfuge légal pour détourner les interdictions de manifester. Celles-ci sont très fréquentes dans un régime déclaratif<sup>1295</sup> où les rassemblements publics restent soumis à la discrétion du pouvoir local qui place hors-la-loi toute manifestation non-déclarée et assure un contrôle préalable. Dans la Turquie des années 2000, beaucoup de protestations de rue présentent un caractère cyclique et commémoratif comme le 1er Mai<sup>1296</sup> dont l'histoire est intimement liée à celle de la place Taksim.

---

<sup>1290</sup> Accessible sur des blogs en ligne actifs en septembre 2021 : [<http://direnistanbul.wordpress.com>, <http://resistanbul.wordpress.com>]

<sup>1291</sup> Texte de Zoé, sans date.

<sup>1292</sup> Ayşen UYSAL, Faire de la politique dans la rue, *Editions du Croquant*, 2020, p. 280.

<sup>1293</sup> Isil ERDINC, « Répression syndicale en Turquie sous le gouvernement AKP. Vers une perte d'autonomie des syndicats ? », *Savoir/Agir*, vol. 40, n° 2, 2017, pp. 95-102.

<sup>1294</sup> Acronyme de la confédération turque des associations d'employeurs.

<sup>1295</sup> Fondé sur la loi 2911 du 8 août 1985. En France, les rassemblements publics sont aussi administrés par un régime déclaratif contrairement à l'Espagne.

<sup>1296</sup> La fête des travailleurs du 1<sup>er</sup> mai a été instituée depuis la conférence de la Deuxième Internationale en 1889 à Paris.

### ***De la plate-forme Taksim à Solidarité Taksim***

La séquence de Gezi ne débute pas le 27 mai 2013 au soir lorsqu'une poignée d'activistes, sur le point de se séparer à l'issue d'une réunion, s'interposent devant un bulldozer envoyé par la municipalité pour arracher les premiers arbres. Ce petit groupe se compose en réalité des membres de l'« association pour l'embellissement et la préservation du parc de Gezi ». Le campement du parc Gezi n'est donc que la pointe émergée d'un effort collectif de mobilisation qui s'étale sur plusieurs années, travail qui s'est intensifié au fil des mois et au gré des circonstances. La défense du parc fait partie des luttes urbaines en haut de l'agenda des mouvements sociaux stambouliotes dans les années 2010.

La conflictualité autour de l'espace urbain est étroitement liée à la politique économique du parti de la justice et du développement axée sur le secteur de la construction. Avant les « événements » de Gezi, « les dix années de gouvernement de l'AKP, qui considère le bâtiment et les travaux publics comme la principale force motrice de la croissance et une source importante de création et de distribution des rentes, ont profondément changé le paysage urbain en chassant les populations modestes des centres-villes et en créant des centaines de centres commerciaux<sup>1297</sup> ». La marchandisation de la ville s'est considérablement accélérée suscitant des protestations organisées de la part des habitants et des militants. En 2006, des groupes militants, des habitants, employés, universitaires et chômeurs forment un mouvement indépendant des partis et organisation, le « mouvement populaire pour l'urbanisme » dont la devise était « L'urbaniste, c'est toi ».

Quatre ans plus tard en juin 2010, peu avant le 6<sup>ème</sup> Forum Social Européen, des associations de quartiers et de professionnels, des représentants d'organisation non-gouvernementale et des activistes nouent l'alliance des « Mouvements Urbains » (*Kent Hareketleri* en turc). Le manifeste des « Mouvements Urbains d'Istanbul » se réfère explicitement au « droit à la ville ». Il s'agit de « défendre le droit des habitants de *Tarlabaşı* de rester dans leur quartier, défendre *Hasankeyf* et le théâtre *Emek*, tout en s'opposant au troisième pont et aux centrales hydroélectriques, lutter contre la subordination de nos écoles et de nos hôpitaux au capital font tous partie de cet ensemble<sup>1299</sup> ». Il n'y a pas que dans la mégapole d'Istanbul que l'urbain fait l'objet de conflits : c'est aussi le cas d'Ankara par exemple. En 2013, l'Université Technique du Moyen-Orient, bastion de la gauche étudiante ankariote, se mobilise contre la construction d'une route traversant le campus.

---

<sup>1297</sup> Ahmet INSEL, *La nouvelle Turquie d'Erdoğan : du rêve démocratique à la dérive autoritaire*, Paris, La Découverte, 2017, p. 152 – 153

<sup>1299</sup> En 2010, Accessible en ligne [<http://istanbulurbanmovements.wordpress.com/>]. Consulté le 17 août 2020.

A Istanbul, la tension monte d'un cran avec la destruction du cinéma Emek également situé dans le quartier de Beyoglu. Premier cinéma bâti sous Atatürk, ce haut-lieu du milieu culturel et artistique stambouliote, qui accueillait les célébrations clandestines du 1<sup>er</sup> Mai pendant les années 1980, est fermé depuis 2009. S'en suit une mobilisation qui combine manifestations et recours juridiques<sup>1300</sup>. Démantelé à partir de mars 2013 pour construire un centre commercial, le cinéma est détruit le 20 mai 2013 alors que le dossier est toujours en cours auprès du Conseil d'Etat.

Le cas d'Istanbul est particulier dans la mesure où le Premier ministre Erdogan se comporte comme s'il était toujours maire d'Istanbul. Lors de la campagne pour les élections législatives de 2011, il annonce le projet d'aménagement de Taksim qui prévoit de piétonniser la place en construisant sept tunnels souterrains pour faire passer le trafic routier sous terre. Le projet prévoit surtout de construire un centre commercial qui prendrait les traits d'une caserne ottomane qui avait été détruite en 1940 pour faire place à la promenade arborée. Le parc Gezi a été édifié sous la direction de l'architecte Henri Prost dans le cadre d'un plan d'aménagement visant à faire de la place Taksim une « vallée culturelle » (entre 1936 et 1951).

Il faut préciser que Taksim occupe une place particulière dans la mémoire collective turque à la suite du « 1<sup>er</sup> mai sanglant<sup>1301</sup> » (le « Dimanche sanglant », *Knli Pazar*) de la fête des travailleurs de 1977. Des coups de feu et l'intervention de la police avaient provoqué un mouvement de foule sur la place, entraînant la mort de 34 personnes. Par la suite, les célébrations du 1<sup>er</sup> mai sur Taksim ont été proscrites jusqu'en 2010 sanctuarisant la « place de la Victoire », avant d'être autorisées<sup>1302</sup> jusqu'en 2013 où elles ont de nouveau été interdites en raison des travaux<sup>1303</sup> avec la mise en place d'un dispositif policier dissuasif (fouilles, fermeture des transports publics).

Investir la place Taksim représente donc un enjeu symbolique pour la gauche parlementaire et radicale, ce qui explique l'omniprésence du 1<sup>er</sup> Mai dans les slogans qui ornent les murs des

---

<sup>1300</sup> En mai 2013, le 9<sup>ème</sup> tribunal administratif d'Istanbul arrête le projet avant de revenir sur sa décision en décembre 2013. Entre-temps, les travaux ont continué.

<sup>1301</sup> Aysan UYSAL, *Faire de la politique dans la rue, Manifestations de rue, manifestants et police en Turquie*, Editions du Croquant, 2019, p. 117. L'auteure fait remarquer la centralité du 1<sup>er</sup> mai dans la mémoire collective des manifestants, preuve de sa dimension sociale : « Au-delà de la variété des témoignages, ce sont dans l'ensemble les rassemblements du 1er mai, quelle que soit la date ou la ville concernée, qui semblent laisser le plus de traces dans la mémoire des manifestants. »

<sup>1302</sup> Ce n'est qu'avec la promulgation de la loi n° 5892 du 22 avril 2009 que la fête du travail a pu être de nouveau célébrée sur la place Taksim : une poignée de dirigeants syndicaux avaient alors été autorisés par le préfet Muammer Güler à venir déposer une gerbe de fleurs auprès du monument de la Kazancı Yokuşu. Un an plus tard, en 2010, c'est un défilé massif encadré par des barrières de sécurité et un service d'ordre syndical conséquent qui foulait la place.



quartiers de Besiktas ou Kadikoy et scandent les manifestations : « En Turquie, que vive le 1<sup>er</sup> mai ! » (AŞASIN 1 MAYIS ! EN TURQUIE, QUE VIVE LE 1<sup>ER</sup> MAI !). Le mot d'ordre « Taksim est partout » fait son apparition lors du rassemblement du 1<sup>er</sup> mai 2010 qui signe le retour sur la place avant d'être repris sous une nouvelle version pendant l'occupation du parc : « Taksim est partout, la résistance est partout ! » (« Her yer Taksim, her yer direnis ! »). Cette continuité dans les slogans confirme l'ancrage à gauche d'une mobilisation que ses instigateurs tentaient pourtant de tenir à l'écart du jeu politique.

Dès l'annonce du projet de piétonnisation, des groupes se mobilisent, en particulier les associations du quartier de Beyoglu qui prennent contact avec la Chambre des Architectes, le TMMOB<sup>1304</sup>. En parallèle, une pétition<sup>1305</sup> circule pour la préservation du parc tandis que des architectes et des intellectuels<sup>1306</sup> créent la « plate-forme Taksim ». Rapidement, il est question d'« élargir le combat à d'autres acteurs qui ne sont pas directement concernés par l'aménagement urbain<sup>1307</sup> ». L'objectif initial était de faire « quelque chose avant que les bulldozers arrivent<sup>1308</sup> », en particulier en multipliant les recours juridiques. Après une série de réunions fin 2011, l'élargissement de la mobilisation conduit à la création en février 2012 de la coordination « Taksim Solidarité », structure de coordination dont fait partie la « plate-forme Taksim » au même titre que l'union des chambres des architectes et ingénieurs turques ainsi que d'autres associations qui émergent au cours de la mobilisation, notamment l'association pour la « Protection et l'embellissement du parc de Gezi<sup>1309</sup> ». Avec l'élargissement rapide de la mobilisation, le répertoire s'étend du lobbying aux manifestations et *happenings*. Le recours à la rue et l'intensification de la mobilisation tient au fait que la majorité des forces vives du

---

<sup>1304</sup> En turc, l'acronyme TMMOB signifie *Türk Mühendis ve Mimar Odaları Birliği*.

<sup>1305</sup> Voir la pétition de la plate-forme Taksim en janvier 2011 qui se justifie de la manière suivante en lettres capitales : « Le manque de transparence dans la planification et la réalisation de ce projet viole tous les principes de démocratie participative ». Archives en ligne : [<http://www.taksimplatformu.com/english.php>], consulté le 20 septembre 2020.

<sup>1306</sup> Pauline PRESSE, *Mobilisations collectives et rôle des organisations : Comment agir ensemble malgré l'hétérogénéité ? Le cas de la contestation de Gezi park (Turquie, juin 2013)*, Mémoire de Science Politique, sous la direction d'Emmanuel Négrier, Université de Montpellier 1, juin 2014, p. 16. Betül Tanbay, professeure de mathématiques à l'université de Bogaziçi et membre de la plate-forme Taksim revient sur la création de la plate-forme. Voici un extrait de l'entretien réalisé par Pauline Presse le 7 mai 2014 :

« Donc juste après ça [l'annonce du projet de la place Taksim] j'ai contacté un ami architecte Korhan Gümüş qui depuis 30 ans s'occupe de la ville, pour moi il est le philosophe architecte de la ville. Donc je l'ai contacté pour lui dire que pour une fois il faut qu'on soit en avant, qu'on fasse quelque chose avant que les bulldozers arrivent. Il connaît les city planners, il connaît les architectes, il connaît toutes les personnes qui s'intéressent à la protection de la ville parce que moi je ne suis pas du tout spécialiste de ce sujet, je fais des maths. Donc c'était en tant que citoyenne d'Istanbul que je me suis engagée. Et avec Korhan on a tout de suite commencé des réunions qui ont eu tout de suite un impact sur la mairie, on a commencé avec l'idée de former la plate-forme de Taksim ».

<sup>1307</sup> *Ibid*, p. 16.

<sup>1308</sup> Entretien avec Betül Tanbay, *op cit*.

<sup>1309</sup> En turc, Taksim Gezi Parkı Koruma ve Güzelleştirme Derneği. Elle est créée le 14 mars 2013.

mouvement social stambouliote ont signé la déclaration de « Solidarité Taksim » : collectifs militants défendant la cause féministe (İFK, İstanbul Fenminist Kollektif) ou arménienne (NOR ZARTONK), organisations non-gouvernementales comme Greenpeace, des groupes (HALKEVLERİ, KALDIRAÇ) et partis de gauche (SDP - Sosyalist Demokrasi Partisi) mais aussi les principales centrales syndicales turques (DISK et KESK) et des collectifs moins institutionnalisés comme MÜŞTEREKLERİMİZ<sup>1310</sup>, un collectif d'artistes déjà mobilisé pour défendre le cinéma *Emek*. Au total, ce sont près d'une centaine d'entités qui rallient la coordination « Solidarité Taksim<sup>1311</sup> ».

Entre ces organisations de taille et de nature différentes se met en place une division du travail tacite. Après des tentatives de négociations infructueuses avec les autorités publiques, la plate-forme de départ multiplie les actions en justice, ouvrant plusieurs procès contre la municipalité (qui a modifié le plan d'urbanisme et n'a pas respecté les règles de concertation publique prévues par la loi), le comité de protection de Beyoglu et le ministère de la culture ; en plus de son soutien juridique, la chambre des Architectes tient régulièrement une permanence sur la place Taksim pour publiciser la cause et dénoncer l'illégalité du projet. Elle y fait signer une pétition pour l'annulation du projet et organise un florilège d'activités autour du parc. Ces actions de terrain sont aussi portées par l'association pour la « Protection et l'embellissement du parc de Gezi ». Le 13 avril 2013, elle organise un concert de soutien pour récolter des fonds. Sur l'affiche, le sigle de l'association est entouré des logos de la plate-forme et de « Solidarité Taksim ». Jusqu'au 27 mai (et au 28 mai avec le retour en force des bulldozers escortés par la police<sup>1314</sup>), la protestation prend une tournure pacifique avec des journées à thème (méditation et cours de yoga le 21 avril 2013, animations et jeux pour enfants le 23 avril 2013 etc.). C'est la raison pour laquelle les premières heures du *sit-in* sont perçues par Asaph avec un mélange de pessimisme et d'amusement :

« ...ils avaient mis des tentes, ils faisaient des bisous aux arbres et buvaient des bières, une sorte de mini-festival spontané mais il n'y avait aucune tension. On est allé là-bas. Je me souviens, j'avais dit ce genre de truc ça me déprime en fait, quand je vois une entreprise qui finalement ne servira à rien, j'ai tendance à être pessimiste... j'étais rentré tôt en plus<sup>1315</sup>».

---

<sup>1310</sup> *Our commons* est en fait un mouvement avec cinq personnes dont Murcilla Yucipi. Entretien avec C., 32 ans, diplômée d'urbanisme et doctorante, Paris, septembre 2019.

<sup>1311</sup> 128 d'après le site, cf le site pour une liste exhaustive ; 80 au départ. Accessible en ligne : [\[https://www.taksimdayanisma.org/bilesenler?lang=en\]](https://www.taksimdayanisma.org/bilesenler?lang=en)

<sup>1314</sup> Le 28 mai, plusieurs associations pour le droit à la ville présentent aussi une pétition au Conseil de protection du patrimoine culturel d'Istanbul pour protéger le parc.

<sup>1315</sup> Entretien avec Asaph, professeur de français en Turquie, anciennement à l'université de Galatasaray, 40 ans environ, ne se définit pas comme « militant » ou « activiste ». Quartier de Karakoy, Mai 2019.

La plupart des membres de ces collectifs sont insérés dans des réseaux d'interconnaissance, ce qui facilite la coopération entre des organisations distinctes. Comme le souligne Pauline Presse, « toutes ces structures sont inter-connectées, on retrouve les mêmes acteurs dans les différentes structures<sup>1316</sup> ». Par exemple, le président de l'association de quartier de Beyoglu est aussi membre de la plate-forme Taksim et de la Chambre des ingénieurs en mécanique, qui fait également partie de TMOOB. Les individus naviguent d'un collectif à l'autre, ce qui a pour effet de renforcer le tissu protestataire d'une mobilisation qui construit son unité de façade autour du slogan consensuel « Taksim est à nous tous<sup>1317</sup> ». L'interdiction de manifester sur la place Taksim le 1<sup>er</sup> mai, les affrontements qui éclatent entre les « ultras » de Besiktäs le 11 mai au soir<sup>1318</sup> et la destruction du cinéma Emek le 20 mai 2013 sont autant d'éléments conjoncturels à prendre en compte à la veille des événements de Gezi.

### 2.3. « On ne rentre pas chez nous, on occupe une place ! »

Le 31 mars, à Paris, c'est sous une pluie battante qu'une manifestation intersyndicale (CGT et FO, la CFDT<sup>1326</sup> ayant renoncé) contre le projet de loi « travail » s'achève sur la place de la République au centre de Paris. Dans les rangs éclectiques d'un défilé ponctué par des affrontements en tête de cortège, le bruit court qu'« on ne rentre pas chez nous<sup>1327</sup> », si bien qu'une fraction des manifestants finit par se retrouver sur l'esplanade où trône la statue allégorique de Léopold Morice. C'est sous une bâche spécialement montée pour l'occasion que

---

<sup>1316</sup> Pauline PRESSE, *Mobilisations collectives et rôle des organisations : Comment agir ensemble malgré l'hétérogénéité ? Le cas de la contestation de Gezi park (Turquie, juin 2013)*, op cit, p. 18.

<sup>1317</sup> Entretien de Pauline Presse avec B. Tanbay réalisé le 7 mai 2014. PRESSE Pauline, op cit, Annexe.

<sup>1318</sup> Le 11 mai 2013, des heurts éclatent entre police et supporters de Beşiktaş alors que doit se tenir le dernier match dans le stade emblématique d'Inönü. Les ultras boivent et chantent comme à l'accoutumée avant les matches, ce qui importune le PM dont les bureaux sont situés non loin dans le quartier de Besiktäs. Il ordonne la dispersion et deux policiers tirent des coups de feu en l'air, ce qui suscite l'indignation et la colère des ultras puisque le recours aux armes à feu bafoue les règles tacites d'affrontements ritualisés et le territoire. S'en suivent des échanges de projectiles et de gaz lacrymogènes jusqu'à l'intérieur du stade. C'est au cours de cette séquence que les ultras entonnent le chant adressé aux policiers et massivement repris pendant Gezi : : « Vas-y, jette-nous du gaz lacrymogène. Flic, enlève ton casque et ta matraque, et montre si t'es un homme ! ». c'est un précédent non négligeable dans les calculs et anticipations des « ultras » qui vont rallier la protestation deux semaines plus tard. Gökçe TUNCEL, « De l'amour du foot au mouvement Gezi : enquête sur le processus de politisation des supporter.es de « Çarşı » », *Mouvements*, vol. 90, n° 2, 2017, pp. 128-139.

<sup>1326</sup> Acronymes respectifs de la Confédération Générale du Travail, de Force Ouvrière et de la Confédération Française Démocratique du Travail.

<sup>1327</sup> « Le 31 mars 2016 après la manifestation on ne rentre pas chez nous, on occupe une place ! ». Communiqué de presse des initiateurs de *Nuit Debout*, repris sur un tract distribué pendant la manifestation. Il est à noter que le mot d'ordre « Je ne veux plus rentrer chez moi » avait déjà lancé en 2009 par l'ancienne députée européenne communiste Aline Pailler ; elle appelait à se rassembler devant les mairies dans le but de « construire la grève générale à notre rythme ». On peut aussi repérer une autre continuité au niveau typographique avec la même police d'écriture que l'association « Ne pas plier », créée en 1991.

se succèdent concerts et prises de parole devant un public enthousiaste qui se tient debout sur les dalles trempées. L'occupation est symbolique puisque la préfecture de Paris qui administre l'occupation du domaine public, en a accepté la demande. La prise de la place ne doit rien au hasard ; elle est le fruit d'une longue chaîne d'initiatives qu'il faut disséquer.

La mobilisation tire son origine d'une série de rencontres publiques baptisées « Leur faire peur ! » (le 23 février 2016), à la Bourse du travail de Paris, sous le giron de François Ruffin et de son équipe du journal *Fakir*. De cette rencontre naît le collectif « Convergence des luttes » qui « regroupe une vingtaine de personnes, dont Leïla Chaïbi, ancienne militante de L'Appel et la pioche, Johanna Silva de *Fakir*, Loïc Canitrot, de la compagnie Jolie Môme, Arthur Moreau, étudiant en sociologie à Sciences Po et militant LGBTQI+, Fahima Laidoudi, du réseau Intervention Réflexion Quartiers Populaires et Michel, retraité et militant de longue date<sup>1328</sup> ». L'hétérogénéité des profils est révélatrice de la proximité et témoigne des nombreuses circulations entre champs militants, associatifs et politiques : dans ce collectif informel sans existence légale se côtoient des membres issus de la gauche d'opposition parlementaire (notamment du Front de Gauche), d'un média contre-hégémonique (*Fakir*) et des militants d'horizons divers qui vont de la compagnie de théâtre engagée aux militants des quartiers populaires et du mal-logement en passant par des défenseurs de la cause LGBTQI+. Elle bénéficie aussi de l'appui concerté de plusieurs organisations qui ont cosigné la demande d'occupation provisoire de l'espace public<sup>1329</sup> : l'association altermondialiste *ATTAC*<sup>1330</sup>, le *DAL* et l'union syndicale *Solidaires*<sup>1331</sup>. L'action « Nuit debout » s'inscrit donc à la confluence de plusieurs courants solidement ancrés à la gauche de l'espace des mouvements sociaux français.

---

<sup>1328</sup> Manuel CERVERA-MARZAL, « Nuit debout et l'épineuse question du leader. Retour sur une expérience vécue » in GUIONNET Christine, WIEVIORKA Michel (dir.), *Nuit debout. Des citoyens en quête d'une réinvention démocratique*, Rennes, PUR, 2020.

<sup>1329</sup> La loi du 30 juillet 1881 et le décret-loi du 23 octobre 1935 posent l'obligation d'une déclaration préalable pour « tous cortège, défilés et rassemblement de personnes, et, d'une façon générale, toutes manifestations sur la voie publique ». Ce décret-loi fait suite aux événements du 6 février 1934. Les Nuits debout s'inscrivent donc dans un cadre légal, la préfecture de police interdisant les rassemblements nocturnes sur la place de la République de sorte à encadrer les rassemblements et empêcher leur continuité. Une interdiction préfectorale n'aurait probablement pas résisté à une procédure en référé-liberté auprès du juge administratif qui repose sur des critères de nécessité et de proportionnalité susceptibles de constituer des troubles graves à l'ordre public (des « troubles graves à l'ordre public » selon l'article L211-3 du code de la sécurité intérieure).

<sup>1330</sup> Association pour la Taxation sur les Transactions Financières et pour l'Action Citoyenne créée en 1998 et s'inscrivant dans le courant altermondialiste.

<sup>1331</sup> Le Comité des mal-logés, constitué dans l'urgence en riposte à la répression des squatteurs entre 1983 et 1986, se mue en Droit au logement (DAL) en 1990. Cette organisation donne naissance, par la suite, au collectif « Droits devant ! » qui fédère plusieurs luttes contre l'exclusion sociale. Issue d'organisations syndicales non confédérées, l'union syndicale *Solidaires* a été fondée en 1998.

Tout au long du mois de mars, les réunions se succèdent à la Bourse du Travail de la place du boulevard Beaumarchais, et les échanges s'intensifient<sup>1332</sup> : il est entendu que l'appel à la « convergence des luttes » doit se traduire dans les faits pour « passer du clavier au pavé<sup>1333</sup> ». L'appellation « Nuit Debout » est préférée à celle de « Nuit Rouge », jugée trop clivante - la couleur « rouge » est un marqueur d'appartenance au communisme et plus généralement à la gauche « radicale » tandis que le « noir » évoque l'anarchisme. L'objectif affiché est de « construire un projet politique ambitieux, progressiste et émancipateur<sup>1334</sup> » qui prend place dans le cadre plus général de la mobilisation contre le projet de réforme du code du travail annoncé dès la mi-février 2016 par le gouvernement socialiste. Cette initiative s'insère aussi dans le panorama plus large des mobilisations du secteur professionnel et des territoires ruraux occupés des Zones à défendre, en particulier contre la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, véritable pôle d'attraction de la gauche radicale extra-partisane. Son slogan emblématique – « Contre l'aéroport et son monde » - est d'ailleurs repris et ajusté au contexte de 2016.

### « *Contre la loi travail et son monde*<sup>1336</sup> »

C'est sous la triple impulsion de la pétition « Loi travail : non merci ! » lancée par l'ancienne socialiste Caroline de Haas, qui récolte près d'un million de signatures, du collectif en ligne « On vaut mieux que ça<sup>1337</sup> » et de « l'appel du 9 mars » que se lance le « mouvement contre la loi travail ». Au départ simple événement Facebook qui appelle à la grève générale, l'appel du 9 mars est rebaptisé ainsi par des *super militants*<sup>1338</sup> et essaime à travers le territoire :

« Parce que c'est aussi ça, c'est aussi un mouvement générationnel et bien ils arrivent à les forcer à aller alors qu'ils allaient manifester 22 jours plus tard sur une seule mesure qui était la baisse des indemnités prud'homales. Ils se retrouvent à manifester pour la suppression de la loi Travail en grève intersyndicale et tout le monde est obligé de manifester et je me retrouve juste derrière en manif... Mailly, le mec de Force Ouvrière<sup>1339</sup>. »

---

<sup>1332</sup> Le 14 mars, il est décidé lors d'une nouvelle réunion de « Convergence des luttes » de former plusieurs commissions : matériel, communication, accueil, cantine, infirmerie et d'occuper la place de la République

<sup>1333</sup> On vaut mieux que ça

<sup>1334</sup> COLLECTIF, « Communiqué de presse du 30 mars 2016 », *Nuit Debout. Les textes choisis et présentés par Patrick Farbiaz*, Paris, Les Petits Matins, 2016, p. 36-37. Le document renseigne sur l'horizon que se donne d'emblée le collectif « Convergence des luttes » qui dépasse le cadre de la lutte contre la loi travail.

<sup>1336</sup> Ce passage est tiré du chapitre : Arthur GUICHOUX, « Nuit debout : le long mois de mars français » in Christine GUIONNET, Michel WIEVIORKA (dir.), *Nuit debout. Des citoyens en quête d'une réinvention démocratique*, Rennes, PUR, 2021. Je remercie Christine Guionnet pour ses conseils avisés dans l'écriture.

<sup>1337</sup> Au mois de février, le site [<http://www.onvautmieuxqueça.fr/>] est lancé avec le hashtag #Onvautmieuxqueça. Cet appel est relayé le 24 février 2016 par des youtubeurs engagés (Usul, Osons Causer, Bonjour Tristesse...); s'y ajoute aussi la campagne « CQFD » : le code qu'il faut défendre.

<sup>1338</sup> Entretien avec Benoît, 40 ans, fondateur d'un collectif autogéré dans la banlieue parisienne, militant multi-situé depuis le lycée. Aubervilliers, 2019.

<sup>1339</sup> Entretien avec Benoît, *op cit*.

500 000 personnes descendent dans la rue le 9 mars ; le nombre annoncé sur les réseaux par la multiplication des événements locaux contraint les principaux syndicats opposés à la loi à avancer leur participation (comme en atteste la présence du leader du syndicat Force Ouvrière) et élargir le spectre des revendications. Il ne s'agit plus seulement de contester une mesure en particulier (la baisse des indemnités prud'homales en cas de litige prévue à l'article 4 du projet) mais de faire obstacle à la loi « travail » dans son ensemble, c'est-à-dire de stopper le projet. La manifestation du 9 mars ouvre une séquence de manifestations de rue qui, de semaine en semaine (les 9, 17, 24 et 31 mars), s'amplifie et donne « une forme collective et presque unitaire aux conflits sectoriels qui ont marqué le champ des luttes syndicales dans la période précédente – notamment, à moyen terme, la lutte des ouvriers de l'entreprise Continental et, en 2015, les conflits sociaux dans les entreprises Goodyear et Air France<sup>1340</sup> ». En Île-de-France, une dynamique multisectorielle émerge des nombreuses assemblées interprofessionnelles qui se tiennent régulièrement, ce qui fait directement écho au mot d'ordre de « Convergence des luttes » lancé par le collectif *ad hoc* du même nom. La journée du 31 mars marque le point d'orgue d'une phase d'extension de la mobilisation avec un million de personnes dans la rue à Paris selon les organisateurs contre 390 000 selon le ministère de l'Intérieur. En dépit de leur divergence, ces estimations donnent un ordre de grandeur de la mobilisation et de sa teneur. Celle-ci peut également compter sur la vivacité du mouvement étudiant et lycéen<sup>1341</sup> qui multiplie les blocages temporaires et se fait de plus en plus présent dans les cortèges, notamment par la coordination du Mouvement Inter-Luttes Indépendant<sup>1342</sup> (MILI) particulièrement offensif avec des banderoles renforcées. Nuit debout s'enchaîne dans une séquence de conflictualité sociale qui présente une forte composante interprofessionnelle<sup>1343</sup> tout en mobilisant une fraction considérable de la « jeunesse » urbaine et diplômée<sup>1344</sup>.

---

<sup>1340</sup> Alexis CUKIER, David GALLO LASSERE, « « Contre la loi travail et son monde » autonomie et organisation dans le long mars français », *Les Temps Modernes*, n°691, Novembre-Décembre 2016, p. 125

<sup>1341</sup> Cf l'« Appel Unitaire des organisations de jeunesse contre le projet de loi travail ! » qui a circulé début mars 2016.

<sup>1342</sup> Entretien avec L., étudiant en sociologie de 23 ans, de classe populaire, membre fondateur du MILI et très actif pendant le mouvement contre la loi « travail », Paris, mai 2018.

<sup>1343</sup> Le « mouvement contre la loi travail » est scandé par 16 journées de mobilisation : les 9, 17, 24 et 31 mars, les 5, 9 et 28 avril, les 1er, 12, 17, 19 et 26 mai, les 14, 23 et 28 juin et le 5 juillet 2016.

<sup>1344</sup> Il est plus prudent de ne pas prêter à « la » jeunesse (ou « aux » jeunes) une unité qu'elle n'a pas : comme toute catégorie, celle-ci est traversée par des lignes de fracture et d'opposition. Il en existe au moins deux : la jeunesse diplômée, « blanche » et urbaine par contraste avec la jeunesse issue des quartiers périphériques, le plus souvent racisée et systématiquement ségréguée. Sur la jeunesse comme prénotion qui requiert une déconstruction sociologique, cf Pierre BOURDIEU, « La jeunesse n'est qu'un mot », *Questions de sociologie*, 1984, PUF, p. 143-154.

Le choix de la place de la République n'est pas anodin puisque c'est un point névralgique des manifestations de gauche, des démonstrations de force et des actions comme le réseau écologiste *Alternatiba* qui y a installé un village éphémère de 5 000 personnes fin septembre 2015. « Répu' », pour reprendre un diminutif autochtone, porte aussi la mémoire collective des attentats qui ont marqué l'année 2015 (6 janvier et 13 novembre 2015). A la suite des rassemblements spontanés consécutifs aux actes terroristes qui ont frappé le quartier du 11<sup>ème</sup> arrondissement de Paris, la statue de Marianne qui trône en son centre a fait l'objet d'un usage commémoratif avec des bougies, photos et messages en hommage aux victimes. La place a aussi été le théâtre de la répression des opposants à la COP21 (Action Non-Violente-COP 21), quinze jours seulement après les attentats<sup>1347</sup>. Cette séquence répressive s'inscrit dans un contexte d'état d'urgence dont les dispositions sont rapidement détournées à l'encontre des militants (assignation à domicile, surveillance renforcée<sup>1348</sup>). Le 29 novembre 2015, le dispositif policier empêche les opposants à la COP 21 de manifester sur la place, ce qui les conduit à former une longue chaîne humaine qui sera vite brisée. Quelques mois plus tard, un certain nombre de participants à la manifestation du 29 novembre fréquente assidûment les Nuits debout, preuve de la stabilité du monde militant parisien et francilien.

C'est sur les conseils avisés du porte-parole de Droit au Logement, Jean-Baptiste Eyraud, dit « Babar », qu'il est décidé de camper place de la République (un plan de secours était prévu au cas où). L'association a fréquemment recours au répertoire du campement protestataire lors de la période de fin de la trêve hivernale qui autorise les expulsions. Le choix de s'installer en plein cœur de Paris inscrit Nuit debout dans la classe des actions spectaculaires qui cherchent à occuper le devant de la scène protestataire. C'est une différence majeure avec les « Indignés » de 2011 qui avaient été expulsés de la place de la Bastille (29 mai 2011) avant de se rassembler devant l'Hôtel de Ville pour l'action coordonnée « Global Occupy » du 15 octobre (rassemblant environ 2000 personnes)<sup>1349</sup>. Un campement avait par la suite élu domicile dans le quartier d'affaires de La Défense (le 17 novembre), débouchant sur une occupation modeste dans un territoire particulièrement hostile qui s'était soldée par une expulsion au bout de deux

---

<sup>1347</sup> Le 29 novembre 2015, à la veille de l'ouverture du sommet des Nations-Unies pour le climat à Paris. Le bilan de la répression est assez lourd rapporté au nombre de manifestants : 289 personnes interpellées et 174 gardes à vue.

<sup>1348</sup> Simon LE ROULLEY, Julien LONG, « Terrorisme, violences politiques et maintien de l'ordre. L'ultra gauche comme cible de la terreur instituée ? », *Journal des anthropologues*, vol. 154-155, no. 3, 2018, pp. 137-160.

<sup>1349</sup> Environ 2000 personnes le 15 octobre à Hôtel de Ville avec des prises de parole (dont l'économiste Frédéric Lordon qui sera aussi présent au lancement de Nuit debout-Paris).

semaines<sup>1350</sup>. En se définissant comme a-partisan et a-syndical, le mouvement reproduisait dans les grandes lignes le « modèle » espagnol, une greffe qui n'a pas vraiment prise sur un tissu militant fortement politisé et maillé de nombreuses organisations.

Bien qu'ils soient peu nombreux, des participants fortement investis dans les « Indignés » de 2011 prennent part aux préparatifs de Nuit debout. C'est par exemple le cas de Benoît qui est à la fois un élément moteur des *Indignés* et de Nuit debout, ce qui ouvre une porte d'entrée sur la genèse du mouvement d'occupation français<sup>1351</sup>. Il fait aussi partie du *media center*, le groupe qui a pris en charge la médiatisation en ligne (Twitter, Facebook) de Nuit debout avant même que l'occupation ne démarre.

Comme cela a été souligné dans le précédent chapitre, le *media center* de Nuit debout a été formé sous l'impulsion d'une ancienne participante au 15M de la place de la Catalogne spécialisée dans le domaine de la communication. « Ils savaient même pas ce que c'était un *media center*<sup>1352</sup> » s'exclame-t-elle quand elle raconte comment le collectif « Convergence des luttes » accepte de lui déléguer la tâche de créer une commission « Médias » spécialisée dans la production et la diffusion de contenu numérique. Il est ainsi convenu qu'Eva se charge, avec d'autres, de la « propagande » en ligne de l'action du 31 mars au soir. Nuit debout est donc le fruit d'une coopération entre plusieurs « unités » individuelles ou collectives reliés par des réseaux d'interconnaissance. En somme, plusieurs groupes coexistent à l'intérieur du collectif qui émerge avec Nuit debout (dont les contours ne se réduisent pas à « Convergence des luttes »), lequel prend racine dans le champ militant et politique avec des personnes engagées dans des partis de gauche – Front de Gauche, Europe Ecologie les Verts -, des associations et organisations syndicales. Il se compose aussi de ce qui va devenir le *media center* de Nuit debout autour d'un noyau de plusieurs médiactivistes dont certains sont néanmoins des primo-militants.

Pendant les premières semaines de Nuit debout, d'anciens protagonistes du 15M font le voyage pour venir en renfort, transformant l'appartement d'un autre membre du *media center* en véritable « auberge espagnole<sup>1353</sup> ». C'est une clef de lecture significative pour comprendre les fortes similarités entre les « mouvements de places » qui s'expliqueraient notamment par la

---

<sup>1350</sup> Emmanuel RUZE, « Des réseaux sociaux à l'occupation sur le terrain. Ethnographie (très) participante de l'occupation de La Défense avec le collectif des Indignés (« Démocratie Réelle ») », *Multitudes*, vol. 50, no. 3, 2012, pp. 96-102. Une « marche des possibles » avait aussi été organisée depuis plusieurs villes pour rallier Paris le jour du 15 octobre pour l'action coordonnée « Global Occupy ».

<sup>1351</sup> Ce n'est bien sûr pas le seul. Cf Entretien avec David, *op cit.*

<sup>1352</sup> Entretien avec Eva, 32 ans, activiste « professionnelle », qui a participé activement au 15M-BCN et à Nuit debout, Barcelone, février 2019.

<sup>1353</sup> Entretien informel avec une participante du *media center* de Nuit debout. Ceci rappelle aussi le statut incertain et précaire de la semi-occupation puisque personne ne dort sur place.



présence d'activistes à forte mobilité internationale qui font circuler activement expériences et répertoires protestataires. Ces transferts s'effectuent via des réseaux d'activisme transnationaux mais aussi grâce à des espaces virtuels comme le site *Take the square* (version anglophone de *Tomalaplaza.net*) lancé dès les premiers jours du 15M<sup>1354</sup>. Ces activistes « 2.0 » peuvent être considérés comme relativement « cosmopolites<sup>1355</sup> » (mais pas nécessairement « enracinés » pour reprendre l'expression de Sidney Tarrow) et sont en général insérés dans des réseaux militants à différents niveaux. L'influence de cette fraction minoritaire serait d'autant plus étendue qu'elle dispose du savoir-faire des outils numériques, contribuant à façonner un récit global des « mouvements de places<sup>1356</sup> » (ce qui expliquerait par exemple l'apparition du label « OccupyGezi » début juin 2013). La généalogie de Nuit debout n'est donc pas seulement locale.

On rejoint alors les conclusions d'Eduardo Romanos qui a mis en évidence un phénomène de « circulation-transmission » à travers le cas d'Espagnols vivant à New-York au moment d'*Occupy Wall Street*<sup>1357</sup>. Au fil des mois qui ont suivi l'explosion du 15M, un réseau de primo-militants expatriés sur les campus de l'Est des Etats-Unis commence à se structurer. Le 21 mai 2011, des manifestations de soutien rassemblant des centaines de personnes répondent à l'appel du groupe Facebook *Democracia Real Ya-New York*, certains faisant même la navette jusqu'en Espagne. Dans la période qui suit le 15M, ces derniers nouent des liens avec des activistes locaux. Selon Lawrence<sup>1358</sup>, ces Espagnols, fortement diplômés pour la plupart, représentaient entre 10 et 20% des participants à l'assemblée générale de la ville de New-York (NYCGA). Romanos fait notamment valoir que c'est par ce réseau interpersonnel que les Espagnols ont exercé une influence décisive sur l'occupation du parc Zuccotti, insistant notamment sur la nécessité de rendre l'espace de la « place » le plus inclusif possible

L'impression d'homologie qu'on a discuté dans le premier chapitre ne serait donc pas infondée même si la similarité entre les « mouvements » reste relative. Elle tiendrait notamment à cette

---

<sup>1354</sup> Entretien avec Nelson, *op cit.* ce dernier passe une partie de son temps à internationaliser la cause

<sup>1355</sup> Charles TILLY, Sidney TARROW, *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Presses de Sciences Po, 2015, pp. 277-308.

<sup>1356</sup> Jean-François Pérouse fait une observation similaire au sujet des « communicants professionnels » de Gezi. cf Jean-François PÉROUSE, « Les événements de Gezi, ou le début de la « dérive autoritaire », vu des périphéries.. » *Mouvements*, 2017, no 2, p. 109-119.

<sup>1357</sup> Eduardo ROMANOS, « From Tahrir to Puerta del Sol to Wall Street: The Transnational Diffusion of Social Movements in Comparative Perspective », *Revista Española de Investigaciones Sociológicas*, 154, p. 103-118, 2016.

<sup>1358</sup> Jeffrey LAWRENCE, *The International Roots of the 99% and the "Politics of anyone".. IC – Revista Científica de Información y Comunicación*, 10, 2013, p. 53-72.

historicité transversale des « lieux de la colère<sup>1359</sup> » et confirme leur dimension archipélagique. Autrement dit, ces circulations étayent la thèse d'un cycle de protestation global en donnant chair aux schémas simplificateurs entre mouvements « initiateurs » et mouvements « suiveurs<sup>1360</sup> » ; elle livre un aperçu de la transnationalisation de la contestation qui mériterait d'être approfondie par une analyse de réseaux approfondie afin de dépasser la thèse de l'imitation.

## 2.4.Des collectifs instigateurs

Les collectifs à l'initiative des mobilisations ne présentent pas la même envergure et ne s'inscrivent pas de la même manière dans l'espace local des mouvements sociaux. Le noyau barcelonais comporte une cinquantaine d'activistes qui sont issus du milieu militant local tandis que le collectif « Convergence des luttes » se compose d'une vingtaine de personnes qui ne se connaissaient pas auparavant. Le réseau qui s'est tissé autour de la plate-forme « Solidarité Taksim » est beaucoup plus vaste et structuré avec la participation de différents partis, syndicats et associations.

Les contours des collectifs instigateurs n'épousent pas toujours les frontières de groupes clairement identifiés, ce qui les rend parfois plus difficiles à saisir. Contrairement à ce qui s'est produit à Madrid où *Democracia Real Ya !* avait prémédité l'occupation, le campement barcelonais est lancé conjointement par un groupe d'universitaires mobilisés et une assemblée de chômeurs. La mobilisation de Gezi ne se réduit pas non plus à la « plate-forme Taksim » formée en 2011 : elle prend surtout appui sur la structure « Solidarité Taksim » qui rassemble des groupes distincts dont fait partie la dite plate-forme. De même, l'opération Nuit debout est portée par un noyau bicéphale formé du collectif *ad hoc* « Convergence des luttes » et d'un groupe médiactiviste qui formera le *media center*. Ces collectifs ne doivent donc pas être appréhendés comme des monolithes : la comparaison méso des « organisations » implique de tenir compte des singularités individuelles, des expériences socialisatrices passées et des modes d'engagement. Dans les trois cas, rares sont les *outsiders* qui ne disposent pas d'une expérience militante préalable<sup>1361</sup>.

---

<sup>1359</sup> Hélène COMBES, David GARIBAY, Camille GOIRAND, (dir.), *Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*, Paris, Karthala, 2016.

<sup>1360</sup> Doug MCADAM, « 'Initiator' and 'spin-off' movements : Diffusion processes in protest cycles », *Repertoires and cycles of collective action*, 1995, vol. 217, p. 239.

<sup>1361</sup> Frédérique MATONTI, Franck POUPEAU, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004, no 5, p. 4-11. Selon Matonti et Poupeau, le capital militant se distingue du capital économique dans la mesure où il n'existe que de façon incorporée (à la différence du patrimoine matériel) et qu'il ne peut se transmettre sans apprentissage et transformation de la part des agents. La notion présente cependant

Largement improvisé place de la Catalogne, défensif et réactif sur le parc Gezi, minutieusement préparé pour Nuit debout, le recours à l'occupation donne à voir des différences notables qui nuancent la thèse de la spontanéité. Il s'inscrit dans un contexte plus général d'essoufflement des répertoires d'action conventionnels : les manifestations de rue ne parviennent pas à faire reculer les gouvernements, ce qui confirme, dans le cas français, que les mobilisations ne font plus office de « référendums d'initiative populaire<sup>1362</sup> ». En ce qui concerne le parc Gezi, on observe que le campement protestataire ne relève pas d'un choix délibéré en amont mais d'une logique de situation, d'une réponse collective à une menace imminente<sup>1363</sup>.

Revenir sur les collectifs qui ont posé les fondements des rassemblements ne permet cependant pas de comprendre *comment* l'occupation de la place de la Catalogne passe d'une poignée d'activistes à plusieurs dizaines de milliers de participants, comment un sit-in pacifique débouche sur une situation quasi-insurrectionnelle ou encore comment un rassemblement festif et militant se maintient pendant plusieurs mois. En un mot, comment se fait-il que des mobilisations à ciel ouvert « prennent » et tiennent alors qu'elles n'étaient pas prévues pour durer ? Il est donc nécessaire de changer de focale pour tenter de saisir la manière dont émergent les mobilisations du point de vue de celles et ceux qui en sont les protagonistes. Comment passent-ils à l'action ? A quelles logiques de situation répondent les individus et les organisations ? Il ne s'agit pas ici d'entreprendre une micro-analytique qui dépasserait le cadre de cette enquête mais d'apporter des éléments de réponse à la question épineuse de la spontanéité que les théories sociologiques et politiques ont tendance à ne pas prendre suffisamment au sérieux.

## Section 2. L'épineuse question de la spontanéité

*Ponte sua* : de son propre mouvement. L'étymologie latine du mot « spontané » éclaire ses significations courantes : serait spontanée l'action que l'agent accomplit de lui-même, un comportement qui n'est pas réfléchi et dénué de calcul ou encore, dans une veine naturaliste,

---

l'inconvénient de laisser entendre que l'activité militante permet de *capitaliser*, en particulier par l'accumulation de rétributions matérielles et/ou symboliques, ce qui tend à produire une vision *instrumentale* du militantisme au détriment de sa dimension d'expérience.

<sup>1362</sup> Michel PIGENET, Danielle TARTAKOWSKY, *Histoire des mouvements sociaux en France de 1814 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2014 (2012).

<sup>1363</sup> Elise MASSICARD, « Les effets productifs de l'occupation lors du « mouvement Gezi »(Turquie, 2013) », *Mouvements: des idées et des luttes*, 2016, p. 1-8.

un phénomène qui se produit sans intervention extérieure. Autant d'éléments de définition qui mettent en doute la possibilité d'un usage rigoureux de la notion en sociologie. Celle-ci est d'autant plus discréditée qu'un des enjeux primordiaux de l'enquête en sciences sociales serait précisément de mettre à distance les prénotions et jugements spontanés de sorte à provoquer rupture épistémologique et effets de savoir. Il en va de même du côté de la sociologie des mouvements sociaux qui s'efforce de restituer les engagements collectifs et individuels dans la durée. Peut-on écarter pour autant d'un revers de la main une notion que les acteurs mobilisent abondamment pour décrire ce qui leur est arrivé ? La spontanéité met la sociologie au défi dès lors qu'il s'agit de comprendre comment des mobilisations sortent des routines contestataires. Si la spontanéité reste un des parents pauvres de la sociologie, cela tient probablement aussi au fait que la notion est chargée de connotations politiques. Elle fait alors référence à la spontanéité des masses, à la capacité du plus grand nombre à se soulever de son propre chef. « Le « spontanéisme », rappelle Cécile Péchu, désigne l'accent mis par certains théoriciens révolutionnaires sur la valeur de l'action spontanée des masses, en tant qu'elle s'oppose à l'importation depuis l'extérieur, et en particulier depuis l'organisation politique, d'une conscience révolutionnaire<sup>1443</sup> ». Le dérivé idéologique du mot « spontané » renvoie ainsi aux débats qui ont animé les courants révolutionnaires du début du XX<sup>e</sup> siècle. Exogène et péjoratif, le spontanéisme est un terme d'usage idéologique qui vise à discréditer la croyance jugée infondée dans la capacité du grand nombre à agir par soi-même. En dénonçant l'instrumentalisation des partis ou des organes de pouvoir qui prétendent parler au nom des « masses » - comme les partis sociaux-démocrates allemands, belges ou russes selon Rosa Luxemburg, le pôle spontanéiste aurait tendance à confondre organisation et bureaucratisation, délégation et dépossession<sup>1444</sup>. Au courant spontanéiste s'oppose un pôle que ses détracteurs qualifient de « substitutiste » ou d'avant-gardiste (parfois également de « substitutionniste<sup>1445</sup> ») en ce qu'il revendique la nécessité d'une avant-garde susceptible d'encadrer les « masses » afin de les mobiliser. Le courant substitutiste n'est cependant pas uniforme : au début du XX<sup>e</sup> siècle, il se structure autour de l'opposition entre les partisans du réformisme social-démocrate (Karl Kautsky du SPD par exemple) et les tenants d'un parti révolutionnaire (Vladimir Lénine et le parti bolchévique par exemple). La principale ligne de faille

---

<sup>1443</sup> Cécile PECHU, « Spontanéisme », Olivier FILLIEULE (éd.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Sciences Po, 2020, pp. 558-565.

<sup>1444</sup> On renvoie sur ce point à l'article liminaire de Pierre BOURDIEU, « La représentation politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1981, vol. 36, n° 1, p. 3-24.

<sup>1445</sup> Miguel ABENSOUR, Préface de Edward Palmer Thompson, *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, Éditions Points-Le Seuil, 2012 [1963], pp. XXVII-XLVIII.

de la politique d'avant-garde serait d'introduire une division entre le groupe mobilisé - qui n'est pas nécessairement homogène - et une direction – qui n'est pas nécessairement monocéphale mais peut être polycéphale, ce qui revient à nier la capacité d'autonomie de celles et ceux qui se mobilisent. Le débat autour du « spontanéisme » n'intéresse pas seulement les révolutionnaires du début du XX<sup>ème</sup> siècle en Europe et en Russie : il a aussi produit des effets non négligeables dans le champ politique radical<sup>1446</sup> et influencé des controverses fondatrices pour la sociologie des mouvements sociaux.

Du côté de la philosophie politique, on a vu dans le chapitre 2 que le concept de démocratie sauvage pouvait se déchiffrer à l'aune des positions antérieures de Lefort si on se réfère aux débats qui ont animé le groupe Socialisme ou Barbarie et plus largement le champ politique radical des années 1950 – 1960. Dans la revue fondée par Castoriadis et Lefort, l'opposition portait principalement sur la nécessité de fonder un parti. Pour le premier, majoritaire au sein du groupe, « SouB » se devait d'intervenir dans la conjoncture tandis que pour le second, le groupe n'avait pas vocation à se muer en direction révolutionnaire<sup>1447</sup>. Pour Lefort, le groupe ne pouvait que rendre compte de l'auto-organisation prolétarienne<sup>1448</sup>, de sa construction dans et par l'expérience, au risque de reproduire les rapports de domination et la division « direction » – « exécution » qu'il prétendait combattre. Ce schisme interne, dont il ne faut pas surévaluer la portée pour un collectif intellectuel dont l'influence reste limitée, précipite la scission du groupe en 1958 et le départ de Lefort. Cependant, il éclaire rétrospectivement le concept furtif de démocratie sauvage. Bien que celui-ci n'apparaisse que plus tardivement en 1979 sous la plume de Lefort, il paraît tout à fait pertinent de le rattacher à ses prises de position antérieures qui privilégient l'auto-organisation par en bas d'autant que la thématization du désordre comme « sauvage » est déjà en gestation<sup>1449</sup>. L'objection du spontanéisme affecte plus largement les théories post-marxistes de la démocratie radicale : nombre de critiques dénoncent leur fascination pour le désordre et une conception éruptive de la politique qui confinerait à une

---

<sup>1446</sup> Philippe GOTTRAUX, *Socialisme ou barbarie. Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Payot, 1997.

<sup>1447</sup> Claude LEFORT, « Le prolétariat et sa direction » repris dans *Éléments d'une critique de la bureaucratie*, Librairie Droz, 1971, p. 30-38 ; « Organisation et parti », pp. 109-120. Pour un exposé récapitulatif sur la position de Lefort dans la revue, cf CHOLLET Antoine. « Claude Lefort, un intrus à *Socialisme ou Barbarie* ? », *Rue Descartes*, vol. 96, no. 2, 2019, pp. 41-53

<sup>1448</sup> On renvoie au texte de Claude LEFORT, « L'expérience prolétarienne », *Socialisme ou barbarie*, 1952, vol. 11, no 2013, p. 1-19.

<sup>1449</sup> Claude LEFORT, « Les travailleurs peuvent-ils gérer l'économie ? », *Les cahiers du Centre d'Etudes Socialistes*, Nos 23 – 24, 1 – 15 février 1963.

vision hémiplegique et anti-politique tant celle-ci serait rétive à toute institutionnalisation<sup>1450</sup>, ce dont se défendent les auteurs visés<sup>1451</sup>.

Force est de constater que l'ombre du spontanéisme a longtemps plané sur la sociologie des mouvements sociaux, en particulier aux Etats-Unis. Les débats portant sur le point de savoir dans quelle mesure organisation et spontanéité sont contraires ou complémentaires se sont alors transposés du monde militant vers le champ universitaire<sup>1452</sup>. L'ouvrage pionnier de Frances Piven et Richard Cloward conclue que l'étape de l'organisation finirait par canaliser les énergies collectives et tuer dans l'œuf l'action directe : « les activités de construction d'une organisation tendent à tirer les gens des rues vers les salles de réunion<sup>1453</sup> ». A ceci s'ajoute le risque de cooptation des leaders par les élites. Des auteurs comme William Gamson et Emilie Schmeidler ne partagent pas du tout ce point de vue tranché arguant que les organisations ont ouvert la voie au mouvement des droits civiques<sup>1454</sup>. David Snow et Dana Moss suivent également une voie plus nuancée réhabilitant la notion de spontanéité qu'ils définissent comme « les événements et les lignes d'action, à la fois verbales et non verbales, qui ne sont pas planifiées, escomptées, pré-arrangées ou organisées avant qu'elles n'adviennent<sup>1455</sup> ». On se propose de la définir provisoirement comme une rupture dans la continuité des interactions qui s'accélèrent et génèrent de l'incertitude tant pour les acteurs que pour les observateurs ; il y aurait donc des degrés variés de spontanéité.

L'analyse de la spontanéité est une manière de combler une lacune des théories de la démocratie radicale portées tout en remettant en cause l'opposition trop naturalisée entre organisation et spontanéité<sup>1456</sup>. Il convient pour ce faire de différencier les *types* d'organisation des *modes* d'organisation. Tous les collectifs qui participent aux occupations de places n'ont pas une existence légale avec des statuts et ne requièrent pas un processus d'adhésion formel comme une association, un parti ou un syndicat. Il existe des collectifs plus informels mais non moins

---

<sup>1450</sup> Frédéric LORDON, *Vivre sans. Institutions, police, travail, argent...*, La Fabrique, 2019. L'auteur y propose une critique acérée des discours anti-institutionnalistes.

<sup>1451</sup> Jacques RANCIERE, *La méthode de l'égalité : Entretien avec Laurent Jeanpierre et Dork Zabunyan*, Montrouge, Fayard, 2012.

<sup>1452</sup> Il est à noter que ces débats sont également présents dans la littérature française mais moins saillants qu'Outre-Atlantique, raison pour laquelle on se focalise dans ce passage sur les USA.

<sup>1453</sup> Frances Fox PIVEN, Richard Andrew CLOWARD Richard A., *Poor People's Movements. Why They Succeed, How They Fail*, New York (N. Y.), Pantheon Books, 1977, p. xii cité par Cécile PECHU, « Spontanéisme », *op cit.* L'introduction de l'ouvrage a été traduite et publiée en français en 2015 : Richard A. CLOWARD, Frances F. PIVEN, « Les mouvements populaires. Pourquoi ils réussissent, comment ils échouent », *Agone*, vol. 56, n° 1, 2015, pp. 13-64.

<sup>1454</sup> William A. GAMSON, Emilie SCHMEIDLER, « Organizing the poor », *Theory and Society*, 1984, vol. 13, n° 4, p. 567-584.

<sup>1455</sup> David A. SNOW, Dana M. MOSS, « Protest on the fly: Toward a theory of spontaneity in the dynamics of protest and social movements », *American Sociological Review*, 2014, vol. 79, n° 6, p. 1122-1143.

<sup>1456</sup> Ivan SAINSAULIEU, *Petit bréviaire de la spontanéité*, Editions du Croquant, 2020.

structurés de même que tous ne s'organisent pas de façon hiérarchisée. Ceci renvoie à la manière de faire collectif, aux modes d'organisation et, le cas échéant d'auto-organisation qui privilégient l'action directe à la délégation. Cette piste conduit à tester l'hypothèse déjà éprouvée d'une interrelation entre spontanéité et organisation, hypothèse qui sert de fil conducteur à la suite de ce chapitre. Elle interroge tout d'abord ce que les différents protagonistes entendent par « débordement » (1) pour questionner le rôle ambivalent des organisations dans la construction des « Places » (2) avant de faire l'hypothèse que les émotions ont joué un rôle catalyseur (3).

## 1. Débordement et attribution de nouveauté

Les récits des organisateurs mettent en évidence la manière dont les anticipations et attentes sont déjouées par le cours des événements. Un trait commun des rassemblements barcelonais, stambouliote et parisien tient en effet à ce qu'ils échappent en partie ou totalement aux groupes qui en sont les instigateurs.

Thor, qui faisait partie de « Démocratie Réelle, Maintenant ! », distingue l'organisation de la manifestation du 15 mai 2011 par l'antenne locale de DRY et ce qui passe après qui est « beaucoup plus spontané<sup>1457</sup> » selon ses propres mots. A Barcelone, la manifestation du 15 mai reste toutefois clairsemée si on la compare avec la manifestation syndicale de la veille le 14 mai, bien que ce ne soit pas non plus un camouflet pour une plate-forme qui n'a que quelques mois derrière elle et dont l'existence est principalement virtuelle.

« c'est absurde de dire que c'était un phénomène spontané en tant que tel. Si vous regardez 15-M, vous dites non, il y avait un collectif qui était la clé de l'arrière-plan, pour que ce mouvement explose. Il est vrai que le passage d'Internet à la rue était prévu, mais le passage de la rue à la place ne l'était pas<sup>1458</sup>. »

Ce professionnel de la communication en ligne admet que le « passage de la rue à la place » n'était pas prévu par « Démocratie Réelle Maintenant ! » et pour cause, l'antenne barcelonaise n'est pas à l'origine du campement sur la place de la Catalogne. La cinquantaine de personnes qui investit la place le 16 mai au soir ne porte pas les tee-shirts jaunes emblématiques de la

---

<sup>1457</sup> Thor, 43 ans, formation de psychologue et professionnel de la communication digitale, Activiste depuis ses 18 ans, il s'est impliqué dans les centres sociaux (CSAO) et s'est spécialisé dans la stratégie digitale (IndyMedia). Il est conseiller en communication pour le ministre de l'Enseignement Supérieur espagnol et a travaillé pour Ada Caulo[rétribution dans une économie de la reconnaissance verticale]. Entretien réalisé à distance en novembre 2020.

<sup>1458</sup> *Ibid*

plate-forme<sup>1459</sup> ; peu préparés, ces universitaires et chômeurs<sup>1460</sup> suggèrent que « les pompiers, les étudiants, les soignants mobilisés<sup>1461</sup> » rejoignent l'occupation et que celle-ci devienne « l'épicentre des mobilisations contre les coupes sociales<sup>1462</sup> ». La première nuit, racontent les mêmes protagonistes : « il y avait environ 50 personnes. On se connaissait tous. Cependant, au fil des jours ce noyau s'est dispersé et quelque chose de plus large nous a tous dépassé<sup>1463</sup> ». Nulle mention de « Démocratie Réelle Maintenant ! » dans ce récit écrit à chaud quelques mois après les événements de mai 2011 mais le même constat d'un débordement.

A Istanbul, un phénomène analogue se produit avec la plate-forme « Solidarité Taksim », comme le souligne une de ses co-fondatrices Betül Tanbay<sup>1464</sup>. Après avoir compris que la concertation avec la municipalité était vouée à l'échec, les membres de la plate-forme se tiennent sur le qui-vive. Ils organisent régulièrement des réunions dans le parc et se montrent s'autant plus vigilants qu'en 2012, la municipalité a marqué certains arbres d'une croix rouge en prévision de leur arrachage. Il est convenu que les uns et les autres s'avertissent dans le cas où les travaux démarreraient, ce qui finit par se produire le 27 mai tard dans la soirée quand des membres de *Müsteklerer*, qui fait aussi partie de « Solidarité Taksim », voient arriver un bulldozer.

« Ils l'ont arrêté et ont demandé « qu'est-ce que vous faites ? Montrez votre permission ! ». Evidemment, les types sur le bulldozer ne savaient pas, ils ont essayé de forcer un peu mais ils ont abandonné et ils ont dit qu'ils reviendraient le lendemain à 8h. Moi j'étais pas là mais le lendemain à 7h30 j'étais là, on était 30 ou 40. [...] Et ma première réflexion a été, comme ils avaient la permission pour un des tunnels, on avait les plans mais sur le plan PDF<sup>1465</sup> on voyait pas s'ils pouvaient rentrer ou pas. La première chose que j'ai fait, à 8h je suis allée à Eminönü au comité de protection, je leur ai dit « vous pouvez ouvrir les plans ». Ils ont ouvert les grands plans de permission, on a bien regardé et on a vu qu'ils n'avaient pas la permission de rentrer. Donc les gens qui ont fait ce tunnel, ont profité du tunnel pour rentrer dans le parc pour faire un trottoir. Parce que c'est ce qu'on disait depuis deux ans, si vous faites un tunnel, il n'y aura pas de place pour le trottoir. Donc ce qu'ils se sont

---

<sup>1459</sup> On renvoie au film documentaire « Le réveil des places » de Lluç Güell Fleck i Jordi Ariola Folch. 2012.

<sup>1460</sup> Pablo OUZIEL, « *Vamos Lentos Porque Vamos Lejos* : Towards a Dialogical Understanding of Spain's 15Ms », Thèse de doctorat en philosophie politique sous la direction de James Tully, 2015.

<sup>1461</sup> Ivan MIRÓ, Flavia RUGGIERI, « Personne ne nous représente. La place comme métaphore de la société nouvelle » in COLLECTIF, *Los veus de las places*, Barcelone, Icaria, 2011, p. 38 – 44 [en note, il est indiqué que les deux auteurs écrivent en tant que participants à l'acampadabcn, Barcelone, mai-juin 2011]. L'absence de *Democracia Real Ya !* pendant les premiers instants du campement barcelonais, au contraire de l'occupation madrilène, est confirmée par le récit que livre SMAOUI Selim, « Mai Soixante-tweet », *Mediapart*, 25 mai 2011. En tout état de cause, la cinquantaine de primo-occupants barcelonais ne faisait pas partie de la plate-forme.

<sup>1462</sup> Ivan MIRÓ, Flavia RUGGIERI, « Personne ne nous représente. La place comme métaphore de la société nouvelle », *op cit.*

<sup>1463</sup> *Ibid.*

<sup>1464</sup> Entretien avec Betül Tanbay, membre de la plate-forme de Taksim, réalisé à Istanbul le 7 mai 2014 par Pauline Pressé.

<sup>1465</sup> Un PDF est un format informatique relativement stable et difficile à modifier.



dit, c'est qu'on va couper les arbres du parc et on va faire le trottoir. Vous voyez la mentalité. Donc une fois qu'on a vu que c'était illégal, on a pris les plans, on est revenu ici. Il y avait déjà Sirri Süreyya Önder qui était le député indépendant mais du parti kurde plutôt parce que, vous savez, il y a un barrage en Turquie pour les élections. Il était là, j'ai mis entre les mains de Sirri Süreyya « voilà, vous avez le plan, la permission, c'est complètement illégal ». »

Architecte de formation et enseignante à l'université, Betül mobilise ses compétences professionnelles pour prouver l'illégalité des travaux. C'est aussi en vertu de cette légitimité liée à une position prééminente dans le secteur de l'urbanisme stambouliote qu'elle confie les plans au député Sirri Süreyya juché sur le bulldozer et impossible à détronner du fait de son immunité parlementaire (il sera cependant blessé quelques jours plus tard par un tir de gaz lacrymogène). Mais c'est seulement avec l'afflux soudain de manifestants, dont beaucoup n'était pas mobilisés, que la situation se transforme radicalement à la suite de cette scène inaugurale : « à partir du 28 mai c'est tout à fait autre chose, il y a eu des groupes politiques qui ont essayé de politiser, d'en profiter. Y'a eu plein de choses après mais c'est très normal<sup>1466</sup> ». Ce constat amer reste cependant à nuancer puisque la plate-forme « Solidarité Taksim » conserve une place centrale dans l'espace de la mobilisation (les réunions quotidiennes se déroulent dans les locaux d'une de ses entités et elle dispose d'une vaste tribune).

Le 31 mars 2016, la première édition de Nuit debout sur la place de la République échappe rapidement aux organisateurs. Artémis, membre du comité de pilotage « Convergence des luttes », se félicite du « débordement » qui traduit, de son point de vue, la réussite de l'opération :

« - Ouais c'est ça. J'en ai encore une petite pile chez moi. Et donc on a tracté ça pendant la manif, la manif il pleut mais genre de ouf [fou] quoi, vraiment torrentiel, enfin torrentiel, bref, j'exagère. Donc on tracte et tout à mort et voilà c'est cool on est entre nous. Franchement bonne ambiance, on a nos petits brassards "Nuit debout" et tout. On arrive sur la place alors moi je suis assez étonné parce que tout est déjà installé, les bâches et tout sont installées. Dès le début, on se rend compte qu'en fait on va être complètement débordés, [...]débordement au sens où on était pas dépassé c'est-à-dire largués, et pas non plus dépassés où on pourrait voir un petit côté un peu négatif. Mais le débordement moi j'y vois un truc positif [...]. Un truc qui marche en fait, les gens viennent vite fait, rentrent et il se passe plus rien. Quand ça déborde, c'est ce que ça a tellement plu que les gens se sont approprié l'idée et y apportent quelque chose d'autre et en fait les personnes qui étaient initiatrices au début, tu vois on aurait pu se la péter en mode « Nuit debout c'est nous » parce qu'effectivement à 15, 20 personnes grand maximum qui avons lancé le truc, faut le dire comme ça. Il y a eu aussi des trucs dans d'autres villes. donc la c'est complètement mais celle de Paris c'est nous. ça servait à rien de se la péter parce qu'à partir du 31 mars, le rendez-vous, je sais pas c'était à 19h, à 19h01 c'était plus nous, quoi! Je dis ça pour dire un

---

<sup>1466</sup> Entretien avec Betül Tanbay, *op cit.*

peu le sentiment que j'avais, dès que j'arrive, je vois toutes les bâches de montées et tout. Donc je vois que c'est beaucoup plus que les 20, c'est beaucoup plus ...<sup>1467</sup> »

Comme cela a déjà été dit dans la première section de ce chapitre, la première « Nuit debout » a été minutieusement préparée. La preuve en est que les tracts appelant à « ne pas rentrer chez soi » et « occuper une place » ont été imprimés en amont pour être ensuite distribués à l'intérieur de la manifestation. Circulait aussi un pastiche du quotidien gratuit 20 minutes rebaptisé « 20 000 Luttes » « qu'on a lancé le jour du 31 mars, qu'on a distribué en manif le 31 mars pour lancer l'événement<sup>1468</sup> ». L'opération comportait un plan B au cas où la police viendrait empêcher le rassemblement de se tenir (il s'agissait d'occuper les anciens locaux du journal *Libération* à proximité de la place de la République). Pour autant, Artémis refuse de s'attribuer la réussite de Nuit debout et se défend de toute appropriation. Artémis fait un usage positif du terme « débordement », ce qui l'amène à conclure – dans une formulation d'ailleurs proche de celle de Betül Tanbay précédemment citée - qu'après l'heure du rendez-vous, « à 19h01<sup>1469</sup>, ce n'était plus nous ! » - « nous » renvoyant ici au collectif *ad hoc* « Convergence des luttes » qui se dilue par la suite. Rien ne garantissait en effet que le rassemblement ponctué de prises de parole, concerts et d'une projection de film sur la place allait susciter autant d'intérêt, d'autant plus qu'il pleuvait sans discontinuer comme c'est souvent le cas pendant le mois de mars en région parisienne. Mais le « débordement » est aussi perçu comme un dévoiement du projet initial par d'autres membres de « Convergence des luttes », telle Michèle, 37 ans, pour qui les Nuits debout se sont trop déconnectées de l'objectif initial qu'elle leur prêtait, à savoir de fédérer le champ militant francilien.

Il semble donc que les « organisateurs » font l'expérience d'un débordement, ce qui signifie que la situation initiale se transforme sous l'effet d'une cascade d'initiatives individuelles et collectives. Saisir ce qui se joue implique d'interroger la nouveauté comme une construction sociale. Elle n'est pas à entendre au sens de la dichotomie de l'ancien et du nouveau, des stratégies de présentation de soi dont usent parfois les porte-parole pour se valoriser au détriment de modes d'action qui seraient obsolètes. La sociologie des mouvements sociaux invite à se méfier de distinctions aussi binaires dès lors que « nombre des traits associés au « nouveau » se retrouvent sans peine dans diverses séquences de mobilisations

---

<sup>1467</sup> Entretien avec Artémis, 26 ans, diplômé de science politique, attaché parlementaire européen après Nuit debout et activiste queer. Montreuil, Septembre 2019.

<sup>1468</sup> Entretien avec Michèle, *op cit.*

<sup>1469</sup> En réalité le rassemblement a commencé un peu plus tôt après la manifestation.

« anciennes<sup>1470</sup> ». L'attribution de nouveauté est une construction sociale qui se tisse de perceptions et représentations à la fois plurielles et concordantes. Elle se fonde sur une expérience que les protagonistes vivent à l'échelle individuelle comme *extra*-ordinaire sans que celle-ci ne revête pour autant une signification homogène.

Pour les *novices* qui sont primo-manifestants, parfois même sympathisants ou adhérents d'un parti, les « Places » sont avant tout un lieu de découverte et d'apprentissage où s'élabore un rapport politique au monde social. Pour les *virtuoses*, qu'ils soient organisateurs, syndicalistes, militants ou indépendants, les « campements-rassemblements » constituent des espaces qui bousculent les *habitus*<sup>1471</sup> militants. Sur ces espaces fluides cohabitent des publics hétérogènes, se mêlent des modes de vie et d'engagement, des rapports à soi et au monde que les clivages sociaux tiennent d'ordinaire à distance.

Le terme *novice*<sup>1472</sup> ne désigne donc pas des individus vierges de toute politisation, qui seraient dépourvus de tout rapport politique au monde social. Ils sont différemment outillés en ce qui concerne notamment leur sentiment de compétence (ou d'incompétence) politique : certains refusent de se positionner sur les axes de classement partisan et ne votent pas, d'autres sont sensibles aux affaires communes locales ou ont nourri des réflexions théoriques au fil d'expériences ou lors d'un cursus universitaire. Tous les novices ne sont pas des primo-contestataires : beaucoup manifestent occasionnellement, sont syndiqués, engagés dans une association et parfois même adhérents à des partis politiques (le plus souvent de gauche ou kémaliste dans le contexte turc, mais c'est une minorité en ce qui concerne les occupants du parc Gezi contrairement à la place *Taksim*). La notion de *novice* recouvre donc un vaste panel de rapports au politique : distancié, intermittent, partisan, associatif... à la différence des *virtuoses* de la mobilisation pour qui le rapport à la politique se construit principalement à travers l'action collective et l'activité contestataire. Celle-ci est alors loin d'être une participation par défaut ou de dernier recours. Ceci étant, la catégorie de *virtuoses* gagne à être affinée et ramifiée à partir des modes et des trajectoires d'engagement.

Prenons le cas de Louna<sup>1473</sup> afin de saisir ce qui fait l'attrait de Nuit debout pour une *novice* qui n'est pas pour autant primo-manifestante puisqu'elle se rend place de la République avec des

---

<sup>1470</sup> Erik NEVEU, *Sociologie des mouvements Sociaux*, La Découverte, 2011, p. 71. L'auteur fait valoir que les traits souvent associés au nouveau « se retrouvent sans peine dans diverses séquences de mobilisations « anciennes » ».

<sup>1471</sup> Pierre BOURDIEU, « Habitus, code et codification », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1986, vol. 64, n° 1, p. 40-44.

<sup>1472</sup> Howard Saul BECKER, *Outsiders : études de sociologie de la déviance*, Métailié, 2020 (1963).

<sup>1473</sup> Entretien avec Louna, 23 ans, Classe populaire, originaire du 92, Licence de Lettres et Licence de Sociologie, Commission féminisme de Nuit debout, Paris, 26 avril 2019.

amis rencontrés à l'université pour se « poser après les manifs ». Sceptique devant ce qu'elle considère au départ comme un « truc de baba-cool<sup>1474</sup> », elle devient vite une habituée et intègre la commission « Féminisme », enthousiasmée par ce qu'elle qualifie rétrospectivement comme une « fête du village du militantisme » :

« Voilà à l'époque j'étais pas militante<sup>1475</sup>, et du coup ça m'a permis un peu justement de voir, vu qu'il y avait énormément de bords présents on va dire, de groupes différents et tout, voilà les autonomes c'est ça, c'est tel type de personnes, ils fonctionnent comme ça avec les gens, les syndicalistes c'est autre chose.

- Du coup t'y allais tous les jours ?

- Ouais j'ai fini par y aller tous les jours (rires). Ouais c'était pas ouf pour les études... »

Plusieurs éléments sont à dénouer dans cet extrait d'entretien. Il met en relief les multiples manières de s'approprier l'espace de la « Place » : s'y retrouver entre amis ou collègues, tendre l'oreille aux assemblées ou y prendre la parole, grenouiller de commission en commission, se rejoindre avant ou après les manifestations, draguer, assister à un concert, à un débat ou encore participer aux joutes verbales qui s'improvisent ici ou là... L'expression de « fête du village du militantisme » correspond à l'esprit dans lequel des piliers de l'occupation comme Artémis<sup>1476</sup> organisent par exemple la journée du « forum des luttes<sup>1477</sup> » invitant associations et organisations à venir s'exprimer et exposer leur cause.

De simple point de rendez-vous, la place se transforme rapidement pour Louna en lieu d'initiation au militantisme. Elle apprend notamment à se repérer dans le dédale des mondes militants, à maîtriser les principes de classement qui prévalent dans cet univers à part où le mode d'action des « autonomes » aux avant-postes des échauffourées avec la police tranche avec le répertoire des syndicalistes qui organisent des caisses de grève en soutien aux salariés mobilisés. L'engagement y est chronophage puisque la présence prolongée et répétée bouscule l'organisation du temps quotidien, en l'occurrence le rythme universitaire<sup>1478</sup>.

Ne se considérant pas (encore) comme « militante », Louna n'en est pas moins disposée à l'engagement, en particulier vis-à-vis de la cause féministe. Elle a souvent accompagné sa mère qui tient depuis de nombreuses années une permanence d'aide aux femmes battues et elles

---

<sup>1474</sup> « Baba-cool » se dit d'une personne adepte des principes non-violents de la communauté hippie.

<sup>1475</sup> Elle allait quand même régulièrement en manifestation mais fait la différence entre « militer » et « manifester ».

<sup>1476</sup> Entretien avec Artémis, *op cit*.

<sup>1477</sup> Le dimanche 41 mars de Nuit debout – Paris (10 avril 2016) avec l'organisation du FORUM DES LUTTES : les différentes associations et mouvements sociaux sont invités sur la Place de la République pour animer des ateliers, organiser des débats ». Source : Bulletin debout.

<sup>1478</sup> Selim SMAOUI, *Faites place*, *op cit*, p. 40 – 48.

entretiennent des rapports étroits. Louna se fond rapidement dans la commission « Féminisme » de Nuit debout tout en participant au « cortège de tête » qui se forme lors des manifestations contre la loi « travail ». La singularité de ce cas<sup>1479</sup> éclaire la pluralité des données à prendre en compte si on appréhende le passage par la « Place » à l'aune d'une approche processuelle de l'engagement qui ne se limite pas à l'adhésion formelle à une organisation<sup>1480</sup>.

Issue d'une famille de l'Ouest de la France qui vote à droite, Adeline poursuit des études de psychologie et n'a jamais manifesté avant Nuit debout. Elle devient pourtant un des éléments moteurs de la commission « Debout Education Populaire<sup>1481</sup> ». Venue seule place de la République, elle rentre bredouille le premier soir, frustrée de ne pas avoir échangé suffisamment avec d'autres participants :

« C'était super dur. (rires) Le premier jour, je suis rentrée, je me suis bourrée la gueule. Ah oui je suis rentrée chez moi, je me suis dit mais tu vas te bouger, tout ce que t'écris, tout ce que tu réfléchis, c'est pour être là-dedans et là tu peux pas t'y retrouver. Tu te démerdes, tu vas parler avec les gens.. [...] Et en fait, le lendemain, je me dis j'y vais, je m'en fous, rien à perdre et là j'entends à l'assemblée : une nouvelle commission vient de se créer, Debout education populaire, si vous voulez nous proposer des interventions. « Là je fais oui ! Ça je sais faire ».

Par la suite, elle s'investit sans relâche dans cette commission qui poursuit ses activités bien après juillet 2016. Il est clair que les dispositions à s'engager d'Adeline proviennent de sa socialisation secondaire, notamment de son cursus universitaire et de l'expérience du déracinement familial. Ces dispositions et attitudes critiques qui transparaissent par exemple à travers la lecture de la presse contre-hégémonique (*Mediapart*) ne suffisent pas cependant à saisir les modalités de son passage à l'action. C'est par l'ajustement de son savoir-faire professionnel à la situation et aux besoins du moment qu'Adeline, qui exerce aussi en tant que psychologue dans un hôpital public, s'insère dans la mobilisation<sup>1482</sup>. Son aptitude à dénouer des conflits interpersonnels et à saisir les dynamiques de groupe lui ouvre la porte de la commission « Education Populaire<sup>1483</sup> ».

L'engagement sur la place de la République est aussi une question de concours de circonstances et pas seulement de dispositions et d'aptitudes. Archiviste de 31 ans, Aléric vient de perdre son emploi lorsque démarre le mouvement contre la loi « travail » ; il fait partie de la fraction des

---

<sup>1479</sup> Jean-Claude PASSERON, *Penser par cas*. Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2020.

<sup>1480</sup> Olivier FILLIEULE, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, 2001, vol. 51, no 1, p. 199-215. L'engagement individuel déborde largement le cadre des organisations et ne se limite pas à l'adhésion formelle à un parti ou un syndicat.

<sup>1481</sup> Qui deviendra par la suite « Debout Education Populaire » ; la commission est restée active plusieurs années.

<sup>1482</sup> Notons que le cas d'Adeline n'est pas isolée : d'autres font leur entrée en utilisant leurs compétences en communication, en construction, en cuisine collective ou en montage de campement pour certains festivaliers.

<sup>1483</sup> L'engagement est d'ailleurs source de tensions avec les membres de sa famille qui vote plutôt à droite et qu'elle classe comme conservatrice.

classes intermédiaires qui correspond au précarier intellectuel<sup>1484</sup>. Il vient également de se séparer de sa compagne. Cette double rupture professionnelle et amoureuse le rend « hyper disponible » selon ses propres termes.

« Et du coup quand ça a commencé tout de suite moi j'étais hyper disponible. Et je me suis dit j'espère que ça va être un gros mouvement.

- T'étais dans un terrain déjà favorable.

- J'avais envie... j'avais envie d'aller en manif, qu'il y ait un truc, qu'il se passe quelque chose et il s'est passé un peu quelque chose...

- Un peu oui ! et t'étais à la manif du 31?

- Ouais, je suis allé à la première manif, le 9 mars, et j'ai fait les petites manif jusqu'au 31 et le 31, bah ouais, j'ai vu le mouvement commencer. Je suis allé voir sur la place comme plein de gens. [...] Cette ampleur, ce bouillonnement, donc, ouais c'est arrivé. »

Cette disponibilité accrue se combine avec des attitudes protestataires qui se concrétisent jusqu'alors par une participation ponctuelle aux manifestations de gauche, en particulier celles qui font suite à « l'appel du 9 mars ». L'affirmation selon laquelle il nourrit alors l'attente que se produise un « gros mouvement », qu'il « se passe quelque chose » contient probablement un biais rétrospectif. Aléric se détourne assez vite de la place pour participer à des actions comme le soutien à un employé (prestataire) de l'usine Renault de Guyancourt le 19 avril 2016 qui était menacé de licenciement pour avoir incité à se rendre à la première Nuit debout et à regarder le film *Merci Patron !*. Il participe activement aux manifestations en tête de cortège. Adeline et Louna vivent également ce qu'Aléric nomme des « jours de tonnerre<sup>1485</sup> » dans un texte publié fin 2016 suite à un appel sur les réseaux « sociaux ». Tous trois présentent des profils relativement similaires du point de vue de leur âge (entre 23 et 31 ans), de leurs diplômes, d'un capital culturel hérité ou acquis et de leur inscription dans l'espace urbain (ils vivent à Paris ou banlieue proche). Ces trois *novices* donnent à voir la diversité des trajectoires d'engagement et des processus d'entrée en fonction de leurs appétences et compétences respectives mais aussi des affinités préexistantes et nouvelles entre des anonymes qui font parfois leur première expérience contestataire.

La comparaison avec « le » 15M barcelonais et « le » Gezi stambouliote se révèle alors heuristique. Sur la place de la Catalogne, un nombre conséquent de primo-manifestants participe pour la première fois à une assemblée ou prend part à des actions directes comme des

---

<sup>1484</sup> La figure du précarier intellectuel peut être considérée comme le pendant de celle du prolétariat industriel. Elle a notamment été objectivée comme classification sociologique par : Cyprien TASSET, « Se catégoriser comme «intello précaire» », *Politiques de communication*, 2018, n° 1, p. 95-124.

<sup>1485</sup> Aléric de GANS, « Tous nos jours de tonnerre », *Les Temps Modernes*, 2016, n° 5, p. 25-29.

*escraches* ou des blocages d'expulsion qui sont fréquentes à Barcelone en 2011<sup>1486</sup>. A Taksim, des primo-manifestants se retrouvent à édifier des barricades à la hâte pour défendre les lieux et *tenir* la place<sup>1487</sup>. D'autres s'improvisent *street-medics* (médecins de rue) comme Céline qui vit « Gezi » depuis son université transformée en infirmerie<sup>1488</sup>.

Ce qui est nouveau pour les uns ne l'est cependant pas pour les autres. Pour les militants aguerris, la nouveauté réside précisément dans la présence d'*outsiders* qui n'appartiennent pas au monde militant. L'engagement des *usual suspects* de l'action contestataire n'allait pourtant pas de soi en particulier à Barcelone et Istanbul. Il leur faut en effet dépasser une certaine méfiance pour coopérer avec des acteurs qu'ils jugent parfois dépolitisés ou dont ils ne partagent ni l'agenda ni le répertoire.

« Il y a eu quelques anarchistes dès le début, mais la plupart d'entre eux n'avaient pas une opinion favorable du mouvement et n'y ont donc pas participé. La raison pour laquelle j'y suis allé, c'est qu'il y avait des milliers de personnes qui y allaient, la plupart d'entre elles ne partageant pas la même forme, des idées plus réformistes que celles que nous essayons de défendre... Je voulais donc rencontrer ces gens, je voulais juste prendre par exemple des pamphlets, des zines de ma collection et les faire circuler et parler aux gens. Et j'ai été frappé par l'intérêt des gens, par leur désir de parler et par leur recherche de moyens d'expliquer et de comprendre ce qui se passait.<sup>1489</sup> ... »

Ce que dit Pietro se confirme à la lecture de l'entretien à plusieurs voix de militants anarchistes qui faisaient partie du collectif barcelonais de la *Penya*<sup>1490</sup> et se rappellent leur circonspection face à la manifestation du 15 mai 2011. « Beaucoup de gens des milieux radicaux l'ignoraient ou jugeaient que ce n'était pas intéressant, trop étranger à notre culture militante<sup>1491</sup> » tant par le contenu des revendications que par le mode d'action. Pourtant, comme Pietro, ces « super militants », qui consacrent le plus clair de leur temps à leur engagement, finissent par investir la place de la Catalogne - ce n'est bien sûr pas le cas de *tous* les anarchistes et autonomes qui forment ce qu'on pourrait appeler le « milieu libertaire » barcelonais.

Fin mai 2013, les premiers rassemblements du parc Gezi sont aussi accueillis avec réserve par les militants stambouliotes actifs à cette période. C'est du moins ce que laissent entendre plusieurs activistes qui classifient « Gezi » comme une mobilisation « libérale », terme péjoratif quand il provient de l'hémisphère gauche des mouvements sociaux. Ce qui explique la prudence

---

<sup>1486</sup> Entretien avec Didier, *op cit.*

<sup>1487</sup> Entretien avec Asaph, *op cit.*

<sup>1488</sup> Entretien avec Céline, *op cit.*

<sup>1489</sup> Entretien avec Pietro, *op cit.*

<sup>1490</sup> Entretien avec la revue *Constellations*, *op cit.*

<sup>1491</sup> Inès, militante anarchiste. Entretien avec la revue *Constellations op cit.*

voire la réticence à participer « depuis le premier jour ». Ainsi Rose<sup>1492</sup>, professeure de physique qui s'est exilée en France après Gezi, attribue cette mobilisation « inefficace » à des « libéraux ou sociaux-démocrates » qu'elle considère comme des rivaux. La défense du parc serait une initiative « libérale<sup>1493</sup> » qui ne cadre pas avec la grammaire marxiste des mouvements de gauche turcs. Le terme récurrent parmi les militants de gauche vise plus spécifiquement le libéralisme culturel des classes moyennes qui s'engagent pour des causes symboliques (comme l'écologie) sans remettre en cause le libéralisme économique. Cet usage peut sembler réducteur puisque le libéralisme ne se réduit pas au libre-échange et ne doit pas non plus être confondu avec le néolibéralisme.

Youssef et Azylis, avocats de 25 et 32 ans, qualifient également « Solidarité Taksim » *Taksim Dayanismasi* d'« organisation libérale ». Le plus jeune Youssef n'appartient à aucune organisation et joue le rôle d'interprète pendant l'entretien avec son ami Azilyls. Ce dernier est multi-positionné dans l'espace turc des mouvements sociaux : membre actif du collectif des supporters de Besiktäs de Çarşı, il fait aussi partie des « maisons du peuple » (*Halkevleri*) qui sont des collectifs d'aide juridique. Il est à noter que les avocats se sont fortement mobilisés pendant Gezi, par la défense des nombreux manifestants arrêtés. Le 11 juin 2013, une cinquantaine d'entre eux sont frappés et arrêtés alors qu'ils se rassemblent pacifiquement dans le Palais de de justice de Çağlayan (tribunal d'Istanbul) pour dénoncer la répression subie par les manifestants de Gezi<sup>1494</sup>.

« le premier jour du Gezi c'était les gens qui ne s'intéressent pas aux problèmes des ouvriers, de la nation kurde, ou les autres problèmes. Ils n'ont aucun intérêt, ils sont toujours en train de t'étiqueter comme trop extrémiste, trop nationaliste etc. mais ces gens n'ont aucun mouvement

---

<sup>1492</sup> On retrouve le même type d'arguments lors d'un entretien avec Rose, militante anarchiste de 31 ans qui fait partie du collectif « No-go-zon » à Paris : elle juge ce mode d'action « pas efficace » « c'est pas militant » « c'est pas le bon chemin » et se situe à distance de ceux qu'elle perçoit comme « libéraux » ou « sociaux-démocrates ».

<sup>1493</sup> Les entretiens ayant été réalisés en anglais, on se réfère au terme anglais mais sa signification semble relativement proche de son usage dépréciatif dans le champ militant français, ce qui ne soulève donc pas de difficulté majeure. Il est à noter que cet usage dépréciatif du terme « libéral » n'est pas spécifique au contexte turc mais fréquent dans les mouvements sociaux et le monde militant, du côté des courants marxistes, révolutionnaires mais aussi nationalistes ou réactionnaires qui lui donnent une acception très générale et parfois confuse, ce qui peut sembler réducteur au regard d'un courant philosophique et théorique aux nombreuses ramifications. Dans son ouvrage *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Isabelle Sommier prend l'exemple du « tribunal du libéralisme » qui s'est tenu devant 300 personnes à Annemasse le 31 mai 2003 dans le cadre de la mobilisation contre le G8 à Evian. « Ce tribunal symbolique a condamné à l'unanimité moins une abstention le FMI et la Banque Mondiale à une plus grande transparence, l'OMC à passer sous tutelle de l'ONU, le G8 à la dissolution immédiate et la Commission européenne à une révision des traités ». Dans le contexte de l'entretien, le terme prend toutefois une acception plus générale qui ne vise pas spécifiquement le libéralisme économique mais un type d'attitude protestataire.

<sup>1494</sup> On renvoie sur ce point au récit écrit livré par Youssef.



normalement, ils s'occupent seulement de l'environnement et d'embrasser les arbres<sup>1495</sup>. (A. reprend en anglais) Ce sont des membres de Green Peace<sup>1496</sup> ».

D'emblée, Azylis associe les premiers manifestants à des membres de l'organisation non gouvernementale (ONG) *Greenpeace* avec qui il ne milite pas (ce ne sont pas « [ses]amis » précise-t-il). Le fait qu'il les connaisse de vue est révélateur de leur coappartenance à un même espace d'interdépendance qui s'est autonomisé au cours des années 2000<sup>1497</sup>. En 2007, le groupe des supporters de Çarşı, s'est mobilisé aux côtés de l'ONG contre le projet de construction de la première centrale nucléaire turque dans la ville d'Akkuyyu<sup>1498</sup>. Cette séquence de coopération montre qu'entre ces deux collectifs aux répertoires distincts existent donc des liens d'associés-rivaux qui jouent le même jeu sans pour autant défendre la même cause. Dans cet espace des mouvements sociaux dont les frontières sont sans cesse négociées – en particulier les frontières de ce qui est politique et de ce qui ne l'est pas, les stigmates vont bon train comme le fait remarquer Youri (« ils sont toujours en train de te mettre une étiquette... »). Le récit que livre Azylis corrobore celui d'Asaph, alors enseignant à l'université de Galatasaray<sup>1502</sup>. Devant ce qu'il qualifie de « mini-festival spontané », Asaph reste sceptique tant les moyens lui semblent dérisoires face au dispositif répressif en train de se déployer. Son passage à l'action éclaire les logiques de situation et la manière dont l'événement change d'échelle au fur et à mesure que des individus et groupes rejoignent la place Taksim, interrompant le cours de leurs activités quotidiennes.

« [...] Le lendemain, je bossais pas c'était le vendredi, c'était une journée off, mais je faisais des cours privés, à l'époque j'avais pas mon école, j'étais en train de faire un cours au Starbuck qui est juste là<sup>1503</sup>, quand j'ai croisé des étudiants à moi, pendant que j'étais en train de faire cours, il y en a une qui fait « hé vas-y Asaph tu veux pas ouvrir ton PC ? » - mon téléphone était pas encore trop connecté à ce moment-là, en tout cas pas le mien (rires). Elle fait : « Regarde ce qui se passe sur Gezi », je me suis connecté sur Youtube, j'ai mis la vidéo de ce qui s'était passé le matin et en fait t'avais des images de la police qui avait tout à coup attaqué les mecs avec les tentes. En fait, tu avais particulièrement deux vidéos : une où tu avais une fille habillée en rose [...] qui s'est pris une balle lacrymo dans la tête ; on voyait les ambulanciers la soulever, tu vois la nana était là avec sa petite robe rose ; l'autre vidéo tu vois un mec un peu mastoc avec un béret, un hipster mastoc tu vois, le mec il attaque le tank à eau, il commence à donner des coups de pied et de poing et il y a le canon qui se tourne et qui lui tire dessus à une vitesse super forte, le mec s'envole dans

---

<sup>1495</sup> Entretien avec Azylis, supporter de Besiktas et membre de Çarşı, avocat, 32 ans. Entretien réalisé à Istanbul en mai 2019. Traduction par Youssef.

<sup>1497</sup> Le groupe de Çarşı est fondée vers la fin des années 1970 tandis que GreenPeace s'implante en Turquie dans les années 2000. Les logiques de classement et les principes de division à l'œuvre dans l'espace des mouvements sociaux turcs – qui transparaissent ici avec les superlatifs « extrémiste » et l'adjectif « nationaliste » probablement pour le CHP – confirment que leur autonomie reste relative, en particulier vis-à-vis du champ partisan.

<sup>1498</sup> Lors d'un derby Besiktas-Galatasaray en 2007, une banderole avait été déployée par les supporters de Carsi : « Une Turquie sans nucléaire ! ».

<sup>1502</sup> Entretien avec Asaph, 40 ans, professeur de français en Turquie, anciennement à l'université de Galatasaray.

<sup>1503</sup> Dans le quartier de Karakoy non loin de Taksim.

les airs, il tourne et il tombe et là mon étudiante me dit – c’est faux d’ailleurs - « il paraît que ce mec est mort », il l’était pas. Et là pendant qu’on regardait la vidéo à l’étage du Starbuck toutes les personnes se lèvent et commencent à regarder la vidéo avec nous sur mon ordi. Et là, l’étudiante me dit : « Non mais je crois qu’il faut qu’on y aille » et j’ai regardé mon étudiante, elle m’a fait « ouais ! ». Tout l’étage de Starbuck, on s’est tous levé spontanément ensemble. Le spontané était hallucinant. [...] On est sortis sur la grande route et on voyait les gens sortir de tous les bâtiments et la rue était déjà pleine et tout le monde marchait, tout le monde allait vers Gezi<sup>1504</sup>. »

Asaph et les étudiantes ne sont pas les seuls à s’interrompre et sortir dans la rue. Ensemble, ils se mettent à regarder les images qui se propagent sur les plate-forme en ligne alors que le café où ils se trouvent se situe à quelques rues de Gezi. La répression de manifestants sévèrement blessés provoque un brutal changement des anticipations qu’Asaph décrivait peu avant et modifie sa perception de la situation. Son changement d’attitude ne peut guère s’expliquer par une adhésion soudaine à la cause du parc Gezi ; il peut en revanche s’interpréter comme une manière de protester contre une répression qui paraît d’autant plus disproportionnée que les manifestants n’y ont pas recours puisqu’ils campent sur place et tiennent un sit-in. « Tout le monde avait vu qu’ils ne faisaient rien » précise-t-il pour mieux souligner le caractère inique de l’intervention de police. Cet extrait n’est pas seulement significatif quant à la médiatisation quasiment en temps réel des mobilisations contemporaines par le biais des réseaux socio-numériques mais aussi quant aux effets que produisent les images du recours à la force par les autorités publiques.

Il se produit ce que le sociologue Doug McAdam nomme un « retour de flamme de la répression<sup>1505</sup> » : au lieu d’étouffer la mobilisation, le recours à la force a pour effet de l’amplifier. L’hypothèse s’applique également au cas d’Azylis et de ses « camarades » de Çarşı<sup>1506</sup> qui perçoivent la répression comme une injustice d’autant plus criante que les moyens de la lutte sont asymétriques. L’appel à la solidarité lancé par la plate-forme Taksim n’aurait selon Azylis rencontré guère d’écho parmi les membres de son collectif<sup>1507</sup>. C’est seulement lorsque les images de la répression deviennent virales sur les médias sociaux puis à la télévision

---

<sup>1504</sup> Entretien avec Asaph, 40 ans, professeur de français en Turquie, anciennement à l’université de Galatasaray.

<sup>1505</sup> Doug MC ADAM, « “Tactical innovation and the pace of insurgency” », *American Sociological Review*, n°48(6), 1983, 735–754.

<sup>1506</sup> Beşiktaş Çarşı Grubu est un des groupes de supporters de l’équipe de Beşiktaş. Fortement politicé à gauche, sa devise est : « Çarşı contre le reste du monde! ». Ils sont habitués aux affrontements de rue avec d’autres clubs rivaux et les forces de l’ordre. Son emblème est un aigle Esperide impossible à apprivoiser. Azylis en porte un tatoué sur l’épaule gauche. Au sujet du gaz lacrymogène pendant Gezi, il ironise et me répond que pour ses camarades, « c’est comme du parfum... »

<sup>1507</sup> Le soir-même, il ne parvient pas à rejoindre sa voiture stationnée à un kilomètre à peine tellement les rues sont saturées et finit par dormir dans son bureau d’avocat.

que les membres de *Carsi* - et d'autres groupes de supporters rivaux de Galatasaray et Fenerbahçe - se concertent et décident d'aller prêter main-forte<sup>1508</sup>.

Pour Faustine, activiste de 29 ans dans un collectif qui défend la cause animaliste, les rassemblements de Gezi sont principalement peuplés de « personnes ordinaires » : « c'était très perturbant pour les activistes, pour nous tous... Parce que c'était des gens tout à fait normaux<sup>1509</sup> ». La classification d'« ordinaire » s'oppose en l'occurrence à la figure subversive de l'« activiste » et présume l'absence de participation à des manifestations de rue. Cette distinction pré-sociologique circule dans plusieurs entretiens réalisés avec des personnes qui se considèrent comme déjà engagées au moment de Gezi, qu'elles fassent ou non partie d'un collectif particulier. Pour Faustine, la « normalité » renvoie au fait que les primo-manifestants sont, pour la plupart, confrontés pour la première fois aux méthodes expéditives qui caractérisent le maintien de l'ordre turc dans les années 2010 :

« Ils ne savaient rien du tout à propos des droits, ou des médias, ou de la police. Ils n'avaient jamais participé à une manifestation avant. Et ils n'avaient jamais respiré de gaz lacrymogène avant tu sais. Ils ne s'étaient jamais battus avec la police, probablement qu'ils ne s'étaient même jamais battus avec personne<sup>1511</sup>. »

Faustine relève le fait que celles et ceux qu'elle perçoit comme des primo-manifestants ne maîtrisent pas le savoir-faire requis par la gestion des interactions avec la police et les médias. Le point de bascule se situe dans la soirée du 31 mai comme le souligne Inès qui est encore lycéenne. Sa famille lui a défendu d'aller manifester jugeant que c'est une mobilisation de « marginaux » :

« Pendant le 31 mai, je pense que tout le monde a commencé à comprendre que ce n'était pas quelque chose de marginal, que c'était quelque chose de gros. J'essayais de convaincre mes amis de venir avec moi mais ils ne voulaient pas au début le matin. Mais le soir, tout le monde a vu ce qui était en train de se passer, je pense que tout le monde a compris l'importance de ce moment donc j'étais en train d'envoyer des textos à mes potes et une fois que ma grand-mère s'est couchée, je suis sortie (rires)<sup>1512</sup>... »

Particulièrement saillant dans le cas stambouliote, le « retour de bâton » répressif s'observe également du côté de la place de la Catalogne à Barcelone. La tentative d'expulsion du 27 mai 2011 par la police catalane, qui scande l'immense majorité des entretiens<sup>1513</sup>, ressort comme

---

<sup>1508</sup> On renvoie ici à une des scènes documentées par le film *Istanbul United* réalisé par Olivier Waldhauer et Farid Eslam (2014) qui est une ode aux supporters de *Carsi* et à la coalition temporaire avec les autres collectifs de supporters, coalition qui avait vu le jour grâce à la mise en suspens des rivalités pendant les événements de Gezi.

<sup>1509</sup> Entretien avec Faustine, 29 ans, activiste qui milite pour le droit des animaux, réceptionniste de l'auberge où je logeais. Istanbul en mai 2019.

<sup>1511</sup> Entretien avec Faustine, *op cit*.

<sup>1512</sup> Inès, 23 ans, issues des classes moyennes supérieures d'Istanbul, elles ont toutes les deux étudiées à l'étranger et en France, première expérience politique à Gezi. Entretien réalisé à Istanbul en mai 2019.

<sup>1513</sup> Un seul n'en parle pas : Pietro et il n'était pas sur place ce jour-là.

une séquence charnière qui amplifie la dynamique de l'occupation. En revanche, cette hypothèse ne se vérifie qu'en partie pour Nuit debout. En dépit des autorisations déposées auprès de la préfecture de Paris, les *deboutistes* qui tentent de passer la nuit sur place sont expulsés au petit matin par des agents de police<sup>1515</sup>. La présence policière aux abords de la place s'intensifie considérablement à partir du 11 avril 2016 avec des opérations comme la fouille des sacs ou l'obstruction pour acheminer le matériel d'occupation<sup>1517</sup>. Face à cette situation tendue, certains préconisent de pacifier la situation (« la police avec nous ») tandis que les militants plus aguerris cherchent à « occuper mieux que ça ». Le 28 avril, l'opération « Ramène ta planche » incite à apporter de quoi consolider l'occupation. Mais le « château » en bois qui est édifié<sup>1519</sup> est aussitôt détruit par les agents de police provoquant des heurts sur la place une fois de plus vidée de ses occupants. L'intermittence des rassemblements amène à conclure que la répression policière a façonné et rythmé les Nuits debout parisiennes, l'étau se faisant certes moins contraignant que dans d'autres villes comme Lyon mais plus resserré qu'à Grenoble par exemple, seule ville où Nuit debout a pris la forme d'un campement permanent à la suite d'une négociation avec la municipalité. Ce traitement différentiel tient probablement aux rapports de forces locaux entre autorités déconcentrées et décentralisées, entre les préfectures et l'orientation politique des municipalités.

La question de l'occupation de la place met en relief les multiples lectures d'une même situation. La première Nuit debout suscite par exemple l'enthousiasme de Johny. Etudiant à Science-Po Paris, il participe à l'occupation d'un amphithéâtre dans le cadre du mouvement contre la loi « travail » (il est aussi membre d'une association d'aide aux réfugiés et habitué des manifestants). Enthousiasmé par le mot d'ordre qui invite à ne pas rentrer chez soi après la manifestation, Johny retourne en vitesse chez lui pour chercher une tente individuelle. Le 31 mars au soir, rien ne laisse présager que l'occupation ne va pas se concrétiser d'autant plus qu'une déclaration a été déposée et que des associations comme le DAL y ont déjà campé dans le cadre d'actions symboliques visant à interpeller les pouvoirs publics sur l'accès au logement. Quelques heures plus tard, Johny est délogé avec plusieurs manifestants. Cette lecture est contredite par un militant « autonome », co-fondateur du MILI, pour qui « la question de l'occupation ne s'est jamais véritablement posée<sup>1520</sup> ». L'incapacité à « tenir » la place est

---

<sup>1515</sup> Entretien avec John, *op cit.*

<sup>1517</sup> Le documentaire *L'Assemblée* détaille une scène de face-à-face entre le camion transportant le matériel de l'assemblée et un barrage de policiers qui l'encerclent, les *deboutistes* réclamant la libération de la « sono » !

<sup>1519</sup> Le 28 avril 2016, le Secrétaire Général de la CGT vient prendre la parole lors de l'Assemblée en signe de soutien et en réponse à l'appel de François Ruffin à faire converger les luttes.

<sup>1520</sup> Entretien avec Georges, *op cit.*

précisément ce qu'il regrette de Nuit debout. Il n'est d'ailleurs pas le seul : Anthony prend également soin de rappeler en cours d'entretien que « l'occupation n'était pas pérenne<sup>1521</sup> ». Le fait que Johnny aille chercher de quoi camper et déserte par la suite les locaux occupés de son université prouve qu'au départ, le campement permanent lui semble plausible. Même si elle se solde par une évacuation, l'opération du 28 avril 2016 qui visait à « occuper mieux que ça » atteste du fait que la frange la plus radicale de Nuit debout n'a pas renoncé à « tenir » la place. Si Nuit debout ne parvient pas à franchir le cap de l'occupation, celle-ci fait partie des possibles latéraux qui ne sont pas advenus. Mieux vaut donc se garder de toute illusion finaliste qui occulterait le fait que les participants ne savent pas ce qui va se passer.

Cette incertitude transparaît également dans ce que rapporte Hannah, qui avait déjà commencé à militer à l'université à Istanbul, et se rend à Gezi pour voir le parc une dernière fois<sup>1522</sup> (raison pour laquelle elle explique avoir pris autant de photos). De même, le lendemain des élections du 22 mai 2011, l'assemblée barcelonaise déclare occuper la place de Catalogne pour une durée *indéfinie*. Si les dynamiques d'accélération interactionnelle qui caractérisent les conjonctures contestataires sont corrélées à une activité tactique décuplée, stimulant les calculs et nourrissant les attentes des acteurs, ceux-ci présentent de nombreuses inconnues. Il convient donc de se rappeler que les protagonistes sont pris dans un voile d'incertitude, ne savent pas combien de temps les rassemblements vont tenir ni quelle en sera l'issue. Dès lors que l'incertitude devient structurante, l'attitude d'autrui – des protagonistes et des antagonistes - fournit des indices précieux qui permettent de comprendre cette réaction en chaîne, en particulier pour les collectifs organisés. La présence de leurs alliés ou de leurs rivaux mais aussi d'un grand nombre d'*outsiders*, parfois démunis devant les exigences de la politique de la rue, conduit un nombre conséquent d'organisations et de collectifs informels à se rallier<sup>1524</sup>.

## 2. Des mouvements pas si inorganisés

« Chaque organisation a appelé ses membres à rejoindre Taksim dans la matinée ou l'après-midi [...] le jour après que les policiers ont brûlé les tentes. Le soutien n'était pas très fort mais chaque organisation avait appelé à venir. C'est à ce moment que la participation est devenue massive sur la place Taksim<sup>1528</sup> »

---

<sup>1521</sup> Entretien avec Anthony, *op cit.*

<sup>1522</sup> Entretien avec Hannah, *op cit.*

<sup>1524</sup> L'attitude des unités de police est aussi un des principaux enjeux pour saisir la rupture dans le cours normal des interactions et la manière dont les protagonistes (ou futurs protagonistes) calculent. Entretien avec Hannah, *op cit.* « c'était un des enjeux principaux de deviner ce que la police allait faire ».

<sup>1528</sup> Entretien avec Azyllis, *op cit.*

En plus du phénomène du « retour de flamme », cet extrait montre le rôle-clef des organisations dans le changement d'échelle de la contestation sur le parc Gezi. Les rassemblements de places ne mobilisent pas que des individus, affiliés ou non : on y trouve des collectifs institutionnalisés ou informels, associations, syndicats, partis et réseaux militants. Ces collectifs de divers types se fondent dans l'univers des « Places » comme des groupes, des unités contestataires faisant partie d'un tout qui les dépasse. Certains se greffent aux noyaux organisateurs et jouent un rôle moteur comme c'est le cas de « Démocratie Réelle Maintenant ! » qui rejoint le campement barcelonais. Sur la place de la Catalogne comme à Gezi, l'organisation quotidienne du campement revient également aux « permanents » qui dorment sur place et accomplissent les tâches nécessaires à une présence prolongée en milieu urbain. Il est fréquent que ces protagonistes se relayent à tour de rôle. La situation est sensiblement différente pendant la « semi-occupation » de Nuit debout où seule une minorité active, en partie issue du collectif « Convergence des luttes » mais pas seulement, prend en charge le montage/démontage quotidien du campement.

Si les rassemblements de places mobilisent principalement des individus<sup>1529</sup>, qu'ils soient (ou aient été) ou non affiliés à un parti, un syndicat ou une association, ils se composent aussi de collectifs organisés ou plus informels qui nécessitent de changer d'échelle d'observation. Une analyse mésosociologique montre en effet qu'un certain nombre d'unités contestataires confluent sur les places. Ces collectifs présentent différents degrés d'institutionnalisation. Certains viennent du monde associatif et militent pour une cause spécifique comme l'accès au droit<sup>1530</sup>, les droits des animaux<sup>1531</sup>, le droit à la ville ou le droit au logement (la Plate-Forme des Affectés par l'Hypothèque à Barcelone et l'association Droit au logement à Paris qui est un des piliers organisateurs de Nuit debout). C'est au niveau local que se jouent ces alliances ponctuelles, ce qui incite à dénationaliser le regard qu'on porte sur les mobilisations. Dans le cas barcelonais, les associations de quartier (*asociaciones de vecinas*) rejoignent la mobilisation dès le 18 mai 2011 tandis que la fédération nationale ne se rallie que plus tardivement début juillet 2011<sup>1532</sup>.

---

<sup>1529</sup> Federico TARRAGONI, « Un mouvement dans lequel chacun voit ce qu'il veut. Individualisation et subjectivation politique à Nuit debout » in Christine GUIONNET, Michel WIEVIORKA (dir.), *Nuit debout. Des citoyens en quête de réinvention démocratique*, Presses Universitaires de Rennes, 2021.

<sup>1530</sup> L'association « 200x 80 » milite pour l'accès au droit (Association « Jueces para la democracia »). On trouve aussi des associations de quartiers et des associations professionnelles d'avocats.

<sup>1531</sup> Entretien avec Faustine, *op cit*.

<sup>1532</sup> La fédération des associations de voisins (FAVB) émet un communiqué de soutien dès le 18 mai dans les mêmes termes que la fédération des associations de voisins de Madrid, à un niveau local et non national puisque la Confédération Nationale d'Associations de Voisins ne le fait que début juillet.

On trouve aussi des collectifs *ad hoc* qui ont une existence publique (mais pas nécessairement légale) comme la plate-forme des soignants barcelonais « Indigne-toi pour la santé publique ! » créée en avril 2011, *Musterekler* qui joue un rôle auxiliaire au sein de la plate-forme « Solidarité Taksim » ou encore des assemblées interprofessionnelles qui se réunissent à la Bourse du Travail près de Nuit debout.

S'y ajoutent des collectifs nettement plus labiles qui fonctionnent en général sur le principe du groupement affinitaire. A Barcelone, ces électrons libres issus des « mouvements sociaux alternatifs<sup>1535</sup> » viennent des squats et des centres sociaux auto-gérés (les *ateneus* qui remontent pour certains au début du XXème). Le parc Gezi est aussi investi par des collectifs qui se revendiquent de la gauche radicale antifasciste et anarchiste sans avoir pignon sur rue. Il en va de même des Nuits debout parisiennes que se mettent à fréquenter plusieurs groupes « autonomes<sup>1536</sup> » (surnommés les « totos ») qui font de leur absence d'affiliation à une organisation une règle commune.

Il est à noter que, dans les trois cas, des organisations syndicales apportent leur pierre à l'édifice que ce soit dans les coulisses (l'union syndicale Solidaires qui signe la déclaration d'occupation de la place de la République le 31 mars 2016 ; elle contribue aussi à faire démarrer l'action), par leur présence et appui logistique (la Coordination Ouvrière Syndicale (COS) et la Confédération Générale du Travail (CGT) à Barcelone) ou par des grèves de soutien comme les syndicats du secteur public turc début juin 2013. En revanche, la présence des syndicalistes est conditionnée à la mise en sommeil des appartenances au même titre que les membres des partis politiques. Sont proscrits les attitudes prosélytes et signes d'affiliation comme le port de drapeaux, ce qui conduit les adhérents, militants ou simples sympathisants à participer individuellement. Sur les places de la Catalogne et de la République, plusieurs partis de gauche sont bien présents par le biais de leurs membres, ce qui confirment leurs liens assez étroits avec les mouvements sociaux. Il s'agit surtout de partis issus de la gauche anticapitaliste (*Izquierda Anticapitalista* et le courant trotskiste *Revolta Global* à Barcelone ; des *debutistes* issus du Nouveau Parti Anticapitaliste et du Parti de Gauche), le courant indépendantiste catalan de la

---

<sup>1535</sup> On emprunte l'expression de Carlos Taïbo pour désigner les mouvements squats, anarcho-libertaires et *okupas*.

<sup>1536</sup> La constellation autonome émerge en France dans les années 1975 (en 1977, l'Assemblée Générale Parisienne des Groupes Autonomes) avant de se connecter à l'anti-fascisme et de réapparaître au fil des luttes de la gauche extra-parlementaire. Cf. l'article de Audric VITIELLO, « 'Ultra-gauche' : esquisse de généalogie d'un courant politique radical », Fondation Jean Jaurès, 15 mars 2019, 23 pages [<http://michelgiraud.fr/files/2019/03/ultra-gauche-esquisse-de-genealogie-d-un-courant-politique-radical.pdf>]. Sur cette période particulière des mouvements ouvriers italiens dans le sillage de l'opéraïsme italien, cf le livre de : Marcello TARI, *Autonomie ! Italie, les années 1970*, Paris, La Fabrique, 2011.





inférieure-gauche, un collectif universitaire appelle à la démission de « Tayyip » (prénom du Premier ministre turc Erdogan) qui résonne avec la banderole étoilée du SYKP (Sosyalist Yeniden Kurulus Partisi, Parti de la refondation socialiste<sup>1544</sup>) qui tutoie directement le Premier ministre : « Ferme-la, Tayyip ! » (en turc : « *Kes sesini Tayyip !* »). Ce message sera censuré dans certains médias. Le SYKP a aussi suspendu une affiche rouge avec le slogan « Les usines, les champs, le pouvoir seront rendus aux travailleurs ! » à côté de la banderole jaune du Parti Socialiste pour la Démocratie (SDP<sup>1545</sup>) ornée des figures de Marx, Engels et Lénine. Au centre, sur la partie supérieure, une affiche sur fond rouge porte l'inscription « Boyun egme » qui signifie « ne plie pas, reste droit, tiens bon ! » aux côtés du portrait d'Atâtürk et des drapeaux officiels qui n'ont pas été enlevés<sup>1546</sup>. C'était un des slogans les plus répandus pendant Gezi. Dans sa partie supérieure droite, la façade est colorée par le fond jaune du TÖPG (*Toplumsal Özgürlük Parti Girisimi*, « Initiative du parti social pour la liberté ») et le drapeau bleu du « Parti Socialiste des Opprimés<sup>1547</sup> » (*Ezilenlerin Sosyalist Partisi, ESP*) qui se mêlent aux affiches jaunes de la Plate-forme de classe indépendante révolutionnaire<sup>1548</sup> (*Bagimsiz Devrimci Sınıf Platformu*) et du groupe de gauche radicale *Kaldıraç*. Au centre de la façade ont été déployées d'autres affiches de groupes anarchistes symbolisés par le fameux « A » et d'une plate-forme de solidarité socialiste (*Sosyalist Dayanısma Platformu*) qui proclame « La justice ou l'insurrection ! ». Sont aussi représentés le Parti Communiste de Turquie (TKP) et l'EMEP (Parti du Travail fondé en 1996 et allié au parti d'opposition HDP). Le 11 juin 2013 au matin, les forces d'intervention rapide donnent l'assaut et « nettoient » la façade de l'AKM de ces signes politiques en ne laissant que le portrait d'Atâtürk et le drapeau turc. Cette mosaïque ne donne cependant à voir qu'une partie des organisations qui ont rejoint la mobilisation. Le drapeau du parti pro-kurde HDP est absente (ainsi que le portrait du leader kurde Ocālan) et celui du parti kémaliste (CHP) n'y figure pas non plus alors que les kurdes et les souverainistes sont présents sur la place Taksim<sup>1550</sup>. On ne voit pas non plus de drapeau arménien alors que le

<sup>1544</sup> Acronyme de SYK qui devient par la suite le parti de la refondation socialiste (SYKP).

<sup>1545</sup> Il porte le slogan « Vive la révolution et le socialisme ». Le SDP est le Parti Socialiste pour la Démocratie trotskiste pro-kurde, fondé en 2002.

<sup>1546</sup> La présence de drapeaux officiels est une différence significative par rapport aux deux autres occupations où ils sont proscrits pour des raisons différentes : à Barcelone, les drapeaux espagnols ou catalans renvoient au conflit entre Etat central et Communautés Autonomes. A Paris, les drapeaux français sont rarement bienvenus dans les mouvements de gauche.

<sup>1547</sup> Le Parti Socialiste des Opprimés (ESP, fondé en 2010) est ancré dans une tradition révolutionnaire et soutient le HDP.

<sup>1548</sup> Sur cette bannière, est écrit de haut en bas : « Classe contre classe ! Contre le système, la révolution ! Contre le capitalisme, le socialisme ! »

<sup>1550</sup> L'opposition entre ces deux partis suscite d'ailleurs des tensions qui dégénèrent parfois en affrontements même si ces derniers restent contenus.

collectif *Nor Zartonk* s'est joint à la mobilisation. La façade du « Palais de la Culture » reflète davantage l'orientation de gauche des partis qui ont investi la place Taksim qu'elle ne rend compte de l'hétérogénéité des collectifs présents (la plupart sont en effet des partis fortement structurés et hiérarchisés contrairement à l'organisation fluide qui règne dans le parc).

Il serait réducteur d'interpréter la présence de la gauche turque uniquement comme un élan de solidarité ; cet afflux massif des partis politiques (kémalistes compis) se laisse aussi (mais pas exclusivement) déchiffrer à l'aune des luttes d'appropriation de la place entre instrumentation par le pouvoir et contestation sociale. Il convient en effet de se rappeler que la place a été le théâtre d'affrontements entre la gauche anti-impérialiste et la droite islamo-nationaliste en 1969, avant sa reconquête par les syndicats en 1969 et le massacre du 1<sup>er</sup> mai 1977. En 1996-1997, une mobilisation empêche le projet du parti islamiste au pouvoir de construire une mosquée. En ce sens, draper la façade de l'AKM aux couleurs de la gauche et l'orner des figures des martyrs turcs des années 1970<sup>1551</sup> peut se comprendre comme un geste de défi supplémentaire. Cette observation spécifique à la configuration stambouliote soulève une question d'ordre plus général quant aux modes d'appropriation et aux registres de motivations des nombreux collectifs qui ont pris part aux rassemblements de places. Cet exemple conduit à nuancer le postulat d'homogénéité selon lequel individus et collectifs se rallieraient par l'adhésion à une même cause. Dans les pages qui suivent, les trois cas d'étude sont entremêlés afin de saisir les dynamiques participatives individuelles et collectives.

Prenons le cas d'un groupe affinitaire d'anarchistes barcelonais qui navigue principalement dans les marges de la place de la Catalogne. Au cours des trois semaines où il y revient quasi-quotidiennement, Pietro calcule qu'avec ses « camarades » :

« nous avons distribué à peu près 30 000, des dizaines de milliers de copies de différents textes anarchistes et on les donnait gratuitement pendant cette période. Donc ce genre d'organisation spontané allait très vite, était très efficace. Et c'était un endroit parfait juste pour rencontrer des gens... tu vois, organiser des choses avec les gens<sup>1552</sup>. »

Ils saisissent l'occasion du 15M pour diffuser des discours anarchistes et engager la discussion avec des primo-contestataires (« les gens ») qui ne militent pas. D'autres collectifs manoeuvrent en sous-marin, infiltrant des commissions stratégiques dans le but de se positionner au sein de la mobilisation et de tenter d'exercer une influence, ce qui ne dupe pas les autres militants. C'est par exemple le cas de la commissions « International », aux avant-postes de la communication numérique du « mouvement » qui « était très infiltré par un parti révolutionnaire qui s'appelle

---

<sup>1551</sup> Paul CORMIER, « Les conséquences biographiques de l'engagement en contexte répressif. Militier au sein de la gauche radicale en Turquie: 1974-2014 », *Carnets de géographes*, 2019, n°12.

<sup>1552</sup> Entretien avec Pietro, *op cit.*

*Revolta global*<sup>1553</sup> » selon un de ses membres permanents. L'entrisme trotskiste n'est pas inédit ; c'est une tactique du passager clandestin qui permet de diffuser à moindre frais des idées et pratiques en noyant un collectif.

Nombre de collectifs apportent leur matériel, parfois même leur propre stand et participent à la construction de la « Place » tout en agissant à découvert, ce qui est *aussi* une manière de publiciser leur cause. L'association *Désobéisseurs*, qui prône l'action non-violente, tend ainsi à se confondre avec Nuit debout d'autant que son leader anime activement « TV debout<sup>1554</sup> ». Le collectif *Nor Zartonk* qui porte la cause de la mémoire arménienne se mobilise par rapport au cimetière arménien recouvert par la construction du parc Gezi dans les années 1930, ce qui met en lumière les déterminants spatiaux de ces coalitions passagères. Quel que soit leur degré d'institutionnalisation, la présence des collectifs n'est donc guère surprenante puisqu'elle s'inscrit dans la continuité de pratiques routinisées (tenir un stand, faire signer une pétition, sensibiliser etc.) et d'engagements individuels préexistants. Venir sur la place est un moyen de se rendre visible, de susciter l'adhésion mais aussi, dans certains cas, de recruter.

C'est par exemple le cas de la Plate-Forme des Affectés par l'Hypothèque qui, dans le cadre de la campagne installe un stand aux couleurs vertes de la campagne « Stop desahucios » (« Stop aux expulsions ») et forme une commission dédiée au droit au logement sur la place de la Catalogne :

« ...on avait donc une commission "PAH - Stop desahucios" où y'avait un panneau les jours et les heures où les gens allaient se faire arracher et il fallait que les gens y aillent... et on a réussi à bloquer des expulsions donc parce qu'il y avait trois cents personnes qui se déplaçaient, 500 personnes, des fois plus et ça fait des vidéos très fortes et ça fait exploser la PAH et du coup ils ont gagné le prix de l'association, l'organisme non gouvernemental de l'année ou je sais pas quoi...<sup>1555</sup> »

L'afflux de personnes disponibles permet à la PAH, dont faisait partie l'actuelle maire de Barcelone Ada Caulo, de mobiliser pour des actions concrètes, immédiates, qui consistent principalement à aller empêcher des familles de se faire expulser par la police<sup>1556</sup>. Le récit que livre Didier confirme ce mode d'engagement par le fait. Âgé d'une cinquantaine d'années en

---

<sup>1553</sup> Entretien avec Nelson, *op cit*.

<sup>1554</sup> Manuel CERVERA-MARZAL, « Nuit debout et l'épineuse question du leader. Retour sur une expérience vécue », in COLLECTIF, *Nuit debout. Des citoyens en quête d'une réinvention démocratique*, 2021, p. 24-34.

<sup>1555</sup> Entretien avec Nelson, *op cit*. ce qu'il dit confirme le surcroît de visibilité que procure la place. La PAH a en effet reçu plusieurs prix dans les années qui suivent, ce qui est bien sûr lié à l'efficacité de son action contre les expulsions et de sa mise en visibilité : le Prix catalan pour la meilleure initiative solidaire en 2012, le Prix National des Prix des Droits Humains 2012 de l'Association pro droits humains d'Espagne en 2012 et le Prix du Citoyen européen par le Parlement Européen en 2013.

<sup>1556</sup> Il est à noter sur ce point que cette tâche revenait aussi aux pompiers, ce qui est un élément à prendre en compte dans la politisation de cette profession en Espagne au cours de cette période.

2011, il est alors au chômage et entre dans le mouvement en s'investissant dans la commission « Cuisine ». Mais il répond également aux appels à se mobiliser contre les délogements :

« Il y avait une maison qui allait se faire expulser et j'ai été là-bas pour résister aussi. [...] On était beaucoup, plus de cent personnes et alors avec tout ce monde-là, la police n'a rien pu faire. [...] et c'est là que j'ai commencé à avoir des liens avec la PAH.<sup>1557</sup> »

Par la suite, il contribue à l'implantation d'une antenne de la plate-forme dans le quartier d'Hospitalet où il réside. N'étant pas directement concerné, il milite donc « par conscience<sup>1558</sup> ».

On peut aussi remarquer que, dans les cas turcs et français, ce qui fait une différence majeure avec les « Indignés » espagnols, les places sont le théâtre d'affrontements ritualisés qui reproduisent des interactions routinières entre certains groupes, sociaux ou militants, et les forces de police. C'est par exemple le cas d'habitants des quartiers populaires d'Istanbul, en particulier « 300 jeunes d'Okmeydanı<sup>1559</sup> » qui ont apporté une aide décisive aux « ultras » et aux militants LGBT lors de la « bataille » du 1<sup>er</sup> juin 2013. Ils rejoignent alors les « ultras » de Carsi qui ne s'impliquent pas seulement pour le sort des arbres ou contre l'injustice faites aux activistes de « Solidarité Taksim » mais aussi pour défendre leur quartier de Besiktas situé non loin de Taksim. Pendant Nuit debout, les membres du réseau lycéen du MILI<sup>1560</sup> font de la place de la République une base arrière des manifestations contre la loi « travail » et le point de départ de manifestations « sauvages » nocturnes :

« Nous on y allait presque tous les soirs. Nous notre objectif, concrètement (rires), c'était de brûler les palettes sur la place, de faire des feux pour mettre un peu d'ambiance, de faire en sorte que des gens ramènent de la musique, créent une ambiance sur la place, ramener du matériel, des consignes, des choses comme ça...enfin rendre la place vivante quoi. Nous aussi ce qu'on aimait bien c'était de sortir de la place, en fait la plupart des manifestations sauvages qu'il y a eu, on essayait de penser comment faire en sorte que quand il y ait plein de monde et qu'on puisse se barrer en manifestation sauvage<sup>1561</sup>. »

Ces jeunes lycéens et étudiants, qui sont pour la plupart politisés au sein de la gauche extra-parlementaire francilienne, très réfractaires aux partis et syndicats, ne cherchent pas uniquement à en découdre : ils instillent une ambiance festive sur le côté Ouest de la place qui fait face à l'Assemblée. Un soir, ils parviennent à rassembler suffisamment de monde pour quitter les lieux et partir manifester dans le quartier en direction du domicile du Premier ministre, Manuel Valls.

---

<sup>1557</sup> Entretien avec Didier, *op cit.*

<sup>1558</sup> Fabien GRANJON, « Militants par conscience », *Environnement*, vol. 15, n° 4, 2005, p. 365-388.

<sup>1559</sup> Jean-François PEROUSE, « Les événements de Gezi, ou le début de la « dérive autoritaire », vu des périphéries.. », *Mouvements*, 2017, n° 2, p. 109-119.

<sup>1560</sup> Acronyme de Mouvement Inter-Luttes Indépendant : il s'agit d'une coordination inter-lycées qui s'est structurée au moment de l'affaire Léonarda fin 2013 ; le 31 mars 2016, ils prennent la tête de cortège devant les syndicats.

<sup>1561</sup> Entretien avec Louis, *op cit.*

Le déroulement de ce micro-événement du point de vue d'un de ses instigateurs met en évidence l'intrication de la spontanéité et de l'organisation au niveau microanalytique :

« C'était pas de la spontanéité comme ça a pu être présenté, non c'était pas les gens qui tout d'un coup se sont dit "tiens il y a l'apéro chez Valls, il y avait des gens qui avaient prévu une banderole, des fumigènes, faire le tour de la place, on fait un tour puis deux tours comme ça on crie qu'on va chez Valls, apéro chez Valls, les gens ils disaient "ah punaise apéro chez Valls" »

Il y en avait qui allaient voir les gens assis leur dire "c'est pas Nuit assis, c'est Nuit debout !". Il y en a qui sont allés prendre la parole à l'assemblée, d'ailleurs, je crois juste après Eric Hazan qui était intégré au stratagème... Et l'idée c'était de provoquer une manifestation et là en fait les policiers ils étaient pas du tout préparés. Donc on a réussi à percer le cortège, franchement on a réussi à approcher, on était genre à dix mètres de la rue...<sup>1562</sup> »

La subversion de l'assemblée du 9 avril 2016 n'est pas le fruit du hasard. Il a fallu, comme le précise Louis, apporter du matériel en amont (banderole, fumigènes), faire courir le bruit que quelque chose se tramait, inciter les participants qui n'étaient pas de mèche à se lever et finalement inviter l'assistance à quitter la place pour « aller prendre l'apéro chez Valls », ce qui est une manière d'euphémiser une action extra-légale, sans déclaration ni autorisation. Celle-ci prend la forme d'un charivari d'environ 1000 personnes qui s'avance jusqu'à quelques dizaines de mètres du lieu visé. Pris de court, le dispositif policier finit tout de même par contenir les manifestants qui ont parcouru plusieurs kilomètres.

Cet exemple montre les limites des pré-supposés objectivistes selon lesquels les groupes se mobiliseraient en fonction de ressources disponibles en tous lieux en tout temps. Le protagonisme semi-émeutier – au sens où il en prend le chemin mais ne va pas jusqu'à l'affrontement ouvert – rappelle que les ressources n'existent qu'à travers la capacité à les *faire valoir*<sup>1563</sup> en situation. En l'espèce, le « stratagème » ne consiste pas tant dans les moyens matériels déployés que dans le savoir-faire des manifestations de rue - ce qu'il est possible de faire et de ne pas faire sans courir trop de risque, à quel moment partir, à quelle vitesse et dans quelle direction marcher etc. « En être » est aussi une nécessité pour beaucoup d'activistes comme le souligne une membre du collectif féministe de l'IFK :

« Ce n'était pas quelque chose que tu peux éviter, je devais y être parce que tout le monde y était, tout le monde qui était contre la politique du gouvernement était là. C'était quelque chose de nécessaire, des personnes complètement différentes, des activistes ; des non-activistes, des anarchistes, des kéalistes.<sup>1564</sup> »

---

<sup>1562</sup> *Ibid.*

<sup>1563</sup> John D. MCCARTHY, Mayer N. ZALD, « Resource Mobilization and Social Movements : A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, 82 (6), 1977, p. 1212-1241. Cf également l'article du *Dictionnaire des mouvements sociaux* : Emmanuel PIERRU, « Organisations et ressources » in Olivier FILLIEULE (éd.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*. 2e édition mise à jour et augmentée. Presses de Sciences Po, 2020, pp. 435-442.

<sup>1564</sup> Entretien avec une membre de l'IFK réalisé par Pauline Pressé à Istanbul en 2014.

Il est à noter que sur le parc Gezi, ce qui est une spécificité par rapport aux deux autres mouvements où les partis politiques n'ont pas eu droit de cité, les organisations de gauche sont parfois mises en difficulté face au refus des hiérarchies propres aux organisations de la gauche radicale. Youri, interprète et écrivain, qui se rend sur Taksim dès son arrivée en Turquie, s'amuse de cette situation inhabituelle et déstabilisante pour les mouvements qu'il connaît bien en tant qu'ancien militant :

« Normalement dans ce genre de mouvements ce qui se passe c'est que les mouvements d'extrême gauche recrutent dans ces mouvements de masse, ici c'est l'inverse qui s'est passé... (rires) les mouvements d'extrême-gauche très organisés ont presque perdu si j'ose dire des militants en faveur du mouvement non-organisé de Gezi parce que c'était beaucoup plus vivant !<sup>1565</sup> »

Qu'il s'agisse de publiciser une cause, de recruter, de faire de la propagande ou d'affronter la police, l'occupation de place s'inscrit dans un *continuum* de pratiques pour les collectifs qui maîtrisent les actions de rue. Faire acte de présence revient à apporter un soutien à la fois matériel et symbolique mais aussi à prendre position dans l'espace local des mouvements sociaux, ce qui est une manière de confirmer son appartenance à cet espace faiblement institutionnalisé et unifié. Les rassemblements de places se laissent en effet saisir comme des « cristallisations conjoncturelles<sup>1566</sup> ». Le phénomène est particulièrement saillant dans le cas de Gezi où coexistent des causes et organisations rivales – qui participent à une même « industrie » de mouvement social<sup>1567</sup> – et même opposées<sup>1568</sup>. Il est en revanche beaucoup plus restreint dans la séquence de Nuit debout qui agrège néanmoins plusieurs types d'organisations ainsi que des novices de l'action collective.

Dans les trois cas d'étude, la présence d'organisation confirme la relative autonomie d'un espace qui interagit fortement avec d'autres secteurs du monde social, en particulier les syndicats, associations et partis principalement par le biais de leurs membres. L'espace local des mouvements sociaux qui se cristallise pendant une brève durée diffère de l'univers des organisations par le type d'activisme qu'il propose et une fluidité qui déstabilise les habitus

---

<sup>1565</sup> Entretien avec Youri, 61 ans, ancien militant marxiste exilé entre 1980 et 1990 en Belgique à la suite du coup d'Etat (génération de l'exil), franco-turc, écrivain et traducteur. Entretien réalisé à Istanbul en mai 2019.

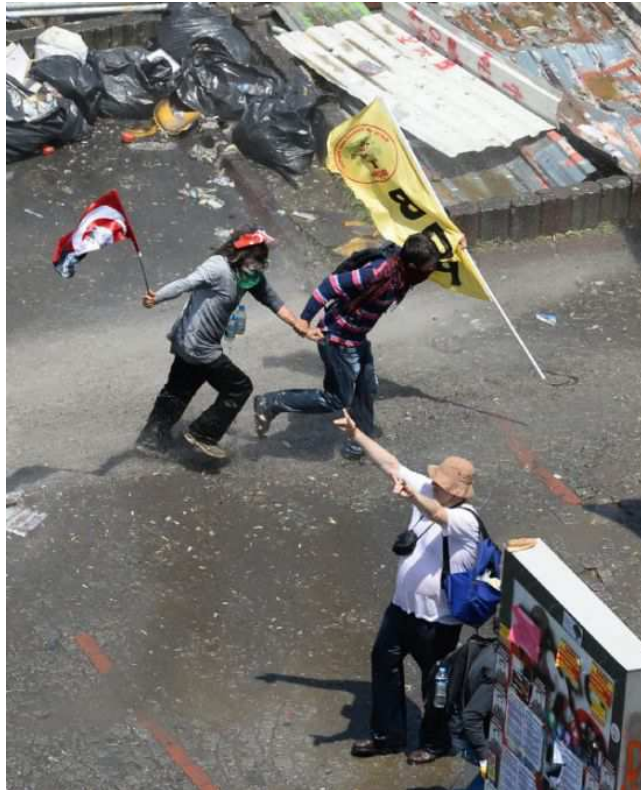
<sup>1566</sup> Lilian MATHIEU, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 1, 2002, pp. 75-100.

<sup>1567</sup> Les industries de mouvement social rassemblent des organisations de mouvement social interdépendantes, qu'elles soient rivales, associées ou les deux. Cf John D. MCCARTHY, Mayer N. ZALD, « Resource Mobilization and Social Movements : A Partial Theory », *op cit.*

<sup>1568</sup> On touche ici à une limite de l'analogie économiciste dès lors que les conflits ne se traduisent pas uniquement par des rapports de rivalité ou de concurrence mais aussi par des conflits ouverts qui excluent toute forme de coopération. Il est à noter que dans le cas turc, des électeurs de l'AKP ont aussi rejoint les rangs de la manifestation ce qui tend à prouver que les frontières de l'espace des mouvements sociaux ne recourent qu'en partie celles du champ politique. Cf Entretien avec Asaph, *op cit* : « ... il y avait des gens vraiment de tous bords. Des islamistes, même des mecs de l'AKP sont venus. »

militants. Des *outsiders* peuvent y faire leurs armes sans qu'un long processus d'adhésion soit requis. La dernière section de ce chapitre interroge en conséquence ce qui constitue un point d'entrée fécond sur ces moments de décloisonnement : le rôle des émotions comme catalyseur de l'action collective.

### L'hétérogénéité politique du mouvement de Gezi : l'exemple d'une photographie sur la place Taksim



Place *Taksim*, date inconnue, photographie de l'agence de presse DHA, par le photographe Uğur Can

Sur cette image prise par l'agence de presse Doğan News Agency (DHA) pendant l'occupation de *Gezi*, deux personnes aux visages recouverts par des écharpes se tiennent par la main pour prendre la fuite. Une troisième personne, un homme plus âgé avec un bob, se tient dans l'autre sens. On voit que les deux premiers se protègent le visage, très probablement à cause des fumées des gaz lacrymogène. L'eau qu'on distingue à leurs pieds vient sûrement des canons dont sont équipés les camions *TOMA* de la police turque. On aperçoit aussi des poubelles jetées au sol, signe de rupture du quotidien sur la place Taksim. Le danger qui les poursuit reste hors-champ mais on devine qu'il s'agit des forces de l'ordre turques. On peut imaginer qu'ils se replient vers le parc.

Il faut surtout s'attarder un peu plus sur *ce que font* les protagonistes. L'homme avec le bob fait le signe de ralliement des « Loups Gris », une organisation armée ultranationaliste : c'est

une référence à la mythologie mongole et turque qui s'inscrit dans le courant du panturquisme. Un peu plus haut sur l'image, le jeune homme<sup>1569</sup> qui est en fait un Alévi qui travaille dans un cinéma dans la province de Malatya à l'Est de la Turquie porte un drapeau du parti BDP - « Parti pour la paix et la démocratie » qui militait pour les droits des kurdes - tandis que l'autre protagoniste, qui est en fait un homme d'environ 55 ans, brandit un drapeau turc qui est un signe d'allégeance kémaliste. Ce sont des idéologies et des groupes sociaux qui sont donc antagonistes.

Les rassemblements de Gezi font donc émerger des coalitions improbables bien qu'éphémères entre des individus que les rapports sociaux ordinaires tiennent à distance. Cette image apporte aussi un démenti aux grilles de lecture qui ont dépeint la mobilisation de Gezi à l'aune d'une opposition entre un bloc laïc, kémaliste et progressiste et un bloc religieux traditionaliste. Cette présentation binaire occulte la présence des musulmans anti-capitalistes qui ont été parmi les premiers à installer leur tente ; elle ne permet pas de comprendre le silence respecté à l'heure des prières par l'ensemble des protagonistes ou encore les distributions de *simit* – pains au sésame – pendant les repas de rupture du jeun – *iftar*, laïcs et croyants confondus.

### 3. La place des émotions

La manière dont les « Places » aimantent l'activité contestataire gagne à être interrogée au prisme de ce qu'éprouvent celles et ceux qui se mobilisent jour après jour (et parfois nuit et jour pour Barcelone et Gezi). « Moment d'exception<sup>1570</sup> », « magique », « incroyable »... la récurrence des superlatifs ou d'expressions chargées en affects, négatifs ou positifs, va dans le sens d'une réhabilitation du rôle des émotions et de l'économie affectuelle des mouvements sociaux qui pose des défis méthodologiques considérables<sup>1571</sup>. Rendre saillants les affects et émotions<sup>1572</sup> reste en effet une tâche ardue d'autant plus quand l'objet d'étude ne laisse d'autre choix que d'enquêter à distance, par archives ou par entretiens.

<sup>1569</sup> *Hurriyet*, « L'histoire de la photo qui a brisé les vieilles hostilités », 4 juin 2015.

<sup>1570</sup> Entretien avec Philippe, Chilien de 42 ans, architecte qui vit à Barcelone depuis 15 ans, militant à l'*Ateneu de Raval*. Entretien réalisé à Barcelone en mars 2020. Entretien avec une membre indépendante de l'*IFK (Istanbul Feminist Kolektif)*, 26 ans, engagée depuis 2008 dans les collectifs féministes stambouliotes. Entretien réalisé par Pauline Pressé à Istanbul en 2014. Les deux personnes emploient la même expression.

<sup>1571</sup> La littérature états-unienne a largement participé à un retour en force des émotions sur le terrain de la sociologie de l'action collective, en particulier à travers les travaux de James M. Jasper. Cf James M. JASPER, « The Emotions of Protest : Affective and Reactive Emotions In and Around Social Movements », *Sociological Forum*, 13 (3), 1998, p. 397-424; Jeff GOODWIN, James M. JASPER, Francesca POLLETA, *Passionate Politics. Emotions and Social Movements*, Chicago, The University of Chicago Press, 2001. La question devient de plus en plus centrale dans la sociologie des mouvements sociaux de langue française : Sandrine LEFRANC, Isabelle SOMMIER, « Les émotions et la sociologie des mouvements sociaux » in Christophe TRAÏNI (éd.), *Emotions... mobilisations*, Presses de Science Po, 2009. Isabelle SOMMIER, « Émotions » in Olivier FILLIEULE (éd.), *Dictionnaire des mouvements sociaux. 2<sup>e</sup> édition mise à jour et augmentée*. Presses de Sciences Po, 2020, pp. 217-225.

<sup>1572</sup> La dimension affectuelle ne se résume pas aux émotions qui sont limitées dans le temps et s'accompagnent de manifestations physiques et culturelles qui varient en fonction du contexte social. Elle comporte également les affects renvoient à « la dimension subjective d'états psychiques élémentaire » et les sentiments, au sens collectif du terme, qui s'inscrivent dans la durée et participent à la construction des mobilisations. Isabelle SOMMIER,



Suivre cette piste escarpée requiert plusieurs précautions : éviter une prosopopée des foules qui leur sagesse ou déplore leur irrationalité<sup>1573</sup> et se tenir à l'écart du dualisme qui oppose raison et émotion. Comme le souligne Georges E. Marcus en prenant appui sur l'apport des neurosciences, « nos facultés émotionnelles sont davantage en harmonie qu'en opposition avec notre capacité à être rationnel<sup>1574</sup> ». Un changement d'état soudain tend en effet davantage à décupler les calculs et anticipations qu'à les inhiber ou à s'en passer. L'objectivation des émotions suppose de les définir comme un changement d'état affectif susceptible de provoquer une modification cognitive chez les acteurs<sup>1575</sup>. L'hypothèse du « frisson de l'action collective<sup>1576</sup> » n'est pas neuve et doit être modulée par ce qui façonne préalablement la sensibilité des acteurs, leurs expériences et compétences – notamment dans la capacité à faire part de leurs émotions ou au contraire leur propension à les taire. A condition de ne pas surestimer leur rôle, les émotions offrent une porte d'entrée féconde sur les processus d'engagement dans des mobilisations impromptues et structurées par l'incertitude<sup>1577</sup>.

Au cours de l'enquête, de nombreux entretiens font état d'émotions soit parce que les enquêtés les relatent directement soit parce que celles-ci refont surface à l'intérieur du dispositif. Dans le premier cas, la mise en verbe comporte une dimension rétrospective évidente qui ne doit pas conduire pour autant à écarter ce qui est dit. A Barcelone, Didier, qui vivait en France et avait une dizaine d'années pendant les événements de Mai 1968, décrit comme un « moment rempli d'émotions<sup>1578</sup> » les premières actions de la PAH auxquelles il participe depuis la place de la Catalogne. Les sources contemporaines des événements sont aussi instructives comme cette participante au campement barcelonais dont la voix trahit l'émotion devant la reconquête de la place après la tentative d'expulsion du 27 mai 2011 : « J'ai vu qu'ils revenaient s'installer et je me suis mise à pleurer parce que ça m'a beaucoup ému de voir qu'il

---

« Les états affectifs ou la dimension affectuelle des mouvements sociaux » in Éric AGRİKOLIANSKY (éd.), *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, La Découverte, 2010, pp. 185-202.

<sup>1573</sup> On renvoie ici aux travaux de Nicolas Mariot et en particulier à son introduction : Nicolas MARIOT, « Faire parler les foules ? », *Hypothèses*, vol. 14, no. 1, 2011, pp. 89-94.

<sup>1574</sup> George E. MARCUS, *Le citoyen sentimental : émotions et politique en démocratie*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008, p. 20.

<sup>1575</sup> Il va de soi que dresser le constat des émotions ne suffit pas et qu'il serait nécessaire de mettre en regard l'état affectif (et le changement d'état) en regard de la socialisation individuelle dans le cadre d'une étude plus poussée qui prendrait compte les apprentissages, la construction des sensibilités et les expériences antérieures pour comprendre les différences d'expérience au plan affectuel.

<sup>1576</sup> Nicolas MARIOT, « Le frisson fait-il la manifestation ? », *Pouvoirs*, 2006, no 1, p. 97-109.

<sup>1577</sup> Ivan ERMAKOFF, « Contingence historique et contiguïté des possibles », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 2013, n° 24, p. 23-45.

<sup>1578</sup> Entretien avec Didier, *op cit*.

ne restait rien de tout ça. Il y avait gens de mon âge. Et c'est reparti<sup>1579</sup> ». Pour Pascal qui observe la scène juché dans une cabane dans un arbre, ce jour d'extrême tension constitue « le meilleur jour de [sa] vie<sup>1580</sup> ». L'édification des barricades autour de la place Taksim ou les nombreuses interactions avec la police turque charrient aussi un mélange de joie et de colère attisé par les victoires ponctuelles et la brutalité des arrestations<sup>1581</sup>. On peut faire le même constat du côté de la place de la République. Lors de la première Nuit debout, Johny se dit « pris par l'émotion collective<sup>1582</sup> ». Le récit de Julia est exemplaire de l'expérience émotionnelle que peut susciter l'engagement à ciel ouvert. Etudiante et hautboïste de 25 ans, elle fait son entrée dans le mouvement par le biais d'un orchestre de plusieurs centaines de musiciens qui s'est improvisé sous le nom d'Orchestre debout.

« Au final on prenait tout l'espace entre la statue et la route juste avec des musiciens. Evidemment, il y avait encore le public à placer. Donc qu'est-ce qu'a fait le public ? Bon au départ ils se sont mis autour, et devant. Du coup ils ont commencé à bloquer la route, du coup, les flics ils ont essayé pendant dix minutes de débloquer la route et en fait il y avait une foule tellement énorme que ça a finalement bloqué toute la place. Et je pense même peut être 100 mètres derrière sur la rue, les gens étaient sur les arrêts de bus pour nous écouter, c'était du délire. On a jamais su vraiment combien on était de musiciens, je crois qu'il y avait un doodle où il y avait 150 ou 200 instrumentistes à l'époque c'était que des instruments parce qu'on jouait la symphonie du nouveau monde de Dvorak. C'était absolument énorme, moi j'étais au milieu des altistes, des instruments à corde, on entendait pas les voix...<sup>1583</sup> »

Elle utilise le superlatif « oufissime<sup>1584</sup> » pour décrire sa participation à la première représentation d'« Orchestre debout<sup>1585</sup> » qu'elle présente comme un moment inoubliable. Les émotions se manifestent également à travers des tirades qui révèlent le pouvoir des événements d'affecter durablement celles et ceux qui l'ont vécu. Une fois le micro coupé, Eva confie, sur un ton joyeux et mélancolique, que le 15M a été la « meilleure expérience de [sa] vie » et qu'« après ça, on peut mourir<sup>1586</sup> ! ». Il arrive fréquemment qu'en (se) racontant, les enquêtés changent soudainement de ton, d'attitude ou d'expression faciale. Ces manifestations physiques des émotions sont des indicateurs certes fugaces mais pertinents en ce qu'ils laissent entrevoir

<sup>1579</sup> Transcription d'un entretien avec une protagoniste d'une cinquantaine d'années sur la place de la Catalogne. *Le réveil des places*, op cit.

<sup>1580</sup> Pascal, 33 ans, diplômé en informatique, il a travaillé quelques années dans ce domaine ; son père est éducateur et sa mère est assistante sociale ; avant le 15M, il fréquentait déjà des squats à Barcelone ; commission action sur la place de la Catalogne. Entretien réalisé à la Can Masdéu en mars 2020.

<sup>1581</sup> C'est le cas de Rosa, 31 ans, lorsqu'elle est arrêtée pendant les manifestations de Gezi et enfermée dans un fourgon pendant plusieurs heures.

<sup>1582</sup> Entretien avec Johny, op cit.

<sup>1583</sup> Entretien avec Julia, 25 ans, diplômée de l'ENS, altiste, membre d'Orchestre Debout. Entretien réalisé à Paris en 2019.

<sup>1584</sup> « Ouffissime » se compose du mot « fou » à l'envers et du suffixe amplificateur -issime.

<sup>1585</sup> « Orchestre debout » est l'orchestre qui s'est formé sur la place de la République et qui a donné naissance à un collectif qui a survécu à Nuit debout.

<sup>1586</sup> Entretien avec Eva, op cit.

les vécus et durées plurielles d'un seul et même événement. Ainsi Alphonse, qui fait partie du groupe des retraités mobilisés depuis le 15M en 2011, les *iaoflautas*<sup>1587</sup>, éclate en sanglots en se remémorant « la solidarité des gens pendant le 15M<sup>1588</sup> ».

On observe aussi une succession d'émotions contrastées lors de l'entretien réalisé avec Azylis à Istanbul. Celui-ci qui arbore fièrement l'aigle du club de Besiktäs sur son bras gauche compare les gaz lacrymogènes à du « parfum » rappelant qu'entre les « ultras » et la police turque, les affrontements sont le mode d'interaction privilégié. Cette mise en récit amusée cède la place à un ton beaucoup plus grave quand le terrain de la répression le conduit à aborder la mort de plusieurs manifestants dont un jeune homme qu'il connaissait personnellement<sup>1589</sup>. Cheville ouvrière de « Convergence des luttes », Artémis a la « chair de poule » à l'évocation des réunions préparatoires de février 2016 qui se sont tenues à la Bourse du travail dans une ambiance festive animée par une fanfare militante :

« Et donc ça partait dans tous les sens... justement parce qu'il y avait une excitation. Là j'en ai la chair de poule rien que d'en parler. T'avais une excitation, tout le monde gueulait « Grève générale ! ». C'est des trucs quand t'organises, ça t'énerve parce que tu te dis « on avance pas avec ça » mais quand toi t'es participant, ça te met dans l'ambiance<sup>1590</sup> ».

On pourrait multiplier les exemples qui attestent du fait que la participation à Nuit debout ne laisse pas ses protagonistes de marbre : Benoît, un des piliers du *media center* ne parvient pas à réprimer ses larmes lorsqu'il est question des dissensions qui ont ébranlé le collectif. De même, quand il revient sur son expérience du « cortège de tête », Aléric oscille entre le récit enthousiaste et la peur de recevoir un « mauvais » coup dans une répression tous azimuts, en particulier lors de la manifestation du 14 juin 2016 qui marque le point d'orgue du mouvement contre la loi « travail<sup>1591</sup> ».

Les analyses ethnographiques confirment la centralité des émotions dans l'expérience des rassemblements, en particulier les plus engagés sur place, qui circulent entre plusieurs espaces

---

<sup>1587</sup> L'expression d'*iaoflauta* retourne le stigmate de « perroflauta » (littéralement : joueur de flûte qui vit avec son chien) en substituant au mot « chien » (*perro*) le diminutif de grand-père ou grand-mère (*iao*). Pendant le 15M, la présidente de la communauté de Madrid, Esperanza Aguirre, avait également tancé les manifestants du terme infamant de *rastaflauta* en référence au mouvement « rastafire » et à ses adeptes supposés porter des cheveux longs et jouer de la musique dans la rue.

<sup>1588</sup> Entretien avec Alphonse, *op cit.*

<sup>1589</sup> En cours d'entretien, le visage d'Azylis s'assombrit brusquement lorsqu'il évoque les noms des « martyrs » de Gezi en particulier Ali İsmail Korkmaz qui a été battu à mort dans la vile anatolienne d'Eskişehir et faisait partie de la même mouvance de la « gauche de rue ». Il mentionne aussi les noms d'Abdullah Can Corner et d'Ahmet Atakan.

<sup>1590</sup> Entretien avec Artémis, *op cit.*

<sup>1591</sup> Cette manifestation massive, qui avait rassemblé au minimum plusieurs centaines de milliers de personnes à Paris (un million selon les organisations syndicales) s'était conclue par une « nasse géante qui avait immobilisé une partie de la manifestation sur l'esplanade des Invalides empêchant les manifestants de quitter les lieux et d'échapper aux gaz lacrymogènes. Aléric est parvenu à s'extirper *in extremis* de la « nasse ».

(la place et les manifestations, les commissions, les réseaux militants et affinitaires...). Le fait d'être happé par les sollicitations et actions qui s'enchaînent sans cesse est caractéristique de cette entrée dans une temporalité *extraordinaire* saturée d'interactions *et* d'émotions. Bien sûr rien ne permet de dire que les protagonistes éprouvent la même chose à un instant *t* (on retomberait alors dans une explication psychologisante par la contagion) mais amène à reconsidérer l'énigme des « alignements collectifs<sup>1592</sup> » à l'aune de la simultanéité des flux émotionnels. Aborder les mouvements sociaux par leur « dimension affectuelle<sup>1593</sup> » permet d'éviter l'impasse rationaliste des théories de l'« alignement de cadre » qui arrime l'action collective au présupposé d'une représentation et d'une définition partagée et stable d'une même situation. Elle invite aussi à sortir d'une vision économiciste qui oppose les coûts et les rétributions de l'engagement puisqu'en l'occurrence, le « coût » temporel de la présence se confond avec la joie de participer, d'*en être* et de revenir sur la place. Le détour par les émotions à l'échelle individuelle laisse aussi entrevoir ce que Lefort désigne par l'expression de « chair du politique ». S'il n'est pas possible d'inférer le contenu des émotions à partir d'attitudes et d'actes qui restent individuels (et hors d'atteinte pour une enquête *a posteriori*), les indices récurrents d'une expérience intérieure forte, étroitement liée aux rassemblements, ne doivent pas pour autant être négligés.

### CONCLUSION du chapitre

Si les rassemblements de places manifestent une forme de démocratie effervescente, alors ils soulèvent la question de la spontanéité. Tester le concept de « démocratie sauvage » sur le terrain impose de se confronter à ses impasses, en particulier au point aveugle du spontanéisme de l'action collective. C'est ce qu'on a tenté de faire dans ce chapitre en deux temps.

D'abord, en réfutant la thèse d'une « immaculée conception<sup>1595</sup> » de l'action collective dans le cas des « mouvements de places » : c'est la raison pour laquelle on a délimité leur contexte d'apparition. Il a été souligné que les variables comme le néolibéralisme ou les régimes politiques n'ont qu'une pertinence limitée pour comprendre ce qui se joue sur les places. La comparaison sur un plan mésociologique et à une échelle de temps moyen semble plus heuristique sans pouvoir remplacer une analyse localisée des réseaux susceptible de restituer la densité des liens et leurs recompositions au fil des événements. C'est la raison pour laquelle on

---

<sup>1592</sup> Ivan ERMAKOFF, « Emotions, Cognition, and Collective Alignment: A Response to Collins », *American Journal of Sociology*, 2017, vol. 123, n° 1, p. 284-291.

<sup>1593</sup> Isabelle SOMMIER, « Les états affectifs ou la dimension affectuelle des mouvements sociaux », *op cit.*

<sup>1595</sup> Verta TAYLOR, « Social movement continuity: The women's movement in abeyance », *American Sociological Review*, 1989, p. 761-775.

a pris appui sur les travaux existants qui approfondissent les continuités s'exprimant à travers les rassemblements de places. C'est aussi ce qu'on a cherché à démontrer en soulignant leur lien étroit avec les mouvements sociaux urbains.

La mise en perspective des mouvements sur une échelle de temps qui dépasse celle des rassemblements ne doit pas cependant conduire à manquer leur part de spontanéité. Spontanéité ne veut pas dire : libre de toute détermination. Comme toute action, les rassemblements de places sont structurés par la contingence, ce qui signifie qu'ils sont pris dans des déterminations hétérogènes à la fois individuelles et collectives. L'identification des causalités explicatives (et non simplement occasionnelles) a cherché à mettre en évidence ce qui fait le caractère spontané des rassemblements. Celle-ci procède d'une accélération des interactions qui dépend à la fois d'une attribution sociale de nouveauté, d'un retour de flamme répressif (sauf dans le cas de Nuit debout où la répression a davantage contraint que renforcé la mobilisation) et d'une temporalité de l'incertitude puisque personne ne sait combien de temps vont tenir les occupations. Celles-ci reposent sur une organisation fluide et sur la confluence de collectifs inégalement institutionnalisés. Les « Places » apparaissent alors moins comme des mouvements structurés que comme un moment où l'espace des mouvements sociaux se cristallise sur un même site tout en s'ouvrant à de nouveaux entrants. Cette expérience collective à ciel ouvert est indissociable d'une expérience émotionnelle qui renforce sa perception individuelle comme « moment d'exception ». Il serait donc réducteur d'appréhender les occupations de places urbaines comme une démocratie de « face-à-face » incapable de « se régler dans un système d'institutions<sup>1596</sup> » au risque de manquer ce qui se joue pendant ces séquences particulièrement intenses de systole politique.

---

<sup>1596</sup> Claude LEFORT, *La complication. Retour sur le communisme*, Paris, Fayard, 1999, p. 57.

## Chapitre V. Le politique est dans la place

« Les significations politiques mises en acte [...] ne se limitent pas à celles du discours, que celui-ci soit oral ou écrit<sup>1597</sup> » : elles sont aussi liées aux pratiques collectives et aux actions qu'elles soient réussies ou ratées. Interroger la signification politique des « Places » requiert donc d'analyser les discours et les actions de celles et ceux qui ont fait de la place de la Catalogne, du parc Gezi et de la place de la République un espace commun. Il s'agit d'apporter des éléments de réponse ou peut-être de reformuler de manière plus juste la question du sens démocratique des « Places », étant entendu, si on suit ce qu'indique Butler, que ce que disent les occupations de places de la démocratie ne se réduit pas à ce qu'en disent leurs protagonistes. Dans le chapitre précédent, il a été établi que les « mouvements de places » barcelonais, stambouliote et parisien sont des coalitions<sup>1598</sup> improvisées et hétéroclites entre plusieurs fractions de l'espace des mouvements sociaux. Par conséquent, le « Nous » qui s'y construit est sans cesse mis à l'épreuve du dissensus qui les traverse. Les discours « publics » qui évitent les figures subversives du militant ou de l'activiste au profit de celle plus consensuelle du citoyen sont loin de faire l'unanimité parmi les acteurs plus politisés ou les militants (1). L'indéfinition de la cause facilite les réappropriations tout en étant parfois source de malentendus et de conflits comme c'est le cas avec la « Convergence des luttes » et Nuit debout (2). Les moyens et les fins de l'action nourrissent également des désaccords qui se traduisent en particulier par la mise en débat permanente des frontières de la violence (3). Ainsi les « Places » forment des zones de friction stratégique ce qui est cohérent avec l'hypothèse que ces processus politiques cristallisent des espaces de cause et des conceptions de la lutte hétérogènes (4).

La seconde partie de ce chapitre prend pour point de départ l'hypothèse anarcho-populiste. Elle examine les « mouvements de places » successivement comme des espaces de participation et de représentation. En premier lieu, il s'agit de discuter l'hypothèse de la démocratie assemblée à partir des cas de figure barcelonais et parisien (1). L'analyse se déplace ensuite vers la construction rhétorique du 99% (2). La dernière section fait l'hypothèse que les « mouvements de places » sont porteurs de prétentions extra-électorales à représenter le peuple. L'avantage de cette approche est alors d'enraciner l'analyse théorique dans l'expérience vécue tout en discutant l'opposition par trop naturalisée entre participation et représentation.

---

<sup>1597</sup> Judith BUTLER, *Rassemblement : pluralité, performativité et politique*, Paris, Fayard, 2016, p. 15.

<sup>1598</sup> Lilian MATHIEU, « Éléments pour une analyse des coalitions contestataires », *Revue française de science politique*, 2009, vol. 59, no 1, p. 77-96.

## Section 1. Construire le Nous à l'épreuve du dissensus

Les nombreux discours produits par les « mouvements de places » offrent un point d'entrée pertinent pour saisir leur hétérogénéité au-delà du contenu des revendications et des répertoires de légitimation (1). Ce sont en effet des collectifs bigarrés, instables, sans cesse mis à l'épreuve du dissensus comme on le verra à travers le cas de Nuit debout et de la « convergence des luttes » (2). Le conflit ne porte pas seulement sur les moyens de la mobilisation, en particulier le rapport à la violence, mais aussi sur l'horizon stratégique de ces communautés d'action (3). Loin d'être une pathologie ou un dysfonctionnement, il peut être interprété comme le signe que ce qui se joue sur les places revêt d'emblée un caractère politique.

### 1. Les places par les discours

Revendiquer, c'est déjà se soumettre » ; « Nous ne revendiquons rien ! 1603 » clame un des co-organisateur de Nuit debout dans une tribune publiée la veille du 31 mars 2016. Quelques jours plus tard sur la place de la République, cette figure de proue, issue du champ intellectuel et relativement influente dans le monde universitaire<sup>1604</sup>, fait machine arrière déclarant qu'« un mouvement qui ne se donne pas d'objectif politique s'éteindra rapidement<sup>1605</sup> » et précise ces objectifs qui vont du « retrait de la loi El Khomri à la (lointaine) écriture de la constitution d'une république sociale, en passant par toute une série d'idées « intermédiaires »<sup>1606</sup> ». Ces injonctions stratégiques soulèvent une question centrale pour les mobilisations collectives : la construction d'un « Nous » qu'implique toute action collective durable suppose-t-elle d'émettre des revendications auxquelles le « mouvement » s'identifie ? Ne rien revendiquer, n'est-ce pas finalement céder à une vision déshistoricisée des luttes du passé et des droits sociaux, politiques ou culturels qui ont été conquis ? Le problème qui se pose est double pour des mobilisations hétérogènes : d'un côté, l'élaboration d'une liste de revendications risque d'imposer un schéma unitaire ; de l'autre, l'absence de revendications claires risque de rendre les mouvements difficiles à déchiffrer.

---

<sup>1603</sup> Frederic LORDON, « Nous ne revendiquons rien », *Le Monde diplomatique*, 29 mars 2016.

<sup>1604</sup> Il exerce pendant cette période une influence non négligeable sur des fractions du monde universitaire et militant qui rejoignent les rangs de Nuit debout. Sur ces circulations et influences, nous renvoyons au récit livré par : CERVERA-MARZAL Manuel, « Nuit debout et l'épineuse question du leader. Retour sur une expérience vécue » in *Nuit debout. Des citoyens en quête d'une réinvention démocratique*, 2021, p. 24-34.

<sup>1605</sup> Frederic LORDON, prise de parole sur la place de la République, 9 avril 2016. Transcription.

<sup>1606</sup> Frederic LORDON, « Nuit debout, convergence, horizontalités », *Le Monde diplomatique*, 25 avril 2016.

La section qui suit repose sur une analyse comparée des discours du 15M barcelonais, du Gezi stambouliote et des Nuits debout parisiennes. Cette analyse se situe sur la face externe des mobilisations et vise à comparer la structuration des discours qui ont été publicisés au nom des « mouvements » (communiqués de presse, déclarations publiques, affiches, appels à se mobiliser...). Après avoir recensé les principaux éléments du discours « public » pour chaque mouvement, qui n'est qu'une mince parcelle du foisonnement discursif des « Places », l'enjeu est de comparer la manière dont se structurent ces discours contestataires qui transgressent l'ordre établi. Ces discours sont-ils mobilisateurs<sup>1607</sup> ou présentent-ils une dimension revendicative ? Peut-on lire une unité des revendications d'un mouvement à l'autre ? A l'exposition au cas par cas succède une mise en perspective de ces discours rendus publics (et qui répondent à un souci de présentation de soi) par rapport à d'autres types de discours plus informels et sauvages comme les slogans qu'on trouve parmi les innombrables pancartes ou des graffitis ; il s'agit aussi de comparer le contenu des revendications « officielles » et d'interroger leur unité.

### **1.1. Barcelone : exigences minimales et horizon de transformation**

Sur la place de la Catalogne, le premier document de « *minimos*<sup>1653</sup> » est publié le 22 mai 2011, soit six jours à peine après le début de l'occupation. Il expose les exigences minimales qui ont fait consensus dans les assemblées quotidiennes du 15M barcelonais ; le document porte la trace de cette élaboration collective mentionnant les « points » qui sont toujours en cours de discussion puisqu'une minorité (au moins une cinquantaine de participants) s'y est opposée. Ces revendications à la fois politiques, économiques et sociales tracent les contours d'un horizon d'attente qui s'organise autour de deux ensembles : les trois premiers paragraphes prônent l'abolition des « privilèges » des politiciens, des banquiers et des grandes fortunes ; les trois suivants (n° 4, 5 et 6) portent sur l'amélioration des conditions de travail, de logement et d'accès aux services publics ; enfin, les deux dernières séries de revendications ont un contenu institutionnel puisqu'elles concernent les « Libertés et [de la] démocratie participative » et la « réduction des dépenses militaires ».

---

<sup>1607</sup> Charles J. STEWART, « Une approche fonctionnelle à la rhétorique des mouvements sociaux » (« A Functional Approach to the Rhetoric of Social Movements »), *Central States Speech Journal*, 31, 4, 1980, p. 298-305.

<sup>1653</sup> COLLECTIF, Manifeste des indignés (*Manifest dels indignats*), « Documento de mínimos », 20 mai 2011.



Les « *minimos*<sup>1654</sup> » s’inscrivent dans la continuité des principales revendications portées par les mouvements sociaux espagnols dans les mois et les années qui précèdent le 15M : abolition de la Loi *Sinde* sur la propriété intellectuelle, modification de la loi électorale, démocratisation des partis et en première ligne, lutte contre la corruption des élites politico-économiques. L’appel à abolir les privilèges fiscaux dans le but de financer des mesures de justice sociale témoigne d’une mise en cohérence qui se rapproche du programme politique. Pragmatique, le document comporte peu de déclarations de principe (par exemple : « L’économie au service des personnes, et non pas l’inverse ») et mêle des enjeux nationaux (retrait de la Loi *extranjera*) et locaux (Loi sur le civisme en vigueur à Barcelone depuis 2005<sup>1655</sup>). Ainsi l’ancrage de certaines revendications rappelle la nécessité de ne pas homogénéiser un « mouvement » qui est loin de se résumer à son épicentre : d’ailleurs, l’ordre des revendications diffère par rapport au document élaboré sur la *Puerta del Sol* puisque celui-ci met l’accent sur la corruption et la modification de la loi électorale (elle figure en première position alors qu’elle ne vient qu’en 7<sup>ème</sup> position à Barcelone<sup>1656</sup>). La mise en forme de « l’indignation » varie d’une ville à l’autre. Un mois plus tard, l’*acampada-bcn* diffuse un nouveau document récapitulatif intitulé « Premiers pas vers une vie digne<sup>1657</sup> ». Plus long, ce texte est rendu public alors que le campement permanent a été levé. Il s’organise en 8 sections : « 1. Travail ; 2. Logement ; 3. Système bancaire et financier ; 4. Fiscalité ; 5. Services publics ; 6. Environnement ; 7. Participation de la Communauté au fonctionnement des institutions publiques ; 8. Suppression des privilèges accordés aux hommes politiques, aux syndicalistes et aux représentants religieux ».

On remarque que l’ordre s’est inversé par rapport aux *minimos* de mai : l’abolition des privilèges des hommes politiques, des syndicats et de l’Eglise (réduction des indemnités au salaire moyen de la population, suppression des privilèges fiscaux, imprescriptibilité de la corruption) ne vient qu’en dernière position. Cet ordonnancement confirme que le « mouvement des Indignés » barcelonais ne se contente pas de dénoncer la corruption refusant d’appréhender la politique avec des catégories morales. On observe que ce n’est pas seulement

---

<sup>1654</sup> Les *minimos* ne sont qu’un point de départ comme le soulignent les rédacteurs : « ceci est un document de *minimos*. En réalité ce que nous voulons est beaucoup plus grand ». Assemblée 15M, Place de la Catalogne, Barcelone, 30 mai 2011.

<sup>1655</sup> Municipalité de Barcelone, « Ordonnance de mesures pour préparer et garantir la « convivance » citoyenne dans l’espace public de Barcelone », Conseil Plénier du 23 décembre 2005. Ajuntament de Barcelona, « Ordenanza de medidas para fomentar y garantizar la convivencia ciudadana en el espacio público de Barcelona », Acuerdo del Consejo Plenario de 23-12-2005.

<sup>1656</sup> Il est précisé que le débat sur la modification de la loi électorale n’est pas encore terminé à la différence du 15M madrilène où c’est la première revendication dans la continuité du manifeste de « Vraie Démocratie Maintenant ! ». Ce n’est pas la seule spécificité (Eglise/Etat).

<sup>1657</sup> COLLECTIF, « Premiers pas vers une vie digne », Barcelone, 20 juin 2011.

l'ordre des revendications qui est ré-agencé : celles-ci s'ajustent au cours des événements et reflètent la composition hétéroclite de la mobilisation.

Le retrait de la loi « Omnibus », votée le 15 juin par le Parlement catalan (votant en bloc un ensemble de coupes budgétaires des retraites, subventions, aide sociale, salaires des fonctionnaires etc.), apparaît en haut de la liste. Il s'inscrit dans la continuité des revendications qui sont liées à la régulation des activités bancaires et aux coupes budgétaires qui touchent l'ensemble des services publics espagnols. L'apparition de revendications qui ne figuraient pas dans le document précédent témoigne du processus en cours et atteste en particulier de la présence de certains groupes qui ont réussi à imposer une thématique spécifique : « la reconnaissance du droit à l'autodétermination de tous les peuples du monde, tel qu'énoncé dans la Charte des Nations Unies, et donc celui du peuple catalan » était défendue par la commission « Indépendantiste » ; l'intégration d'une perspective de genre dans « toutes les normes, actions et politiques générées par la société » (ainsi que le refus de l'androcentrisme, le rejet de l'hétéronormativité et la dénonciation des violences sexistes) provient de la commission « Féministes Indignées » ; la reconnaissance de la « Diversité Fonctionnelle » est à mettre au compte de la commission du même nom. La plupart des secteurs des mouvements sociaux barcelonais sont représentés dans ce qui s'apparente à une vaste plate-forme de propositions : la taxe Tobin sur les transactions financières confirme par exemple l'influence de membres du mouvement altermondialiste (ATTAC notamment) ; la prépondérance des revendications du droit au logement s'explique par le rôle charnière de la plate-forme des affectés par l'hypothèque sur la place. Le volet écologiste reste cependant peu développé et s'en tient à la sphère de la consommation<sup>1659</sup>. Sur ce point, l'appel à une gestion publique et non marchande de l'eau confirme la nécessité de contextualiser des revendications qui présentent une dimension *locale*, contestant en particulier la privatisation de l'eau par la municipalité barcelonaise<sup>1660</sup>.

Le texte se conclue par un appel à s'auto-organiser qui révèle la forte composante anarcho-libertaire d'un mouvement refusant de se cantonner à un rôle d'interpellation des autorités publiques. Dans ce discours qui marque la fin de l'occupation permanente de la place de la Catalogne, les *indignés* de la « Rose de feu » insistent en effet sur la nécessité de rompre avec l'action par délégation et de s'auto-organiser par en bas (*bottom-up*) comme « outil de

---

<sup>1659</sup> On peut citer l'« obligation d'étiqueter tous les produits de consommation qui intègrent leur « empreinte écologique » : consommation d'énergie, émissions de CO2 et autres polluants, critères de durabilité et de proximité suivis dans leur production et distribution ».

<sup>1660</sup> Le document appelle à une « gestion publique de l'eau, à but non lucratif », exigeant que « la gestion privée actuelle d'actuelle *d'Aigües de Barcelona* (Groupe Agbar) revienne aux mains de la municipalité (ma traduction) ».

transformation du système économique, politique et social<sup>1661</sup> » à l'échelle locale des quartiers et de la ville<sup>1662</sup>.

## 1.2. « Taksim est Partout, partout est la résistance ! »

L'occupation qui démarre par un sit-in pacifique est déjà en soi une revendication pour défendre le parc mais celle agrège une multiplicité de griefs qui reflète la composition bigarrée du mouvement. Le 5 juin 2013, des membres de la plate-forme « Solidarité Taksim » rencontrent le premier Ministre adjoint Bülent Arinç pour négocier une issue à la situation de crise que traverse le pays. Dans le même temps, la plate-forme publie un document qui récapitule les principales demandes de la protestation en cours. La première concerne la sauvegarde du parc de Gezi en l'état (« #1 Le parc Gezi doit rester comme un parc touristique ») tandis que les quatre autres griefs portent sur la répression de la mobilisation en cours : démission des responsables impliqués dans la répression policière<sup>1663</sup>, interdiction des bombes lacrymogènes comme instrument de maintien de l'ordre<sup>1664</sup>, libération et abandon des charges pour les manifestants arrêtés<sup>1665</sup> et enfin levée des interdictions qui entravent les libertés de rassemblement et d'expression<sup>1666</sup>.



Revendications de Gezi présentées par la plate-forme « Solidarité Taksim », juin 2013.

<sup>1661</sup> COLLECTIF, « Premiers pas vers une vie digne », *op cit.*

<sup>1662</sup> En voici le passage *in extenso* : « Nous nous sommes approchés de la place pour écouter, construire des propositions et chercher des solutions, sans intermédiaires parlant pour nous : prendre la parole et s'auto-organiser ».

<sup>1663</sup> « #2 Le chef de la police, le gouverneur et les responsables de violence devraient/doivent démissionner. »

<sup>1664</sup> « #3 Interdiction des bombes lacrymogènes (empêcher le gouvernement de faire la guerre à son propre peuple). »

<sup>1665</sup> « #4 Libération immédiate des personnes incarcérées (pendant la mobilisation). »

<sup>1666</sup> « #5 Les interdictions de réunion et d'action dans les espaces communs doivent être levées. »

Quelques jours plus tard, le 12 juin 2013, la plate-forme réitère les mêmes revendications dans un communiqué adressé « à la presse et aux citoyens de la Turquie<sup>1667</sup> ». Le même jour, aucun membre de la plate-forme n'est convié à la table des négociations convoquée par le premier Ministre Erdogan<sup>1668</sup>. Ces tentatives de négociation qui échouent très rapidement sont perçues comme une volonté de désamorcer le mouvement puisqu' « Erdogan a nommé une dizaine de personnes qui représentaient Gezi et qui étaient des noms sortis de nulle part, qui représentaient personne. En fait, s'avérait que j'en connaissais deux et qui n'avaient rien à voir, je le savais<sup>1669</sup> » souligne Asaph qui était dans le parc dès les premiers jours.

Les attentes que cristallisent la résistance du parc Gezi sont cependant beaucoup plus étendues. A l'issue de la réunion du 5 juin, le porte-parole de la plate-forme « Solidarité Taksim » dresse une liste de revendications beaucoup plus fournie écologistes, urbaines, sociales, professionnelles et politiques : « troisième pont sur le Bosphore, troisième aéroport, projet de construction d'un canal parallèle au Bosphore, construction de centrales hydro-électriques, sensibilités des citoyens alévis, demandes des victimes des projets de rénovation urbaine, politiques visant au contrôle du corps des femmes, fin de pressions sur les artistes, la justice et les universitaires, droit des employés licenciés abusivement...<sup>1670</sup> ». Les membres de « Solidarité Taksim » restent cependant vivement contestés<sup>1671</sup> sur la place et dans le parc en dépit de leur rôle charnière dans la mobilisation. C'est d'ailleurs grâce aux procès intentés par « Solidarité Taksim » que le plan de rénovation urbaine a été annulé par la première cour administrative d'Istanbul<sup>1672</sup> (le 6 juin 2013 mais la décision n'a été communiquée qu'un mois plus tard). Le 12 juin, le Premier ministre convoque de nouvelles négociations avec des personnalités publiques extérieures à la mobilisation excluant les organisations<sup>1673</sup> (Solidarité Taksim et Greenpeace notamment) mais la réunion tourne court.

---

<sup>1667</sup> Communiqué de presse de Solidarité Taksim, 12 juin 2013.

<sup>1668</sup> Communiqué de presse de Solidarité Taksim, 12 juin 2013.

<sup>1669</sup> Entretien avec Asaph, *op cit.*

<sup>1670</sup> Elise MASSICARD, « Mais qui représente le mouvement de Gezi ? », *Observatoire de la vie politique turque*, 7 juin 2013. [<https://ovipot.hypotheses.org/8910>]

<sup>1671</sup> *Ibid.* Je cite *in extenso* ce que décrit la sociologue : « Mais, dès l'après-midi, des posts affluaient sur Facebook et Twitter, niant la représentativité de cette « Solidarité de Taksim » par rapport à la mobilisation, et en particulier aux manifestants qui occupaient la place. On lisait « ce sont des personnes que je ne connais pas et que je n'ai jamais vues, et qui ne m'ont pas contacté, ni de près, ni de loin ». »

<sup>1672</sup> L'annulation se justifiait par un vice procédural de non-consultation de la population locale et par un vice de fond d'incompatibilité avec l'identité du parc. D'autres actions en justice avec été intentées, notamment par l'Association de protection et d'embellissement de la place Taksim conduisant également à l'annulation du projet.

<sup>1673</sup> Solidarité Taksim, communiqué de presse du mardi 11 juin 2013.

Ces tensions traduisent l'hétérogénéité d'une mobilisation dont le discours ne se résume pas aux communiqués de presse de « Solidarité Taksim ». D'autres groupes font primer l'opposition à l'AKP sur le sort du parc. On observe un décalage entre les revendications de la plate-forme qui sont axées sur le parc et celles qui appellent à la démission du gouvernement venant de groupes divers : anarchistes, kémalistes, marxistes-léninistes, socialistes, féministes ou musulmans anti-capitalistes. Dès le deuxième jour de mobilisation, ce dernier groupe, qui est le seul à afficher ouvertement son identité religieuse sur le parc, déploie une vaste bannière portant l'inscription : « La propriété appartient à Dieu, dehors le Capital ! » (*Mülk Allahındır, Sermaye Defol*). De même, les slogans qui relayent des revendications féministes s'opposent explicitement au parti au pouvoir depuis 2002 : – « AKP ne touche pas à mon corps ! » - en réaction aux prises de position publiques pro-natalité du premier Ministre et aux fréquentes obstructions dans l'accès au droit à l'avortement. Ces quelques exemples attestent de la pluralité interne du discours qui reflète la composition hétérogène du collectif Gezi composé d'une multiplicité de groupes et d'individus.

### 1.3. « Contre la loi travail et son monde ! »

Reprenant le mot d'ordre emblématique de la mobilisation de la Zone A Défendre née à Notre-Dames-des-Landes depuis 2012 (« contre l'aéroport et son monde »), les rassemblements de la place de la République ne se contentent pas de protester contre le projet de loi dit « travail ». En se réappropriant l'appel à la « convergence des luttes<sup>1674</sup> », le comité de pilotage de Nuit debout pose d'emblée les bases d'une mobilisation plus large. Il est question de combattre la loi « El Khomri » tout en jetant les fondements d'un « projet politique ambitieux, progressiste et émancipateur<sup>1676</sup> ». Le collectif « Convergence des luttes » exhorte à « reprendre *notre* (je souligne) place dans la République<sup>1677</sup> » afin de se réapproprier collectivement « la réflexion sur l'avenir du monde<sup>1678</sup> ». Le texte voté par l'assemblée générale du 12 avril 2016 indique clairement que l'horizon des rassemblements quotidiens (qui se propagent aussi dans de nombreuses villes des régions) dépasse l'agenda parlementaire et gouvernemental : « Le projet de loi Travail pourra bien être retiré, et Valls sauter, nous ne rentrerons pas chez nous pour

---

<sup>1674</sup> COLLECTIF, « Appel pour l'autonomie du mouvement social », Libération, 3 août 1998. [[http://www.liberation.fr/tribune/1998/08/03/un-appel-de-militants-associatifs-syndicalistes-intellectuels-citoyens-pour-l-autonomie-du-mouvement\\_244848](http://www.liberation.fr/tribune/1998/08/03/un-appel-de-militants-associatifs-syndicalistes-intellectuels-citoyens-pour-l-autonomie-du-mouvement_244848)].

<sup>1676</sup> Communiqué de presse du collectif « Convergence des luttes », 30 mars 2016.

<sup>1677</sup> *Ibid.*

<sup>1678</sup> Page d'accueil de l'encyclopédie participative de Nuit debout « Wikidebout ». On trouve la même déclaration dans le manifeste de Nuit debout.

autant : ce monde qu'ils construisent avec acharnement et à nos dépens, nous n'en voulons pas !  
». Il n'est pas seulement question de faire reculer le gouvernement ni même de pousser le premier Ministre à la démission mais de s'opposer au « monde » que symbolise la loi « Travail », identifié à « un système social et politique en crise » ce qui ressort à travers la multiplication des griefs dans les discussions informelles et les assemblées nocturnes :

« Les débats qui animent les assemblées de la place de la République montrent que le ras-le-bol exprimé va bien au-delà de la réforme du travail et s'élargit vers une problématique plus globale : la remise en cause d'un système social et politique en crise et à bout de souffle. Ce ne sera pas nous qui pleurerons sa fin<sup>1679</sup> ».

L'organigramme des Nuits debout parisiennes confirme que la loi « travail » passe au second-plan de la mobilisation de la place de la République. Seule la « commission pour la refondation du Code du travail » se donne pour objectif de formuler des contre-propositions au projet de loi et de l'examiner dans le détail. Mais, avec seulement cinq ou six membres, elle joue un rôle secondaire. Lors de l'assemblée du 24 avril 2016<sup>1680</sup>, le groupe se retire avant même que son tour de parole n'arrive, signe de sa position périphérique par rapport au noyau dur des « permanents » et des organisateurs. La multiplication des ateliers (« Constituant »), des « commissions » (« grève générale », « debout éducation populaire », « économie » ou « féminisme ») et des groupes de travail (« pôle ») peut se déchiffrer comme un kaléidoscope de revendications.

Il est significatif que cette nébuleuse contestataire s'insère dans une grammaire démocratique. Début mai 2016, la menace que brandit le gouvernement de passer en force au Parlement - par le recours à l'article 49-3 de la Constitution qui permet de voter un texte sans débat en engageant la confiance de l'Assemblée Nationale - est dénoncée comme un « déni de démocratie<sup>1681</sup> », comme une « dernière attaque contre nos droits sociaux et notre démocratie<sup>1682</sup> ». La critique de la « pseudo-démocratie représentative<sup>1683</sup> » (« qui n'est ni plus ni moins qu'une aristocratie électorale ») s'articule avec une revendication générale de démocratisation des institutions. Certaines commissions revendiquent la commission de jurys citoyens tirés au sort, un recours plus systématique au référendum ou encore un processus plus large « de réécriture de la

---

<sup>1679</sup> COLLECTIF, « Levons-nous ensemble », Appel du 8 avril 2016.

<sup>1680</sup> Nuit debout- Paris, « Compte-rendu d'Assemblée Générale », 24 avril 2016.

<sup>1681</sup> COLLECTIF, Appel du 10 mai, « Ensemble, refusons le 49-3 ». L'appel à se rassembler devant l'Assemblée Nationale intervient alors que le premier Ministre menace de faire usage de la procédure du vote accéléré (article 49-3 de la Constitution) engageant sa responsabilité gouvernementale. L'issue de ce vote en première lecture était rendue incertaine du fait d'une fraction dissidente au sein de la majorité socialiste. Le document fait d'ailleurs mention de cette fissure dans le bloc au pouvoir : « La majorité est donc divisée face à cette loi qui serait un recul sans précédent des droits des travailleuses et des travailleurs en France, un retour au XIXème siècle. »

<sup>1682</sup> *Ibid*

<sup>1683</sup> Commission Economie / Politique Nuit debout (Paris), « Appel à la démocratie », 11 mai 2016.

Constitution permettant d'instaurer une réelle démocratie en France<sup>1684</sup> ». Mais il n'empêche que Nuit debout peine à « donner du contenu au contenant » comme le souligne un communiqué du parti pirate<sup>1685</sup> le 3 mai 2016. Ce qui ressort des documents archivés pendant Nuit debout par rapport à ceux diffusés pendant Gezi ou le 15M tient à l'absence d'une revendication centrale.

#### 1.4. Des discours hétérogènes

Une analyse conséquente du discours contestataire ne saurait s'en tenir aux déclarations publiques fussent-elles le fruit de discussions collectives. Cela reviendrait à hiérarchiser les discours et à négliger les tracts, graffitis, banderoles, post-it ou pancartes qui ont saturé l'espace de signes politiques. Les inscriptions murales, qui sont éphémères et anonymes, constituent en particulier un témoin précieux de la pluralité interne des mouvements<sup>1686</sup>. Les graffitis<sup>1687</sup> relèvent d'un répertoire vandale caractéristique des séquences contestataires. Ils font partie de ce que l'historien nomme des « écritures exposées<sup>1688</sup> » : leur point commun est d'être la parole de « personne » pour paraphraser Michel de Certeau et donc de circuler facilement entre « tous<sup>1689</sup> ». Ces pratiques qui relèvent du braconnage ne se contentent pas de transgresser les règles d'affichage public comme n'importe quel *tag*<sup>1690</sup>. Elles font sens à l'aune de leur contexte d'inscription. Ecrire sur les murs ne relève pas seulement d'une « culture politique de

---

<sup>1684</sup> Ibid. D'autres mesures sont envisagées comme la suppression du Sénat, le recours plus fréquent au référendum et l'introduction du tirage au sort.

<sup>1685</sup> Communiqué du Parti pirate, « Nuit debout : pour une authentique convergence des luttes », 3 mai 2016. <https://partipirate.org/nuit-debout-pour-une-authentique-convergence-des-luttes/>

<sup>1686</sup> La plupart ont été photographiées par des acteurs ou observateurs, avant d'être archivées et conservées par des fonds institutionnels, des collectifs militants ou à titre privé. On aurait pu ajouter les chants et répertoires choisis par les fanfares, orchestres et artistes individuels qui ont joué pendant les rassemblements.

<sup>1687</sup> Cécile BRACONNIER, « Braconnages sur les terres d'État. Les inscriptions politiques séditeuses dans le Paris de l'après-Commune (1872-1885) », *Genèses*, 1999, n° 35, p. 107-130. Dans son travail d'archives, l'autrice définit le grafito comme un « message manuscrit apposé sur une paroi exposée dans un lieu accessible à un public ».

<sup>1688</sup> Armando PETRUCCI, « Jeux de lettres. Formes et usages de l'inscription en Italie, XIe-XXe siècles », Paris, Editions de l'EHESS, 1993, p. 10. L'auteur définit comme écriture exposée comme « n'importe quel type d'écriture conçu pour être utilisé dans des espaces ouverts, voire dans des espaces fermés, de façon à permettre la lecture à plusieurs et à distance d'un texte écrit sur une surface exposée ».

<sup>1689</sup> Michel DE CERTEAU, *L'Invention du quotidien, I. Arts de faire, op cit.*, p. 13 : « Appelé Chacun (un nom qui trahit l'absence de nom), cet anti-héros est donc aussi Personne, Nemo, tout comme l'Everyman anglais devient Nobody ou le Jedermann allemand Niemand ».

<sup>1690</sup> Le *tag* constitue une forme sauvage de graffiti qui renvoie à une signature codée, répétée, tracée à la hâte tandis que le *graffiti* revêt davantage une dimension artistique, même si les deux s'apposent sur des surfaces non autorisées. Sur la pratique du graffiti dans la ville, cf KOKOREFF Michel, « Des graffitis dans la ville », *Quaderni*, n°6, Hiver 88/89. Télé-ville. pp. 85-90. »

l'impuissance<sup>1691</sup> » : c'est aussi une manière de se réapproprié provisoirement un espace urbain gouverné par l'Etat et de se hisser au rang de locuteur.

Il est hors de portée de revenir sur la panoplie de slogans et graffitis qui ont déjà fait l'objet de nombreuses études de cas<sup>1692</sup>. On peut néanmoins souligner l'inventivité de ces messages qui font circuler mots d'ordre (« Prends la place ! » pour le 15M, « Diren Gezi » pour la résistance de Gezi, « Rêve générale » pour Nuit debout), incitations à la mobilisation et appels à la démission (qui vise Felip Puig le conseiller de l'intérieur du gouvernement catalan en 2011, le premier ministre turc - « *Tayyip istifa*<sup>1693</sup> » - ou français). Ils s'en prennent également aux agents à qui les autorités publiques délèguent l'usage de la force avec un florilège d'inscriptions anti-autoritaires en Turquie et en France où la répression est plus forte (« ACAB<sup>1694</sup> » ; « Filme un flic sauve des vies<sup>1695</sup> »). Les univers de référence<sup>1696</sup> qu'ils convoquent font appel au sens commun tout en cherchant à le bousculer, par des jeux de mots ou en se moquant ouvertement du pouvoir. Il ne s'agit pas alors d'un rire d'interaction mais d'un rire de représentation qui pousse à s'identifier au mouvement<sup>1697</sup> tout en ouvrant un *dissensus communis*<sup>1698</sup>.

Sur les places espagnoles, des pancartes reprennent les paroles d'une chanson politique de Javier Krahe<sup>1699</sup> : « Je t'aime, démocratie, parce que tu es comme si tu étais absente ». D'autres slogans thématisent la faillite démocratique à partir d'éléments de la vie quotidienne comme le

---

<sup>1691</sup> Jean-François BAYART, « L'Énonciation du politique », *Revue française de science politique*, vol. 35, n°3, 1985. p. 359.

<sup>1692</sup> Jonna TOLONEN, *Visage of Madrid: Illegal Graffiti as a Part of Spanish 15-M Protests.*, Université d'Helsinki, Thèse de doctorat, 2016 ; SELONI Lisya, SARFATI Yusuf, « Linguistic landscape of Gezi Park protests in Turkey: A discourse analysis of graffiti », *Journal of Language and Politics*, 2017, vol. 16, no 6, p. 782-808. Pour des approches globales et comparatives sur la question : VAN DE VELDE Cécile, « Les mots de la colère. Une décennie d'enquête sur les slogans protestataires », *Sociologie*, vol.11, n.3, 2020, p.291-303 ; BASURAL Idil, « Médiation carnavalesque de l'écriture rebelle : le graffiti des événements Occupy Gezi et Nuit Debout », *Communication & langages*, vol. 197, no. 3, 2018, pp. 53-72.

<sup>1693</sup> Qui signifie « Tayyip démission ! ».

<sup>1694</sup> ACAB est l'acronyme d'un slogan anglophone qui cible la police et signifie « All Cops Are Bastards », littéralement « Tous les flics sont des bâtards ». Il existe aussi une variante anticapitaliste : « All Capitalists Are Bastards ».

<sup>1695</sup> Frédéric BORTOLLI, Fabien GOUTELLE, Patrice MANIGLIER, « Ce qu'on lisait dans les rues au printemps 2016 », *Les Temps Modernes*, 2016, n°5, p. 261 et suivantes.

<sup>1696</sup> Selon David Snow, trois conditions sont requises pour qu'un cadre d'interprétation soit crédible : des fondements empiriques qui le rendent plausible ; un ancrage expérimental : les faits dénoncés sont vécus et résonnent avec le quotidien du plus grand nombre ; fidélité narrative qui prend appui sur des croyances, mythes ou récits populaires. Cf par exemple SNOW David, « Analyse de cadres et mouvements sociaux » in CEFAÏ Daniel, TROM Danny, *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans les arenès publiques*, Paris, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2001, p. 27 – 49.

<sup>1697</sup> Eduardo ROMANOS, « The strategic use of humor in the spanish indignados/15M Movement » in COLLECTIF, *Crisis and Social Mobilization in Contemporary Spain*, Routledge, 2017. p. 119-139.

<sup>1698</sup> Simon CRITCHLEY, *De l'humour*, Séminaire au Collège International de Philosophie, Paris (juin 2000)

<sup>1699</sup> « ¡Ay, democracia! » est le titre d'une chanson de Javier Krahe (1944 – 2015) sortie en février 2011 qui reprend les vers d'un poème de Pablo Neruda (1904 – 1973), mort pendant le coup d'Etat de septembre 1973 au Chili.



message d'erreur informatique<sup>1700</sup> « Erreur 404. Démocratie non trouvée » (« Error 404. Democracy not found »). Dans les rues turques, il n'est pas rare que des slogans soient confectionnés à partir de vers du poète célèbre en Turquie, Nâzım Hikmet Ran<sup>1701</sup>. Une photographie archivée par un *deboutiste* montre une inscription à même les dalles de la place de la République : « ça sent le Gattaz<sup>1702</sup> ! » (en référence à Pierre Gattaz, secrétaire général du syndicat patronal français en 2016).

Le caractère éclectique de ces discours est révélateur de l'hétérogénéité *interne* de mouvements où coexistent de nombreuses orientations ; ce sont aussi des comparateurs pertinents qui mettent en évidence l'absence d'unité des « mouvements de places ».

A Barcelone, les textes successifs validés en assemblée générale égrainent des mesures de justice sociale, fiscale et redistributive qui s'enracinent dans des expériences vécues en série : la multiplication des expulsions, la fermeture des services dans les hôpitaux, la perte d'emploi et la baisse des indemnités ... Loin de se cantonner au domaine politique, ces revendications thématiques autour de la dignité<sup>1705</sup> plaident pour la défense et le redéploiement de l'Etat-Providence, l'Etat de « *bienestar* » touché par les restrictions budgétaires. Ce qui pourrait ressembler à une frénésie revendicative n'est pas donc pas désordonné mais pointe en direction d'un *ré-encastrement*, d'une resocialisation<sup>1706</sup> de l'économie, afin de renverser la dynamique d'autonomisation du marché qui tend à subordonner de plus en plus de sphères de l'activité sociale (dont la politique). Le mouvement barcelonais présente une « dimension revendicative à double détente<sup>1707</sup> » avec, d'un côté, des mesures d'urgence liées à la conjoncture austéritaire et, de l'autre, des revendications à long-terme qui expriment un désir de rupture plus profond,

---

<sup>1700</sup> L'intraduisible « *No hay pan para tan chorizo* » (littéralement : « il n'y a pas assez de pain pour autant de chorizo ») joue par exemple sur la double signification du mot « chorizo » qui désigne à la fois l'aliment et le personnel politique corrompu prompt à voler ceux dont il est censé défendre les intérêts.

<sup>1701</sup> « Les amis ; Nous ne nous sommes pas salué jamais, Pour le même pain la même liberté la même aspiration Nous pouvons mourir ensemble ! », vers du Nazim Hikmet RAN (1901 – 1963), Bursa, juin 2013.

<sup>1702</sup> Les cortèges des manifestations contre la loi « travail » ne sont pas non plus en panne d'inspiration avec des messages qui appellent à la fin du travail comme rapport d'exploitation (« Fin du travail vie magique »), au « retrait de toutes les lois » ou encore au « retrait des deux » (« Loi, travail : retrait des deux. – Ni loi ni travail). Le contenu de ces messages est un indicateur de la forte composante anarcho-libertaire des manifestations par rapport à Nuit debout même si des *deboutistes* y participaient activement.

<sup>1705</sup> FOTOMOVIMIENTO, « Pour une vie digne », 25 mai 2011 ; FOTOMOVIMIENTO, « Logement digne pour tous (tod@s) (les pigeons de la place de la Catalogne sont aussi indignés) », 25 mai 2011.

<sup>1706</sup> Karl POLANYI, *La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, 1983 (1944). L'auteur y développe la thèse d'un désencastrement, d'une autonomisation de l'économie par rapport aux autres sphères de la vie sociale.

<sup>1707</sup> Isabelle SOMMIER, *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation, op cit*, p. 235 – 236.

ce qui recoupe la distinction émique entre les indignés du « court-terme » et les indignés du « long-terme<sup>1708</sup> ».

Avec les cinq points de la plate-forme « Solidarité Taksim », les revendications des occupants du parc ne se concentrent pas uniquement sur la sauvegarde des arbres<sup>1709</sup> : elles prennent une dimension politique et anti-répressive relative au droit de se rassembler et de s'exprimer publiquement. Le discours mis en forme par « Solidarité Taksim » peut s'interpréter à l'aune du droit à la ville<sup>1710</sup>, c'est-à-dire des luttes qui ont la ville pour cadre et pour objet. Cependant, les revendications sont beaucoup plus variées sur la place Taksim où affluent des groupes porteurs de causes rivales voire opposées : la cause nationaliste pour les kémalistes, anticapitaliste pour les partis de gauche, pour les droits des minorités pour les Kurdes, les Arméniens, Alévies mais aussi les collectifs LGBTI... En l'espace de quelques jours, une fronde anti-gouvernementale se coalise sur le parc de Gezi, aux allures de plébiscite inversé, par en bas, contre le premier Ministre.

Enfin, les communiqués de presse et les « appels » successifs de Nuit debout-Paris sont finalement peu revendicatifs voire a-revendicatifs. Force est de préciser que le mouvement « contre la loi travail et son monde » ne se réduit pas à Nuit debout de la même manière que la demi-occupation de la place de la République ne se laisse pas définir uniquement par son opposition au projet de loi qui reste finalement assez secondaire. Dans leurs discours, du moins ceux qu'ils et elles font circuler, les *deboutistes* cherchent davantage à exprimer leur solidarité avec les acteurs du mouvement social (grévistés, intermittents, précaires) et à définir un horizon d'attente dont rend compte l'usage récurrent du mot « monde ». L'interpellation des autorités publiques reste secondaire. L'opposition au gouvernement va de soi pour une mobilisation qui reste solidement ancrée dans la gauche extra-parlementaire et en mobilise des thématiques centrales comme la démocratie directe ou la lutte des classes. La manière dont Nuit debout

---

<sup>1708</sup> Héloïse NEZ, « Délibérer au sein d'un mouvement social », *Participations*, 2012, no 3, p. 79-102. Il s'agit d'une distinction que les protagonistes établissent entre des commissions « réformistes » qui défendent des objectifs à court-terme et le courant plus radical ou révolutionnaire qui porte un horizon de transformation sociale à plus long-terme.

<sup>1709</sup> Yusuf SARFATI, « Dynamics of mobilization during Gezi park protests in Turkey » in *The Whole World is Texting*, Brill Sense, 2015, p. 25-43. L'auteur soutient que les revendications de Gezi, portée par « la jeunesse urbaine, éduquée et de la classe moyenne » étaient axées sur l'expression de soi et la défense d'un style de vie, ce qui les distingue d'*Occupy Wall Street* ou « du mouvement des *Indignados* » aux revendications plus matérielles. Il ne faut cependant pas perdre de vue que les revendications post-matérialistes charrient des enjeux concrets et matériels comme le droit au logement, de s'exprimer ou de se rassembler librement.

<sup>1710</sup> L'expression « droit à la ville » renvoie à Henri LEFEBVRE, « Le droit à la ville », *L'Homme et la société*, n°6, 196, p. 29-35. Le concept a été rediscuté récemment par David HARVEY, *Villes rebelles : du droit à la ville à la révolution urbaine*. Buchet/Chastel, 2015. Il insiste sur le « rôle de l'urbanisation dans la reproduction des rapports de production capitalistes ». Pour une discussion critique, cf Jean-Pierre GARNIER « Le droit à la ville de Henri Lefebvre à David Harvey. Entre théorisations et réalisation », *L'Homme & la Société*, vol. 191, no. 1, 2014, pp. 59-70.

construit son discours résonne avec les « revendications impossibles<sup>1713</sup> » d'*Occupy Wall Street* pour reprendre la formule de Judith Butler. Nuit debout produit davantage un discours de solidarité qui s'adresse aux acteurs des mouvements sociaux au lieu d'extérioriser une revendication unitaire.

La comparaison par le discours met en évidence l'absence d'un socle commun aux trois « mouvements » : il n'y a pas en effet de cadre d'interprétation cardinal (*master frame*<sup>1714</sup>), ce qui confirme l'ancrage local et la discontinuité entre les séquences contestataires. Il peut être utile d'interroger la manière dont les discours contribuent à construire un « Nous » et à énoncer le collectif tout en dénonçant des adversaires. En plus du contenu de l'énoncé, le mode d'énonciation fait ressortir la manière dont les acteurs se définissent et se situent au milieu des « institutions, formes sociales, représentations collectives<sup>1715</sup> ». Il ne faut pas non plus perdre de vue que les discours sont le produit de rapports de force au cours desquels certains parviennent à imposer leur mot d'ordre au détriment d'autres groupes, ce qui requiert de basculer la face externe vers la face interne des mobilisations en confrontant les discours à leurs producteurs et récepteurs.

## 2. Renouveau ou refus de la politique ?

Le recours à un répertoire de légitimation *citoyen* est une caractéristique commune aux mouvements d'occupation de places : c'est un point d'entrée pertinent pour saisir la manière dont s'orientent les mobilisations (1) mais également les enjeux inhérents à la construction du collectif (2). On approfondit sur ce point l'exemple de Nuit debout.

### 2.1. Se mobiliser en tant que citoyens

A Barcelone, les textes votés en assemblée ou signés par les commissions ne prennent pas appui sur les organisations partisans, associatives ou syndicales pour se légitimer mais précisément

---

<sup>1713</sup> Judith BUTLER, « Demander l'impossible », # *Indignés ! D'Athènes à Wall Street, échos d'une insurrection des consciences*, Zones, 2012. Judith Butler emploie l'expression au sujet des revendications d'*Occupy Wall Street*.

<sup>1714</sup> Un *Master frame* qu'on peut traduire par « cadre d'interprétation cardinal » se repère à ce qu'il permet de faire tenir ensemble des groupes et traditions de luttes hétérogènes. Par exemple « l'égalité des droits », « la politique contre les marchés globaux » pour le mouvement altermondialiste... SNOW David A., BENFORD Robert D., « Master frames and cycles of protest » in COLLECTIF, *Frontiers in social movement theory*, 1992, New Haven, Yale University Press, p. 133 -155. L'analyse des cadres touche cependant ses limites lorsqu'elle présuppose un alignement qui ne rend pas compte des luttes de cadrage et des « formes d'occlusion des désalignements » qui permettent notamment à des coalitions parfois précaires de tenir ou du moins de durer un temps. Cf CONTAMIN Jean-Gabriel. « Analyse des cadres », Olivier Fillieule éd., Dictionnaire des mouvements sociaux. 2e édition mise à jour et augmentée. Presses de Sciences Po, 2020, pp. 44-51.

<sup>1715</sup> François SIMIAND, « Méthode historique et science sociale » in *Annales, Histoire, Sciences Sociales*, EHESS, 1960, p. 83-119.

sur le refus radical des structures de médiation. De manière générale, le « mouvement » 15M se présente comme un rassemblement principalement composé de « personnes » ou de « citoyens » ordinaires :

« Nous sommes des personnes venues librement et de forme volontaire : après la manifestation du 15 mai, nous avons décidé de rester ensemble et d'être toujours plus nombreux dans le combat pour la dignité. Nous ne représentons aucun parti politique ni aucune association, et ne sommes représentés par personne<sup>1716</sup>. »

Ce n'est pas une spécificité barcelonaise : le premier soir du 15 mai 2011, sur la place madrilène de la « Porte du Soleil », le débat porte sur le point de savoir si « nous devons nous appeler des citoyens ou des personnes<sup>1717</sup> » comme le rapporte le philosophe Amador Fernandez-Savater. Le « combat pour la dignité » de l'*acampadabcn* reprend à peu de choses près les termes du manifeste de « Democracia Réelle Maintenant ! » (qui appelle à une « une révolution éthique »). Cette résonance peut s'expliquer par la présence des membres de « Vraie Démocratie Maintenant ! » dans les commissions « Communication » et « Contenu » de la place de la Catalogne, même si leur influence reste relativement limitée.

Les initiateurs de la mobilisation pour le parc Gezi ont aussi utilisé un label citoyen qui esquivait le lexique militant. Les communiqués de presse diffusés par « Solidarité Taksim » prennent soin d'éviter les clivages partisans dans le but de susciter l'attention et d'emporter l'adhésion du plus grand nombre. C'est en tout cas la justification qu'apporte une des membres fondatrices de la plate-forme initiale « Taksim » (ensuite absorbée par « Solidarité Taksim »). La formulation de revendications de droits confirme que le « sujet » implicite du discours de la plate-forme est bel et bien un collectif *citoyen* qui fait valoir des droits rattachés à son statut, indépendamment des communautés d'appartenance (les minorités opprimées ou ségréguées) ou d'affiliation (les organisations de luttes anticapitalistes ou antiautoritaires). On peut remarquer que ce « Nous » indéfini concorde avec la manière dont se présente l'immense majorité des *geziciler* : les résultats de l'enquête KONDA<sup>1719</sup> indiquent que 93% des protagonistes

---

<sup>1716</sup> COLLECTIF, Déclaration de principes de l'Assemblée de Barcelone, 20 mai 2011. Accessible en ligne : [https://acampadabcninternacional.wordpress.com/2011/05/20/declaration-de-principes/].

<sup>1717</sup> Amador FERNANDEZ-SAVATER in COLLECTIF, *Las voces del 15-M*, ed. Josep Maria ANTENTAS, Barcelone, Los Libros del Lince, 2011 p. 68 : le philosophe espagnol rapporte comment des discussions ont porté sur le point de savoir « si nous devons nous appeler des citoyens ou des personnes ». Il est significatif que le même débat traverse d'emblée les assemblées de Nuit debout si on s'en tient à la transcription qu'en donne Zoé Camus dans sa thèse : une intervenante suggère ainsi de rebaptiser les assemblées des assemblées humaines ». Zoé CAMUS, *Pour une description sémantique des assemblées citoyennes politiques : étude de Marineda, du NPA et de Nuit debout*. Thèse de doctorat. Paris, EHESS. 2020, p. 396.

<sup>1719</sup> KONDA Institut de sondage, « Rapport sur Gezi. Perception publique des protestations de Gezi. Qui étaient les participants au parc de Gezi ? », 5 juin 2014, Istanbul. L'étude a été réalisée dans le parc les 6 et 7 juin 2013 et non sur la place Taksim, auquel cas les résultats auraient probablement été sensiblement différents étant donné que les partis et syndicats y avaient élu domicile.

interrogés à l'intérieur du parc se définissent comme des « citoyens ordinaires » et non comme des activistes ou des militants<sup>1720</sup>. Sur ce point, il faut souligner que dans le contexte politique turc, le mot « militant » revêt une connotation fortement politisée, ce qui explique la prudence de son usage<sup>1721</sup> dans les tactiques de présentation de soi. Lorsqu'on les interroge sur leur engagement, la plupart des protagonistes n'hésitent pas à se décrire comme « activiste » mais sont plus réticents à se définir comme « militant », le terme renvoyant davantage aux groupes de la gauche extra-parlementaire sévèrement réprimée après le coup d'Etat des années 1980 et depuis lors, marginalisée dans le champ politique.

Enfin, le discours de façade de Nuit debout-Paris peut également se lire comme une entreprise de labellisation citoyenne. Sur la page d'accueil de l'encyclopédie participative Wikidebout, il est question d'un « mouvement citoyen<sup>1722</sup> », qui reprend mot à mot le communiqué de presse du 30 mars et appelle à « faire de la Nuit debout le début d'un mouvement citoyen<sup>1723</sup> ». Ces « citoyen.ne.s » ont pour antagonistes les « dirigeants politiques et [aux] faiseurs médiatiques d'opinion<sup>1724</sup> », c'est-à-dire les acteurs du champ politique et médiatique ainsi que les élites économiques et financières. Les *deboutistes* qui ont pris la plume se décrivent comme des « personnes de tous horizons » s'inscrivant à la fois dans un référentiel individualiste (se mobiliser en tant qu'individus<sup>1725</sup>) et extra-partisan (« des milliers de personnes différentes mais DEBOUT »). Ceci étant, il faut souligner que l'ancrage militant du collectif instigateur « Convergence des luttes » transparaît dans les premiers textes qui appellent les citoyens « engagés<sup>1726</sup> », actifs, à se mobiliser, c'est-à-dire celles et ceux qui militent déjà pour une cause. L'interpellation par le terme de « camarade » ne laisse pas de doute sur l'orientation idéologique du message. C'est ainsi que le mot d'ordre « Jeluttedesclasses » insère chaque « camarade » dans un ou plusieurs collectifs déjà mobilisés<sup>1727</sup> contre les « oligarques

---

<sup>1720</sup> Le sondage mené auprès de 4411 participants les 6 et 7 juin 2013 établit que 93,6% des répondants se définissent eux-mêmes comme des « citoyens ordinaires ».

<sup>1721</sup> Prudence d'usage qu'on a observé dans les entretiens réalisés en français (militant) et en anglais (c'est le mot *activism* qui était alors visé).

<sup>1722</sup> Sur la page d'accueil du « Wikidebout », qui fait office de manifeste, il est écrit : « Sais-tu ce qui se passe là ? Des milliers de personnes se réunissent Place de la République à Paris, et dans toute la France, depuis le 31 mars. Des assemblées se forment où les gens discutent et échangent. Chacun se réapproprie la parole et l'espace public. Ni entendues ni représentées, des personnes de tous horizons reprennent possession de la réflexion sur l'avenir de notre monde. »

<sup>1723</sup> Collectif « Convergence des luttes », communiqué de presse, 30 mars 2016.

<sup>1724</sup> Collectif Nuit debout Paris, communiqué de presse, 4 avril 2016.

<sup>1725</sup> Federico TARRAGONI, « "Un mouvement dans lequel chacun voit ce qu'il veut". Individualisation et subjectivation politique à Nuit debout », *op cit*.

<sup>1726</sup> Signature du tract distribué par les membres de « Convergence des luttes » distribué pendant la manifestation du 31 mars.

<sup>1727</sup> Le tract produit par « Convergence des luttes » peut se lire comme un kaléidoscope des mobilisations en cours (par les salariés, les « sans », les victimes de violence policière, les occupants des Zones à Défendre) à et des principales causes du mouvement social (justice sociale, conflit salarial, lutte pour les droits, écologie) et de leurs

capitalistes<sup>1728</sup> » rattachant Nuit debout à la grammaire marxiste de la lutte des classes. Il n'est alors pas question d'individus ou de personnes qui se rassemblent pour faire cause commune et défendre l'intérêt général mais de groupes sociaux aux intérêts antagonistes et de collectifs porteurs de causes spécifiques. Il reste que les références militantes sont progressivement évincées des discours signés Nuit debout qui a recours à un label citoyen à mesure que la mobilisation échappe au noyau instigateur « Convergence des luttes ».

L'analyse des répertoires de légitimation est donc congruente entre les rassemblements 15M, Gezi et Nuit debout qui s'auto-désignent comme des mobilisations « citoyennes », ce qui est une manière de se tenir à distance des principes de division et de classement qui organisent les champs militants. Pour ses promoteurs, la neutralité du label « citoyen » permet d'éviter l'entre-soi entretenu par les marqueurs militants, d'autant plus que le lexique « citoyen » ne fait pas partie des figures de la déviance sociale du fait de son origine institutionnelle. Mais en dérogeant aux codes et aux rites d'identification militants, ce positionnement s'expose au risque de l'ambiguïté et du rejet de la part des *insiders* qui sont une clef de voûte des coalitions protestataires. C'est ce que montre la circulation de termes polémiques comme « citoyenniste » ou « libéral ».

Sur les trois terrains, celles et ceux qui ont participé à l'élaboration de ces discours construits autour de la figure abstraite du citoyen le justifient par une visée inclusive. Le « citoyennisme » est valorisé par certains protagonistes comme Thor, membre de l'antenne barcelonaise de « *Vraie Démocratie Maintenant !* » qui le « voyait comme quelque chose de positif. Parce que *democracia real Ya* était très citoyenniste, au sens de gens « normaux », de différents types... si une chose était très idéologique, alors ils étaient capables de se mettre d'accord. Moi, je le voyais un peu de l'extérieur parce que je n'entrais pas dans ce jeu, je n'étais pas en train de lutter pour l'hégémonie sur la place<sup>1729</sup> ». Pour Thor, le citoyennisme permet de s'adresser directement aux « gens normaux », c'est-à-dire aux personnes qui ne se mêlent de politique que les jours d'élection quand elles ne s'abstiennent pas. Le locuteur fait donc de la non-militance une norme tacite tandis que celles et ceux qui s'engagent dans une carrière militante – parti, association, syndicat, collectif informel – seraient une exception. Se présenter comme des

---

symboles (nature, justice, résistant) : « Je suis zadiste la nature paysan goodyear air France militant sans papiers précaire intermittent professeur réfugié migrant la justice infirmier sans logement Zied et Bouna féministe étudiant syndicaliste salarié résistant ».

<sup>1728</sup> Ici le « Nous » militant s'oppose explicitement à l'oligarchie capitaliste.

<sup>1729</sup> Thor, 43 ans, formation de psychologue et professionnel de la communication digitale, Activiste depuis ses 18 ans, il s'est impliqué dans les centres sociaux (CSAO) et s'est spécialisé dans la stratégie digitale (IndyMedia). Il est conseiller en communication pour le ministre de l'Enseignement Supérieur espagnol et a travaillé pour Ada Caulo, la maire de Barcelone. Entretien réalisé à distance en novembre 2020.

« personnes » ou des « citoyens » dépouillés de toute étiquette permettrait donc d'échapper aux biais idéologiques du militantisme qui mobilise des visions du monde social difficiles voire impossibles à concilier. L'enjeu du discours « citoyeniste » serait de « se mettre d'accord », de produire du consensus pour que la mobilisation « prenne » au-delà des cercles militants habituels et des conflits idéologiques.

Thor, qui faisait partie de la commission en charge de la communication digitale, nie avoir pris part aux luttes concurrentielles entre les collectifs présents sur la place (« l'hégémonie ») alors que le discours citoyeniste porté par *Démocratie Réelle Maintenant !* était perçu comme prédominant par d'autres participants. C'est ce que confirme Marco, trentenaire barcelonais qui se revendique anarchiste et concède qu'en dépit de son flou persistant, le discours « citoyeniste » est parvenu à rencontrer une large adhésion :

« Cela a eu la force de sa faiblesse politique de base. Nous, en tant que militants aguerris avec notre vocabulaire si précis dont se foutent les gens qui n'ont pas ce parcours, on aurait eu beaucoup plus de mal à toucher de manière large<sup>1730</sup>. »

La précision du vocabulaire, la pesée des mots et le découpage des distinctions qui configurent un « ordre du discours<sup>1731</sup> » sous-jacent aux mondes militants, les rend aussi parfois difficiles d'accès pour les profanes qui n'en maîtrisent pas les codes. L'indétermination que Marco désigne comme une « faiblesse politique » est précisément ce qui aurait facilité l'appropriation du 15M par des novices. L'extension soudaine de la mobilisation déjoue d'ailleurs les pronostics locaux des collectifs informels comme la *Penya* dont Marco faisait partie en mai 2011<sup>1732</sup>.

On peut dresser un constat analogue du côté du parc Gezi. Les primo-organisateurs de la mobilisation assument leur refus de politiser le discours afin d'éviter le piège de la polarisation propre au contexte socio-politique turc. Selon Betül Tanbay, il n'aurait pas été utile d'utiliser des termes aussi clivants que celui de « capitalisme » sans crispier les appartenances politiques et s'attirer l'opprobre d'une partie des militants méfiants ou hostiles au courant anticapitaliste. Membre de la plate-forme initiale « Taksim », Betül fait jouer son réseau d'interconnaissance via la chambre des ingénieurs et des architectes<sup>1733</sup> ; le collectif se structure de fil en aiguille et reçoit le soutien d'une centaine d'associations, d'organisations non gouvernementales, de

---

<sup>1730</sup> Entretien réalisé par le collectif « Mauvaise Troupe » avec deux trentenaires militants anarchistes qui ont fait partie du collectif barcelonais *La Penya*, 2013. [<https://mauvaisetroupe.org/spip.php?article56>]

<sup>1731</sup> Michel FOUCAULT, *L'ordre du discours*, Gallimard, 1971.

<sup>1732</sup> *Ibid.* c'est aussi l'avis de sa compère Inès.

<sup>1733</sup> En Turquie, la chambre professionnelle des ingénieurs et des architectes joue un rôle politique.

syndicats et de partis qui vont former ensemble « Solidarité Taksim » fin 2011<sup>1734</sup>. L'universitaire d'une cinquantaine d'années souligne combien la rédaction de la déclaration commune de cette vaste plate-forme a été une tâche ardue compte-tenu des orientations respectives des uns et des autres :

« ...on a appelé ça « Solidarité de Taksim » et on a signé, nous aussi en tant que membre de la plate-forme de Taksim, cette déclaration qu'on a écrite ensemble. Et ça n'a pas été facile parce qu'il y avait par exemple les syndicats qui voulaient absolument que le 1er Mai soit une revendication, parce que vous savez que les rendez-vous du 1er Mai se font ici aussi [sur la place Taksim]. Donc on a essayé de convaincre tout le monde de ne pas mettre le 1er Mai, on va mettre le droit d'expression mais on a pas besoin de dire « 1er Mai », on a pas besoin de dire « capitalisme »... Vous savez y'a des mots qu'on peut s'épargner et on peut dire la même chose, donc on a essayé de les convaincre et ça a marché. On a essayé d'avoir une nouvelle langue d'approche, la Turquie est très polarisée dans le langage, on est très « oui » ou « non ». On arrive pas à nuancer, même le mot « nuance » n'existe pas dans la langue turque. [...] Et on avait un logo qui disait « Taksim appartient à nous tous » « *Taksim hepimizin* » ce qui est très différent de toutes les approches, des approches de gauche... Tout le monde dit « Taksim est à nous », on dit pas « est à nous », on dit « est à nous tous ». Parce que c'est accepté pour moi, dire que Taksim est à nous tous, c'est accepté le fait que dans ce pays, il y a presque 50% des gens qui votent pour quelqu'un que moi je ne veux pas mais c'est accepté qu'ils existent. Dire que « Taksim est à moi, non je ne veux pas en parler de ces 50% » et en Turquie c'est comme ça que ça se passe, l'autre 50% veut que notre 50% n'existe pas donc vous voyez c'est très polarisé. Donc la reconnaissance de l'existence de l'autre est un problème en Turquie, tout ça c'est basé sur un système d'éducation, sur un système politique tellement rigide. Vous savez on est un pays qui depuis 100 ans a appris à renier le génocide arménien donc vous savez, ça, ça se reflète tous les jours. Vous pouvez dire y'a 100 ans c'est passé mais ça a des répercussions quotidiennes parce que si vous n'arrivez pas à comprendre votre passé, vous n'avez pas beaucoup de possibilités pour créer votre futur. Pour terminer notre histoire, donc il y a eu « Taksim Solidarité » qui a été créée<sup>1735</sup>. »

« S'épargner » la revendication du 1<sup>er</sup> mai et éviter les marqueurs de la gauche turque est une manière de contourner les multiples clivages qui fragmentent le champ politique turc (entre la majorité islamo-conservatrice et une opposition structurée entre le courant kémaliste nationaliste et une gauche marginalisée). D'où le choix du slogan « Taksim est à nous tous » jugé plus fédérateur que le mot d'ordre emblématique de la gauche turque qui s'inscrit dans la continuité des luttes d'appropriation de la place (« Taksim est à nous ! »). Cette proclamation se justifie aussi, selon Betül, par la nécessité d'échapper à la *Kültürkampf*, à la guerre de valeurs culturelles qui divise la société turque et qu'elle attribue en particulier au déni constant dont fait

---

<sup>1734</sup> Le collectif auquel se rallient de nombreuses organisations et associations voit le jour en février 2012 et joue le rôle d'une plate-forme de coordination.

<sup>1735</sup> TANBAY Betül, membre de la plate-forme de Taksim, Entretien réalisé à Istanbul par Pauline Pressé le 7 mai 2014. Pour une liste exhaustive des organisations et associations membres de « Taksim Solidarité », cf le site : [<https://www.taksimdayanisma.org/page/11?lang=en%2>]



l'objet le génocide subi par les Arméniens entre 1915 et 1923<sup>1736</sup>. Le refus de politiser la cause du parc rejoint le point de vue d'autres membres de « Solidarité Taksim ». A la question de savoir s'il était pertinent de se concentrer sur le sort du parc au détriment de l'opposition au gouvernement, une activiste de *Müsterekler*, autre collectif moteur pendant l'occupation, répond que :

« C'était assez car il devait y avoir une sorte de concentration sur les demandes, si tu fais quelque chose de trop large, si tu essayes d'inclure tout tu ne peux pas avoir de résultat. Donc a décidé de se concentrer sur Gezi mais nos demandes portaient également sur toutes les interdictions à n'importe quel endroit. Et on parlait juste d'espace public, ce qui est important<sup>1737</sup>. »

D'après cette activiste, centrer la mobilisation sur la défense du parc évite de se disperser et de diluer les revendications, ce qui n'empêche pas de protester plus largement contre les interdictions *de jure* ou *de facto*<sup>1738</sup> qui pèsent sur les rassemblements dans l'espace public turc. Ce point de vue n'est bien sûr pas partagé par l'ensemble des participants ; certains regrettent ainsi de ne pas avoir réussi à fraterniser avec les « conservateurs » et interprètent Gezi comme une « politique du mode de vie<sup>1739</sup> » privilégié par des classes moyennes urbaines.

Le choix d'un vocabulaire non-clivant, plus lisse qu'on observe dans les discours de Nuit debout vise aussi, selon ses producteurs, à contrecarrer le phénomène de clôture qui guette souvent le monde militant. Eva, qui a mis sur pied le *media center* de Nuit debout, s'oppose explicitement au lexique anticapitaliste du comité de pilotage « Convergence des luttes » faisant valoir l'avantage d'une mise en récit qui reprend peu ou prou les codes du 15M auquel elle a participé cinq ans avant. Elle assume de cibler en priorité un public de « gens pas politisés », « normaux » ce qui va dans le sens de l'argument de Thor cité précédemment<sup>1741</sup>. Le refus de politiser la cause se justifie du côté de Nuit debout par une volonté de « casser les codes militants<sup>1743</sup> » et d'élargir la mobilisation. Pourtant, Eva et une partie *du media center* ne sont pas des novices puisqu'ils font appel à leur expérience de l'action collective, ce qui leur assure une connaissance pointue du champ militant<sup>1744</sup>.

---

<sup>1736</sup> Le Kulturkampf désigne un mode de confrontation sociale qui se situe sur un plan culturel et non à un niveau socio-économique.

<sup>1737</sup> O., activiste de *Müsterekler*, membre d'un collectif écologiste et salarié de *Greenpeace*, longue expérience d'activistes, Entretien réalisé par Pauline Pressé le 6 mai 2014 à Istanbul.

<sup>1738</sup> SOLIDARITE TAKSIM, Communiqué de presse, 11 juin 2013.

<sup>1739</sup> Entretien avec B., membre du parti HDK et du parti écologiste *Yeşiller ve Sol Gelecek Partisi*, le 7 mai 2014. Ce constat confirme l'analyse de Nilüfer Göle : Nilüfer GÖLE, « Démocratie de la place publique: l'anatomie du mouvement Gezi », *Socio. La nouvelle revue des sciences sociales*, 2014, no 3, p. 351-365.

<sup>1741</sup> Ils se connaissent et ont fréquenté la place de la Catalogne en 2011.

<sup>1743</sup> Compte rendu de réunion « articulation Vöğüé- Nuit Debout », 3 mai 2016.

<sup>1744</sup> Benoît, 35 ans, se présente comme « organisateur de communauté » et « social-media stratège », entrepreneur de cause, membre du *media center* de Nuit debout, multi-positionné dans les mouvements sociaux, Argenteuil, 2019.

Cette ligne citoyenne (qui ressort à travers le contenu des fils d'actualité faisant la part belle aux initiatives sur la place et à l'ouverture vers les citoyens *lambda* dépouillé de tout marqueur partisan) est cependant loin de faire l'unanimité, en particulier du côté des militants qui ne cachent pas leur hostilité au « citoyennisme ambiant<sup>1745</sup> », au sein même du *media center*. Formé à partir du radical « citoyen » et du suffixe dépréciatif « -isme », le citoyennisme<sup>1746</sup> est un terme polémique courant dans le champ militant. Il circule aussi place de la Catalogne<sup>1747</sup> et dans l'espace de mobilisation du « mouvement contre la loi travail et son monde<sup>1748</sup> » du côté des militants les plus radicaux. Ces derniers récusent la figure consensuelle du citoyen par rapport à d'autres plus subversives de l'activiste ou du militant. La sous-section qui suit se focalise sur Nuit debout afin de saisir comment un « Nous » émerge à *travers* le dissensus entre citoyennistes, militants et insurrectionnalistes.

## 2.2. La « convergence des luttes » de Nuit debout : quiproquo ou malentendu ?

La reconstitution des Nuits debout comme espace de controverses offre un point d'entrée fécond sur les luttes d'hégémonie et autorise une cartographie plus fine des groupes et courants présents à travers les relations qu'ils entretiennent et les étiquettes qu'ils s'apposent. L'enjeu est non seulement d'analyser ce qui se joue entre les protagonistes et ce que les luttes pour la définition et les moyens de la lutte font aux acteurs et à la mobilisation. Il apparaît alors que le conflit se noue autour du mot d'ordre de « Convergence des luttes » qui a précisément facilité la réappropriation tout en étant porteurs de malentendus.

« Donc la commission « Convergence des Luttes » servait à ce travail de convergence des luttes et à déployer une certaine lutte politique. Et après je trouve que ce media center, ou la commission démocratie je me souviens plus, je sais plus s'ils étaient assez d'accord. [...] Pour moi c'est deux éléments différents, j'ai l'impression. T'avais vraiment la commission démocratie sur la réflexion comment on fait une AG démocratique, il y avait un prof de philo assez connu, des gens d'horizons différents et le *media center* qui était beaucoup plus homogène avec

---

<sup>1745</sup> Kader, 28 ans, issu des classes populaires, originaire de Tours, diplômé en sciences sociales (au moment de Nuit debout, il est stagiaire. Cf entretien) passage par le milieu free-party, se définit comme « anarchiste » après s'être engagé au Parti de Gauche. Position dans Nuit debout : membre du media center et « électron libre ». Entretien réalisé à Paris en juin 2019.

<sup>1746</sup> Cf le texte qui a circulé dans la sphère militante française du début des années 2000, preuve que le terme structurait déjà les débats : ALAIN, « L'impasse citoyenniste : contribution à une critique du citoyennisme », 2001.

<sup>1747</sup> Retranscription de l'intervention de Manuel Delgado place de la Catalogne le 21 mai 2011.

<sup>1748</sup> COLLECTIF, « Pourquoi nous rejetons le citoyennisme », 24 septembre 2016. Le site internet qui publie ce texte « Paris Lutte info » accueille les prises de position de la gauche extra-parlementaire française et relaye appels à se mobiliser, récits et déclarations, en particulier ceux venant du courant dit des « appellistes » qui dessine la sphère d'influence du *Comité Invisible* particulièrement étendue au printemps 2016. Accessible en ligne : [<https://paris-luttes.info/pourquoi-nous-rejetons-le-6700-24-septembre-2016>]

beaucoup plus de pouvoir parce qu'ils avaient les mains sur la commission. Mais je pense qu'ils se rejoignaient sur le fond citoyeniste<sup>1752</sup>. »

A la manœuvre depuis les préparatifs de Nuit debout dans le collectif *ad hoc* « Convergence des luttes », Artémis attribue l'étiquette « citoyeniste » à deux groupes distincts : le *media center* et la commission « Démocratie ». Il n'entretient pas les mêmes rapports avec ces groupes relativement stabilisés qui n'occupent pas la même position dans la division du travail : la commission « Démocratie sur la place » prend en charge l'élaboration d'un processus de décision horizontal et le *media center* gère la communication des canaux numériques « Nuit debout ». On peut remarquer qu'Artémis oppose implicitement ces actions « citoyenistes » au « travail de convergence des luttes » qui cherchait à « déployer une certaine lutte politique » sur le terrain. Ce point de vue rencontre celui de Kader qui faisait pourtant partie du *media center*. Auparavant engagé au « Parti de Gauche », il raconte n'avoir pas encore exploré « [son]anarchisme intuitif, spontané » avant le printemps 2016. S'en suit une période de lecture prolifique, facilitée par la circulation intense d'écrits libertaires (en particulier ceux produits et diffusés par le *Comité Invisible*<sup>1753</sup> et la présence sur place de nombreux « appelistes ») en parallèle de l'engagement dans Nuit debout aux côtés d'un ami de longue date. Kader fait partie du *media center* tout en participant assidûment aux assemblées quotidiennes et aux manifestations contre la loi « travail ». Il se retrouve ainsi dans un entre-deux paradoxal :

« En fait pendant Nuit debout, j'avais une position un peu bizarre où mon groupe de départ c'était des citoyenistes, [...] qui étaient dans le media center, c'était des citoyenistes de ouf, [...] Et eux ils passaient leur temps à critiquer la gauche, les anarchistes qu'ils appelaient des "poulets sans tête" parce qu'ils portaient tout le temps en action comme ça juste parce qu'ils entendaient un bruit. Il y a un truc à dépécer. Ils disaient « putain ils vont encore nous attirer des ennuis, « les poulets sans tête » sont partis comme la fois où ils ont fait l'Apéro chez Valls ». Et en fait à la fois eux ils les critiquaient beaucoup et moi j'osais rien dire : "ouais mais eux, ils font des trucs, quoi!". Et autre chose que tweeter et des belles théories sur une place, des trucs de merde, enfin bref. Et du coup j'avais une sorte d'admiration mais distante vis-à-vis d'eux et du coup c'est d'abord en lisant leurs bouquins et après j'en ai rencontré et après voilà je me suis intégré et du coup je suis devenu un poulet sans tête. Je me suis identifié<sup>1754</sup>. »

Au fil des semaines que durent Nuit debout, Kader se montre de plus en plus distant par rapport au noyau dur du *media center*. Cette distance critique naît des railleries constantes contre la gauche, les « anarchistes » qu'ils surnomment des « poulets sans tête » pour leur propension à

---

<sup>1752</sup> Artémis, 26 ans, diplômé de science politique, attaché parlementaire d'une députée européenne qui a aussi participé à Nuit debout, militant queer. Entretien réalisé à Montreuil en septembre 2019.

<sup>1753</sup> Ugo PALHETA, « L'insurrection qui revient. Les influences visibles du comité invisible », *Revue du Crieur*, 2016, no 2, p. 58-73. Le courant dit des « appelistes » fait partie de la mouvance autonome et désigne la sphère d'influence du « Comité Invisible ».

<sup>1754</sup> Entretien avec Kader, *op cit*.

lever le camp et accourir en manifestation « sauvage » à la moindre occasion (il fait référence à la séquence de la manifestation suivie d'un charivari devant le domicile de l'ancien Premier ministre Manuel Valls). C'est en tout cas le portrait qu'en brossent plusieurs piliers du *media center*. Electron libre qui circule entre plusieurs espaces de la mobilisation, Kader adhère de moins en moins au cyber-activisme, bien qu'il taise ce désaccord (« moi j'osais rien dire »). Comme il le suggère lui-même, il est probable que ce désaccord soit exacerbé par les lectures et rencontres libertaires sur la place, ce qui explique que Kader s'identifie *a posteriori* au stigmatisme animalisant de « poulet sans tête ».

La dépréciation des actions directes qui sortent de la place et s'affranchissent de son cadre légal (il ne faut pas oublier que l'occupation est déclarée en préfecture) s'accompagne de la volonté de construire un « récit positif à tonalité non violente<sup>1755</sup> ». Cette mise en récit, que ses instigateurs justifient par une volonté de « casser l'endogamie<sup>1756</sup> » militante, se traduit dans les faits par une intense campagne en ligne (appels à rejoindre le mouvement comme le *hashtag* 32 mars, *memes*<sup>1757</sup>, pétitions, etc.).

« Poulet sans tête » n'est d'ailleurs pas la seule étiquette qui circule dans l'espace de la mobilisation Nuit debout. David, documentaliste dans l'éducation nationale, syndiqué actif qui a participé à la création de la commission « Grève générale », connaissait déjà Benoît, membre pivot du *media center* depuis les Indignés de l'automne 2011. Il n'est cependant pas entré en conflit avec cette « équipe soudée et dissociée de la place », ce qui n'est pas le cas de « ceux de « Convergence des luttes » [qui] les détestaient puisqu'ils se sont appropriés le nom de Nuit debout ». Dans son récit de Nuit debout qu'il situe dans la continuité du campement des « Indignés » à la Défense en 2011, David mentionne l'absence de cohésion avec le *media center*. « Avec des Espagnols,... alors ceux-là [du *media center*] si tu leur parles de moi, apparemment ça accroche pas ». Il ajoute ensuite : « tu vois, même nos trucs... de lien avec le monde du travail, syndicats, Benoît il me qualifie de « médiéval ». » Il est significatif que Daniel insiste davantage sur le conflit qui oppose le *media center* au groupe « Convergence des luttes ». Ce désaccord viendrait selon lui du refus de « se subordonner à la place et à la réalité d'un terrain divers ». Aux yeux de la fraction la plus militante de Nuit debout, à laquelle se rattachent Daniel et les membres de « Convergence des luttes », la ligne adoptée par le *media*

---

<sup>1755</sup>Compte-rendu de réunion, « articulation Vogüé- Nuit Debout », 3 mai 2016. Au sujet de la mise en récit, il est écrit : « Attention la violence ou l'image de mouvement violent permet de paralyser les mouvements citoyens >> il faut un récit positif à tonalité non violente ».

<sup>1756</sup>*Ibid.*

<sup>1757</sup>D'après le dictionnaire Larousse, un *meme* est un texte massivement repris, décliné et détourné sur Internet de manière souvent parodique. On peut ajouter que c'est une figure répétée dont on modifie un des éléments pour la singulariser par rapport à sa version originale. Certains *memes* donnent lieu à des dynamiques virales.

*center* aurait rompu avec le mot d'ordre militant du départ. Cette divergence de fond est à l'origine de nombreux « échanges de coups » directs et indirects, en face-à-face ou par textes interposés. L'expérience de Michèle est particulièrement éclairante à ce sujet. « Militante sur plein de luttes », travailleuse indépendante, Michèle faisait partie du comité de pilotage « Convergence des luttes » :

« Je sais pas si ça t'intéresse pour l'histoire du mouvement mais en gros nous, les douze ou la petite quinzaine du comité de pilotage, on avait créé des réseaux sociaux, on avait créé Convergence des luttes parce qu'en fait on était là pour la convergence des luttes et le nom Nuit debout il est arrivé plus tard. On a pas ouvert les comptes Twitter, Facebook, ni acheté le nom de domaine nuit debout. On est arrivé au 31 mars on y avait pas pensé, on utilisait d'autres outils pour le faire, par exemple, vous aviez vos listes mail, bien sûr convergence des luttes mais dans la nuit du 31 mars, des communicants professionnels se sont occupés de créer un Twitter, un Facebook et d'acheter le nom de domaine... ça, ça a été la prise de tête qui a suivi dans les deux mois entre nous et eux puisque qu'il l'ait fait c'était très bien, que des gens s'en occupent c'était très bien mais ils ont mis en place une stratégie de communication qu'on a appelé nous un truc de chaton, de bisounours, en gros leur mot d'ordre, leur stratégie de com' c'était de dire que cette place était faite pour que tout le monde puisse venir parler et exercer la démocratie et pas ... la convergence des luttes. Donc ils ne relayaient pas les actions, ils envoyaient un autre message, ce qui fait que les médias en boucle se sont mis à dire ce que disaient les réseaux sociaux de Nuit debout et que très vite Nuit debout est devenu ce qu'ils en disaient, à savoir une place de libération de la parole, voilà. Bon. Complètement inoffensif. Complètement inoffensif alors que le projet c'était leur faire peur, tu vois. Pour moi ça a été ... donc je suis restée jusque... j'ai dû rester deux mois à essayer de reprendre la main... »

« La prise de tête » longue de deux mois correspond aux tensions qui se sont cristallisées et ont éclaté en conflits entre le *media center* et « Convergence des luttes ». Le désaccord porte notamment sur la tactique communicationnelle des premiers que les seconds perçoivent comme inoffensifs (« un truc de chaton, de bisounours »). Cette perception dissonante tient à ce que les messages publiés sur les comptes « officiels » auraient relégué au second-plan les actions concrètes en se focalisant sur la mise en scène de la contestation. Dans le texte « Leurs combines, nos luttes<sup>1759</sup> », plusieurs membres des commissions qui se définissent comme des « participant.e.s actif.ve.s <sup>1760</sup> », déplorent le manque de relais dont bénéficient les « manifestations, occupations, blocages économiques, interventions inopinées dans le débat public etc. » au profit de « photographies stylisées de la place de la République ou [d']une

---

<sup>1759</sup> COLLECTIF, « Leurs combines, nos luttes. Nuit debout face à ses récupérateurs », Mai 2016. Ce document ronéotypé, rédigé par Michèle et des membres des commissions structurelles et thématiques, a été diffusé pour dénoncer la main-mise du *media center* et les tentatives d'instrumentalisation de Nuit debout.

<sup>1760</sup> Le fait de se désigner comme « participant.e.s actif.ve.s » est une manière de se distinguer et de faire valoir une légitimité de terrain par opposition aux participants qui agissent depuis l'extérieur de la place. On remarque aussi que l'usage de l'écriture inclusive, qu'on retrouve aussi dans de nombreux textes du 15M, est un révélateur des normes et de l'ordre du discours militant de Nuit debout.

iconographie douteuse<sup>1761</sup> ». Dénonçant un manque de sens politique, ces militants à l'initiative de Nuit debout s'inscrivent de plain-pied dans les luttes de définition de la mobilisation par celles et ceux qui y prennent part. De leur point de vue, la volonté de construire un « récit positif à tonalité non-violente<sup>1762</sup> », en évitant le lexique militant (notamment les préfixes « anti » qu'on retrouve dans l'anticapitalisme, de l'antifascisme, l'antiracisme) et les images considérées comme « violentes », aurait pour effet de vider Nuit debout de sa substance politique.

Dès le 15 avril 2016<sup>1763</sup>, un organisateur de « Convergence des luttes » fait état de ce conflit larvé et du manque de coopération entre les commissions et le *media center* dépeint comme une « instance de contrôle des communications sur Facebook et Twitter<sup>1764</sup> ». Ce dont se défendent les « communicants » accusant les membres de « Convergence des luttes » de se comporter comme un « *politburo* » agrippé au pouvoir. L'expression soviétique fait référence au bureau central du Parti Communiste et à sa gestion autoritaire des affaires courantes ; elle renvoie implicitement au principe stalinien du centralisme démocratique qui ne tolère aucune tendance ou courant susceptible de nuire à l'unité du parti au contraire de sa version trotskyste qui se fonde sur l'existence de tendances et fractions. Il semble que le stigmat ait fait mouche puisqu'il est repris par plusieurs enquêtés dans différents entretiens.

En cours d'entretien, Michèle le mentionne à plusieurs reprises et pare à cette accusation<sup>1765</sup> tout en convenant qu'il existait bien une « espèce de bureau ». Si les premiers communiqués de presse étaient rédigés à plusieurs mains, ils étaient aussitôt soumis à l'approbation collective dans les commissions puis lors des assemblées par un vote à main levées. Ce qui n'aurait pas été le cas de la stratégie mise en place par le *media center* décidée en petit comité alors que l'usage des réseaux numériques constitue un enjeu primordial puisqu'ils façonnent en grande partie l'image médiatique du mouvement. Le texte rédigé pour l'occasion s'oppose non seulement à « cette utilisation du *storytelling* » (mise en récit), mais aussi à ce que l'administration des comptes soit monopolisée par des « professionnels de la communication<sup>1766</sup> ». C'est la raison pour laquelle l'enjeu était de « reprendre la main » selon

---

<sup>1761</sup> *Ibid.* Ils soulignent aussi le manque de filtrage des messages relayés au nom de Nuit debout alors que certains proviennent de la préfecture de police ou d'un site ouvertement raciste (« Français de souche »).

<sup>1762</sup> Compte-rendu de réunion, « articulation Nuit debout – Vögué », 3 mai 2016. Je cite *in extenso* les termes employés : « Attention la violence ou l'image de mouvement violent permet de paralyser les mouvements citoyens >> il faut un récit positif à tonalité non violente ».

<sup>1763</sup> Prise de parole en assemblée générale par un membre de « Convergence des luttes », 15 avril 2016. Accessible en ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=TkMU3CTnR1U>.

<sup>1764</sup> COLLECTIF, « Leurs combines, nos luttes. Nuit debout face à ses récupérateurs », *op cit.*

<sup>1765</sup> Extrait d'entretien avec Michèle : « Mais voilà. On s'est fait "outer". [...] On s'est fait outer par ces gens (le media center) qui nous ont, qui ont dit de nous que nous étions le politburo ».

<sup>1766</sup> COLLECTIF, « Leurs combines, nos luttes. Nuit debout face à ses récupérateurs. », *op cit.*

les termes de Michèle. Dans un texte collectif lu devant l'assemblée du 14 mai 2016, il est proposé de créer un secrétariat de communication, composé d'une douzaine-quinzaine de personnes issues des commissions structurelles et thématiques et feraient le lien entre le *media center* et les commissions<sup>1767</sup>.

Le conflit est aussi nourri par ce qui est perçu comme des tentatives d'instrumentalisation. L'accusation de s'approprier les réseaux « Nuit debout » est étayée par le fait que deux membres pivots du *media center* ont effectivement déposé le nom de domaine « nuit debout » le 1<sup>er</sup> avril au matin de sorte à le rendre indisponible<sup>1768</sup> et empêcher qu'il soit repris par des éléments extérieurs. Les membres du *media center* sont aussi critiqués pour avoir diffusé des pétitions<sup>1769</sup> (provenant d'un site possédé par un des piliers du *media center*) et des appels aux dons. Sur le site « nuitdebout.fr » se trouvait même un lien vers « La Boutique militante » qui commercialisait des tee-shirt floqués « Nuit debout » pour financer « TV debout » et des formations à la non-violence dans une association qui tenait un stand sur la place.

Entre le *media center* et « Convergence des luttes », il est significatif que ce qui est avancé par les premiers comme une manière de faire de la politique autrement (contre la « vieille » politique militante) est perçu par les seconds comme une tactique aux effets dépolitisants (contre le « citoyennisme »). On peut faire l'hypothèse que ces divergences traduisent un malentendu qui s'est pourtant avéré fonctionnel jusqu'à un certain point.

Forgé par l'anthropologue Marshall Sahlins<sup>1775</sup>, le concept de « malentendu opératoire » (« *working misunderstanding* ») a été repris Geoffroy Pleyers dans son analyse du mouvement altermondialiste<sup>1776</sup> afin de montrer que les groupes qui ont coopéré au sein de ce « mouvement de mouvements<sup>1777</sup> » répondaient à des logiques d'action et des rationalités distinctes. La structuration en réseau aurait constitué une garantie d'efficacité pour les uns tandis qu'elle aurait apporté des gages d'horizontalité pour les autres, conciliant rationalité instrumentale et rationalité en valeur, exigence d'efficacité et de démocratie interne. Le partage d'un « modèle

---

<sup>1767</sup> Concernant la propriété du site, la proposition de créer une association de loi 1901 est restée lettre morte.

<sup>1768</sup> Le 1<sup>er</sup> avril 2016, le nom de domaine « nuitdebout.fr » est déposé sur l'APNIC (Association Française pour le Nommage Internet en Coopération) par l'entreprise RAIZ dont les co-gérants sont membres du *media center*. Il s'agit d'une agence spécialisée dans la communication en ligne.

<sup>1769</sup> Pétitions qui se monnaient par la constitution de banques de données, ce qui accroît la méfiance vis-à-vis d'un mode d'action qui reste limité.

<sup>1775</sup> SAHLINS Marshall, *Islands of History*, Chicago, University of Chicago Press, 1985, p. 61.

<sup>1776</sup> PLEYERS Geoffrey, « Horizontalité et efficacité dans les réseaux altermondialistes », *Sociologie et sociétés*, 2009, vol. 41, no 2, p. 89-110.

<sup>1777</sup> SOMMIER Isabelle, FILLIEULE Olivier, AGRIKOLIANSKY Éric, *Généalogie des mouvements altermondialistes en Europe: une perspective comparée*, KARTHALA Editions, 2008.

conceptuel commun par des groupes d'acteurs<sup>1778</sup> » ne veut pas dire que chaque groupe l'interprète de la même manière, ce qui n'empêche pas le collectif de prendre forme et de fonctionner pendant un certain temps.

Dans le cas de Nuit debout, le malentendu prend sa source dans les significations contrastées que les différents groupes attribuent au mot d'ordre de « convergences des luttes » qui résonne comme un véritable mantra de l'espace des mouvements sociaux français. S'agit-il de faire converger les « luttes » déjà existantes ou de mobiliser des novices au risque de devoir repartir de zéro ? L'enjeu est-il de décroiser les mondes militants ou de les ouvrir vers l'extérieur en direction des profanes de l'action collective ?

S'adressant en priorité aux secteurs déjà mobilisés, les *virtuoses* de « Convergence des luttes » (ce ne sont pas les seuls) s'opposent à la tactique déployée par les activistes du *media center* qui consiste au contraire à partir à élargir la mobilisation aux *novices* et primo-manifestants. De ce quiproquo seraient nés les rassemblements quotidiens sur la place de la République. C'est en tout cas ce que suggère Anthony, ancien membre du Parti de Gauche et élément moteur de la commission « Médias » :

« En fait je voyais vraiment l'utilité aux deux, je sais que si on avait laissé le contrôle de la communication aux *totos*, on aurait perdu notre soutien très rapidement et en même temps si on laissait l'avis des citoyennistes prévaloir sur les actions, en fait, on serait devenu un « groupe de paroles » de gens qui espèrent qu'un jour la démocratie sera meilleure mais qui n'y peuvent rien et qui attendent l'effondrement écologique en souriant<sup>1779</sup>. »

Le diminutif « toto », dérivé du terme « autonome », désigne une mouvance contestataire dont les membres se définissent par leur autonomie relative vis-à-vis des cadres de mobilisation traditionnels, en particulier les partis et syndicats. Dans ce contexte, il englobe les anarchistes ou non-affiliés qui s'organisent par réseaux affinitaires (par exemple le MILI) et désigne une composante de la mobilisation distincte du groupe « Convergence des luttes » (on peut considérer que le collectif initial a éclaté après que ses membres aient pris leurs rôles respectifs dans différentes commissions et est donc retombé à l'état plus amorphe de groupe qui se reforme à l'occasion de réunions informelles en dehors de la place<sup>1781</sup>) ainsi que des militants inscrits dans des organisations. Le mode d'action privilégié par les « totos » consiste à investir la rue par des actions directes, en déclenchant des affrontements impromptus avec les forces de

---

<sup>1778</sup> Geoffrey PLEYERS, « Horizontalité et efficacité dans les réseaux altermondialistes », *op cit.*

<sup>1779</sup> Anthony, 27 ans, diplômé de science politique, il vient de la classe moyenne supérieure et ne travaillait pas pendant Nuit debout, études à Science-Po, membre du *media center* et co-fondateur de « Radio-Parleur » issu de Nuit debout. Entretien réalisé à Paris en mars 2019.

<sup>1781</sup> On reprend ici la distinction entre « groupe » et « collectif » par Danièle Kergoat. Cf KERGOAT Danièle, « Le syllogisme de la constitution du sujet sexué féminin », *Travailler*, 2001, no 2, p. 105-114.



l'ordre ou des départs en manifestation « sauvage », ce qui suppose néanmoins un savoir-faire pratique et une certaine organisation.

La manière dont Anthony inverse les rôles de manière hypothétique (« si on avait laissé le contrôle de la communication aux totes... » ; « si on laissait l'avis des citoyennistes prévaloir sur les actions ») laisse entrevoir une division du travail militant à défaut de laquelle les Nuits debout auraient probablement épousé une autre trajectoire. C'est du moins la thèse qu'il soutient. D'une part, une communication qui aurait reproduit le langage ésotérique et insurrectionnaliste de la mouvance « autonome » se serait heurtée à un mur d'incompréhension ne parvenant pas à sortir du cercle des *usual suspects*. Or ce qui fait la spécificité des Nuits debout – mais aussi des séquences de Gezi et du 15M – tient à ce que s'y mêlent des primo-contestataires, des militants expérimentés et des activistes. D'autre part, si on suit l'hypothèse d'Anthony, laisser les « citoyennistes » prendre toutes les initiatives aurait ôté au « mouvement » toute capacité à s'affranchir du cadre de la place. C'est donc cette distribution tacite des tâches entre action de terrain et tactique de communication qui aurait permis à la mobilisation de « prendre » et de trouver un équilibre précaire entre mouvement d'assemblée et d'action. Ce point de vue rejoint celui d'Artémis qui, tout en qualifiant les membres du *media center* d'« adversaires politiques », leur concède d'avoir su renouveler des modes de communication qu'il juge par ailleurs obsolètes. Force est de constater cependant que ce malentendu autour de la « convergence des luttes » a fini par fragiliser Nuit debout dans la durée.

Il convient en effet de sonder les effets d'un différend de plus en plus central au plan des engagements individuels. Il semble que l'exacerbation du conflit, dont attestent nombre de protagonistes, ait provoqué des défections en chaîne. « Comme le truc nous a complètement échappé, moi au bout de deux mois après m'être battue beaucoup, j'ai jeté l'éponge et je suis partie dégoûtée de Nuit debout<sup>1782</sup> » tranche Michèle. « Le truc nous a échappé » répète-t-elle à plusieurs reprises. « Oui c'est vrai on aurait voulu pas le contraindre, mais que ça reste dans un certain cadre avec une perspective de convergence des luttes, avec un objectif de « leur faire peur », voilà nous on était là-dedans<sup>1783</sup> ». Ce processus de désengagement ne concernerait pas que le collectif initial mais plus généralement les « militants comme moi [qui] sont tous sortis les uns après les autres<sup>1784</sup> ».

---

<sup>1782</sup> Entretien avec Michèle, *op cit.*

<sup>1783</sup> *Ibid*

<sup>1784</sup> *Ibid*

Cet *exit* collectif que confirment d'autres membres de « Convergence des luttes<sup>1785</sup> » ne relève pas d'une « stratégie de pourrir le truc<sup>1786</sup> », d'une décision concertée mais provient d'une lassitude entraînant une série de désengagements individuels (« Ok c'est bon j'en ai ras le bol je me casse<sup>1787</sup> »), ce qui conduit le mouvement à se déliter à mesure que le travail logistique pris en charge par les « permanents » s'en vont. Même son de cloche du côté du *media center* où le conflit finit par monopoliser l'attention collective sur la place mais aussi dans les conversations sur *Telegram*<sup>1788</sup>. Pour Kader, ce différend absorbe trop d'énergies, ce qui génère de la frustration:

« Nuit debout intéressait Nuit debout plus que le monde, et plus que la stratégie, plus que les actions, plus que... pour eux, l'objet des débats c'était ce qui se passe sur la place au bout d'un moment donc ça, ça m'énervait beaucoup. »

Face à cette dynamique centripète, Kader refuse de prendre parti dans ce qui s'apparente à des discussions sans fin tout en exhortant à sortir de cette « querelle absurde<sup>1789</sup> ». Le pessimisme et le désintérêt triomphent à mesure que les défections se multiplient et que la fréquentation de la place baisse alors que Kader investit de plus en plus l'espace des manifestations contre la loi « travail ».

Les cas de Kader et Michèle ne sont pas isolés : d'autres membres actifs du *media center* ont brutalement quitté la mobilisation. Certains éprouvent un profond malaise vis-à-vis de cette période au point d'éviter le sujet et même la place pendant un certain temps. Ces départs en série mettent en évidence une limite de l'hypothèse du malentendu qui n'est plus opératoire dès lors que ces groupes moteurs prennent conscience de l'incompatibilité de leurs visions respectives de la lutte et de ses objectifs. Ce conflit met en relief deux phénomènes qui ne sont pas spécifiques à Nuit debout : l'émergence d'une avant-garde digitale et l'indétermination de la cause caractéristique de mobilisations labiles et hétérogènes.

En premier lieu, elle met en évidence une « avant-garde digitale<sup>1790</sup> » qui, en produisant et diffusant du contenu numérique, s'assure un leadership narratif sur la place par contraste avec le leadership logistique de « Convergence des luttes ». La faiblesse numérique des groupes (une vingtaine de participants des deux côtés) autorise à parler d'*avant-garde* dans la mesure où ces

---

<sup>1785</sup> C'est par exemple le cas d'Artémis qui s'éloigne progressivement du mouvement.

<sup>1786</sup> Entretien avec Michèle, *op cit.*

<sup>1787</sup> Entretien avec Michèle, *op cit.*

<sup>1788</sup> Entretien avec Kader, *op cit.*

<sup>1789</sup> Entretien avec Kader, *op cit.* Voici l'extrait qui illustre la lassitude devant un conflit qui monopolise l'attention : « Et je disais à tout le monde mais arrêtez de perdre votre temps avec ça plus vous en parlerez plus il y aura de la matière à en parler. Et on aura passé des mois d'un mouvement des places hyper stylé à parler que d'une querelle absurde. »

<sup>1790</sup> Paolo GERBAUDO, *The mask and the flag: Populism, citizenism, and global protest*, Oxford University Press, 2017.

protagonistes particulièrement impliqués exercent sur le cours de la mobilisation une influence inversement proportionnelle à leur nombre. Ces distinctions canoniques conservent leur pouvoir de description à condition de les réactualiser aux enjeux contemporains. La notion d'« avant-garde digitale » permet de décrypter ce qui n'est pas de l'ordre d'un conflit générationnel compte-tenu de la diversification des âges mais d'une lutte d'hégémonie, entre une avant-garde militante « conventionnelle » (« Convergence des luttes ») et un groupe qui a mis la main sur les instruments numériques (« *media center* ») du collectif Nuit debout. Ce type de phénomène n'est pas propre à Nuit debout comme en atteste une lettre ouverte publiée par une figure d'*Occupy Wall Street* qui fait le parallèle avec la « récupération » du mouvement par ses réseaux sociaux. Le 10 juin 2016, Marisa Holmes publie une « lettre ouverte d'Occupy Wall Street à Nuit debout<sup>1791</sup> ». Dix jours plus tard fuse une « réponse du mouvement du 15M à la lettre ouverte d'Occupy Wall Street à Nuit debout<sup>1792</sup> » dans laquelle Eva prône « la diversification des canaux pour ne pas dépendre d'un seul<sup>1793</sup> » et suggère de rendre public les débats circonscrits aux coulisses des groupes *Telegram*<sup>1794</sup>.

En second lieu, force est de constater que ce conflit s'est joué autour des ambiguïtés que charrient le mot d'ordre de « Convergence des luttes ». Ceci rappelle que la construction d'un collectif requiert non pas un alignement des cadres qui reste hypothétique mais plutôt un moindre désalignement au risque que le collectif émergent se désagrège sous l'effet des désaccords et tensions irréductibles aux rivalités interpersonnelles (lesquelles peuvent néanmoins les amplifier). On peut faire une observation similaire au sujet de la thématique centrale de l'indignation et de la mémoire plurielle qui se rattache à la place Taksim. De ce point de vue, les occupations de places urbaines présentent une cause suffisamment indéterminée pour supporter une pluralité d'interprétations tout en générant du conflit. L'expérience des places ne renvoie pas uniquement à une intensification du *commun* faite de

---

<sup>1791</sup> Marisa HOLMS, « Lettre ouverte d'Occupy Wall Street à Nuit Debout », Paris-luttesinfo, 10 juin 2016, [<https://paris-luttes.info/lettre-ouverte-d-occupy-wall-5983>]. Retraçant dans les grandes lignes la séquence qui a suivi la mobilisation new-yorkaise, Holmes témoigne de la manière dont l'institutionnalisation – avec la création d'une association à but non-lucratif *Occupy Solidarity Network* en décembre 2011 - a conduit à la récupération du mouvement par une poignée de participants qui se sont auto-proclamés « fondateurs d'*Occupy Wall Street* ». Elle revient sur les luttes d'appropriation incessantes dont le compte Twitter « @OccupyWallSt » a fait l'objet pendant les années qui ont suivi la mobilisation (ainsi que son homologue new-yorkais « @OccupyWallStNYC ») avant de finalement tomber entre les mains de « deux conseillers en stratégie numérique travaillant pour le parti Démocrate ». Ces derniers ont par la suite fondé un mouvement de soutien à Bernie Sanders, candidat aux primaires démocrates (*The People for Bernie*) afin de produire une illusion de continuité entre la mobilisation de septembre 2011 et la pré-campagne présidentielle de 2013.

<sup>1792</sup> Emma AVILES, « Réponse du 15M à la lettre ouverte d'Occupy Wall Street à Nuit Debout », Paris-luttesinfo, 21 juin 2016, [<https://paris-luttes.info/reponse-du-mouvement-du-15m-a-la-6197>].

<sup>1793</sup> *Ibid*

<sup>1794</sup> Nom d'une application de messagerie cryptée prisée des *nuitdeboutistes*.

solidarité et d'entraide : elle renvoie aussi à une expérience du pluriel qui met à l'épreuve les collectifs.

### 3. Les frictions stratégiques des « Places »

Sur les « Places », la question de la violence est un bon poste d'observation du caractère négocié des collectifs qui émergent au fil des rassemblements (1) ; ceux-ci gagnent à être ressaisis comme carrefours stratégiques qu'on peut répertorier autour de trois axes en reprenant la typologie d'Erik Olin Wright (2).

#### 3.1. La mise en débat des frontières de la violence

Nombre d'analyses ont présenté les occupations de places comme des mouvements non-violents et pacifiques<sup>1822</sup>, ce qui aurait renforcé leur efficacité et leur portée politique. Ce prisme présente le double inconvénient d'homogénéiser des situations contrastées et de ne pas interroger suffisamment la mise en débat des frontières de la violence qui a caractérisé des mobilisations hétérogènes d'un point de vue social et politique. Certes, les protagonistes ne pratiquent pas la lutte armée et ne remettent pas en cause la revendication étatique au monopole de la force. Si on se situe dans une perspective de longue durée, il est évident que les « mouvements de places » confirment la tendance à la pacification de l'activité contestataire<sup>1823</sup>. Il serait toutefois réducteur d'appréhender les « Places » au prisme de l'activisme non-violent qui ne représente qu'une tendance parmi d'autres. Cette continuité entre les discours émiques et analytiques semble d'autant plus problématique qu'elle tend à reprendre comme catégorie d'analyse le label de la « non-violence » qui est une manière de se légitimer vis-à-vis d'autres modes d'action.

C'est ainsi que le 15M de la place de la Catalogne a pu être perçu comme « violemment non-violent<sup>1824</sup> ». Le mot d'ordre pacifiste qu'a cherché à imposer le groupe issu de la plate-forme « Vraie Démocratie Maintenant ! » a rencontré des oppositions internes, en particulier de la part

---

<sup>1822</sup> Neil HUGUES, « Young people took to the streets and all of a sudden all of the political parties got old': The 15M movement in Spain », *Social Movement Studies*, 2011, vol. 10, n° 4, p. 407-413. Romain ÖRS İLAY Ömer TURAN, « The manner of contention: Pluralism at Gezi », *Philosophy & Social Criticism*, vol. 41, no 4-5, 2015, p. 453-463. Cf également Ramón A. FEENSTRA, « Essay: Rethinking global civil society and the public sphere in the age of pro-democracy movements » *Journal of civil society*, 2017, vol. 13, n° 3, p. 337-348.

<sup>1823</sup> Isabelle SOMMIER, *La violence politique et son deuil. L'après 68 en France et en Italie*, Presses Universitaires de Rennes, 1998.

<sup>1824</sup> Entretien avec Estelle, *op cit.*

des militants rompus à l'exercice de l'affrontement urbain. Après l'action « Stoppons le Parlement », au cours de laquelle le parlement catalan avait été encerclé mais avait tout de même fini par siéger, la commission « Communication » du 15M – Barcelone se désolidarise de « toutes les violences<sup>1825</sup> » y compris de celles qui auraient été commises du côté des manifestants. En réalité, il s'agissait de jets de peinture et d'interpellations verbales.

De la même manière, l'occupation du parc Gezi et de la place Taksim a mis en présence des groupes et des individus qui n'avaient pas la même expérience de la politique de la rue et donc pas le même rapport à la violence exercée par les forces de police turque. Enfin, les rassemblements Nuit debout ont été marqués par une scission entre un courant insurrectionnaliste, qui prône le recours à l'émeute, et un courant parfois identifié au « citoyennisme » qui s'oppose fermement aux dits « casseurs ». Le refus de la violence des indignés barcelonais<sup>1826</sup> mais aussi des *gezciler* stambouliotes et des *deboutistes* parisiens est donc constamment négocié et procède de logiques de situation qui produisent de la violence.

Le rapport du 15M à la violence ne se résume pas au « Non à la violence ! » scandé par les occupants des places dès le premier rassemblement madrilène sur la « Porte du Soleil<sup>1827</sup> ». Le récit de la « bataille de la place de la Catalogne » du 27 mai 2011, qui scande la quasi-totalité des entretiens<sup>1828</sup>, est révélateur de la manière dont les protagonistes sont mis en demeure de définir la violence en situation. A l'aube du 27 mai 2011, des policiers municipaux viennent prévenir les « permanents » de la place de la Catalogne d'une opération imminente d'évacuation dont la rumeur courrait déjà sur le campement<sup>1829</sup>. Cette démarche en apparence anodine atteste

---

<sup>1825</sup> Commission Communication du 15M - Barcelone, « Note d'information », 15 juin 2011. Il est précisé que les unités de police ne portaient pas de plaque d'identification contrairement à ce que prévoit la loi espagnole et comme lors de l'opération du 27 mai 2011.

<sup>1826</sup> Jérôme FERRET, « La violence refusée des indignados espagnols », *Socio. La nouvelle revue des sciences sociales*, 2014, no 3, p. 375-391.

<sup>1827</sup> Vidéo de l'expulsion de la Puerta del Sol publiée le 17 mai 2011 « Desalojo puerta del sol madrugada 17M » [[https://www.youtube.com/watch?v=\\_5Vm48Eeb\\_Y&feature=emb\\_logo](https://www.youtube.com/watch?v=_5Vm48Eeb_Y&feature=emb_logo)]. La séquence tournée par un des protagonistes montre un face-à-face asymétrique entre policiers et manifestants. On y voit un policier en civil justifier l'intervention au motif du caractère illégal du rassemblement (« C'est une mesure administrative de dissolution d'une réunion sans autorisation »). A mesure que ses collègues s'avancent, les manifestants s'assoient par terre aux cris de « Nous n'avons pas peur ! ». En se tenant assis au sol, serrés les uns contre les autres, les « quarante de la *Puerta del Sol* » ne facilitent pas la tâche des agents qui semblent désarmés. C'est au compte-goutte qu'ils parviennent à évacuer la place déjà recouverte de banderoles et de pancartes en carton, s'exposant aux sifflets, aux huées et aux flashes des appareils photographiques qui immortalisent la scène. Cf également l'article de Juan Luis SANCHEZ, « Les quarante premiers de Sol », *El Diario*, 26 mai 2011. Accessible en ligne : [[https://www.eldiario.es/juanlusanchez/primeros-40-sol\\_132\\_2674838.html](https://www.eldiario.es/juanlusanchez/primeros-40-sol_132_2674838.html)].

<sup>1828</sup> Parmi les enquêtés un seul n'en fait pas mention car il n'était pas présent ce jour-là.

<sup>1829</sup> Il faut aussi relever que le campement est régulièrement infiltré par des policiers en civil ou des agents des services de renseignement, ce qui conduit les occupants à faire circuler les photos des individus en question et à les exposer sur des panneaux.

de l'ambiguïté des rapports qui se tissent au fil des jours entre celles et ceux qui vivent sur la place et les agents qui ont pour mission de les encadrer. Envoyés par la municipalité pour faire place nette, les agents de nettoyage (*brigadas de limpieza*) sont escortés par des unités de police nationale (*Guardia civil*). La cinquantaine d'indignés qui dormait sur place est rapidement encerclée par des forces anti-émeutes<sup>1830</sup> (*Mossos d'Esquadra*) qui obéissent pour leur part au gouvernement autonome catalan. Ils improvisent une assemblée qui fait émerger trois propositions : partir occuper une autre place, nettoyer puis réoccuper partie par partie, résister et reprendre la place<sup>1831</sup>. Cette dernière proposition l'emporte et les occupants décident de résister. Ils mettent en place une tactique d'intimidation qui consiste à se tenir debout face à chaque policier casqué et à lui parler en continu ou à les photographier pour dénoncer le caractère inique de leur opération. En dépit des consignes d'impassibilité, certains cèdent sous la pression verbale avant d'être vite remplacés<sup>1832</sup>. Aux abords de la place, les soutiens affluent et finissent par déborder le dispositif policier tandis qu'au centre, les occupants restent au sol pour éviter de donner prise au corps-à-corps.

Cette séquence, qui marque un tournant dans la massification du mouvement, confirme le caractère construit d'une ligne d'action qui reste soumise à l'approbation collective. Le refus de la violence peut se déchiffrer comme un refus de parler le langage du pouvoir, conduisant ainsi ses agents à user de la force et à dévoiler sa propre violence – ce jour-là, un hélicoptère survole la place à basse altitude pour intimider les manifestants - comme c'est le cas lors de cette journée qui fait plus d'une centaine de blessés<sup>1833</sup>. La retenue de la violence s'ajuste aux coordonnées de la situation ; elle conserve également un caractère négocié comme c'est le cas dans la situation quasi-insurrectionnelle<sup>1834</sup> de Gezi. Gabriel<sup>1835</sup>, journaliste spécialisé dans la communication en ligne, raconte comment les « ultras » ont « demandé une centaine de masque à gaz pour reprendre le parc à la police » dans « la nuit du vendredi<sup>1836</sup> » :

« Donc quand ils ont demandé une centaine de masques, le consensus général était « c'est une protestation pacifique, on ne va pas se battre avec la police ». Et les gars

---

<sup>1830</sup> *Le réveil des places. Un an de 15M*, Film réalisé par Jordi ORIOLA i FOLCH, Lluc GÜELL FLECK, *op cit*.

<sup>1831</sup> Proposition portée par Nelson le narrateur.

<sup>1832</sup> Entretien avec David, *op cit*. Il est à noter que ce type de micro-résistance a aussi été mise en œuvre par des *geziciler* qui, en s'appuyant sur les boucliers des forces anti-émeutes turques, lisaient à voix haute des textes révolutionnaires.

<sup>1833</sup> Le commandant du groupe du *Mossos*, qui sont les principaux protagonistes côté policiers, a été condamné pour l'usage disproportionné et injustifié de la force en 2020.

<sup>1834</sup> Le préfixe « quasi » a une valeur descriptive en ce qu'il signifie l'absence de recours à la force armée.

<sup>1835</sup> Gabriel, trentenaire, journaliste et spécialisé dans la communication en ligne, co-fondateur du média Dozuk8. Entretien réalisé à Istanbul en mai 2019 en présence d'un de ses collègues.

<sup>1836</sup> Il s'agit du vendredi 31 mai. Sur ce point le détail de la narration indique une scansion précise du déroulement des faits qui se sont gravés dans les consciences individuelles et nourrissent une mémoire collective. Il est révélateur de la capacité de l'événement à marquer durablement les consciences.

de *Carsi* ont dit « on ne va battre personne, ils vont juste partir quand ils nous verront. » Ils sont arrivés avec des bombes de peinture et ont aspergé les visières de la police... donc les flics devaient enlever leurs masques (à gaz) et du coup s'exposaient à leur propre gaz. C'est pour ça que la police a perdu, je veux dire, ils étaient fatigués, exténués même, mais surtout leurs masques ne leur servaient plus à rien, ils étaient hors de service à cause de la peinture noire, ils ne pouvaient plus s'en servir sans être aveuglé et ne pas voir où ils tiraient. Au final, les policiers se sont gazés tout seuls et c'est comme ça qu'ils sont partis en abandonnant leur matériel et voitures... »

L'inventivité tactique témoigne d'une expérience préalable de l'émeute vectrice de dispositions et de compétences qui trouvent à se redéployer et à se réajuster en situation, notamment en s'inscrivant à l'intérieur du consensus d'action. Elle s'insère dans une diversité de tactiques qui correspond à une division du travail entre les groupes en présence : achat des masques par les « cols blancs » qui travaillent dans le quartier de Beyoglu, construction de barricades, travail de la présence<sup>1837</sup> et affrontements de rue pour les collectifs militants LGBTI et les « ultras » qui sont en première ligne. Malgré ce qu'en disent les premiers concernés<sup>1838</sup>, il est à noter que la tactique mise en œuvre ne vise pas tant à infliger des dommages matériels ou corporels qu'à mettre les policiers hors d'état de nuire ; elle confirme le caractère réglé<sup>1839</sup> d'interactions typiques de la politique de la rue. La ritualisation des affrontements urbains n'est pas spécifique à Gezi. On en trouve trace dans le récit livré par deux participants au « cortège de tête » :

« Face à l'implacable supériorité technique d'un appareil de contrôle, les casseurs n'avaient le plus souvent pas d'autre choix que de mimer l'affrontement direct contre un système dont ils ne pouvaient que symboliser la destruction<sup>1840</sup> ».

L'attirail manifestant qui tend à se généraliser au printemps 2016 (« masques de ski, les lunettes de piscine, les casques de moto<sup>1841</sup> ») ressort comme une mesure de précaution qui consiste à se défendre contre l'Etat et son arsenal répressif. Mais il ne doit pas faire oublier le caractère asymétrique d'affrontements qui présentent une dimension symbolique et mimétique que les auteurs qualifient même de « parodique<sup>1842</sup> ». Dans le « cortège de tête » auquel participe de nombreux *debutistes*, la manière de se vêtir et de se mouvoir (en noir et en groupe de sorte à dissimuler son identité) se combine à un usage ciblé et limité de la force qui endommage des symboles du capitalisme (banques, fast-food...) et des autorités publiques, en particulier les « forces de l'ordre ». Le phénomène du « cortège de tête » qui subvertit l'espace codifié des

---

<sup>1837</sup> Entretien avec Céline *op cit*.

<sup>1838</sup> Entretien avec Azyllis, *op cit*. Il raconte comme ses camarades de *Carsi* s'étaient équipés « de longs couteaux et de broches de kebab » pour attaquer la police et surtout la mettre en fuite.

<sup>1839</sup> Romain HUËT, *Le vertige de l'émeute : de la ZAD aux gilets jaunes*, *op cit*, p. 22 -24.

<sup>1840</sup> Joan HAGELSEN, Camille ZIUTHRE, Camille « Le cortège de tête vu de l'intérieur ou la lutte hors cadre », *Les Temps Modernes*, 2016, n°5, p. 190 – 198.

<sup>1841</sup> *Ibid*

<sup>1842</sup> *Ibid*

manifestations de rue correspond davantage à une mise en scène protestataire qu'il ne répond à une logique instrumentale d'efficacité. Ce qui nuance les discours « insurrectionnalistes » qui ont tendance à grandir leurs faits d'armes. Car les phases de subversion des dispositifs contestataires, que ce soit l'occupation ou la manifestation, procèdent d'expériences cadrées et ritualisées. Elles administrent « une violence confuse, brève mais domestiquée<sup>1843</sup> » comme l'écrit Romain Huët au sujet des manifestations des Gilets Jaunes en 2018 – 2019. La question de la violence appelle une dernière remarque sur les limites du cadre comparatif de cette thèse qui tient au degré de répression subie par les manifestants de Gezi, en particulier les habitants des quartiers périphériques d'Istanbul et des villes de l'Est de la Turquie<sup>1844</sup>.

Les statistiques recueillies sont sans appel : la séquence contestataire de Gezi coïncide avec une phase répressive exceptionnelle tant par les moyens employés (mobilisation 24 heures sur 24 des policiers et des fourgons blindés équipés de canons à eau, atmosphère saturée de gaz lacrymogène, etc.) que par les dégâts occasionnés : près de dix mille personnes blessées, des centaines de mutilées et au moins neuf morts<sup>1845</sup> entre le 28 mai et le 16 juin 2013. Ces chiffres corroborent les innombrables récits d'une mobilisation suffocante, noyée sous les gaz lacrymogènes aux effets asphyxiants, au point que certains habitants solidaires disposaient du jus de citron aux bords des fenêtres pour en atténuer les effets oculaires. Si les affrontements s'estompent entre le 1<sup>er</sup> et le 11 juin 2013, date à laquelle la place Taksim est évacuée, l'occupation se solde par une expulsion *manu militari* alors que les occupants du parc avaient collectivement décidé de se retirer en laissant une tente symbolique. Pendant les dix-huit jours de la « Commune de Gezi », nombre de bâtiments qui donnent sur la place ou les rues alentour se métamorphosent en hôpitaux et infirmerie de fortune<sup>1846</sup>. A Gezi, la « violence » des interactions – jets de pavés, actes de déprédation, etc. – ne relève donc pas d'un choix idéologique ou d'un artifice mais constitue à la fois une manière de se défendre et un mode d'expression de dernier recours<sup>1847</sup>. Il est cependant à préciser, en ce qui concerne la répression, que pendant le « mouvement contre la loi travail », 725 militants, syndicalistes et manifestants sont arrêtés, placés en garde à vue et poursuivis en justice. En parallèle, au mois d'avril 2016, une coordination anti-répression s'organise prolongeant la mobilisation sur le front anti-

---

<sup>1843</sup> Romain HUËT, *Le vertige de l'émeute : de la ZAD aux gilets jaunes*, *op cit*, p. 24.

<sup>1844</sup> Jean-François PEROUSE, « Les événements de Gezi, ou le début de la « dérive autoritaire », vu des périphéries », *Mouvements*, 2017, no 2, p. 109-119. La répression policière précède de peu la répression judiciaire avec une vague d'arrestations dès le 16 juin 2013 dans les milieux militants de gauche. Entretien avec Imren, *op cit*.

<sup>1845</sup> Plusieurs policiers sont morts pendant la séquence de Gezi mais ce sont des suicides ou un accident.

<sup>1846</sup> Céline, 32, doctorante turque qui étudie l'urbanisme en France : elle travaillait à la faculté d'architecture technique (Taskisla) qui donne sur la place Taksim. Entretien réalisé en septembre 2019 à Paris.

<sup>1847</sup> Eric J. HOBSBAWM, « The machine breakers », *Past & Present*, 1952, n° 1, p. 57-70.



répression<sup>1848</sup> tandis que sur le terrain, se mettent en place des équipes de *street medics* pour venir en aide aux manifestants.

Les « mouvements de places » se sont construits sur le refus de la violence protestataire, ce qui constitue la règle en matière d'action collective dans les sociétés dites « démocratiques ». Néanmoins, ce refus de la violence met les collectifs qui émergent à l'épreuve d'un dissensus qui n'est pas seulement tactique mais aussi stratégique. Souvent confondus, ces deux termes gagnent à être distingués sur un plan analytique sans occulter leur articulation pratique. La tactique suppose, si on se réfère à la définition de de Certeau, « l'absence d'un propre<sup>1849</sup> », elle « n'a pour lieu que celui de l'autre » se déployant dans un milieu adverse. La stratégie suppose au contraire l'émergence d'un « sujet de vouloir et de pouvoir<sup>1850</sup> » doté d'un « lieu propre ». La différence entre « tactique » et « stratégie » est donc avant tout temporelle : la première renvoie à l'action dans une temporalité de courte durée tissée d'incertitude tandis que la seconde se pose précisément la question de la structuration dans la durée.

### 3.2. Les « places » comme zones de friction

Comme cela a été souligné dans le chapitre précédent, les « mouvements de places » peuvent être considérés comme des moments de cristallisation partielle et provisoire de l'espace des mouvements sociaux. La coprésence sur un même site d'unités contestataires individuelles ou collectives, qui s'échelonnent selon une constellation de dispositions, de rapports au politique et de positions, forme alors un jeu à motifs mixtes où la coopération est indissociable de la confrontation. Chaque groupe ou individu participe au rassemblement tout en poursuivant ses objectifs et intérêts propres, cherchant à faire valoir son point de vue et à imposer sa définition de la situation. Les « Places » se laissent donc *aussi* saisir comme des espaces de controverses tactiques et stratégiques.

---

<sup>1848</sup> Perrine POUPIN, « Nuit debout et le cortège de tête des manifestations contre la loi Travail : la politique comme expérimentation », *GIS Démocratie et Participation*, 2017.

<sup>1849</sup> Michel de CERTEAU, *Les arts de faire. L'invention du quotidien. I.*, Gallimard, 1990 (1981), p. XLVI ; p. 60 – 61. Pour une discussion critique qui remonte à la publication de l'ouvrage, Philippe URFALINO, « La mémoire et l'oubli », *Esprit*, mars 1981, p. 136 – 146.

<sup>1850</sup> Michel de CERTEAU, *Les arts de faire. L'invention du quotidien. I.*, *op cit*, p. 59 ; p. XLVI. Voici la citation complète :

« J'appelle « stratégie » le calcul des rapports de forces qui devient possible à partir du moment où un sujet de vouloir et de pouvoir est isolable d'un « environnement ». Elle postule un lieu susceptible d'être circonscrit comme un propre et de servir de base à une gestion de ses relations avec une extériorité distincte »

Cette sous-section s'inscrit dans une démarche « indiciare » qui interroge les traces de l'événement non pas en partant de ce qui s'est passé par la suite mais en reconstituant le point de vue des représentations que les acteurs se font du futur qu'ils jugent probables, souhaitables ou impossibles. Selon Carlo Ginzburg<sup>1851</sup>, le paradigme indiciare définit la méthodologie des sciences sociales au sens où il est nécessaire de déchiffrer les signes pour remonter vers les causes et non de produire les effets comme c'est le cas avec les sciences naturelles qui peuvent dupliquer les expérimentations à l'infini<sup>1852</sup>. Les sources fragmentaires des sciences sociales – qui le sont encore davantage lorsqu'il s'agit du politique à l'état sauvage – ne peuvent au contraire qu'« inférer à partir des effets<sup>1853</sup> ». La rareté des indices implique également de ne pas céder à l'illusion d'une histoire naturelle qui voudrait que les événements soient logiques, ce qui suppose de tenir compte de l'incertitude qui structure le rapport au futur des protagonistes et dessine les contours des possibles non-advenus de l'événement<sup>1854</sup>.

On propose de classifier les « indices » récoltés auprès des protagonistes en fonction de la typologie d'Erik Olin Wright qui répertorie trois stratégies de changement social et politique<sup>1855</sup> : par les interstices, la symbiose et la rupture. Ces trois idéaux-types ne sont bien sûr pas exclusifs les uns des autres et il existe de nombreux points de recoupement (entre l'horizon de la grève générale et de la révolution par exemple). Ils ne mettent pas non plus en jeu les mêmes types d'acteurs collectifs et ne renvoient pas au même rapport vis-à-vis du pouvoir politico-administratif qu'il s'agisse de lui tourner le dos (stratégie interstitielle), de prendre le pouvoir (par la force ou les urnes) ou de chercher à interpeller voire à contraindre ceux qui gouvernent. Construite à partir d'éléments issus des entretiens et des documents archivés par les protagonistes ou pendant l'enquête, la comparaison qui suit vise à montrer que les « Places » sont des zones de contact et de friction stratégique (ce qui n'est guère surprenant puisque des courants rivaux voire opposés se partagent un même espace de mobilisation).

La controverse tactique qui porte sur le fait de lever le campement ou de rester sur place est récurrente ; elle pose la question de *continuer* l'occupation. Le refus de quitter la place est un phénomène caractéristique qui correspond en espagnol au *plazacentrismo*, terme qu'on peut

---

<sup>1851</sup> Carlo GINZBURG, « Traces. Racines d'un paradigme indiciare » in *Mythes, emblèmes, traces*, Verdier, 2010, p. 218 – 294. Il s'oppose donc aux lois éternelles du paradigme galiléen.

<sup>1852</sup> Yves SINTOMER, « Les futurs de la démocratie au XXIe siècle », *Raison publique*, vol. 20, n° 1, 2016, pp. 175-191.

<sup>1853</sup> *Ibid.*

<sup>1854</sup> Haud GUEGUEN, Federico TARRAGONI, « L'avenir est un champ de bataille. Réflexion sur une forme spécifique de conflictualité sociale », *Multitudes*, vol. 69, n° 4, 2017, pp. 51-59.

<sup>1855</sup> Erik Olin WRIGHT, *Utopies réelles*, La Découverte, 2017.

traduire par le fétichisme de la place ou par celui d'*agoracentrisme* qui consiste à ne pas vouloir quitter la place. C'est le cas de Nelson, un « permanent » de la place de la Catalogne qui refuse de quitter les lieux pour éviter que le mouvement ne se désagrège. Après l'annonce d'un référendum sur le sort du parc Gezi, les occupants organisent des « forums » à l'intérieur du parc pour décider de la suite de la mobilisation. Il est convenu de lever le campement et de laisser une tente symbolique en signe de protestation et de victoire mais la police lance l'opération d'évacuation avant que cette décision ne prenne effet le 16 juin 2013. Il en va autrement des rassemblements sur la place de la République qui s'étiolent progressivement au fur et à mesure que les militants prenant en charge le travail logistique s'en détournent.

Place de la Catalogne, des militants anarchistes diffusent des discours incitant à s'auto-organiser, à construire des alternatives<sup>1856</sup> ou à rejoindre celles qui existent déjà dans le riche espace des luttes barcelonaises<sup>1857</sup> (par exemple, avec la Coopérative Catalane). Le document voté par l'assemblée générale du 20 juin 2011, qui acte la fin de l'occupation permanente de la place, insiste sur la nécessité de ne rien attendre de l'action par délégation et de privilégier l'auto-organisation comme « outil de transformation du système économique, politique et social<sup>1858</sup> » à l'échelle locale des quartiers et de la ville<sup>1859</sup>.

Ce type de discours s'inscrit dans une perspective interstitielle typique du mouvement libertaire. Elle se prolonge par la consolidation de collectifs qui existaient déjà (la PAH à Barcelone par exemple) ou la fondation de nouveaux qui vont investir d'autres espaces. C'est le cas des jardins militants qui fleurissent dans le sillage de Gezi à Istanbul, les *bostan*<sup>1860</sup> ou du forum des Femmes qui rassemble plusieurs collectifs féministes. Il s'agit de poursuivre la mobilisation ailleurs et de prolonger des initiatives qui ont émergé sur la place. Certaines commissions nées sur la place de la République pendant Nuit debout vont ainsi s'ancrer dans la durée et rester à l'état de collectif actif (comme la commission « Debout Education Populaire » par exemple).

---

<sup>1856</sup> QUI A DIT QU'IL N'Y A PAS D'ALTERNATIVE ? 20 propositions pour un vrai changement face au gouffre Arnau M.V Après les places indignés ; document produit et diffusé par ceux qui ont mis en place un jardin sur la place de la Catalogne

<sup>1857</sup> Enric DURAN, fondateur de la Coopérative Intégrale Catalane, « Auto-organisons-nous. Quelques idées pour passer de l'indignation à la consolidation de cette révolte sociale », 30 mai 2011. On peut aussi citer le texte en catalan : COLLECTIF, « Principes pour un commencement inachevé : des engagements à radicaliser », 20 juin. (titre original : « Principis per a un començament inacabat; compromisos per eradicar »).

<sup>1858</sup> COLLECTIF, « Premiers pas vers une vie digne », *op cit.*

<sup>1859</sup> En voici le passage *in extenso* : « Nous nous sommes approchés de la place pour écouter, construire des propositions et chercher des solutions, sans intermédiaires parlant pour nous : prendre la parole et s'auto-organiser ».

<sup>1860</sup> Agathe FAUTRAS, « Résister en situation autoritaire : le cas des collectifs militants d'après-Gezi à Istanbul (2013-2018) », *Carnets de géographes* [Online], n°12, 2019.

La voie de la grève générale structure également l'horizon d'attente d'une partie des participants aux rassemblements de places qui sont multi-positionnés ou soucieux d'étendre le mouvement. L'appel à la « grève générale » vise à élargir la mobilisation des mouvements sociaux à d'autres secteurs afin d'enclencher une dynamique multi-sectorielle. C'est une réalité en Turquie où les principaux syndicats appellent à la grève générale le 5 juin 2013 en soutien à l'occupation même si celles-ci ne sont pas massivement suivies<sup>1861</sup>. Le « 15M » barcelonais est marqué par des jonctions ponctuelles avec les secteurs en grève des opérateurs téléphoniques et de la santé publique mais les syndicats majoritaires restent extérieurs à une mobilisation qui leur est hostile. Les appels à la grève générale qui circulent dès la première semaine de mobilisation restent donc incantatoires<sup>1862</sup>. A Paris, les Nuits debout donnent lieu à des rapprochements entre la place et les syndicats puisque certains *deboutistes* sont syndiqués. Ces tentatives de convergence prennent appui sur des espaces mixtes comme « l'assemblée de coordination interprofessionnelle » qui se tient à la Bourse du Travail en parallèle de Nuit debout<sup>1863</sup> ou l'« Assemblée des bloqueurs et grévistes de Nuit debout » qui se tient place de la République<sup>1864</sup>. Le 28 avril 2016, la prise de parole du secrétaire général de la CGT lors de l'Assemblée de Nuit debout esquisse un rapprochement « entre ces deux branches du mouvement « contre la loi El Khomri et son monde »<sup>1865</sup> ».

Les « mouvements de places » font aussi l'objet de projections révolutionnaires qui correspondent, dans la typologie d'Olin Wright à une stratégie de rupture. Celle-ci est principalement défendue par les partis et collectifs qui appartiennent au courant anticapitaliste : *Izquierda Anticapitalista* et les groupes anarcho-libertaires<sup>1866</sup> à Barcelone, le groupe *Kaldıraç*<sup>1867</sup>, les partis socialistes révolutionnaires de la place Taksim ou encore les « Musulmans anti-capitalistes » à Gezi, des fractions des partis et syndicats de l'extrême-gauche francilienne pendant Nuit debout.

---

<sup>1861</sup> Les syndicats réitèrent l'appel à la grève générale après l'évacuation du 15 juin 2013.

<sup>1862</sup> Assemblée populaire du 15M, Place de la Catalogne, 22 mai 2011. La proposition d'une grève générale circule déjà au bout d'une semaine de mobilisation et en prévision des manifestations prévues un mois plus tard.

<sup>1863</sup> David, *op cit.*

<sup>1864</sup> Assemblée des bloqueurs et grévistes de Nuit debout, Place de la République, 26 mai 2016.

<sup>1865</sup> « Nuits Debout et syndicats : Leur faire peur ! ». Ce texte a été approuvé par l'Assemblée du 22 et du 23 avril 2016 ainsi que par d'autres Nuits debout à travers le territoire (Caen, Chambéry...). Il appelle à faire de la place de la République le point d'arrivée des manifestations. Il fait écho à un autre texte écrit pendant la même période par des syndicalistes et intitulé « De jour comme de nuit, debout pour gagner ! ». Ce dernier appelle les participants de Nuit debout à rejoindre les cortèges.

<sup>1866</sup> Par exemple dans le cas barcelonais : COLLECTIF, tract distribué sur la place de la Catalogne, « Le plus violent serait de revenir à la normale », « Lo más violento de todo sería volver a la normalidad », 24 mai 2011.

<sup>1867</sup> Tract du groupe de gauche *Kaldıraç*, récolté par Elise Massicard, cité dans « Mais qui représente le mouvement de Gezi », *op cit.*

A Barcelone, beaucoup d'anarchistes font un lien entre leur expérience sur la place et des situations révolutionnaires qu'ils n'ont pas vécues<sup>1868</sup>. Pendant Gezi, Hannah raconte avoir stoppé toute autre activité comme « beaucoup d'amis [qui] ont arrêté l'école parce qu'ils pensaient que c'était la révolution<sup>1869</sup> ». Du côté de Nuit debout, les usages du mot « révolution » semblent plus mesurés et cantonnés à une fraction réduite du mouvement. Le terme transparaît dans les discours des leaders du courant insurrectionnaliste<sup>1870</sup> qui appellent au « soulèvement ». Il est tu ou apparaît en creux dans les injonctions stratégiques des intellectuels néoléninistes comme un rappel à l'ordre de ce que devrait être une authentique révolution<sup>1871</sup>. Sur la place de la République, le mot « révolution » fait surtout référence aux événements de Mai 1968 et à leur dimension utopique sous le néologisme de « Révolution<sup>1872</sup> ».

Enfin, on peut repérer un quatrième foyer de controverses stratégiques qui tourne autour des enjeux électoraux. L'enjeu serait alors de convertir une dynamique contestataire en dynamique partisane, de passer de la politique de la rue à la politique des urnes. Cette stratégie de symbiose entre néanmoins en tension avec l'aversion pour la délégation et la hantise d'une récupération partisane<sup>1873</sup> qui caractérisent ces mouvements horizontaux. La perspective d'un « parti des indignés » n'apparaît qu'exceptionnellement dans les compte-rendu d'assemblée de la place de la Catalogne, ce que peut expliquer le profond rejet de la politique partisane qui caractérise le

---

<sup>1868</sup> Entretien avec Pascal, *op cit*. Entretien avec Robin, *op cit*. Les deux viennent de la Can Masdeu. On peut aussi mentionner le texte d'un collectif anarchiste qui critique l'assemblée générale et désigne ce qui est en train de se jouer comme une révolution. COLLECTIF, « Les graves erreurs des protagonistes de l'assemblée générale » (titre original : « Grave Errors of the Protagonists of the Central Assembly », 20 mai 2011. « Ils sont en train de tuer la révolution par l'ennui »

<sup>1869</sup> Entretien avec Hannah.

<sup>1870</sup> Prise de parole de Mathieu Burnel, militant autonome, Nuit debout-Paris, "Débat sur la violence", 24 avril 2016. Voici l'extrait *in extenso* retranscrit depuis une vidéo : Si de fait, ce à quoi on aspire, c'est le soulèvement, c'est l'insurrection, c'est la capacité à destituer le pouvoir qui nous gouverne, si c'est à ça qu'on aspire, ça implique de tenir ensemble la pensée, l'élaboration théorique et la pratique. Et à partir du moment où donc, et ça, ça a voir avec l'idée de définir une autre idée du bonheur, une autre idée de la joie que celle qui domine aujourd'hui. Et si on se tient à cette autre idée qualitativement supérieure de la joie, ça ça implique de tenir ensemble les actes et la pensée. Et ça ça implique de trouver face à nous des gens qui n'ont pas la même que nous et ça implique une confrontation. Tous les mouvements sociaux, révolutionnaires, ont à voir avec un élément de confrontation. Qu'on le veuille ou non, qu'on soit pacifiste ou pas, c'est la situation dans laquelle on est. »

<sup>1871</sup> Frederic LORDON, prise de parole sur la place de la République, 9 avril 2016. Transcription.

<sup>1872</sup> Le jeu de mots évoque celui de « (G)rêve générale » qui vient du titre d'un poème de Gherasim Luca (1991, p. 45-55) : « GREVE GENERALE ». Sa reprise dans de nombreux entretiens montre le primat, parmi les participants à Nuit debout, d'individus fortement dotés en capital culturel, membres d'une fraction largement précarisée des classes « intellectuelles » : des « intellos précaires ». RAMBACH Anne RAMBACH, Marine RAMBACH, « Les nouveaux intellos précaires », Stock, 2009.

<sup>1873</sup> Le rejet des partis n'est cependant pas synonyme d'apolitisme : des enquêtés qui déclarent s'identifier au mouvement des Indignés envisagent ainsi de fonder un parti politique des indignés. Cf Centres d'Enquêtes Sociologiques, « Représentations politiques et mouvements 15M », Enquête 2921, Groupe de travail 03, Barcelone, 27 octobre 2011. Le panel se compose de personnes âgées entre 25 et 35 ans, dans les professions libérales, le personnel technique, commercial et administratif. 3 ont participé aux mobilisations du 15M.

15M. Ce n'est que trois ans plus tard, en juin 2014, qu'émerge la plate-forme électorale « Barcelone en commun » (*Barcelona en Comu*) soutenue par plusieurs partis de gauche et des personnalités issues des mouvements sociaux dont Ada Caulo qui devient par la suite maire de la ville<sup>1874</sup>. Le lancement de la plate-forme intervient la même année que celui du parti Podemos qui cherche à « convertir l'indignation en un changement politique ». Podemos est lancé par des professeurs de l'université de Complutense de Madrid<sup>1875</sup>. Pour Nelson, ce sont les militants de *Revolta Global* qui « ont commencé à dire qu'il fallait laisser la place et partir dans les quartiers pour acter la fin du mouvement, de ce feu un peu incontrôlable et pouvoir aller dans les quartiers<sup>1876</sup> » et battre campagne pour les élections qui venaient quelques mois plus tard. Les partis politiques ne sont pas non plus bienvenus dans le parc Gezi où la venue du chef du parti kémaliste (CHP), qui est aussi chef de l'opposition, est accueilli par des sifflets et des huées le 1<sup>er</sup> juin 2013. Mais l'idée de fonder un parti, de réunir « les opprimés de la Turquie sous le drapeau un seul parti, à commencer par les Kurdes, le mouvement LGBT, les trans, tous les laissés pour compte, les Arméniens etc.<sup>1877</sup> », germe dans les « forums » qui se multiplient dans les parcs stambouliotes au cours de l'été 2013, exception faite de Gezi qui est gardé vingt-quatre heures sur vingt-quatre par la police. Le 27 octobre 2013, est fondé le Parti démocratique des peuples, le HDP<sup>1878</sup> qui est en fait une coalition de collectifs et des principaux partis de gauche<sup>1879</sup>. Il prend pour symbole un arbre vert entouré d'étoiles de différentes couleurs qui symbolisent les minorités. En 2018, plus de 25 000 militants et sympathisants du HDP sont sous les verrous après les purges menées par le président Erdogan.

Il est révélateur enfin que les Nuits debout sont aussi traversées par des calculs électoraux, ce qui nuance l'image d'un mouvement rétif à toute structuration partisane. Plusieurs éléments viennent étayer cette thèse. D'une part, un des membres du groupe *media center* s'était porté candidat aux élections présidentielles sur le site LaPrimaire.org qui promouvait des candidatures extérieures aux appareils partisans. Lors d'une réunion du 3 mai à laquelle plusieurs membres du *media center* participent, il est fait mention d'une tentative d'« articulation Vogüé-Nuit debout ». Le « processus Vogüé » tient son nom du village

---

<sup>1874</sup> Plusieurs partis qui participent à la plate-forme *Guanyem Barcelona* : Initiative pour la Catalogne Verts (ICV), Gauche Unie et Alternative (EUiA), Procés Constituent a Catalunya, Partido X, Trobada Popular Municipalista.

<sup>1875</sup> Héloïse NEZ, « Podemos, un parti de « non professionnels » ? », *Savoir/Agir*, vol. 32, n° 2, 2015, pp. 53-60.

<sup>1876</sup> Entretien avec Nelson, *op cit*.

<sup>1877</sup> Entretien avec Asaph, *op cit*.

<sup>1878</sup> Acronyme de *Halkların Demokratik Partisi* en turc.

<sup>1879</sup> Une partie d'entre eux avaient affiché leur banderole sur la façade du centre culturel Atatürk : le Parti de la paix et de la démocratie (BDP), le Parti révolutionnaire socialiste des ouvriers (DSIP), le Parti socialiste des ouvriers (ESP), le Parti de la démocratie socialiste (SDP), le Parti de la refondation socialiste (SYKP), le Parti de gauche et des verts de l'avenir (YSGP) et le Parti du travail (EP).

d'Ardèche où s'est rassemblée une quarantaine d'acteurs issus d'initiatives et de mouvements qui se définissent comme « citoyens » début mars 2016. Revendiquant « la nécessaire réappropriation citoyenne du pouvoir », le communiqué adopté à l'unanimité le 6 mars 2016 inscrit à son agenda les élections municipales, législatives et nationales. Trois mois plus tard, la participation aux élections apparaît dans le compte-rendu de la réunion du 3 mai 2016<sup>1880</sup>. Même s'il reste officieux, l'agenda électoral d'une partie du *media center* entre en conflit avec celui des *deboutistes* issus de la gauche des mouvements sociaux qui restent farouchement hostiles à ce qu'ils qualifient de « farce électorale<sup>1881</sup> ».

D'autre part, le serment de ne plus « voter PS » est lancé le 20 avril 2016 lors d'une réunion chaotique à la Bourse du Travail<sup>1882</sup>. Or le mot d'ordre, qui débouche le 7 juin 2016<sup>1883</sup> sur une campagne « Nous ne voterons plus PS » diffusée par le journal Fakir, ne remet pas en cause le vote en tant que tel mais le vote pour le Parti Socialiste, ce qui suppose de renouveler l'offre partisane. L'instrumentalisation de Nuit debout comme marche-pied vers un mouvement politique est une thèse répandue pour certains *insiders*. Un an plus tard en 2017, le fondateur de Fakir et co-organisateur de Nuit debout, François Ruffin, mène campagne dans sa circonscription sur le slogan évocateur de « Picardie debout<sup>1884</sup> ».

Ces frictions tactiques et stratégiques rappellent que les rassemblements 15M, Gezi, Nuit debout ne sont pas des blocs monolithiques mais renvoient plutôt des processus de politisation. Ces controverses attestent de la vivacité d'expériences qui présentent une dimension politique dès lors que les interactions observées ne sont pas dissociables des représentations divergentes que s'en font les protagonistes. Il reste maintenant à interroger en quoi que ces expériences plurielles interrogent le concept de démocratie. Les « places » sont-elles l'incarnation d'une démocratie en acte dont les assemblées seraient l'incarnation ? Ou bien constituent-elles un espace de représentation du peuple ? L'hypothèse anarcho-populiste<sup>1885</sup> de Paolo Gerbaudo offre un point de départ fécond en ce qu'elle cherche à concilier deux approches non exclusives

---

<sup>1880</sup> Compte rendu de réunion « articulation Vögué- Nuit Debout », 3 mai 2016.

<sup>1881</sup> COLLECTIF, « Leurs combines, nos luttes », *op cit*.

<sup>1882</sup> Soirée-débat « Nuit debout l'étape d'après » organisée par le journal Fakir et la commission « Convergence des luttes », Bourse du travail de Paris, 20 avril 2016.

<sup>1883</sup> En référence à la date des Accords de Matignon signés par le Front Populaire du 7 juin 1936. La campagne prévoit une action devant toutes les fédérations socialistes de France et appelle tous les « fakiriens du pays, nuitdeboutistes, cégétistes, solidaristes » à se mobiliser.

<sup>1884</sup> Il est élu avec 56% des voix au second tour contre le candidat de la République en Marche.

<sup>1885</sup> Paolo GERBAUDO, *The mask and the flag : Populism, citizenism and global protest*, Oxford University Press, 2017, p. 7, p. 17. Le titre peut se lire comme une allusion à cette double orientation : le masque renvoie au masque de Guy Fawkes dont se sont emparés le collectif de hackers *Anonymous* et qui a beaucoup circulé sur les places dans le sillage du film *V pour Vendetta* qui l'a érigé en symbole de résistance ; le drapeau évoque de son côté la symbolique partisane propre au populisme.

des occupations de places comme des espaces de participation *et* de représentation. Elle insiste sur la double filiation de mobilisations hybrides qui articulent des pratiques d'inspiration anarchiste – les assemblées, l'organisation anti-hiérarchique... - avec des discours populistes mettant en jeu une prétention à incarner le « peuple ».

## **Section 2. L'hypothèse anarcho-populiste : autonomie et hégémonie**

L'hypothèse « anarcho-populiste » avancée par Paolo Gerbaudo offre une double clef de lecture qui peut être utile afin d'éviter l'écueil d'une approche trop unilatérale qui aborderait les « Places » uniquement à l'aune de leur ancrage anarchiste<sup>1886</sup> ou de leur potentiel populiste<sup>1887</sup>. Suivre cette piste implique au contraire de reconnaître le caractère hybride de configurations où s'articulent des pratiques anarchisantes avec un discours populiste. Les occupations de places combindraient, à différents degrés et selon des compositions variables, « la méthode néo-anarchiste de l'*horizontalité* et l'exigence populiste de *souveraineté*, l'ambition de masse des mouvements populistes avec une prime à la participation individuelle et à la créativité qui vient du néo-anarchisme<sup>1888</sup> ».

Cette grille de lecture mérite d'être mise en question. Qu'entend-on par néoanarchisme ? Peut-on réduire le populisme à une exigence de souveraineté ? La spécificité des « mouvements de places » serait, selon Gerbaudo, de déplacer les pratiques horizontales caractéristiques des milieux anarcho-libertaires vers des espaces à ciel ouvert et en principe ouvert à tous. Ce déplacement s'accompagnerait d'un discours démotique qui fait appel au plus grand nombre et non plus à une avant-garde comme c'était par exemple le cas du mouvement altermondialiste. L'hypothèse anarcho-populiste se justifie au regard de la sociologie historique de deux traditions politiques qui présentent des racines communes. La trajectoire de précurseurs comme

---

<sup>1886</sup> C'est le cas de l'analyse de Mark Bray conduite de l'intérieur et d'un point de vue subjective qui donne accès à de riches données tout en rendant l'objectivation plus délicate : Mark BRAY, *Translating Anarchy : The Anarchism of Occupy Wall Street*, John Hunt Publishing, 2013.

<sup>1887</sup> Par exemple la lecture rétrospective de Chantal Mouffé dans l'ouvrage co-écrit avec le n°2 de Podemos : Chantal MOUFFE, Iñigo ERREJON, *Construire un peuple : Pour une radicalisation de la démocratie*, Éditions du Cerf, 2017.

<sup>1888</sup> Paolo GERBAUDO, *The mask and the Flag*, *op cit*, p. 7



Bakounine ou Kropotkine met par exemple en lumière une généalogie populiste de l'anarchisme.

Avec le socialisme, le libéralisme et le communisme, l'anarchisme est souvent présenté comme un des points cardinaux de la boussole politique contemporaine, bien qu'il évolue en marge du champ partisan et de la politique institutionnalisée. Dans ses usages les plus fréquents, le populisme ressort davantage comme une étiquette péjorative qui désignerait un style, une idéologie plastique<sup>1889</sup> ou encore une instrumentalisation du peuple dont les partis « anti-establishment » feraient leur miel. Anarchisme et populisme ont pour point commun d'être abondamment stigmatisés : aux dangereux « anarchistes » qui sèment le chaos dans la rue répondraient les discours démagogiques des leaders « populistes » qui fourbissent des stratégies électorales. A suivre la *doxa* qui prévaut dans les champs médiatique et politique de nombreux pays d'Europe, le populisme et l'anarchisme constitueraient une véritable menace pour la stabilité des gouvernements.

Il n'est bien sûr pas question en guise d'introduction de cette dernière section, de retracer l'histoire de l'anarchisme et du populisme mais de donner des éléments de définition et de contextualisation puisque l'un et l'autre renvoient à des expériences historiques qui en ont forgé le sens. Les deux excursus qu'on trouve dans les pages qui suivent n'ont aucune vocation à l'exhaustivité ; ils rappellent que loin d'être désincarnées, les idées politiques n'ont de force qu'à travers les personnes et les groupes qui les portent, les diffusent, s'y opposent ou combattent pour elles. « Ce sont les actions qui produisent des rêves et des idées, non l'inverse<sup>1890</sup> ».

Le courant anarchiste se forme au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle et prend pour point de départ l'*anti-gouvernementalisme*<sup>1891</sup> dans la mesure où ses partisans récusent la primauté du principe du gouvernement des uns par les autres, qu'il s'agisse d'un seul individu (en général, un homme) ou d'un groupe social sur un autre (c'est une différence majeure avec le libéralisme qui a fait des libertés individuelles et de la limitation des pouvoirs son principal cheval de bataille). De ce positionnement antiautoritaire découle une double critique des structures de domination et d'exploitation, de l'Etat et du capitalisme. Les pionniers de l'anarchisme sont cependant loin de tirer les mêmes conclusions de la sortie du cadre étatique : la libre association des individus revêt une pluralité de formes, rappelant que l'*anti-étatisme*<sup>1892</sup> n'est pas rétif par principe à toute organisation de la vie collective. Le

<sup>1889</sup> Cas MUDDE, Cristóbal ROVIRA KALTWASSER, *Brève introduction au populisme*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2018.

<sup>1890</sup> Kristin ROSS, *L'imaginaire de la Commune*, La fabrique éditions, 2015.

<sup>1891</sup> Edouard JOURDAIN, *L'anarchisme*, La Découverte, 2020, pp. 3-8. On pourra aussi consulter l'anthologie de : Daniel GUERIN, *Ni Dieu ni Maître. Anthologie de l'anarchisme*, La Découverte, 2012 (1970).

<sup>1892</sup> L'anti-étatisme anarchiste consiste surtout à remettre en question le mythe libéral d'un individu qui serait a-social et l'idée contractualiste qui en découle selon laquelle l'Etat résulterait d'une association d'individus libres et égaux.

fédéralisme de Joseph Proudhon qui préconise un retour vers l'échelle des communes et des cantons n'a cependant pas grand-chose en commun avec l'individualisme de Max Stirner<sup>1893</sup>. Ce dernier s'oppose à tout ce qui contraint le « Moi », appelant de ses vœux une « association des Egoïstes » qui maximiserait la puissance individuelle. Pour Stirner, l'enjeu serait de s'arracher à l'état social comme condition originnaire de dépendance.

Toute autre est l'option défendue par Bakounine qui creuse le sillon d'un socialisme libertaire s'opposant par la même occasion à l'horizon marxien du communisme. Le conflit entre Bakounine et Marx éclate notamment lors du Congrès de Bâle en 1869<sup>1894</sup>, laissant apparaître une scission entre les « communistes » qui défendent la prise du pouvoir étatique et les « collectivistes » qui prônent la destruction de l'Etat et son remplacement par une économie resocialisée, indexée sur les besoins sociaux et organisée par en bas. L'anarcho-communisme<sup>1895</sup> ou communisme libertaire désigne cette voie sinueuse qui cherche à se déprendre de l'Etat. Les nombreux débats qui animent dès le départ le courant anarchiste se réverbèrent sur ses ramifications contemporaines entre libertariens, libertaires ou anarcho-syndicalistes, entre des théories anti-sociales et des anarchistes qui mettent en pratique leurs idéaux dans les squats et collectifs que la théorie désigne parfois par le terme de « marge ». Il importe en effet de souligner que l'anarchisme ne se réduit pas aux quelques éléments de définition qu'on vient d'esquisser mais s'incarne dans des pratiques concrètes. Particulièrement actifs dans les conflits sociaux qui s'accroissent vers la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, les anarchistes ne s'illustrent pas uniquement grâce aux coups d'éclats de la « propagande par le fait ». Dans le sillage de la Commune de Paris, l'héritage anarchiste irrigue une multiplicité d'expériences qui émergent au début du XX<sup>ème</sup> siècle et ne se cantonnent pas aux frontières de l'Europe (par exemple, les *mancomunales*<sup>1896</sup> au Chili). Malgré la prépondérance des organisations marxistes, la tradition anarchiste se perpétue sous des formes plus stables à travers l'*anarchosyndicalisme* tout en refaisant périodiquement surface dans des mouvements sociaux tels que l'altermondialisme<sup>1897</sup>. Plus diffus, l'anarchisme aurait alors muté en « néoanarchisme » au sens où s'y « articule une politique du pluralisme autonome qui rejette non seulement l'Etat mais souvent le pouvoir lui-même, privilégiant à sa place des institutions alternatives, l'immédiateté de l'action préfigurative et une éthique du choix individuel<sup>1898</sup> ».

A l'échelle locale, dans des villes comme Istanbul ou Paris, encore davantage pour Barcelone, véritable berceau de l'anarchisme depuis la guerre d'Espagne<sup>1899</sup>, nombreux sont les

<sup>1893</sup> Max Stirner (1806 – 1856), Johann Kaspar Schmidt de son vrai nom, est un philosophe allemand affilié aux jeunes hégéliens et régulièrement pris pour cible par Marx et Engels. Il publie son œuvre majeure *L'unique et sa propriété* en 1844.

<sup>1894</sup> Jean-Christophe ANGAUT, « Le conflit Marx-Bakounine dans l'internationale : une confrontation des pratiques politiques », *Actuel Marx*, vol. 41, no. 1, 2007, pp. 112-129.

<sup>1895</sup> Pierre Kropotkine forge le terme en 1880.

<sup>1896</sup> Les *mancomunales* sont des organisations de travailleurs chiliens qui se forment au début du XX<sup>ème</sup> siècle et regroupent plusieurs professions-métiers fournissant des services sociaux à leurs affiliés.

<sup>1897</sup> L'influence de l'anarchisme ne se réduit pas aux « bords » du champ militant ou aux mouvements sociaux dits « alternatifs » pour reprendre la terminologie de Carlos Taïbo : il irrigue aussi une sensibilité littéraire dans les œuvres d'Orwell ou de Camus entre autres mais aussi dans le champ intellectuel français avec des théoriciens qui s'en revendiquent explicitement (Jacques Ellul) ou au contraire s'en défendent (si on se réfère à l'institutionnalisme de Castoriadis). Cette influence se fait plus directe dans les textes de Murray Bookchin qui théorise le municipalisme libertaire ou encore dans ceux d'Hakim Bey qui théorise les Zones d'Autonomie Temporaires.

<sup>1898</sup> Blair TAYLOR, « From alterglobalization to Occupy Wall Street: Neoanarchism and the new spirit of the left », *City*, 2013, vol. 17, no 6, p. 729-747. Dans son article, Bryan Taylor insiste sur les affinités du néolibéralisme avec le néoanarchisme. Cette démonstration part du présupposé que le néolibéralisme est lui aussi hostile à l'Etat, or il nécessite au contraire son redéploiement dans de multiples domaines pour organiser le marché de tous contre tous.

<sup>1899</sup> Phénomène particulièrement saillant pendant la guerre d'Espagne opposant les républicains et les phalanges franquistes. Pour un portrait de Barcelone pendant cette période charnière, on se reportera au récit de George

collectifs et individus à faire partie de ce vaste courant, qu'ils brandissent ou non le drapeau noir en particulier dans les réseaux affinitaires qui structurent les milieux autonomes<sup>1900</sup>. Ceci permet de mieux comprendre, en ce qui concerne les occupations de places, la présence récurrente de protagonistes qui prônent des pratiques antihierarchiques comme la prise de décision au consensus, les assemblées ou encore l'auto-organisation par en bas<sup>1901</sup>.

L'anarchisme des « Places » ne serait donc pas à entendre en un sens théorique, bien que de nombreux écrits y aient circulé notamment par le biais des bibliothèques gratuites qui y ont été montées. Il renverrait principalement à des manières d'agir, de s'organiser et de faire collectif qui privilégient l'action directe et refusent la hiérarchisation. Dire de certaines pratiques qu'elles sont « anarchisantes<sup>1902</sup> » revient à les inscrire dans un sillon libertaire sans nécessairement que celles et ceux qui les accomplissent s'en revendiquent explicitement. Ce qui ne signifie pas non plus que tous les protagonistes des rassemblements barcelonais, stambouliote et parisien seraient des anarchistes qui s'ignorent. La notion d'anarchisme implicite<sup>1903</sup> éclaire cette nuance entre les participants qui se disent ouvertement « anarchiste » et ceux qui n'ont pas recours à cette étiquette, voire même la réfutent. Il est ici plutôt question de qualifier des pratiques que de catégoriser des personnes.

Le principe d'égalité du temps de parole pendant les assemblées, le refus de la délégation-incarnation (et non de la délégation-rotation), le recours au consensus ou encore la remise en cause de la division genrée du travail sont des indices de cet ancrage antiautoritaire. Antiautoritaire n'est pas pour autant synonyme d'inorganisé : le foisonnement d'initiatives individuelles s'inscrit à l'intérieur d'un cadre collectif sans cesse renégocié. Ce type de pratiques entretient des affinités avec la critique de la démocratie représentative portée par ces mouvements (dans une moindre mesure pour Gezi) tout en soulevant la question du statut de l'expérience parfois chaotique des « Places ».

---

ORWELL, *Hommage à la Catalogne*, 1938 et au travail historiographique de Chris EALHAM, *Class, culture and conflict in Barcelona, 1898-1937*, Routledge, 2004.

<sup>1900</sup> Le diminutif dérivé du terme « autonome » désigne une mouvance qui se définit par leur autonomie vis-à-vis des cadres de mobilisation traditionnels, à distance des organisations partisans ou syndicales. La constellation autonome émerge en France dans les années 1975 (en 1977, l'Assemblée Générale Parisienne des Groupes Autonomes) avant de se connecter à l'anti-fascisme et de réapparaître au fil des luttes de la gauche extra-parlementaire. Cf. l'article de Audric VITIELLO, « 'Ultra-gauche' : esquisse de généalogie d'un courant politique radical », Fondation Jean Jaurès, 15 mars 2019, 23 pages [<http://michelgiraud.fr/files/2019/03/ultra-gauche-esquisse-de-genealogie-d-un-courant-politique-radical.pdf>].

<sup>1901</sup> La galaxie anarchiste comporte de nombreux autres inspireurs dont ne rend pas compte cet aperçu non-exhaustif : Elisée Reclus, James Guillaume, Joseph Déjacque, Louise Michel...

<sup>1902</sup> Mark BRAY, *Traduire l'anarchisme : l'anarchisme d'Occupy Wall Street*, Noire et Rouge, 2015 (2014).

<sup>1903</sup> Francis DUPUIS-DERI, *Les nouveaux anarchistes, de l'altermondialisme au zadisme*, Textuel, 2018.

Ce premier détour conduit au second terme de l'équation anarcho-populiste. Le populisme est souvent abordé au prisme de ce que Federico Tarragoni désigne par le terme de « populologie<sup>1904</sup> », un discours particulièrement dynamique qui circule dans les champs médiatique, politique et universitaire et fait du populisme une pathologie ou une dégénérescence de la démocratie. Cette association selon laquelle le populisme serait le produit du ressentiment populaire, de son irrationalité furieuse<sup>1905</sup> ou de son instrumentalisation démagogique tend à faire écran devant l'histoire de la notion. Son itinéraire ne se limite pas à ce populisme érigé en repoussoir, en particulier par la science politique européenne<sup>1906</sup>. Cette entreprise de démonétisation contraste avec sa réévaluation conceptuelle<sup>1907</sup>, notamment par Ernesto Laclau et Chantal Mouffe : il se mue alors en opérateur stratégique central par sa capacité à faire émerger un peuple et à repolitiser la démocratie.

Il est donc nécessaire de revenir sur les confusions qui affectent le concept de populisme afin de s'extraire des cadrages normatifs qui tendent à le disqualifier par avance ou au contraire à l'enchanter. L'itinéraire du mot « populisme » permet de mieux saisir les connotations négatives dont il est lesté. Le terme est inventé par les marxistes dans les années 1870 pour désigner de manière péjorative les *narodniki* (*narod* veut dire « peuple » en russe), des socialistes russes « démocrates ». Il sous-entend le rejet de la thèse que soutiennent ces derniers selon laquelle le potentiel révolutionnaire de la paysannerie pourrait conduire tout droit du féodalisme au socialisme sans passer par l'étape transitoire du capitalisme<sup>1908</sup>. A la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, le terme voyage ensuite de l'autre côté de l'Atlantique pour désigner le parti des fermiers ruinés : le *People's Party*. « Enfin, il apparaît en français, dans le Larousse de 1907, comme traduction du russe<sup>1909</sup> » avant de basculer rapidement de la sphère politique vers le champ esthétique désignant un courant littéraire qui cherche à dépeindre la vie des « gens du peuple ».

Le populisme prend donc sa source dans le mouvement d'avant-garde russe qui part de la « nécessité pour l'intellectuel de rompre avec sa position hiérarchique, pour « aller au peuple »<sup>1910</sup> » pavant la voie d'un socialisme agrairien qui libèrerait les paysans russes du joug des propriétaires terriens et de l'administration tsariste. Il s'adresse en particulier aux

<sup>1904</sup> Federico TARRAGONI, *L'esprit démocratique du populisme*, La Découverte, 2020. L'encadré qui suit prend appui sur l'ouvrage de Tarragoni et sur la thèse de Renaud Garcia en ce qui concerne les populistes russes.

<sup>1905</sup> Pour un exemple de compréhension du populisme comme un phénomène irrationnel lié au ressentiment populaire, cf Ghita IONESCU, Ernest GELLNER (dir.), *Populism : Its Meanings and National Characteristics*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1969. Pour Pierre Rosanvallon, la dualité entre peuple vertueux et peuple dangereux recoupe l'opposition entre démocratie et populisme : Pierre ROSANVALLON, « Penser le populisme », dans Catherine Colliot-Thélène et Florent Guénard (dir.), *Peuple et populisme*, Paris, PUF, 2014, pp. 27-42

<sup>1906</sup> Antoine CHOLLET, « De quelques mésusages de l'histoire », *Revue européenne des sciences sociales*, 2020, vol. 58, no 2, p. 97-116

<sup>1907</sup> Ernesto LACLAU, *La Raison populiste*, Paris, Seuil, 2008 ; Chantal MOUFFE, Íñigo ERREJON, *Construire un peuple. Pour une radicalisation de la démocratie*, Paris, Éditions du Cerf, 2017.

<sup>1908</sup> Maximilien RUBEL, « Karl Marx et le socialisme populiste russe », *La Revue Socialiste*, n°11, Mai 1947

<sup>1909</sup> Federico TARRAGONI « Chapitre 3. Les populistes à leur source », *L'esprit démocratique du populisme*, op cit, p. 145-214.

<sup>1910</sup> Renaud GARCIA, *Nature humaine et anarchie : la pensée de Pierre Kropotkine*, Thèse de doctorat. Ecole normale supérieure de Lyon-ENS LYON, 2012.

« descendants des nobles totalement ruinés, [aux] roturiers, [aux] séminaristes et [aux] enfants des paysans<sup>1911</sup> » qui font l'« intermédiaire entre la pensée révolutionnaire et le peuple<sup>1912</sup> ». Ce qu'on désigne par le terme de populisme russe se traduit dans les faits par des échanges théoriques dans des cercles intellectuels assez réduits (par exemple Kropotkine diffuse les thèses de Bakounine dans le cercle Tchaïkovski) et des adresses publiques qui cherchent à attiser l'esprit de révolte<sup>1913</sup>. Le populisme russe tel qu'il se développe chez Bakounine fait des communes paysannes le terreau fertile d'une révolution<sup>1914</sup>. Le pèlerinage des communautés rurales dure de 1874 et 1876 mais les groupes dispersés d'étudiants ne parviennent pas à se fondre dans la masse, se heurtant à la méfiance des paysans<sup>1915</sup>. La « marche au peuple » se solde par un échec et une répression sévère du pouvoir autocratique<sup>1916</sup>. Le fil populiste n'est pas pour autant rompu et se mêle à l'anarchisme par l'émigration russe et au marxisme de Lénine, signalant une généalogie croisée<sup>1917</sup>. Le célèbre traité de Lénine – *Que faire ?* – emprunte son titre au roman de Tchernychevski de 1863 (alors que son auteur est incarcéré dans les geôles tsaristes). On peut aussi remarquer que la tendance populiste à parfois se mirer dans un peuple idéalisé se réverbère aussi sur l'ouvriérisme de la tradition marxiste.

La matrice historique du populisme ne se limite cependant pas au mouvement agraire russe (1848 – 1890) avec le mouvement des fermiers états-uniens du *People's Party*<sup>1918</sup> (1877-1896) et les expériences latino-américaines entre 1930 et 1960 telles que le péronisme argentin, le gétulisme brésilien, le gaitanisme colombien ou encore le cardénisme mexicain. Celles-ci se sont renouvelées avec l'accession au pouvoir d'Hugo Chavez (1998 – 2012) au Venezuela et d'Evo Morales en Bolivie (2005). Aussi contrastées soient-elles, ces expériences seraient la manifestation d'un même phénomène historique qui se rattache à une tradition « radicale, contestataire et plébéienne<sup>1919</sup> » ancrée à gauche. La démarche archéologique que suit Tarragoni fait ainsi émerger quatre traits qui traduisent une volonté de refondation démocratique :

- une dimension radicale et révolutionnaire qui peut dériver vers une forme d'autoritarisme une fois au pouvoir ;

<sup>1911</sup> L'article « La science et le peuple » que Bakounine publie dans l'unique numéro du journal de l'émigration russe *Narodnoe Delo (La Cause du Peuple)* en donne un bon exemple.

<sup>1912</sup> Mikhail BAKOUNINE, « La science et le peuple », 1868 cité dans Renaud GARCIA, *Nature humaine et anarchie : la pensée de Pierre Kropotkine*, op cit, p. 44. Bakounine publie dans l'unique numéro du journal de l'émigration russe *Narodnoe Delo (La Cause du Peuple)*.

<sup>1913</sup> Franco VENTURI, *Les intellectuels, le peuple et la révolution*, 1972 (1952).

<sup>1914</sup> Renaud GARCIA, *Nature humaine et anarchie : la pensée de Pierre Kropotkine*, op cit, p. 47. Les deux termes traductibles par le terme de commune revêtent des significations différentes : le *mir* désigne l'assemblée du village où se règlent les différends liés à la propriété ; l'*obshchina* correspond à l'association des paysans propriétaires : les deux se lient dans une solidarité de fait.

<sup>1915</sup> Alain PESSIN, *Le Populisme russe (1821-1881) ou la rencontre avec un peuple imaginaire : populisme, mythe et anarchie*, Lyon, Atelier de création libertaire, 1997. Le tsar a alors fermé les universités comme foyers de subversion, ce qui joue le rôle d'événement déclencheur.

<sup>1916</sup> Il est à noter que cet échec constitue un événement socialisateur pour une troisième cohorte d'individus, une « génération » qui va se tourner vers violence politique. Le populisme russe se compose de plusieurs générations successives : les « inspirateurs » d'extraction sociale bourgeoise ou noble (Bakounine) ; les militants intellectuels avec Piotr Lavrov ou Nikolaï Tchernychevski qui appartiennent à la classe des *raznotchintsy* (« sans rang ») et ont été marqués par le « Printemps des peuples » de 1848.

<sup>1917</sup> Simon CLARKE, « Was Lenin a marxist? The populist roots of marxism-leninism », *Historical Materialism*, n° 3, 1998, p. 3-28. Mathieu Renault, « Traduire le marxisme dans le monde non occidental. Lénine contre les populistes », *Revue Période*, 13 avril 2017.

<sup>1918</sup> Le *People's Party* est créé lors d'une convention nationale à Saint-Louis en février 1882 ; en parallèle émerge dans le Sud un « populisme Noir » (*Black populism*) que l'historiographie a largement occulté. Cf Martin DANN, « Black populism : a study of the colored farmers' alliance through 1891 », *The Journal of Ethnic Studies*, 1974, vol. 2, n°3.

<sup>1919</sup> Federico TARRAGONI, *L'esprit démocratique du populisme*, op cit.

- le soutien de mouvements sociaux « interclasses » qui s'exposent au risque d'une perte d'autonomie concomitante avec l'extension de la sphère étatique ;
- l'apparition dans un deuxième temps d'un leader charismatique susceptible de fédérer des demandes hétérogènes au risque du culte du chef ;
- une définition plébéienne du « peuple<sup>1920</sup> ».

Selon Tarragoni, le « moment » populiste se découpe ainsi en deux phases consécutives de mobilisation puis d'institutionnalisation, de fluidité et de consolidation institutionnelle, d'ensauvagement et de domestication. Celle-ci coïnciderait avec l'apparition de leaders charismatiques qui captent la mobilisation plus qu'ils n'en sont issus<sup>1921</sup>. Proclamant la prééminence de la volonté du peuple, la polarisation « peuple » - « élites » se situe au principe du populisme. Elle expose par conséquent au risque d'un basculement vers le « peuple-Un<sup>1922</sup> » qui s'expliquerait par le maintien de la logique antagonistique initiale une fois au pouvoir (pouvant aller jusqu'à la production d'ennemis de l'intérieur). Anti-élitaire, le populisme dégénérerait alors vers un *anti-pluralisme* bien que cette issue ne soit pas une fatalité. L'expérience du péronisme est ainsi indissociable de celle du parti de masse qui lui est associé : le populisme n'est donc pas nécessairement plébiscitaire et privé de médiations. La convocation d'assemblées constituantes (1999 pour le Venezuela, 2008 pour l'Equateur et 2009 pour la Bolivie) et la constitutionnalisation des droits des indigènes par Evo Morales rappellent aussi que le populisme ne doit pas être confondu avec le nationalisme, le bonapartisme, le maccarthysme ou le fascisme qui sont, comme l'écrivait déjà Isaiah Berlin, des « faux populismes<sup>1923</sup> ». Il n'empêche que les expériences latino-américaines récentes ont confirmé la tendance à « une évolution hypertrophique de l'Etat et un autoritarisme croissant<sup>1924</sup> » ainsi qu'au « personnalisme du leader<sup>1925</sup> ». Force est cependant de préciser que dans sa phase initiale, le populisme repose sur des mobilisations « inter-classes », acéphales ou polycéphales, ce qui autorise un rapprochement avec les « mouvements de places ». Contrairement à ce que soutient Ernesto Laclau, le populisme n'a pas forcément vocation à se cristalliser dans un leader charismatique qui lui donne son nom comme Perón avec le péronisme. Le code génétique du « populisme » ne se réduit pas à cette logique d'incarnation ; ce n'est qu'un allèle qui peut prendre le dessus ou ne pas s'exprimer en fonction des configurations.

Les campements et les assemblées ne sont pas seulement le théâtre d'une communion égalitaire.

Si on suit la piste populiste, les « Places » constitueraient également « une scène du peuple ; un

<sup>1920</sup> La question reste ouverte de savoir si le populisme peut échapper à l'amphibologie du « peuple » : il semble en effet pertinent de considérer que le populisme peut s'arrimer à un imaginaire plébéien comme il peut s'enraciner dans une définition ethno-nationaliste du peuple ou servir les intérêts d'une classe dominante. Laclau distingue sur ce point un « populisme des classes dominantes », instrumental et par en haut (par exemple le tatchérisme), d'un « populisme des dominés », par en bas (le péronisme). Pour une remarque qui va dans ce sens d'une ambivalence du populisme, cf la recension d'Audric VITIELLO, *Critique internationale*, vol. 89, n°4, 2020, p. 201 – 205 et l'article de Jean-Yves PRANCHERE, « Quel concept de populisme ? », *Revue européenne des sciences sociales*, vol. 58-2, no. 2, 2020, pp. 19-37.

<sup>1921</sup> On peut faire la même remarque pour la récupération du 15M par ce qui va devenir Podemos.

<sup>1922</sup> Claude LEFORT, *Un homme en trop*, Belin, 2015 (1976).

<sup>1923</sup> Isaiah BERLIN, « To define populism » in *Government and Opposition*, Vol. 3, N° 2, 1968, p. 177 – 179. « Le populisme ne peut pas être un mouvement consciemment minoritaire. Que ce soit vrai ou faux, il se mobilise pour la majorité des hommes, la majorité des hommes qui sont lésés d'une manière ou d'une autre » (ma traduction).

<sup>1924</sup> Federico TARRAGONI, *L'esprit démocratique du populisme*, *op cit*, p. 259.

<sup>1925</sup> *Ibid*

espace de représentation plutôt que de participation<sup>1926</sup> ». Ce second pan de l'hypothèse implique d'affiner notre conception de la représentation. Appliquer ce concept aux mouvements sociaux suppose en effet de rompre avec un présupposé tacite de la sociologie critique qui identifie la représentation à l'élection. Elle requiert également d'aller à l'encontre des discours émiques profondément réfractaires à la représentation et à la remise de soi. Se donner une compréhension élargie de la représentation permet d'interroger la prétention des protagonistes qui se mobilisent *en tant* que citoyens à parler *au nom* du peuple.

Les pages qui suivent ne cherchent donc pas à engager une discussion interne mais à mettre l'hypothèse « anarcho-populiste » au travail et à la déplier dans un questionnement à double entrée. Si les « Places » renvoient à une expérience de « mini-démocratie » à ciel ouvert, quelle est la portée de ce type d'engagement qu'on qualifie parfois de « préfiguratif<sup>1927</sup> » ? Si les assemblées et rassemblements sont une manière parmi d'autres de faire peuple, ne renvoient-elles pas également une mise en scène du « peuple des places » ? On gagnerait donc à interroger les « Places » comme des espaces de participation *et* de représentation. La force de cette approche théorico-empirique est de mettre en discussion plusieurs concepts-clefs de la théorie politique : l'autonomie, l'hégémonie et la démocratie. Les rassemblements de places sont dans un premier temps abordés à l'aune des assemblées et de l'autonomie des pratiques qui s'y déploient (1) pour ensuite les interroger comme des espaces de représentation au prisme de leur potentiel hégémonique (2) avant de proposer une synthèse à partir du cadre conceptuel des *representative claims* (3).

## 1. Faire démocratie : les assemblées du 15M et de Nuit debout

« On ne peut imaginer que le peuple reste incessamment  
assemblé pour vaquer aux affaires publiques, et l'on voit aisément qu'il  
ne saurait établir pour cela des commissions, sans que la forme de  
l'administration change<sup>1928</sup>. »

Les assemblées à ciel ouvert sont probablement une des pratiques les plus emblématiques des « mouvements de places ». Ces pratiques assembléaires ont tissé la trame quotidienne des

---

<sup>1926</sup> Paolo GERBAUDO, *The mask and the flag*, *op cit.*, p. 179

<sup>1927</sup> Sur l'engagement préfiguratif, cf. Audric VITIELLO, « La démocratie radicale entre action et institution », *Raisons politiques*, 2019, n° 3, p. 63-93. Geoffrey PLEYERS, « Engagement et relation à soi chez les jeunes alteractivistes », *Agora débats/jeunesses*, 2016, n°1, p. 107-122. Cf également : Daniel MURRAY, « Prefiguration or actualization? Radical democracy and counter-institution in the occupy movement », *Berkeley Journal of Sociology*, 2014, vol. 11.

<sup>1928</sup> Jean-Jacques ROUSSEAU, *Le contrat social*, III, IV, 1762.

« Places » en particulier pendant les séquences des 15M et Nuits debout. Elles ont aussi donné lieu à de vives critiques qui dénoncent la tendance à fétichiser les assemblées.

Dans le parc Gezi, le format des prises de parole se rapproche davantage des dispositifs asymétriques typiques des meetings politiques avec une tribune ornée de banderoles et un public qui acclame les organisateurs ou porte-parole du mouvement<sup>1929</sup>. Les décisions se prennent en coulisses au cours de réunions qui se tenaient dans un local militant et pouvaient durer jusqu'à sept heures d'affilée, ce qui les rendait particulièrement difficiles à suivre<sup>1930</sup>. Ce n'est qu'après l'évacuation du campement que se multiplient les *forums* dans des parcs d'Istanbul et d'autres villes, hormis celui de Gezi dont l'accès reste défendu et gardé 24 heures sur 24. Comme le rapporte Jean-François Pérouse, la quarantaine de forums qui voit le jour au cours de l'été 2013 est majoritairement investie par des participants encartés dans les partis d'opposition, affiliés à des organisations de gauche radicale et des professionnels<sup>1931</sup>. Plus hétérogènes par leur composition sociologique, les *forums* qui fleurissent dans le sillage de Gezi sont régis par un principe d'inclusivité avec une injonction à ne pas « marginaliser » (*ötekileştirme*) les adversaires, y compris les électeurs de l'AKP<sup>1932</sup>. Certains forums se sont même ancrés dans la durée tel le forum des femmes de Yoğurtçu<sup>1933</sup>. Le déroulement ritualisé des forums se rapproche davantage des deux autres « mouvements de places » avec des tours de parole ouverts et une interaction réglée par le silence et le langage des mains : « ce qui était incroyable le silence absolu, personne n'avait le droit de parler, en dehors du... de la scène [...] Quelqu'un montait sur scène, prenait le micro et tout le monde pouvait prendre le micro et proposait des choses ou donnait son opinion. Et en fait les gens réagissaient d'une manière... pour applaudir et valider, ils avaient (ils secouent ses mains en l'air) ... quand on était contre, on faisait ça et ça, ta gueule ! (il positionne ses mains en croix)<sup>1934</sup> ».

Cette sous-section s'en tient cependant aux assemblées qui se sont déroulées places de la Catalogne (15M) et de la République (Nuit debout) compte-tenu de la difficulté d'accéder à des

---

<sup>1929</sup> Videoccupy, « Une journée pluvieuse au parc Gezi », 14 juin 2013. Accessible en ligne [<https://www.youtube.com/watch?v=D09FdVWCrwQ>]. La tribune est ornée de la banderole « Solidarité Taksim ».

<sup>1930</sup> Entretien avec Azylis, *op cit*.

<sup>1931</sup> Jean-François PÉROUSE « Les événements de Gezi, ou le début de la « dérive autoritaire », vu des périphéries... », *Mouvements*, vol. 90, no. 2, 2017, pp. 109-119.

<sup>1932</sup> Öznur KARAKAS, « Gezi Assemblages : Emergence as Embodiment in the Gezi Movement », thèse de doctorat, Université Ouverte de Catalogne, p. 168. La cohabitation est aussi tendue entre les kémalistes et les Kurdes et Arméniens du fait du tabou historique du génocide arménien et des séquences régulières de persécution du peuple kurde.

<sup>1933</sup> Agathe FAUTRAS, « Résister en situation autoritaire : le cas des collectifs militants d'après-Gezi à Istanbul (2013-2018) », *Carnets de géographes*, 12, 2019.

<sup>1934</sup> Entretien avec Asaph, *op cit*.



sources de première-main, de la barrière de la langue et du déphasage entre les *forums* et l'occupation du parc. La comparaison se resserre donc autour de ces deux cas d'étude. L'enjeu est de montrer, à partir d'écrits produits *in situ* (compte-rendu de commissions et d'assemblée, tracts, panneaux, tribunes etc.) et de discours récoltés *ex post* (entretiens et récits), comment ces expériences peuvent s'éclairer mutuellement et donner matière à réflexion par rapport au potentiel et aux limites démocratiques du « plein-air pluriel ».

Les assemblées « populaires » ou « générales » qui ont scandé les 15M barcelonais et Nuits debout parisiennes sont guidées par des principes donnant lieu à un faisceau de ressemblances<sup>1935</sup> : n'importe qui peut en théorie y prendre la parole à condition de s'inscrire sur une liste auprès de l'équipe de modération et de respecter le temps imparti ; le public est prié de s'exprimer par un langage des mains codifié (le « moulinet » pour les choses déjà dites, les mains en croix pour exprimer une opposition, en losange contre les propos sexistes, l'approbation générale avec les mains qui tournent etc.)<sup>1936</sup>. Pendant certaines assemblées, un « crieur public » est chargé de lire à voix haute des messages devant l'assemblée<sup>1937</sup>. Les soirs où la sonorisation est absente ou défaillante, on recourt à la technique du microphone humain (chacun répète ce qui vient d'être dit à son voisin) en particulier sur la place de la République, ce qui rappelle les limites de l'occupation y compris au plan sonore. Cette ritualisation repose sur une division des tâches et une distribution des rôles de la modération, de la facilitation, du chronométrage etc. L'organisation des assemblées où affluent parfois plusieurs centaines voire milliers de participants (plusieurs dizaines de milliers lors des « grands soirs » à Barcelone) n'est donc pas laissée au hasard mais encadrée par une équipe de modérateurs, secrétaires et de preneurs de tour de parole.

A l'échelle de la place, les assemblées s'insèrent dans une division du travail que donne à voir la segmentation spatiale entre les commissions, sous-commissions, inter-commissions, ateliers et groupes qui eux-mêmes répondent à un fonctionnement assembléaire. Le soir venu, le campement (*acampada*) se mue en assemblée (*asamblea*). Celle-ci commence par les commissions qui exposent leurs besoins et travaux, lancent des appels ; viennent ensuite les

---

<sup>1935</sup> Les assemblées et forums qui se sont déroulés dans les parcs pendant et après les événements de Gezi ne seront pas ici abordés faute de données suffisamment précises ; ces assemblées à ciel ouvert ont présidé à certaines décisions en particulier celle de quitter le parc en laissant une tente symbolique en signe de protestation. Cf YIGIT TURAN Burcu, « OCCUPY GEZI PARK. The Never-Ending Search for Democracy, Public Space, and Alternative City-Making » in Jeffrey Hou et Sabine Knierbein, éd., *City unsilenced: urban resistance and public space in the age of shrinking democracy*, New York Routledge, Taylor& Francis Group, 2017, chapitre 7.

<sup>1936</sup> Pendant les assemblées de Nuit debout, il est autorisé de manifester une « opposition radicale » et de solliciter un « point technique ».

<sup>1937</sup> Vote de la commission « Démocratie », compte-rendu du 9 avril 2016.

tours de parole « libre » qui revêtent parfois un aspect « bordélique<sup>1938</sup> », point sur lequel convergent les récits.

Il va sans dire que le fonctionnement assembléaire n'a pas été inventé par les *quincemayistas* ou les *nuitedeboutistes* mais qu'il se rattache à de multiples traditions de lutte : le mouvement squat *Okupa* en Espagne, les mouvements estudiantins, les assemblées anarchosyndicalistes ou syndicales, les coordinations interprofessionnelles... C'est une manière fréquente de fabriquer de l'unité à partir du pluriel dans les mouvements sociaux, ce qui peut expliquer que les organisateurs qui posent le cadre des occupations y aient d'emblée recours du fait de leur socialisation antérieure. A Barcelone (où rappelons-le l'influence de *Democracia Real Ya !* reste limitée par rapport au cas madrilène) comme à Paris, ce sont des activistes et militants – associatifs, partisans, syndicalistes – qui prennent l'initiative d'occuper la place. Rapidement, un « ordre » émerge dans ce désordre festif et cacophonique, traçant les contours d'une « démocratie de la place publique<sup>1939</sup> ». Les assemblées font partie de ces routines qui s'installent et se répètent ; si on prend le critère de la durée et de la dépersonnalisation, on peut même convenir qu'elles s'institutionnalisent en très peu de temps. Dès le 2 avril sur la place de la République, il est décidé de se donner rendez-vous tous les jours à heure fixe pour l'« Assemblée<sup>1940</sup> ».

Les analyses sociologiques se sont ainsi penchées sur la dimension rituelle de ces manières d'interagir réglées par des rites précis<sup>1941</sup> qui se répètent de jour en jour. A Barcelone, il est d'usage de faire un maximum de bruit en tambourinant sur des ustensiles domestiques (c'est la « minute de bruit ») avant de faire place à l'assemblée munie de puissantes enceintes qui couvrent les trois hectares de la place. L'Assemblée (au singulier et avec une majuscule, le terme désigne l'assemblée du mouvement tandis que les places fourmillent de groupes de parole ou *charlas*) constitue une des principales manifestations des rassemblements.

---

<sup>1938</sup> David, 37 ans, documentaliste dans un lycée, militant depuis plus de vingt ans, membre de la Ligue Communiste Révolutionnaire puis du Nouveau Parti-Anticapitaliste, participant aux Indignés de 2011 (« Occupy la Défense ») et aux Assemblées Inter-professionnelles en Île-de-France, membre de la commission « Démocratie » puis de la commission « Nuit debout », Paris, juin 2019.

<sup>1939</sup> Héloïse NEZ, « Délibérer au sein d'un mouvement social. Ethnographie des assemblées des Indignés à Madrid » *Participations* - Revue de sciences sociales sur la démocratie et la citoyenneté, De Boeck Supérieur, 2012, pp.79-102. KOKOREFF Michel, « Nuit debout sur place », *Les Temps Modernes*, 2016, n°5, p. 157 – 176.

<sup>1940</sup> Zoé CAMUS, *Pour une description sémantique des assemblées citoyennes politiques : étude de Marinaleda, du NPA et de Nuit debout*, *op cit*, p. 396. Cette transcription corrobore le récit que livre Benoît. Entretien avec Benoît, *op cit*.

<sup>1941</sup> Adriana RAZQUIN, *Didáctica ciudadana: la vida política en las plazas. Etnografía del movimiento 15M*, Université de Grenade, 2017. Un rite peut se définir comme « une séquence d'actions symboliques codifiées et organisées dans le temps » en l'occurrence par la répétition à travers le temps des codes assembléaires. Cf Aurélien YANNIC, *Le rituel*, Paris, France, Editions CNRS, 2010.

Les assemblées peuvent aussi se déchiffrer à l'aune des mythes fondateurs qu'elles réactivent en lien avec la place publique : mythes de l'agora ou du *maidan* qui évoque aussi les imaginaires communaux ou conseillistes. La « démocratie assembléiste » a aussi été appréhendée à l'aune des rapports de domination qu'elle reproduit et des structures de représentation<sup>1942</sup> qu'elle porte, que le veillent ou non les participants. Rien ne permet en effet d'affirmer qu'une assemblée à ciel ouvert égalise des positions sociales asymétriques. Bien que les assemblées se tiennent dans des espaces « publics », il subsiste des barrières invisibles : aux inégalités d'accès à l'espace urbain comme espace vécu (en particulier du fait de la ségrégation socio-spatiale à l'échelle métropolitaine) s'ajoutent les inégalités liées à la division genrée du travail de reproduction sociale et aux disparités de compétences en matière de prise de parole en public. Celles-ci restent tributaires des capitaux culturels et militants et notamment des dispositions à user de son corps dans un espace assembléaire<sup>1943</sup>. La théorie des champs offre un contre-éclairage stimulant aux discours parfois enchantés des parties prenantes. Raisonner uniquement au prisme des rapports de domination expose cependant au risque de ne pas percevoir le rôle que jouent les assemblées dans la construction du collectif.

Si on resserre la focale sur Nuit debout, les assemblées offrent un poste d'observation complémentaire de la généalogie du mouvement. Les trajectoires d'engagement y donnent à voir la circulation des normes et d'un répertoire d'action directement importés du 15M. Lorsque Pietro<sup>1944</sup>, membre de la branche parisienne de *Podemos*, débarque place de la République le lendemain du 31 mars, il constate que les assemblées peinent à démarrer et décide alors de prêter main-forte en mettant à profit son expérience du 15M madrilène. Agé de 37 ans, sans emploi et inscrit à l'université au cours de l'année 2016, c'est un « précaire<sup>1945</sup> » intellectuel. Il rejoint la commission « Démocratie sur la place » et traduit des guides de dynamisation des assemblées mis au point pendant le 15M, improvisant un rôle d'intermédiation. L'inspiration espagnole vient aussi de l'intérieur. Membre du comité de pilotage « Convergence des luttes »,

---

<sup>1942</sup> Ce qui n'est pas spécifique aux assemblées de Nuit debout ou du 15M comme le fait remarquer Salomé, modératrice des assemblées et membre de la commission « Démocratie » : « Si tu t'inscris sur la liste des tours de parole et que t'attends un petit peu, y'a facilement 25 ou 50 personnes devant toi pour parler. Donc ce que tu voulais dire ça a le temps d'être déjà répété trois fois presque. Tu vois l'intelligence collective ça marche bien. »

<sup>1943</sup> José Luis MORENO PESTAÑA, « Penser la palabra libre con Michel Foucault : una etnografía de las asambleas del 15-M », 2011.

<sup>1944</sup> Entretien avec Pietro, 37 ans, espagnol, membre de Podemos Paris et participant du 15M. Entretien réalisé à distance en novembre 2019.

<sup>1945</sup> Sur l'auto-classification comme « intello précaire » et sur cette figure sociale d'un déclassement sectorisé, nous renvoyons aux travaux de Cyprien Tasset : Cyprien TASSET, « Se catégoriser comme «intello précaire» » Politiques de communication, 2018, no 1, p. 95-124.

Artémis<sup>1946</sup>, revient d'un séjour ERASMUS<sup>1947</sup> à Madrid où il a fréquenté les cercles *Podemos* qui lui ont fait dépasser ses a priori négatifs sur les assemblées et « la démocratie, tout ça ». De retour en France, il se lance avec des « amis politisés mais pas militants » - la nuance mérite d'être relevée puisqu'elle indique l'absence d'affiliation à une organisation - dans « une tournée de toutes les réunions politiques du moment » (le Nouveau Parti Anti-Capitaliste, la revue *Ballast*, le collectif « Ensemble ! », ce n'est donc pas un primo-contestataire) en appelant à organiser des assemblées et intègre finalement le comité de pilotage de Nuit debout :

« On rentre dans le truc d'organisation. et donc avec nos potes, [...]on dit « nous on propose de faire une commission Assemblée Populaire ». Et en fait le truc c'est qu'après un peu sur le ton de la blague on va nous le reprocher quoi. Là c'est le quart d'heure où je me présente comme le visionnaire. C'est qu'en gros au début ils voulaient faire une occupation. [...]Et donc avec nos potes, on était sur le truc ‘bah non mais faut faire des AG’’, faut faire des assemblées, des assemblées citoyennes et ça sera le coeur du mouvement. »  
- Avec en tête ce qui s'est passé pendant le 15M ?  
- Ouais exactement. Ah oui oui totalement, nous, c'était clairement ça la réflexion. Donc voilà. En gros, on était en mode "ouais faut faire des assemblées citoyennes"[...] Donc c'est pour ça qu'on fait cette commission- là [la commission Assemblée Populaire qui devient ensuite la commission Démocratie]. »

Par la suite, on lui reproche sur le registre de l'ironie d'avoir pris l'initiative d'assemblées qui font l'objet de vives controverses internes rejoignant des débats qui ont aussi traversé la place de la Catalogne pendant le 15M. On gagne alors à mettre en regard les travaux des groupes qui ont plus spécifiquement pris en charge le travail assembléaire, c'est-à-dire l'organisation quotidienne des assemblées tant d'un point de vue logistique ainsi que leur élaboration théorique.

---

<sup>1946</sup> Artémis, 26 ans, diplômé de science politique, attaché parlementaire d'une députée européenne qui a aussi participé à Nuit debout, militant queer. Entretien réalisé à Montreuil en septembre 2019.

<sup>1947</sup> L'acronyme ERASMUS, en anglais *EuRopean Action Scheme for the Mobility of University Students*, est un programme d'échange universitaire européen fondé en 1987.



Assemblée de Nuit debout, traduction en langage des signes, Michel Kokoreff, sans date

### 1.1. « Tu vas pas réinventer deux mille ans de réflexion sur la démocratie<sup>1948</sup> »

La commission « Démocratie sur la place » des Nuits debout parisiennes présente un air de famille avec la commission de dynamisation des assemblées du 15M barcelonais. Les deux groupes ont joué un rôle-clef dans l'animation des assemblées « générales » ou « populaires » qui sont devenues quotidiennes. Cette comparaison à deux fronts mobilise plusieurs types de sources qui restent fragmentaires : elle prend d'abord appui sur le dépouillage des compte-rendu d'assemblée et des réunions de commission et se nourrit également des entretiens semi-directifs et des sources de seconde-main lorsque ceux-ci n'ont pas été possibles<sup>1949</sup>. Le dialogue entre les deux terrains s'enrichit aussi des perspectives critiques qu'ouvrent plusieurs textes produits

---

<sup>1948</sup> Artémis, *op cit.*

<sup>1949</sup> C'est le cas du long entretien de Sandra Ezquerra avec le quotidien catalan *La Vanguardia*. Membre d'Izquierda Unida, trentenaire, elle participe activement à la dynamisation des assemblées pendant les trois premières semaines des assemblées. *La Vanguardia*, Entretien avec Sandra Ezquerra, 10 juin 2011. Il n'a pas été possible de conduire d'entretien avec Sandra Ezquerra du fait de l'interruption du terrain barcelonais en mars 2020 ; cependant, le fait que l'entretien de presse soit extrêmement détaillé et surtout *contemporain* des événements en fait une source précieuse.

par des militants anarchistes (sur deux supports distincts : un poster et un tract). L'aversion pour l'assemblée est aussi répandue dans les courants libertaires français, en particulier parmi le courant dit des *appelistes*<sup>1950</sup>. En aucun cas, ces sources hétérogènes ne prétendent rendre compte de la diversité des expériences vécues par les protagonistes impliqués dans l'une ou l'autre commission : ce ne sont que des fusées éclairantes dont on espère que leur trajectoire permet d'y voir un peu plus clair dans le foisonnement phénoménal des « Places ». Cette comparaison « inter-commission » ne revêt pas seulement une portée pratique : elle autorise une montée en généralité théorique au sujet de la démocratie des mouvements sociaux et de ce qu'il en est de la démocratie pour celles et ceux qui ont fait l'expérience de ces assemblées.

Les deux commissions accomplissent des tâches similaires de modération et d'organisation des assemblées. D'un côté, la commission « Dynamisation des assemblées », forte d'une vingtaine d'unités, les anime quotidiennement rappelant les règles d'interaction (langage des mains), en faisant circuler la parole ou encore en aménageant des allées pour circuler dans l'espace assembléaire. Sa naissance est concomitante de la mise en place du campement de même que la commission « Démocratie sur la place » qui voit le jour dès le 1er avril 2016. Ce « groupe de travail sur les problèmes techniques d'une AG<sup>1951</sup> » s'occupe également de la modération des assemblées et de « l'élaboration du processus de vote » (c'est le nom d'un des sous-groupes). La commission « Démocratie » (en abrégé) constitue aussi le point de passage de modératrices et modérateurs qui vont rapidement s'en détourner une fois formés<sup>1952</sup>. Une partie de la commission poursuit des ambitions plus théoriques qui consistent à rédiger une espèce de « Constitution de la place de la République<sup>1953</sup> ». Le quotidien de la commission reste scandé par l'organisation des assemblées en parallèle de l'élaboration d'un processus de vote qui serait susceptible de légitimer les décisions prises au nom de Nuit debout (lequel ne sera expérimenté qu'une seule fois, sans résultat).

Les deux groupes ont donc pour mission de « faire tourner » les assemblées « générales » qui constituent un des piliers de la mobilisation, ce qui appelle aussitôt une clarification sémantique.

---

<sup>1950</sup> COMITE INVISIBLE, *Maintenant*, Paris, La Fabrique, 2017. Les auteurs anonymes de ce texte collectif dénoncent la « bureaucratie du micro » et le « spectacle de l'horizontalité » qui ne serait qu'une mise en scène. On trouve des critiques analogues au sujet des assemblées de Barcelone dans leur ouvrage précédent : COMITE INVISIBLE, *A nos amis*, Paris, La Fabrique, 2014. Il est à noter que le courant dit des « appelistes » a exercé une influence non négligeable sur la fraction autonome des étudiants et lycéens, notamment ceux du Mouvement InterLuttes Indépendant créé en 2013 en réaction à l'affaire « Léonarda ».

<sup>1951</sup> Compte-rendu de l'assemblée de la commission « Démocratie », Wikidebout, 32 mars (1<sup>er</sup> avril 2016).

<sup>1952</sup> Entretien avec Salomé, *op cit*.

<sup>1953</sup> Patrice MANIGLIER, « Nuit Debout : une expérience de pensée », *Les Temps modernes*, 2016, no 5, p. 199-259.

Parler d'assemblée ne doit pas prêter à confusion quand celles-ci rassemblent plusieurs milliers de participants : comme le soulignent à plusieurs reprises les compte-rendu, l'« AG » n'a pas vocation à produire de la délibération. Dès le 18 mai 2011 sur la place de la Catalogne, il est décidé qu'« on ne débat pas en assemblée mais dans les commissions et qu'il y a des tours [de parole] ouverts dans chaque assemblée pour s'exprimer<sup>1954</sup> ». L'assistance se compose alors d'environ 300 personnes contre 50 la veille au soir (1500 le lendemain, ce qui indique une forte hausse de la participation). Il est aussi rappelé que les espaces centraux rebaptisés « Islande », « Palestine » et « Tahrir » sont des « forums ouverts de discussion<sup>1955</sup> ». On observe une division analogue sur la place de la République entre les assemblées dites « populaires<sup>1956</sup> » où chacun.e peut intervenir comme bon lui semble et les des assemblées dites de « coordination » (assemblées générales ou « vraies AG où l'on vote » après un débat<sup>1957</sup>) chargées de prendre des décisions au nom du collectif<sup>1958</sup>.

Les dispositifs assembléaires qui occupent, si ce n'est tout l'espace partagé, du moins une large partie pendant parfois de longues heures, sont aussi régis par un principe d'inclusivité. La volonté de rendre le cadre des « AG » le plus inclusif possible ressort à travers les médiations qui en sont les rouages : l'interaction par les gestes pour éviter la cacophonie, modération et limitation du temps de parole, incitation à la prise de parole, boîte à proposition pour celles et ceux qui n'osent pas le faire, traduction simultanées en castillan ou en langage des signes (cf photographie ci-dessus), aux personnes handicapées (commission « Diversité Fonctionnelle » à Barcelone),... La tâche qui incombe aux deux commissions est de dynamiser les assemblées, de faire participer en particulier les nouveaux venus comme le rapporte Sandra Ezquerra : « Les animateurs de l'assemblée essaient d'assurer une rotation et demandent que ceux qui assistent à une assemblée pour la première fois ou qui n'ont pas encore pris la parole aient un temps de parole prioritaire<sup>1959</sup> ».

L'inclusivité structure également le mode de prise de décision au consensus. Il n'est pas pour autant synonyme d'unanimité : à Barcelone comme à Paris, le consensus doit emporter une « super majorité » et les votes se font à mains levées (ou avec des cartons en papier) et non

---

<sup>1954</sup> Assemblée 15M, Place de la Catalogne, Barcelone, 18 mai 2011. Il est ensuite régulièrement rappelé en préambule des assemblées que les « vrais débats ont lieu dans les commissions, pas dans l'assemblée ». cf par exemple Assemblée 15M, Place de la Catalogne, Barcelone, 22 mai 2011.

<sup>1955</sup> *Ibid*

<sup>1956</sup> Compte-rendu des travaux de la commission démocratie, 42 mars,

<sup>1957</sup> Compte-rendu de la commission « Démocratie », Wikidebout, 34 Mars (3 Avril 2016).

<sup>1958</sup> Compte-rendu de la commission « Démocratie », Wikidebout, 40 mars (9 avril 2016). Proposition de vote pour l'Assemblée populaire du 9 Avril : « l'Assemblée populaire actuellement non-votante souhaite-t-elle devenir une Assemblée Générale votante, à des dates et selon des modalités qui restent à définir ? »

<sup>1959</sup> Entretien avec Sandra Ezquerra, *op cit*.

à bulletin secret. L'aménagement du consensus ne tient pas seulement à la difficulté d'atteindre un point d'accord qui satisfasse tous les acteurs mais surtout à contrer les attitudes d'opposition systématique et les tentatives d'infiltration qui tenteraient de saboter une assemblée (les *secretas* ou les agents des Renseignements Généraux français sont fréquemment mentionnés dans les entretiens).

Les abstentions et oppositions restent néanmoins possibles sous certaines conditions. En voici un exemple à travers le « protocole » de l'assemblée barcelonaise où n'importe quel participant peut émettre une proposition (à la différence des assemblées de la *Puerta del Sol* où ce sont les commissions qui sont force de proposition<sup>1960</sup>) : à défaut de susciter l'adhésion collective, celle-ci peut être bloquée individuellement ou collectivement. Dans le premier cas, l'opposition doit être justifiée par des arguments jugés convaincants par les autres membres de l'assemblée. Dans le second, si l'opposition est soutenue par au moins quarante personnes, alors elle est renvoyée pour être discutée en commission. Ces termes sont alors renégociés. En cas d'échec, la proposition revient dans l'assemblée « sous la forme d'un 2 x 2 : deux représentants de chaque position débattent devant l'ensemble de l'assemblée, qui vote à nouveau<sup>1961</sup> ». Ce procédé de d'arbitrage du conflit a ensuite été remplacé par un second vote à la majorité simple (50 + 1). Les militants anarchistes, dont il est probable qu'ils parlent depuis une expérience *située* des assemblées qui sont monnaie courante dans le milieu anarcho-libertaire barcelonais, soulignent le coût dissuasif de l'opposition puisque, face à une assistance forte de plusieurs centaines voire plusieurs milliers de participants, « personne ne veut être dans la minorité<sup>1962</sup> ». En conséquence, le consensus ne serait qu'apparent<sup>1963</sup>.

L'« AG » favoriserait celles et ceux qui, forts de leurs expériences passées dans les joutes assembléaires ou à la tribune, savent haranguer les foules et se faire obéir. Les organisateurs de l'assemblée barcelonaise parent cependant l'objection de démagogie en espaçant d'un ou plusieurs jours la proposition du vote de sorte à laisser le temps de la réflexion aux participants tout en faisant circuler la proposition sur les espaces numériques. On retrouve une telle désynchronisation dans la navette assembléaire que met au point la commission « Démocratie » de Nuit debout. Il est à noter que ce « processus de vote expérimental à court-terme », fruit de dizaines de réunions durant un mois et demi, a été élaboré en parallèle des « AG » quotidiennes

---

<sup>1960</sup> Protocole du consensus à Madrid, *Takethesquare*, sans date.

<sup>1961</sup> Entretien avec Sandra Ezquerro, *op cit*.

<sup>1962</sup> *Ibid*.

<sup>1963</sup> Philippe URFALINO, « La décision par consensus apparent. Nature et propriétés », *Revue européenne des sciences sociales*, vol. XLV, n° 1, 2007, p. 47-70



plus souples et dont l'ordre du jour était parfois réajusté aux circonstances<sup>1964</sup>. Dans les faits, les assemblées de Nuit debout relevaient d'un fonctionnement *ad hoc* plus chaotique. Artémis, qui a joué à de nombreuses reprises le rôle de modérateur, souligne cet entre-deux entre des assemblées très codifiées et des assemblées populaires<sup>1965</sup> plus proches d'une « agora<sup>1966</sup> » informelle : « pour nous c'était important que ce soit chaque AG qui décide de comment l'AG fonctionne elle-même<sup>1967</sup> ». Par ailleurs, il faut rappeler que la commission « Démocratie » consacrait une bonne partie de ses efforts à l'organisation matérielle de l'Assemblée, dans une gymnastique logistique assez contraignante dans le cadre d'une semi-occupation<sup>1968</sup> (mégaphone, affiche des signes, table pliable, sonorisation, cordes et bâches en cas de pluie, un chariot et un espace de stockage comme une cave dans le quartier...).

Le processus que récapitule le document « VLV68<sup>1969</sup> » vise à « fabriquer les conditions de la légitimité du vote en AG<sup>1970</sup> » comme le rapporte un des membres actifs de la commission à Gazette debout. Il cherche à résoudre la question de la « souveraineté » d'assemblées dont la composition change de jour en jour : « tu peux pas décider un jour pour des gens qui vont arriver demain et qui ne sont pas forcément les mêmes<sup>1971</sup> ». L'« AG » peut-elle prendre des décisions qui engagent le collectif alors même que l'occupation n'était pas pérenne ? Le processus de vote expérimental se découpe en trois phases qui s'étalent sur une semaine :

- Une Assemblée de propositions tirées au sort et concernant Nuit debout – Paris ;
- Un atelier de consultation au cours duquel interviennent les cinq commissions « structurelles » – Logistique, Restauration, Infirmerie, Accueil&Sérénité, Modération – afin d'évaluer la faisabilité et d'amender les propositions sans pouvoir les bloquer ;
- L'Assemblée des Décisions qui débat de la proposition retenue. « Cette Assemblée est l'espace où chacun peut débattre autour d'une proposition, l'amender et la valider comme représentant les grands principes de Nuit debout Paris-République jusqu'à nouvel ordre » ; « L'esprit de Nuit debout Paris tel que défini dans la Charte est-il respecté ?<sup>1972</sup> ».

<sup>1964</sup> Entretien avec Artémis, *op cit*.

<sup>1965</sup> Compte-rendu des travaux de la commission démocratie, 42 mars,

<sup>1966</sup> Compte-rendu de la commission « Démocratie », Wikidebout, 55 mars (24 avril 2016).

<sup>1967</sup> Entretien avec Artémis, *op cit*. Il était cependant possible de faire des « déclarations au fil des assemblées » qui n'engageaient que les « présents » et pas le mouvement e

<sup>1968</sup> Bilan de la commission « démocratie », *Gazette debout*, 1er août 2016.

<sup>1969</sup> COLLECTIF, « Vers la mise en place d'un processus de vote expérimental à court terme » 68 mars (4 mai 2016). Le document est abrégé « VLV68M » pour le différencier d'autres compte-rendu de réunions relativement proche, ce qui indique le temps considérable dédié à l'élaboration collective d'un processus de prise de décision légitime.

<sup>1970</sup> « L'apprentissage de la démocratie place de la République », *Gazette debout*, 17 mai 2016.

<sup>1971</sup> Anthony, 27 ans, diplômé de science politique, il vient de la classe moyenne supérieure et ne travaillait pas pendant Nuit debout, études à Science-Po, membre du *media center* et co-fondateur de « Radio-Parleur » issu de Nuit debout. Entretien réalisé à Paris 17 mars 2019.

<sup>1972</sup> Document « VLV68M », *op cit*.

On remarque plusieurs traits congruents avec la manière dont s'organise l'Assemblée barcelonaise. D'abord, dans la structure temporelle : le temps de la proposition est découpé de la phase de décision pour éviter les prises de décision hâtives, ce qui peut aussi constituer un inconvénient majeur. Il s'agit en quelque sorte de réunir les conditions propices à une délibération « éclairée » grâce à une étape d'information préalable, comme cela se pratique dans certains dispositifs de démocratie participative. Ensuite, il est significatif que l'Assemblée se coordonne avec les commissions dites « structurelles » qui jouent un rôle de filtrage pour évaluer la faisabilité des propositions émises ; c'est un second point commun avec l'organisation du campement catalan à la différence près que les commissions de Nuit debout prennent en charge la délibération en fonction de leur axe thématique. La commission « Démocratie » se calque davantage sur un schéma qui rappelle la séparation des pouvoirs (qui est une séparation-coopération chez Montesquieu) où l'autonomie de fonctionnement des commissions (achat de matériel, horaires, initiatives...) ne peut être remise en cause que si l'une d'elles « menace la pérennité des Assemblées ou va à l'encontre des grandes valeurs du mouvement<sup>1973</sup> » (elle pourrait alors être dissoute). Plusieurs différences sont aussi à relever : il est prévu que les propositions soient tirées au sort contrairement à Barcelone ; le document se réfère aussi à une charte où seraient consignées les « valeurs » et « principes » qui guident l'action collective et définissent Nuit debout.

Le « 69 mars » (8 mai 2016), un des participants à l'assemblée qui marque le début du test du processus de vote, s'insurge contre le décompte de son temps de parole<sup>1974</sup> et les procédés de la « démocratie liquide<sup>1975</sup> ». Dans le mouvement barcelonais, la « démocratie liquide » avait déjà fait l'objet d'une controverse interne dénoncée par le parti d'Internet (*partido de Internet*) qui déplorait sa censure sur le campement<sup>1976</sup>. A quoi correspond la démocratie liquide et dans quelle mesure les modes de décision collective sur les places s'en inspirent-ils ?

## 1.2. De la démocratie liquide à la liquéfaction du temps démocratique

Filant la métaphore de la « société liquide » de Zygmunt Bauman qui soutient la thèse d'une déstabilisation durable des institutions sociales<sup>1977</sup>, la démocratie liquide a surtout été élaborée

---

<sup>1973</sup> Compte-rendu de la commission « Démocratie », Wikidebout, 50 mars (18 avril 2016).

<sup>1974</sup> Il est à noter que la limitation des deux minutes sera par la suite assouplie.

<sup>1975</sup> Assemblée du 69 mars (8 mai 2016), vidéo réalisée par TV debout. Retranscription par mes soins.

<sup>1976</sup> Communiqué « L'acampada BCN censure le stand démocratie liquide », Parti d'Internet.

<sup>1977</sup> Zygmunt BAUMAN, *La vie liquide*, Arles, Le Rouergue/Chambon, 2006.

par Bryan Ford sous les traits de la démocratie délégative<sup>1978</sup>. Elle repose sur le principe d'une délégation horizontale à mi-chemin entre la démocratie directe et représentative. La différence tient à ce que le vote peut être confié à un délégué contrairement à la démocratie directe qui en fait l'instrument de la décision (le « peuple » a le premier et le dernier mot). Elle se distingue également de la démocratie représentative puisque les délégués ne sont pas des professionnels de la représentation mais des volontaires qui sont choisis par leurs pairs. Leur périmètre de compétence est défini par celles et ceux qui confient leur vote (un domaine précis par exemple) qui peuvent toujours intervenir par le biais d'un référendum et émettre des propositions. Il s'agit, en somme, d'assurer la circulation du fluide démocratique et de sortir de la sclérose représentative. La démocratie délégative de Bryan Ford a été mise en pratique par plusieurs partis politiques comme le parti local suédois *Demoex* et les partis pirates européens (Italie, Autriche, Allemagne). Elle suppose le recours aux instruments numériques pour faciliter la participation et abaisser son coût.

Le processus de vote détaillé par la commission « Démocratie » se rapproche davantage d'un autre type de démocratie liquide qui ne procède pas par le transfert de vote mais par le classement de propositions. Elle entre en résonance avec la définition qu'en donne Arthur Renault<sup>1979</sup> : « une première phase de proposition idéale [...], puis une seconde phase de débat autour des thématiques exposées et enfin, une dernière phase de hiérarchisation des idées selon la méthode Schultze<sup>1980</sup> ». On retrouve donc un séquençage en trois phases distinctes de proposition, débat et décision. Les deux premières phases sont extrêmement proches du document « VLM 68 » tandis que la dernière diffère de la hiérarchisation des propositions par une délibération conventionnelle plus praticable à l'échelle des assemblées. La démocratie liquide semble donc constituer une source d'inspiration à ne pas négliger. La connexion est d'autant plus manifeste que la commission « Démocratie » entend mobiliser les instruments numériques pour favoriser la participation. Sa mise en pratique rencontre néanmoins une série d'obstacles qui finissent par liquéfier le temps de cette démocratie expérimentale.

Le 2 mai 2016, une réunion se tient au Centre International de Culture Populaire non loin de la place de la République pour préciser le processus de vote mentionné ci-dessus. Artémis, qui ne

---

<sup>1978</sup> Bryan FORD, « Delegative democracy », 2002. Il a légèrement amendé son texte en 2014 : Bryan FORD, « Démocratie délégative revisitée », 2014.

<sup>1979</sup> Arthur RENAULT, « Démocratie liquide », in *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013.

<sup>1980</sup> La méthode de Markus Schultz est une méthode de vote avec classement qui vise à apporter une solution au paradoxe de Condorcet.

fait pas partie de la commission mais constitue un élément moteur de Nuit debout, livre un récit détaillé de cette réunion qu'il qualifie de « cauchemardesque » et qu'on a recoupé avec le compte-rendu<sup>1981</sup> :

« l'objectif de cette réunion était d'aboutir enfin au protocole qui va enfin tout réguler et tout sauver. Avec un document qui s'auto-réfère comme si c'était un code, donc pour le mode de prise de décision se référer à truc annexe ... qui explique *nanana* ce que peut être un objet de prise de décision. Un cadre pour éviter les défauts de l'humanité [...] T'arrivais à la réunion, le summum de la démocratie et en fait tu ne pouvais pas remettre en cause la base de cette réunion donc en fait le gros problème de ces réflexions sur la démocratie [...] c'était en fait ils avaient leur processus parfait et donc ils ne comprendraient qu'on remette en cause l'existence même d'un processus comme ça avec des feuilles, des trucs, *nanana* et nous on disait mais c'est super excluant ce truc des feuilles. »

Mécontents de la manière dont les choses se déroulent – multiplication des discussions en petit comité avec des assemblées « en pétales » ou « en ruche », omniprésence des modérateurs, Artémis et un de ses acolytes qu'il qualifie de « très très gauchiste<sup>1982</sup> » adoptent une attitude d'opposition systématique dans le but affiché de démontrer par l'absurde l'impossibilité d'un consensus parfait. Leur insatisfaction vient de l'impossibilité de négocier le cadre de la réunion que les organisateurs justifient par un argument d'efficacité (ne pas revenir sur ce qui a déjà été acté). « L'opposition radicale n'était pas comprise dedans mais on avait réussi à l'imposer<sup>1983</sup> », poursuit Artémis. Il était en effet prévu que les participants les classent par ordre de préférence avec des post-it de couleur : « t'avais vert, jaune, bleu... « j'ai pas bien compris », « je suis à fond », « je suis un peu d'accord », « je suis d'accord mais j'aurais des choses à ajouter », « je suis pas totalement d'accord<sup>1984</sup> » (un trait qu'on peut rapprocher de l'idéal-type de la démocratie liquide). Le même nuancier de consensus se retrouve le jour du test « grandeur nature » du processus de vote où les participants étaient invités à venir avec des cartons jaunes et roses pour manifester leur degré d'approbation aux propositions.

Artémis ajoute également – ce que confirme le compte-rendu de la réunion – que les termes jugés trop « connotés » d'un point de vue politique, comme « anti-capitaliste<sup>1985</sup> » ou « islamophobie », avaient disparu des « nuages de mots<sup>1986</sup> » afin de ne pas empêcher

---

<sup>1981</sup> Compte-rendu de la commission « Démocratie sur la place », 2 mai 2016 (63 mars).

<sup>1982</sup> « Gauchiste » est le diminutif de *gauchiste*.

<sup>1983</sup> Entretien avec Artémis, *op cit*.

<sup>1984</sup> Ce à quoi Artémis ajoute au cours d'entretien : « On était là mais comment est-ce qu'on dit : « c'est l'horreur ton idée, va mourir... » »

<sup>1985</sup> Ce point est soulevé explicitement dans le compte-rendu de la réunion : « *Anti-capitaliste a été enlevé pour éviter le terme anti (contre réponse et antifascisme ?)*. »

<sup>1986</sup> Dans le compte-rendu du 15 mai de la commission « Démocratie », on trouve une énumération en rapport avec les « valeurs » de Nuit debout : « Démocratie ; Justice sociale ; Progressisme ; Convergence des luttes ; Solidarité ; Universalisme ; Internationalisme ; Ecologie ; Anti-militantisme ; Volonté d'action ; Insurrection ; Anti-fascisme ». On peut ainsi remarquer que l'anti-militantisme, qui désigne l'hostilité à toute forme de militantisme, et l'anti-

l'émergence du consensus. Les usages du terme sont équivoques puisqu'il ne revêt pas exactement la même signification dans des contextes pourtant similaires.

Place de la Catalogne, le consensus désigne avant tout une méthodologie, une manière de décider collectivement. La commission de « Dynamisation », qui se réunit plusieurs heures en amont, se contente d'organiser l'Assemblée « mais sans jamais choisir ou décider des sujets à aborder<sup>1987</sup> ». Elle joue donc un rôle charnière sans pour autant avoir son mot à dire sur le contenu de ce qui s'y dit, hormis ce qui relève du cadre assembléaire. Le consensus n'est donc qu'un *instrument* qui présente l'avantage d'inclure au maximum les parties prenantes tout en manquant parfois d'agilité. Il semble néanmoins qu'en trois semaines, ce cadre a résisté à plusieurs controverses qui ont vu émerger un consensus : sur le fait de continuer ou non la mobilisation, sur la revendication du droit à l'autodétermination du peuple catalan (qui a finalement été intégré aux revendications) et sur la tactique à adopter dans le cas où les supporters du club de Barcelone viendraient célébrer la victoire place de la Catalogne.

Le consensus *tel qu'il apparaît dans les travaux de la commission « Démocratie »* n'a pas seulement un statut instrumental : il est posé comme une *finalité*. Il s'agit d'élaborer un socle de valeurs communes qui définissent le « Nous » de « Nuit debout » alors que celui-ci se détermine au gré des situations et des actions décidées collectivement. Cette manière de poser le consensus comme un objectif à réaliser donne à voir la tension entre mouvement d'assemblée et mouvement d'action qui traverse les occupations de places mais aussi tout acteur qui est à la fois « diseur » et « faiseur » (si on concède que *dire* est une manière de *faire* bien que les pratiques restent irréductibles au discours). Pour filer une distinction arendtienne, débattre de *qui* nous sommes n'a pas la même signification politique que de débattre de ce *que* nous sommes en train de faire. L'action collective requiert moins l'élaboration d'une entente<sup>1988</sup> préalable – ce qui supposerait un alignement des positions de chacun - que le dépassement de désaccords qui apparaissent inévitablement.

La focalisation sur les « valeurs » et les « principes » qui ressort de la commission « Démocratie » soulève au moins deux difficultés majeures. D'abord, elle présuppose que ces « valeurs » sont le fruit d'une délibération à la fois intérieure et collective. Or les protagonistes

---

fascisme qui désigne un courant militant opposé au fascisme sous toutes ses formes, se retrouvent dans un même plan, ce qui dénote une certaine confusion.

<sup>1987</sup> Assemblée, Place de la Catalogne, Barcelone, 28 mai 2011.

<sup>1988</sup> Sur les distinctions à opérer entre « accord-désaccord », « entente-mésentente », on consultera : CORROYER Grégory, « Consensus/Dissensus », in COLLECTIF (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013.

qui s'assemblent ne sont pas que des porteurs rationnels d'opinion mais aussi des « corps<sup>1989</sup> » traversés par des émotions, engagés dans la lutte et surtout pris dans des rapports sociaux d'oppression et/ou d'exploitation. Leur point de vue est donc *situé*. Autrement dit, les « valeurs » et « principes » sont en premier lieu façonnés par l'expérience vécue en tant que membre d'un ou plusieurs groupes sociaux ; ils sont le produit d'une réflexion individuelle et d'une position dans l'espace social. L'enjeu n'est donc pas de surmonter les divisions sociales<sup>1990</sup> mais au contraire de les politiser.

Cette « théologie du consensus<sup>1991</sup> » qui ressort à l'examen des travaux de la commission « Démocratie » revient également à privilégier une approche intellectuelle de l'activité collective, ce qui risque de mettre à l'écart celles et ceux qui n'en partagent pas les dispositions et les compétences. Le temps consacré à débattre de ce qui fonde le « Nous » de Nuit debout est retranché aux discussions plus pragmatiques mais non moins fondamentales qui concernent les enjeux concrets et immédiats de la mobilisation. Il en va de même des efforts considérables consentis à la réflexion sur ce que *devrait être* un processus de décision légitime qu'on peut interpréter à l'aune du paradoxe du premier législateur<sup>1992</sup> (comment, au nom de quoi poser la première pierre de l'édifice « démocratique » ?). L'expérience de la commission « Démocratie » rappelle en creux que le « Nous » des acteurs collectifs n'est pas une *cause* préalable à l'action mais un *effet* de celle-ci.

La spirale du débat sur le débat depuis les balbutiements de la semi-occupation de la place de la République - pour décider « comment voter pour savoir comment on va voter », parfois dans « l'hilarité générale<sup>1993</sup> » - correspond au phénomène de l'assemblisme. L'assemblisme (*assembleismo* en espagnol) désigne une dynamique centripète au cours de laquelle l'ordre du jour est déterminé par des questions qui concernent principalement le fonctionnement des assemblées. Cette dérive assembliste provient en l'occurrence d'une *fétichisation* des procédures érigées en finalités qui finissent par s'imposer à tous les participants sans que celles-ci n'aient été véritablement mises en discussion au préalable. Ce qui n'était au départ qu'un instrument finit ainsi par absorber une part croissante du temps collectif. La rationalité instrumentale domine l'agir politique. Le présupposé d'un consensus vertueux et nécessaire

---

<sup>1989</sup> Judith BUTLER, *Rassemblement*, Paris, Fayard, 2016.

<sup>1990</sup> Donatella DELLA PORTA, Mario DIANI, éd., *The Oxford handbook of social movements*, Oxford University Press, 2015, p. 193 – 194.

<sup>1991</sup> L. A. KAUFFMANN, « La théologie du consensus » in COLLECTIF, *Occupy Wall Street ! Textes, Essais et témoignages des indignés*, Les Arènes, 2012.

<sup>1992</sup> Jean-Jacques ROUSSEAU, *Du contrat social*, Livre II, chapitre 7. Cité par Patrice MANIGLIER « Nuit debout : une expérience de pensée », op cit.

<sup>1993</sup> Entretien avec Adeline, op cit.

semble d'autant plus problématique qu'il reste hors d'atteinte dans le cadre d'une pluralité qui répond inévitablement au principe de conflictualité. La fétichisation du consensus confond l'accord, indispensable à toute action collective, et l'entente qui tend à ratifier une vision consensuelle du social réfractaire au dissensus.

L'assembléisme qu'on peut aussi observer à travers la scansion répétitive du film documentaire éponyme<sup>1994</sup> est typique d'un processus de bureaucratisation de l'action collective. Le terme désigne dans ce cas précis « le processus par lequel une activité ou une organisation se rigidifie<sup>1995</sup> » en se dotant de règles objectives plus difficiles à s'approprier pour les *outsiders* ou les participants plus occasionnels. Ce qui tend à fracturer un « mouvement » qui se présente comme horizontal et antihiérarchique. La difficulté à intégrer de nouveaux venus<sup>1996</sup> confirme qu'en dépit des dispositifs censés favoriser la rotation des rôles, se constitue au sein de la commission un noyau dur d'une quinzaine de protagonistes très impliqués autour duquel gravite une centaine de participants plus volatiles<sup>1997</sup>. La forclusion du débat s'accompagne d'une recomposition des Nuits debout à mesure que la commission « Démocratie », dans son souci d'éviter la concentration du pouvoir, finit par complexifier les normes et faire obstacle à la participation. Artémis fait ainsi remarquer que la commission tendant à s'accaparer de plus en plus l'espace de l'Assemblée (cette perception concorde avec plusieurs entretiens de participants assidus et « permanents »), le centre de gravité de la mobilisation se déplace progressivement vers les coulisses des « interco », des réunions inter-commissions<sup>1998</sup> où se prennent les décisions. Cette reconfiguration de l'espace de la mobilisation liée au procéduralisme conduit à interroger le crédit différentiel qu'acquièrent les acteurs d'une mobilisation aussi hétérogène et le présupposé que toutes et tous agissent sur un pied d'égalité.

La segmentation de Nuit debout soulève une difficulté plus générale à composer avec les rapports de pouvoir (la peur panique de la « verticalité » est récurrente chez certains militants

---

<sup>1994</sup> Marianne OTERO, *L'assemblée*, Epicentre Films, 2018. Le film suit de près les travaux de la commission « Démocratie ».

<sup>1995</sup> Raymond BOUDON, Mohamed CHERKAoui, Bernard VALADE, *Dictionnaire de la pensée sociologique*, Paris, Presses universitaires de France, 2005, p. 44 – 45.

<sup>1996</sup> Patrice MANIGLIER, « Nuit Debout : une expérience de pensée », *Les Temps modernes*, 2016, no 5, p. 199-259.

<sup>1997</sup> D'après la description d'une participante de la première heure qui faisait partie du noyau dur. Echange de mails en avril 2021.

<sup>1998</sup> Entretien avec Artémis, *op cit*. Dès la première semaine, les organisateurs se réunissent en inter-commissions et distinguent les assemblées du « mouvement » des assemblées de « l'organisation » qui n'a pas vocation à décider au nom du mouvement. Compte-rendu INTERCOMMISSION NUIT DEBOUT, 8 avril 2016.

qui se disent anarchistes<sup>1999</sup>) et conduit à interroger ce qui *fait capital* symbolique dans l'espace d'une mobilisation à la fois éphémère et durable<sup>2000</sup>. Interrogé sur ce qui lui ouvre accès aux assemblées d'inter-commission, Artémis répond à ce propos :

« - En gros en fait le critère c'était la participation qui est un critère très discriminant parce qu'il faut avoir les moyens d'être là, de prendre le temps, avoir les moyens intellectuels de taper les réunions et tout. Mais le critère c'était plus t'es là et plus t'es légitime. t'es là et tu participes aussi. Participation présence c'est ça le truc parce qu'en gros du coup bah t'avais... bah déjà premier stade aller sur la place; déjà c'est une première sélection, après c'est aller sur la place souvent, après c'est aller aux réunions de commission, après c'est aller à tellement de réunions de commissions que tu suis le truc et aller à tellement de réunions de commissions que les gens te font confiance pour que t'aïlles aux interco' [intercommissions]. »

La présence sur place n'est pas la seule variable qui confère de la légitimité : celle-ci doit être active et suppose de s'investir dans une commission (ou plusieurs), de fréquenter les réunions internes et entre « délégués » des commissions ce qui permet de se tenir au courant et de capter plusieurs flux d'information à la fois. La « Place » porte donc des structures invisibles de délégation qui requièrent d'être coopté (dans les espaces physiques et virtuels) et reconnu par ses pairs, structures qui n'apparaissent pas sur les organigrammes ou dans les déclarations publiques. La capacité de ce capital d'autochtonie<sup>2001</sup> à contrebalancer les différents types de capitaux (culturel, économique, militant) reste néanmoins limitée en ce que ces derniers jouent sur la disposition initiale à se mobiliser et à se rendre disponible.

Les exemples de la commission « Démocratie » et du « ticket d'entrée » des intercommissions – on observe la même chose sur la place de la Catalogne – mettent en évidence un phénomène de « chronocratie<sup>2002</sup> » qui serait lié à un « culte de la participation<sup>2003</sup> » où les plus disponibles et assidus finissent par s'imposer. La première des ressources dans les « mouvements de places » resterait le temps alloué à la coprésence, problème qui se posait déjà sur la place de la Catalogne. C'est la raison pour laquelle les organisateurs ont suggéré d'espacer les assemblées pour les rendre accessibles au plus grand nombre (de plusieurs fois par semaine à une par mois).

---

<sup>1999</sup> Tonio enchaîne les petits boulots, anime plusieurs comptes militants sur Facebook et est engagé depuis 20 ans contre la « Françafrique ». Entretien réalisé à Paris en février 2019.

<sup>2000</sup> Cette temporalité de l'entre-deux, incomparable avec celle d'une manifestation de rue « conventionnelle » où les participants se dispersent rapidement, n'est pas non plus comparable à une mobilisation de longue durée, du moins dans la temporalité propre aux rassemblements.

<sup>2001</sup> Nicolas RENAHY, « Classes populaires et capital d'autochtonie », *Regards sociologiques*, 2010, vol. 40, p. 9-26. On l'utilise ici en un sens différent relatif au volume de présence sur place et au degré d'insertion dans les réseaux qui forment l'espace de la mobilisation.

<sup>2002</sup> GIRARD Valérie et BERTINA Arno, « Occupy La République, Paris – Place de la République », in COLLECTIF, *Le livre des places*, Paris, Inculte-Dernière, 2018, p. 247. Cette hypothèse se confirme dans les entretiens par la récurrence du discours constant selon lequel, au fur et à mesure de l'occupation, « ce sont toujours les mêmes ».

<sup>2003</sup> Paolo GERBAUDO, *The Mask and the flag*, *op cit*, p. 244.



Cette limite a été d'emblée soulevée par des militants anarchistes de la place de la Catalogne. Sur un flyer distribué le 20 mai 2011, il est écrit qu'en dépit de la bonne foi des organisateurs (on devine qu'ici sont visés les membres de *Democracia Real Ya* !), une assemblée forte de plusieurs milliers de participants (parfois plusieurs dizaines de milliers même si les chiffres sont difficiles à estimer<sup>2004</sup>) crée « une structure dans laquelle la majorité ne peut pas participer mais seulement regarder et voter<sup>2005</sup> ». « Seulement quatre jours de démocratie réelle et nous avons déjà reproduit la démocratie de tous les jours et une apathie massive, poursuit le texte. Ils sont en train de tuer la révolution par l'ennui<sup>2006</sup> ». En conséquence, ils suggèrent de remplacer l'« AG » par un espace plus informel de mise en commun des informations et des ressources. Cette critique est congruente avec celle que fait Tonio déplorant que le format des « AG » ait nuit à la spontanéité des interactions sur la place :

« Le côté du départ où c'était mélangé, hybride, non programmé d'interactions hyper... foisonnantes, très foisonnant et très différent d'un seul coup, il arrivait des gens très différents où tout le monde pouvait prendre la parole mais pas au même endroit à différents endroits, s'exprimer de différentes façons avec des visuels, avec un écho avec ce que tu veux. Mais ça, ça a disparu formaté par un truc où on veut que l'AG que les commissions et d'un seul coup c'est chiant parce que c'est piloté par des cadres politiques qui sont au pouvoir<sup>2007</sup>. »

Bien qu'elle souligne à juste titre le caractère dysfonctionnel d'assemblées aussi massives, la critique des anarchistes barcelonais présente au moins deux limites. Premièrement, elle contourne la question centrale du différentiel de pouvoir. La proposition d'abolir l'assemblée générale<sup>2008</sup> laisserait le champ libre aux réseaux affinitaires, risquant de conduire à ce que Jo Freeman désigne comme la « tyrannie de l'absence de structure<sup>2009</sup> ». L'appel à s'affranchir de tout cadre formel peut aussi s'analyser comme un refus de la division du travail pourtant inhérente à tout collectif d'envergure<sup>2010</sup>.

Deuxièmement, elle pâtit d'une conception réductrice de la démocratie. Dans une critique d'inspiration marxiste, la démocratie serait le cheval de Troie du capitalisme comme en atteste

---

<sup>2004</sup> Ce qui fait une différence de taille avec Nuit debout où la fréquentation maximale de la place n'a jamais dépassé quelques milliers de participants ; ceci rappelle que le 15M peut être considéré comme un mouvement de masse contrairement aux Nuits debout qui, enclavées dans le mouvement contre la loi « travail » de 2016, n'ont pas rassemblé autant de monde.

<sup>2005</sup> COLLECTIF, « Les graves erreurs des protagonistes de l'assemblée générale » (titre original : « Grave Errors of the Protagonists of the Central Assembly », 20 mai 2011. Ce tract signé par des anarchistes de la place de la Catalogne a fait son apparition le premier vendredi de l'occupation, dès le quatrième jour d'occupation, ce qui permet d'inférer que ce n'est pas une critique neuve.

<sup>2006</sup> *Ibid*

<sup>2007</sup> Entretien avec Tonio, *op cit*.

<sup>2008</sup> COLLECTIF, « Les graves erreurs des protagonistes de l'assemblée générale », *op. cit*.

<sup>2009</sup> Jo FREEMAN, *La tyrannie de l'absence de structure*, 1970. Texte en accès libre.

<sup>2010</sup> FILLIEULE Olivier, HAYAT Samuel, MONCHATRE Sylvie, « Trois regards sur le mouvement des « Gilets jaunes » », *La nouvelle revue du travail*, 2020, no 17.

le texte « Assemblées, démocratie et capitalisme<sup>2011</sup> » qui rappelle d'ailleurs combien le terme « démocratie » est honni par certains courants de la gauche extra-parlementaire. C'est une vision instrumentale de la démocratie à laquelle la commission « Démocratie » de Nuit debout n'apporte cependant guère de réponse convaincante si on tente de les faire dialoguer. Celle-ci reste en effet prisonnière d'une conception procédurale qui fait question si on accorde que la démocratie ne saurait se résumer à un ensemble d'institutions ou de procédures. Il convient en effet de se rappeler que les institutions qui forment l'armature des gouvernements représentatifs n'ont de force qu'en vertu des manières d'être et de représentations partagées à défaut desquelles celles-ci s'étiolent voire s'effondrent.

C'est peut-être ce que disent les assemblées et plus largement les manières d'interagir sur les places. L'humeur antihiérarchique et l'individualisation de la participation renverraient davantage à un ethos<sup>2012</sup>, à une matrice des rapports sociaux organisée autour de l'égalité et de l'individu. Autrement dit, les « mini-démocraties » (ou « petite société » pour reprendre l'expression d'Erving Goffman<sup>2013</sup>) qui émergent sur les places présentent une dimension rendent saillant le politique comme tiers régulateur irréductible à ses cristallisations institutionnelles. Cette dernière remarque conduit à se demander s'il ne convient pas d'analyser sous un autre angle les assemblées à ciel ouvert. Une assemblée de mouvement social a-t-elle toujours vocation à prendre des décisions, à être productive ? Ne faut-il pas aussi interroger ce postulat de départ quand on reconsidère les assemblées comme des « assemblages » ou des « assemblements<sup>2014</sup> » ? La critique de l'assembléisme n'est-elle pas guidée par un présupposé d'efficacité ?

### 1.3. « Les assemblées comme gare de triage »

Nombreux sont les récits à dresser un constat d'inefficacité des assemblées. Harold<sup>2015</sup>, membre fondateur du squat de la *Can Masdeu*, raconte le « désordre » des premières assemblées

---

<sup>2011</sup> COLLECTIF, « Assemblée, Démocratie et Capitalisme » (titre original : « Assemblies, Democracy, and Capitalism »), mai 2011. Archivé par les militants, il est précisé que ce texte a été affiché sur un poster place de la Catalogne dès la première semaine d'occupation.

<sup>2012</sup> Gülçin Erdi LELANDAIS, « Résistance du parc de Gezi. La réclamation d'un éthos démocratique? », *Raison Publique*, 2014. Buket TÜRKMEN, « L'individualisme solidariste des actrices de Gezi et l'émergence de nouveaux sujets », *Agora débats/jeunesses*, 2016, n° 2, p. 119-133. C'est une hypothèse qui vaut aussi pour Gezi. Sophie Wahnich développe la même idée au sujet de Nuit debout. : Sophie WAHNICH « « Nuit debout » », *L'Homme & la Société*, vol. 200, no. 2, 2016, pp. 7-12.

<sup>2013</sup> Erving GOFFMAN, *Behavior in public places. Notes on the social organization of gatherings*, *op cit.*

<sup>2014</sup> J'emprunte l'expression forgée par l'anthropologue Marc Abélès. Marc ABELES, « L'anthropologie politique dans une société en tension », AOC, 14 février 2020.

<sup>2015</sup> Harold, 45 ans, il est un des fondateurs de la Can Masdeu. Entretien réalisé à la Can Masdeu, mars 2020. La Can Masdeu est une ancienne colonie de lépreux à l'hôpital désaffecté de San Llätzer en bordure de Barcelone, au pied de la montagne de Collserola. Harold a lancé avec un ami le projet d'ouvrir un squat en 2001. Lors des

auxquelles il assiste la place de la Catalogne, désorganisation qu'il impute au manque d'expérience et « de culture de prise de décision horizontale ». Devant ce qu'il qualifie en souriant de « *quilombo*<sup>2016</sup> », il met à contribution sa longue expérience des mouvements sociaux et s'investit avec d'autres habitants du squat qu'il a fondé, dans la facilitation ainsi que la construction d'un jardin sur la pelouse du nord de la place. Place de la République, les « AG » perdent rapidement leur crédibilité aux yeux des *deboutistes* militants qui déplorent, telle Michèle<sup>2017</sup> ou Artémis de « Convergence des luttes », la dimension principalement cathartique de « la libération de la parole ». Ce qui rejoint la perception de Louis, membre du MILI, sceptique devant cette « espèce d'assemblée où les gens, en fait, ils venaient, ils participaient à l'assemblée mais sur des questions qui étaient pas du tout d'ordre organisationnel, mais juste des récits de vie, essayaient de confronter des expériences et des problèmes que les gens pouvaient avoir au travail ou dans la vie en général<sup>2018</sup> ».

Déconnectées des enjeux concrets et immédiats de la mobilisation, les prises de parole mobilisent des registres qui sortent de l'ordinaire contestataire, se dérobent souvent aux codes militants pour témoigner à la première personne, en particulier du côté des primo-contestataires qui les ignorent. Il en va de même place de la Catalogne à Barcelone ainsi que le rapporte Estelle qui observe que « les gens qui venaient d'organisations activistes, syndicales ou partisans ont été vraiment très perturbés<sup>2019</sup> ». Au langage codé du militantisme se serait substitué « un parler de l'expérience » selon cette quadragénaire qui étudiait alors la philosophie : « Tu es précarisé, je suis précarisé, on va parler de ça. On peut penser ensemble pourquoi nous sommes précarisés. Tu ne parles pas comme expert qui connaît Negri<sup>2020</sup> mais comme précarisé. C'est une manière de construire une relation politique très différente<sup>2021</sup> ». Réceptacle des expériences mises en

---

tentatives d'expulsion par les forces anti-émeutes, les occupants étaient montés, nus, sur le toit. Son parcours antérieur témoigne d'une riche et dense expérience militante avec un tournant significatif lors d'un voyage au Chiapas en 1999, avant de s'engager dans les mouvements altermondialistes et Okupa. Au moment de l'entretien, cela fait 18 ans que F. vit à la Can Masdéu. Pendant le 15M, il a participé activement à la commission « Jardin » qui a mis sur pied un potager collectif.

<sup>2016</sup> Utilisé au Brésil, le terme *quilombo* désigne dans une communauté d'esclaves marrons et vient du kimbundu, une des langues parlées en Angola.

<sup>2017</sup> Michèle, 37 ans, graphiste indépendante, militante depuis 2013, membre du collectif *Les Engraineurs* et de « Convergence des luttes ». Entretien réalisé à Paris en mars 2019.

<sup>2018</sup> Louis, 23 ans, étudiant issu des classes populaires urbaines, vit seul avec sa mère, militant autonome et cofondateur du MILI. Entretien réalisé à Paris en février 2019.

<sup>2019</sup> Estelle, 40 ans, docteure en philosophie politique et universitaire, entretien réalisé à Barcelone en janvier 2019.

<sup>2020</sup> Elle fait ici référence au philosophe marxiste Tony Negri qui a considérablement le mouvement altermondialiste. Sur la réception de Negri qui s'est considérablement affaiblie dans le « mouvement des places », cf Francis DUPUIS-DÉRI, « L'ambition politique d'Antonio Negri. Philosophie radicale et mouvement altermondialiste », *Monde commun*, 2008, p. 1-31.

<sup>2021</sup> « On vient avec ton corps politique dans l'expérience, pas ton savoir théorique » précise-t-elle en cours d'entretien.

verbe, les assemblées mêlent les registres de la critique, de l'action et de la narration<sup>2022</sup>, d'où leur aspect « chaotique » ou « bordelique<sup>2023</sup> ».

Mais les assemblées servent-elles vraiment à débattre ? Il y a lieu d'en douter quand on consulte les archives des mouvements barcelonais et parisien. Le compte-rendu de l'assemblée populaire du 22 mai rappelle que « les vrais débats ont lieu dans les commissions, pas à l'assemblée, des points spécifiques sur n'importe quel sujet doivent être portés directement aux commissions<sup>2024</sup> ». Dans le même document, on remarque que l'Assemblée barcelonaise décide de maintenir le campement et donc qu'elle est en mesure de prendre des décisions qui engagent le collectif au contraire de sa jumelle française.

Pendant Nuit debout, la distinction entre assemblée populaire et générale rappelle également que les organisateurs n'attendent pas de l'Assemblée qu'elle soit le théâtre de discussions argumentées. C'est plutôt un espace de libre parole. A quoi *servent* alors les assemblées ? Plutôt que de les envisager à l'aune de leur potentiel (et limites) délibératif, il est pertinent de tenir compte du fait que les assemblées n'ont intentionnellement pas vocation à produire du débat. Il convient alors d'interroger ce qui s'y joue et ce que la participation aux assemblées fait à celles et ceux qui les font.

Premièrement, les assemblées présentent une dimension agonistique en tant que manière de manifester dans la rue ; des instruments de lutte par le nombre. Ceci est particulièrement saillant lorsque des protagonistes s'assemblent près d'un lieu de pouvoir : le 14 juin 2011, une assemblée se tient à proximité du Parlement catalan dans le cadre d'une démonstration de force ; à plusieurs reprises, les *deboutistes* vont improviser une agora en face de l'Assemblée Nationale qui examine le texte de la loi *El Khomri*. L'assemblée revêt alors une portée symbolique par le face-à-face qu'elle instaure entre protagonistes et antagonistes. Elle constitue aussi une portée d'entrée sur la mobilisation assumant une fonction de vitrine pour les observateurs qui découvrent le mouvement.

C'est ainsi qu'Anthony décrit l'Assemblée de Nuit debout comme une « gare de triage<sup>2025</sup> ». Si la « Place » ouvre un espace-creuset du militantisme et de l'activisme, l'Assemblée constitue un passage incontournable pour les habitués comme pour les nouveaux venus. L'hypothèse selon laquelle l'assemblée offre un « tremplin vers l'action<sup>2026</sup> » se vérifie au fil des entretiens

---

<sup>2022</sup> Mélangés dans les faits, on peut séparer ces trois régimes qui portent respectivement sur l'identification des biens et des maux publics, l'organisation et la mobilisation en cours et le récit de soi et le témoignage.

<sup>2023</sup> C'est un thème qui revient souvent au fil des entretiens.

<sup>2024</sup> Compte-rendu de l'assemblée populaire du 15M, Barcelone (Place de la Catalogne), 22 mai 2011.

<sup>2025</sup> Entretien avec Anthony, *op cit.*

<sup>2026</sup> Sélim SMAOUI, *Faites place. Novices en lutte*, *op cit.*

avec les *deboutistes*. C'est le cas d'Adeline lorsqu'elle se rend pour la seconde fois à « Répu' » (abréviation de République) après une première Nuit debout solitaire et difficile :

« Et en fait, le lendemain, je me dis j'y vais, je m'en fous, rien à perdre et là j'entends à l'assemblée : une nouvelle commission vient de se créer, *Debout education populaire*, si vous voulez nous proposer des interventions. "Là je fais oui ! Ça, je sais faire". Du coup, ça a été vraiment ma porte d'entrée, j'ai été voir le collectif...<sup>2027</sup> »

Psychologue et primo-manifestante, Adeline s'insère dans la mobilisation en mettant à contribution ses compétences acquises dans la sphère professionnelle. Les commissions ne sont pas l'unique manière de prendre part à l'occupation. Modératrice lors des premières semaines de Nuit debout, Salomé se détourne progressivement des assemblées à mesure qu'elle investit l'espace dit du « cortège de tête<sup>2028</sup> » et remet en question ses présupposés sur la « non-violence » :

« ...je me suis mise à rejoindre des groupes d'action ça s'est fait pas sur la place de la république, ça s'est fait dans les manifs. ça s'est fait dans les manifs quand... en même temps que j'en ai eu marre d'aller aux assemblées, en même temps j'en avais marre des manifs où j'étais derrière les banderoles de l'UNEF<sup>2029</sup>... »

La lassitude qui provient de l'expérience répétitive des assemblées conduit Salomé à rejoindre les rangs des manifestants ; autrement dit, le passage par les « AG » ne laisse pas indemnes les protagonistes même lorsque ceux-ci s'en détournent et font défection, ce qui n'est pas un cas isolé dans les rangs de Nuit debout – Paris. Si le dispositif de l'assemblée en milieu ouvert, sur le principe du tout-venant, présente des limites évidentes pour la délibération collective, il est en revanche beaucoup plus efficace pour aiguiller vers d'autres espaces de mobilisation sur la place et en dehors ... Un appel à empêcher une expulsion ou à participer à une action nocturne peut mettre en mouvement plusieurs centaines de personnes si bien que les assemblées se laissent aussi interpréter comme un réservoir de puissance d'action, comme un moment où chacun peut faire l'expérience du nombre et de ce qu'il est possible de faire à plusieurs.

Une autre hypothèse tient à ce que les assemblées à ciel ouvert feraient office d'opérateurs de désingularisation<sup>2030</sup> par leur capacité à mettre en équivalence des expériences personnelles et

---

<sup>2027</sup> Adeline, 29 ans, doctorante en psychanalyse à Paris, issue de classes populaires de l'Ouest de la France, membre du collectif *Debout Educ' Pop (Debout Education Populaire)*. La première fois, elle s'est rendue seule sur la place de la République. Entretien réalisé à Paris en novembre 2018. A ce jour, la commission est encore active et organise régulièrement des ateliers sur la place de la République.

<sup>2028</sup> L'étiquette du « cortège de tête » correspond au débordement des manifestations ritualisées par l'avant du défilé, devant les banderoles et les services d'ordre, avec l'adoption de la tactique du « black bloc ».

<sup>2029</sup> Salomé, 26 ans, diplômée, classe populaire de la banlieue parisienne, très investie dans Nuit debout. Entretien réalisé à Paris en avril 2019. UNEF est l'acronyme du syndicat étudiant Union Nationale des Etudiants de France.

<sup>2030</sup> Sélim SMAOUI, *Faites place. Novices en lutte*, op cit.

à les inscrire sur un plan collectif. C'est une hypothèse déjà éprouvée dans d'autres contextes de mobilisations au long cours où les assemblées ne servent pas tant à délibérer qu'à s'écouter mutuellement et à jeter des ponts entre des situations individuelles de sorte à construire du collectif. Suivre cette piste permet de mieux saisir la récurrence du registre du témoignage et des émotions<sup>2031</sup> qui s'expriment au micro ou au mégaphone tout en s'inscrivant dans une dynamique d'individuation des luttes où l'usage de la première personne atteste du fait que les acteurs sont de moins en moins tenus de s'effacer derrière leur organisation. La mise en verbe d'expériences vécues et narrées d'un point de vue subjectif – précarité professionnelle ou matérielle, violences d'Etat, expérience quotidienne de la domination dans la rue ou sur le lieu de travail etc. – autorise des mises en équivalence<sup>2032</sup>. Cependant, il n'est pas dit que les prises de parole sur le registre du témoignage ou du récit entrent facilement en résonance du fait d'une trop forte hétérogénéité ou d'un manque de cadrage (définition de l'ordre du jour par exemple). D'où la perception répandue parmi les *deboutistes* d'assemblées où les discours se juxtaposent (« nous ne nous parlions pas ; nous parlions les uns après les autres<sup>2033</sup> »). Il semble en effet que l'hypothèse de la désingularisation se vérifie davantage dans des situations où les protagonistes vivent des situations relativement proches comme ce fut le cas sur les places espagnoles en 2011 avec l'explosion des expulsions ou du chômage. L'« assemblée de séparation du MEDEF<sup>2034</sup> et de l'Etat » qui s'est tenue le 20 mai 2016 à l'initiative de Nuit debout offre un contre-exemple saisissant : la transcription intégrale des prises de parole qui se sont enchaînées pendant environ deux heures<sup>2035</sup> montre que la majorité des intervenants soulèvent la question de l'entreprise et du lieu de travail comme des espaces non démocratiques.

---

<sup>2031</sup> Héloïse NEZ, « Émotions, délibération et pouvoir d'agir. *Les assemblées des indignés à Madrid* » in COLLECTIF, *La démocratie des émotions. Dispositifs participatifs et gouvernabilité des affects*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018, p. 93-118. Au cours de ma propre enquête à Barcelone, j'ai également pu assister à plusieurs assemblées de la Plate-Forme des Affectés par l'Hypothèque (PAH) dans lesquelles les prises de parole sont ponctuées d'effusions de joie, de moments de colère mais aussi de tristesse qui participent à une « montée en singularité ».

<sup>2032</sup> La désingularisation opère de différentes manières : par identification à sa propre expérience, par empathie quand ce n'est pas le cas mais aussi par des arguments susceptibles de mettre en perspective des situations individuelles.

<sup>2033</sup> Patrice MANIGLIER, « Nuit debout : une expérience de pensée », *op cit.*

<sup>2034</sup> L'assemblée s'est tenue non loin du siège du principal syndicat patronal français, le MEDEF afin de dénoncer les collusions et affinités idéologiques entre un gouvernement socialiste et le patronat.

<sup>2035</sup> Le tract appelle à s'en prendre « au véritable commanditaire » le MEDEF « au nom duquel nos droits et la démocratie sont foulés au pied ! ». Le programme proposé atteste de la minutieuse préparation de telles actions et témoigne de l'inventivité du mode d'action. En voici un extrait qui atteste de la centralité du registre du témoignage :

- « → Arrivée en fanfare et casseroles
- Interventions et témoignages de communautés affectées
- Assemblée populaire : débat "pour notre loi Travail"
- Concert de fin de vie commune
- Cérémonie de séparation du MEDEF »

Cette thématique commune, qui concorde avec le cadrage préalable d'une action symbolique dirigée contre le syndicat patronal, facilite la mise en équivalence d'expériences individuelles qui sont livrées sur la place publique. Cette séquence qui se déroule en dehors de la place de la République - et peut aussi s'analyser soit dit en passant comme un « coup » tactique des *deboutistes* – est exemplaire des processus de dégel à la fois « cognitif<sup>2036</sup> » et « relationnel » qui peuvent se produire pendant les assemblées en tant qu'accélérateurs de participation.

Il convient en ce sens d'insister sur ce qui spécifie ces assemblées de places et de ce qui les distinguent d'autres types d'assemblées déjà par la science politique. Premièrement, ce sont des assemblées extra-institutionnelles par contraste avec les assemblées étatiques qui s'inscrivent dans le cadre du gouvernement représentatif. En ce sens, les assemblées « générales » ou « populaires » n'ont pas grand-chose en commun avec les aréopages des professionnels de la politique. De prime abord, elles présentent plus de traits communs avec ce qu'on peut nommer gouvernement participatif<sup>2037</sup>, en particulier avec les dispositifs au sein desquels des gouvernés tirés au sort et consentants sont chargés de délibérer sur une question donnée. Mais les dynamiques sont bien différentes puisqu'il s'agit d'initiatives descendantes où il est davantage question de *faire* participer avec un pouvoir décisionnaire incertain<sup>2038</sup>. Surtout, les « AG » ne suivent ni le principe de la représentation-distinction (selon le schème aristocratique de la distinction) ni le principe de la représentation-miroir (selon le schème démocratique de la représentation). Elles se rapprochent plutôt d'assemblées *participatives* qui se définissent par leur ouverture au risque de reproduire les nombreux biais des dispositifs basés sur le volontariat (« vient qui veut »). Cependant, cette caractérisation ne préjuge en rien du degré d'organisation, de la qualité de la facilitation et du débat par rapport à leurs équivalents institutionnels, en particulier si on considère l'attention prêtée aux discriminations de genre qui n'en sont pas moins présentes. Enfin, on gagne à ne pas réduire ces assemblées à leur potentiel délibératif : ce sont aussi des espaces de circulation et de sociabilité protestataire. C'est peut-être ce qui fait tout leur intérêt mais aussi leurs limites. Pour Alexandre, qui a participé en tant qu'observateur assidu au campement de la *Puerta del Sol* à Madrid, la lenteur assembléeire serait avant tout le

---

<sup>2036</sup> Dough MC ADAM, *Political Process and the Development of Black Insurgency*, Chicago, University of Chicago Press, 1982, p 49. Ainsi des situations individuelles ne sont plus perçues comme des coups du sort mais à l'aune de problèmes sociaux qui appellent un traitement collectif.

<sup>2037</sup> Le terme « participatif » ne se réduit pas aux dispositifs de participation sur la base du volontariat mais inclut également les dispositifs de délibération comme les jurys ou conseils citoyens, les budgets participatifs. Il revêt donc une portée plus générale.

<sup>2038</sup> En 2021, le détricotage gouvernemental des mesures votées par la Convention Citoyenne pour le Climat, qui avait réuni 150 citoyens et citoyennes tirées au sort, le confirme.

reflet de notre impatience et il y aurait probablement une leçon politique à en tirer : « Après je fais l'apologie du temps, dans l'assembléisme... l'assemblée des Ents<sup>2039</sup> dans *Le Seigneur des anneaux*, des arbres, tu vois, c'est très pertinent pour faire de la politique<sup>2040</sup>. »

Les assemblées seraient aussi des lieux d'apprentissage : pour les novices, par la découverte de l'ingénierie assembléaire, des codes, du tract, du frisson de l'action collective... mais aussi pour les militants en ce que cette sortie en dehors des cercles plus restreints conduit à se défaire au moins ponctuellement de manières de parler et de penser. Les assemblées à ciel ouvert forcent à écouter. Dans les deux cas, il s'agit d'apprendre à ne pas s'interrompre, parfois à se taire ou à se répéter. Autant d'éléments constitutifs d'une politique de l'écoute qu'il ne faut bien sûr pas idéaliser puisque celle-ci connaît de nombreux ratés mais aussi des moments de grâce collective.

Dispositifs de pratiques et de discours, les assemblées à ciel ouvert sont porteuses d'une signification politique dont atteste leur auto-labellisation « populaire » ou « citoyenne » qui rappelle combien ces « mouvements » revendiquent l'*inclusivité*. Ce n'est en effet pas la même chose de s'assembler en cherchant à paraître égaux<sup>2041</sup> que de se rassembler en écoutant religieusement un chef juché sur une estrade sans pouvoir prendre la parole. Opérateurs de participation et déversoirs d'émotions, les assemblées manifestent aussi un ethos qui configure l'ordre d'interaction alternatif qui se met en place. Celui-ci transparait notamment dans l'ordre du discours qui se met en place tout en suscitant des frictions internes. Sur les places espagnoles, en particulier à la *Puerta del Sol*, la réception de la cause féministe suscite une vive controverse. Dans les forums post-Gezi, le refus de nationaliser la cause nourrit la méfiance des électeurs kémalistes<sup>2042</sup>. Place de la République, les membres du collectif catholique des « Veilleurs », qui milite notamment contre le droit à l'avortement et les droits des homosexuels, ne sont pas les bienvenus<sup>2043</sup> à Nuit debout.

---

<sup>2039</sup> Dans l'univers de J.R.R Tolkien, les *Ents* sont des créatures qui prennent la forme d'arbres anthropomorphisés et qui ont pour spécificité de parler très lentement et très rarement.

<sup>2040</sup> Alexandre, 28ans, diplômé en anthropologie, membre de la Marée « Grenade » (*Marea Granate*) et participant à la commission « International » de Nuit debout-Paris. Entretien réalisé à Paris en novembre 2018.

<sup>2041</sup> C'est à dessein que nous employons dans ce contexte le terme *paraître* : si le domaine de la politique est bien celui de l'apparence, alors la possibilité qu'il y ait des *faux semblants* n'exclue pas l'hypothèse inverse des *vrais semblants*. Myriam REVAULT d'ALLONNES, « Peut-on parler philosophiquement politique ? Merleau-Ponty et Hannah Arendt lecteurs de Machiavel », Gérald Sfez éd., *L'enjeu Machiavel*. Presses Universitaires de France, 2001, pp. 179-198

<sup>2042</sup> Öznur KARAKAS, « Gezi Assemblages : Emergence as Embodiment in the Gezi Movement », *op cit*, p. 174. « le souci d'être antiraciste et le souci de donner la parole aux minorités ont tenu à distance les discours et pratiques nationalistes. Dans le quartier ... majoritairement peuplé d'électeurs du parti républicain, les résidents nationalistes se plaignent du caractère non inclusif de l'assemblée qui aurait pu, selon l'un d'entre eux, "être plus attrayante pour la majorité des résidents si elle avait une position clairement nationaliste." »

<sup>2043</sup> « Les Veilleurs s'invitent à Nuit debout et ils ne sont pas les bienvenus », *Nouvel Obs*, 5 juin 2016.



L'ordre qui émerge au fil des jours est assorti de sanctions verbales et non verbales dans le cas d'écart à la norme<sup>2044</sup> qui peuvent aller jusqu'à éconduire les personnes malvenues du fait de leur attitude ou de leur engagement manifeste. Il rappelle que l'énonciation d'un « Nous » suppose la dénonciation d'un « Eux », quand bien même il se veut le plus inclusif possible. Sont ainsi mises en évidence les limites sous-jacentes de refus de prendre parti et de se positionner dans l'espace politique. La construction du « Nous » se heurte alors à une tension que rencontre aussi le populisme entre antagonisme et unité.

## 2. Faire peuple : le populisme des « Places »

« Nous sommes le 99 pour cent<sup>2045</sup> » : le 9 septembre 2011, les rédacteurs du magazine canadien *Adbusters*<sup>2046</sup> font circuler un appel à occuper le quartier d'affaires de Wall Street<sup>2047</sup>. Le titre reprend l'opposition formulée quelques mois auparavant par le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz<sup>2048</sup> entre le « 99% » de la population états-unienne et le « 1% » des « banques, [de] l'industrie immobilière, [de] l'industrie des assurances<sup>2049</sup> ». L'idée est reprise par l'anthropologue David Graeber qui la propose au comité d'organisation du mouvement du 17 septembre dont il fait partie<sup>2050</sup>. Ce mouvement à l'initiative du magazine *Adbusters* planifiait depuis plusieurs mois d'organiser une occupation dans le quartier d'affaires de Wall Street. Ils ouvrent alors un site internet – « the 99 percent » - destiné à récolter les témoignages d'individus qui, faisant l'expérience de la précarité, s'identifient au « 99% » subissant les effets socio-économiques de la crise dite des « subprimes » (2008). Ce mode d'énonciation inclusif donne aussi à voir une connexion avec le « mouvement de places » espagnol dont atteste le rôle actif qu'a joué un groupe d'Espagnols universitaires vivant à New-York qui avaient participé

---

<sup>2044</sup> Juliette RENNES, « Analyse de discours » in Olivier FILLIEULE (éd.), *Dictionnaire des mouvements sociaux. 2<sup>e</sup> édition mise à jour et augmentée*. Presses de Sciences Po, 2020, pp. 33-38.

<sup>2045</sup> COLLECTIF, « Nous sommes le 99% », 9 septembre 2011[ <https://wearethe99percent.tumblr.com/archive>]. Le format du site *Tumblr*, centré sur l'affichage de photographies, constitue aussi un dispositif de mise en équivalence à distance des expériences.

<sup>2046</sup> Fondé au Canada en 1989, *Adbusters* est un réseau militant anti-consumériste aux prises de position anticapitalistes.

<sup>2047</sup> Sur la genèse d'*Occupy Wall Street* du point d'une participation observante, cf. David GRAEBER, *Comme si nous étions déjà libres*, Lux, 2014.

<sup>2048</sup> Joseph STIGLITZ, « of the 1%, by the 1%, for the 1% », *Vanity Fair*, 31 mars 2011.

<sup>2049</sup> COLLECTIF, « Nous sommes le 99% », *op cit*.

<sup>2050</sup> David GRAEBER, *Comme si nous étions déjà libres*, Lux, 2014, p. 51 – 52. Graeber souligne qu'il existait déjà un mouvement pour le 98% mais c'est le 99% qui retient l'attention.

au 15M, en particulier dans l'organisation d'une journée au parc Zuccotti<sup>2051</sup> sur le thème « Nous sommes le 99% » (23 septembre 2011).

La rhétorique polarisante du 99% cherche à mettre en évidence les conséquences de la crise économique-financière de 2008 et des politiques d'austérité qui exacerbent des inégalités de distribution déjà existantes. Ce mot d'ordre a donc vocation à interpeller plus qu'à décrire une réalité statistique de manière fidèle. Comme l'a démontré le sociologue Marco Ancelovici<sup>2052</sup>, le slogan phare d'*Occupy Wall Street* reste fort imprécis en ce qu'il tend à homogénéiser à la fois le « 1% » et le « 99% ». Cette opposition schématique entend dénoncer la concentration du capital entre les mains d'un petit nombre (et l'absence de redistribution qui lui est corrélée) mais ne permet pas de saisir la stratification et les écarts de richesse à l'intérieur de chaque macro-groupe, écarts qui sont, dans le cas des Etats-Unis, beaucoup plus conséquents à l'intérieur du « 1% » qu'à l'échelle du reste de la population. Elle tend également à personnifier le capitalisme alors qu'il s'agit d'un phénomène structurel. Cela n'a pas empêché cet opérateur stratégique de circuler activement dans le champ partisan et les mouvements sociaux des années 2010, en dehors du contexte états-unien. Des partis politiques comme *Podemos* se le sont réappropriés sous la forme du « peuple » et de la « caste ». Lors de la quatrième édition de Nuit debout, une banderole déployée place de la République porte l'inscription : « Cupidité des uns (1%), austérité pour tous (99%) ». Des pochoirs « Nous sommes le 99% » ont aussi laissé des traces sur les murs parisiens au printemps 2016.

Au-delà de sa version anti-austéraitre, la rhétorique qui oppose le « peuple » aux « élites » est un trait récurrent des mouvements d'occupation de places tout en variant dans son contenu. Cette unité de discours explique que le populisme, qui entend reconfigurer l'espace politique à partir d'une redéfinition du peuple et de ses antagonistes, offre une clef de lecture privilégiée. C'est en effet sous l'angle de leur *potentiel hégémonique* qu'ont souvent été abordés les rassemblements de places. A quoi correspond le « pH » d'un mouvement social pour emprunter une abréviation courante des sciences physiques (le potentiel hydrogène qui mesure l'acidité d'un liquide) ? En quoi les « mouvements de places » espagnol, turc, français sont-ils ou non « populistes » ?

---

<sup>2051</sup> Jeffrey LAWRENCE, «The international roots of the 99% and the “politics of anyone” », *IC-Revista Científica de Información y Comunicación*, 2013, vol. 10, p. 53-72. Ce contingent représentait environ 10% à 20% des participants aux assemblées en charge de l'organisation d'OWS.

<sup>2052</sup> MARCOS Ancelovici, « Le mouvement Occupy et la question des inégalités : ce que le slogan “Nous sommes les 99%” dit et ne dit pas », *Par-dessus le marché*, 2012, p. 15-48.

## 2.1. Le « pH » des mouvements sociaux

La théorisation du populisme par Ernesto Laclau et Chantal Mouffe est de loin la plus influente si on en juge par le nombre de travaux qui s'en inspirent pour déchiffrer les « mouvements » 15M<sup>2053</sup>, Occupy<sup>2054</sup>, Gezi<sup>2055</sup> ou Nuit debout<sup>2056</sup> à l'aune de leur potentiel contre-hégémonique. L'apport de Laclau et Mouffe consiste principalement à mobiliser la notion gramscienne d'hégémonie qui provient de la relecture de la lutte des classes par l'intellectuel italien longuement emprisonné. Ce dernier met en évidence le fait qu'en se focalisant sur les rapports de production, Marx aurait sous-estimé l'autonomie du politique. La lutte n'est pas seulement matérielle mais aussi culturelle dès lors que le consentement collectif ne se fabrique pas exclusivement par la force et la contrainte mais de façon plus diffuse par l'adhésion à un ordre socio-politique représenté comme légitime. L'enjeu serait donc de produire « non seulement l'unicité des fins économiques et politiques, mais aussi l'unité intellectuelle et morale, en posant tous les problèmes autour desquels s'intensifie la lutte, non pas sur le plan corporatif mais sur un plan « universel », et en créant ainsi l'hégémonie d'un groupe social fondamental sur une série de groupes subordonnés<sup>2057</sup>. » S'établit ainsi une relation d'hégémonie par laquelle un groupe socio-politique devient capable de traduire ses propres intérêts dans les termes d'autres groupes et de faire front contre un adversaire commun. Cette redéfinition extensive de la lutte des classes « enveloppe à la fois la domination dans les rapports socio-économiques, la direction politique de l'Etat et ses appareils, l'orientation de la culture intellectuelle et morale<sup>2058</sup> ».

C'est cette dernière dimension qui peut être utile dans l'interprétation des mouvements sociaux dont l'horizon ne se réduit pas, en tant que producteurs de sens et pourvoyeurs de significations

---

<sup>2053</sup> Inigo ERREJON, « El 15-M como discurso contrahegemónico » *Revista Crítica de Ciencias Sociales*, n°2, p. 120-145. Du même auteur, qui est devenu entre-temps n°2 de Podemos : « We the people. El 15-M: ¿Un populismo indignado? », *ACME: An International Journal for Critical Geographies*, 2015, vol. 14, no 1, p. 124-156.

<sup>2054</sup> Jan REHMANN, « Occupy Wall Street and the question of hegemony: A Gramscian analysis », *Socialism and Democracy*, 2013, vol. 27, no 1, p. 1-18

<sup>2055</sup> GENCOGLU ONBASI, « Gezi Park protests in Turkey: from 'enough is enough' to counter hegemony? », *Turkish Studies*, 17:2, 272-294

<sup>2056</sup> Patrice MANIGLIER, « Nuit debout : une expérience de pensée », *Les Temps Modernes*, 691, n°5, 2016, p.199-259.

<sup>2057</sup> Antonio GRAMSCI, *Cahiers de prison*, 13, §17. La notion d'hégémonie vient du grec *hegemon* qui désigne la prééminence d'une cité sur l'ensemble de la Grèce. Pour une approche génétique, cf. Fabio FROSINI, « Hégémonie : une approche génétique », *Actuel Marx*, vol. 57, no. 1, 2015, pp. 27-42.

<sup>2058</sup> TOSEL André, « La presse comme appareil d'hégémonie selon Gramsci » in *Quaderni*, n°57, Printemps 2005. Gramsci, les médias et la culture, pp. 55-71. Il se réfère en particulier à la définition que donne Gramsci dans le cahier 1, § 44.

communes<sup>2059</sup>, à la prise du pouvoir et au contrôle de l'appareil d'Etat. En croisant Gramsci avec Lefort, Mouffe et Laclau rappellent que la politique n'est pas dérivée et que les rapports de force constitutifs du social ne se laissent pas appréhender à l'état brut dès lors qu'ils sont indissociables de leur mise en forme, en sens et en scène<sup>2060</sup>. Dans leur ouvrage traduit tardivement en français<sup>2061</sup>, les deux auteurs se distinguent de Gramsci en refusant de faire d'une classe sociale en particulier – le prolétariat – le porteur de l'hégémonie. Ils réfutent l'idée d'un sujet qui serait préexistant à sa constitution hégémonique, d'où la nécessité de mener de front mobilisation contestataire et compétition électorale dans le cadre d'une bataille culturelle. A rebours de l'économicisme qu'ils qualifient d'essentialisme de classe<sup>2062</sup>, Mouffe et Laclau optent pour une voie constructiviste, rappelant que l'identité sociale n'est pas déterminée uniquement par la position dans les rapports de production mais se définit comme le « point de rencontre d'une multiplicité de pratiques articulatoires, dont beaucoup sont antagoniques<sup>2063</sup> ». Autrement dit, les identités socio-politiques ne préexistent pas à leur articulation par le discours et dépendent des opérations de division par lesquelles un groupe social se pose comme classe<sup>2064</sup>. Il faut préciser le contexte d'apparition d'une grille de lecture qui vise à rendre compte de la diversification des mobilisations avec l'essor des causes écologiques, féministes ou antiracistes et de la fragmentation de la classe ouvrière dans les économies tertiarisées du « Nord ».

Qu'ils manifestent une crise politico-institutionnelle ou qu'ils en soient le signe avant-coureur, les « mouvements de places » seraient propices à l'émergence d'un discours contre-hégémonique susceptible de déstabiliser voire de disloquer l'hégémonie néolibérale et ses traductions « locales » : partis sociaux-libéraux en perte de vitesse en Espagne et en France ; hégémonie islamo-conservatrice du parti de la Justice et du Développement en Turquie. Le potentiel hégémonique dépend de la capacité à mettre en équivalence<sup>2065</sup> des demandes sociales initialement hétérogènes, à les agréger et à les transformer en revendications politiques. Celles-ci sont plus faciles à agréger dès lors que ces demandes ont pour point commun d'être rejetées ou triées par le système politico-institutionnel dans une logique de différence qui met en

---

<sup>2059</sup>On renvoie ici aux travaux de Daniel CEFAÏ, en particulier Daniel CEFAÏ, Danny TRÖM (dir.), *Les formes de l'action collective : mobilisations dans des arènes publiques*, Editions de l'EHESS, 2001.

<sup>2060</sup> Claude LEFORT, *Essais sur la politique. XIXe-XXe siècles*, Paris, Éditions du Seuil, 1986.

<sup>2061</sup>Chantal MOUFFE, Ernesto LACLAU, *Hégémonie et stratégie socialiste*, Les Solitaires Intempestifs, 2009 (1985).

<sup>2062</sup> *Ibid*, p. 243 et suivantes.

<sup>2063</sup> *Ibid*, p. 250.

<sup>2064</sup> Claude LEFORT, *Le travail de l'œuvre*, op cit, p. 385.

<sup>2065</sup> Dans la perspective anti-rationaliste de Mouffe, les affects d'indignation ou de colère contre les gouvernants jouent le rôle de *liant*.

demeure de formuler des revendications claires et séparées (qui s'ajustent aux domaines de compétences de leurs destinataires). Une chaîne d'équivalence se forme lorsqu'un ensemble de demandes sociales se lient les unes aux autres et se réfléchissent dans une identité collective faite de discours, d'images et de symboles suffisamment équivoques pour les tenir ensemble. C'est la raison pour laquelle un des éléments de cet ensemble hétérogène a vocation à jouer un rôle d'articulation grâce à son caractère suffisamment indéterminé pour nourrir des processus d'identification multiples comme une partie qui s'identifie au tout. Dans la perspective de Laclau, ce signifiant-*vide* s'incarne dans la personne du leader charismatique au point que son nom finit par se confondre avec le mouvement et par dépasser son porteur comme dans le cas du péronisme<sup>2066</sup>. Il sous-estime cependant la possibilité inverse d'une incarnation collective et dépersonnalisée.

Cette mise en perspective théorique permet de mieux comprendre pourquoi, aux yeux de Chantal Mouffe, le principal défi auquel se confrontent des « mouvements » comme « le » 15M serait de faire émerger un « peuple » au sens d'« une construction politique discursive<sup>2067</sup> ». Celle-ci ne se limite pas à faire émerger un « Nous » qui agrège des revendications multiples mais surtout de redéfinir la topographie de l'espace politique, de ses lignes de clivage et points cardinaux, des identités politiques et de leur codage<sup>2068</sup>. C'est en ce sens que Mouffe enjoint les « mouvements » à canaliser les énergies rassemblées vers la scène électorale en adoptant la forme-parti. Elle y voit une occasion de repolitiser la démocratie dans des régimes libéraux de plus en plus déconflictualisés par l'absence d'alternatives claires en dépit des alternances conservatrices et social-libérales. Cette interprétation concorde avec la thèse de la démocratie agonistique<sup>2069</sup> que développe Mouffe depuis la fin des années 1990.

Sa théorie de la démocratie reste cependant tributaire d'une conception institutionnaliste de la démocratie<sup>2070</sup> comme régime mixte<sup>2071</sup> qui relègue la « politique de la rue » à un stade pré-politique. Elle reproduit un biais instrumental répandu dans la théorie politique qui a tendance à concevoir la contestation sur le modèle du siège<sup>2072</sup>. D'où l'injonction stratégique à convertir

---

<sup>2066</sup> Ernesto LACLAU, *La raison populiste*, Seuil, 2008.

<sup>2067</sup> Chantal MOUFFE, *Pour un populisme de gauche*, Albin Michel, Paris, 2019, p. 124.

<sup>2068</sup> Chantal MOUFFE Chantal, Ernesto LACLAU, *Hégémonie et stratégie socialiste*, *op cit*, p. 245 ; p. 253.

<sup>2069</sup> Chantal MOUFFE, *Le politique et ses enjeux : pour une démocratie plurielle*, La Découverte/MAUSS, 1994.

<sup>2070</sup> Manuel CERVERA-MARZAL, « Une « démocratie radicale » pas si radicale ? », *Raisons politiques*, 2019, no 3, p. 13-28.

<sup>2071</sup> Cornelius CASTORIADIS, « La relativité du relativisme : Débat avec le MAUSS », *Revue du MAUSS semestrielle*, 1999, no 13, p. 23-39.

<sup>2072</sup> Pierre ROSANVALLON, *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Seuil, 2014. Selon Rosanvallon, la protestation sociale court le risque de l'*impolitique*, d'une sortie de la politique.

l'élan protestataire des « Places » en dynamiques électorales capables de prendre d'assaut les institutions. C'est précisément ce que dit Mouffe quand on l'interroge au sujet de Nuit debout :

« Il est rafraîchissant de voir ces jeunes qui se réveillent, mais j'ai néanmoins des réserves. [...] Je crois à la nécessité d'un leader. Il n'y a pas de démocratie sans représentation, car c'est elle qui permet la constitution d'un peuple politique. Il n'y a pas d'abord un peuple qui préexisterait, puis quelqu'un qui viendrait le représenter. C'est en se donnant des représentants qu'un peuple se construit. C'est autour du leader que se cristallise le « nous ».<sup>2073</sup> »

La manière dont la philosophe déchiffre la séquence du printemps 2016 est cohérente avec sa philosophie de la démocratie. Il manquerait au « mouvement de places » français un « leader » capable de porter sa voix et une structure pour l'ancrer dans le paysage politique hexagonal. L'inconvénient de ce type d'approche est de faire des mouvements sociaux comme Nuit debout des mobilisations pré-politiques du fait qu'elles réduisent la politique à la question institutionnelle. Elle tend également à homogénéiser les acteurs collectifs et à sous-estimer le fait que les débats internes sont susceptibles de faire obstacle à la mise en équivalence.

## 2.2. Le populisme des « Places » : une question de grammaire ?

En quoi les occupations de places seraient-elles populistes ? L'opposition verticale entre ceux d'en haut et ceux d'en bas, entre le petit et le grand nombre n'est pas neuve : elle renouvelle une rhétorique démotique et oppositionnelle déjà balisée par les sciences politiques<sup>2074</sup>. Cependant, son aspiration plébéienne se distingue des définitions nationalistes ou ethno-nationalistes du peuple qui opèrent par en haut et laissent libre cours aux humeurs xénophobes. L'absence de bouc émissaire susceptible de catalyser les passions tristes ou d'être accusé de *mettre en péril* l'unité nationale<sup>2075</sup> est un point commun aux trois mouvements espagnol, turc et français. La rhétorique offre également un analyseur pertinent pour distinguer les « mouvements de places » contestataires des mobilisations « démagogues » qui ont pris dans des contextes autocratiques afin de destituer ceux qui s'étaient appropriés l'Etat.

Il reste que l'appel au peuple par la figure du citoyen porte une vision du monde social relativement aplatie qui tend à homogénéiser le profil des participants en tant qu'*individus* et à

---

<sup>2073</sup> Entretien avec Chantal Mouffe, « Nuit debout et le refus du leader : occuper une place ne suffit pas », *Nouvel Observateur*, 22 avril 2016. Mouffe n'est pas la seule théoricienne à défendre la voie d'une organisation partisane : cf par exemple Ivan KRASSTEV, *Democracy Disrupted: The Politics of Global Protest*, University of Pennsylvania Press, 2014.

<sup>2074</sup> Pierre BIRNBAUM, *Genèse du populisme. Le peuple et les gros*, Fayard, 2012. L'auteur applique la même thèse à la rhétorique de La France insoumise : Pierre BIRNBAUM, « Les « gens » contre « l'oligarchie » : le discours de La France insoumise », *Cités*, vol. 72, no. 4, 2017, pp. 163-173.

<sup>2075</sup> Albert O. HIRSCHMAN, *Deux Siècles de rhétorique réactionnaire*, Fayard, 1991. Avec l'inanité et l'effet pervers, la mise en péril est un argument fréquemment sollicité par les réactionnaires.

occulter leur insertion dans des rapports sociaux. C'est une objection fréquemment lancée contre la conception citoyenniste de la politique et sa tendance à déréaliser socialement les acteurs. Ici les controverses qui ont eu lieu *pendant* les occupations apportent des éléments de réponse qu'on peut organiser à partir d'une grille de lecture intersectionnelle<sup>2076</sup> axée sur les rapports sociaux de genre, de race et de classe. Ces débats internes et externes aux « Places » rappellent la nécessité de ne pas aborder ces collectifs émergents comme des entités homogènes. Redonner la parole aux protagonistes rappelle que les rassemblements ne sont pas étanches aux assignations minoritaires et aux « situations de moindre pouvoir<sup>2077</sup> » qui sont le quotidien des femmes, des personnes racisées et des classes subalternes (du simple fait de leur absence). Si les rapports sociaux de domination tendent à se reproduire par inertie dans des mobilisations de centre-ville, ne serait-ce qu'à travers l'absence ou la sous-représentation des dits groupes minoritaires (prolétariat, sans-papiers, populations issues de l'immigration postcoloniale), il convient cependant de souligner les manières dont les parties prenantes tentent d'y résister<sup>2078</sup>.

### 2.2.1. « La révolution sera féministe ou ne sera pas »

La première semaine d'occupation de la « Porte du Soleil » à Madrid, une pancarte géante portant le message « La révolution sera féministe ou ne sera pas » est vite décrochée par des participants qui ne voient pas d'un bon œil le fait de se revendiquer féministes. Ils lui opposent l'affirmation selon laquelle les indignés ne sont « ni machistes ni féministes » situant sur un même plan une attitude caractéristique de la violence structurelle patriarcale qui s'exerce au quotidien à l'encontre du groupe social des femmes et la revendication de son abolition constitutive d'un espace de cause centrale dans les mouvements sociaux.

Le 20 mai 2011, le manifeste des « Féministes indignées » de la place de la Catalogne reprend le même slogan controversé reliant la nécessité d'une révolution féministe<sup>2079</sup> à la défense des services publics (santé, éducation, métiers du *care*) et à l'éradication de la violence masculine « sous ses formes physiques ou psychologiques, ainsi que sous ses formes d'exploitation sexuelle ou de travail...<sup>2080</sup> ». A l'échelle du mouvement, l'assemblée des « féministes indignées » entend aussi dénoncer les biais sexistes des textes diffusés par la commission

---

<sup>2076</sup> Kimberl W. CRENSHAW, « Mapping the Margins : Intersectionality, Identity Politics, and Violence Against Women of Color » in COLLECTIF, *The Public Nature of Private Violence*, New-York, Routledge, p. 93-118.

<sup>2077</sup> Colette GUILLAUMIN, « Sur la notion de minorité », *L'homme et la société*, 1985, vol. 77, n° 1, p. 101-109.

<sup>2078</sup> Sur les débats analogues qui ont eu lieu sur le campement d'*Occupy Boston*, cf. Jeffrey S. JURIS, Michelle RONAYNE, Fiurzeh SHOKOOH-VALLE, « Negotiating Power and Difference within the 99% », *Social Movement Studies*, 2012, vol. 11, no 3-4, p. 434-440.

<sup>2079</sup> « La révolution sera féministe ou ne sera pas », Manifeste des féministes indignées («Feministes indignades»), Place de la Catalogne, 20 mai 2011.

<sup>2080</sup> *Ibid*

« Communication<sup>2081</sup> ». Concernant le fonctionnement des assemblées, le procès-verbal du 26 mai 2011 propose d'ajouter un signe au langage visuel des assemblées pour s'opposer à tout propos sexiste ou raciste (un poing en l'air en signe de désapprobation).

La mise en débat du sexisme ordinaire<sup>2082</sup> dans les prises de parole ressort aussi comme une constante des échanges au sein de la commission « féminisme » de Nuit debout affirmant que « les propos sexistes ne sont pas acceptés ni en plénière ni en commission<sup>2083</sup> ». En plus de la surreprésentation sur la place (environ deux tiers des participants selon les chiffres d'une enquête *in situ*<sup>2084</sup>), la parole masculine tend aussi à prédominer dans les assemblées. Déplorant qu'une règle de parité stricte ait été refusée, les membres de la commission « féministe » enregistrent par exemple que, lors de l'AG du 12 avril 2016, les hommes ont pris la parole pendant 73 minutes contre 29 minutes pour les femmes<sup>2085</sup>. A cette « action chrono parité<sup>2086</sup> » s'ajoutent de nombreuses autres initiatives comme des déambulations sur la place avec un panneau « Je suis féministe, posez-moi vos questions » pour engager la discussion ou encore l'organisation de réunions non-mixtes (tous les jours en fin d'après-midi ou en début de soirée). Ouvertes aux femmes, minorités de genre et inter sexe, celles-ci « se tiennent difficilement en raison d'interventions violentes d'individus extérieurs<sup>2087</sup> » hostiles au principe de la non-mixité alors qu'il s'agit d'un mode d'action ancré de longue date, en particulier dans les mouvements féministes. Les rapports de genre se sont aussi traduits sur la place par des attitudes et comportements sexistes voire sexuellement violents, donnant parfois lieu à des réactions immédiates comme celle de Matheus<sup>2088</sup> qui assène un coup de poing à un homme harcelant une femme pendant une commission.

Sur le parc Gezi, les traces de la domination masculine font aussi l'objet d'un travail de déconstruction, en particulier à travers les interactions entre militants LGBTI et supporters des clubs de football. Ces deux groupes distincts se tenaient en première ligne sur les barricades qui protégeaient la place Taksim. « Dans les premiers jours du mouvement, explique Gökçe Tuncel, [...], des jurons sexistes et homophobes comme "pédé" ou "fils de pute" étaient utilisés dans

---

<sup>2081</sup> Procès-verbal de la commission « féministe », Place de la Catalogne, 23 mai 2011. La proposition de « répondre au langage sexiste des documents de la commission de communication » est approuvée.

<sup>2082</sup> Procès-verbal de la commission « féministe », Place de la Catalogne, 26 mai 2011.

<sup>2083</sup> Commission « féminisme » Nuit debout, Place de la République, 13 avril 2016 – 44 mars.

<sup>2084</sup> COLLECTIF, « Déclassement sectoriel et rassemblement public : éléments de sociographie de Nuit debout place de la République », *Revue française de science politique*, vol. 67, n° 4, 2017, p. 675-694

<sup>2085</sup> Commission « Féminisme » Nuit debout, Place de la République, 12 avril 2016 – 43 mars.

<sup>2086</sup> Commission « féminisme » Nuit debout, Place de la République, 13 avril 2016 – 44 mars.

<sup>2087</sup> Commission « féminisme » Nuit debout, Place de la République, 16 avril 2016 – 47 mars. Cette action calcule le temps de parole des hommes et des femmes : 86% contre 14% ce soir-là.

<sup>2088</sup> Matheus, 31 ans, de classe moyenne supérieure, diplômé d'anthropologie, membre de la commission « démocratie », Paris, 2019.



les slogans et les écrits de rue - jusqu'à ce qu'un militant LGBTI crie aux membres de Carsi: "Les pédés sont ici ! Les policiers ne sont pas des pédés et être un pédé n'est pas une mauvaise chose !" <sup>2089</sup> ».

C'est ainsi que des militantes féministes ont organisé des ateliers autour des slogans à caractère machiste qui forment le cœur du répertoire chorégraphié des ultras. Cette manière d'investir l'espace de la protestation met d'ailleurs en évidence le continuum de pratiques entre la « place » et les affrontements hebdomadaires aux abords du stade ou dans le quartier. En entretien, Asylis répète le slogan le plus récurrent afin de provoquer les policiers anti-émeutes <sup>2090</sup> : « Laisse-le tomber ! Laisse-le tomber ! Vaporise du gaz poivré ! Enlève ton casque, laisse tomber ton bâton, on va voir qui est un homme ! » ("Sık bakalım ! Sık bakalım ! Biber gazı sık bakalım ! Kaskını çıkar, copunu bırak, delikanlı kim bakalım ! »). Par la suite, l'usage du terme « *delikanlı* », qui renvoie à une représentation viriliste de la masculinité, s'étend à l'ensemble des protagonistes de Gezi y compris les femmes et les LGBTI. Avec quasiment autant de participantes que de participants <sup>2091</sup>, l'implication de collectifs qui portent la cause des femmes (l'organisation socialiste IFK, Istanbul Féministe Collectif) et des manifestations de ces mêmes collectifs ou des « mères de Gezi »(qui avaient appelés par le Premier ministre à ramener leurs « enfants » à la maison), les rassemblements du parc Gezi ont aussi donné lieu à des échanges féconds dont il ne faut cependant pas exagérer la portée.

### 2.2.2.« Les Nuits debout sont blanches »

On gagne aussi à interroger l'homogénéité des « mouvements de places » à l'aune des rapports sociaux de race : de ce point de vue, les *quincemayistas*, *gezciler*, *nuitdebutistes* appartiennent pour la plupart à des groupes « majoritaires ». Ce constat d'homogénéité reste difficile à étayer en l'absence de données quantitatives suffisantes mais s'éclaire à la lumière des récits individuels et des critiques issues du monde militant qui témoignent d'une expérience située de la protestation.

---

<sup>2089</sup> Gökçe TUNCEL. « De l'amour du foot au mouvement Gezi : enquête sur le processus de politisation des supporteur.es de « Çarşı » », *Mouvements*, vol. 90, no. 2, 2017, pp. 128-139. On consultera aussi : Zeynep UGUR, « Queering the public sphere : the LGBTI movement in Gezi », *Politika*, 2017. [<https://www.politika.io/fr/article/queering-the-public-sphere-the-lgbti-movement-in-gezi>]

<sup>2090</sup> Asylis, supporter de Besiktas et membre de *Carsi*, avocat, 32 ans. Entretien réalisé à Istanbul en mai 2019. Traduction par Yusuf.

<sup>2091</sup> KONDA Institut de sondage, « Rapport sur Gezi. Perception publique des protestations de Gezi. Qui étaient les participants au parc de Gezi ? », 5 juin 2014, Istanbul. D'après les données collectées dans le parc (et non sur la place), 50,9% des participants étaient des femmes et 49,2% des hommes, ce qui reflète peu ou prou la division sexuelle de la population turque en 2013.

Place de la Catalogne, la présence habituelle de vendeurs à la sauvette, pour la plupart issus de l'immigration clandestine et pris dans une économie de la survie, suscite des tensions quant à l'usage gratuit ou mercantile du lieu. Ces tensions se sont notamment cristallisées entre les membres de la commission « *Convivencia* », identifiables à ce qu'ils portaient un brassard distinctif, et des activistes libertaires qui grenouillaient dans les marges de la place. A plusieurs reprises, les premiers tentèrent d'empêcher le commerce des vendeurs clandestins au nom du refus de l'argent, ce qui a été perçu par les seconds comme une attitude excluante. C'est la raison pour laquelle certains catalans n'ont pas hésité à recourir à la violence verbale sous forme d'invectives et de cris afin d'empêcher leur expulsion.

Aux abords du parc Gezi, la présence des vendeurs de rue est négociée et certains occupants leur achètent une partie de ce qu'ils donnent par la suite à l'intérieur du parc. Un grand nombre d'entre eux s'identifie spontanément à la catégorie pré-sociologique des « Turcs blancs », qui renvoie à l'appartenance aux classes urbaines diplômées, au mode de vie plus « occidental » par contraste avec les classes subalternes, au mode de vie plus traditionnel, qui vivent dans les périphéries ou les territoires ruraux de la Turquie anatolienne. Les tentatives de jonction des quartiers populaires vers la place Taksim sont empêchées et leurs habitants sévèrement réprimés quand ils se mobilisent dans leurs quartiers comme celui de Gazi. Ces séquences répressives s'inscrivent elles aussi dans un *continuum* répressif révélateur du traitement différentiel des populations ciblées en priorité par la force publique<sup>2092</sup>.

Même constat sur la place de la République où les porteurs de la cause anti-raciste n'ont pas manqué de railler l'homogénéité sociale des rangs plus clairsemés de Nuit debout. « Les Nuits debout sont blanches<sup>2093</sup> » titrait un communiqué du Parti des Indigènes de la République (PIR) évoquant l'absence manifeste des « quartiers et des populations non-blanches ». Celle-ci matérialiserait l'étanchéité de la frontière du boulevard périphérique séparant banlieues et centres-villes. Cette prise de position qui vient du secteur de l'antiracisme des années 2010<sup>2094</sup> exprime aussi un conflit d'agenda, la loi « travail » figurant au second plan pour les habitants des quartiers populaires qui se mobilisent pour leurs droits et contre les violences d'Etat dont ils sont la cible privilégiée (du harcèlement policier sous la forme de contrôles au faciès aux

---

<sup>2092</sup> On observe par exemple un contraste exemplaire entre la répression subie par les occupants du parc Gezi et les manifestants du quartier périphérique de Gazi lorsqu'ils se mobilisent.

<sup>2093</sup> Parti des Indigènes de la République, « Nuit (blanche) debout : comment sortir de l'entre-soi ? », communiqué de presse, 22 avril 2016. Les citations qui suivent sont extraites du document.

<sup>2094</sup> Sur l'évolution du champ antiraciste avant l'apparition du Comité Adama en 2016, cf. Pauline PICOT, *L'heure de nous-mêmes a sonné". Mobilisations antiracistes et rapports sociaux en Ile-de-France (2005-2018)*, Thèse de doctorat, Université Sorbonne Paris Cité, 2019.

crimes racistes qui restent impunis)<sup>2095</sup>. Sur la place, les militants antiracistes se font le relais de cette critique qui interroge les présupposés du mot d'ordre de « convergence des luttes ». L'appel à faire converger les luttes ne reviendrait-il pas à placer le collectif qui l'énonce à se placer au *centre* de l'espace des mouvements sociaux et ainsi de reproduire un rapport de subordination « centre » - « périphérie » ?

Ce qu'on pourrait qualifier d'angle mort « post-colonial » éclaire un débat récurrent des « mouvements de places » si on se réfère au cas-fenêtre *Occupy Wall Street*. Ainsi la déclaration de l'Assemblée Générale d'*Occupy* à New-York<sup>2096</sup> a fait l'objet de vifs débats autour de la notion de race. Une première version énonçait « qu'il n'y a qu'une seule race, la race humaine<sup>2097</sup> ». De retour d'une réunion du collectif *South Asians for Justice* (Asiatiques du Sud pour la justice), Manissa Maharawal, engagée dans plusieurs collectifs antiracistes, se ligue avec plusieurs amies contre cette phrase placée en exergue parce qu'elle « bannissait le souvenir de toutes les relations de pouvoir et ne tenait aucun compte de décennies d'oppression<sup>2098</sup> ». A ses yeux, cette phrase nie l'expérience de l'oppression et de l'assignation vécue au quotidien en tant que Noire.

Pour sa première participation à *Occupy Wall Street*, elle prend donc l'initiative de bloquer la proposition du texte en dépit des tentatives de dissuasion par des participants plus anciens qui les enjoignent à envoyer leurs préoccupations par mails (« on nous a dit que « bloquer » la déclaration, c'était très sérieux »). Manissa et ses camarades de lutte finissent par obtenir gain de cause en introduisant un paragraphe qui mentionne « l'inégalité et la discrimination sur le lieu de travail basée sur l'âge, la couleur de la peau, le sexe, l'identité de genre et l'orientation sexuelle<sup>2099</sup> ». Et Manissa de conclure : « Ça valait la peine de s'asseoir à un coin de rue dans le Financial District à 23H30 un jeudi soir, après une journée de travail, et d'argumenter pour faire changer la première ligne de la Déclaration d'occupation de la ville de New York<sup>2100</sup> ». Elle interprète la suppression de cette ligne comme une victoire contre le « daltonisme libéral »

---

<sup>2095</sup> Intervention d'Alamy Kanouté lors de l'assemblée, militant du mouvement « Emergence », Place de la République 40 mars, Nuit debout Paris. Il évoque la possibilité d'une « fusion entre les parisiens et les banlieusards ».

<sup>2096</sup> Trois cents personnes participent à l'assemblée ce soir-là.

<sup>2097</sup> Voici l'extrait de la version provisoire de la déclaration d'*Occupy Wall Street* :

« Comme un seul peuple uni, autrefois divisé par la couleur de notre peau, notre sexe, notre orientation sexuelle, notre religion, ou notre absence de religion, notre parti politique et notre milieu socioculturel, nous reconnaissons la réalité : qu'il n'y a qu'une seule race, la race humaine »

<sup>2098</sup> Manissa MAHARAWAL, « Tenir tête » in COLLECTIF, *Occupy Wall Street ! Textes, Essais et témoignages des indignés*, op cit, p. 62 - 70.

<sup>2099</sup> *Ibid.*

<sup>2100</sup> *Ibid.*, p. 68 – 69.

(« *liberal colourblindness*<sup>2101</sup> ») de l'hémisphère gauche du champ militant états-unien et de son analyse lacunaire de la violence, y compris dans les espaces protestataires.

### 2.2.3. Des mouvements de classes ?

Bien qu'elles restent minces et fragmentaires, les données quantitatives dont on dispose concernant la sociographie des rassemblements 15M, Gezi et Nuit debout confirment la surreprésentation des classes intermédiaires urbaines, plus diplômées que la moyenne nationale mais également plus précarisées, qui vivent ou travaillent dans les centres-villes où se situent les places. L'absence manifeste ou la sous-représentation de groupes sociaux plus démunis en ressources (ce qui *peut* faire obstacle à la mobilisation mais pas systématiquement si on tient compte de la fréquence des mobilisations dites « improbables<sup>2102</sup> ») fait question pour des mobilisations qui développent une rhétorique qu'on peut qualifier de « populiste<sup>2103</sup> ».

L'absence de données fiables sur le cas barcelonais<sup>2104</sup> invite à la prudence : il n'est pas question de raisonner à partir d'un individu-type ou moyen qui correspondrait au jeune diplômé des classes moyennes au début des années 2010 en Espagne. Même si l'apparition du 15M ne peut probablement pas être dissociée de la crise des débouchés que connaît la génération des *mileuristas*, ces jeunes diplômés au chômage ou dans des emplois précaires qui vivent encore chez leurs parents faute de mieux (son hybridation avec le 15M a donné l'expression de *quincemileuristas*). C'est un élément à prendre en considération pour comprendre la prégnance du discours méritocratique tenu par une frange des « jeunes indignés<sup>2105</sup> » dans « un mouvement social jeune mais pas adolescent<sup>2106</sup> » où sont surreprésentés les étudiants et diplômés. A Barcelone, les militants libertaires issus des squats *Okupa*, les néo-activistes de *Democracia Real Ya !*, les affiliés au parti de gauche (*Izquierda Unida, Revolta Global*) mais

---

<sup>2101</sup> Joel OLSON, Whiteness and the 99%. *We are Many: Reflection of Movement Strategy From Occupation to Liberation*, 2012, p. 46-51.

<sup>2102</sup> Les mobilisations improbables déjouent les pronostics des approches trop mécanistes par les mobilisations d'ouvrier immigrés et de prostituées dans les années 1970 en France : Choukri HMED, « Contester une institution dans le cas d'une mobilisation improbable: la « grève des loyers » dans les foyers Sonacotra dans les années 1970 », *Sociétés contemporaines*, 2007, n° 1, p. 55-81 ; Lilian Mathieu, « Une mobilisation improbable: l'occupation de l'église Saint-Nizier par les prostituées lyonnaises », *Revue française de sociologie*, 1999, p. 475-499.

<sup>2103</sup> Pour Gerbaudo, le populisme renvoie au pôle discursif du référentiel « citoyeniste ».

<sup>2104</sup> Kerman CALVO, Teresa GOMEZ-PASTRANA, Luis MENA, « Mouvement 15M : qui sont-ils et que revendiquent-ils ? », *Zoom Politico*, Université de Salamanque, avril 2011. Enquête menée sur un échantillon de plus de 250 personnes entre le 26 et le 30 mai sur la place de la Constitution de Salamanque.

<sup>2105</sup> <sup>2105</sup> Carlos TAIBO, « The Spanish indignados: A movement with two souls », *European Urban and Regional Studies*, 2013, vol. 20, n° 1, p. 155-158. L'expression *mileuristas* désigne les jeunes diplômés qui vivent une crise des débouchés professionnels

<sup>2106</sup> *Ibid.*

aussi les travailleurs en grève du secteur public et privé local et l'association de la PAH qui milite pour l'accès au logement forment une mosaïque qui invite à se tenir à distance des schèmes explicatifs trop simplificateurs.

Il en va de même pour l'occupation du parc Gezi et de la place Taksim où, compte-tenu de l'hétérogénéité sociale et politique des protagonistes, « la classe en elle-même ne fonctionne [...] pas comme une variable explicative pour les manifestations de Gezi » au contraire de « l'orientation politique et culturelle » des manifestants<sup>2107</sup>. Si Erdem Yörük et Murat Yüksel conviennent que le parc Gezi est davantage prisé par les « cols blancs » (on y trouve moins d'ouvriers, d'employés et de professions intermédiaires que de cadres et de professionnels, ce que corroborent les profils rencontrés pendant l'enquête), primo-manifestants pour une bonne partie d'entre eux<sup>2108</sup>, les deux auteurs battent en brèche l'hypothèse<sup>2109</sup> d'une mobilisation de classe. Celle-ci présente au contraire une transversalité remarquable puisque les revendications ne visaient pas « d'abord le capital et les capitalistes, mais avant tout le gouvernement Erdoğan<sup>2110</sup> ».

L'enquête collective menée place de la République pendant Nuit debout fait état d'une homogénéité des rassemblements parisiens qui seraient donc sectorisés. Avec un échantillon de 511 participants, elle conclue qu'en dépit de « leur caractère composite, les deboutistes se recrutent surtout dans les milieux artistiques, médiatiques et universitaires, tous trois en crise<sup>2111</sup> ». Avec la moitié des enquêtés qui sont désignés comme des « créatifs culturels » issus des mondes de l'art, de l'enseignement supérieur, des médias et des associations, le caractère sectoriel des rassemblements Nuit debout à Paris s'expliquerait par une mobilité sociale descendante favorisée par une précarisation professionnelle. Les *deboutistes* interrogés appartiennent en majorité aux « mondes professionnels de la culture, de l'université,

---

<sup>2107</sup> Erdem YÖRÜK, Murat YÜKSEL, « Classes et politique dans les manifestations de Gezi en Turquie », *Agone*, n° 3, 2016, p. 79-100.

<sup>2108</sup> D'après l'enquête de Konda, 79 % des personnes interrogées présentes au parc déclaraient n'appartenir à aucune organisation politique et 94 % disaient y être venus en tant que personnes individuelles et non pour représenter un groupe. Pour 55 % d'entre elles, le mouvement de contestation de Gezi était leur première manifestation politique.

<sup>2109</sup> On peut remarquer que cette hypothèse est partagée par ceux qui déchiffrent Gezi à l'aune d'une prolétarianisation des classes moyennes (des prolétaires en col blanc) ou au contraire d'une surreprésentation des classes moyennes au détriment des « vrais » prolétaires qui seraient absents. cf. Çağlar KEYDER « The New Middle Class », *Bilim Akademisi*, 2014; Cihan TUGAL, « Resistance Everywhere ? The Gezi Revolt in Global Perspective », *New Perspectives on Turkey*, 2013, n° 49.

<sup>2110</sup> Erdem YÖRÜK, Murat YÜKSEL, « Classes et politique dans les manifestations de Gezi en Turquie », *op cit.*

<sup>2111</sup> COLLECTIF, « Déclassement sectoriel et rassemblement public : éléments de sociographie de Nuit debout place de la République », *Revue française de science politique*, vol. 67, n° 4, 2017, p. 675-694. L'enquête a été conduite sur la place de la République sur la base d'un échantillon de 511 participants en avril 2016. Des mêmes auteurs : COLLECTIF, « Qui vient à Nuit Debout ? Trois méthodes pour une question », *Sociologie*, 2020, vol. 11, no 3, p. 251-266.

notamment des sciences humaines, des médias, et dans une moindre mesure de l'informatique et de l'associatif<sup>2112</sup> ».

Ceci étant, l'hypothèse d'une mobilisation par le déclassement semble trop réductrice. L'hypothèse de « mouvements de classes » ne résiste pas à l'examen si on considère que malgré leur proximité sociale, celles et ceux qui se font protagonistes ne représentent qu'une fraction des groupes sociaux en question. Mieux vaut se garder d'une lecture mécaniste des propriétés sociales<sup>2113</sup> des acteurs qui ne tiendrait pas suffisamment compte des trajectoires d'engagement, des sphères de socialisation et des parcours de vie. Leur attitude vis-à-vis de l'ordre établi – adhésion, interrogation, subversion... - n'est pas déterminée à l'avance. Les enquêtes quantitatives produites *in situ* ont le mérite de produire une photographie à un instant *t* de phénomènes collectifs éphémères ; elles n'en restent pas moins limitées, comme tout mode de collecte de données, par ce qu'elles laissent hors-champ.

Une hypothèse explicative tient à ce que les « mouvements de places » mobilise davantage une grammaire du peuple que de la lutte des classes, celle-ci n'étant pas absente pour autant. Les discours que produisent ces collectifs émergents ne visent pas en premier lieu les producteurs ou détenteurs du capital mais directement ceux qui exercent le pouvoir politico-administratif. Cela ne signifie pas que ces mobilisations sont dénuées d'enjeux matériels – les politiques publiques du logement, de la santé et de l'emploi, le droit à la ville, le code du travail français... - mais qu'elles s'indexent en priorité sur des situations vécues comme une dépossession démocratique.

### 2.3. Les angles morts du « 99% »

La sociologie des « Places » met en évidence les limites des approches post-marxistes et en particulier des théories de l'hégémonie en tant que stratégie *majoritaire*. Qu'ils émergent des analyses ou des discours émiques, les éléments de controverses qu'on vient d'exposer rappellent que les collectifs 15M, Gezi, Nuit debout sont aussi traversés par des revendications *minoritaires*<sup>2114</sup> qui les mettent sous tension. Passer les rhétoriques super-majoritaires au tamis « intersectionnel » éclaire avec force l'impensé des stratégies qu'on peut qualifier de

---

<sup>2112</sup> COLLECTIF, « Déclassement sectoriel et rassemblement public », *Revue française de science politique*, 2017, vol. 67, n° 4, p. 675-693.

<sup>2113</sup> Olivier FILLIEULE, Bernard PUDAL, « Sociologie du militantisme. Problématisations et déplacement des méthodes d'enquête », *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, La Découverte, 2010, p. 163 – 184.

<sup>2114</sup> Gilles DELEUZE, Félix GUATTARI, *Mille Plateaux*, Éditions de Minuit, 1980.

« majoritaires ». Celles-ci prennent le risque de diluer les différences sociales dans des ensembles trop vastes ou indéfinis (des « signifiants-vides » pour reprendre le terme de Laclau) au risque que cet impensé reproduise « la violence des appareils d'Etat ou du pouvoir d'Etat<sup>2115</sup> ».

Ce point soulève une difficulté théorico-méthodologique centrale pour une approche qui s'est développée dans le sillage du *linguistic turn* des années 1980<sup>2116</sup>. La théorie du populisme de Laclau et Mouffe pâtit en effet d'un biais logocentrique qui tend à faire de la politique une lutte sémantique. L'application stricte du postulat constructiviste aux identités politiques ne tiendrait pas assez compte des conditions socio-historiques dans lesquelles s'insèrent les « jeux de langage » (Wittgenstein). S'il est indéniable que les identités collectives comportent une *part de contingence*, cette malléabilité ne doit pas conduire à négliger l'inertie des structures sociales et historiques qui exercent une force gravitationnelle sur les acteurs. Les collectifs d'appartenance pluriels dans lesquels s'inscrit tout individu sont le produit d'une histoire qui en forme le sol inébranlable à partir duquel il est possible de se mouvoir et de se redéfinir au fil de ses expériences socialisatrices. Cette critique théorique devient plus concrète quand on la rapporte aux objections qui visent la rhétorique citoyenniste dont l'appel au « 99% » est exemplaire. En faisant du citoyen le plus petit dénominateur commun, celle-ci tend à désenchâsser les individus des rapports sociaux dont ils sont à la fois les produits et les producteurs. La schématisation du « haut » et du « bas », du « 99% » et du « 1% » tend à oblitérer les antagonismes qui segmentent le corps social de part en part.

L'autre limite des approches populistes tient au présupposé selon lequel les « mouvements de places » requièrent une traduction institutionnelle pour devenir politique et construire un peuple par sa mise en forme électorale. Or les slogans qui ont tissé la trame des « mouvements de places » peuvent aussi se déchiffrer comme des *claim representative*. L'expression de Michel Saward, qu'on peut traduire par « prétention à représenter », refuse de réduire la représentation politique à sa définition électorale. Elle ouvre des perspectives stimulantes pour saisir ce que disent les occupations de places urbaines de la démocratie.

#### **2.4. Le peuple en représentation**

Interroger les « Places » à l'aune des *claim representative* suppose de préciser au préalable ce qu'on entend par « représentation ». Cette étape de clarification semble d'autant plus nécessaire

---

<sup>2115</sup> Etienne BALIBAR, *Violence et civilité*, Editions Galilée, 2010, p. 180.

<sup>2116</sup> Federico TARRAGONI, « Le peuple selon Ernesto Laclau », *La vie des idées*, 2017.

que le régime mixte du gouvernement représentatif tend de plus en plus à se confondre avec l'idée de démocratie tandis que son principal élément aristocratique, l'élection, tend de son côté à absorber la notion de représentation. Ce sont pourtant deux postulats sérieusement remis en cause par la science politique.

Hanna Pitkin donne une définition de la représentation comme une activité substantielle qui découle du vote et consiste à « agir pour autrui ». Elle n'a donc pas grand-chose en commun avec la représentation-autorisation de Hobbes qui visait à légitimer la souveraineté absolue du monarque<sup>2118</sup>. Pour Hobbes, les représentés n'ont pas d'existence en dehors du représentant qui incarne la multitude et l'unité politique du corps social en dehors de toute élection. La conception générique de Pitkin se situe à équidistance d'une conception maximaliste de la représentation qui procède par identification du représentant aux représentés et des thèses minimalistes où le représentant se contente de faire de la figuration (*standing for*) sans rendre de compte aux représentés. Ce positionnement intermédiaire fait ressortir en creux les principaux usages théoriques de la représentation qui tournent autour de trois axes distincts :

- La représentation comme mandat au sens juridico-politique, qui repose sur la délégation à une entité supposée rendre des comptes ;
- La représentation comme incarnation (représentation-identité) qui « dans sa forme pure [...] diffère de la représentation-mandat en ce qu'elle n'implique ni un consentement explicite de l'entité représentée, ni une reddition des comptes formelle aux représentés<sup>2119</sup> » ;
- La représentation par la présentification qui manifeste ce qui est absent<sup>2120</sup> et présente une dimension théologico-politique<sup>2121</sup>.

---

<sup>2118</sup> La conception générique dont Pitkin dégage les principaux traits se distingue de la représentation-autorisation hobbesienne dans la mesure où les représentés existent indépendamment de la représentation en tant qu'individus porteurs de droits ; la représentation consiste à « rendre présent à nouveau » le collectif. THOMAS HOBBS, *Léviathan*, Livre 1, Chapitre 16, 1651 HANNA F. PITKIN, *The concept of representation*, Berkeley, University of California Press, 1967. cf: HANNA F. PITKIN, SAMUEL HAYAT, « La représentation politique », *Raisons politiques*, 2013, no 2, p. 35-51.

<sup>2119</sup> YVES SINTOMER, « La représentation-incarnation: idéaltype et configurations historiques », *Raisons politiques*, 2018, n° 4, p. 21-52.

<sup>2120</sup> Une distinction liminaire oppose la représentation-figuration, qui est « transitive » au sens où on représente quelque chose ou quelqu'un, de la représentation performative ou « intransitive » où l'objet n'existe pas en dehors de l'acte de représenter. Sur ce point, on renvoie aux travaux de l'historien Roger Chartier, en particulier : ROGER CHARTIER, *The Meaning of Representation in Annals*, 1989, p. 1505 – 1520. Pour une généalogie des usages esthétiques et politiques de la représentation, YVES SINTOMER, « Les sens de la représentation politique : usages et mésusages d'une notion », *Raisons politiques*, 2013, no 2, p. 13-34.

<sup>2121</sup> CLAUDE LEFORT, « Permanence du théologico-politique ? » in *Essais sur le politique. XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, op cit, p. 275 – 329.



La première conception, la plus courante dans les régimes dits « démocratiques », « s'enracine dans la tradition révolutionnaire française et américaine qui comprend la représentation au sens exclusif de la démocratie représentative, comme ensemble des attributions de charges déterminées par le vote et confiées pour une durée déterminée<sup>2122</sup> ». La seconde procède d'une représentation par similarité et peut se rapprocher, dans le cas des mouvements sociaux, d'une « politique de la présence<sup>2123</sup> » qui récuse le fait que les idées puissent être déconnectées de l'expérience vécue. La troisième, enfin, suit la dialectique du modèle et de l'image et consiste donc à « rendre présent » ce qui ne l'est pas (par exemple le peuple). Ces trois acceptions ne sont pas exclusives et peuvent se combiner.

Déplier le concept de représentation permet d'éviter de le confondre avec sa signification électorale devenue hégémonique. La représentation n'est pas qu'une délégation ou un « transfert de pouvoir entre deux entités sociales constituées » ; elle relève avant tout d'un processus d'institution, c'est-à-dire « la constitution, par un individu ou par un groupe signifiant, d'un groupe signifié, qui acquiert par là un statut de sujet politique<sup>2124</sup> ». En ce sens, la rhétorique du « 99% » soulève la question de l'écart entre le groupe signifiant et le groupe signifié, entre le « peuple des places » et le peuple comme « entité indéfiniment problématique<sup>2125</sup> » tout en la déplaçant sur le terrain de la représentation incarnation. C'est l'argument développé par Yves Sintomer : les « mouvements de places » font partie des mouvements sociaux qui contestent la représentation mandat (ou la mal-représentation) et constituent un cas-limite de représentation qui tend à relativiser la division représentants-représentés<sup>2126</sup> puisqu'en principe, *n'importe qui* peut participer.

Cette observation va dans le sens de la problématique de Michael Saward<sup>2127</sup> redéfinit la représentation par des « prétentions à représenter » au cours desquelles un auteur (« a maker »)

---

<sup>2122</sup> Hasso HOFMANN, « Le concept de représentation : un problème allemand ? », *Raisons politiques*, vol. 50, no. 2, 2013, pp. 79-96. Traduit par Gaëtan Pégy et Yves Sintomer.

<sup>2123</sup> Anne PHILIPPS, « Stratégies de la différence: politique des idées ou politique de la présence? », *Mouvements*, 1999, vol. 3, p. 92-101.

<sup>2124</sup> Les analyses de Pierre Bourdieu sont particulièrement éclairantes sur ce point. Pierre BOURDIEU, « La représentation politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 36-37, 1981. La représentation politique-1. pp. 3-24 ; Pierre BOURDIEU, « La délégation et le fétichisme politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 52, 1984, p. 49-55.

<sup>2125</sup> Antoine CHOLLET, « « Peuple-Un » ou *dèmos* : les figures du peuple chez Lefort et Castoriadis » in POIRIER Nicolas (dir.), *Cornelius Castoriadis et Claude Lefort : l'expérience démocratique*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2015.

<sup>2126</sup> Par symétrie avec les cas où « où la voix des représentés est totalement absorbée dans celle des représentants ». cf Yves SINTOMER, « La représentation-incarnation: idéaltype et configurations historiques », *Raisons politiques* 4 (2018): 21-52.

<sup>2127</sup> Comme nous le verrons, l'analyse des mouvements de places comme « revendication de représentation » ne fait pas l'unanimité : Thomas ZICMAN DE BARROS, « Not All Claims Are Representative Claims': Constructing 'The People' in Post-Representative Movements » *Representation*, 2020, p. 1-16. L'approche de Michaël Saward se trouve dans : Michael SAWARD, « The Representative Claim », *Contemporary political*

signifie devant un public (« audience ») une relation entre un sujet et un objet à partir d'un référent (le « peuple », les « classes sociales », la « nation »...). La problématique des *representative claims* amorce un tournant constructiviste<sup>2128</sup> qui paraît cependant tardif par rapport à la théorie politique francophone qui avait abordé de longue date ces questions, que ce soit sous un angle libéral avec Lefort<sup>2129</sup> ou plus critique dans les travaux de Bourdieu<sup>2130</sup>. Selon Saward, les prétentions à la représentation relèvent de combinaisons multiples : les intérêts d'un groupe socio-professionnel, les droits des non-humains, les besoins étendus à l'humanité entière... Force est de préciser que les prétentions ne doivent pas être interprétées à l'aune d'un constructivisme naïf qui présupposerait une autonomie du discours vis-à-vis de l'ordre des pratiques<sup>2131</sup>. La structure triadique met en jeu un tiers, ce qui confère aux *claim representative* une dimension politique<sup>2132</sup>. « Cette prétention peut ou non être couronnée de succès. Elle peut ou non inciter les représentés à participer à l'acte de représentation, et peut ou non augmenter leur pouvoir d'agir<sup>2133</sup> ». Qu'elles soient légales ou non, les prétentions à représenter le peuple prennent appui sur des mythes, des symboles, des institutions qui les précèdent. La force de cette approche est de sortir la représentation de l'ornière électorale sans nier la possibilité de leur articulation. La construction sociale de la représentation ouvre une perspective extra-institutionnelle puisque, en dehors des organisations non-gouvernementales, des partis politiques, des syndicats ou des personnalités publiques<sup>2134</sup>, les mouvements sociaux peuvent être porteurs de prétentions à la représentation. Suivant cette voie, les rassemblements de places 15M, Gezi, Nuit debout peuvent s'analyser à l'aune des prétentions à représenter le « peuple » que multiplient protagonistes et antagonistes, gouvernés et gouvernants.

---

theory, 5 (3), 2006, p. 297-318. Michael SAWARD, *The Representative Claim*, Oxford University Press, 2010. Pour Saward, la représentation résulte d'une activité de revendication (*claim making*) dans laquelle « un auteur de représentation (M) met en avant un sujet (S) qui représente un objet (O) relié à un référent (R) devant un public (*audience*, A). ». On consultera aussi : Virigine DUTOYA, Samuel HAYAT, « Prétendre représenter la représentation politique comme revendication », *Revue Française de Science Politique*, 2016, vol. 66, n° 1, p. 7-25.

<sup>2128</sup> Sofia NÄSSTRÖM, « Where is the representative turn going ? ». *European journal of political theory*, 2011, vol. 10, n° 4, p. 501-510.

<sup>2129</sup> Claude LEFORT, « Démocratie et représentation » in COLLECTIF, *Métamorphoses de la représentation politique au Brésil et en Europe*, Paris, 27-29 avril 1989, 1991, p. 223-232.

<sup>2130</sup> Pierre BOURDIEU, « Le mystère du ministère », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2001, no 5, p. 7-11.

<sup>2131</sup> Cyril LEMIEUX, « Peut-on ne pas être constructiviste ? », *Politix*, 2012, n° 4, p. 169-187.

<sup>2132</sup> Thomas FOSSEN, « Constructivism and the Logic of Political Representation », *American Political Science Review*, 2019, vol. 113, no 3, p. 824-837.

<sup>2133</sup> Yves SINTOMER, « La représentation-incarnation : idéaltype et configurations historiques », *op cit*, p. 22

<sup>2134</sup> Laura MONTANARO, « The democratic legitimacy of self-appointed representatives », *The Journal of Politics*, 2012, vol. 74, no 4, p. 1094-1107.

« Les indignés se sentent autorisés à dire qui est le peuple et à nier [la] légitimité des représentants<sup>2135</sup> » déclarait en mai 2011 Esperanza Aguirre, présidente de la Région de Madrid, en réponse aux *misrepresentative claims* des *quincemayistas*. « Ils ne nous représentent pas » constitue en effet un des principaux slogans lancés par la plate-forme *Démocratie Réelle Maintenant !* et repris sur les places. Il dénonce la mal-représentation par le bipartisme espagnol (par exemple dans les slogans : « PSOE et PP c'est la même merde<sup>2136</sup> », « Ni PSOE, ni PP ») tout en exprimant une prétention à parler au nom de ceux d'en bas (« Si ceux qui sont en bas bougent, ceux qui sont en haut tombent<sup>2137</sup> » ; « Ce n'est pas une question de gauche contre la droite, mais du bas contre le haut<sup>2138</sup> »). Sur les places espagnoles, la sémantique du « peuple » est omniprésente que ce soit dans les discours ou les slogans. Après avoir la tentative d'expulsion du 27 mai 2011, des pancartes fleurissent sur la place de la Catalogne pour clamer la victoire du peuple : « Le peuple a gagné (« El poule guanya<sup>2139</sup> »).

« Ils se prétendent le peuple mais ne voient pas la masse de tous ceux qui ne vont pas au Parc Gezi<sup>2140</sup> » : le rappel à l'ordre d'Erdogan s'arrime à une conception majoritarianiste du peuple à laquelle les manifestants opposent l'identification à la place Taksim (« Nous sommes Taksim ! attention le gouvernement tue<sup>2141</sup> »).

Les rappels à l'ordre du président français sont plus nuancés<sup>2142</sup> invitant à traduire « l'envie de changer le monde [...] dans une perspective politique, ce qu'on appelle un débouché politique, un débouché démocratique ». Il ajoute « qu'il n'y a jamais rien qui remplacera le vote et la démocratie et le suffrage universel<sup>2143</sup> » reproduisant une hiérarchisation classique entre la politique des institutions et de la rue. Place de la République, une inscription blanche sur les dalles grises indique : « Bienvenue en démocratie » identifiant Nuit debout « au » peuple qui s'assemble.

<sup>2135</sup> Íñigo ERREJÓN, « We the people El 15-M: ¿ Un populismo indignado? », *ACME: An International Journal for Critical Geographies*, 2015, vol. 14, no 1, p. 124-156.

<sup>2136</sup> Le discrédit des partis de droite et de gauche est une constante des slogans 15M. En voici un autre exemple : « Où est la gauche ? Au fond à droite ». (« ¿Dónde está la izquierda? Al fondo a la derecha »).

<sup>2137</sup> FOTOMOVIMIENTO, « Si ceux d'en bas bougent, ceux d'en haut tombent » (en espagnol « Si se mueven los de abajo, caen los de arriba »), sans date.

<sup>2138</sup> En version originale : « Esto no es una cuestión de izquierda contra derechas, es de los de abajo contra los de arriba ». C'est un slogan qui circule activement en 2011 pendant le 15M.

<sup>2139</sup> *El despertar de los places ; Le réveil des places. Un an de 15M*, documentaire réalisé par Jordi Oriola Folch et Mariela Acjia, 2012.

<sup>2140</sup> Discours d'Erdogan à Pursaklar, traduction par Pierre Pandelé, 9 juin 2013

<sup>2141</sup> Archives personnelles, « Nous sommes Taksim ! attention le gouvernement tue », Istanbul, sans date.

<sup>2142</sup> Par opposition avec la position d'Erdogan pour qui les manifestations sont extérieures à la démocratie. Dans son discours du 6 juin, il enjoint les concitoyens à « se retirer de ce jeu sale, de ces manœuvres politiques, de ces manifestations illégales qui visent la démocratie ». Discours d'Erdogan, Istanbul, 6 juin 2013, traduit par Pierre Pandelé.

<sup>2143</sup> Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la Gauche au pouvoir et sur la politique gouvernementale, Paris, 3 mai 2016.

Les références au « peuple » ne s'articulent cependant pas de la même façon. Les « mouvements de places » 15M et Nuit debout se structurent autour d'une opposition « peuple » - « élites » qui renvoie à un conflit de légitimité. A l'axe vertical de l'onction électorale des gouvernés par les gouvernants s'oppose l'axe horizontal des processus de légitimation et de transactions multisectorielles entre les élites des champs politique, économique, financier et patronal<sup>2144</sup> à une échelle nationale ou intergouvernementale.

La configuration turque est plus spécifique dès lors que la rhétorique anti-élitiste constitue un des principaux répertoires discursifs du Parti de la Justice et du Développement contre les élites kémalistes. Il faut aussi préciser que le populisme constitue un principe fondateur de la République Turque gravé dans le marbre constitutionnel. Cet usage officiel du populisme le *halkçılık* en turc, « consistait à légitimer l'exercice du pouvoir par la référence à une inspiration populaire<sup>2145</sup> ». Dans ses discours publics pendant les dix-huits jours de Gezi, le premier ministre Erdogan convoque une conception ethno-nationaliste du peuple (le *millet*). Le 6 juin 2013, à l'aéroport d'Istanbul, il déclare :

« Mes frères ! C'est la nation [millet], et elle seule, qui choisit le dépositaire du pouvoir. La nation est dépositaire du pouvoir et personne d'autre. Personne ne peut s'en prendre à ce pouvoir ni contester les élections. Nous sommes là depuis dix ans et demi, et pendant cette durée nous avons considéré le pouvoir du peuple comme une chose sacrée, nous l'avons protégé comme notre propre vie et nous continuerons de le faire<sup>2146</sup>».

La rhétorique d'Erdogan procède d'une double logique de représentation mandat (d'où son insistance sur le caractère incontestable des élections) et de la représentation incarnation puisqu'il s'adresse à ceux qu'il considère comme des « frères » mettant en scène ses origines populaires. A la prétention électorale qui s'appuie sur une représentation-mandat se couple une prétention extra-électorale qui s'adosse sur une représentation-incarnation<sup>2147</sup>. Ses discours charrient également une acception plébéienne du peuple (le *halk*) qui ressort lorsqu'il tance les maraudeurs (*çapulçu*) accusés de tout détruire sur leur passage. Il est significatif qu'en inversant ce stigmat, les manifestants rejettent publiquement cette prétention autoritaire à la

---

<sup>2144</sup> Michel DOBRY, « Valeurs, croyances et transactions collusives. Notes pour une réorientation de l'analyse de la légitimation des systèmes démocratiques », Javier SANTISO (éd.), À la recherche de la démocratie. Mélanges offerts à Guy Hermet, Karthala, 2009, pp. 103-120.

<sup>2145</sup> Elise MASSICARD, « Le populisme dans la Turquie d'aujourd'hui », Février 2018, CERI. *Halkçılık* : Les six flèches du kémalisme sont le républicanisme, le révolutionnarisme, l'étatisme, la laïcité, le nationalisme et le populisme. Bien qu'il traduise une volonté de rupture avec l'ottomanisme, le kémalisme n'a jamais été populiste selon Laclau dès lors qu'il aurait abandonné toute logique équivalentielle propre au populisme. Cf Ernesto LACLAU, *La raison populiste*, Seuil, 2005, p. 247. Le kémalisme cherchait à faire rupture par rapport à l'empire ottoman en construisant « un peuple homogène organisé autour de groupes professionnels solidaires et non en strates ou en classes » (Laclau).

<sup>2146</sup> Discours d'Erdogan, Istanbul, 6 juin 2013, *op cit*.

<sup>2147</sup> Il est à relever que la solution du référendum a été envisagée pour décider du sort au parc à l'issue de la réunion du 12 juin, ce qui convoque encore une autre figure du peuple ne se confondant pas avec la volonté de son chef.

représentation apostrophant le premier ministre par son prénom : « Tayip, tu vas manquer d'essence ! », « Démission du gouvernement ! Encore du gaz au poivre, allez Tayip !<sup>2148</sup> ». Alors que l'évacuation est imminente le 15 juin 2013, les occupants du parc protestent une nouvelle fois en sautant sur place scandant : « Qui ne saute pas est Tayip<sup>2149</sup> ! ».

L'hypothèse des *claim representative* met en relief les singularités des « mouvements de places ». Dans le cas de la Turquie, le « Nous » se construit dans la logique minoritaire des groupes sociaux opprimés par le gouvernement AKP (Arméniens, Kurdes, Alévies mais aussi femmes, homosexuels, classes urbaines diplômées...). Dans le cas de l'Espagne et de la France, les « indignés » et « deboutistes » prônent « l'émancipation d'une domination imposée par une minorité oppressive<sup>2150</sup> ». Mais les trois configurations soulèvent le même enjeu d'une prétention *extra-électorale* à représenter le peuple qui procède d'une représentation-incarnation multiple et polyphonique. Sur les places, le travail symbolique n'est monopolisé par aucun groupe ou aucun représentant. Au contraire, il se construit sur des « prétentions à ne pas représenter<sup>2151</sup> » qui ne sont rien d'autre qu'une manière d'activer une représentation inclusive suivant un principe de non-distinction. Place de la Catalogne, les porte-parole sont tenus de parler en leur nom propre et pas au nom du collectif<sup>2152</sup>. A Istanbul, la délégation invitée par le gouvernement à la table des négociations divise. Une des enquêtées refuse d'y participer ne souhaitant « représenter personne<sup>2153</sup> ». Pendant Nuit debout, outre les refus de parler aux médias sur la place ou sur les plateaux de télévision, on prend soin de se camoufler derrière l'épicène « Camille ». Le refus de la représentation-mandat cohérent avec le rejet des structures partisans et syndicales revient à ne représenter personne d'autre que soi, donc à mettre tacitement en avant le groupe social ou la communauté d'expérience auquel on appartient. C'est aussi une manière de construire une parole collective entre celles et ceux qui n'ont aucun titre à gouverner.

Celle-ci prend une dimension polyphonique compte-tenu du caractère multiple de cette représentation-incarnation, ce qui la distingue de sa jumelle institutionnelle. A Barcelone, le constat de la mal-représentation (« Ils ne nous représentent pas ») résonne avec le refus

---

<sup>2148</sup> Archives personnelles, « Tayip tu vas manquer d'essence ! », juin 2013.

<sup>2149</sup> Entretien avec Aydan, *op cit.*

<sup>2150</sup> Guillaume SIBERTIN-BLANC, « Du simulacre démocratique à la fabulation du peuple : le populisme minoritaire », *Actuel Marx*, vol. 54, no. 2, 2013, pp. 71-85. Il attribue au minoritaire une signification deleuzienne comme « l'ensemble des transformations qui indéfinissent ces identifications ».

<sup>2151</sup> Samuel HAYAT, « Unrepresentative claims: Refusing to represent as a source of power and legitimacy », 2019.

<sup>2152</sup> Entretien avec Georges, *op cit.*

<sup>2153</sup> Entretien avec Mélanie, *op cit.* Voici l'extrait en question : « alors je me suis dit que la démocratie du parc va devenir représentative, personne n'a été élu, personne ne m'a donné de légitimité pour les représenter et dire quelque chose ».

principiel de toute représentation (« Personne ne nous représente » ; en catalan : « Ningu ens representa<sup>2154</sup> »). La devise kémaliste « Nous sommes les soldats de Mustafa Kemal » scandée par les organisations de jeunesse à leur arrivée sur la place, est parodiée « Nous sommes les soldats de Mustafa Keser<sup>2155</sup> » et reprise sous sa forme antimilitariste et libertaire : « Nous ne sommes les soldats de personne<sup>2156</sup> ». A Paris, le peuple des « peuple de casseurs-cueilleurs » qui décochent les murs pendant les manifestations contre la loi « travail » contraste avec le « peuple » des « citoyens » qui s’assemblent sur la place de la République.

Qui plus est, le travail symbolique ne se limite pas à ces fragments de discours : il relève de pratiques collectives qui font appel à des symboles, des lieux et des manières de faire « peuple ». « Nous sommes la revendication<sup>2157</sup> » arguaient les *occupiers* du parc Zuccotti face aux injonctions médiatico-politiques à formuler leurs griefs sous forme de revendications. Les manières de s’organiser et de fabriquer du collectif charrient des significations politiques qui dépendent aussi de leur contexte d’émergence.

En Espagne, le « peuple des places » se dissocie du corps électoral le 22 mai 2011, jour des élections autonomes. Les meetings politiques orchestrés par l’AKP en parallèle de l’évacuation du parc Gezi le 15 juin 2013 met en évidence une dualité similaire. Lorsque Nuit debout organise une Assemblée matinale aux portes de l’Assemblée nationale sur le point de voter la loi « travail » (3 mai 2016), c’est aussi une manière de mettre en scène la contestation et de mettre en défaut l’allégation des parlementaires à représenter le peuple.

Ces usages polémiques et polysémiques du mot « peuple » renvoie à son étymologie complexe. Celle-ci ne se réduit pas en effet au sens civique du *demos*, du peuple qui s’assemble pour délibérer : il comporte au moins quatre dimensions si on suit Etienne Balibar<sup>2158</sup>. A la définition politique du *demos* s’ajoute une définition ethno-nationaliste (*ethnos*), une acception idéale (le *laos* comme communauté de destin) et une signification numérique renvoyant à la masse, au nombre ou la multitude (le *plethos*). Ces ambiguïtés du terme expliquent en partie pourquoi la

---

<sup>2154</sup> FOTOMOVIMIENTO, sans date.

<sup>2155</sup> Mustafa Keser est un chanteur populaire turc.

<sup>2156</sup> Ce dernier slogan évoque la mobilisation des objecteurs de conscience qui refusaient la conscription. Entretien avec Haydan, *op cit*.

<sup>2157</sup> Jef BRANDT, Michael LEVITIN, « A New World », *Occupied Wall Street Journal*, n° 3, 22 octobre 2011, p. 2.

<sup>2158</sup> Le peuple renvoie à la fois au tout, à l’ensemble du *populus* et à la partie populaire, à sa dimension plébienne, la *plebs*. Cf Gérard BRAS, *Les Voies du peuple. Éléments d’une histoire conceptuelle*, Éditions Amsterdam, 2018. Étienne BALIBAR, « Comment résoudre l’aporie du « peuple européen » », *Le Symptoma grec*, Paris, Lignes, 2014. On renvoie aussi à : Manuel CERVERA-MARZAL, « Présentation. Les métamorphoses du peuple », *Mélanges de la Casa de Velázquez* [Online], 49-1, 2019.

philosophie et la sociologie s'en méfient autant<sup>2159</sup>. Faut-il en conclure pour autant, comme le suggère Gerbaudo à travers l'hypothèse anarcho-populiste, que les « Places » expriment une revendication de souveraineté ? N'est-ce pas confondre plusieurs dimensions d'un même phénomène ? Pour Lefort, souveraineté et peuple sont en tension davantage qu'ils ne se superposent :

« La démocratie inaugure l'expérience d'une société insaisissable, immaîtrisable, dans laquelle le peuple sera dit souverain, certes, mais où il ne cessera de faire question en son identité, où celle-ci demeurera latente<sup>2160</sup>».

Le peuple n'est pas pour autant « introuvable » mais multiple ; il ne procède pas tant d'une indétermination que d'une mise en débat permanente qui n'est pas transitoire ou accidentelle. Qui fait partie du peuple ? La question ne porte alors pas sur le point de savoir dans quelle proportion le « peuple des places » correspond au peuple dans son ensemble, comment la partie se rapporte au tout. Il n'y a pas de critère dernier<sup>2161</sup> qui puisse décider ce qu'est ou non le peuple puisque c'est précisément un opérateur de division. Se trouve ainsi porté au jour le caractère pluriel et conflictuel du peuple que les gouvernements représentatifs ont tendance à refouler et que la philosophie de l'action éclaire avec force :

« L'action politique est une lutte. On ne saurait agir avec d'autres sans agir contre d'autres. On doit ici entendre qu'il n'est pas accidentel qu'une fraction du peuple ait à entrer en conflit avec le pouvoir ou avec d'autres fractions du peuple : c'est le mode même d'exercice de la citoyenneté<sup>2162</sup>. »

Il est possible de prolonger ce que dit Tassin afin de rompre avec toute vision substantialiste « du » peuple et de s'écarter de la philosophie du sujet. Il n'y a alors de peuple qui ne saurait se conjuguer au pluriel et à la voix active, s'indexant sur le mode du *faire* plutôt que sur celui de l'*être*. Les rassemblements de places ne seraient en ce sens rien d'autre que des *manières* de « faire peuple ». Ils ne se laissent donc pas déchiffrer comme un fractionnement « du » peuple mais comme une de ses manifestations rappelant qu'il n'y a de « peuple » que divisé. C'est aussi ce qui fait que les « peuples des places », aussi différentes soient leurs compositions et leurs situations, ne sont pas immunisés contre la division et le conflit qui tissent le politique.

---

<sup>2159</sup> Sur les tendances symétriques de la philosophie et de la sociologie à angéliser ou au contraire diaboliser la notion de peuple, cf la notice de Jean-François KERVEGAN, « Peuple » in Philippe RAYNAUD, Stéphane RIALS (dir.), *Dictionnaire de philosophie politique*, PUF, 1996, p. 463. Du côté de la sociologie, cf. Pierre BOURDIEU, « Les usages du peuple » in *Choses dites*, Minuit, 1987, p. 178 – 184.

<sup>2160</sup> Claude LEFORT, *L'invention démocratique*, op cit, p. 172-173.

<sup>2161</sup> Claude LEFORT, *Le temps présent*, op cit, 395.

<sup>2162</sup> Etienne TASSIN, *Le maléfice de la vie à plusieurs*, Montrouge, Bayard, 2012, p. 100 – 101.

## CONCLUSION

Pour qui refuse de réduire la démocratie à la « désignation des gouvernants<sup>2163</sup> », les « mouvements de places » sont des gisements d'expérience précieux. C'est la raison pour laquelle cette thèse s'est proposée d'explorer les rassemblements 15M, Gezi, Nuit debout dans une analyse triangulaire. L'enjeu de cette enquête empirico-théorique était double : construire un objet dans un comparatisme problématisé et interroger sa signification en tant que politique démocratique. Car les occupations de places urbaines présentent de fortes similarités qui ne doivent pas occulter leurs singularités.

Le **chapitre 1** procède au découpage de l'objet d'étude par une triple description émique, cartographique et géographique des occupations barcelonaise, stambouliote et parisienne. La comparaison n'est pas que morphologique : elle interroge aussi la syntaxe des « mouvements de places » à l'aune des répertoires protestataires. L'ensemble des pratiques qui ressortent comme des régularités – les assemblées, les activités de mise en commun mais aussi la *passivité*, la dimension festive, l'économie du don... - permettent de les caractériser comme des rassemblements polyfocalisés au cours desquels les participants cessent de coopérer avec l'ordre urbain sans pour autant le bouleverser radicalement en particulier en ce qui concerne Nuit debout. Ils donnent naissance à un univers éphémère dont les frontières restent symboliques et mobiles. Ces rassemblements se distinguent donc d'autres modes d'action comme les occupations productives dans le cadre de grèves ou l'occupation prolongée d'espaces ruraux comme les ZAD. Il importe également de rappeler que la ressemblance des rassemblements de places n'est qu'apparente avec les occupations qui ont eu lieu dans des configurations révolutionnaires comme l'occupation emblématique de la place Tahrir en Egypte. Cette phase d'approche terminée, il était nécessaire de bâtir un cadre théorique susceptible d'interroger ce terrain déjà amplement labouré par les sciences sociales.

C'est l'objectif que s'est fixé le **chapitre 2** qui part du constat que les « mouvements de places » nourrissent une représentation à la fois commune et variable qui associe la démocratie à la place publique. Qu'elle porte le nom d'*agora*, de *forum* ou de *maïdan*, la place n'est-elle pas le lieu politique par excellence ? C'est la raison pour laquelle ce chapitre théorique prend pour point de départ l'analogie entre démocratie et place publique afin de mettre en perspective les

---

<sup>2163</sup> Nicholas POHL, « Démocratie et mouvements sociaux » in COLLECTIF, *Dictionnaire des mouvements sociaux. 2e édition mise à jour et augmentée*, Presses de Sciences Po, 2020, pp. 181-186.



théories élitistes, délibératives et agonistiques de la démocratie et d'examiner leur rapport au désordre. Il discute de plus près le concept de démocratie sauvage qui présente l'avantage d'éviter le double écueil de la fascination pour l'ordre (répandu du côté des théories libérales de la démocratie) et le désordre (répandu du côté des théories démocrates-radicales). La proposition de Lefort, qui n'est que rarement explicitée dans ses travaux, s'insère dans une conception holiste de la démocratie comme un mode d'institution du social (une *polity*) qui conflictualise la division sociale. La thèse des « deux versants » de la démocratie fait droit à l'indétermination du politique au lieu de prendre pour point de départ des configurations institutionnelles qui restent contingentes. La redéfinition de la démocratie comme expérience rappelle que celle-ci ne se limite pas à la médiation des institutions du champ politique professionnalisé (*politics*). L'activité politique ne se restreint pas à l'acte individuel qui consiste à glisser un morceau de papier dans une urne de même que la participation ne se réduit pas à l'effervescence ritualisée des élections. Elle présente un caractère *désordonné* lorsque les gouvernés refusent les modes d'interaction institués ou décident de s'organiser sans les gouvernants. Le concept lancé par Lefort rappelle que la politique fait l'objet d'une lutte permanente entre plusieurs secteurs et champs dont l'enjeu principal tient à la remise en cause ou à la conversation du grand partage entre professionnels et profanes de la politique. Il interroge également le rapport entre théorie et pratique. On peut en effet lire la démocratie *sauvage* par le geste qui la sous-tend, signifiant que toute théorie de la démocratie doit se confronter à la source vive de l'expérience et aux événements de son temps.

L'événement ne doit pas cependant céder au spontanéisme théorique. Le **chapitre 3** mobilise en ce sens la sociologie des mouvements sociaux et des médias pour interroger la manière dont les rassemblements de places ont fait événement. Il part du constat que l'espace de la coprésence présente une dimension à la fois physique et virtuelle, les réseaux socio-numériques jouant un rôle charnière dans la dynamique d'agrégation. La mise en regard des tactiques de médiatisation des groupes mobilisés avec les discours médiatiques fait ressortir un processus de co-construction conflictuel. L'exemple du piratage des médias « grand public » par les *deboutistes* du media center porte au jour la transformation de l'environnement médiatique des actions collectives dans un contexte de digitalisation de l'action collective. Ce chapitre confirme également la stabilité des jeux de cadrage et d'étiquetage médiatique qui constituent en soi un objet sociologique dérivé des rassemblements. Or les événements ne sont pas des blocs monolithiques : il convient de les appréhender du point de vue de celles et ceux qui en font l'expérience.

C'est en ce sens que le **chapitre 4** retrace la généalogie des mouvements barcelonais, stambouliote et parisien. Il met en évidence les limites des explications par des variables macroscopiques qui déterminent seulement un aspect du contexte des acteurs. L'analyse des organisations et collectifs permet de saisir plus finement les conditions d'apparition de chaque mobilisation. Se centrer sur l'*ex ante* de l'événement permet en effet de mieux comprendre ce qui se joue pendant les rassemblements sans céder pour autant à une illusion étiologique. La mise en relief des liens plus ou moins étroits des « Places » avec différents mouvements urbains et réseaux militants à Barcelone, Istanbul et Paris ne doit pas en effet conduire à dissoudre ces événements dans un régime d'explication causale qui reviendrait à nier leur part de spontanéité. L'accélération des interactions, en partie grâce au rôle catalyseur des réseaux sociaux, modifie la perception et les calculs d'acteurs de différents secteurs qui transforment les flux numériques en rassemblements permanents. L'incertitude structure ces temporalités « explosives ». Sur les places convergent novices et virtuoses de la contestation, primo-manifestants et collectifs organisés. Elles correspondent moins à des mouvements structurés qu'à des moments de cristallisation de l'espace des mouvements sociaux<sup>2164</sup> où les rapports de rivalité<sup>2165</sup> (et parfois même d'opposition dans le cas turc) sont ponctuellement mis en sommeil. En somme, ces coalitions improvisées et hétérogènes par leur composition<sup>2166</sup> déplacent ponctuellement le centre de gravité de l'activité politique des institutions vers la place, de la politique des urnes vers la politique de la rue tout en rappelant leur interdépendance.

L'afflux d'*outsiders* de la contestation s'explique notamment par une rhétorique qui évite les figures subversives du militant ou de l'activiste pour privilégier celle plus consensuelle du citoyen. Ce positionnement suscite de vives oppositions internes tout en facilitant la réappropriation d'une cause qui reste relativement indéfinie : l'indignation, la place Taksim et le parc Gezi, la « loi travail et son monde ».

Le **chapitre 5** interroge la manière dont le « Nous » se construit à l'épreuve du dissensus. L'exemple de la « convergence des luttes » pendant Nuit debout permet de mieux saisir l'instabilité des collectifs qui émergent sur les places et d'éviter de leur prêter une homogénéité qu'ils n'ont pas. Les « Places » se laissent ainsi déchiffrer comme des espaces de controverses

---

<sup>2164</sup> La simultanéité peut se déchiffrer comme des cristallisations en série et à une échelle localisée d'espaces des mouvements sociaux dont les contours ne sont pas nécessairement nationaux comme c'est le cas avec Barcelone et sa forte composante libertaire par rapport à Madrid.

<sup>2165</sup> Ce qui s'explique par le fait que les mouvements sociaux constituent un univers de rareté tant au niveau des effectifs, des modes d'action qui ne sont pas en nombre illimité que des occasions de faire nombre.

<sup>2166</sup> Lilian MATHIEU, « Éléments pour une analyse des coalitions contestataires », *Revue française de science politique*, 2009, vol. 59, no 1, p. 77-96.

tactiques et stratégiques. Ce sont aussi des espaces d'expérience dont il convient d'interroger la portée démocratique. L'hypothèse « anarcho-populiste » soulève alors la question double de la démocratie *dans* l'action collective<sup>2167</sup> et de la démocratie *par* les mouvements sociaux. S'enracinant dans l'expérience vécue des acteurs, elle interroge à la fois l'autonomie des pratiques *et* le potentiel hégémonique de « mouvements » qui mobilisent une rhétorique « populiste » du « 99% ». Les « Places » apparaissent alors comme des espaces de représentation du peuple qui requièrent néanmoins une traduction institutionnelle. Il serait cependant réducteur d'appréhender les occupations à l'aune de ce qui leur fait défaut, de leur incapacité à « se régler dans un système d'institutions<sup>2168</sup> » au risque de manquer ce qui se joue pendant ces séquences de systole politique. Car ce sont aussi des espaces de participation comme en attestent les assemblées du 15M et de Nuit debout qui se soustraient aux critères utilitaristes trop souvent appliqués à l'action collective. Mais il serait tout aussi problématique d'en déduire que les « Places » sont des embryons de démocratie directe dans une perspective qui porte les vestiges de la thèse marxiste du « double pouvoir<sup>2169</sup> ». Ce qui se joue en termes de démocratie tient davantage à un refus collectif des gouvernés qu' à une volonté d' auto-gouvernement<sup>2170</sup>; refus polyphonique qui est porteur d'une prétention extra-électorale à représenter le peuple. Cette hypothèse des *representative claims* permet ainsi d'assouplir l'opposition par trop naturalisée entre participation et représentation.

### Retour sur le terrain et perspectives

Enquêter sur des événements qui ont eu lieu il y a plusieurs années peut sembler une tâche ardue. C'est le défi qu'on a tenté de relever en combinant plusieurs types de sources pour restituer, non pas chaque événement dans sa globalité, mais des fragments de l'expérience de celles et ceux qui l'ont fait advenir. La mise en regard des entretiens individuels (et collectifs parfois) avec des documents collectifs, archivés sur le vif ou *a posteriori*, a cherché à porter au jour « le reflet projeté sur l'écran de la mémoire individuelle par l'histoire collective<sup>2171</sup> ». Le bricolage qu'on a tenté entre théorie de la démocratie et sociologie des mouvements sociaux a

---

<sup>2167</sup> Francesca POLLETA, *Freedom Is an Endless Meeting. Democracy in American Social Movements*, Chicago, Chicago University Press, 2002.

<sup>2168</sup> Claude LEFORT, *La complication. Retour sur le communisme*, Paris, Fayard, 1999, p. 57.

<sup>2169</sup> Vladimir LENINE, « Sur la dualité du pouvoir », *Pravda*, n° 28, 9 avril 1917. Lénine considère alors la situation inédite du gouvernement provisoire des libéraux face au Soviet de Petrograd.

<sup>2170</sup> Jérôme E. ROOS, Leonidas OIKONOMAKIS, « They don't represent us! The global resonance of the real democracy movement from the Indignados to Occupy », *Spreading protest: Social movements in times of crisis*, ECPR Press, 2014, p. 117-136.

<sup>2171</sup> Annie ERNAUX, *Les années*, Gallimard, 2008, p. 56

cherché à construire un dialogue interdisciplinaire autour des rassemblements de places. L'enjeu central était de mettre la démocratie sauvage à l'épreuve du terrain partant du constat que ce concept restait sous-exploité et susceptible d'ouvrir une voie alternative à l'opposition binaire entre démocratie représentative et directe. Mais il ne permettait pas de rendre compte de la réalité complexe des dynamiques qui façonnent les actions collectives, prêtant flanc à la critique du spontanéisme théorique. L'enquête sur les « mouvements de places » qui ont suscité un engouement théorique considérable dans les années 2010 – 2015 s'est donc précisée en cours de route, passant d'une approche uniquement théorique à une démarche hybride qui cherche à mettre le concept à l'épreuve du terrain, ce qui supposait de déployer un travail d'observation par entretiens et par archives. Il n'y avait guère d'autre choix pour enquêter à distance sur un terrain évanescent. Mais cette approche présente de nombreuses limites qui ressortent par contraste avec d'autres méthodes d'enquête qui font ressortir d'autres aspects des occupations de places urbaines.

Premièrement, l'entretien individuel et semi-directif, qui laisse la mémoire de l'enquêté.e relativement libre de ses mouvements, présente l'inconvénient majeur de ne pouvoir récolter que des discours rétrospectifs par opposition aux méthodes ethnographiques qui observent l'action *in fieri*. Ce dispositif individuel ne permet pas non plus d'appréhender les interactions en train de se faire et nécessite de multiplier les récits afin de tenter de comprendre la logique d'une situation de différents points de vue. Ce qu'on a tenté de faire en particulier dans le cas de Nuit debout en retraçant la topographie de l'espace de la mobilisation entre mars et juin 2016. Une analyse ethnographique des assemblées, comme celle esquissée par Razquin (15M Salamanque) et Smaoui (Nuit debout Paris), permet de saisir plus finement les fondements microsociologiques de la conflictualité, ce qui conduit les protagonistes à défendre coûte que coûte leur point de vue et à courir le risque du jugement sans filtre de participants qu'ils ou elles ne connaissent pas. Le fait de parler à la première personne d'expériences vécues devant des anonymes engage une part de soi qui exacerbe la volonté de ne pas perdre la face. Une approche localisée permettrait également de saisir plus finement les dynamiques de groupes – recomposition, manipulation, déprise ou événement inattendu... - qui restent sous-jacentes pour qui ne s'est pas immergé sur place suffisamment longtemps et n'apparaît que rarement dans les compte-rendu d'assemblée.

Une seconde limite tient au découpage événementiel de l'objet : l'événement requiert en effet une mise en perspective de l'action *ex ante* et *ex post*. Il nécessite des analyses longitudinales qui permettent de reconstituer les réseaux militants derrière les façades des organisations et les

labels des collectifs. C'est ce qui a conduit, dans le chapitre 4, à ressaisir les « mouvements » comme des phases de confluence d'une partie des mouvements sociaux urbains, quand bien même de nouveaux collectifs s'y sont créés. Il convient également d'interroger, pour reprendre l'expression de Pierre Laborie, ce qui advient de ce qui est déjà advenu<sup>2172</sup>. La question de ce que fait un événement comme le 15M, le Gezi ou Nuit debout à ceux qui l'ont fait, qu'ils y adhèrent ou le rejettent, question qui restait secondaire dans une grille d'entretien centrée sur le temps chaud des rassemblements, est devenue récurrente au fil de l'enquête. Elle mériterait d'être approfondie par des entretiens qui s'échelonnent et se répètent dans le temps long afin de saisir les trajectoires biographiques. Ce dispositif inauguré par Tarragoni avec une cohorte de participant.e.s de Nuit debout<sup>2173</sup> ouvre une voie féconde afin de tester l'hypothèse de la subjectivation politique par l'événement, ses potentialités émancipatrices mais aussi ses limites puisqu'elle conduit à envisager la possibilité d'une subjectivation intermittente et fugace dont les effets peuvent s'atténuer avec le temps.

Les premiers résultats et les résultats de notre propre enquête confirment néanmoins la capacité des trois événements comparés à affecter durablement ses protagonistes tout en produisant des effets variables en fonction du degré d'exposition et des dispositions antérieures de chacun. Rupture ou bouleversement pour certains, confirmation ou entretien pour d'autres, tous les protagonistes du 15M, de Gezi, de Nuit debout n'ont pas vécu le *même* événement. La principale variation se situe entre les militants, pour qui le passage par les places s'inscrit dans la continuité d'un engagement routinisé ou renouvelé, et les primo-manifestants qui font leur première expérience politique. Ces différences confirment la typologie établie par Julie Pagis au sujet des « soixante-huitards<sup>2174</sup> ». Pour les premiers, le passage par les places agit comme une socialisation d'« entretien » ou de « renforcement » tandis que pour les seconds, l'engagement sur place est porteur d'une « prise de conscience » voire d'une « conversion » au militantisme dans certains cas. Quasiment routinière pour les militants aguerris et souvent multi-positionnés qui ont l'habitude de pratiquer la politique de la rue, l'effervescence des « Places » a contribué aussi à resocialiser d'autres qui auraient mis leur engagement en sommeil comme d'anciens militants anti-franquistes en Espagne ou des déçus des manifestations de rue à Paris.

---

<sup>2172</sup> Pierre LABORIE, Entretien avec Pascale GOETSCHER et Christophe GRANGER, « L'événement, c'est ce qui advient à ce qui est advenu », *Sociétés et Représentations*, 2011, n° 2, p. 167-181.

<sup>2173</sup> Federico TARRAGONI, « Ce qui s'est passé sur la Place de la République. Une sociologie de l'événement Nuit Debout à partir des émotions politiques », *Sensibilités*, 2020, vol. 7, p. 84-93.

<sup>2174</sup> Julie PAGIS, *Mai 68. Un pavé dans leur histoire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014.

Une seconde limite tient au découpage événementiel de l'objet : l'événement requiert en effet une mise en perspective de l'action *ex ante* et *ex post*. Il nécessite des analyses longitudinales qui permettent de reconstituer les réseaux militants derrière les façades des organisations et les labels des collectifs. C'est ce qui a conduit, dans le chapitre 4, à ressaisir les « mouvements » comme des phases de confluence d'une partie des mouvements sociaux urbains, quand bien même de nouveaux collectifs s'y sont créés. Il convient également d'interroger, pour reprendre l'expression de Pierre Laborie, ce qui advient de ce qui est déjà advenu<sup>2175</sup>. La question de ce que fait un événement comme le 15M, le Gezi ou Nuit debout à ceux qui l'ont fait, qu'ils y adhèrent ou le rejettent, question qui restait secondaire dans une grille d'entretien centrée sur le temps chaud des rassemblements, est devenue récurrente au fil de l'enquête. Elle mériterait d'être approfondie par des entretiens qui s'échelonnent et se répètent dans le temps long afin de saisir les trajectoires biographiques. Ce dispositif inauguré par Tarragoni avec une cohorte de participant.e.s de Nuit debout<sup>2176</sup> ouvre une voie féconde afin de tester l'hypothèse de la subjectivation politique par l'événement, ses potentialités émancipatrices mais aussi ses limites puisqu'elle conduit à envisager la possibilité d'une subjectivation intermittente et fugace dont les effets peuvent s'atténuer avec le temps.

Les premiers résultats et les résultats de notre propre enquête confirment néanmoins la capacité des trois événements comparés à affecter durablement ses protagonistes tout en produisant des effets variables en fonction du degré d'exposition et des dispositions antérieures de chacun. Rupture ou bouleversement pour certains, confirmation ou entretien pour d'autres, tous les protagonistes du 15M, de Gezi, de Nuit debout n'ont pas vécu le *même* événement. La principale variation se situe entre les militants, pour qui le passage par les places s'inscrit dans la continuité d'un engagement routinisé ou renouvelé, et les primo-manifestants qui font leur première expérience politique. Ces différences confirment la typologie établie par Julie Pagis au sujet des « soixante-huitards<sup>2177</sup> ». Pour les premiers, le passage par les places agit comme une socialisation d'« entretien » ou de « renforcement » tandis que pour les seconds, l'engagement sur place est porteur d'une « prise de conscience » voire d'une « conversion » au militantisme dans certains cas. Quasiment routinière pour les militants aguerris et souvent multi-positionnés qui ont l'habitude de pratiquer la politique de la rue, l'effervescence des

---

<sup>2175</sup> Pierre LABORIE, Entretien avec Pascale GOETSCHER et Christophe GRANGER, « L'événement, c'est ce qui advient à ce qui est advenu », *Sociétés et Représentations*, 2011, n° 2, p. 167-181.

<sup>2176</sup> Federico TARRAGONI, « Ce qui s'est passé sur la Place de la République. Une sociologie de l'événement Nuit Debout à partir des émotions politiques », *Sensibilités*, 2020, vol. 7, p. 84-93.

<sup>2177</sup> Julie PAGIS, *Mai 68. Un pavé dans leur histoire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014.

« Places » a contribué aussi à resocialiser d'autres qui auraient mis leur engagement en sommeil comme d'anciens militants anti-franquistes en Espagne ou des déçus des manifestations de rue à Paris.

L'analyse des conséquences gagne à combiner plusieurs échelles où se mêlent l'individuel et le collectif. Elle suppose d'interroger les trajectoires d'engagement (et de désengagement) des protagonistes, les bifurcations biographiques mais aussi les phénomènes de conversion vers le champ politique ou l'activisme professionnalisé. Il convient également de sonder les effets de génération à partir de cohortes d'individus qui ont été exposés au même événement afin d'en mesurer les effets ambivalents en fonction des sphères de socialisation.

A une échelle collective, il importe d'interroger la manière dont ces moments d'effervescence protestataire ont contribué ou non à renouveler les mouvements sociaux à un niveau local. Nombre de collectifs se sont formés sur les places et leur ont survécu comme la mobilisation des retraités catalans surnommés *iaoflautas*, les collectifs liés aux jardins partagés stambouliotes (les *bostan*) ou le collectif « Debout Educ'Pop » issu de la commission du même nom pendant Nuit debout. D'autres organisations ont pu recruter tandis que des primo-manifestants mais aussi des militants se sont appropriés des répertoires qu'ils ne connaissaient pas auparavant comme les assemblées. Ces effets ne s'observent pas qu'au plan individuel : ils se laissent déchiffrer au niveau de l'espace des mouvements sociaux, des phénomènes de recomposition consécutifs à ces phases de décloisonnement et d'ouverture mais aussi d'une exposition accrue à la répression.

Car la répression sur un terrain judiciaire est aussi une conséquence significative des « mouvements de places », en particulier dans le cas turc. En plus des vagues d'arrestation et d'incarcération les jours qui ont suivi l'évacuation du parc, les événements de Gezi constituent le chef d'accusation d'Osman Kavala par le gouvernement turc l'accusant d'avoir orchestré la mobilisation pour préparer un coup d'Etat<sup>2178</sup>. Il faut aussi mentionner la mise en accusation d'une vingtaine de manifestants qui ont participé à l'encerclement du Parlement catalan le 15 juin 2011 dans le cadre d'une action organisée par le 15M « Stop le parlement ». Ce processus de judiciarisation est passé par les plus hautes instances espagnoles (l'Audiencia Nacional<sup>2179</sup>,

---

<sup>2178</sup> La Turquie a été condamnée par la CEDH pour cet emprisonnement privé de fondement légal. Cour Européenne des Droits de l'Homme, *Kavala c. Turquie*, 10 décembre 2019.

<sup>2179</sup> Arrêt de l'Audiencia Nacional, 31/2014, 7 juillet 2014. L'*Audiencia Nacional* est une juridiction à compétence nationale dans des domaines spécifiques (terrorisme, infraction, atteinte à la couronne).

le Tribunal Suprême<sup>2180</sup>, la Cour constitutionnelle<sup>2181</sup>, la CEDH) et est toujours en cours de procédure<sup>2182</sup>.

Pour conclure, cette thèse s'insère dans un ensemble de travaux qui mettent notre compréhension de la démocratie à l'épreuve de l'histoire ou de la sociologie et de leurs résultats empiriques. Elle a cherché à y contribuer par une méthodologie hybride par une sociologie des rassemblements de places au prisme de la démocratie comme expérience du conflit. Son apport se situe aussi au niveau des pistes qu'elle ouvre sans les avoir explorées, notamment la transnationalisation du répertoire d'action via la circulation d'activistes qui ont partagé compétences et savoir-faire en cherchant délibérément à suivre une trame caractéristique des « mouvements de places » avec des assemblées, commissions, une mobilisation par les réseaux socio-numériques...

Surtout, les spécificités qu'on a isolées au sujet des rassemblements sur les places publiques forment une grille de lecture qui peut être utile à l'analyse de mobilisations qui cherchent à habiter collectivement des espaces à ciel ouvert. Le recours à l'occupation ne revêt pas seulement une dimension spatiale : elle dévie et se réapproprie collectivement le temps social comme ce fut le cas avec les occupations de ronds-points du mouvement des Gilets Jaunes en France qui a débuté le 17 novembre 2018<sup>2183</sup>. Les occupations ne sont qu'un élément parmi d'autres du répertoire des Gilets Jaunes avec les manifestations hebdomadaires (légal ou non), les assemblées<sup>2184</sup> et les blocages de péages d'autoroutes. Le fait que ces occupations se déroulent sur des espaces périurbains « sans qualité », mobilisant des publics radicalement différents de Nuit debout, n'empêchent pas d'esquisser des rapprochements avec les cabanes

---

<sup>2180</sup> Arrêt du Tribunal Suprême, 161/2015, 17 mars 2015. Le Tribunal Suprême a condamné huit des accusés à trois ans de prison pour avoir porté atteinte aux institutions de l'Etat espagnol.

<sup>2181</sup> En 2019, le report de la décision intervient dans un contexte marqué par le « 1-O » catalan. Ce numéronyme renvoie à la date du référendum d'auto-détermination (1<sup>er</sup> octobre 2017) de la Catalogne à l'initiative du gouvernement et du parlement catalan qui a été déclaré illégal en octobre 2017 par la Cour Constitutionnelle d'Espagne. La Catalogne a été mise sous tutelle en vertu de l'article 155 de la Constitution qui a destitué le Parlement et son président avant de nouvelles élections qui ont fait émerger une majorité indépendantiste. Il est significatif que les deux dossiers répondent à des schémas analogues (tribunal spécial, criminalité d'exception) à la différence près que la *Generalitat* était du côté des demandeurs dans l'affaire « *Aturem el parlament* » et qu'elle est désormais du côté des défendeurs dans l'affaire du « 1-O ».

<sup>2182</sup> Dans ce parcours du combattant judiciaire, il est significatif que la violence dont sont accusés les *quincemayistas* ne leur est pas imputée à titre individuel mais qu'ils sont traduits collectivement pour avoir généré une « violence ambiante » (*violencia ambiental*) sans qu'aucun fait n'ait été établie hormis un jet de peinture dans le dos d'une députée.

<sup>2183</sup> Antoine Bernard DE RAYMOND, Sylvain BORDIEC, « Tenir : les Gilets jaunes, mouvement d'occupation de places publiques », 2019. Cf également Zakaria BENDALI, Raphaël CHALLIER, Magali DELLA SUDDA, (et al.), « Le mouvement des Gilets jaunes : un apprentissage en pratique (s) de la politique? », *Politix*, 2019, n°4, p. 143-177.

<sup>2184</sup> Sixtine VAN OUYRYVE D'YDEWALLE, « Des Gilets jaunes à l'Assemblée Citoyenne de Commercy: une expérience de démocratie directe communaliste », *Actes des 6èmes journées doctorales sur la participation du public et la démocratie participative*, 2020, vol. 6.



qui ont constitué des espaces de socialisation politique et le support d'expériences d'autogestion parfois inédites pour celles et ceux qui les ont édifiées.

Ce qui distingue à plus forte raison les mouvements d'occupation de places tiendrait également à leur dimension *utopique*. On reprend ici une piste ouverte par Abensour lorsqu'il suggère une liaison possible entre utopie et démocratie sauvage<sup>2185</sup>. L'originalité d'Abensour dans le paysage philosophique contemporain est de refuser la disqualification de l'utopie au prétexte que ses usages politiques auraient conduit au totalitarisme. Son ambivalence étymologique rappelle en effet que l'utopie ne se réduit pas à la fiction littéraire ou à un lieu du Bien (en grec, *eu-topos*) puisqu'elle charrie également l'idée d'une négation, d'un « non-lieu » (*U-topos*). Elle est donc compatible avec une sociologie des possibles qui interroge les possibles latéraux, non-advenus, que contient tout contexte socio-historique marqué par la contingence.

Cette piste de recherche peut se résumer ainsi. A la dynamique indissociablement participative et représentative des occupations de places urbaines s'ajoute une troisième dimension *utopique*. Celle-ci ne réside pas tant dans un modèle de société idéale dont les « Places » traceraient les contours que par la critique en négatif qu'elles adressent à l'ordre existant. Provenant de cultures contestataires et d'expériences singulières en termes de socialisation, l'organisation antihierarchique, l'économie du don, les assemblées à ciel ouvert, les pratiques de solidarité irriguent un esprit utopique qui imprègne les rassemblements barcelonais, stambouliote et parisien. L'utopie des « Places » correspond à l'horizon que déploient ces protagonistes qui luttent contre le temps tout en se le réappropriant collectivement. Comme toute ligne d'horizon, l'utopie reste impossible à atteindre. S'en rapprocher suppose d'explorer des chemins qui ne sont pas connus d'avance, faits de rapprochements et d'alliances<sup>2186</sup> mais aussi jalonnés de tensions et de lassitude devant l'ampleur des tâches à accomplir et la distance à parcourir. En ce sens, la dimension utopique des « mouvements de places » permet de mieux saisir l'incertitude à travers lesquels se sont construits les rassemblements<sup>2187</sup>. Elle rappelle que le désordre n'est pas l'autre de la politique démocratique mais une de ses sources.

---

<sup>2185</sup> Miguel ABENSOUR *Pour une philosophie politique critique : itinéraires*, Sens&Tonka, 2009, p. 135. Miguel ABENSOUR, « Utopie et démocratie », *Raison présente*, n°121, 1997.

<sup>2186</sup> A la différence de la « convergence » qui suppose un centre ou un point focal qui sert d'arrimage à une cause commune, l'alliance est polycentrique et ne requiert pas d'annuler les différences d'un espace de cause à l'autre.

<sup>2187</sup> Il est à noter que l'utopie donne aussi à voir la manière dont les protagonistes se rapportent parfois avec mélancolie à cette expérience passée et précieuse.



## INDEX DES ENTRETIENS

L'ensemble des entretiens a été anonymisé.

### 15M - BARCELONE

Estelle, 40 ans, universitaire et docteur en philosophie, commission « *TheoConDice* ». Elle est accompagnée d'un collègue physicien quadragénaire, a-politique au moment du 15M qui intervient au cours de l'entretien. Barcelone en janvier 2019.

Giorgio, 50 ans, membre du Forum Social Catalan. Français vivant à Barcelone depuis vingt ans, il a participé activement au mouvement altermondialiste. Barcelone en février 2019.

Jordi, 50 ans, réalisateur, il a filmé le 15M à Barcelone et produit un documentaire intitulé « *El despertar de las plazas* » (« Le réveil des places ») à partir du 27 mai 2011. Barcelone en janvier 2019.

Dave, 53 ans, professeur de philosophie à l'université Autonome de Barcelone, fondateur de la revue *Espai en Blanc*. Barcelone en janvier 2019.

Pietro, 37 ans, traducteur et auteur, militant anarchiste, il a participé activement à des *workshops* dans les marges de l'Assemblée Générale pendant l'occupation de la place de la Catalogne. Entretien réalisé à distance en mai 2020.

Philippe, 42 ans, architecte chilien qui vit à Barcelone depuis 15 ans, il est un membre actif de l'*ateneu* du quartier de Raval. Entretien réalisé à Barcelone en mars 2020.

Harold, 45 ans, il est un des fondateurs de la Can Masdeu. La Can Masdéu est une ancienne colonie de lépreux à l'hôpital de San Llätzer en bordure de Barcelone, au pied de la montagne de Collserola. Harold a lancé avec un ami le projet d'ouvrir dans ce lieu désaffecté un squat en 2001. Lors des tentatives d'expulsion par les forces anti-émeutes, les occupants étaient montés, nus, sur le toit pour résister. Son parcours antérieur témoigne d'une riche et dense expérience d'activisme avec un tournant significatif lors d'un voyage au Chiapas en 1999, avant de s'engager dans les mouvements altermondialistes et Okupa. Au moment de l'entretien, cela fait 18 ans qu'il vit à la Can Masdéu. Pendant le 15M, il a participé activement à la commission « Jardin » qui a mis sur pied un potager collectif. Entretien réalisé à la Can Masdéu en mars 2020.

Robin, 55 ans, Il se définit comme un « anarchiste vert » et vit depuis 18 ans à la Can Masdéu. Avant de venir à Barcelone, il a participé à plusieurs mouvements sociaux en Grande-Bretagne, notamment « *Reclaim the Streets* » (Londres, 1995). Entretien réalisé à la Can Masdéu en mars 2020.

Pascale, 33 ans, diplômé en informatique, il a travaillé quelques années dans ce domaine ; son père est éducateur et sa mère est assistante sociale. Avant le 15M, il fréquentait déjà des squats à Barcelone. Pendant l'occupation, il fait partie de la commission « action » sur la place de la Catalogne. Entretien réalisé à la Can Masdéu en mars 2020.

Georges, 53 ans, informaticien, très investi dans différents mouvements sociaux barcelonais (associations de voisins et de parents d'élèves, le média alternatif *Indymedia*, « Non à la Guerre »). Membre de la commission « Communication » et porte-parole du 15M. Entretien réalisé à distance en avril 2020.

Albert, 69 ans, il faisait partie des Jeunesses Ouvrières Catholiques, avant de militer contre le franquisme, il comencé sa carrière professionnelle comme groom et fait partie du syndicat des commissions ouvrières (CC.OO), il s'est désengagé au milieu des années 1980 avant de faire partie du groupe des retraités mobilisés du 15M, les *iaoflautas*. Le groupe est toujours actif en 2021 avec la *marea pensionista* qui défile tous les lundis sur la place de l'Université à Barcelone. Entretien réalisé à distance en avril 2020.

Thor, 43 ans, formation de psychologue et professionnel de la communication digitale, Activiste depuis ses 18 ans, il s'est impliqué dans les centres sociaux (CSAO) et s'est spécialisé dans la stratégie digitale. Il est conseiller en communication pour le ministre de l'Enseignement Supérieur espagnol et a travaillé pour la communication de la plate-forme électorale *Barcelona en Comu*. Entretien réalisé à distance en novembre 2020.

Karl, 38 ans, taxi-vélo à Barcelone, il fréquente assidûment le mouvement *Okupa* depuis ses 14 ans. Il a aussi participé à l'animation d'un lieu alternatif. Entretien réalisé à distance en mai 2020.

Ignacio, 64 ans, il gère une librairie militante dans Barcelone, il a exercé plusieurs métiers dans sa vie et perçoit une allocation publique. Entretien réalisé à Barcelone en mars 2020.

Pépé, 75 ans, leader de la CNT à Barcelone, retraité, c'est une figure locale de l'anarchisme barcelonais : il se dédie « corps et âme à l'esprit de la lutte ». Entretien réalisé à Barcelone en mars 2020.

Aurore, 52 ans, Assistante de recherche en laboratoire, Militante féministe, elle appartient aussi à des collectifs pour les droits des sans-papiers. Place de la Catalogne, elle fait partie de la commission « Diversité Fonctionnelle ». Entretien réalisé à Barcelone en mars 2020.

Didier, 60 ans, Au chômage pendant le 15M, il a vécu 20 ans en France, son grand-père communiste s'y était réfugié après la guerre civile de 1936. Pendant l'occupation de la place de la Catalogne, il participe aux actions de la PAH et devient par la suite militant dans son quartier. Entretien réalisé à Barcelone en mars 2020.

Nelson, 37 ans, « super militant » à forte mobilité internationale. Il arrive place de la Catalogne le 17 mai 2011 alors qu'il revient de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes. Il dort sur place et participe à plusieurs commissions : « International », « Action », « Modération ». Il a participé aux « Indignés » de 2011 et organisé la « Marche des possibles » en avril 2012. En 2016, il ne passe qu'une journée sur la place de la République pendant Nuit debout. Nelson fait partie des « médiactivistes » qui ont organisé la journée Global Occupy le 15 octobre 2011. Entretien réalisé à Paris en juin 2019.

## GEZI - ISTANBUL

Rose, 31 ans, elle était professeur de physique au lycée en Turquie et est réfugiée politique en France. Entretien réalisé en mai 2019 à Paris.

Idris, 22 ans, réfugié en France. Il faisait partie de la Fédération des Associations de Jeunesse Socialiste pendant Gezi. Il a été arrêté à la suite des événements de 2013 et emprisonné pendant 9 mois accusé d'avoir fait partie d'un « groupe terroriste ». Il est accompagné par Elsa, étudiante de 22 ans, Turque elle aussi, qui a participé « au » Gezi d'Izmir. Elle traduit ses réponses. Pendant les événements de Gezi, il a filmé et produit un documentaire « Le temps des maraudeurs » (*Çapulçu Zamanla*). Entretien réalisé à Paris en juin 2018.

Asaph, 40 ans, professeur de français en Turquie, anciennement à l'université de Galatasaray. Novice en politique, son père est maire AKP d'une ville moyenne de l'Est de la Turquie. Entretien réalisé en mai 2019 à Karakoy.

Céline, 32 ans, doctorante turque qui étudie l'urbanisme en France : elle travaillait à la faculté d'architecture technique (*Taskisla*) qui donne sur la place Taksim. Entretien réalisé en septembre 2019 à Paris.

Mérodie, 30 ans, a étudié à l'université de Galatasaray, elle a été gravement blessée pendant Gezi et est restée dans le coma pendant toute la durée des événements. Elle est partie vivre à l'étranger les années qui ont suivi. Entretien réalisé à Istanbul en mai 2019.

Azylis, 32 ans, avocat, membre du groupe de Carsi, les ultras de Besiktas. Il porte un tatouage à l'effigie de l'aigle de Besiktas. Il fait partie d'un média alternatif autofinancé et défend une confédération des syndicats ouvriers révolutionnaires turcs (*Türkiye Devrimci Isçi Sendikakri Konfederasyonu*). Traduction par Youssef 26 ans, avocat, qui a aussi participé aux événements en défendant les manifestants arrêtés. Entretien réalisé à Istanbul en mai 2019

Boris, 22 ans, étudiant en sociologie en France. Il participe aux manifestations de Gezi dans la ville de Bursa alors qu'il est encore au lycée. Il ne fait pas encore partie d'un groupe militant. Entretien réalisé à Paris en mars 2019.

Hanna, 32 ans, doctorante en sciences sociales, elle vit sur les îles de Burgazada avec sa famille (conservatrice et pro-AKP) en dehors d'Istanbul et milite depuis de nombreuses années au moment de Gezi. Entretien réalisé à Istanbul en mai 2019.

Faustine, 29 ans, activiste qui milite pour le droit des animaux, réceptionniste. Entretien réalisé à Istanbul en mai 2019.

Youri, 61 ans, ancien militant marxiste exilé entre 1980 et 1990 en Belgique à la suite du coup d'Etat (génération de l'exil), franco-turc, écrivain et traducteur. Entretien réalisé à Istanbul en mai 2019.

Gabriel, trentenaire, journaliste et spécialisé dans la communication en ligne. Après Gezi, il a fondé un média alternatif avec d'autres participants. C'est son activité professionnelle. Entretien réalisé à Istanbul en mai 2019 en présence d'un de ses collègues.

Zoé, 41 ans, Artiste diplômée des Beaux-Arts d'Istanbul, Membre de la plate-forme de mobilisation *Müştereklerimiz* (« Nos communs »), elle a aussi vécu plusieurs années à Barcelone. Entretien réalisé à Istanbul en mai 2019.

Karim, 31ans, il travaille dans une banque pendant Gezi, primo-manifestant au moment de Gezi, il fait désormais partie du collectif « No-Go-Zon », collectif turc situé à Paris. Entretien réalisé à Paris en septembre 2019.

Inès, 23 ans, issues des classes moyennes supérieures d'Istanbul, elles ont toutes les deux étudiées à l'étranger et en France, première expérience politique à Gezi. Entretien réalisé à Istanbul en mai 2019.

## NUIT DEBOUT - PARIS

Adeline, 29 ans, Psychologue et docteure en psychanalyse à Paris, elle fait partie du groupe « Debout Educ' Pop » issu de la commission Debout Education Populaire. Entretien réalisé à Paris en novembre 2018.

Alexandre, 29 ans, diplômé en anthropologie, il fait partie de la commission « International » de Nuit debout et du mouvement de la « marée » de soutien aux réfugiés *Marea Granate*. Il avait participé en tant qu'observateur à l'occupation de la *Puerta del Sol*. Entretien réalisé à Paris en novembre 2018.

Louis, 23 ans, il fait partie des classes populaires et est étudiant, co-fondateur du MILI, il fait partie du milieu autonome. Entretien réalisé à Paris en février 2019.

Kader, 28 ans, issu des classes populaires et originaire de Tours, diplômé en sciences sociales et stagiaire pendant Nuit debout, il se définit comme « anarchiste » après s'être engagé au Parti de Gauche. Pendant Nuit debout, il est membre du media center et « électron libre ». Entretien réalisé à Paris en juin 2019. Luna, 23 ans, elle appartient aux classes populaires, diplômée en lettres et en sociologie, Commission féminisme de Nuit debout. Entretien réalisé à Paris en avril 2019.

Artémis, 26 ans, diplômé en science politique, il a étudié en Espagne où il a fréquenté les cercles Podemos, il fait partie du noyau initial « Convergence des luttes » et devient par la suite attachée parlementaire d'une députée européenne. Artémis milite aussi pour la cause queer. Entretien réalisé à Montreuil en septembre 2019.

Julia, 25 ans, diplômée de l'ENS, altiste, membre d'Orchestre Debout. Entretien réalisé à Paris en 2019.

Tonio, 38 ans, se définit comme « précaire », il anime plusieurs groupes Facebook qui comptent plusieurs milliers de membres. Entretien réalisé à Paris en février 2019.

Michèle, 37 ans, graphiste indépendante, militante depuis 2013 (Collectif *Les Engraineurs*), membre du noyau « Convergence des luttes ». Entretien réalisé à Paris en mars 2019.

Anthony, 27 ans, il est issu de la classe moyenne supérieure intellectuelle et ne travaillait pas pendant Nuit debout, diplômé de Science-Po, membre du *media center* et co-fondateur de « Radio-Parleur ». Entretien réalisé à Paris en mars 2019.

David, 37 ans, documentaliste dans un lycée, militant depuis plus de vingt ans, membre de la Ligue Communiste Révolutionnaire puis du Nouveau Parti-Anticapitaliste, participant aux Indignés de 2011 (« Occupy la Défense ») et aux Assemblées Inter-professionnelles en Île-de-France, membre de la commission « Démocratie » puis de la commission « Nuit debout ». Entretien réalisé à Paris en juin 2019.

Matheus, 31 ans, issu des classes moyennes supérieures et manutentionnaire pendant Nuit debout, diplômé d'anthropologie, il ne fait partie d'aucune organisation mais est fortement inséré dans les réseaux militants parisiens, membre de la commission « démocratie ». Entretien réalisé à Montreuil en septembre 2019.

Johny, 24 ans, franco-américain, diplômé en science politique, il travaille dans une association d'accès au droit à Bobigny, se définit comme anarchiste, avant Nuit debout, il participe à l'occupation d'un amphi à Science Po et fait ensuite partie de la commission « sans-papiers ». Entretien réalisé à Paris en juillet 2019.

Salomé, 26 ans, classe populaire de la banlieue parisienne, diplômée, position variable dans le mouvement « Nuit debout ». Entretien réalisé à Paris avril 2019.

Cécile, 34 ans, directrice de la communication chez GreenPeace, spécialiste en communication digitale, Master de philosophie, membre du *media center* et de la Commission féministe. Entretien réalisé à Paris en mars 2019.

Aléric, 33 ans, archiviste, au chômage pendant Nuit debout, appartient aux classes intellectuelles précarisées. « Electron libre » et fréquente le cortège de tête pendant Nuit debout. Entretien réalisé à Paris en avril 2019.

Pietro, 37 ans, espagnol, issu d'une famille de gauche, il a participé activement à l'occupation de la *Puerta del Sol* à Madrid. En 2016, il suit des études à Paris et devient veilleur de nuit. Pendant Nuit debout, il intègre la commission « modération » de l'assemblée. Entretien réalisé à distance en novembre 2020.

Louison, 33 ans, docteure en lettres, chercheuse indépendant et co-fondatrice d'une fédération de coopératives pour les livreurs à vélo, « scribe » des assemblées générales de Nuit debout. Entretien réalisé à Paris en avril 2019.

Benoît, 35 ans, se présente comme « organisateur de communauté » et « social-media stratège », entrepreneur de cause, membre du *media center* de Nuit debout. Il a participé à la rédaction de #32mars est le titre d'un livre collectif écrit par certains membres du *media center*. (#32mars, Editions du cherche-midi, 2017). Entretien réalisé à Argenteuil en novembre 2019.

Eva, 32 ans, professionnelle de la communication digitale, elle a participé au 15M (commission communication) et à Nuit debout (*media center*). Après 2011, elle est co-fondatrice de

l'association citoyenne *15MPaRato* qui a mené un audit citoyen de la dette publique. Entretien réalisé à Barcelone en mai 2019.

## Entretiens complémentaires

### 15M Barcelone

COLLECTIF, *Constellations. Trajectoires révolutionnaires du jeune 21e siècle*, Paris, Les éditions de l'éclat, 2014, en particulier la partie « Intervenir » - Chapitre « Composition – indignados et mouvement du 15M ». Ce chapitre se compose d'un entretien réalisé par le collectif Mauvaise Troupe avec Inès et Marco, deux militant.e.s barcelonais « autonomes » d'une trentaine d'années, qui ont participé au collectif anarchiste la *Penya* qui était actif au moment en 2011. Ils reviennent tous deux sur leur expérience et leur mode de participation au 15M à Barcelone. En voici un extrait significatif au sujet de la tentative d'expulsion manquée du 27 mai 2011 (c'est Marco qui parle) :

« Il faut imaginer aussi que le soir de la tentative d'expulsion l'assemblée générale est un délire, la place est remplie, les rues aux alentours sont remplies, les gens écoutent la réunion qui est retransmise sur les différentes radios pirates de la ville depuis leur petit poste et là on se dit : les choses ne seront plus jamais comme avant. Cela représente une telle rupture avec la normalité que ce qui est en train de se passer là, personne ne l'oubliera jamais. »

## Gezi

### Entretiens réalisés par Pauline Pressé

M., activiste de Nor Zartonk (association arménienne) et président de l'association culturelle et de solidarité arménienne (*Ermeni Kültürü ve Dayanışma Derneği*). Nor Zartonk est également membre du HDP (*Halkların Demokratik Partisi*, Parti Démocratique des Peuples). Entretien réalisé à Istanbul en 2014.

B., féministe indépendante participant aux réunions de l'IFK (*Istanbul Feminist Kolektif*, Collectif féministe d'Istanbul) qui rassemble différents groupes féministes mais également des indépendants. Il sert à coordonner les actions des féministes à Istanbul. Entretien réalisé en 2014 à Istanbul.

N. et H., un couple d'indépendants âgés de 38 et 44 ans, primo-manifestants même si N. se mobilise pour la cause des enfants des rues. Après Gezi, ils sont très actifs dans les activités du centre social « Don Kişot » (une des maisons occupées) du quartier de Kadiköy. Entretien réalisé en mai 2014 à Istanbul.

O., activiste de *Müsterekler*, membre d'un collectif écologiste et salarié de *Greenpeace*, longue expérience d'activistes, Entretien réalisé en mai 2014 à Istanbul.

Betül Tanbay, membre de Taksim Plate-forme, elle a surtout été active avant que l'occupation ne commence. Elle a fait partie de la première délégation qui a rencontré le Premier Ministre. Entretien réalisé en 2014 à Istanbul.



# BIBLIOGRAPHIE

## Philosophie politique et théories de la démocratie

### *Philosophie politique et philosophie de l'action*

#### *Ouvrages*

Miguel ABENSOUR, *La démocratie contre l'Etat. Marx et le moment machiavélien*, Les Editions du Félin, 1997.

Miguel ABENSOUR, *Hannah Arendt contre la philosophie politique*, Sens&Tonka, 2006.

Miguel ABENSOUR, *Lettre d'un « révoltiste » à Marcel Gauchet converti à la « politique normale »*, Sens & tonka, 2008.

Miguel ABENSOUR, *L'homme est un animal utopique*, Sens&Tonka, 2008.

Miguel ABENSOUR, *La communauté politique des tous-uns*, Les Belles Lettres, 2014.

Hannah ARENDT, *Le système totalitaire. Les origines du totalitarisme*, Seuil, 2005 (1951).

Hannah ARENDT, *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1961, Chapitre V.

Hannah ARENDT, *La crise de la culture : huit exercices de pensée politique*, Gallimard, 2000 (1961), Préface.

Hannah ARENDT, *Essai sur la révolution*, Gallimard, 1967.

ARISTOTE, *Les Politiques*, Paris, Flammarion, 2015.

Serge AUDIER, *Machiavel, conflit et liberté*, Vrin, 2005.

Georges BALANDIER, *Le désordre : éloge du mouvement*, Fayard, 1988.

Etienne BALIBAR, *Violence et civilité*, Editions Galilée, 2010.

Étienne BALIBAR, *La proposition de l'égaliberté: essais politiques 1989 - 2009*, Presses Universitaires de France, 2010.

Zygmunt BAUMAN, *La vie liquide*, Arles, Le Rouergue/Chambon, 2006.

Etienne de LA BOETIE, *Discours de la servitude volontaire*, Payot, 1976 (1576).

Cornelius CASTORIADIS, *L'institution imaginaire de la société*, Seuil, 1975.

Cornelius CASTORIADIS, *Carrefours du labyrinthe – Tome 6 : Figures du pensable*, Points, 2009 (1978).

Manuel CERVERA-MARZAL, *Miguel Abensour, critique de la domination, pensée de l'émancipation*, Sens&Tonka, 2012.

Gilles DELEUZE, Félix GUATTARI, *Mille Plateaux*, Éditions de Minuit, 1980.

Anders FJELD, *Jacques Rancière. Pratiquer l'égalité*, Editions Michalon, 2018.

Bernard FLYNN, *La philosophie politique de Claude Lefort*, Belin, 2012.

Michel FOUCAULT, *Dits et Ecrits II. 1954 – 1988*, Gallimard, 1994.

Marie GAILLE, *Machiavel et la tradition philosophique*, Presses universitaires de France, 2007.

Marcel GAUCHET, *La condition historique*, Gallimard, 2003.

Antonio GRAMSCI, *Cahiers de prison*, Paris, Gallimard, 1978, cahier n°13.

Jürgen HABERMAS, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1978 (1962).

Jürgen HABERMAS, *Droit et démocratie*, Gallimard, 1997.

Jürgen HABERMAS, *Le discours philosophique de la modernité*, Paris, Gallimard, 1985.

Jürgen HABERMAS, *Droit et démocratie*, Gallimard, 1997 (1992).

David HARVEY, *Villes rebelles : du droit à la ville à la révolution urbaine*, Buchet/Chastel, 2015.

Thomas HOBBS, *Léviathan*, 1651.

Gilles LABELLE, *L'écart absolu. Miguel Abensour*, Sens&Tonka, 2018.

Ernesto LACLAU, Chantal MOUFFE, *Hégémonie et stratégie socialiste : vers une politique démocratique radicale*, Les Solitaires intempestifs, 2009 (1985).

Henri LEFEBVRE, « Le droit à la ville », *L'Homme et la société*, n°6, 196, p. 29-35.

Claude LEFORT, *Le travail de l'œuvre. Machiavel*, Paris, Gallimard, 1972.

Claude LEFORT, *Elements d'une critique de la bureaucratie*, Gallimard, 1979 (1971).

Claude LEFORT, *Un homme en trop : réflexions sur L'archipel du goulag*, 2015, (1976).

Claude LEFORT, *Sur une colonne absente. Ecrits autour de Merleau-Ponty*, Gallimard, 1978.

Claude LEFORT, *Les formes de l'histoire : essais d'anthropologie politique*, Paris, Gallimard, 1978.

- Claude LEFORT, *L'invention démocratique*, Paris, Fayard, 1981.
- Claude LEFORT, *Essais sur le politique. XIXème- XXème siècle*, Paris, Seuil, 1986.
- Claude LEFORT, *Ecrire à l'épreuve du politique*, Calmann-Levy, 1992.
- Claude LEFORT, *La complication : retour sur le communisme*. Paris, Fayard, 1999.
- Claude LEFORT, *Le temps présent*, Paris, Belin, 2009.
- Frédéric LORDON, *Vivre sans. Institutions, police, travail, argent...*, La Fabrique, 2019.
- Nicolas MACHIAVEL, *Œuvres*, (trad.) Christian Bec et Frédérique Verrier, Paris, Robert Laffont, 1996.
- Nicolas MACHIAVEL, *Discours sur la première décade de Tite-Live*, Bibliothèque Berger-Levrault, 1980 (1531), Chapitre IV.
- Karl MARX, *Critique de la philosophie du droit de Hegel*, Classiques UQAC, 1843.
- Karl MARX, *Sur la question juive*, La Fabrique, 2006 (1844).
- Karl MARX, *Le capital*, traduction de M. J. Roy, entièrement révisée par l'auteur, 1872.
- Ernesto LACLAU, *La Raison populiste*, Paris, Seuil, 2008.
- Maurice MERLEAU-PONTY, *Signes*, Paris, Gallimard, 1960.
- Maurice MERLEAU-PONTY, *Le visible et l'invisible*, Gallimard, 1964.
- Maurice MERLEAU-PONTY, *L'institution. La passivité. Notes de cours au Collège de France : 1954 – 1955*, Belin, 2017.
- Jean-Claude MONOD, *L'art de ne pas être trop gouverné*, Paris, Seuil, 2019.
- Blaise PASCAL, *Trois discours sur la condition des grands*, 1671.
- Nicos POULANTZAS, *L'État, le pouvoir, le socialisme*, Presses Universitaires de France, 1978.
- Jacques RANCIERE, *Le philosophe et ses pauvres*, Fayard, 2002 (1983).
- Jacques RANCIERE, *Aux bords du politique*, Gallimard, 2004 (1990).
- Jacques RANCIERE, *La méésentente*, Galilée, 1995.
- Jacques RANCIERE, *La méthode de l'égalité*, Bayard, 2012.
- John RAWLS, *Théorie de la justice*, Seuil, 1987 (1971).

Jean-Jacques ROUSSEAU, *Du contrat social ou Principes du droit politique*, 1762.

Joseph SCHUMPETER, *Impérialisme et classes sociales*, Flammarion, 1984.

Etienne TASSIN, *Le trésor perdu. Hannah Arendt, l'intelligence de l'action politique*, Klincksiek, 2017 (1999)

Etienne TASSIN, *Un monde commun. Pour une cosmopolitique des conflits*, Paris, Seuil, 2003.

Etienne TASSIN, *Le maléfice de la vie à plusieurs*, Montrouge, Bayard, 2012.

Etienne TASSIN, *Pourquoi agissons-nous ? Questionner la politique en compagnie de Hannah Arendt*, Le Bord de L'eau, 2018.

Alexis de TOCQUEVILLE, *De la démocratie en Amérique, Tome I – II*, 1840.

Ludwig WITTGENSTEIN, *Philosophical Investigations*, Oxford, Basil Blackwell, 1968 (1953).

#### *Articles et Entretiens*

Miguel ABENSOUR, « Pour lire Marx », *Revue française de science politique*, 1970, vol. 20, n° 4, p. 772-788.

Miguel ABENSOUR, « Démocratie sauvage" et" principe d'anarchie », *Revue européenne des sciences sociales*, 1993, vol. 31, no 97, p. 225-241.

Miguel ABENSOUR, « Réflexion sur les deux interprétations du totalitarisme chez Claude Lefort » in *La démocratie à l'oeuvre. Autour de Claude Lefort*, sous la direction de Claude Habib et Claude Mouchard, Editions Esprit, 1993, p.126.

Miguel ABENSOUR, « Utopie et démocratie », *Raison présente*, n°121, 1997.

Miguel ABENSOUR, « L'extravagante hypothèse », *Rue Descartes*, 1998, no 19, p. 55-84.

Miguel ABENSOUR, « Démocratie insurgente et Institution » in COLLECTIF, *La démocratie au-delà du libéralisme : perspectives critiques*, Outremont, Athena, 2009, p. 185-193.

Miguel ABENSOUR, Préface de Edward Palmer THOMPSON, *La Formation de la classe ouvrière anglaise*, Éditions Points-Le Seuil, 2012 [1963], pp. XXVII-XLVIII.

Miguel ABENSOUR, Jean-Luc NANCY, Jacques RANCIÈRE, « Instances démocratiques », *Vacarme*, 2009, vol. 48, p. 8-17.

James BOHMAN, « Continental Political Philosophy » in COLLECTIF, *The Routledge companion to social and political philosophy*, New York, Routledge, 2013.

Christan BOUCHINDHOMME, « Une querelle de famille I. Aux sources de la controverse entre Apel et Habermas » in Rainer ROCHLITZ (éd.), *Habermas. L'usage public de la raison*, Presses Universitaires de France, 2002, pp. 31-66.

Seyla BENHABIB, « The embattled public sphere: Hannah Arendt, Jurgen Habermas and beyond », *Theoria*, 1997, vol. 44, n° 90, p. 1-24.

Isaiah BERLIN, « To define populism » in *Government and Opposition*, Vol. 3, N° 2, 1968, p. 177 – 179.

Antoon BRAECKMAN, « The Hermeneutics of Society: On the State in Lefort's Political Theory », *Constellations* 25, n° 2 (juin 2018): 242-55,

Martin BREUGH, « Critique de la domination, pensée de l'émancipation. Sur la philosophie politique de Miguel Abensour », *Politique et Sociétés*, vol. 22, n° 3, 2003, p. 45-69

Warren BRECKMAN « Retour sur « l'idéologie invisible » selon Lefort », *Raison publique*, vol. 23, n°. 1, 2018, pp. 37-54.

Alain CAILLE, « Claude Lefort, les sciences sociales et la philosophie politique » in COLLECTIF, *La démocratie à l'œuvre : Autour de Claude Lefort*, Éditions Esprit, 1993, p. 51-77.

Alain CAILLÉ, « Hommage à Claude Lefort », *Revue du MAUSS*, 2011, no 1, p. 25-28.

Cornelius CASTORIADIS « L'exigence révolutionnaire », *Esprit*, février 1977.

Cornelius CASTORIADIS, « La polis grecque et la création de la démocratie », *Domaines de l'homme*, 1986, vol. 287.

Cornelius CASTORIADIS, « La relativité du relativisme : Débat avec le MAUSS », *Revue du MAUSS semestrielle*, 1999, n°13, p. 23-39.

Manuel CERVERA-MARZAL, « Miguel Abensour, Cornelius Castoriadis. Un conseilisme français ? », *Revue du MAUSS* 40, n° 2, 2012.

Manuel CERVERA-MARZAL, « Une « démocratie radicale » pas si radicale ? », *Raisons politiques*, 2019, no 3, p. 13-28.

Antoine CHOLLET, « Claude Lefort et Cornelius Castoriadis : regards croisés sur Mai 68 », *Politique et Sociétés* 34, n° 1, 2015, p. 37-60.

Antoine CHOLLET, « L'énigme de la démocratie sauvage », *Esprit*, 2019, no 1, p. 136-146.

Antoine CHOLLET, « Claude Lefort, un intrus à *Socialisme ou Barbarie* ? », *Rue Descartes*, vol. 96, no. 2, 2019, pp. 41-53

Antoine CHOLLET, « De quelques mésusages de l'histoire », *Revue européenne des sciences sociales*, 2020, vol. 58, no 2, p. 97-116

Simon CLARKE, « Was Lenin a marxist? The populist roots of marxism-leninism », *Historical Materialism*, n° 3, 1998, p. 3-28.

Pauline CLOCHEC, « Le *Manuscrit de Kreuznach* et l'ambiguïté de la démocratie sociale », *Les Cahiers philosophiques de Strasbourg*, 41, 2017.

Pauline COLONNA d'ISTRIA, « La raison publique au miroir de l'Un. Claude Lefort vs. Rawls », *Revue du MAUSS*, vol. 37, no. 1, 2011, pp. 405-418.

Martin DANN, « Black populism : a study of the colored farmers' alliance through 1891 », *The Journal of Ethnic Studies*, 1974, vol. 2, n°3.

Fabrice DANNEQUIN, « La place du politique chez Schumpeter », *L'Economie politique*, 2003, n° 1, p. 82-93.

Laurent DUBREUIL, « L'insurrection », *Labyrinthe*, 17, 2004.

Franck FISCHBACH, « Le déni du social, deux exemples contemporains : Abensour et Rancière », in COLLECTIF, *Histoires et définitions de la philosophie sociale*, 2012, Vrin, p. 29-46.

Michel FOUCAULT, « Qu'est-ce que la critique ? (Critique et Aufklärung) », *Bulletin de la Société française de philosophie*, 1990, vol. 84, no 2, p. 35-63.

Nancy FRASER, « Repenser la sphère publique : une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement », *Hermès*, 2001, vol. 31, p. 125.

Marcel GAUCHET, « Entretien avec Marcel Gauchet », *Le Philosophoire*, vol. 19, n° 1, 2003, pp. 23-37.

Marcel GAUCHET, « Que faire des droits de l'homme ? », *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> février 2018.

Charles GIRARD, « La démocratie par la délibération ? », *Idées économiques et sociales*, n°173, p. 8 – 15.

Jürgen HABERMAS, « La souveraineté populaire comme procédure », *Revue Lignes*, 1989, vol. 7.

Jürgen HABERMAS, « " L'espace public", 30 ans après », *Quaderni*, 1992, vol. 18, n° 1, p. 161-191.

Jürgen HABERMAS, « Sur le droit et la démocratie : Note pour un débat », Les voies de la démocratie. *Le Débat*, 1997, n° 97, p. 42-47.

Jürgen HABERMAS, « Trois versions de la démocratie libérale », *Le débat*, 2003, n° 3, p. 122-131.

Jürgen HABERMAS, « Au-delà du libéralisme et du républicanisme, la démocratie délibérative », *Raison publique*, n° 1, 2003.

Bonnie HONIG, « Between decision and deliberation: political paradox in democratic theory », *American political science review*, 2007, vol. 101, n° 1, p. 1-17.

James D. INGRAM, « The Politics of Claude Lefort's Political : Between Liberalism and Radical Democracy », *Thesis Eleven* 87, n° 1, novembre 2006, p. 33-50.

Anne KUPIEC, « L'oeuvre de Pierre Clastres et le renouvellement de la pensée anarchiste », in Miguel Abensour, Anne Kupiec (dir.), *Pierre Clastres*, Sens & Tonka, 2011.

Claude LEFORT, « L'idée d'être brut et d'esprit sauvage », *Les Temps Modernes*, 1961, vol. 17, p. 253-286.

Claude LEFORT, « Les travailleurs peuvent-ils gérer l'économie ? », *Les cahiers du Centre d'Etudes Socialistes*, N° 23 – 24, 1 – 15 février 1963.

Claude LEFORT, « Pour Une Sociologie de La Démocratie », *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations* 21, n° 04, août 1966, 750-68.

Claude LEFORT, Marcel GAUCHET, « La démocratie : le politique et l'institution du social », *Textures*, n°2/3, 1971.

Claude LEFORT, « La question de la Révolution », *Esprit*, n°9, 1976, p. 208.

Claude LEFORT, « La communication démocratique – Entretien avec Paul Thibaud et Philippe Raynaud », *Revue Esprit*, septembre 1979, in *Le temps présent*, Belin, 2007, pp. 389 – 390.

Claude LEFORT, « Préface » à Machiavel, *Discours sur la première décade de Tite-Live*, Berger Levrault, 1980.

Claude LEFORT, « Le mythe de l'Un dans le fantasme et dans la réalité politique », entretien avec François de Roustang, *Psychanalystes*, n° 9, 1983, p. 3-70.

Claude LEFORT, « Démocratie et représentation » in COLLECTIF, *Métamorphoses de la représentation politique au Brésil et en Europe, Paris, 27-29 avril 1989*, 1991, p. 223-232

Claude LEFORT, « Fragilité et fécondité des démocraties », 2009, mis en ligne le 10 mai 2010. Accessible en ligne [<http://cmb.ehess.fr/320>]

Claude LEFORT, Pierre ROSANVALLON, « À l'épreuve du politique : Dialogue entre Claude Lefort et Pierre Rosanvallon », *Esprit* Décembre, n° 12, 2011.

Martine LEIBOVICI, Claudia HILB, *Why Arendt Matters/Pourquoi Arendt compte*, 2018, p. 3, [<http://lcsp.univ-paris-diderot.fr/Arendt/pdf/introduction.pdf>]

Maurice MERLEAU-PONTY, « Note sur Machiavel », *Les Temps Modernes*, n°48, octobre 1949.

Maurice MERLEAU-PONTY, « Rapport de Maurice Merleau-Ponty pour la création d'une chaire d'Anthropologie sociale », Assemblée des professeurs du Collège de France, 30 novembre 1958 in *La lettre du Collège de France*, Hors-Série 2, 2008, p. 49 – 53.

Catherine MEYOR, « Le sens et la valeur de l'approche phénoménologique », *Recherches qualitatives*, 2005.

Nicolas POIRIER, « Quel projet politique contre la domination bureaucratique ? Castoriadis et Lefort à *Socialisme ou Barbarie* (1949-1958) », *Revue du MAUSS*, vol. 38, no. 2, 2011, pp.85-196.

Yves PRANCHÈRE, « La démocratie indéfinie et les « limites de l'autonomie ». Claude Lefort entre « principe d'anarchie » et « libéralisme » », *Raison publique*, 2018, n° 1, p. 109-127.

Jean-Yves PRANCHERE, « Quel concept de populisme ? », *Revue européenne des sciences sociales*, vol. 58-2, no. 2, 2020, pp. 19-37.

Jacques RANCIERE, « Le dissensus citoyen », *Carrefour*, volume19, n°2, p. 21-36.

Jacques RANCIERE, *Moments politiques. Interventions 1977 – 2009*, La Fabrique, 2009.

Jacques RANCIERE, « Biopolitique ou politique », *Multitudes*, 2000, vol. 1, p. 88-93.

Myriam REVAULT d'ALLONNE, « Peut-on parler philosophiquement politique ? Merleau-Ponty et Hannah Arendt lecteurs de Machiavel », Gérald SFEZ (éd.), *L'enjeu Machiavel*. Presses Universitaires de France, 2001, pp. 179-198.

Jacob ROGOZINSKI, « Démocratie sauvage », *Lignes*, 2019, no 2, p. 23-36.

Lucia SAGRADINI, « Critique de l'État : la constellation négative. Pierre Clastres, Claude Lefort, Miguel Abensour et Françoise Proust », *Variations*. Revue internationale de théorie critique, 2012, n° 16.

Etienne TASSIN, « Espace commun ou espace public ? », *Hermès*, 1991, vol. 10.

Etienne TASSIN, « Le peuple ne veut pas », in COLLECTIF, *Hannah Arendt, Crises de l'Etat-nation, pensées alternatives*, Sens&Tonka, 2007, p. 301 – 316.

Slavoj ZIZEK, « La subjectivation politique et ses vicissitudes », 2007.

### ***Théorie et histoire de la démocratie***

#### *Ouvrages collectifs*

Loïc BLONDIAUX, *Le nouvel esprit de la démocratie*, Paris, Seuil, 2008.



Loïc BLONDIAUX (éd.), *Le tournant délibératif de la démocratie*, Presses de Sciences Po, 2021.

Martin BREAUUGH, (éd.), *Thinking radical democracy: the return to politics in post-war France*, Toronto, University of Toronto Press, 2015.

Marc CHEVRIER, Yves COUTURE, Stéphane VIBERT, (éd.), *Démocratie et modernité : la pensée politique française contemporaine*, Presses Universitaires de Rennes, p. 236.

COLLECTIF, *Démocratie, dans quel état ?*, La Fabrique, 2009.

Jean-Philippe DERANTY, (éd.) *Recognition, work, politics: new directions in French critical theory*, Social and critical theory, v. 5, Boston, Brill, 2007.

Charles GIRARD, Alice LE GOFF, *La démocratie délibérative : anthologie de textes fondamentaux*, Hermann, 2010.

Edgar MORIN, Claude LEFORT, Cornelius CASTORIADIS, *Mai 68: la brèche; suivi de Vingt ans après*, Editions complexe, 1988.

Nicolas POIRIER (dir.), *Cornelius Castoriadis et Claude Lefort : l'expérience démocratique*, Le Bord de l'Eau, 2015.

### *Monographies*

Jean BAUDOUIN, *La philosophie politique de Karl Popper*, Presses Universitaires de France, 1994.

Bruno BERNARDI, *La Démocratie*, Flammarion, 1999.

Pierre BIRNBAUM, *Genèse du populisme. Le peuple et les gros*, Fayard, 2012.

Gérard BRAS, *Les Voies du peuple. Éléments d'une histoire conceptuelle*, Éditions Amsterdam, 2018

Martin BREAUUGH, *L'expérience plébéienne*, Paris, Payot, 2007.

Lucien-Pierre BOUCHARD, *Schumpeter : la démocratie désenchantée*, Editions Michalon, 2000.

Wendy BROWN, *Défaire le demos. Le néolibéralisme, une révolution furtive*, Editions Amsterdam, Paris, 2018.

Antoine CHOLLET, *Les temps de la démocratie : Incertitude et autonomie du présent*, Dalloz, 2011.

Colin CROUCH, *Post-démocratie*, Diaphane, 2013 (2004).

- Robert DAHL, *Polyarchy : Participation and opposition*, Yale University Press, 1972.
- Yves CUSSET, *Habermas. L'espoir de la discussion*, Editions Michalon, 2001.
- Anthony DOWNS, « An economic theory of political action in a democracy », *Journal of political economy*, 1957, vol. 65, no 2, p. 135-150.
- Pierre DARDOT, Christian LAVAL, *Ce cauchemar qui n'en finit pas : Comment le néolibéralisme défait la démocratie*, Paris, La Découverte, 2016.
- Jean-Phillipe DERANTY, Danielle PETHERBRIDGE, Danielle, John RUNDELL, (ed.). *Recognition, work, politics: new directions in French critical theory*, Brill, 2007.
- Francis DUPUIS-DERI, *Démocratie : histoire politique d'un mot aux États-Unis et en France*. Lux Éditeur, 2019.
- Francis DUPUIS-DERI, *Agoraphobie et agoraphilie politiques*, Lux, 2016.
- Yohan DUBIGEON, *La démocratie des conseils. Aux origines modernes de l'auto-gouvernement*, Klincksieck, 2017.
- Bryan FORD, « Delegative democracy », 2002.
- Bryan FORD, « Démocratie délégative revisitée », 2014.
- David GRAEBER, *La démocratie aux marges*, Le Bord de l'eau, 2018.
- Samuel HAYAT, *Démocratie*, Anamosa, 2020.
- Justine LACROIX, Jean-Yves PRANCHERE, *Le procès des droits de l'homme : généalogie du scepticisme démocratique*, Seuil, 2016.
- Juan J. LINZ, *Totalitarian and authoritarian regimes*, Lynne Rienner Publishers, 2000.
- Bernard MANIN, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Calmann-Lévy, 1995.
- Oliver MARCHART, *Post-foundational Political Thought*, Edinburgh University Press, 2007.
- Chantal MOUFFE, *Le politique et ses enjeux : pour une démocratie plurielle*, La Découverte/MAUSS, 1994.
- Oskar NEGHT, *L'Espace public oppositionnel*, Payot, 2007.
- Alexander NEUMANN, « L'espace public oppositionnel : lorsque l'oïkos danse à l'agora », *Cahiers Sens public*, vol. 15-16, no. 1-2, 2013, pp. 55-67.
- Albert OGIEN, Sandra LAUGIER, *Le principe démocratie : enquête sur les nouvelles formes du politique*, Paris, Découverte, 2014.
- Hanna F. PITKIN, *The concept of representation*, University of California Press, 1967.

J.G. POCOCK, *Le moment machiavélien, La pensée politique florentine et la tradition républicaine atlantique*, 1975.

Nicolas POIRIER, *Introduction à Claude Lefort*, La Découverte, 2020.

Karl POPPER, *The Open society and its enemies*, Routledge, 1966 (1962), Conclusion.

Pierre ROSANVALLON, *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Seuil, 2006.

Federico TARRAGONI, « Le peuple selon Ernesto Laclau », *La vie des idées*, 2017.

Thomas HOBBS, *Léviathan*, Livre 1, Chapitre 16, 1651

Hanna F. PITKIN, *The concept of representation*, Berkeley, University of California Press, 1967.

Hanna F. PITKIN, Samuel HAYAT, « La représentation politique », *Raisons politiques*, 2013, no 2, p. 35-51.

Yves SINTOMER, « Les sens de la représentation politique : usages et mésusages d'une notion », *Raisons politiques*, 2013, n° 2, p. 13-34.

Michael SAWARD, *The Representative Claim*, Oxford University Press, 2010.

Yves SINTOMER, *La démocratie impossible ? Politique et modernité chez Weber et Habermas*. La Découverte, 1999.

Joseph SCHUMPETER, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, 1951 (1942).

Wolfgang STREECK, Armin SCHÄFER, *Politics in the Age of Austerity*, Polity Press, 2013.

Federico TARRAGONI, *L'esprit démocratique du populisme*, La Découverte, 2020.

Sheldon S. WOLIN, *Fugitive Democracy: And Other Essays*, Princeton University Press, 2018.

#### *Articles et chapitres d'ouvrage*

Marc ABELES, « L'anthropologie politique dans une société en tension », AOC, 14 février 2020

Benjamin ASK POPP-MADSEN, « Benjamin Ask, Gaard KETS, Workers' Councils and Radical Democracy: Toward a Conceptual History of Council Democracy from Marx to Occupy », *Polity*, n°1, Janvier 2021.

Aliénor BALLANGÉ, « Post-democracy: Principles and ambiguities », *French Politics*, 2017, vol. 15, n° 1, p. 128-145.

Étienne BALIBAR, « Comment résoudre l'aporie du « peuple européen » », *Le Symptôme grec*, Paris, Lignes, 2014.

Bertrand BINOCHE, « Les deux principes du libéralisme », *Actuel Marx*, 2004, n° 2, p. 123-149.

Pierre BIRNBAUM, « Les « gens » contre « l'oligarchie » : le discours de La France insoumise », *Cités*, vol. 72, no. 4, 2017, pp. 163-173.

Pierre BOURDIEU, « Les usages du peuple » in *Choses dites*, Minuit, 1987, p. 178 – 184

Jay G. BLUMLER, Dennis KAVANAGH, « The third age of political communication: Influences and features ». *Political communication*, 1999, vol. 16, no 3, p. 209-230.

Jay BLUMLER, « The Fourth Age of Political Communication », *Politiques de communication*, 6, 2016 p. 19-30.

Manuel CERVERA-MARZAL, « Présentation. Les métamorphoses du peuple », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, 49-1, 2019.

Manuel CERVERA-MARZAL, « Le désordre, essence ou tombeau de la démocratie ? Philosopher au prix du doute », *Cités*, 2020, n° 3, p. 13-23.

Antoine CHOLLET, « "Peuple-Un" ou dèmos : les figures du peuple chez Lefort et Castoriadis » in Nicolas POIRIER (éd.), *Cornelius Castoriadis et Claude Lefort : l'expérience démocratique*, La bibliothèque du MAUSS Lormont, Le Bord de l'eau, 2015.

Catherine COLLIOT-THÉLÈNE, « La démocratie : entre libéralisme et radicalité », *Esprit*, 2015, no 8, p. 114-126.

Joshua COHEN, « Deliberation and Democratic Legitimacy », in Alan Hamlin et Philip Pettit (dir.), *The Good Polity*, Oxford, Blackwell, 1989.

Pauline COLONNA d'ISTRIA, « La division originaire du social. Lefort lecteur de Lacan ? », *Politique et Sociétés*, 2015, vol. 34, no 1, p. 131-147.

COLLECTIF, « Démocratie radicale : retours critiques », *Raisons politiques*, n°75, 2019.

CORROYER Grégory, « Consensus/Dissensus », in COLLECTIF (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013.

Francis DUPUIS-DÉRI, « L'esprit antidémocratique des fondateurs de la " démocratie " moderne », *Agone*, n°22, 1999, p. 95 – 113.

Francis DUPUIS-DÉRI, « L'ambition politique d'Antonio Negri. Philosophie radicale et mouvement altermondialiste », *Monde commun*, 2008, p. 1-31.

Francis DUPUIS-DÉRI, « Histoire du mot « démocratie » au Canada et au Québec. Analyse politique des stratégies rhétoriques », *Canadian Journal of Political Science/Revue canadienne de science politique*, 2009, vol. 42, no 2, p. 321-343.

Virigine DUTOYA, Samuel HAYAT, « Prétendre représenter la représentation politique comme revendication », *Revue Française de Science Politique*, 2016, vol. 66, n° 1, p. 7-25.

Thomas FOSSEN, « Constructivism and the Logic of Political Representation », *American Political Science Review*, 2019, vol. 113, no 3, p. 824-837.

Fabio FROSINI, « Hégémonie : une approche génétique », *Actuel Marx*, vol. 57, no. 1, 2015, pp. 27-42.

Samuel HAYAT, « Unrepresentative claims: Refusing to represent as a source of power and legitimacy », 2019.

Tom HENDERSON, « Post-foundational Ontology and the Charge of Social Weightlessness in Radical Democratic Theory: A Response to Lois McNay's The Misguided Search for the Political », *Brief Encounters*, 2017, vol. 1, no 1.

Barnor HESSE, « Marked Unmarked: Black Politics and the Western Political », *South Atlantic Quarterly*, 110 (4), 2011, p. 974–984.

Hasso HOFMANN, « Le concept de représentation : un problème allemand ? », *Raisons politiques*, vol. 50, no. 2, 2013, pp. 79-96. Traduit par Gaëtan Pégny et Yves Sintomer.

Nicolas HUBE, « Avant-propos par Nicolas HUBE et Aurélie OLIVESI » in Jay G. BLUMLER, « The Fourth Age of Political Communication », *Politiques de communication*, vol. 6, n° 1, 2016, pp. 19-30

Ahmet INSEL, « La postdémocratie », *Revue du MAUSS*, 2005, no 2, p. 121-136.

Antoine JANVIER, Eva MANCUSO, « Peuple (s) et subjectivations politiques chez Claude Lefort », *Tumultes*, 2013, no 1, p. 145-162.

Jean-François KERVEGAN, « Peuple » in Philippe RAYNAUD, Stéphane RIALS (dir.), *Dictionnaire de philosophie politique*, PUF, 1996, p. 463.

Gilles LABELLE, Daniel TANGUAY, « Le retour de la philosophie politique en France », *Politique et Sociétés* 22, n° 3, 2003.

Gilles LABELLE, « Maurice Merleau-Ponty et la genèse de la philosophie politique de Claude Lefort », *Politique et sociétés*, 2003, vol. 22, n° 3, p. 9-44.

Gilles LABELLE, « « Fin de l'histoire » ou utopie : la polémique Marcel Gauchet – Miguel Abensour » in COLLECTIF, *Vers une démocratie désenchantée. Marcel Gauchet et la crise contemporaine de la démocratie libérale*, Fides, 2013, p. 123 – 153.

Bruno LATOUR, « Des illusions de la démocratie aux réalités de ses apparitions », *Walter Lippmann, Le public fantôme*, Demopolis, 2008, p. 3-44.

Azi LEV-ON, Bernard MANIN, « Internet : la main invisible de la délibération ». *Esprit*, 2006, n° 5, p. 195-212.

Bernard MANIN, « Volonté générale ou délibération ? Esquisse d'une théorie de la délibération politique », *Cahiers Français Paris*, 2003, p. 83-84.

Laura MONTANARO, « The democratic legitimacy of self-appointed representatives », *The Journal of Politics*, 2012, vol. 74, no 4, p. 1094-1107.

Sofia NÄSSTRÖM, « Representative Democracy as Tautology: Ankersmit and Lefort on Representation », *European Journal of Political Theory* 5, n° 3, juillet 2006, p. 321-42.

Sofia NÄSSTRÖM, « Where is the representative turn going ? », *European journal of political theory*, 2011, vol. 10, n° 4, p. 501-510.

Niklas PLAETZER, « Histories of the Otherwise: On Insurgent Institutions and the Method of Miguel Abensour ».

Arthur RENAULT, « Démocratie liquide », in *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013.

Thibaut RIOUFREY, « Le social-libéralisme, du label politique au concept scientifique », *Raisons politiques*, vol. 61, n°. 1, 2016, pp. 115-127.

Giovanni SARTORI, « Understanding pluralism », *Journal of democracy*, 1997, vol. 8, n° 4, p. 58-69.

Michael SAWARD, « The representative claim », *Contemporary political theory*, 2006, vol. 5, no 3, p. 297-318.

Guillaume SIBERTIN-BLANC, « Du simulacre démocratique à la fabulation du peuple : le populisme minoritaire », *Actuel Marx*, vol. 54, no. 2, 2013, pp. 71-85.

Augustin SIMARD, « Les deux corps du droit. La nature et le rôle du droit dans la pensée de Claude Lefort. » *Politique et Sociétés*, volume 34, numéro 1, 2015, p. 61–83.

Yves SINTOMER, « Démocratie participative, démocratie délibérative : l'histoire contrastée de deux catégories émergentes » in *La démocratie participative. Histoire et généalogie*, Paris, La Découverte, 2011, p. 113-134.

Yves SINTOMER, « Les futurs de la démocratie au XXIe siècle », *Raison publique*, vol. 20, n° 1, 2016, pp. 175-191.

Yves SINTOMER, « La fin de la démocratie des Modernes ? », *Mouvements*, 2017, n°1, p. 90-98.

Yves SINTOMER, « La représentation-incarnation : idéaltype et configurations historiques », *Raisons politiques* 4, 2018, p. 21-52.

André TOSEL, « La presse comme appareil d'hégémonie selon Gramsci » in *Quaderni*, n°57, Printemps 2005.

Philippe URFALINO, « La délibération n'est pas une conversation. Délibération, décision collective et négociation », *Négociations* 4, n° 2, 2005, p. 99-114.

Philippe URFALINO, « La décision par consensus apparent. Nature et propriétés », *Revue européenne des sciences sociales*, vol. XLV, n° 1, 2007, p. 47-70.

Audric VITIELLO, « La démocratie agonistique. Entre ordre symbolique et désordre politique » *Revue du MAUSS*, 2011, n° 2, p. 213-234.

Audric VITIELLO, « La démocratie radicale entre action et institution », *Raisons politiques*, 2019, no 3, p. 63-93.

Thomas ZICMAN DE BARROS, « Not All Claims Are Representative Claims': Constructing 'The People' in Post-Representative Movements » *Representation*, 2020, p. 1-16.

### *Analyses théoriques des « mouvements de places »*

#### *Articles*

Eva BOTELLA ORDINAS, « La démocratie directe de la *Puerta del Sol* », *La vie des idées*, 2011.

Judith BUTLER, « Demander l'impossible », # *Indignés ! D'Athènes à Wall Street, échos d'une insurrection des consciences*, Zones, 2012.

Íñigo ERREJON, « Le 15M comme discours contre-hégémonique », *Revista critica de Ciencias Sociales*, n°2, 2011.

Íñigo ERREJÓN, « We the people El 15-M: ¿ Un populismo indignado? », *ACME: An International Journal for Critical Geographies*, 2015, vol. 14, no 1, p. 124-156.

Amador FERNANDEZ-SAVATER, « Le 15-M et la crise de la culture consensuelle en Espagne », *Lignes*, 2012/3 (n° 39), p. 148-161.

Zeynep GAMBETTI, « Occupy Gezi as Politics of the Body », in Umut ÖZKINIMH (dir.), *The Making of a protest movement in Turkey*, Palgram Pivot, 2014.

Marcel GAUCHET, « Que faire des droits de l'homme », *Revue Des Deux Mondes*, 1er février 2018.

Pablo LA PARRA-PÉREZ, « Revueltas lógicas: el ciclo de movilización del 15M y la práctica de la democracia radical », *Journal of Spanish Cultural Studies*, 2014, vol. 15, no 1-2, p. 39-57.

Santiago LOPEZ PETIT, « Tomar las plazas significa antes que nada tomar la palabra », *Desbordar las plazas. Una estrategia de objetivos*, www.espaienblanc.net, 3 juin 2011.

Patrice MANIGLIER, « Nuit debout : une expérience de pensée », *Les Temps Modernes*, 691, n°5, 2016, p.199-259.

Daniel MURRAY, « Prefiguration or actualization? Radical democracy and counter-institution in the occupy movement », *Berkeley Journal of Sociology*, 2014, vol. 11.

Hayriye ÖZEN, « An unfinished grassroots populism: The Gezi Park protests in Turkey and their aftermath », *South European Society and Politics*, 2015, vol. 20, n° 4, p. 533-552

Hayriye ÖZEN, « Reproducing ‘hegemony’ thereafter? The long-term political effects of the Gezi protests in Turkey », *Southeast European and Black Sea Studies*, 2020, p. 1-20.

Philip PETTIT, « Réflexions d’un républicain sur le 15M », *La vie des idées*, 2011.

Marina PRENTOULIS, Lasse THOMASSEN, « Political theory in the square: Protest, representation and subjectification », *Contemporary Political Theory*, 2013, vol. 12, no 3, p. 166-184.

Edgar STRAEHLE, « On Parks, Squares and Oases: an Exploration ofn the Political Spaces in Hannah Arendt », *Las Torres de Lucca: Revista Internacional de Filosofía Política*, vol. 6, n° 10, 2017.

Etienne TASSIN, « Nuit debout, un manifeste ? », *Les Temps Modernes*, 2017, n° 4, p. 167-180.

### *Monographies*

Alain BADIOU, *Un parcours grec*, Lignes, 2016.

Judith BUTLER, *Rassemblement*, Paris, Fayard, 2016.

Jordi Carmona HURTADO, *Hannah Arendt: patience de l'action*, L'Harmattan, 2015.

David GRAEBER, *Comme si nous étions déjà libres*, Instinct de liberté, Montréal, Lux, 2014.

Michael HARDT, Antonio NEGRI, *Déclaration : ceci n'est pas un manifeste*, 2013.

Michael HARDT, Antonio NEGRI, *Assembly*, New York, Oxford University Press, 2017.

Chantal MOUFFE Chantal, Iñigo ERREJON, *Construire un peuple : Pour une radicalisation de la démocratie*, Paris, Éditions du Cerf, 2017.

Chantal MOUFFE, *Pour un populisme de gauche*, Albin Michel, 2018.

Albert OGIEN, Sandra LAUGIER, *Le principe démocratie : enquête sur les nouvelles formes du politique*, La découverte, 2014.



## *Histoire*

Marc AYMES, « Le siècle de la Turquie. Une histoire contemporaine ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 103, n° 3, 2009, pp. 47-61.

VINCENT AZOULAY, « L'Espace public et la cité grecque : d'un malentendu structurel à une clarification conceptuelle » in COLLECTIF, *L'espace public au Moyen Âge. Débats autour de Jürgen Habermas*, Paris, 2011, p. 63-76.

Annie ERNAUX, *Les années*, Gallimard, 2008.

Arlette FARGE, *Dire et mal dire. L'opinion publique au XVIIIème siècle*, Seuil, 1994.

Arlette FARGE, « Penser et définir l'événement en histoire. Approche des situations et des acteurs sociaux », *Terrain. Anthropologie et sciences humaines*, 2002, n° 38, p. 67 – 78

Philippe GOTTRAUX, *Socialisme ou barbarie. Un engagement politique et intellectuel dans la France de l'après-guerre*, Payot, 1997.

Daniel GUERIN, *Ni Dieu ni Maître. Anthologie de l'anarchisme*, La Découverte, 2012 (1970).

Virginie HOLLARD, *Le Rituel du vote. Les assemblées du peuple romain*, Paris, CNRS éditions, 2010.

Samuel HAYAT, *Quand la République était révolutionnaire. Citoyenneté et représentation en 1848*, Paris, Seuil, 2014.

Edouard JOURDAIN, *L'anarchisme*, La Découverte, 2020.

Roland MARTIN, « Agora et Forum » in *Mélanges de l'École française de Rome. Antiquité*, tome 84, n°2. 1972. pp. 903-933.

Claudia MOATTI, Michèle RIOT-SARCEY (dir.), *La République dans tous ses états : pour une histoire intellectuelle de la république en Europe*, Paris, Payot, 2009.

Claude NICOLET, *Le métier de citoyen dans la Rome républicaine*, Gallimard, 1988.

Pierre NORA, « Le retour de l'événement » in Jacques LE GOFF, Pierre NORA (dir.), *Faire de l'histoire, Vol. I : Nouveaux problèmes*, Paris, Gallimard, 1974, p. 210 – 229.

Alain PESSIN, *Le Populisme russe (1821-1881) ou la rencontre avec un peuple imaginaire : populisme, mythe et anarchie*, Lyon, Atelier de création libertaire, 1997.

Armando PETRUCCI, Monique AYMARD, *Jeux de lettres. Formes et usages de l'inscription en Italie, XIe-XXe siècles*, Editions de l'EHESS, 1993.

Kristin ROSS, *L'imaginaire de la Commune*, La fabrique éditions, 2015.

Timothy TACKETT, *Par la volonté du peuple. Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, Albin Michel, 1997.

Franco VENTURI, *Les intellectuels, le peuple et la révolution*, 1972 (1952).

Pierre VIDAL NAQUET, « Tradition de la démocratie » in Moses FINLEY, *Démocratie antique et démocratie moderne*, Payot, 1976

## Sociologie

*Méthode des sciences sociales et sociologie*

Roland BARTHES, « L'effet de réel », *Communications*, n° 11, 1968.

Stéphane BEAUD, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'«entretien ethnographique » », *Politix*, vol. 9, n°35, 1996. p. 226-257.

Stéphane BEAUD, Florence WEBER, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 2003.

Alban BENSA, Eric FASSIN, « Qu'est-ce qu'un événement ? Les sciences sociales face à l'événement », *Terrains*, n° 38, mars 2002.

Howard BECKER, *Ecrire les sciences sociales*, Economica, Paris, 2004.

Howard BECKER, *Outsiders*, Métailié, 2020 (1963).

Alain BLANCHET, Anne GOTMAN, *L'entretien*, Paris, Armand Colin, 2017.

Daniel BERTAUX, *Le récit de vie*, Armand Colin, 2016.

Luc BOLTANSKI, *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*, Gallimard, 2009.

Pierre BOURDIEU, « La représentation politique » in *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 36-37, février/mars 1981.

Pierre BOURDIEU, « La jeunesse n'est qu'un mot », *Questions de sociologie*, 1984, PUF, p. 143-154.

Pierre BOURDIEU, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1986, vol. 62, n°1, p. 69-72.

Pierre BOURDIEU, « Quelques propriétés des champs » in *Questions de sociologie*, Editions de Minuit, 2002.

Robert CASTEL, « Au-delà du salariat ou en deçà de l'emploi ? L'institutionnalisation du précaire », *Repenser la solidarité : l'apport des sciences sociales*, PUF, 2007.

Michel DE CERTEAU, « La prise de parole » (1968) in *La prise de parole et autres écrits politiques*, Paris, Seuil, 1994.

Michel DE CERTEAU, *Arts de faire, L'invention du quotidien*, Tome I, Gallimard, 2010 (1980).

Michel DE COSTER, « Chapitre premier - Les trois niveaux de l'analogie » in Michel DE COSTER (dir.), *L'analogie en sciences humaines*, Presses Universitaires de France, 1978, pp. 15-31. »

Emile DURKHEIM, *Les règles de la méthode sociologique*, 1894.

Emile DURKHEIM, *Les formes élémentaires de la vie religieuse. Le système totémique en Australie*, Paris, PUF, 1968 (1912).

Clifford GEERTZ, *The interpretation of Cultures*, New York, Basic Books, 1973.

Erving GOFFMAN, *La mise en scène de la vie quotidienne. 2, Les relations en public*, Paris, Minuit, 1973.

Erving GOFFMAN, *Behavior in public places. Notes on the social organization of gatherings*, New York, The Free Press, 1963.

Georges GURVITCH, *La vocation actuelle de la sociologie*, Paris, PUF, 1963, p. 500.

Albert O. HIRSCHMAN, *Deux Siècles de rhétorique réactionnaire*, Fayard, 1991.

Bernard LAHIRE, *L'esprit sociologique*, La découverte, 2007, chapitre I.

Bernard LAHIRE, *Dans les plis singuliers du social : individus, institutions, socialisations*, La Découverte, 2013.

Gustave LE BON, *Psychologie des foules*, F. Alcan, 1896.

Isaac JOSEPH, « L'ordre de l'interaction et son vocabulaire », in COLLECTIF, *Erving Goffman et la microsociologie*, Presses Universitaires de France, 2009, pp. 123-124.

Marcel MAUSS, Henri BEUCHAT, « Essai sur les variations saisonnières des sociétés eskimos », *L'Année sociologique*, 1904, vol. 9, p. 39-132.

Pierre MERCKLE, *Sociologie des réseaux sociaux*, La Découverte, 2011.

Mancur OLSON, *Logique de l'action collective*, Presses universitaires de France, 1978 (1963).

Jacques PERRIAULT, « Traces numériques personnelles, incertitude et lien social », *Hermès, La Revue*, 2009, n° 1, p. 13-20.

Hartmut ROSA, *Accélération*, La Découverte, 2010.

Max WEBER, *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Librairie Plon, 1965 (1904).

Max WEBER, *Economie et société, 1/ Les catégories de la sociologie*, Paris Pocket, 1995.

### Articles

Howard S. BECKER, « L'enquête de terrain : quelques ficelles du métier » in *Sociétés contemporaines*, n°40, 2000. pp. 151-164.

Pierre BOURDIEU, « La représentation politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*. vol. 36-37, 1981, p. 3-24.

Pierre BOURDIEU, « La délégation et le fétichisme politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 52, 1984, p. 49-55.

Pierre BOURDIEU, « La domination masculine », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1990, vol. 84, no 1, p. 2-31.

Pierre BOURDIEU, *et al.* La main gauche et la main droite de l'État. *Lignes*, 1992, vol. 15, p. 36-44.

Pierre BOURDIEU, « Le mystère du ministère », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2001, n° 5, p. 7-11.

Danah M. BOYD, Nicole B. ELISSON, « Social Network Sites: Definition, History, and Scholarship », *Journal of Computer-Mediated Communication*, 13, p. 211, 2008.

Kimberl W. CRENSHAW, « Mapping the Margins : Intersectionality, Identity Politics, and Violence Against Women of Color » in COLLECTIF, *The Public Nature of Private Violence*, New-York, Routledge, p. 93-118.

Michel DOBRY, « Valeurs, croyances et transactions collusives. Notes pour une réorientation de l'analyse de la légitimation des systèmes démocratiques », Javier SANTISO (éd.), *À la recherche de la démocratie. Mélanges offerts à Guy Hermet*, Karthala, 2009, pp. 103-120.

Michel FORSÉ, « Les réseaux de sociabilité : un état des lieux », *L'Année sociologique* (1940/1948-), Troisième série, PUF, Volume 41, 1991, pp. 247-264.

Daniel GAXIE, « Le cens caché », *Réseaux. Communication-Technologie-Société*, 1987, vol. 5, n°22, p. 29-51.

Carlo GINZBURG, « Traces. Racines d'un paradigme indiciaire » in *Mythes, emblèmes, traces*, Verdier, 2010, p. 218 – 294. Il s'oppose donc aux lois éternelles du paradigme galiléen.

Michel GROSSETTI, « Trois échelles d'action et d'analyse. L'abstraction comme opérateur d'échelle », *L'Année sociologique*, vol. 56, n° 2, 2006, pp. 285-307.

Colette GUILLAUMIN, « Sur la notion de minorité », *L'homme et la société*, 1985, vol. 77, n° 1, p. 101-109.

Cyril LEMIEUX, « Peut-on ne pas être constructiviste ? », *Politix*, 2012, n° 4, p. 169-187.

Nicolas MARIOT, « Les formes élémentaires de l'effervescence collective, ou l'état d'esprit prêté aux foules », *Revue française de science politique*, vol. 51, no. 5, 2001, pp. 707-738.

Louis QUERE, « Sociabilité et interactions sociales » in *Réseaux*, volume 6, n°29, 1988. L'interaction communicationnelle. p. 75- 91.

Jean-Claude PASSERON, « Acteur, agent, actant : personnages en quête d'un scénario introuvable », *Revue européenne des sciences sociales*, Sciences, 2001, n°XXXIX-121, p. 15 – 30.

Jacques PERRIAULT, « Traces numériques personnelles, incertitude et lien social », *Hermès*, La Revue, 2009, n° 1, p. 13-20.

Claude POLIAK, « Manières profanes de “parler de soi” », *Genèses*, n° 47, 2002. p. 4-20.

Robert D. PUTNAM, « Bowling alone: America's declining social capital » in *Culture and politics*. Palgrave Macmillan, New York, 2000. p. 223-234.

Jacques REVEL, « Micro-analyse et construction du social » in Jacques REVEL (dir.), *Jeux d'échelle. La micro-analyse à l'expérience*, Seuil, 1996.

Georg SIMMEL, « Le conflit de la culture moderne », in *Philosophie de la modernité. II*, Payot, 1990.

Leonard SCHATZMAN, Anselm STRAUSS, « Social class and modes of communication », *American journal of Sociology*, 1955, vol. 60, no 4, p. 329-338.

Georg SIMMEL, « La sociabilité. Exemple de sociologie pure ou formale », dans *Épistémologie et Sociologie*, Paris, PUF, 1991 (1917), p. 121-136.

François SIMIAND, « Méthode historique et science sociale » in *Annales, Histoire, Sciences Sociales*, EHESS, 1960, p. 83-119.

Jean-François SOULET, « Chapitre 7 - Les sources iconographiques et audiovisuelles », *L'histoire immédiate. Historiographie, sources et méthodes*, sous la direction de Soulet Jean-François. Armand Colin, 2012, pp. 167-210.

Thomas STENGER, Alexandre COUTANT (dir.), « Ces réseaux numériques dits sociaux », *Hermès*, n° 59, 2011.

Cyprien TASSET, « Se catégoriser comme «intello précaire» », *Politiques de communication*, 2018, n° 1, p. 95-124.

Stéphane VIBERT, « Le bain acide des relations de pouvoir – Critique de la socio-anthropologie potestative », *Revue du M.A.U.S.S.*, Numéro 47, 2016, p.287-303.

## *Science politique et sociologie des mouvements sociaux*

### *Ouvrages collectifs*

Eric AGRİKOLIANSKY, Olivier FILLIEULE, Isabelle SOMMIER (dir.), *Penser les mouvements sociaux : Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, La Découverte, 2010.

Raymond BOUDON, Mohamed CHERKAOUI, Bernard VALADE, *Dictionnaire de la pensée sociologique*, Paris, Presses universitaires de France, 2005.

Daniel CEFAÏ, Laurent PERREAU (ed.), *Erving Goffman et l'ordre de l'interaction*. CURAPP, 2013.

Daniel CEFAÏ, Danny TRÖM (dir.), *Les formes de l'action collective : mobilisations dans des arènes publiques*, Editions de l'EHESS, 2001.

Donatella DELLA PORTA, Mario DIANI, éd., *The Oxford handbook of social movements*, Oxford University Press, 2015.

Christine GUIONNET, Lionel ARTAUD, « Introduction » (dir.), *Les frontières du politique : enquêtes sur les processus de politisation et de dépolitisation*, Presses Universitaires de Rennes, 2005.

Michel PIGENET, Danielle TARTAKOWSKY, *Histoire des mouvements sociaux en France de 1814 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2014 (2012).

Geoffroy PLEYERS (dir.), *Mouvements sociaux. Quand le sujet devient acteur*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 2016.

### *Monographies*

Donatella DELLA PORTA, Mario DIANI, *Social movements : an introduction*, Blackwell, 2006 (1996).

Michel DOBRY, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de Science Po, 2009 (1983).

Francis DUPUIS-DÉRI, *Les Black Blocs : la liberté et l'égalité se manifestent*, Lux éditeur, 2019.

Olivier FILLIEULE, *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.

Olivier FILLIEULE, Danielle TARTAKOWSKY, *La manifestation*. Presses de Sciences Po, 2013.

Romain HUËT, *Le vertige de l'émeute : de la ZAD aux gilets jaunes*, Presses Universitaires de France, p. 22 -24.

Lilian MATHIEU, *L'espace des mouvements sociaux*, Les Editions du Croquant, 2007.

Lilian MATHIEU, *La démocratie protestataire. Mouvements sociaux et politique en France aujourd'hui*, Paris, Les Presses de Science Po, 2011.

Dough MC ADAM, *Political Process and the Development of Black Insurgency*, Chicago, University of Chicago Press, 1982.

Clark MCPHAIL, *The Myth of the Madding Crowd*. New York, Aldine de Gruyter, 1991.

Robert MICHELS, *Les Partis Politiques, Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Flammarion, 1914.

James M. JASPER, *Protest: A Cultural Introduction to Social Movement*, Polity, 2014.

Michel KOKOREFF, *Violences policières, généalogie d'une violence d'Etat*, Paris, Textuel, 2020.

Michel KOKOREFF, *La diagonale de la rage*, Divergences, 2020.

Erik NEVEU, *Sociologie des mouvements sociaux*, La découverte, 2019.

Harry PROSS, *Protestgesellschaft: von der Wirksamkeit des Widerspruchs*, Frankfurt am Main, Büchergilde Gutenberg, 1993.

Ivan SAINSAULIEU, *Petit bréviaire de la spontanéité*, Editions du Croquant, 2020.

Federico TARRAGONI, *L'énigme révolutionnaire*, Les Prairies Ordinaires, 2015.

Charles TILLY, Sidney G. TARROW, *Politique(s) du conflit : de la grève à la révolution*, Presses de Science Po 2015.

### Articles

ALLAL Amin, « Trajectoires « révolutionnaires » en Tunisie », *Revue française de science politique*, 2012, vol. 62, n° 5, p. 821-841.

Sylvain ANTICHAN, « Comment étudier les pratiques mémorielles liées aux attentats? », *Genèses*, 2017, n°4, p. 139-156.

Jean-François BAYART, « L'Énonciation du politique », *Revue française de science politique*, vol. 35, n°3, 1985. p. 359.

- Laurent BEAUGUITTE, « (Re)politiser l'espace public », *Carnets de géographes*, 12, 2019.
- Mounia BENNANI-CHRAÏBI, *Retour sur les situations révolutionnaires arabes*, Paris, Sciences Po., les Presses, 2012.
- Mounia BENNANI-CHRAÏBI, Olivier FILLIEULE, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires. *Revue française de science politique* », 2012, vol. 62, n° 5, p. 767-796.
- Hakim BEY, *TAZ zone autonome temporaire*, Éditions de l'Éclat, 2014.
- Hamit BOZARSLAN, « Réflexions sur les configurations révolutionnaires tunisienne et égyptienne », *Mouvements* 2/2011 (n° 66), p. 11-21.
- Cécile BRACONNIER, « Braconnages sur les terres d'État. Les inscriptions politiques séditeuses dans le Paris de l'après-Commune (1872-1885) », *Genèses*, 1999, n° 35, p. 107-130.
- Haïm BURSTIN, « La biographie en mode mineur : les acteurs de Varennes, ou le « protagonisme » révolutionnaire », *Revue d'histoire moderne contemporaine*, 2010, n° 1, p. 7-24.
- Haïm BURSTIN, Ivan ERMAKOFF, William SEWELL, *et al.*, « Protagonisme et crises politiques : histoire et sciences sociales. Retours sur la Révolution française et février-juin 1848 », *Politix*, vol. 112, n° 4, 2015, pp. 131-165.
- Dominique CARDON, « Vertus démocratiques de l'Internet », *La Vie des idées*, 2009, vol. 10.
- Daniel CEFAÏ, « Comportement collectif », in COLLECTIF, éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2009, p. 124.
- Manuel CERVERA-MARZAL, « Domination masculine dans le militantisme. Analyse des rapports de genre au sein d'un collectif altermondialiste », *SociologieS*, 2015.
- Patrick CHAMPAGNE, « La manifestation. La production de l'événement politique » in *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 52-53, juin 1984, pp. 19-41.
- Richard A. CLOWARD, Frances F. PIVEN, « Les mouvements populaires. Pourquoi ils réussissent, comment ils échouent », *Agone*, vol. 56, n° 1, 2015, pp. 13-64.
- Dimitri COURANT, « À chaque démocratie son débat », *Revue Projet*, 2019, n° 6, p. 59-64.
- Donatella DELLA PORTA, « Democracy inside social movements », in *The Oxford handbook of social movements*, Oxford handbooks in politics & international relations, Oxford University Press, 2015, p.191 – 194.
- Donatella DELLA PORTA, Alice MATTONTI, « Patterns of diffusion and the transnational dimension of protest in the movements of the crisis: An introduction. Spreading protest », *Social movements in times of crisis*, 2014, p. 1-18.
- Donatella DELLA PORTA, Sidney TARROW (dir.), *Transnational Protest and Global Activism*, Rowman & Littlefield, MD, Lanham, 2005.



Xavier DUNEZAT, « L'articulation entre travail domestique et travail militant. Le cas des « mouvements de sans » en France », *Recherches féministes*, 30 (2), 2017, p. 265.

Xavier DUNEZAT, « Le traitement du genre dans l'analyse des mouvement sociaux France/Etats-Unis », *Cahiers du genre*, 2006, n°3, p. 117-141.

Youssef EL CHAZLI, « Sur les sentiers de la révolution: Comment des Égyptiens « dépolitisés » sont-ils devenus révolutionnaires ? », *Revue française de science politique* 62, n° 5 (2012)

Youssef EL CHAZLI, Chaymaa HASSABO, « Sociohistoire d'un processus révolutionnaire. Au cœur des révoltes arabes », *Devenir révolutionnaires*, Paris, Armand Colin, 2013.

Ivan ERMAKOFF, « Contingence historique et contiguïté des possibles », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 2013, n° 24, p. 23-45.

Ivan ERMAKOFF, « Emotions, Cognition, and Collective Alignment: A Response to Collins », *American Journal of Sociology*, 2017, vol. 123, n° 1, p. 284-291.

Olivier FILLIEULE, « 10. On n'y voit rien. Le recours aux sources de presse pour l'analyse des mobilisations protestataires » in Pierre FAVRE(éd.), *L'atelier du politiste. Théories, actions, représentations*. Paris, La Découverte, « Recherches/Territoires du politique », 2007, p. 215-240

Olivier FILLIEULE, Bernard PUDAL, « Sociologie du militantisme. Problématisations et déplacement des méthodes d'enquête », *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, La Découverte, 2010, p. 163 – 184.

Olivier FILLIEULE, « Tombeau pour Charles Tilly, Répertoires, performances et stratégies d'action » in FILLIEULE Olivier, AGRİKOLIANSKY Eric, SOMMIER Isabelle, éd., *Penser les mouvements sociaux : conflits sociaux et contestation dans les sociétés contemporaines*, Recherches, La Découverte, 2010.

Olivier FILLIEULE, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, 2001, vol. 51, no 1, p. 199-215.

Olivier FILLIEULE, Samuel HAYAT, Sylvie MONCHATRE, « Trois regards sur le mouvement des « Gilets jaunes » », *La nouvelle revue du travail*, 2020, n°17.

William A. GAMSON, Emilie SCHMEIDLER, « Organizing the poor », *Theory and Society*, 1984, vol. 13, n° 4, p. 567-584.

Alexandra GOUJON, Ioulia SHUKAN, « Sortir de l'anonymat en situation révolutionnaire », *Politix*, 2015, n°4, p. 33-57.

Guillaume GOURGUES, Sébastien SÉGAS, « Chapitre 10. La démocratie participative : entre techniques de gouvernement et pratiques sauvages » in COLLECTIF, *Nouvelle sociologie politique de la France*. Armand Colin, 2021. p. 137-150.

Guillaume GOURGUES, « Peut-on ensauvager la participation ? Radicalité démocratique et *Gilets Jaunes* », *Réfractations*, n°45, 2020, p. 105 – 118.

Haud GUEGUEN, Federico TARRAGONI, « L'avenir est un champ de bataille. Réflexion sur une forme spécifique de conflictualité sociale », *Multitudes*, vol. 69, n° 4, 2017, pp. 51-59.

Fabien GRANJON, « Militants par conscience », *Environment*, vol. 15, n° 4, 2005, p. 365-388.

Samuel HAYAT, Judith LYON-CAEN, Federico TARRAGONI, « La singularité », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, 2018, n°34, p. 7-21.

Choukri HMED, « Contester une institution dans le cas d'une mobilisation improbable : la « grève des loyers » dans les foyers Sonacotra dans les années 1970 », *Sociétés contemporaines*, 2007, n° 1, p. 55-81.

Choukri HMED, « Réseaux dormants, contingence et structures : Genèses de la révolution tunisienne », *Revue française de science politique* 62, n° 5, 2012.

James M. JASPER, « The Emotions of Protest : Affective and Reactive Emotions In and Around Social Movements », *Sociological Forum*, 13 (3), 1998, p. 397-424;

Florence JOHSUA, « Repenser la production sociale de la révolte. À partir d'une étude des transformations du recrutement à la LCR depuis 2002 », *Revue française de science politique*, vol. vol. 63, n° 5, 2013, pp. 841-864

Danièle KERGOAT, « Le syllogisme de la constitution du sujet sexué féminin », *Travailler*, 2001, no 2, p. 105-114.

Ruud KOOPMANS, Dieter RUCHT, « Protest Event Analysis » in Bert KLANDERMANS, Suzanne STAGGENBORG (eds), *Methods of Social Movement Research*, Minneapolis (Minn.), University of Minnesota Press, 2002, p. 231-259.

Michel KOKOREFF, « Des graffitis dans la ville », *Quaderni*, n°6, Hiver 88/89. Télé-ville. pp. 85-90. »

John KRINSKY, Maud SIMONET, « Déni de travail : l'invisibilisation du travail aujourd'hui Introduction. Introduction », *Sociétés contemporaines*, vol. 87, no. 3, 2012, pp. 5-23.

Alexandre LAMBELET, « Analyser les rassemblements au moyen de photographies ou de films. Pistes et enjeux », *ethnographiques.org*, n°2, novembre 2010.

Michalis LIANOS, « Une politique expérientielle : les gilets jaunes en tant que « peuple » », 2019.

Sandrine LEFRANC, Isabelle SOMMIER., « Les émotions et la sociologie des mouvements sociaux » in Christophe TRAÏNI (éd.). *Emotions... mobilisations*, Presses de Science Po, 2009.

Nicolas MARIOT, « Le frisson fait-il la manifestation ? », *Pouvoirs*, 2006, n° 1, p. 97-109.

Nicolas MARIOT, « Faire parler les foules ? », *Hypothèses*, vol. 14, n° 1, 2011, pp. 89-94.

Lilian MATHIEU, « Une mobilisation improbable : l'occupation de l'église Saint-Nizier par les prostituées lyonnaises », *Revue française de sociologie*, 1999, p. 475-499.

Lilian MATHIEU, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 1, 2002, pp. 75-100.

Lilian MATHIEU, « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, 2007, n° 1, p. 131-151.

Lilian MATHIEU, « Éléments pour une analyse des coalitions contestataires », *Revue française de science politique*, 2009, vol. 59, no 1, p. 77-96.

Frédérique MATONTI, Franck POUPEAU, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2004, no 5, p. 4-11.

Doug MC ADAM, « “Tactical innovation and the pace of insurgency” », *American Sociological Review*, n°48(6), 1983, 735–754.

Doug MCADAM, « ‘Initiator’and ‘spin-off’movements : Diffusion processes in protest cycles », *Repertoires and cycles of collective action*, 1995, vol. 217, p. 239.

John MCCARTHY, Mayer N. ZALD Mayer, « Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory », *American Journal of Sociology*, 82 (6), 1977, p. 12-24.

Maxwell E. McCOMBS, Donald L. SHAW, « The agenda-setting function of mass media », *Public Opinion Quarterly*, Volume 36, Issue 2, 1972, pp. 176 – 187.

Laurent MERMET, « Épilogue. Débattre sans savoir pourquoi: la polychrésie du débat public appelle le pluralisme théorique de la part des chercheurs » in COLLECTIF, *Le débat public. Une expérience française de démocratie participative*, Paris, La Découverte, 2007, p. 369-380.

Daniel MOUCHARD, « Les mouvements sociaux, laboratoires de la démocratie », *La Vie des idées*, 7 septembre 2010.

Nagisa MITSUSHIMA, « Les institutions de la stupeur. Retour sur les sociologies de l'événement », *Sociétés plurielles*, Les sciences humaines et sociales à l'épreuve de l'événement, 19 mai 2017.

Catherine NEVEU, « Démocratie participative et mouvements sociaux : entre domestication et ensauvagement ? », *Participations*, 2011/1 (N° 1), p. 186-209

Erik NEVEU, « Médias, mouvements sociaux, espaces publics » in *Réseaux*, volume 17, n°98, 1999. Médias et mouvements sociaux. pp. 17-85.

Erik NEVEU, « Médias et protestation collective » in COLLECTIF, *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, La Découverte, 2010, p. 246.

Héloïse NEZ, « Émotions, délibération et pouvoir d'agir. *Les assemblées des indignés à Madrid* » in COLLECTIF, *La démocratie des émotions. Dispositifs participatifs et gouvernabilité des affects*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018, p. 93-118.

Sandrine NICOURD, « Travail militant », Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux. 2e édition mise à jour et augmentée*. Presses de Sciences Po, 2020, pp. 602-606.

Cécile PECHU, « Répertoire d'action », *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 454-462

Cécile PECHU, « 3. « Laissez parler les objets ! ». De l'objet des mouvements sociaux aux mouvements sociaux comme objets », in L'atelier du politiste, *Recherches/Territoires du politique*, Paris: La Découverte, 2007, p. 59-78.

Cécile PECHU, « Spontanéisme » in Olivier Filleule et al., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Presses de Science Po, p. 558 – 565. Frances Fox Piven, Richard A. CLOWARD, *Poor People's Movements. Why They Succeed, How They Fail*, New York, Pantheon Books, 1977.

Anne PHILIPPS, « Stratégies de la différence : politique des idées ou politique de la présence? », *Mouvements*, 1999, vol. 3, p. 92-101.

Michel OFFERLE, « Retour critique sur les répertoires de l'action collective (XVIIIe - XXIe siècles) », *Politix*, 2008/1 (n° 81), p. 181-202.

Anthony OBERSCHALL, *Social Conflict and Social Movements*, Englewood Cliffs (N. J.), Prentice-Hall, 1973.

Bruno PALIER, Yves SUREL, « Le politique dans les politiques », *Espace Temps*, 76/77, 2001, p.31-54

Maxime QUIJOUX, « Usines récupérées d'Argentine : genèse d'une mobilisation ouvrière inédite », *Savoir/Agir*, n°13, 2013.

Nicolas RENAHY, « Classes populaires et capital d'autochtonie », *Regards sociologiques*, 2010, vol. 40, p. 9-26.

Dieter RUCHT, Friedhelm NEIDHARDT, « Towards a "Movement Society"? On the Possibilities of Institutionalizing Social Movements », *Social Movement Studies* 1, n° 1, 2002, p. 7-30.

William H. SEWELL, « Trois temporalités : vers une sociologie événementielle » in COLLECTIF, *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, La Découverte, 2009, p. 109-146.

David A. SNOW, Dana M. MOSS, « Protest on the fly: Toward a theory of spontaneity in the dynamics of protest and social movements », *American Sociological Review*, 2014, vol. 79, n° 6, p. 1122-1143.

David SNOW, « Analyse de cadres et mouvements sociaux » in CEFAÏ Daniel, TROM Danny, *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans les arenas publiques*, Paris, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2001, p. 27 – 49.

Charles J. STEWART, « Une approche fonctionnelle à la rhétorique des mouvements sociaux » (« A Functional Approach to the Rhetoric of Social Movements »), *Central States Speech Journal*, 31, 4, 1980, p. 298-305.

Federico TARRAGONI, « Entre dépendance et rêve d'autonomie. Les usages populaires de l'État au Venezuela contemporain », *Politix*, vol. 110, n° 2, 2015, pp. 171-193.

Federico TARRAGONI, « La méthode d'Edward P. Thompson », *Politix*, vol. 118, no. 2, 2017, pp. 183-205.

Federico TARRAGONI (dir.), « Lutter avec le temps », *Participation*, n° 27 (2021-2).

Verta TAYLOR, « Social movement continuity: The women's movement in abeyance », *American Sociological Review*, 1989, p. 761-775.

Charles TILLY, « Les origines du répertoire d'action collective contemporaine en France et en Grande-Bretagne », *Vingtième Siècle*, n°4, octobre 1984. pp. 89-108.

Alain TOURAINE, « Les mouvements sociaux : objet particulier ou problème central de l'analyse sociologique ? », *Revue française de sociologie*, 1984, n°25, pp.3-19, p.7.

Sidney G. TARROW, « Power in movement: Social movements and contentious politics », Cambridge University Press, 2011 (1994), p. 14, p. 266.

#### *Etudes de cas*

Francis DUPUIS-DERI, *L'utopie est dans les prés. Campements militants et autogérés*, Réfractations n°14, 2005.

Youssef EL CHAZLI Youssef, *Devenir révolutionnaire à Alexandrie. Contribution à une sociologie historique du surgissement révolutionnaire en Egypte*, Paris, Dalloz, 2020.

Jeroen GUNNING, Ilan ZVI BARON, *Why occupy a square? people, protests and movements in the Egyptian Revolution*, New York, Oxford University Press, 2014

Lilian MATHIEU, « Une mobilisation improbable : l'occupation de l'église Saint-Nizier par les prostituées lyonnaises », *Revue française de sociologie*, 1999, p. 475-499.

Michel KOKOREFF, *Violences policières : Généalogie d'une violence d'État*, Éditions Textuel, 2020.

Julie PAGIS, *Mai 68. Un pavé dans leur histoire*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014.

Isabelle SOMMIER, *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2003.

Réjane SENAC, *La perception des inégalités femmes-hommes*, Paris, PUF, 2007.

Margot VERDIER, *Le commun de l'autonomie. Une sociologie anarchiste de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes*, Editions du Croquant, 2021

### *Sociologie des « mouvements de places »*

#### **15M et « régime de 78 »**

Ramon ADELL, « La movilización de los indignados del 15M. Aportaciones desde la sociología de la protesta », *Sociedad y Utopía*, n° 38, 2011, p. 141-70.

Josep Maria ANTENTAS, « La indignación, tras la explosión inicial. El 15M en Catalunya durante 2012 », *Anuario del conflicto social*, n°2, 2012.

Sophie BABY, *Le mythe de la transition pacifique. Violence et politique en Espagne (1975 – 1982)*, Madrid, Casa de Velazquez, 2012.

Sophie BEROUD « Crise économique et contestation sociale en Espagne : des syndicats percutés par les mouvements sociaux ? », *Critique internationale*, vol. 65, n° 4, 2014, pp. 27-42.

Jordi BONET I MARTÍ, « The 15-M: A Bet for Radical Democracy » in COLLECTIF, *Subterranean Politics in Europe*, Palgrave Macmillan, London, 2015. p. 119-140

Arthur BORRIELLO, « Les métaphores de l'austérité. Abolition et préservation de l'autonomie du champ politique dans les discours de crise en Italie et en Espagne », *Mots. Les langages du politique*, 115, 2017.

José CANDON MEDA, *Toma la calle, toma las redes: el movimiento# 15M en Internet*. Atrapasueños, 2013, p.136.

Kerman CALVO, Teresa GOMEZ-PASTRANA, Luis MENA, « Mouvement 15M : qui sont-ils et que revendiquent-ils ? », *Zoom Politico*, Université de Salamanque, avril 2011.

Emmanuel CHAMORRO, « La leçon du 15M : construire le politique quand il n'y a pas de centre », *Revista internacional de filosofía*, n° 22, pp. 167-79.

Mari Luz CONGOSTO, « Evolution de la propagation du 15M dans l'espace de Twitter », 22 mai 2011.

CENTRE D'INVESTIGATIONS SOCIOLOGIQUES, « Baromètre de Juin », Etude n°2905, Juin 2011.

CENTRE D'INVESTIGATIONS SOCIOLOGIQUES, « Représentations politiques et mouvement du 15-M », Etude 2921, octobre 2011.

Carles FEIXA PAMPOLS, José SANCHEZ GARCIA, Jordi NOFRE MATEO, « De l'altermondialisme à l'indignation » (titre original : « Del altermundialismo a la indignacion »), *Cronotopos del activismo político juvenil en Barcelona*, Nueva Sociedad, Mai-Juin 2014

Ariadna FERNÁNDEZ-PLANELLIS, Mònica FIGUERAS MAZ, « Plaza en red. Características del seguimiento informativo de la/n@ acampadaBCN por parte de los/las jóvenes participantes en Plaza Cataluña », 2012.

Ariadna FERNÁNDEZ-PLANELLIS, Carles FEIXA PAMPOLS, Monica FIGUEROAS-MAZ, « 15M en España : diferencias y similitudes en las practicas comunicativas con los movimientos previos », *Ultima decada*, vol. 21, n° 39, 2013, p. 115 – 138.

Jérôme FERRET, « Des devenirs minoritaires. Retour sur l'expérience politique des « indignés » espagnols », *Mouvements* 2013/3 (n° 75), p. 86-98.

Jérôme FERRET, « La violence refusée des *indignados* espagnols », *Socio*, n°3, 2014, 375-391.

Adoración GUAMAN HERNANDEZ, Olivier LECLERC, « Se réformer pour mieux s'adapter ? Le droit du travail espagnol face à la crise économique », *Droit ouvrier*, n° 763, févr. 2012, pp. 116-123.

Neil HUGUES, « Young people took to the streets and all of a sudden all of the political parties got old': The 15M movement in Spain », *Social Movement Studies*, 2011, vol. 10, n° 4, p. 407-413.

Juan Linares LANZMAN, *Le 15-M en Espagne et les flux d'information : médias, cadres et récits. Du 9 février au 19 juin 2011*. Titre original : *El 15-M en España y los flujos de información: medios, entornos y relatos. Del 9 de febrero al 19 de junio de 2011*, Université de Pompeu Fabra, 2012 – 2013.

Miguel Angel MARTÍNEZ, Angela GARCÍA, Occupy the squares, freeing buildings. *ACME: An International E-Journal for Critical Geographies*, 2015, vol. 14, no 1, p. 157-184.

José Luis MORENO PESTAÑA, « Penser la palabra libre con Michel Foucault : una etnografía de las asambleas del 15-M », 2011.

Héloïse NEZ, « Délibérer au sein d'un mouvement social. Ethnographie des assemblées des Indignés à Madrid » *Participations*, De Boeck Supérieur, 2012, pp.79-102.

Héloïse NEZ, « Podemos, un parti de « non professionnels » ? », *Savoir/Agir*, vol. 32, n° 2, 2015, pp. 53-60.

Jordi NOFRE, Cartografías de la indignación. *Ar@cne. Revista electrónica de recursos en Internet sobre Geografía y Ciencias Sociales*. [En línea. Acceso libre]. Barcelona: Universidad de Barcelona, n° 169, 1 de marzo de 2013.

Mark PURCELL, « Space and the desire for democracy in the 15M », *Transactions of the Institute of British Geographers*, 2020.

Adriana RAZQUIN, « Desbordamientos y viaje hacia la izquierda. Prehistoria del movimiento 15M : de #Nolesvotes a Democracia Real Ya », *Daimon, Revista Internacional de Filosofía*, n° 64, 2015, 51-70.

Adriana RAZQUIN, *Didáctica ciudadana: la vida política en las plazas. Etnografía del movimiento 15M*, Université de Grenade, 2017

José Manuel ROBLES MORALES, Antón R. CASTROMIL, Arturo RODRÍGUEZ *et al.* « El movimiento 15-m en los medios y en las redes. Un análisis de sus estrategias comunicativas », *Empiria: revista de metodología de ciencias sociales*, 2015, vol. 32.

Eduardo ROMANOS, « The strategic use of humor in the spanish indignados/15M Movement » in COLLECTIF, *Crisis and Social Mobilization in Contemporary Spain*, Routledge, 2017. p. 119-139

Joan SUBIRATS, Ismael BLANCO, « Crise et changement d'époque en Espagne. Réponses politiques et crise institutionnelle », *Pôle Sud*, vol. 39, n° 2, 2013, pp. 57-78.

Carlos TAIBO, *El 15-M en sesenta preguntas*. Madrid, Los Libros de la. Catarata, 2011.

Carlos TAIBO, « The Spanish indignados: A movement with two souls », *European Urban and Regional Studies*, 2013, vol. 20, n° 1, p. 155-158.

Benjamín TEJERINA, Ignacia PERUGORRÍA, « Continuities and discontinuities in recent social mobilizations. From new social movements to the alter-global mobilizations and the 15M », *From social to political*, 2012, p. 93.

Javier TORET, *Tecnopolítica: la potencia de las multitudes conectadas. El sistema red 15M, un nuevo paradigma de la política distribuida*, IN3 Working Paper Series, 2013.

Matthieu TROUVE, Sophie BABY, « Le mythe de la transition pacifique. Violence et politique en Espagne (1975-1982) », Madrid, Casa de Velázquez, 2012, 527 p., *Cahiers de la Méditerranée*, 89, 2014.

Catherine VINCENT, « Espagne. Une tradition de concertation brisée par les politiques d'austérité espagnole » in COLLECTIF, *La démocratie sociale à l'épreuve de la crise. Un essai de comparaison internationale*, Rapport IRES, 4, 2013, p. 56.

### **Gezi et histoire contemporaine de la Turquie**

Pablo BARBERA, Megan METZGER, « La rupture par Twitter ? Le rôle des médias sociaux dans la protestation turque », *Social Media and Political Participation Lab*, New York University, 2013.



Etienne COPEAUX, « Le consensus obligatoire » in COLLECTIF, *Turquie : les mille visages*, Syllepse, 2000, p. 89 – 104.

Paul CORMIER, Isil ERDINC, « Introduction : les répertoires d'action répressifs en régime autoritaire », *Pôle Sud*, vol. 53, n° 2, 2020, pp. 21-35.

Paul CORMIER, « Les conséquences biographiques de l'engagement en contexte répressif. Militier au sein de la gauche radicale en Turquie: 1974-2014 », *Carnets de géographes*, 2019, n°12.

Kamil DEMIRHAN, « Social Media Effects on the Gezi Park Movement in Turkey: Politics Under Hashtags » in Bogdan PATRUT, Monica PATRUT (Ed.), *Social Media in Politics. Case Studies on the Political Power of Social Media*, Springer, 2014, chapitre 16.

Emre DEMIR, Sami KILIC, « La fabrique de l'information : comment Erdogan a transformé le paysage médiatique en dix ans », *Les Cahiers de l'Orient*, 2017/3 N° 127, p. 111 – 120.

Deniz Günce DEMIRHISAR, « Le parc Gezi: l'espace d'un mouvement social dans un imaginaire global » in COLLECTIF, *Mouvements sociaux. Quand Le sujet devient acteur*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2017.

Aurélien DENIZEAU, « Les médias turcs aujourd'hui : que reste-t-il ? », *Editoriaux de l'Institut Français des Relations Internationales*, 16 février 2017.

Gilles DORRONSORO, Élise MASSICARD, Jean-François PEROUSE, « Turquie : changement de gouvernement ou changement de régime ? », *Critique internationale*, vol. n°18, no. 1, 2003, pp. 8-15.

Gilles DORRONSORO, Benjamin GOURISSE, « Une clé de lecture du politique en Turquie : les rapports État-Partis », *Politix*, 2014/3 N° 107, p. 195-218

Lorenzo D'ORSI, « Crossing Boundaries and Reinventing Futures: An Ethnography of Practices of Dissent in Gezi Park », s. d., 16-33 in *Another brick in the barricade. The Gezi Resistance and its aftermath*, Wienerverlag, 2015.

Isil ERDINÇ, « Discrimination syndicale en Turquie. L'action syndicale dans un régime semi-autoritaire », *Travail et emploi*, 2016, no 146, p. 101-123.

Gulçin ERDI LELANDAIS, « Gezi Protests and Beyond: Urban Resistance Under Neoliberal Urbanism in Turkey » in COLLECTIF, *Urban Uprisings. Challenging Neoliberal Urbanism in Europe*, London, Palgrave Macmillan, 2016.

Agathe FAUTRAS, « Résister en situation autoritaire : le cas des collectifs militants d'après-Gezi à Istanbul (2013-2018) », *Carnets de géographes* [Online], n°12, 2019.

Nilüfer GÖLE, « Démocratie de la place publique : l'anatomie du mouvement Gezi », *Socio*, n° 3, 2014, p. 351-365.

Ahmet INSEL, *La nouvelle Turquie d'Erdoğan: du rêve démocratique à la dérive autoritaire*, La Découverte, 2017.

Ali KAZANCIGIL, Faruk BILICI, Deniz AKAGUL, *La Turquie : D'une révolution à l'autre*. Fayard/Pluriel, 2013.

KONDA Institut de sondage, « Rapport sur Gezi. Perception publique des protestations de Gezi. Qui étaient les participants au parc de Gezi ?, 5 juin 2014, Istanbul.

Gülçin LELANDAIS, « Émergence et résistance spatiale d'un quartier en contexte autoritaire. Le cas du quartier 1 Mayıs à Istanbul », in COLLECTIF, *Regards pluriels sur l'incertain politique. Entre dérives identitaires, urbanisation, globalisation économique, réseaux numériques et féminisation du social*, L'Harmattan, 2015.

Gülçin Erdi LELANDAIS, « Résistance du parc de Gezi. La réclamation d'un éthos démocratique? », *Raison Publique*, 2014.

Elise MASSICARD, « Une décennie de pouvoir AKP en Turquie : vers une reconfiguration des modes de gouvernement ? », Centre d'études et de recherches internationales, 2014.

Elise MASSICARD, « Les effets productifs de l'occupation lors du « mouvement Gezi » (Turquie, 2013) », *Mouvements: des idées et des luttes*, 2016, p. 1-8.

Elise MASSICARD, « Le populisme dans la Turquie d'aujourd'hui », Février 2018, CERI.

Benoît MONTABONE, « Droit à la ville et contestation de l'ordre moral urbain en Turquie », *EchoGéo*, 2013.

İlay Romain ÖRS, « Genie in the bottle: Gezi Park, Taksim Square, and the realignment of democracy and space in Turkey », *Philosophy & Social Criticism*, 2014, vol. 40, n° 4-5, p. 489-498.

Romain ÖRS İLAY Ömer TURAN, « The manner of contention: Pluralism at Gezi », *Philosophy & Social Criticism*, vol. 41, no 4-5, 2015, p. 453-463

Mustafa OZ, « Mainstream media's coverage of the Gezi protests and protesters' perception of mainstream media », *Global Media and Communication*, Vol. 12, Issue 2, 22 juin 2016.

Jean-François PÉROUSE, « De la « déterritorialisation » au réinvestissement d'un mot de la ville : le cas de meydan en turc » in *Les mots de la stigmatisation urbaine*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2006.

Jean-François PÉROUSE, *Istanbul planète : La ville-monde du XXIe siècle*. La Découverte, 2017.

Jean-François PÉROUSE, « Les événements de Gezi, ou le début de la « dérive autoritaire », vu des périphéries... », *Mouvements*, vol. 90, n° 2, 2017, p. 109-119

Spiridon RAZVAN-MADALIN, Manoiu VALENTINA-MARIANA, « Bref historique d'un symbole de la géographie urbaine : la place Taksim, Istanbul », *European Scientific Journal*, Novembre 2014, vol.10, n° 32.

Yusuf SARFATI, « Dynamics of mobilization during Gezi park protests in Turkey » in *The Whole World is Texting*, Brill Sense, 2015, p. 25-43.

Funda GENCOGLU ONBASI, « Gezi Park protests in Turkey: from ‘enough is enough’ to counter hegemony? », *Turkish Studies*, 17, 2, p. 272-294.

Lisya SELONI, Yusuf SARFATI, « Linguistic landscape of Gezi Park protests in Turkey: A discourse analysis of graffiti », *Journal of Language and Politics*, 2017, vol. 16, no 6, p. 782-808.

Cihan TUGAL, « Resistance Everywhere ? The Gezi Revolt in Global Perspective », *New Perspectives on Turkey*, 2013, n° 49.

Gökçe TUNCEL, « De l’amour du foot au mouvement Gezi : enquête sur le processus de politisation des supporteur.es de « Çarşı » », *Mouvements*, vol. 90, n° 2, 2017, pp. 128-139.

Buket TÜRKMEN, « L’individualisme solidariste des actrices de Gezi et l’émergence de nouveaux sujets », *Agora débats/jeunesses*, 2016, n° 2, p. 119-133.

Zeynep UGUR, « Queering the public sphere : the LGBTI movement in Gezi », *Politika*, 2017.

Aysan UYSAL, *Faire de la politique dans la rue*, Editions du Croquant, 2019.

Bilge YESIL, *Media in new Turkey : The origins of an authoritarian neoliberal state*, Presses Universitaires de l’Illinois, 2016.

Burcu YIGIT TURAN, « OCCUPY GEZI PARK. The Never-Ending Search for Democracy, Public Space, and Alternative City-Making » in Jeffrey HOU, Sabine KNIERBEIN (éd.), *City unsilenced: urban resistance and public space in the age of shrinking democracy*, New York Routledge, Taylor& Francis Group, 2017, chapitre 7.

Erdem YÖRÜK, Murat YÜKSEL, « Classes et politique dans les manifestations de Gezi en Turquie », *Agone*, 2016, no 3, p. 79-100.

### **Nuit debout et mouvement contre la loi travail**

Stéphane BACIOCCHI, Alexandra BIDEF, Pierre BLAVIER, *et al.*, « Déclassement sectoriel et rassemblement public. Éléments de sociographie de Nuit Debout place de la République », *Revue française de science politique*, 2017/4 (Vol. 67), p. 675-693.

Stéphane BACIOCCHI, Alexandra BIDEF, Pierre BLAVIER, *et al.*, « Qui vient à Nuit Debout ? Paris, place de la République, avril-juin 2016 Trois méthodes pour une question », *Sociologie*, 2020, vol. 11, no 3, p. 251-266.

Yannis BENRABAH, Capucine BLOUET, Capucine, Vincent LOUIS, *et al.*, « La nasse : un dispositif de maintien de l’ordre toujours non encadré par le Conseil constitutionnel », *La Revue*

*des droits de l'homme. Revue du Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux*, 2021.

Sophie BÉROUD, « French trade unions and the mobilisation against the El Khomri law in 2016: a reconfiguration of strategies and alliances », *Transfer : European Review of Labour and Research*, 2018, vol. 24, n° 2, p. 179-193.

Madani CHEURFA, Flora CHANVRIL, « 2009-2019 : la crise de la confiance politique », *Baromètre de la confiance politique*, Science Po CEVIPOF (Centre de Recherche de la Vie Politique Française), janvier 2019.

Manuel CERVERA-MARZAL, « Nuit debout et l'épineuse question du leader. Retour sur une expérience vécue » in COLLECTIF, *Nuit debout. Des citoyens en quête d'une réinvention démocratique*, Presses Universitaires de Rennes, 2021, p. 24-34.

Alexis CUKIER, Davide Gallo LASSERE, « Contre la loi travail et son monde »: autonomie et organisation dans le long mars français. *Les Temps Modernes*, 2016, no 5, p. 118-137.

Alexia DUCOS, Lucie LOUBERE, Natacha SOUILLARD, « Dire et faire Nuit Debout : le rôle des médias traditionnels et des réseaux sociaux numériques dans la structuration d'un événement politique en ligne », *Sciences de la société*, 102, 2017, 168-191.

Ian GERMANI, « Taking possession of Marianne: the Place de la République as Political Battleground », *Canadian Journal of History*, 2010, vol. 45, n° 2, p. 299-334.

Arthur GUICHOUX, « Nuit debout : le long mois de mars français » in Christine GUIONNET, Michel WIEVIORKA (dir.), *Nuit debout. Des citoyens en quête d'une réinvention démocratique*, Rennes, PUR, 2021.

Simon LE ROULLEY, Julien LONG, « Terrorisme, violences politiques et maintien de l'ordre. L'ultra gauche comme cible de la terreur instituée ? », *Journal des anthropologues*, vol. 154 -155, no. 3, 2018, pp. 137-160.

Vincent MARISCAL, « La négociation collective" sans peine". La loi El Khomri et l'avenir de la démocratie d'entreprise en Europe » in *Septième congrès triennal de l'Association belge francophone de science politique (ABSP)* ; 2017

Hugo MELCHIOR, « Anatomie d'une période d'exception politique », *Contretemps*, 21 juillet 2016.

Ugo MORET, « Nuit debout, L'imperméabilité médiatique de l'événement-média », 24 avril 2016.

Ugo MORET, « Ce que les médias ont dit ou n'ont pas dit », in *Nuit debout, Médias et (im)médiations*, Les Essais Médiatiques.

Michel KOKOREFF, « Nuit debout sur place », *Les Temps Modernes*, 2016, no 5, p. 157-176.

Sarah PICKAR, Judith BESSANT, « France's# Nuit debout social movement: Young people rising up and moral emotions », *Societies*, 2018, vol. 8, n° 4.

Perrine POUPIN, « Nuit debout et le cortège de tête des manifestations contre la loi Travail : la politique comme expérimentation », *GIS Démocratie et Participation*, 2017.

Emmanuel RUZE, « Des réseaux sociaux à l'occupation sur le terrain. Ethnographie (très) participante de l'occupation de La Défense avec le collectif des Indignés (« Démocratie Réelle ») », *Multitudes*, vol. 50, no. 3, 2012, pp. 96-102.

Selim SMAOUI, *Faites place. Novices en lutte*, Textuel, 2017.

Nikos SMYRNAIOS, Pierre RATINAUD, « Comment articuler analyse des réseaux et des discours sur Twitter », *tic & société*, Vol. 7, n° 2, 2014, p. 120-147.

Guillaume SYLVESTRE, « 2 millions de tweets #NuitDebout, les twittos remplacent les médias via #Periscope », 1er juin 2016.

Federico TARRAGONI, « Ce qui s'est passé sur la Place de la République. Une sociologie de l'événement Nuit debout à partir des émotions politiques », *Sensibilités. Histoire, critique & Sciences sociales*, n° 6, 2019.

Federico TARRAGONI, « Un mouvement dans lequel chacun voit ce qu'il veut. Individualisation et subjectivation politique à Nuit debout » in Christine GUIONNET, Michel WIEVIORKA (dir.), *Nuit debout. Des citoyens en quête de réinvention démocratique*, Presses Universitaires de Rennes, 2021.

Audric VITIELLO, « 'Ultra-gauche' : esquisse de généalogie d'un courant politique radical », Fondation Jean Jaurès, 15 mars 2019, 23 pages [<http://michelgiraud.fr/files/2019/03/ultra-gauche-esquisse-de-genealogie-d-un-courant-politique-radical.pdf>].

Sophie WAHNICH, « « Nuit debout » », *L'Homme & la Société*, vol. 200, no. 2, 2016, pp. 7-12.

Joëlle ZASK, *Quand la place devient publique*, Le Bord de l'Eau, 2018.

### **Mouvements Occupy et 99%**

Marcos ANCELOVICI, « Le mouvement Occupy et la question des inégalités : ce que le slogan "Nous sommes les 99%" dit et ne dit pas », *Par-dessus le marché*, 2012, p. 15-48.

Mark BRAY, *Translating Anarchy: The Anarchism of Occupy Wall Street*, John Hunt Publishing, 2013.

Jef BRANDT, Michael LEVITIN, « A New World », *Occupied Wall Street Journal*, n° 3, 22 octobre 2011.

Craig CALHOUN, « Occupy wall street in perspective », *British journal of sociology*, 64(1), 2013.

Dimitris DALAKOGLU, «The Movement and “the Movement” of Syntagma Square», *Hot Spots, Cultural Anthropology website*, 2013.

David GRAEBER, *Comme si nous étions déjà libres*, Lux, 2014.

Jeffrey LAWRENCE, The International Roots of the 99% and the “Politics of anyone”.. *IC – Revista Científica de Información y Comunicación*, 10, 2013, p. 53-72.

Jeffrey S. JURIS, Michelle RONAYNE, Fiurzeh SHOKOOH-VALLE, « Negotiating Power and Difference within the 99% », *Social Movement Studies*, 2012, vol. 11, no 3-4, p. 434-440.

Jeffrey S. JURIS, « Reflections on# Occupy Everywhere: Social media, public space, and emerging logics of aggregation » in COLLECTIF, *Youth, Space and Time*, Brill, 2016, p. 385-414.

Joel OLSON, Whiteness and the 99%. *We are Many: Reflection of Movement Strategy From Occupation to Liberation*, 2012, p. 46-51.

L. A. KAUFFMANN, « La théologie du consensus » in COLLECTIF, *Occupy Wall Street ! Textes, Essais et témoignages des indignés*, Les Arènes, 2012.

Jan REHMANN, « Occupy Wall Street and the question of hegemony: A Gramscian analysis », *Socialism and Democracy*, 2013, vol. 27, no 1, p. 1-18.

Joseph STIGLITZ, « of the 1%, by the 1%, for the 1% », *Vanity Fair*, 31 mars 2011.

Blair TAYLOR, « From alterglobalization to Occupy Wall Street: Neoanarchism and the new spirit of the left », *City*, 2013, vol. 17, no 6, p. 729-747.

### **Perspectives comparatistes sur les « mouvements de places »**

Jeffrey C. ALEXANDER, «The arc of civil liberation: Obama–Tahrir–Occupy», *Philosophy & social criticism*, 2013, vol. 39, no 4-5, p. 341-347.

Idil BASURAL, « Médiation carnavalesque de l’écriture rebelle : le graffiti des événements Occupy Gezi et Nuit Debout », *Communication & langages*, vol. 197, no. 3, 2018, pp. 53-72.

Sylvaine BULLE, « Formes de vie, milieux de vie. La forme-occupation », *Multitudes* 71, n° 2, 2018, p. 168-75.

Manuel CASTELLS, « Ni dieu ni maître : les réseaux », FMSH-WP-2012-02, février 2012.

Manuel CASTELLS, *Networks of outrage and hope: Social movements in the Internet age*, John Wiley & Sons, 2015.

Hélène COMBES, David GARIBAY, Camille GOIRAND, *Les lieux de la colère : occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa*, Paris, Karthala, 2016.

Thomas COUTROT, « Le troisième âge de la démocratie », *Mouvements*, 3 novembre 2011.

Paolo GERBAUDO, *The mask and the flag: Populism, citizenism, and global protest*, Oxford University Press, 2017.

Nilüfer GÖLE, « Maidan : nouveau protagoniste du politique », 2019 [<https://doi.org/10.26095/ghsa-qp60>].

Armine ISHKANIAN, Marlies GLASIUS, Irum S. ALI, « Reclaiming democracy in the square? Interpreting the movements of 2011-12 », Department of Social Policy, London School of Economics and Political Science, 2013.

Marianne MAECKELBERGH, « Horizontal democracy now: From alterglobalization to occupation », *Interface*, 2012, vol. 4, n° 1, p. 207-234.

Saul NEWMAN, « Postanarchism: a politics of anti-politics », *Journal of Political Ideologies*, 2011, vol. 16, no 3, p. 313-327.

Héloïse NEZ, « Occupation de places » in Olivier FILLIEULE (éd.), *Dictionnaire des mouvements sociaux. 2<sup>e</sup> édition mise à jour et augmentée*. Presses de Sciences Po, 2020, pp. 424-428.

Erik Olin WRIGHT, *Utopies réelles*, La Découverte, 2017.

Geoffrey PLEYERS, « Horizontalité et efficacité dans les réseaux altermondialistes », *Sociologie et sociétés*, 2009, vol. 41, no 2, p. 89-110.

Geoffrey PLEYERS, Marlies GLASIUS, « La résonance des « mouvements des places »: connexions, émotions, valeurs », *Socio. La nouvelle revue des sciences sociales*, 2013, no 2, p. 59-80.

Geoffrey PLEYERS, « Activisme en réseau. Des mouvements Facebook aux mouvements des places », *Réseaux. Communication, technologies, société*, 2013, vol. 181, p. 9.

Geoffrey PLEYERS, « Engagement et relation à soi chez les jeunes alteractivistes », *Agora débats/jeunesses*, 2016, no 1, p. 107-122

Geoffrey PLEYERS, « À la recherche d'une sociologie globale des mouvements sociaux », *Sociologie*, 2020, vol. 11, no 3, p. 305-313.

Eduardo ROMANOS, « From Tahrir to Puerta del Sol to Wall Street: The Transnational Diffusion of Social Movements in Comparative Perspective », *Revista Española de Investigaciones Sociológicas*, 154, p. 103-118, 2016.

Jérôme E. ROOS, Leonidas OIKONOMAKIS, « They don't represent us! The global resonance of the real democracy movement from the Indignados to Occupy », *Spreading protest: Social movements in times of crisis*, ECPR Press, 2014, p. 117-136.

Zeynep TUFEKCI, *Twitter et les gaz lacrymogènes. Forces et fragilités de la contestation connectée*, C&F Editions, 2019

Cécile VAN DE VELDE, « Les mots de la colère. Une décennie d'enquête sur les slogans protestataires », *Sociologie*, vol.11, n.3, 2020, p.291-303.

**Archives des « Places »**  
*Par ordre chronologique*

**15M**

« Esperanza Aguirre compare le 15M avec la démocratie organique de Franco », *La República de las ideas*, 19 mai 2011.

Hibai ARBIDE, « Journée de réflexion de masse Place de la Catalogne - Plaça Tahrir, Plaça Islandia, Plaça Palestina », *Diagonal*, 21 mai 2011.

COLLECTIF, *Juventud sin futuro*, Barcelone, Icaria, 2011.

Selim SMAOUI, « Mai Soixante-tweet », *Mediapart*, 25 mai 2011.

Enquête IPSOS, « Cantidad y calidad de apoyos al Movimiento 15M », 3 août 2011.

« ¡Basta a los recortes! » (« Stop les coupes budgétaires ! »), Manifeste du 14 mai, 15 avril 2011

ANONYME, « Campement à Barcelone jusqu'à 22M. Madrid, Vigo et d'autres villes péninsulaires en guerre. 16 mai 2011 », 16 mai 2011, [<http://barcelona.indymedia.org/newswire/display/420491>]

ANONYME, « 15M à Barcelone : une manifestation décevante » [<http://barcelona.indymedia.org/newswire/display/420312>].

Compte-rendu d'assemblée 15M, Place de la Catalogne, Barcelone, 18 mai 2011.

« La révolution sera féministe ou ne sera pas », Manifeste des féministes indignées ("Feministes indignades"), Place de la Catalogne, 20 mai 2011.

COLLECTIF, « Les graves erreurs des protagonistes de l'assemblée générale » (titre original : « Grave Errors of the Protagonists of the Central Assembly », Place de la Catalogne, 20 mai 2011.

COLLECTIF, Déclaration de principes de l'Assemblée de Barcelone, Place de la Catalogne, 20 mai 2011.



Compte-rendu de l'assemblée populaire du 15M, Place de la Catalogne, 22 mai 2011.

Procès-verbal de la commission « féministe », Place de la Catalogne, 23 mai 2011.

ANONYME, tract distribué sur la place de la Catalogne, « Le plus violent serait de revenir à la normale », « Lo más violento de todo sería volver a la normalidad », 24 mai 2011.

Procès-verbal de la commission « féministe », Place de la Catalogne, 26 mai 2011.

COLLECTIF, « Assemblée, Démocratie et Capitalisme » (titre original : « Assemblies, Democracy, and Capitalism »), mai 2011.

Assemblée, Place de la Catalogne, Barcelone, 28 mai 2011.

Enric DURAN, fondateur de la Coopérative Intégrale Catalane, « Auto-organisons-nous. Quelques idées pour passer de l'indignation à la consolidation de cette révolte sociale », 30 mai 2011.

Communiqué « L'acampada BCN censure le stand démocratie liquide », Parti d'Internet.

*La Vanguardia*, Entretien avec Sandra Ezquerro, 10 juin 2011.

Commission Communication du 15M - Barcelone, « Note d'information », 15 juin 2011.

« Communiqué de Démocratie Réelle Maintenant – Barcelone en rapport avec les événements du 15 juin », 16 juin 2011.

COLLECTIF, « Premiers pas vers une vie digne », Barcelone, 20 juin 2011.

COLLECTIF, « Principes pour un commencement inachevé : des engagements à radicaliser », 20 juin. (titre original : « Principis per a un començament inacabat; compromisos per eradicar »).

*FOTOMOVIMIENTO. 4 ans de témoignage photographies : du #15M aux lois #Mordaza*, Barcelone, Date Cuenta, 2015

Archives de la *ciutat invisible*, coopérative autogestionnaire de Barcelone, 24 novembre 2011. 144 pages. Consulté en ligne : <https://issuu.com/laciutatinvisible/docs/rt15m>

COLLECTIF, *Hacia una revolución mundial no violenta del 15M al 15O*, Madrid, editorial manuscritos, 2011.

COLLECTIF, *Las Voces del 15-M*, Barcelona, Los Libros del Lince, 2011.

QUI A DIT QU'IL N'Y A PAS D'ALTERNATIVE ? 20 propositions pour un vrai changement face au gouffre Arnau M.V, 2012.

TAKE THE SQUARE, Protocole du consensus à Madrid, sans date.

## Gezi

Pétition de la plate-forme Taksim, janvier 2011. Archives en ligne : [<http://www.taksimplatformu.com/english.php>].

Site de « Solidarité Taksim » créé en 2012. [<https://www.taksimdayanisma.org/bilesenler?lang=en>]

Revendications de Gezi présentées par la plate-forme « Solidarité Taksim », juin 2013.

Discours d'Erdogan, Istanbul, 6 juin 2013, transcription et traduction par Pierre Pandelé.

Elise MASSICARD, « Mais qui représente le mouvement de Gezi ? », *Observatoire de la vie politique turque*, 7 juin 2013. [<https://ovipot.hypotheses.org/8910>]

Claire VISIER, « Une semaine à Taksim: d'une économie de subsistance à une économie du loisir », *Observatoire de la Vie Politique Turque*, 8 juin 2013, [<https://ovipot.hypotheses.org/8921>].

Discours d'Erdogan à Pursaklar, traduction par Pierre Pandelé, 9 juin 2013.

Communiqué de presse de Solidarité Taksim, 11 juin 2013.

VIDEOCCUPY, « Une journée pluvieuse au parc Gezi », 14 juin 2013. Accessible en ligne [<https://www.youtube.com/watch?v=D09FdVWCrwQ>].

TAKE THE SQUARE, « Berlin en solidarité avec Taksim », 16 juin 2013. [<https://takethesquare.net/2013/06/16/berlin-in-solidarity-with-taksim-occupygezi/>]

MILLIYET Journal, 23 juin 2013, [<http://ww2.milliyet.com.tr/gundem/2-5-milyon-insan-79-ilde-sokaga-indi-1726600>]

Déclaration publique de Tayip Recep Erdogan lors d'une cérémonie de remise de diplôme à l'école de police d'Ankara le 24 juin 2013.

Isabelle GILLES, « Tout oiseau aime à s'entendre chanter : quelle utilisation de Twitter du côté de l'AKP ? », *Observatoire de la vie politique turque*, 11 juillet 2013, [<https://ovipot.hypotheses.org/9184>]

« La Révolution silencieuse. Bilan des évolutions démocratiques en Turquie entre 2002-2013 », publication du sous-secrétariat d'État à la Sécurité et à l'Ordre public, Ankara, mai 2014.

Kevin BUCKLAND, *La respiration de Gezi. Chroniques du soulèvement d'Istanbul* (titre original : *Breathing Gezi. Chronicles from Istanbul's uprising*), édité par Selj, Barcelone, 28 mai 2014.

Kenan GÖRGÜN, *Rebellion Park*, Vents d'ailleurs, 2014.

Association Turque des Droits de l'Homme, « Rapport des événements du parc de Gezi » - « GEZİ PARKI OLAYLARI RAPORU », 30 octobre 2014.

*Hurriyet*, « L'histoire de la photo qui a brisé les vieilles hostilités », 4 juin 2015.

## Nuit debout

Journal Officiel de l'Union Européenne, « Recommandation du conseil du 14 juillet 2015 concernant le programme national de réforme de la France pour 2015 et portant avis du Conseil sur le programme de stabilité de la France pour 2015 ».

Frederic LORDON, « Nous ne revendiquons rien », *Le Monde diplomatique*, 29 mars 2016.

Communiqué de presse du collectif « Convergence des luttes », 30 mars 2016. « Le 31 mars 2016 après la manifestation on ne rentre pas chez nous, on occupe une place ! ». Communiqué de presse des initiateurs de *Nuit Debout*, repris sur un tract distribué pendant la manifestation.

Compte-rendu de l'assemblée de la commission « Démocratie », Wikidebout, 32 mars (1<sup>er</sup> avril 2016).

COLLECTIF, « Vers la mise en place d'un processus de vote expérimental à court terme » 68 mars, 4 mai 2016.

Compte-rendu de la commission « Démocratie », Wikidebout, 3 avril 2016 (34 Mars).

COLLECTIF Nuit debout Paris, communiqué de presse, 4 avril 2016.

COLLECTIF, « Levons-nous ensemble », Appel du 8 avril 2016.

Compte-rendu INTERCOMMISSION NUIT DEBOUT, 8 avril 2016.

Intervention d'Almamy Kanouté lors de l'assemblée, militant du mouvement « Emergence », Place de la République, 9 avril 2016 (40 mars), Nuit debout Paris.

Frederic LORDON, prise de parole sur la place de la République, 9 avril 2016. Transcription.

Compte-rendu de la commission « Démocratie », Wikidebout, 9 avril 2016 (40 mars).

Compte-rendu des travaux de la commission « démocratie », 42 mars.

Commission « Féminisme » Nuit debout, Place de la République, 12 avril 2016 (43 mars).

Commission « féminisme » Nuit debout, Place de la République, 13 avril 2016 (44 mars).

Prise de parole en assemblée générale par un membre de « Convergence des luttes », 15 avril 2016. Accessible en ligne : [<https://www.youtube.com/watch?v=TkMU3CTnR1U>].

Commission « féminisme » Nuit debout, Place de la République, 16 avril 2016 – 47 mars.

Compte-rendu de la commission « Démocratie », Wikidebout, 50 mars (18 avril 2016).

Parti des Indigènes de la République, « Nuit (blanche) debout : comment sortir de l'entre-soi ? », communiqué de presse, 22 avril 2016.

« Nuits Debout et syndicats : Leur faire peur ! ». Texte approuvé par l'Assemblée du 22 et du 23 avril 2016.

Mathieu BURNEL, militant autonome, Nuit debout-Paris, "Débat sur la violence", 24 avril 2016. Transcription.

Compte-rendu de la commission « Démocratie », Wikidebout, 55 mars (24 avril 2016).

Nuit debout- Paris, « Compte-rendu d'Assemblée Générale », 24 avril 2016.

Frederic LORDON, « Nuit debout, convergence, horizontalités », *Le Monde diplomatique*, 25 avril 2016.

Compte-rendu de la commission « Démocratie sur la place », 2 mai 2016 (63 mars).

Communiqué du Parti pirate, « Nuit debout : pour une authentique convergence des luttes », 3 mai 2016.

Compte rendu de réunion « articulation Vögué- Nuit Debout », 3 mai 2016.

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la Gauche au pouvoir et sur la politique gouvernementale, Paris, 3 mai 2016.

COLLECTIF, « Leurs combines, nos luttes. Nuit debout face à ses récupérateurs », Mai 2016.

Assemblée du 69 mars (8 mai 2016), vidéo réalisée par TV debout. Transcription

COLLECTIF, Appel du 10 mai, « Ensemble, refusons le 49-3 ».

Commission Economie / Politique Nuit debout (Paris), « Appel à la démocratie », 11 mai 2016.

« L'apprentissage de la démocratie place de la République », Gazette debout ,17 mai 2016.

Assemblée des bloqueurs et grévistes de Nuit debout, Place de la République, 26 mai 2016.

Marisa HOLMS, « Lettre ouverte d'Occupy Wall Street à Nuit Debout », Paris-luttesinfo, 10 juin 2016, [<https://paris-luttes.info/lettre-ouverte-d-occupy-wall-5983>].

Emma AVILES, « Réponse du 15M à la lettre ouverte d'Occupy Wall Street à Nuit Debout », Paris-luttesinfo, 21 juin 2016, [<https://paris-luttes.info/reponse-du-mouvement-du-15m-a-la-6197>].

COLLECTIF, « Bilan des commissions de Nuit debout #11 : le media center, *Gazette debout*, 1<sup>er</sup> août 2016.

COLLECTIF, « Pourquoi nous rejetons le citoyennisme », *Paris-Lutte Info*, 24 septembre 2016.

Frédéric BORLOTTI, Fabien GOUTELLE Fabien, Patrice MANIGLIER. « Ce qu'on lisait dans les rues au printemps 2016 », *Les Temps Modernes*, vol. 691, no. 5, 2016, pp. 261-286.

Aléric de GANS, « Tous nos jours de tonnerre », *Les Temps Modernes*, 2016, n° 5, p. 25-29.

Joan HAGELSEN, Camille ZIUTHRE, Camille « Le cortège de tête vu de l'intérieur ou la lutte hors cadre », *Les Temps Modernes*, 2016, n°5, p. 190 – 198.

Capucine TRUONG, NGO Philippe, *Nuit(s) debout*, Atlande, 2016.

Patrick FARBIAZ, *Nuit Debout. Les textes choisis et présentés par Patrick Farbiaz*, Paris, Les Petits Matins, 2016.

COMITE INVISIBLE, *Maintenant*, Paris, La Fabrique, 2017

Rapport public de la DARES, publié le 12 décembre 2018.

Benjamin SOURICE, *La démocratie des places*, Charles-Leopold Mayer, 2018.

Valérie GIRARD, Arno BERTINA, « Occupy La République, Paris – Place de la République », in COLLECTIF, *Le livre des places*, Paris, Inculte-Dernière, 2018.

### **Thèses et mémoires**

Aliénor BALLANGÉ, *L'invention de Bruxelles: l'intégration européenne: par le peuple ou pour le peuple?*, Thèse de doctorat en science politique, sous la direction d'Etienne Tassin et de Frédéric Gros, Paris, Institut d'études politiques, 2018.

Ece BAYKAL FİDE, *Les générations des chroniqueurs de la Turquie et la construction médiatique du charisme du leader au miroir du mouvement de Gezi*. Thèse de doctorat en science politique sous la direction de Gérard CROC et Hakan YÜCEL, Aix-Marseille, 2016.

Hugo BONIN, *Du régime mixte à la « vraie démocratie » : une histoire conceptuelle du mot democracy en Grande-Bretagne, 1770-1920*, Thèse de science politique sous la direction de Francis DUPUIS-DERI et d'Yves SINTOMER, Université de Paris 8, 2020.

Zoé CAMUS, *Pour une description sémantique des assemblées citoyennes politiques : étude de Marinaleda, du NPA et de Nuit debout*. Thèse de doctorat. Paris, EHESS. 2020.

Manuel CERVERA-MARZAL, *Ni paix ni guerre. Philosophie de la désobéissance civile et politique de la non-violence*, Thèse de doctorat sous la direction d'Etienne TASSIN, 2014, Partie I.

Paul CORMIER, *Les conséquences biographiques de l'engagement en contexte autoritaire. Militer au sein de la gauche radicale en Turquie : 1974-2014*. Thèse de doctorat en science politique sous la direction d'Antoine Roger et d'Olivier Fillieule. Université de Lausanne, 2016.

Anders FJELD, *L'expérimentation de n'importe qui. Du défi de Marx à la cartographie ranciérienne des formations sociales*, thèse de philosophie politique sous la direction d'Etienne TASSIN. Université Paris Diderot. 2016.

Benoît FLICHE, *Anthropologie de l'Autre : topologie et différence. Anthropologie sociale et ethnologie*, AMU - Aix Marseille Université, CNRS, 2018.

Renaud GARCIA, *Nature humaine et anarchie : la pensée de Pierre Kropotkine*, Thèse de doctorat de philosophie politique sous la direction de Michel SENELLART. Ecole normale supérieure de Lyon-ENS LYON, 2012.

Öznur KARAKAS, *Gezi Assemblages : Emergence as Embodiment in the Gezi Movement*, thèse de doctorat de sciences sociales sous la direction de Giralt RODRIGUEZ, Université Ouverte de Catalogne, 2018.

Ali KEBIR, *Éléments pour une généalogie de la démocratie*, Thèse de doctorat de philosophie politique sous la direction de Catherine COLLIOT-THELLENE. Université de Rennes 1, 2019.

Julie LE MAZIER, *“ Pas de mouvement sans AG ” : les conditions d'appropriation de l'assemblée générale dans les mobilisations étudiantes en France (2006-2010). Contribution à l'étude des répertoires contestataires*, Thèse de science politique sous la direction d'Isabelle SOMMIER. Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2015.

Alice MAZE, *La place de la République. Un espace public de construction démocratique*, Mémoire de sociologie, Université de Paris 8, 2016.

Pablo OUZIEL, *« Vamos Lentos Porque Vamos Lejos' : Towards a Dialogical Understanding of Spain's 15M »*, Thèse de doctorat de philosophie politique sous la direction de James TULLY. Université de Victoria, 2015.

Pauline PICOT, *"L'heure de nous-mêmes a sonné". Mobilisations antiracistes et rapports sociaux en Ile-de-France (2005-2018)*, Thèse de doctorat de sociologie sous la direction de Christian Poiret, Université Sorbonne Paris Cité, 2019.

Éléa POMMIERS, *La politique économique de François Hollande (2012-2014). Trahison électorale, ralliement économique, rupture politique*, Mémoire de Science politique sous la direction de Frédéric SAWICKI, 2016.

Pauline PRESSE, *Mobilisations collectives et rôle des organisations. Comment agir ensemble malgré l'hétérogénéité ? Le cas de la contestation de Gezi Park*, Mémoire de Science Politique sous la direction d'Emmanuel NEGRIER, Université de Montpellier 1, 2014.

Sébastien ROMAN, *Conflit civil et imaginaire social : une approche néo-machiavélienne de la démocratie par l'espace public dissensuel*, Thèse de doctorat en philosophie politique sous la direction de Michel SENELLART, Ecole normale supérieure de Lyon, 2011.

## Table des matières

REMERCIEMENTS.....	4
SOMMAIRE.....	6
Chronologie non exhaustive .....	7
INTRODUCTION .....	15
1. La démocratie au prisme des « Places » .....	17
2. L'expérience démocratique des rassemblements de places.....	22
3. De la théorie à la pratique : philosophie et sociologie de l'action collective .....	25
4. Des vapurs à la Can Masdeu : méthodologie d'une enquête en diagonale.....	30
Chapitre I. L'archipel des « Places » 15M, Gezi, Nuit debout .....	39
Section 1. La construction des « mouvements de places » .....	43
1. L'effervescence collective du « plein-air pluriel » .....	44
2. Ce que disent les cartes des occupations de places .....	60
3. Géographie des places : durée et masse.....	73
3.1. « Toma la plaza » .....	75
3.2. « Taksim résiste ! Taksim partout ! » .....	77
3.3. Les Nuits debout du « long mars français ».....	78
Section 2. Ce qu'occuper veut dire .....	82
1. Les occupations de places au prisme des répertoires protestataires .....	82
2. Des mouvements aux rassemblements de places .....	92
Chapitre II. Les théories de la démocratie à l'épreuve de la place publique .....	100
Section 1. La place publique à l'épreuve des théories de la démocratie.....	101
1. La démocratie par le marché : le cas de Schumpeter .....	102
1.1. La démocratie comme méthode : une théorie minimaliste .....	102
1.2. Une théorie critique du bien commun et de l'intérêt général.....	104
1.3. Reductio ad economicum : la démocratie comme marché électoral.....	107
2. La démocratie par la délibération : le retour de la place face au palais.....	110
2.1. Une théorie communicationnelle de la démocratie.....	112
2.2. L'écluse et le siège : la « place » face au « palais ».....	115
3. La démocratie par le conflit : la critique de l'espace public habermassien.....	124
3.1. L'hypothèse du dissensus .....	124
3.2. Une conception dissensuelle de l'espace public : éléments pour une phénoménologie de l'espace public .....	127
Section 2. La démocratie au risque du sauvage .....	134
1. La démocratie sauvage chez Lefort : un concept insaisissable ?.....	136
2. La politique par le désordre .....	148
2.1. Désordre et conflit.....	148



2.2. Aux sources de la démocratie sauvage : la division originaire .....	151
2.3. Dominer la domination ou l'impossible état de non-domination .....	157
3. La démocratie contre l'Etat : les enjeux d'une lecture arendtienne de Lefort .....	162
3.1. De la « vraie démocratie » à la démocratie insurgeante .....	162
3.2. La modernité à l'épreuve de la division originaire .....	172
4. L'ensauvagement de la police démocratique.....	179
4.1. Police et politique .....	179
4.2. De la démocratie à la politique sauvage : le politique dans tous ses états .....	185
Chapitre III. Quand le rassemblement fait événement.....	188
Section 1. La mobilisation par les réseaux socio-numériques .....	190
1. Des mouvements « 2.0 » ?.....	193
1.1. L'occupation des « réseaux ».....	194
1.2. L'infrastructure numérique des « Places ».....	202
2. Les « places » et les médias : une coopération conflictuelle .....	210
2.1. « Voir ce qu'ils disent à la télé » : une économie de l'attention.....	210
2.2. « Pirater les médias » : le rôle souterrain des activistes-passeurs.....	214
2.3. « Mouvements de places » et démocratie des publics .....	219
Section 2. Les « Places » dans la caverne médiatique .....	221
1. La construction des « mouvements » comme événement .....	222
2. Le phénomène médiatique des « Places » .....	227
2.1. Les récits de Gezi : entre complot et soulèvement .....	228
2.2. Le 15M à Barcelone : de la mobilisation citoyenne au kale borroka.....	235
2.3. L'exégèse médiatique des rassemblements Nuit debout : indignés « français » et troubles à l'ordre public .....	244
3. La fabrication médiatico-politique des « mouvements de places ».....	248
Chapitre IV. L'émergence des rassemblements de places 15M, Gezi, Nuit debout.....	256
Section 1. Généalogie croisée des rassemblements de places .....	256
1. Contester en contexte néolibéral et post-démocratique .....	257
1.1. Crise de la délégation et néolibéralisation de l'action publique .....	257
1.2. L'hypothèse post-démocratique.....	269
2. Les racines des occupations de places .....	275
2.1. « Génération Tahrir » : l'émergence du 15M en Espagne et à Barcelone .....	275
2.2. « Taksim est partout ! » : la genèse de la mobilisation de Gezi.....	283
2.3. « On ne rentre pas chez nous, on occupe une place ! » .....	290
Section 2. L'épineuse question de la spontanéité .....	298
1. Débordement et attribution de nouveauté.....	302
2. Des mouvements pas si inorganisés.....	316

3. La place des émotions.....	327
Chapitre V. Le politique est dans la place .....	333
Section 1. Construire le Nous à l'épreuve du dissensus .....	334
1. Les places par les discours.....	334
1.1. Barcelone : exigences minimales et horizon de transformation .....	335
1.2. « Taksim est Partout, partout est la résistance ! ».....	338
1.3. « Contre la loi travail et son monde ! ».....	340
1.4. Des discours hétérogènes.....	342
2. Renouveau ou refus de la politique ?.....	346
2.1. Se mobiliser en tant que citoyens.....	346
2.2. La « convergence des luttes » de Nuit debout : quiproquo ou malentendu ? .....	353
3. Les frictions stratégiques des « Places ».....	363
3.1. La mise en débat des frontières de la violence .....	363
3.2. Les « places » comme zones de friction .....	368
Section 2. L'hypothèse anarcho-populiste : autonomie et hégémonie .....	375
1. Faire démocratie : les assemblées du 15M et de Nuit debout.....	382
1.1. « Tu vas pas réinventer deux mille ans de réflexion sur la démocratie » .....	388
1.2. De la démocratie liquide à la liquéfaction du temps démocratique .....	393
2. Faire peuple : le populisme des « Places » .....	408
2.1. Le « pH » des mouvements sociaux .....	410
2.2. Le populisme des « Places » : une question de grammaire ?.....	413
2.3. Les angles morts du « 99% » .....	421
2.4. Le peuple en représentation .....	422
CONCLUSION.....	431
INDEX DES ENTRETIENS .....	442
BIBLIOGRAPHIE.....	448